

LA COMMUNE DE LYON
ET
LA GUERRE BOURGUIGNONNE
1417 - 1435

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PAR

Jean DÉNIAU

Professeur agrégé au Lycée du Parc



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554214_0001

LA COMMUNE DE LYON
ET
LA GUERRE BOURGUIGNONNE
1417 - 1435

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PAR

Jean DÉNIAU

Professeur agrégé au Lycée du Parc



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1934

Il a été tiré de cet ouvrage :

- 4 exemplaires hors commerce sur Velin Madagascar
des Papeteries Navarre, numérotés de I à IV,
- 25 exemplaires sur Japon blanc des Papeteries Muller
numérotés de 1 à 25,
- 391 exemplaires sur Satiné numérotés de 26 à 416.



A MA FEMME



A MONSIEUR LE DOYEN A. KLEINCLAUSZ

INTRODUCTION

L'histoire de Lyon au Moyen-Age a été traitée par morceaux. Des historiens anciens, un seul mérite créance, le P. Ménestrier ¹ ; parmi les autres, on ne peut retenir de ceux qui ont vécu au xvi^e siècle que les faits de leur temps, ou encore certains détails d'institutions ou de mœurs qui persistaient autour d'eux ou qu'ils pouvaient connaître par tradition directe. Après eux, le xvii^e et le xviii^e siècles copient et commentent les travaux précédents : seul Ménestrier va au fond des choses, lit et publie tant bien que mal les pièces des cartulaires, tandis que Le Laboureur ², en liaison avec les robins qui écrivaient l'histoire des provinces voisines, fouille les archives pour y découvrir l'histoire de l'Île Barbe et les renseignements généalogiques utilisables : il a la bonne idée de publier intacts un grand nombre de testaments.

Mais les cartulaires et les autres recueils des églises et de la commune s'arrêtent au xiv^e siècle. Ménestrier n'a pu ou n'a voulu se faire ouvrir les archives plus récentes, actes, registres et comptes ; il termine avant 1400 son histoire civile et consulaire de la ville de Lyon.

Entre les travaux de Ménestrier et les témoignages directs de Rubys ³ et de Paradin ⁴, le xv^e siècle tout entier n'a pas d'historien, pas même de chroniqueur.

Les ouvrages spéciaux qui traitent l'histoire religieuse,

¹ Ménestrier : Histoire civile et consulaire de Lyon, 1696.

² Le Laboureur : Les Masures de l'Abbaye Royale de l'Île Barbe, 1681-82. Edition Guigue 1887-95.

³ Rubys : Histoire véritable de la ville de Lyon, 1604.

⁴ Paradin : Mémoires sur l'histoire de Lyon, 1573.

littéraire ou monumentale présentent pour cette époque une lacune plus ou moins complète : le peu qu'ils en disent est insignifiant ou erroné. Il en est de même des grands ouvrages du commencement du xix^e siècle.



A partir de 1830, le goût de l'histoire et des recherches historiques nous vaut de bons recueils et une infinité d'articles dans plusieurs revues — trop de revues. La seule Revue du Lyonnais présente plusieurs centaines de petites études, d'une variété incroyable, et dont un grand nombre sont bonnes et utiles, leurs auteurs étant d'honnêtes gens, ou même de véritables savants, qui tous aiment bien leur ville.

Après 1870, commence le travail de Claude Guigue et de son fils Georges, qui ont mis au jour beaucoup de pièces d'archives et entrepris la publication des registres consulaires. L'ère des deux Guigue a duré près de soixante ans : ils ont tous deux bien travaillé pour l'histoire de la ville. L'ancien, Claude, est un archiviste éminent, ses introductions et ses notes sont brèves et volontairement bornées à la pièce qu'il a déchiffrée. Son fils Georges est d'abord l'égal de son père, et de plus un historien, qui sait comparer et choisir, et qui a traité à fond les questions venues sous sa plume. Son livre des Tard-Venus est un beau livre, qui éclaire tout un demi-siècle de l'histoire de Lyon ⁵.

A la fin du siècle dernier, Steyert a intitulé Histoire de Lyon ses trois gros et luxueux volumes ⁶. Dans celui du Moyen-Age, il ne traite aucunement l'histoire de la ville : ayant décidé une fois pour toutes que nos bourgeois sont bien coupables d'avoir secoué le joug du clergé pour mettre sur leur cou celui du roi de France, il les dédaigne et ne s'occupe pas d'eux ; d'ailleurs, il ne donne jamais aucune référence, et, même pour les familles nobles du Lyonnais, qu'il connaît bien, on ne peut tirer de lui que des rensei-

⁵ Les Tard-Venus en Lyonnais, Forez et Beaujolais (1356-1369), 1886.

⁶ Steyert : Nouvelle histoire de Lyon, 1899.

gnements partiels⁷ : ce généalogiste et cet ami du clergé n'a pas une demi-page pour l'archevêque Amé de Talaru.

Quoi qu'il en soit, et sans vouloir dire que le travail soit tout fait pour les siècles antérieurs, il ressort que le xv^e siècle Lyonnais était encore tout récemment un terrain neuf pour l'historien. Ce terrain a été exploré par M. Caillet, qui a publié par centaines les pièces détachées des Archives municipales, — surtout les lettres reçues par le Consulat, — autour de son ouvrage sur les relations de la commune de Lyon avec Charles VII et Louis XI ; mais, si les documents sont bien lus et généralement bien datés, le livre lui-même, du moins pour ce qui concerne la fin de la Guerre de Cent Ans, est sommaire, dans tous les sens de ce mot⁸.

Quant aux auteurs d'histoires abrégées⁹, qui ne pouvaient travailler que de seconde main, il est curieux de constater dans leurs ouvrages la lacune, — le trou, aux bords très nets. — qui correspond aux règnes de Charles VI et de Charles VII, entre les « Tard Venus » et le Cartulaire d'Etienne de Villeneuve, d'une part, et d'autre part les travaux de Vaesen, sur le règne de Louis XI¹⁰. Quelques anecdotes seules remplissent l'intervalle.



Pourtant cette époque est intéressante, à la fois pour l'histoire générale de la France et pour l'histoire de la ville. Dans la seconde partie de la Guerre de Cent Ans, et en particulier tant que dura la Guerre bourguignonne, Lyon, aux confins du Sud-Est, ville armagnacque ou tout au moins fidèle au roi des Armagnacs en face du duc de Bourgogne, ville française en face du duc de Savoie, liaison nécessaire du royaume avec le Dauphiné, grande seigneurie

⁷ Il y a pourtant beaucoup à prendre dans son Armorial général du Lyonnais..., 1892.

⁸ V. p. X ci-dessous.

⁹ Nombreuses et sans valeur aux xviii^e et xix^e siècles. Noter les deux bons résumés de vulgarisation de Bleton, 1899, et de M. Charléty, 1903.

¹⁰ Vaesen : La juridiction commerciale à Lyon (1463-1795) ; v. bibliographie dans Charléty.

collective, suivant la formule classique, et l'un des grands vassaux du roi, a joué un rôle politique de premier ordre.

Les citoyens de la Commune de Lyon, appuyés sur le Dauphiné, prirent parti tout de suite et définitivement : ils luttèrent pour le Dauphin (1417) et pour le Régent (1418), ne bronchèrent ni au meurtre de Montereau (1419), ni au traité de Troyes (1420), puis servirent le roi de Bourges (1422). Ils ne connurent une tranquillité relative que de 1424 à 1428, au temps des trêves de la maison de Bourbon¹¹, toujours violemment convoités par le duc de Bourgogne, et plus sournoisement, plus dangereusement peut-être par le duc de Savoie. Après 1428, ils se trouvèrent pris dans deux guerres féodales, celle du Prince d'Orange contre le roi-Dauphin (1428-1430), et celle de Charles de Bourbon contre Bourgogne et Savoie (1434), et coururent encore de grands dangers. Puis vint la paix (1435) ; la ville se releva, lentement d'abord, à cause des « Ecorcheurs », pour enfin prendre son essor et grandir sans arrêt pendant un siècle entier.

D'autre part, la vie intérieure de cette seigneurie a été particulièrement intense : la Commune, attardée à cette époque, et demeurée seule de son espèce parmi les villes de bourgeoisie, dans tout le pays de langue d'oïl, est au point le plus haut de son développement, et ses institutions donnent alors leur plein rendement. A partir de 1430, la décadence de la Commune, qui n'affectera pas la ville, est amorcée : il est curieux d'en observer de près les symptômes.

C'est à ce point précis que nous sommes venus la prendre, et nous avons tenté d'en écrire l'histoire pendant les dix-neuf ans de la guerre bourguignonne, du mois d'avril 1417 à la fin de 1435.

*
**

¹¹ Philippe le Bon, occupé des choses de France et de ses domaines flamands, laissait alors à la Duchesse le gouvernement de la Bourgogne. D'autre part la Duchesse de Bourbon tenait les états de son mari, prisonnier en Angleterre. Les deux duchesses s'efforcèrent constamment de garder en paix les domaines dont elles avaient la garde : elles n'y parvinrent en fait que dans cette courte période.

Cet ouvrage se présente en deux parties presque égales, division inusitée, anormale, qui s'est imposée à l'auteur au cours de longues recherches. La seconde seule traite l'histoire intérieure et extérieure de la Ville et de la Commune pendant la guerre bourguignonne. Mon intention première était de présenter sommairement les hommes et les choses, en forme d'introduction, et de terminer l'œuvre par un tableau plus ample, mais rigoureusement daté.

La force des choses m'a fait renoncer à ce plan : dans l'état de nos ressources, ou de mes recherches, il ne m'est pas possible d'esquisser un tableau de quelque intérêt sans grouper les renseignements d'une assez longue période, débordant la guerre bourguignonne de part et d'autre, en tout pas beaucoup moins d'un demi-siècle.

En second lieu et surtout, il m'a paru que l'histoire que j'avais entrepris de raconter ne pouvait être suivie utilement si l'on n'avait d'abord acquis un certain nombre de notions précises sur le pays et sur la ville, sur le clergé, le peuple, les grands, sur la Commune, les institutions et la vie municipale ; car j'ai désiré faire vivre pour le lecteur Lyon et les Lyonnais comme je les ai vus vivre moi-même.



Dans la première partie, le chapitre premier, tout entier, « Les Pays du Sud-Est », est de seconde main. Il a été construit d'après les grandes compilations du *xvii^e* et du *xviii^e* siècles, d'après les recueils de pièces constitués au *xix^e*, et à l'aide de quelques ouvrages particuliers :

Pour les domaines de la maison de Bourbon :

La Mure, Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez, édition Chantelauze, 3 vol. in-4°, 1860-1868.

Louvet, Histoire de Villefranche, capitale du Beaujolais, 1671.

Aubret, Mémoires pour servir à l'histoire des Dombes (1645), édition C. Guigue, 1868.

Bibliotheca Dumbensis, recueil de chartes, titres et documents... recueillis et publiés par Valentin Smith et C. Guigue, 1854-1885.

Auguste Bernard, Histoire du Forez, 1835.

Huillart-Bréholles, Titres de la Maison de Bourbon, 1867-1874.

Pour le Dauphiné :

Chorier, Histoire générale du Dauphiné, 1661-1672.

U. Chevallier, Choix de documents inédits... v. plus bas, p. X.

Pour les pays bressans et savoyards :

Guichenon, Histoire de Bresse et du Bugey, 1650.

Guichenon. Histoire généalogique de la royale maison de Savoie, 1673 ;

et déjà, le bon livre du Marquis Costa de Beauregard, Souvenirs du temps d'Amédée VIII, 1859.

Pour la Bourgogne et les pays du Midi :

Les histoires de Bourgogne et de Languedoc des Bénédictins : Dom Plancher et Dom Vaissète (édition Molinier).

Pour le Lyonnais enfin :

Les Masures de l'Île Barbe, ouvrage cité page III.

Auguste Bernard, Histoire territoriale du Lyonnais, 1847-1848.

Steyert, ouvrage cité p. III.

Abbé Vachet, Les chanoines comtes de Lyon, 1897.

Dans le chapitre II, l'étude des routes a été construite tant bien que mal sur les itinéraires antiques contenus dans :

Desjardins, Géographie historique et administrative de la Gaule romaine, 1876-1893 ;

corrigée et complétée par :

1° Deux opuscules des Guigue, la thèse récente de Th. Sclafert, et les articles de M. Allix dans la Revue de Géographie alpine, cités en leur lieu.

2° Quelques données précises, malheureusement assez rares, éparses dans les ouvrages cités au chapitre premier et dans tous les documents utilisés.

Pour le Pont, jusqu'en 1411, j'ai résumé sans corrections le travail de M. C. Guigue dans « Recherches sur Notre Dame de Lyon, 1876 ». Depuis 1411, tout est fait de notions authentiques extraites des Registres consulaires et des Comptes du Pont et de la Ville.

Le § 2, « Description de la ville ». Ici, j'ai rencontré l'aide très efficace et l'exemple du beau livre publié en 1925 par M. Kleinclausz et ses collaborateurs : « Lyon des origines à nos jours, la formation de la Cité ». J'ai lu, sans en pouvoir tirer grand'chose de plus, les travaux de B. Vermorel : « Historique des rues de la ville de Lyon... », 1879, avec un plan de Lyon en 1350 ; la brochure de Jamot : « Inventaire général du vieux Lyon, Maisons, sculpture, inscriptions, 1906 » ; les études des abbés Vachet et J.-B. Martin sur les anciennes églises et les couvents de Lyon ; enfin, de M. C. Guigue et Bégule : « Monographie de la Cathédrale de Lyon », 1880 ; et le « Lyon ancien et moderne », par les collaborateurs de la Revue du Lyonnais, 1833-1844, qui dispense heureusement de relire Montfalcon.

J'ai utilisé le plan donné par Ch. Deronsière pour le Livre du Vaillant, que l'on m'a autorisé à reproduire en fin de ce volume, le Plan scénographique de 1545 (fac-similé en 25 feuilles, édité par la Société de topographie historique de Lyon, 1872-76), et surtout le texte même du Vaillant de 1388, des Nommées de 1406 et de 1446, qui m'ont permis d'y ajouter précisions et adaptations à l'époque de la guerre bourguignonne.

Tout le reste de la première partie est de première main ; en voici les sources :

1° Pièces publiées :

Huillard-Bréholles et Costa de Beauregard, cités plus haut ;

Le Laboureur, dans les Masures de l'Ile Barbe ;

O. Morel, La vie à Châtillon en Dombes d'après les Comptes des Syndics, 2^e partie, Documents, 1927.

Le vaillant des habitants de Lyon en 1388, publié par E. Philippon et Ch. Perrat, 1927.

Enfin les deux volumes de REGISTRES CONSULAIRES DE LA VILLE DE LYON (BB 1, 2 et 3), publiés par M. C. Guigue en 1882 et par G. Guigue en 1926.

2° Pièces inédites :

Nommées de 1406 (CC 2) et de 1446 (CC 3) ;

Comptes de la Ville (série CC des Archives municipales) ;

Actes capitulaires de St-Jehan, de St-Just, de St-Pol, avec quelques pièces annexes, des Archives départementales du Rhône.

J'ai tenu compte d'un certain nombre d'ouvrages et d'articles, publiés à Lyon, en particulier dans :

Revue du Lyonnais, 116 vol., de 1835 à 1901 ;

Revue Lyonnaise, 10 vol., de 1881 à 1885 ;

Lyon-Revue, 13 vol., de 1880 à 1887 ;

Mémoires de l'Académie de Lyon, Lettres, 30 vol., depuis 1845 ;

Bibliothèque historique du Lyonnais, 1886.

Il n'est guère de détail de la vie publique ou privée qui n'ait sollicité l'attention de quelque chercheur, et qui n'ait été traité au moins sommairement, quelquefois légèrement. Les plus utiles et les meilleurs de ces travaux seront cités en leur lieu.



II^e partie. Pour faire l'histoire de Lyon dans la guerre bourguignonne, de 1417 à 1435, après avoir accepté le contrôle de MM. Coville et Petit-Dutaillis, dans le tome IV de l'Histoire de France de Lavissee, j'ai pris comme guide pour la suite des événements nationaux, l'*Histoire de Charles VII de Dufresne de Beaucourt* (T. I et II, 1881), qui demeure le maître livre sur cette époque, complétée pour les opérations militaires par celle de Vallet de Viriville (T. I, 1862) et les publications annexes.

Bien que l'histoire religieuse n'ait pas été traitée ex professo, j'ai consulté en ce qui concerne l'Eglise de Lyon, N. Valois, La France et le Grand Schisme d'Occident (t. IV, 1901).

D'autre part, j'ai pris mon bien dans les historiens des provinces cités plus haut ; mais l'essentiel de la documentation, la trame même du récit, est faite des Registres consulaires avec les comptes qui s'y rattachent, des Actes capitulaires de St-Jehan, de la correspondance adressée au Consulat¹², conservée aux Archives municipales série AA.

Je dois citer à part un ouvrage et deux recueils de pièces qui m'ont été très utiles pour les faits de guerre :

J.-L. Bazin, *La Bourgogne de la mort du duc Philippe le Hardi au traité d'Arras, 1404-1435 ; Mémoires de la Société... de Beaune*, 1897.

[après 1430] Canat, *Documents inédits pour servir à l'histoire de Bourgogne*, 1863, qui publie le *Journal de J. Denis*, bourgeois de Mâcon.

[pour la guerre d'Anthon] U. Chevallier, *choix de documents historiques inédits sur le Dauphiné*, 1874, *Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*, 3^e série, T. VI (*Processus super... guerre Anthonis*).

Il ne nous convient pas de terminer cette esquisse bibliographique sans rendre hommage à l'excellent instrument de travail qu'est « *La Bibliographie critique de l'Histoire de Lyon* », de M. S. Charléty, et sans appeler de tous nos vœux le supplément qui la compléterait depuis sa publication en 1902.

*
**

Les pièces justificatives de cet ouvrage ne seront pas très abondantes : je ne puis me permettre d'y donner les quatre ou cinq lettres de toute première importance et de grand intérêt que Beaucourt a choisies¹³. Parmi les innombrables documents publiés par Caillet, près de deux cents sont aux P. J. de son livre, que l'on trouve facilement. De ceux qu'il a répandus dans les revues provinciales, la plupart exis-

¹² Ces lettres ont été publiées pour la plupart : 1° par Beaucourt, aux P. J. de son *Histoire de Charles VII* ; 2° fragmentairement par les érudits lyonnais dans les revues locales ; 3° par Caillet (voir p. X ci-après).

¹³ Les P. J. concernant cette époque sont à la fin des T. I et III.

tent sous forme de tirages à part aux bibliothèques de Lyon, mais d'autres sont introuvables ¹⁴ : je donnerai, sous toutes réserves, ceux qui me paraissent indispensables. Des archives municipales, je donnerai en outre les plus significatives des pièces que Caillet a bien voulu me laisser ¹⁵ ; j'y ajouterai quelques documents des Actes capitulaires de Saint-Jehan. Le reste sera analysé dans le texte, on en trouvera dans les notes des extraits.

Quant aux notes du bas des pages, il nous en restera de trois sortes :

- 1° Les références aux documents et ouvrages cités ;
- 2° Quelques extraits de textes ;
- 3° Enfin des renseignements complémentaires, explications et discussions de détail.

Pour les documents qui sont cités à toutes les pages, les abréviations suivantes seront adoptées :

R. C. = Registres consulaires.

A. C. S. J. = Actes Capitulaires de St-Jehan.

A. C. = Actes capitulaires.

Les pièces des Archives municipales seront indiquées par leur série (AA, BB, CC) et par leur cote, sans autre mention.

Quatre tableaux :

- 1° des ressources de la ville pendant la période étudiée ;
- 2° des envoyés de la Ville aux Etats-Généraux ;
- 3° des tailles royales ;
- 4° des variations de la monnaie ;

Un croquis de la région du Sud-Est, un autre des pays lyonnais, deux croquis des foires à la partie de l'Empire, un schéma des fortifications, seront insérés dans le texte

¹⁴ L. Caillet : Etude sur les relations de la Commune de Lyon avec Charles VII et Louis XII (1417-1483). Annales de l'Université de Lyon, II, fasc. 21, 1909. Relations de Lyon avec le Mâconnais et la Bresse. Lettres des ducs et duchesses de Bourbon. Correspondance des princes de la Maison de Savoie avec la Ville de Lyon au xv^e siècle. Nouveaux documents sur Lyon, de 1428 à 1434 ; etc., etc...

¹⁵ A partir de 1420, Caillet n'a rien négligé qui ne fut négligeable. Les pièces qui nous restent, sont donc surtout de 1417-18, et sont surtout des lettres émanant de personnages de second plan.

même ; le plan de Lyon à la fin du xiv^e siècle, dressé par Deronsière pour l'édition du Vaillant sera donné en hors-texte.

Une table des noms propres de personnes et de lieux, complètera l'appareil utile de cet ouvrage.

Enfin, je demande la permission de remercier en fin de cette introduction tous ceux qui m'ont aidé dans mes recherches : M. l'Archiviste du département du Rhône, MM. le Conservateur et les Bibliothécaires de la Ville de Lyon, dont la complaisance à mon égard fut grande ; les chercheurs rencontrés dans les salles de travail, toujours prêts à m'épargner quelque démarche inutile ou quelque perte de temps, et, avant tous, M. Péricaud, qui a mis généreusement à ma disposition sa connaissance approfondie de la bourgeoisie lyonnaise d'autrefois, acquise au cours de longues années de recherches patientes et sévères, dont les résultats ne sont, hélas ! consignés nulle part.

Lyon, le 31 mai 1934.



Les pays du Sud-Est. - La région lyonnaise

PREMIÈRE PARTIE

LA COMMUNE DE LYON

CHAPITRE PREMIER

LES PAYS DU SUD-EST AUX PREMIÈRES ANNÉES DU XV^e SIÈCLE

1. Lyon, aux confins du Royaume.

Lyon fut, pendant tout le Moyen Age, une ville frontière ; les événements de ce temps en firent un centre politique et une place de guerre, et de son pont sur le Rhône, un point de grande importance ; mais son caractère essentiel et permanent est celui d'une ville de passage, gardienne du premier carrefour de l'Europe occidentale.

La carte la plus sommaire la montre au confluent de ses deux fleuves, « trivium » de voies naturelles élémentaires qui semblent appelées à drainer vers la Méditerranée toute l'Europe du Nord-Ouest. Si nous y ajoutons une représentation quelconque du relief, nous distinguons trois masses de montagnes, trois zones d'obstacles, autour desquelles il faut circuler : à l'ouest, la muraille ininterrompue du Massif central ; au Sud-Est, les Alpes, citadelle à multiple enceinte, où d'étroites portes s'entr'ouvrent, conduisant vers d'autres mondes ; au Nord-Est, enfin, le glacis fuyant du Jura. De Lyon, le Rhône se dirige au Sud, dans son étroite vallée, puis le Massif central se dévoile, découvrant le Languedoc, les Alpes s'écartent, la Provence livre passage vers l'Italie, la mer Méditerranée s'étale enfin, ouverte à toutes les activités. De cette voie unique, Lyon est la porte et la clef ; de là divergent, au

Nord de la ville, la route qui, de plaine en plaine, court vers la Seine et les pays d'outre mer, celle qui, selon la Saône et le Doubs, va rejoindre le Rhin, celle enfin, tortueuse et difficile, qui se coule à la jonction du Jura et des Alpes vers Genève et l'Europe centrale. Ce sont là les grands traits que tout le monde peut lire, en ouvrant seulement l'atlas d'un écolier ; ce sont les grandes raisons d'être de notre ville, depuis que les hommes rôdent sur la terre, et pour toujours, sans doute.

Mais pour comprendre le rôle de Lyon à l'époque du Dauphin Charles et de la guerre bourguignonne, où le grand commerce n'existe plus ou pas encore, condamné par la succession des guerres à se restreindre, où l'homme, borné dans le temps et dans l'espace, réduit son horizon, il nous faut examiner de plus près les régions voisines.

Prenons donc une carte plus riche, nous y verrons pourquoi Lyon et le pont du Rhône ont conservé une grande valeur. Regardons. Vu de près, le Massif central n'est pas une muraille : plusieurs vallées l'entaillent, d'accès facile ; deux surtout, qui mènent à la Loire, celle de l'Azergues vers Roanne et la France centrale, celle du Gier, par les pays du fer et du charbon, vers les hautes plaines. D'autres routes encore, par les échancrures des montagnes, étendent vers les petits bassins intérieurs l'influence de notre ville : d'ailleurs les pentes sont douces et ne sont pas stériles, vignes et champs les couvrent, assez loin et assez haut, avant de céder la place aux pâturages et aux forêts. Au Sud-Est, les Alpes sont loin de Lyon, derrière de vastes plaines et des plateaux d'argile et de cailloux, elles nous présentent, ouverte, la porte de l'Isère, qui interrompt la première enceinte ; cette porte franchie, Grenoble, en son fossé profond, commande d'infinies montagnes. Au Nord-Est, de même, le plateau de la Dombes domine la Saône et le Rhône de son rebord abrupt, mais partout accessible ; il est dans la dépendance étroite de Lyon. En arrière se dresse le Jura méridional, où sont les meilleurs passages : tyranniquement, les passages jurassiens conduisent à ceux de Savoie. Au Nord enfin, passé le

bref couloir où la Saône s'encaisse à la fin de son cours, des plaines plus larges et variées s'étagent et des gens vivent, que Lyon n'attire plus autant.

Or il se trouve qu'aux premières années du xv^e siècle, ces quatre groupes de pays forment autant d'unités féodales en rapports très intimes avec la ville de Lyon, et dont l'existence détermine la vie politique de la cité, de même que les conditions géographiques en commandent la vie matérielle : autant et plus peut-être que les grands événements de France, les Etats de Bourbon, le Dauphiné, la Savoie, la Bourgogne, fournissent les éléments de l'histoire de Lyon.

2. Les domaines de la maison de Bourbon.

Le Lyonnais est borné au Nord et à l'Ouest par deux grandes Seigneuries, le Beaujolais et le Forez, qui appartiennent au duc de Bourbon. Ces deux pays, dans leur ensemble, font partie du diocèse de Lyon, et dépendent essentiellement de la ville pour toute leur vie économique.

La seigneurie de Beaujeu est très ancienne, symétrique de celle de Villars, de l'autre côté de la Saône, et, dans sa partie centrale, elle présenta longtemps les caractères d'un alleu¹. La forteresse de Beaujeu, près des sources de l'Ardière, déjà haut dans la montagne, surveille vers l'Ouest et le Sud un large espace de landes, de pâtures et de bois qui s'étend jusqu'à la crête des monts, et où la double vallée de la haute Azergues dessine deux profonds sillons. Au Sud-Est, le pays descend jusqu'à la Saône, riche, peuplé, vivant, déjà couvert de vignes : là, près de l'ancienne abbaye de la Joug-Dieu, les barons de Beaujeu ont créé Villefranche, devenue au ^{xiii}^e siècle la capitale de leur Etat.

Autour de ce noyau, le Beaujolais s'est annexé à l'ouest la vallée du Rhins, avec Amplepuis et Thizy, et une étroite bande de la plaine jusqu'à la Loire, qu'il touche à Perreux et passe même plus au Nord à Briennon. Sur la Saône, en amont de Villefranche, il comprend aussi Belleville et son abbaye, avec toute la vallée à mi-chemin de Mâcon. Tous

¹ La Seigneurie de Beaujeu existe au ^x^e siècle, entre les mains d'une branche cadette des comtes de Forez et de Lyon. Il faut la ranger, avec Villars, Bâgé, Coligny, outre Saône, et plusieurs autres, dont celle de Bourbon, au N. du Massif Central, parmi les états démembrés des royaumes carolingiens, et dont les maîtres, égaux des comtes voisins, ne prirent pas le titre comtal parce qu'ils n'avaient pas de « cité » dans leur domaine. Ces états n'avaient pas de suzerain féodal, et ne prêtaient hommage à personne : la souveraineté de l'empereur, qu'ils reconnaissaient, ne leur enlève pas la qualité d'alleu.

ces fiefs sont vassaux du duché de Bourgogne². Les Seigneurs ont aussi passé la Saône, et possèdent en Dombes Thoissey, Montmerle, Lent, Chalamont, conquis jadis sur Villars, et restés sous la suzeraineté de leurs anciens maîtres : c'est ce qu'on appelle le Beaujolais « à la part de l'Empire »³. Les Sires de Beaujeu avaient été de grands batailleurs, souvent en guerre avec l'Eglise de Lyon ; ils étaient entrés de bonne heure dans le vasselage des rois de France, et tout aussitôt à leur service. On les vit partout aux côtés du roi, dans toutes ses campagnes ; deux d'entre eux, au XIII^e siècle, portèrent l'épée de connétable, un autre, au XIV^e, fut maréchal de France et mourut à Saint-Omer, en 1351, dans une bataille contre les Anglais, un cadet fut tué à Poitiers (1355) ; le dernier, Edouard II, fut un singulier personnage : à la fin de son long règne, perdu de dettes et de crimes, il légua (1398), puis vendit ses domaines au duc de Bourbon⁴.

² L'hommage dû au duc de Bourgogne pour Thizy et Belleville n'est pas contesté, les Srs de Beaujeu s'en acquittaient régulièrement ; Louis II de Bourbon le prêta le 8 novembre 1400, dès son entrée en possession. (Cf. Huillard-Bréholles, II, p. 117). Il y a eu à l'origine inféodation pure et simple.

³ Pour le Beaujolais à la part de l'Empire, les pièces qui établissaient le vasselage des Srs de Beaujeu ne sont pas venues jusqu'à nous avec la même facilité. Les historiens des XVII^e et XVIII^e siècles, préoccupés de ne pas gêner les prétentions du roi de France, ne les ont pas extraites des chartriers où ils puisaient. Il faut venir à la publication de Huillard-Bréholles pour en trouver quelques-unes : I, 590 : hommage d'Ed. de Beaujeu au Comte de Savoie de 1377. V. aussi : II, 4, 1383 ; II, 164 : en 1407, le duc de Bourbon autorise ses procureurs à faire l'hommage. Il était d'un usage constant que le Seigneur vaincu dans une guerre, au lieu de céder purement et simplement les terres exigées par le vainqueur, les lui concédât en fief, se conservant la suzeraineté dont il eût pu malaisément, en droit, se départir : aucune aliénation postérieure ne pouvait détruire ce haut domaine. Quand le duc de Savoie réclama cet hommage, il pouvait agir comme le successeur direct du Sr de Villars, dont il avait acquis les terres allodiales : l'hommage allant « à la tour de Villars » ; il préféra, semble-t-il, le requérir en qualité de vicaire impérial. Le droit n'était pas ici indiscutable : Amé VIII et ses successeurs après 1441, préférèrent le négociier en détail, en un temps où les coutumes féodales tombaient en désuétude. Cette question des hommages du Beaujolais sera le prétexte de la guerre de 1434, entre Bourbon, Bourgogne et Savoie.

⁴ Les Beaujeu avaient aussi conquis Saint-Trivier, Miribel et Meximeux ; ils s'étendaient ainsi jusqu'au Rhône supérieur. Mais ces dernières possessions passèrent au Dauphin d'abord, à titre de rançon

La montagne et le Beaujolais à la part de l'Empire sont des pays de petite noblesse, pauvre et belliqueuse, qui fournit depuis les temps les plus anciens des chanoines de Saint-Jehan de Lyon⁵ ; on y rencontre au xv^e siècle un seul fief important, celui d'Amplepuis, où vit une branche cadette de la maison baroniale.

Tout, dans ce pays, est tourné vers Lyon ; toutes les routes y convergent, par Villefranche ou par l'Arbresle ; tout ce qui se vend ou s'achète, s'achète ou se vend à Lyon ; les ports sur la Saône sont des étapes vers ceux de la grande ville, et dans toute la vallée s'étendent les propriétés des bourgeois lyonnais.

Le Forez, de contexture et d'origine, est un tout autre pays. C'est l'ancien comté de Lyon, dont les archevêques, au xii^e siècle, ont détaché la ville, avec les terres d'église qui l'entouraient⁶. Le comté se reforma autour de Feurs et de Monbrison et devint vassal du roi de France. La dynastie donna au royaume des chefs de guerre illustres et le

d'Edouard I^{er}, après la bataille de Varey (1327), puis ils furent cédés au comte de Savoie par le roi-dauphin Charles V, en échange d'autres territoires : c'est ainsi que le Savoyard arriva jusqu'aux portes de Lyon.

⁵ Familles nobles du Beaujolais : 1^o ayant fourni de notre temps des chanoines de Saint-Jehan : Trézettes, près de Thizy ; Propières, dans les montagnes, tout au nord-ouest ; Thélis, à Saint-Cyr-de-Valorges ; — 2^o dont les membres ont été mêlés à notre histoire d'une autre façon : Marzé, Beaujolais et Lyonnais, occupent la montagne au-dessus d'Anse et de Chazay ; Viègue, Dauphinois, ont hérité de la terre de Rapetour en Lyonnais ; Laye, Sr de Saint-Lagier ; Tanay, Sr de Cercié ; J. de Genost, serviteur du duc de Savoie, a succédé en 1412 aux domaines des Saint-Amour, Srs de Villié. Familles du Beaujolais à la part de l'Empire : 1^o Ars, près de Trévoux ; — 2^o Challes, près de Thoissey ; Villette, près de Villeneuve ; la Srie de Juis est aux Grôlees (de la branche aînée) ; les Srs de la Baume ont acquis en 1422 l'Abergement et en ont refusé l'hommage au duc de Bourbon.

⁶ Aux x^e et xi^e siècles, les comtes de Lyon possèdent aussi le Forez. Ils font hommage aux rois de Bourgogne et aux Empereurs pour la Ville de Lyon ; en Forez, ils se considèrent comme les vassaux du roi de France. (Cf. la charte de fondation d'Ambierle, 1037 : « Heinrich regnante »). Au xii^e siècle, parmi ses démêlés avec l'archevêque, le comte de Forez recourt au roi et affirme solennellement sa dépendance. Les archevêques partageaient avec les comtes le pouvoir sur la ville : ils tentèrent de les en exclure. Deux siècles de luttes aboutirent aux traités de 1167 et 1173, qui créèrent en somme le comté de Forez, et donnèrent à l'Eglise Lyon et son territoire.

pays des chevaliers très braves. C'est par un mariage que les Bourbon recueillirent le comté tombé en quenouille, au temps de Louis II⁷.

Le Forez, c'est d'abord la plaine de la Loire, sans en excepter au Nord la ville de Roanne et le pays de Roannais à l'ouest de la Loire⁸ ; ce sont aussi, à droite et à gauche du fleuve, les montagnes. La zone accidentée est étroite et assez ouverte du côté de Lyon, où le Lyonnais l'occupe en grande partie ; au sud, près du Gier, les domaines de la maison de Saint-Priest s'étendent sur les deux provinces ; leur capitale, Saint-Chamond, est en Lyonnais, mais le gros de leurs terres, avec les plus belles mines et le groupe de villages qui sera plus tard Saint-Etienne, est bien en Forez. La bordure occidentale, plus sauvage et plus haute, est aussi limitée étroitement par l'Auvergne et les pays proprement bourbonnais. Une ligne de forteresses jalonne le pied des monts : Boën, Saint-Germain-Laval, Urfé, Saint-Polgues, Apchon, puis le grand château comtal de Saint-Haon et les abbayes d'Ambierle et de la Bénisson-Dieu⁸. La noblesse forézienne est plus forte et plus rude que celle du Beaujolais, moins solidement tenue en main par le comte ; ses mœurs se ressentent du voisinage du Velay et de l'Auvergne ; sans atteindre à la puissance des Saint-Priest du Jarez, certains vassaux de l'ouest tiennent encore de grands districts montagneux, tout hérissés de tours et de châteaux ; enfin, si le comté va jusqu'au Rhône, loin

⁷ Les deux fils de Guigue VII moururent sans postérité, Louis I^{er} tué à Brignais, et Jean II, l'imbécile, en 1372. La comtesse-mère, Jeanne de Beaufort, avait gouverné pour son second fils et conserva le pouvoir sa vie durant. Mais l'héritage passe à sa petite-fille, Anne-Dauphine, fille de Jeanne de Forez et de Béraud, dauphin d'Auvergne. Celle-ci avait épousé en 1368 Louis II, duc de Bourbon, qui, tout en respectant les droits acquis de la comtesse Jeanne, reçut dès 1372 les hommages des vassaux et commença à traiter le Forez en dépendance de son duché. La situation est pleinement régularisée à l'avènement de Jean I^{er}, fils d'Anne, en 1410.

⁸ Noter la situation particulière de Charlieu. Au point de contact de trois grandes baronnies : Bourbon, Forez, Beaujeu, cette ville ecclésiastique fait partie du domaine royal, et dépend, tantôt du bailli de Saint-Gengoux, tantôt du sénéchal de Lyon. C'est aussi une place très forte, qui menace le Charolais et s'oppose à Marcigny.

vers le sud, par Argental et Annonay, ses confins sur la haute Loire appartiennent à des barons du Velay qui mélangent volontiers la plaine, — fertile et riche —, à leurs querelles. En plaine même, la grande seigneurie de Montrond, en déshérence, n'a pas été reprise par le comte, mais est allée renforcer encore la maison de Saint-Germain⁹.

Là aussi, dans une large mesure, se recrutent les chanoines de Saint-Jehan, et le commerce lyonnais étend sa clientèle ; trois routes venues de la ville attirent à elles, à Feurs, à Saint-Symphorien, à Givors, les chemins foréziens ; d'ailleurs, au fait que Lyon est la seule ville de quelque importance au voisinage de la province, s'ajoute celui des anciennes routines qui inclinaient tout le monde vers la capitale antique du pays.

A la fin du xiv^e siècle, ces deux domaines, l'un par achat, l'autre par héritage, sont tombés à la Maison de Bourbon, complétant l'Etat bourbonnais. Celui-ci, agrandi aussi du nord de l'Auvergne¹⁰, appuyé sur la province voisine de la Marche, que tient une branche cadette, groupe à notre époque autour des landes du moyen Allier, des vieilles bourgades seigneuriales, Bourbon-l'Archambault, Souvigny, Chantelle, et de la nouvelle capitale, Moulins, un très vaste territoire, assez pauvre et rustique, fournisseur de matières premières, acheteur de produits fabriqués. Le

⁹ La noblesse forézienne. Les grands vassaux : Saint-Priest, Srs de Saint-Chamond en Lyonnais ; Srs de la plaine et des vallées latérales de l'ouest : Couzan, Urfé, Saint-Germain-de-Montrond, Saint-Germain-d'Apchon. Autres gentilshommes : Salemar, Srs de Néronde en Forez : Talaru-Chalmazel, branche des Talaru du Lyonnais ; Lespinasse, au delà de Roanne (la Srie va passer à la famille lyonnaise d'Albon). Seigneurs des provinces voisines ayant des domaines en Forez : Villars (Annonay), Tournon (Beauchastel, Saint-Just-sur-Loire), Roussillon (Veauche), Montchenu (Bourg-Argental), Rochebaron (Montarcher, Aurec, Basen-Basset). Au chapitre de Saint-Jehan, le hasard veut qu'il n'y ait pas, en 1417, de gentilshommes foréziens ; deux y entrèrent bientôt, mais ne résideront pas.

¹⁰ Le comte de Clermont, Jehan, fils aîné de Louis II, épousa en 1400 Marie, fille du duc Jehan de Berry, qui disposa en sa faveur de la terre nommée duché d'Auvergne : — Montaigu, Aigueperse, Riom, Châteldon, — au nord de la province de ce nom. Le duc Louis la rattacha aussitôt étroitement au Bourbonnais, et Anne-Dauphine constitua le douaire de sa belle-fille avec son propre héritage.

duc Louis II, pendant son long règne, l'a organisé en un Etat paternel, mais assez moderne, sur le modèle de la Bourgogne ; mais la difficulté des communications l'induisit à beaucoup décentraliser, et, si l'on en réfère à Moulins pour les affaires les plus graves, si quelques hauts fonctionnaires sont envoyés d'Outre-Loire, les deux pays de Beaujolais et de Forez, formant chacun un baillage, conservent leurs usages, leur juridiction et leur administration distinctes¹¹. Il jugeait en 1407 son œuvre assez solide pour avoir conçu le projet de se retirer du monde, au couvent des Célestins de Vichy, qu'il avait fondé. Jehan I^{er}, duc en 1410, prisonnier des Anglais en 1415, n'a pas eu le temps de troubler ce bel ordre, et, depuis Azincourt, les terres bourbonnaises sont aux mains douces et fermes de la duchesse Marie de Berry, qui en conservera dix-huit ans le gouvernement.

Les rapports des princes de Bourbon avec la ville de Lyon ont été longtemps et pour l'ordinaire assez lointains : les ducs n'ont jamais été les clients du commerce lyonnais, leur résidence la plus fréquente étant leur hôtel de Paris ; Charles I^{er} cependant fut l'hôte de la ville et vécut au pays la première année de son règne, il y connut le maître de l'œuvre, Jacques Morel, et plus tard le vint prendre chez nous pour sculpter les tombeaux célèbres de Souvigny ; mais ce n'est là qu'un hasard, ses affaires, en général, étaient ailleurs. Il en fut tout autrement au temps des duchesses : Anne Dauphine, veuve de Louis II, avait eu pour son douaire le Beaujolais et le Forez, dont elle était l'héritière directe, elle y vécut ses dernières années,

¹¹ Le Bourbonnais, riche en gens de guerre, fournit peu de personnel instruit. Il fallut aller chercher des légistes dans les nouvelles acquisitions : Odoard de Cleppé en Forez, P. de Briandas à la part de l'Empire, et à Lyon, J. le Viste, P. Balarin. J. le Viste aurait été, autour de 1408, *chancelier* du duché (ou seulement du comté de Forez). Je considère ce fait comme douteux : la pièce unique (testament de Louis II, du 24 janvier 1408-09) citée par Huillard-Bréholles, II, p. 173, a pu être mal lue : *chancelier* = *chevalier*, et cette lecture aurait entraîné les deux ou trois autres que l'on trouve dans l'Édition de La Mure par Chantelauze. Jehan le Viste figure nombre de fois comme chevalier en lois et conseiller du duc Louis II. Le chancelier de Bourbon à notre époque est Pierre de Toulon.

à Cleppé et à Montbrison, entourée d'ecclésiastiques et de médecins lyonnais; puis Marie de Berry y prit son séjour habituel, parce que le climat de ces provinces était plus agréable et les mœurs plus douces, et qu'elles étaient par ailleurs les plus exposées. Elle fit approprier à son usage le château de Sury-le-Bois, où elle s'établit à demeure et tint sa cour le plus souvent; elle vint aussi beaucoup à Lyon et séjourna longuement au cloître de Saint-Jehan, hôtesse du Chapitre et bienfaitrice insigne de l'Eglise¹².

La politique des ducs de Bourbon, durant toutes les querelles des princes, fut essentiellement moyenne et leur ambition modérée : leurs domaines ne gênaient ni ne tentaient personne, et le caractère de Louis II, — sa piété profonde et son honnêteté légendaire, — faisait de lui le meilleur des agents de conciliation. Presque toujours ils se trouvèrent au centre du parti de la paix; jusqu'à l'avènement de Charles I^{er}, en 1434, ils ne furent les ennemis de personne; les duchesses purent même conclure avec les Bourguignons des trêves longuement respectées. Les Etats bourbonnais étaient donc pour la ville de Lyon une large et puissante couverture, l'isolant de l'ouest et du nord, et, sauf accident, éloignant les faits de guerre de ses remparts. La guerre, en effet, fut le plus souvent reportée à leur frontière septentrionale, et les campagnes se déroulèrent entre Charlieu et Marcigny, entre Thizy et La Clayette, entre Belleville et Mâcon. L'avènement de Charles I^{er} changea toutes ces conditions : le nouveau duc vivait entouré de chefs de bandes qu'il lui fallait occuper et enrichir, il inquiétait tous ses voisins et avait gagné l'inimitié personnelle et le mépris du duc de Bourgogne; c'est lui qui attira sur le pays de Lyon, en 1434, les forces bourguignonnes et les menaces savoisiennes. Heureusement pour la ville, il était tard, et la fin des guerres approchait.

¹² Il ne reste rien que des ruines informes de ces deux résidences. Une image de Cleppé, un peu plus ancienne, nous montre une forteresse très rude, à peu près aveugle, avec les hourds de bois, telle que ne fut assurément pas la résidence de la duchesse Anne. Marie de Berry préféra Sury, mais en 1433, malade, épouvantée par les bandes d'écorcheurs de Rodrigue à la solde son fils, elle ne s'y sentit plus en sûreté, et vint se réfugier à Lyon, au cloître de Saint-Jehan.

3. Le Dauphiné.

De l'autre côté du Rhône commençait tout de suite le Dauphiné : d'abord une bande de terrains amphibies, « broteaux et lônes », où il avait fallu prolonger le pont par une chaussée coupée de « pontets » de bois. Au bord de la première terrasse de cailloutis, des villages, la Guillotière, Villeurbanne, des châteaux delphinaux, Vaux-en-Velin. Jonage, celui-ci commandant le Rhône et sa navigation. Les premiers fiefs sont à l'église de Lyon, à des bourgeois de la ville, à de petits seigneurs liés à la ville ou à l'Eglise¹ ; puis, en avançant dans la plaine, où tous les monticules abritent quelque village et portent quelque tour, ce sont les domaines propres des anciens Dauphins, aujourd'hui villes et châtellenies royales, Crémieu, Bourgoin, La Tour, Saint-Symphorien-d'Ozon..., coupés de groupes ou de chapelets de fiefs à de grands seigneurs : le marquis de Saluces, le comte de Genève, l'archevêque de Vienne, l'abbé de Saint-Antoine de Viennois. La ville de Vienne occupe l'extrémité occidentale de cette zone, figée dans son ancienne gloire et dans ses traditions, mais décadente, incapable de défendre du fleuve le pont qu'elle tenait des Romains, et dont plusieurs arches vont s'effondrer en 1421, et ne seront pas réparées de longtemps, d'ailleurs jalouse de Lyon, sa rivale heureuse, et mal résignée à subir la puissance royale. En arrière encore, les plateaux sauvages des terres froides et du Chambaran, aux pieds desquels sont les châteaux de la maison de Grólée. Tout ce pays est plein de gentilshommes, guerriers par goût et par nécessité, toujours prêts à répondre au ban, et,

¹ La banlieue lyonnaise en Dauphiné: au chapitre: l'Obéance de Décines et Charpieu; à l'archevêque: le mandement de Béchevelin; Meyzieu, aux Guerrier, bourgeois de Lyon. Familles nobles très liées à la ville: les Richerd, Srs de Saint-Priest; les Lambert, Srs de Mions, coseigneurs de Septème; les Srs de Bron. Domaines de Genève et Saluces: des portes de Lyon jusqu'au Grésivaudan, Anthon, Saint-Romain, le Colombier, Auberive, Falavier, Saint-Laurent-de-Mure, Roybon, etc...

faute de guerre, à courir les grand'routes². Tout ce pays produit du blé, du seigle et d'autres subsistances, qui se vendent à Lyon ; tout ce pays achète à Lyon les objets dont il a besoin et constitue pour nos marchands un client médiocre, mais tout à fait sûr.

Près de la Chartreuse, vide, avec le célèbre couvent, vénéré des Lyonnais qui le couvrent d'aumônes et de legs pieux, s'ouvre la cluse de l'Isère gardée par les châteaux delphinaux de Voreppe, Moirans et Rives, puis c'est le Grésivaudan, riche mais fermé, et cette ville de Grenoble qui prospère et grandit sans cesse et dont le roi-dauphin a fait sans retour la capitale du pays tout entier, aux dépens de Vienne où l'Eglise tient trop de place. A partir de là, voici la vie toute particulière des montagnes : hauts barons et allodiers encore mal soumis, hobereaux pullulants et remuants, communautés isolées des vallées hautes. Au sud de Vienne, les seigneurs de Roussillon et de Saint-Vallier tiennent le Rhône, que la main du Dauphin étreint à Saint-Rambert-d'Albon ; sur l'Isère, près de son confluent, l'abbaye impériale de Saint-Barnard de Romans sépare du Dauphiné le Valentinois et le Diois, avec leur comte et leurs évêques, qui se sont comportés jusqu'alors en souverains.

Depuis les traités de 1343 et 1347, le Dauphiné est la propriété du roi de France, ou, d'après la tradition nais-

2 Noblesse dauphinoise mêlée à notre histoire. 1° la plaine: Maugiron (Ampuis); Chandieu, va s'installer en Beaujolais (héritier de Propières); Pellerin, Sr d'Hières, près de Crémieu; Coppier, Sr de Poisieu, branche cadette à Crémieu; Martel, hommes du duc de Savoie, coseigneurs de Septême, engagistes de Saint-Laurent-du-Pont en 1420; Rivoire (Marennes, Toussieu, Eyrieu); Torchefelon, Cessieu, Mornas, au mandement de Bourgoin; barons: les Boczozel, Srs de Maubec; les Grôlée, Srs de Bressieu; les Roussillon, dont 3 branches sont éteintes récemment, la baronnie étant passée aux Srs de Villars, — une subsiste: les Srs du Bouchage; les Virieu, grands seigneurs allodiers, dont les domaines s'avancent vers Lyon jusqu'au delà de Crémieu et de la Tour. 2° La montagne: les Srs de Sassenage; leurs cadets, les Montrigaud; les Alleman (Allevard). 3° Valentinois: les Montchenu (à Pizangon et Thodure); mais surtout les Poitiers, dont la branche aînée tient le comté de Valence, et la branche cadette barre le Rhône à Saint-Vallier. Le chapitre de Saint-Jehan compte dans ses rangs en 1417: un Montchenu, le doyen Geoffroy; Hugues de Bron, dit Isnard, vicaire de l'Archevêque; un Alleman et un Roussillon, tous deux absents.

sante, de son fils aîné. La position juridique du roi n'y est pas excellente, car l'achat qu'il en a fait ne lui donne aucun droit sur les Eglises ni sur les propriétaires d'alleux, les uns et les autres nombreux et puissants. Pour les commander, il lui faut obtenir le Vicariat d'Empire, que les Empereurs de la maison de Luxembourg lui ont conféré et jusqu'alors toujours renouvelé ; il lui faut surtout être fort, et c'est à quoi il s'est attaché dès les premières années. A Grenoble, où il est chez lui, il a établi un gouvernement solide et bien outillé ; autour du gouverneur, grand seigneur du royaume, grand baron dauphinois ou chef de guerre illustre, il a reconstitué le Conseil delphinal, organe administratif et Cour de justice, qui deviendra bientôt le Parlement de Grenoble, où siègent, à côté des légistes locaux, des gens venus de Paris et aussi de Lyon³. Toute une hiérarchie de baillis, de viballis et de châtelains, plus serrés qu'en France, gouverne le domaine delphinal, contrôle et surveille les églises et les barons. Un « maréchal » soigneusement choisi parmi les gentilshommes, les commande à la guerre et en tout temps arbitre leurs querelles. Le Dauphin, ou le gouverneur pour lui, convoque régulièrement les Etats de la province, qui paraissent à peu près souverains en matière fiscale, et qu'il associe à son pouvoir pour l'interprétation des lois et des coutumes et les modifications qu'il lui convient d'y apporter. Dans les Eglises, il fait élire aux dignités ses serviteurs ou ses partisans, et, quand il ne le peut, les tient sous une surveillance étroite. Pour les grands seigneurs

³ Au Conseil Delphinal. Le président est en 1409 P. de Tholon, bourguignon remplacé après 1413 par Jacques Gelu, archevêque d'Embrun, et l'un des grands serviteurs du roi, puis J. Girard, aussi archevêque d'Embrun, et en 1429 M^e Adam de Cambrai, maître des requêtes du roi de Bourges; enfin Et. Guillon, recruté sur place et éliminé pour installer G. Cousinot.

En 1421, le Procureur fiscal est Mathieu Thomassin, l'avocat fiscal Antoine du Nyèvre, tous deux de Lyon. Antoine Caille sera un peu plus tard conseiller delphinal, en attendant G. Becey, pour le moment secrétaire delphinal, J. Bottu et Gui Pape, le jurisconsulte des « Decisiones ». Noter que les Etats du Dauphiné sont présidés par l'évêque de Grenoble, qui est au dauphin, au préjudice des deux archevêques, dont on n'est pas aussi sûr.

qui résistent à ses ordres ou seulement gênent son autorité, il arrivera à les éliminer les uns après les autres, profitant de toutes les occasions, les usant par tous les moyens.

Tel quel, aux premières années du xv^e siècle, le Dauphiné est un État solide, nullement incorporé au royaume, mais très fidèle à son maître le Dauphin, qu'il ne voit jamais, et par là même intimement lié à la ville de Lyon. Il peut fournir au roi-dauphin, qui en use à son gré, de bonnes troupes en abondance, parfois de véritables armées. A la ville, il donnera du blé, du bois, du bétail, de quoi manger et se défendre ; il lui prêterá aussi des soldats, surtout quand Imbert de Grôlée, sénéchal de Lyon, sera en même temps maréchal de la noblesse dauphinoise. Malheureusement, ce pays de volereaux et de voleurs exigera de la ville qu'elle se tienne toujours sur ses gardes et qu'elle protège ses marchands sur les routes. Malheureusement aussi, quand la royauté des Valois sera défaillante, ce domaine excentrique, où les droits sont enchevêtrés, attirera les convoitises de voisins entreprenants, soit que le prince d'Orange le veuille entamer par l'ouest et par le sud, soit que le Savoyard renouvelle de quelque manière ses vicilles entreprises sur la région montagneuse et les passages des Alpes.

4. Les Etats de Savoie.

Au delà du Rhône et de la Saône existaient naguère deux belles seigneuries, symétriques du Beaujolais : celle du nord, la Bresse, se trouve depuis le XIII^e siècle aux mains du comte de Savoie, à qui elle est échue par le mariage de Sibille de Bâgé, dame de toute la Bresse, avec le comte Amédée V, en 1272 ; l'autre, celle de Villars-Thoire, est d'ores et déjà divisée et vouée à une absorption prochaine. Une partie, le long de la Saône, constitue le Beaujolais à la part de l'Empire ; une autre, le long du Rhône, avec Miribel et Meximieux, autour de Montluel, a été conquise par les Savoyards dans leur dernière guerre contre les Dauphins, où s'étaient mêlés et Villars et Beaujeu. Quelques châtellenies viennent d'être aliénées au duc de Bourbon ; le reste, — la plus grande part, — avec la capitale, Villars, a été acheté et payé d'avance par Amédée VIII, qui prétend exercer sur tout l'ensemble un droit de suzeraineté ; le dernier des Seigneurs de Villars, Humbert VIII, ruiné, vieux et malade, privé de son fils par la mort, ennemi du fils de sa fille, a conservé la jouissance de ces deux dernières parties, grevées aussi du douaire de sa femme, Isabelle d'Harcourt¹.

Examinons d'abord cette terre de Villars, car elle est peut-être, avec le Lyonnais propre, le plus lyonnais des pays, une grande banlieue, pourrait-on dire. L'extension des domaines ecclésiastiques et l'action tracassière des anciens barons a entravé ici l'essor de la noblesse moyenne : la Dombes est un pays de pauvres gentils-

¹ La succession de Villars — voir Aubret, qui a traité la question d'ensemble : II, p. 413 (les ventes) et 499-506, noter l'attribution par le Sr Humbert à sa deuxième femme Isabelle d'Harcourt, de toute la succession de Roussillon (Annonay, Riverie et toutes les terres à l'ouest du Rhône) pour son douaire, et, dans son testament, la jouissance de la Srie du Châtelard, en Dombes, vendue au duc de Bourbon. Cf. Bibliotheca Dumbensis, I, 153 et seq., 329 et seq. (chartes). Pièces nombreuses d'Huillart-Bréholles.

hommes². Mais tous ceux qui subsistent servent l'Eglise de Lyon aussi souvent que leur suzerain propre ; leurs testaments sont déposés à Lyon, leurs libéralités vont aux couvents de la ville, ils y ont leur sépulture dans les églises, ils y prennent femme, y marient leurs filles, y établissent leurs bâtards, ils y déposent leur argent, commanditent parfois les gros marchands, leurs parents et leurs amis ; ils y achètent tout, leurs armes, leurs bijoux, leurs vêtements, ceux de leur famille et de leurs serviteurs. Les paysans conduisent aux ports de la Saône les denrées dont ils disposent, pour le marché de Lyon ; les droits de pêche sont loués aux poissonniers de Lyon ; vers le sud, tout au moins, tous les chemins convergent à Lyon, tracés et entretenus par un abondant roulage. Les bourgades s'adressent à Lyon pour tout ce qui dépasse leurs modestes ressources : c'est aux archives de l'une d'elles, Châtillon, aux fragments de comptes qui en ont été exhumés, qu'on rencontre jusqu'à présent les plus utiles notions sur le commerce lyonnais à cette époque ; mieux : qu'un tribunal local ait condamné à mort un malfaiteur, c'est le bourreau de Lyon qu'on vient quérir pour l'accommoder selon les formes ; mieux encore : qu'en temps douteux l'on regrette l'absence d'un fonctionnaire, d'un châtelain, c'est à Lyon qu'on le retrouve, où il est allé en fraude, goûter les plaisirs de la ville. Et si Lyon manque de blé en quelque circonstance extrême, nous voyons le curé de Saint-Etienne-de-Chalaronne s'entremettre et en charger un bateau pour le compte des panetiers lyonnais³. Le pays, d'ailleurs, bordé à l'ouest par les grands châteaux du Chapitre de Saint-Jehan et de l'Île-Barbe, est plein de leurs moindres domaines et de ceux des autres Eglises.

L'influence de Lyon s'arrête assez vite vers le Nord, par la concurrence de centres secondaires comme Mâcon et

² La noblesse des Dombes, voir note 5, pour le Beaujolais à la part de l'Empire ; ajouter pour les pays savoyards : Maréchal (Meximieux et la Valbonne), Ferlay (Sathonay).

³ O. Morel : la Vie à Châtillon-en-Dombes. 2^e partie : Documents, p. 88 à 135. Pour l'histoire du curé de Saint-Etienne-de-Chalaronne, v. R. C. I., 5 décembre 1421.

surtout Châlon : la Bresse tout entière n'en subit plus guère l'empreinte. Celle-ci subsiste, affaiblie, sur les terres de Coligny et sur le Revermont et les monts Jura jusqu'à Saint-Claude, où s'étend encore l'autorité religieuse des archevêques, et dont les marchands viennent couramment s'approvisionner dans notre ville. Ces pays sont riches en familles puissantes que leurs instincts et leurs intérêts, autant que leurs allégeances, mettent au service de Bourgogne et de Savoie ⁴.

Passé la Dombes et la Bresse, le Jura méridional se présente comme une muraille, franchissable en deux ou trois points. Au sud, le cours violent du Rhône ne se remonte pas, mais à la descente, les « rigues », qui sont des radeaux, apportent du blé et des fruits de Seyssel, les trains de bois sont dépecés au pont du Rhône ; une mauvaise route suit à peu près le fleuve jusqu'à Yenne, d'où elle gagne Chambéry. Au centre, s'ouvre près d'Ambérieu la cluse des Hôpitaux, qui mène à Aix, en passant aux verriers de Saint-Rambert, et par où l'on peut atteindre le petit paradis de Belley. Au nord enfin, la cluse de Nantua conduit vers Genève par le pays de Gex et vers Annecy par Seyssel et la Chautagne. Ce pays des montagnes est pauvre et « de nul regart », mais il est habité par de rudes nichées de chevaliers et de gens d'armes.

Et tout cela, comme on vient de le voir, mène en Savoie.

En ce temps-là, les pays de pâturages sont de pauvres pays : le paysan n'a pas de bétail, et les petits seigneurs eux-mêmes n'en ont guère ; le cheptel est maigre partout, et l'agriculture seule nourrit les campagnes. D'ailleurs en tout plat pays, les bestiaux deviennent trop facilement la proie des routiers, que les récoltes tentent moins directement. Cette dernière explication ne vaut rien pour la Savoie, que ses comtes tiennent en paix depuis bientôt des

⁴ Familles nobles de la Bresse et du Bugey mêlées à notre histoire : 1° Bresse : la Baume (l'Abergement en Dombes et Montrevel), la Palu (Bouligneux, Varambon), Chandée, Varax, Dortenc, du Saix, Sure. 2° Bugey : Grôle (branche aînée), Cordon, Sr des Marches et de Morestel.

siècles ; il n'en reste pas moins vrai que la Savoie est pauvre, que ses vallées agricoles sont étroites et rares, et que, sauf dans la Chautagne, dont le sourire nous accueille en arrivant, et sur la frange littorale des lacs, elle ne peut nourrir laboureurs et vigneron. Ses vallées vont, dans la haute montagne, à la rencontre des vallées piémontaises tributaires du Pô : val d'Aoste, val de Suze, et le comte de Savoie est marquis en Italie et seigneur du Piémont. Mais, de l'autre côté des Alpes, il a des adversaires irréconciliables, et beaucoup trop de vassaux désobéissants. De ce côté, au contraire, nobles et paysans sont ses hommes en fait comme en droit, et l'on rencontrerait difficilement dans l'Europe d'alors un souverain aussi bien servi.

Au xv^e siècle encore, les comtes sont français : l'Italie les repousse ; ils habitent Chambéry, Morges et surtout Thonon, et voyagent beaucoup dans tout leur comté. Si leurs sujets, encore barbares et de vie simple jusque dans les châteaux, sont de mauvais clients pour notre ville marchande, si les cols de leurs montagnes sont peu fréquentés par le commerce transalpin qui leur préfère le mont Genève et surtout la route de mer, la route de Genève, une des principales artères du commerce lyonnais, passe chez eux sur presque tout son parcours, et le comte lui-même, avec sa cour, s'approvisionne à Lyon, et non en Italie, de toutes choses d'usage, en grande quantité.

La dynastie de Savoie, une fois descendue des vallées supérieures, donne l'impression d'avoir concentré en elle toute la vie du comté, et d'avoir travaillé sans interruption, avec une ténacité et une souplesse insignes, au développement d'un Etat, dont l'un d'entre eux aurait un jour conçu la pensée et plus ou moins dressé le plan. Ce qui nous frappe dans leur histoire vue de France, ce sont les oscillations de leur politique, qui vise un temps Turin, — et Gênes, et Milan, — et qui regarde vers Lyon dans d'autres périodes, et qui toujours, là où elle s'applique, emploie les mêmes procédés. Mais il y a tant d'autres choses dignes d'être observées ! et d'abord l'extrême souplesse de la loi dynastique, qui écarte du pouvoir l'inca-

pable ou l'indigne, ou qui l'annule en attendant mieux. Puis le souci qu'ont eu les comtes de ne pas attirer sur eux les haines et les vengeances : que penser de ces gibelins, toujours au service de l'Empereur, et qui lui doivent tout, et qui lui rendent tout ce qu'ils lui doivent, et qui ont trouvé moyen, dans les deux siècles de lutte avec les Papes, de n'être jamais excommuniés ? Plus tard, ils ont été les plus actifs démolisseurs du royaume d'Arles, et se sont vu néanmoins confier par l'Empereur les plus hautes fonctions : pour eux, le vicariat d'Empire a été élargi et doté de tous les pouvoirs possibles, dans le temps même où ils se taillaient dans les débris de l'Empire la part la meilleure et la plus durable. Notons aussi la douceur de mœurs et la courtoisie qui les rend aimables à ceux même dont ils sont les plus dangereux adversaires, et l'espèce de loyauté dont ils savent conserver le renom, — du moins encore au *xv^e* siècle, — tout en s'emparant du bien d'autrui, tant ils savent bien choisir l'heure, et tant leurs mouvements sont adroits.

Mais ce qui nous intéresse le plus ici, c'est la bonne organisation et l'exacte police qu'ils ont imposées à leurs états si composites, alors que l'anarchie s'étendait sur tout leur voisinage : la justice du comte est sévère et attentive, les moindres délits sont poursuivis, les criminels châtiés rudement, quels qu'ils soient ⁵.

La Bresse et la terre de Villars sont gouvernées de Bourg par un bailli, avec une cour de justice analogue à ce que nous trouvons alors en France dans le domaine royal, dont l'autorité s'étend sur les vassaux de toute nature ; le domaine comtal est administré et jugé par des châtelains munis de pouvoirs supérieurs à ceux des châtelains du roi de France ; ceux-ci lèvent aussi les impôts : le système financier est assez primitif, le comte dépense peu, et ses revenus personnels suffisent habituellement. Souvent la châteltenie est confiée au plus puissant seigneur du voisinage, par exemple Montluel à Imbert Maréchal, Seigneur

⁵ Voir, dans Costa de Beauregard, l'affaire du Galois de Sure en 1433. Voir aussi celle de G. Bolomier, un peu plus tard.

de Meximieux ; souvent le châtelain est choisi pour être agréable aux voisins, comme Charbucle à Miribel ; les empiètements doivent être discrets, les maladresses sont aussitôt désavouées. Quant aux gentilshommes trop remuants et qui ne peuvent bouger dans les limites de l'Etat savoisien, qu'ils aillent où ils voudront : sauve l'allégeance de leur Seigneur, ils sont libres de leurs actions..., le meilleur moyen de s'assurer leurs services est de les payer plus cher que l'adversaire ne les paie.

Les comtes de Savoie sont fort dévots et tiennent à leur renom d'orthodoxie ; ils sont en parfait accord sur le terrain religieux avec l'archevêque de Lyon ; ils s'associent à l'Eglise pour surveiller la foi et pourchasser la moindre apparence d'hérésie, et pour perpétuer la pureté des rites, et cela non seulement dans la partie de leurs Etats qui dépend du diocèse de Lyon ; ailleurs même, ils demandent à l'archevêque des juges et des conseillers. D'autre part, si on ne peut les appeler gallicans, du moins suivent-ils aux conciles la même politique que les Lyonnais, qui les conduira loin, jusqu'à l'apparence du schisme.

Bourguignon d'alliances et d'amitiés, Amédée VIII a joué dans les querelles de la maison de France le rôle de médiateur, d'une façon pour ainsi dire permanente. Cependant, partout dans le détail nous le découvrons adversaire des Valois : adversaire en Provence de la maison d'Anjou, à qui il finit par arracher la cession du comté de Nice, adversaire du roi de France en Dauphiné, où il lui dispute le Valentinois, où plus tard il lâche la bride aux folies du prince d'Orange ; désireux de pousser jusqu'au bas Rhône et jusqu'à la mer son Etat que ses prédécesseurs ont doucement conduit jusqu'à la Saône et jusqu'au moyen fleuve, Lyon lui plaît, il aime la ville, il en ferait bien sa capitale.

En 1408, quand les princes de Bourbon, d'Orléans, d'Armagnac, ligués contre Bourgogne qui tient le roi, et entraînant avec eux le vieux duc de Berry, se lièrent aux Anglais par un traité sans excuse, il n'intervint pas de sa personne, mais laissa partir en guerre Amé de Viry, avec la noblesse

savoyarde et bressane. Après de rapides succès, Viry a été refoulé par les forces bourbonnaises, et son maître l'a désavoué, mais en 1410 il l'a laissé repartir de plus belle : l'aventurier est allé jusqu'à Bourges, au service de Charles VI ; il s'est paré quelque temps du titre de Sénéchal de Lyon, sans avoir, semble-t-il, occupé la ville, plus soucieux de butin que d'autre chose ⁶. Et quand Jehan de Berry, repentant, — l'alliance anglaise n'avait rien donné, — ramena les autres princes au roi, Amédée VIII se retira lui aussi les mains nettes, mieux, en bons termes avec tout le monde.

⁶ L'aventure d'Amé de Viry, gentilhomme savoyard et chef de bandes redouté, a été traitée par les historiens de la maison de Bourbon (v. la Mure, II, 94, en note, qui confond les deux expéditions et les place en 1409), et par ceux du Beaujolais et de la Dombes. Louvet, II, p. 120 et p. 308, nous donne la fin de la première expédition : mars 1408 (v. st.) et le traité de mai 1409, par lequel Jehan de Clermont fait hommage au duc de Savoie. Il ne parle pas de la seconde expédition. Aubret, II, p. 450, 461, 465, connaît les deux incursions, date la seconde de 1410. Les renseignements les plus précis sur la première sont dans « Bibliotheca Dumbensis, I, 282 : l'aventurier savoyard, à la solde du duc de Bourgogne, prend Lent, Chalamont, et, deçà la Saône, Belleville et Anse : puis il repasse la rivière et met le siège devant Thoissey : c'est là que le rejoint l'armée bourbonnaise, commandée par J. de Châteaumorand, qui le force à lever le siège, et le mène battant jusqu'au delà de la rivière d'Ain. Sur la seconde expédition, les comptes de dépenses de la duchesse Anne-Dauphine, nous apprennent qu'en avril 1412, le bâtard de Bourbon fut assiégé dans Villefranche par « Amieu » de Viry, que les chevaliers et autres gens d'armes du duc se dirigèrent par là pour le repousser, et qu'ils servirent quinze jours. Il existe aux Archives municipales de Lyon (A. A. 68-32, publiée Caillet) une lettre d'Hector, bâtard de Bourbon, datée du 27 février 1411 (vx st.) expliquant aux consuls qu'Amé de Viry « qui se dit bailli de Mascon » et qui est l'ennemi de la maison de Bourbon, ayant mal observé les traités « devant les châteaux » de Thizy et de Régnay, et livré plusieurs châteaux « aux Angloys », l'armée ducal est descendue en Beaujolais, mais ne fera de mal ni aux citoyens de Lyon, ni aux autres sujets du roi... Enfin il n'est pas douteux qu'Amé de Viry ait exercé les fonctions de bailli et sénéchal, car le consulat a gardé le souvenir des exactions commises par le Sr de la Touvière, son lieutenant : « L'on a ordonné que parmy ce que la Touvière contentera entièrement ceulx de qui il prinst nulz gaiges quand il estoit Lieutenant d'Aymé de Viry, jadiz baillif de Mascon » la ville lui donnerait V francs, qui lui restent dus de ses gages... Nizier Greysieu, qui fut procureur en ce temps-là, a fait crier par la ville »... R. C. I, p. 18 4 déc. 1416. Le 3 mai 1417, il s'agit de récupérer 120 l. sur les hoirs de feu E. Corrant, « pour certain impôs qui fu levé à Lion par le temps que feu Amé de Viry, jadiz bailli de Mascon, vivoit. » Amé de Viry, le Grand, est mort à Nevers, en 1412 ; son petit-fils, Amé, prit sa succession. Voir Cte de Viry : Quelques chartes des archives du château de Viry, in Ac. des Sciences de Savoie, T. VIII, 1918.

Mais depuis lors il ne cessera plus de s'intéresser d'une façon tout particulière à la vie de la région lyonnaise : pour l'Eglise, il lui applique un traitement où alternent les bienfaits et les brutalités, et ne laisse jamais longtemps en repos les Seigneurs de Saint-Jehan, décidé qu'il est à les affaiblir s'il les tient quelque jour ; quant aux bourgeois, il est leur compère, leur homme, sachant qu'il a besoin de leur consentement pour s'emparer de leur ville aux moindres frais, le cas échéant. Il veut les connaître et admet les plus grands parmi ses familiers ; il ménage toujours et partout leurs intérêts, les favorise tant qu'il peut et ne laisse pas de le leur dire ; de temps en temps, il les sollicite à la négligence, même à la trahison, sans insister, toujours prêt à rompre ; il ne leur fera pas violence : car si leur ville était ruinée, il l'apprécierait beaucoup moins. Mais eux, qui n'oublient pas ce que le comte de Savoie a fait des Genevois quand ils furent en son pouvoir, ne se laissent pas circonvenir et font bonne garde, tout en conservant avec le dangereux compère les meilleures relations possibles, puisqu'aux pires années, ses Etats et sa cour sont leurs derniers clients. Plus peut-être que la peur des Bourguignons, et malgré, sur la fin, la défiance des Bourbonnais, ce jeu serré, parfois cruel, soutint leur fidélité, affina leur sens politique, et confirma Lyon dans son rôle de ville frontière, de qui dépendait, plus qu'on ne le pense généralement, le sort du royaume de Bourges.

5. La Bourgogne et le couloir du Rhône.

Il nous faut maintenant porter nos regards sur la grande route, la grande transversale européenne qui fait de Lyon, capitale du Sud-Est, l'entrepôt d'un transit universel. Ce sera pour constater aussitôt que cette route, coupée d'obstacles redoutables et par ailleurs privée de ses principaux débouchés, ne connaît plus à notre époque qu'une activité tout à fait ralentie. D'une part, en effet, la Méditerranée est à peu près vide, et le commerce avec l'Orient, monopolisé par les grands ports italiens, intercepté momentanément par Avignon, est extrêmement ralenti. D'autre part, la route du Nord n'est pas libre vers les Flandres et la mer hanséatique, car l'Etat bourguignon s'est formé, qui prend toute la place.

De cet Etat, qui vaut la France, nous n'avons pas à donner la description : seuls nous intéressent le Sud du duché de Bourgogne et de la Comté, mais surtout le Mâconnais.

Quand le siège archiépiscopal de Lyon vient à vaquer, la régale appartient à l'évêque d'Autun, premier suffragant de la Province ; c'est dire qu'en temps normal des rapports suivis existent entre les clergés des deux cités ; il en est de même, à peu de chose près, des évêchés de Mâcon et de Châlon, dont certains dignitaires sont encore, malgré la guerre, chanoines de Saint-Jehan¹. Ces villes ont été et seront encore les étapes du commerce de Lyon vers le Nord et vers l'Est, le premier à peu près inexistant en ces années, le second dévié par Genève et la plaine suisse. Au temps des trêves, nous verrons se renouer tout de suite les relations commerciales ; malheureusement les trêves ne durèrent pas longtemps, et les méfaits des gens d'armes compromirent les efforts tentés pour rétablir le courant interrompu : de contacts avec Châlon et Autun, nous ne trouverons guère que ceux des « espies » envoyés

¹ Familles du Mâconnais, qui donnent des chanoines à Saint-Jehan : Amanzé (possessionné à Cours, en Beaujolais), Saint-Point, Salornay.

face des petites plaines déjà méridionales que nous retrouverons tout à l'heure, voici que s'élève la masse du Vivarais, où il convient que nous demeurions un peu, et que s'enfuit le Languedoc.

Après la borne du Pilat commence un énorme rempart, haché de vallées en gorges, bordé de petits causses et de « gras », surchargé de coulées de basalte. Fertile à son pied, et un peu plus largement au débouché des torrents, la montagne partout ailleurs est sèche et stérile, et par endroits déserte. De petites villes sur le Rhône, Tournon, Viviers, Le Teil ; sur chaque promontoire, un fort puissamment armé : La Voulte, Voguë, Rochemaure, Crussol, après les ruines sinistres de Peyraud ; en arrière, à l'abri, de minuscules bassins avec des bourgs fortifiés : Annonay, Privas, Aubenas. Le pays est impraticable, nous sommes ici en terre féodale ; il n'y a guère plus de cent ans que le roi de France y a pris pied, s'imposant par un paréage draconien à l'évêque de Viviers, souverain théorique. Ici, les vassaux sont encore tout puissants : si les Tournon, dans la vallée, sont en décadence, passant et repassant du simple brigandage au service du roi, la maison des Randon de Joyeuse, héritière de Chalençon, domine la moitié du haut pays, laissant l'autre aux Montlaur. Plus à l'ouest et plus haut, le Velay et le Gévaudan, autres domaines ecclésiastiques, également en paréage, sont également mal soumis. En Velay comme en Gévaudan, les Polignac alliés aux Randon sont plus rois que le roi, mais Rochebaron, dans les deux provinces, groupe un fort parti bourguignon : les rivalités centenaires continuent et s'aggravent sous le nom des deux partis français, et, pratiquement, continue aussi le système des guerres privées, qui n'a jamais cessé d'exister dans ces montagnes. Les Polignac et les Joyeuse sont armagnacs, mais il faut entretenir à grands frais leur bonne volonté, les couvrir d'honneurs et d'avantages, approuver tous leurs actes, et, quand ils méfont, se rendre complice de leurs méfaits.

Heureusement pour la cause du roi et du Dauphin, tient la campagne en Vivarais un aventurier de grande allure,

Philippe de Lévis : fils d'un cadet d'une maison gasconne, qui se vantait d'être, pour un huitième, vicomte de Lautrec, et de la fille d'Humbert VIII de Villars, seigneur par sa mère de La Roche en Rénier, quelque part en Valentinois, seigneur de La Voulte sur le Rhône et coseigneur, — co-prince — d'Anduze par son mariage, celui-ci s'appuie sur Annonay, possession des Villars, dont sa mère a la jouissance, et s'est jeté à corps perdu dans le parti des Armagnacs, dont il n'espère rien de moins que la succession de son grand-père, au détriment d'Isabelle d'Harcourt et surtout des acquéreurs de l'illustre baronnie. Homme de guerre énergique et rusé diplomate, il a lié partie avec les Polignac et les Randon, et les retient dans le droit chemin, tout en écartant sans relâche les Bourguignons de la vallée du Rhône ; il a jeté dans la lutte jusqu'à ses propres biens, mais il se paie en pillant les campagnes et en exploitant les villes et les Eglises, baptisées bourguignonnes pour la circonstance. Lui aussi est un bon ami et un client fidèle de la ville de Lyon, où il habille son monde et se ravitaille de beaucoup de choses, où il vient faire ses dévotions, où il envoie de ses soldats à première demande pour garder la ville et le pont, mais dont il aggrave la situation par son antagonisme avec le duc de Savoie. Le roi le combla d'égards et de faveurs quand revinrent les meilleurs jours, reconnaissant ainsi tout ce qu'il lui devait ; il fit tant qu'à la fin Amédée VIII lui-même, pour se débarrasser de son instance, lui versa de grosses sommes et lui permit de relever le nom de Villars, et de se parer du titre de comte, que le roi lui avait conféré. Pour le moment, nous ne voulons connaître de lui que la garde vigilante qu'il monte en Vivarais et sur le Rhône, au point que nul, s'il n'obtient son congé, n'ose tenter le passage.

Sur la rive gauche du fleuve, après le Valentinois proprement dit, encore tranquille aux mains de son dernier comte, mais qui verra bientôt les Saint-Vallier, pour le Dauphin, aux prises avec les gens du duc de Savoie, se trouve la principauté d'Orange, domaine allodial de la

maison des Baux, passé par héritage à la famille bourguignonne de Châlon, et qui deviendra, dès 1419, la propriété de Louis de Châlon, Seigneur d'Arlay en Franche-Comté, l'un des héros de notre histoire lyonnaise.

Enfin le Rhône nous conduit en Avignon. Le Pape, depuis un demi-siècle, n'habite plus la ville blanche, mais il y a laissé, sur la route la plus commode qui court de Rome au Concile, un petit groupe de cardinaux et toute une administration, surtout financière. D'autre part, l'essor commercial donné jadis à la ville par le séjour de la cour pontificale n'est pas encore enrayé : Avignon a pris aux Lyonnais le commerce des épices, celui des étoffes de soie et des tissus orfévres, et surtout le commerce de l'argent ; les banques florentines ont colonisé la cité rhodanienne, et l'histoire de Lyon nous y met déjà en rapports avec des Médicis et des Pazzi. Avignon ferme comme un verrou à nos marchands le chemin de Gênes et de la Méditerranée, que leur ouvrira de nouveau la politique de Louis XI et de ses successeurs. Mais Avignon n'a pas de pont sur le grand fleuve, et dès lors dépend des Lyonnais pour la revente à tous les pays du Nord : il laisse passer par le Rhône le sel, qui nous vient de Provence.

La Provence n'a plus d'histoire, depuis les accords d'Anjou et de Savoie, du moins n'a plus qu'une histoire toute locale. Marseille dort dans son vieux port, en attendant d'être le complément de notre ville. Nîmes et Beaucaire se partageront bientôt l'influence bourguignonne et l'influence armagnacque.

En fait l'histoire de Lyon, en ces années, ne réagit guère aux choses du midi.

6. Le Lyonnais.

C'est un tout petit pays, mal dégagé des provinces voisines, un fragment de l'ancien comté resté attaché à la ville ; il étend ses limites jusqu'où s'étendent les domaines compacts des Eglises de Lyon.

Le Lyonnais ne contient pas toutes les terres de l'Eglise, qui déborde largement en Beaujolais, en Dombes, en Dauphiné, beaucoup plus loin encore ; il n'est pas non plus tout entier à l'Eglise, bien qu'il s'en faille de peu : comme la forêt garde son nom malgré ses clairières, mais ne l'impose pas à la plaine tant que subsistent quelques bouquets d'arbres.

Si petit qu'il soit, le Lyonnais est assez varié : deux portions de vallée, la Saône et ses prairies au Nord jusqu'au delà d'Anse, au Sud le Rhône et ses vignes jusqu'à Condrieu ; le Mont d'Or, calcaire, arable : ces trois pays fort peuplés, tout couverts de villages ; enfin une copieuse part de montagnes, de Rive-de-Gier jusqu'à Tarare. Tout cela, que les gens de Lyon appellent le Plat pays, n'a pas de grandes ressources, les meilleurs terrains étant surpeuplés ; il arrive cependant que les gens du roi, qui comptent les feux plutôt qu'ils ne mesurent la richesse, lui fassent payer trois ou même quatre fois autant d'impôts qu'à la ville de Lyon¹. D'autre part, les seigneurs d'Eglise, sans l'écraser, ne lui ménagent pas les dîmes. Malgré tout, il paie, et ne se plaint jamais que des gens de guerre : sauf le temps où les routiers passent et surtout séjournent, il ne présente pas en ces vingt ans l'aspect de la misère².

¹ Quelques exemples des quotes parts de tailles : en 1416, la ville paie grossièrement les 9/30 de la taille imposée à l'élection de Lyonnais ; en 1422, les 6/30, en 1423, les 7/30 : les consuls se plaignent que les « élus ont plus chargé la ville que n'est acoustumé » ; en 1424, les 4/30 seulement, etc. V. R. C., 22 mars 1417, 14 août, 2 oct. 1422, 9 fév., 3 nov. 1423, 19 mai 1924, I, p. 35, II, p. 13, 18, 37, 70, 100.

² Les impôts ordinaires sont certainement plus lourds qu'à Lyon, et beaucoup moins bien répartis. Comme toutes les inféodations sont an-

Le roi y possède trois bourgs : au Nord, Pouilly-le-Monial, au Sud, Sainte-Colombe, en face de Vienne, au centre, et pour partie seulement, St-Symphorien-le-Château, pour lesquels d'ailleurs il fait hommage au Chapitre de Saint-Jehan.

L'abbé de Savigny tient un petit Etat sur la basse Brévenne, avec Sain-Bel et le gros bourg de L'Arbresle. L'abbé d'Ainay groupe ses terres autour de Chazay-d'Azergues, il reçoit l'hommage de Marzé, de Beaulieu, de Belmont et de Châtillon. L'Ile-Barbe possède sur la rive droite de la Saône le Bourg de l'Ile, et Vimy à la part de l'Empire. A l'archevêque, qui n'est plus un très grand seigneur terrien, appartiennent Francheville près de Lyon, et au Sud de la ville, le long du Rhône, Oullins, Irigny, Vernaison ; dans la montagne, il a le château d'Iseron et quelques vassaux. L'abbaye de Saint-Pierre, les chapitres de Saint-Pol et de Saint-Nizier, d'autres couvents, d'autres Eglises, ont des propriétés partout disséminées, mais sans caractère politique.

Plus riche est le noble chapitre de Saint-Just, dont les possessions s'allongent de Brignais à Grézieu, avec les deux châteaux et les hommages de Pollionnay et de Montagny.

Mais l'ensemble du pays appartient aux Seigneurs de Saint-Jehan, qui portent le titre de comtes de Lyon. Leur domaine est particulièrement dense aux bords de la Saône, où les châteaux de Couzon, d'Albigny, de Saint-Germain, la Salla de Quincieu, mènent à leur ville d'Anse, doublés sur la rive gauche de Rochetaillée, Genay et Saint-Bernard. Le Mont d'Or est à eux, commandé par le châ-

ciennes, les droits féodaux ne sont pas écrasants : au Vaillant comme aux Nommées, les charges des propriétés de campagne sont bien moins lourdes que celles qui grèvent les immeubles urbains. Quant aux tailles extraordinaires, elles sont rares, d'après les actes capitulaires, en tout cas moins fréquentes et moins fortes que les tailles municipales de la ville. Par contre, il y a les gens de guerre. V. A. C. St-J., 3 oct. 1422 : Imposition de 600 écus d'or ordonnée pour le procès de la custodie. 25 août 1426 : Permission aux hommes de la baronnie à la part du royaume de s'imposer une taille de 100 lt pour le procès de Jacques de Montmort.

teau de Saint-Cyr, avec les hommages de Curis et de Poleymieux. Dans la banlieue propre de Lyon, ils ont Tassin, Ecully, Sainte-Foy, et plus au Sud, le bourg de Saint-Genis-Laval. Dans la montagne, leurs châteaux sont épars, mais surveillent leurs vassaux : Lentilly, Vaugneray, Saint-Andéol ; sur le Gier, deux bourgs avec leurs châteaux, Rive-de-Gier et Givors ; enfin tout au Sud, dans une position très forte, la ville de Condrieu... Et nous ne nommons ici que les villes et les châteaux importants, les « mansions », où sont des châtelains, où peut normalement résider un chanoine, sans compter une foule de granges et d'autres domaines, où pour les chanoines « obéanciers », leurs officiers laïques, censiers, messiers et cellériers, amassent les dîmes et les rentes. Les chanoines de Saint-Jehan sont de très hauts seigneurs, vassaux immédiats du roi, à qui leur doyen fait hommage, en la même forme que les plus grands feudataires : ils ont sur leurs domaines les droits les plus étendus ; Ainay, Savigny, Saint-Just, beaucoup moins puissants, sont pourtant des barons eux aussi.

A l'extrême Sud, deux seigneuries de quelque importance échappent au pouvoir de l'Eglise, sinon à sa suzeraineté : la maison de Villars détient Riverie et Dargoire, et les Saint-Priest du Forez étendent largement sur le Lyonnais leur baronnie de Saint-Chamond.

Tout ce pays fourmillé de manoirs et de maisons fortes, où vit une nombreuse noblesse, ³ vassale de l'Eglise, et toute

³ Familles nobles du Lyonnais : Saint-Priest (Forez), Saint-Chamond et le Jarez ; Marzé (Beaujolais), a de grands biens à Morancé et Pommiers, autour d'Anse. [v. la délimitation de la mansion d'Anse et de la terre de Marzieu, A. C., St-J., 25 juin 1417] ; Mont-d'Or, maison ancienne, jadis rivale des Srs de Jarez, en décadence, a vendu beaucoup de terres et de châteaux aux bourgeois de Lyon ; Montagny, Sr de Montagny, près de Givors ; Albon, famille lyonnaise, sinon bourgeoise, d'origine, Sr de Curys et de Saint-Forgeux, branches de Saint-André et de Lespinasse) ; Talaru, passée en Forez (Chalmazel) ; Arod, ancienne famille, dont personne de notoire n'est encore sorti, Srs de Lay, Sévenas, La Fay près de la Rajasse, Montmelas ; Varennes ; Chiel, Sr de Beaulieu, près de Chazay ; Chavannes, à Givors ; Parent, à Brignais ; Raffin, Sr du Montet ; Gaspard. Ces derniers noms nous font descendre assez bas dans la caste nobiliaire. Nommons aussi J. Sapin, chevalier, serviteur de J. Jossart.

vouée à son service. Personne n'est grand ici, pas même les tout premiers : Mont d'Or, Talaru, Albion, Montagny, qui fournissent des chanoines à l'illustre Chapitre, moins encore Chiel et Chavannes qui y accéderont un peu plus tard ; la plupart cependant ne sont pas pauvres, leurs testaments nous les montrent toujours égaux ou supérieurs aux meilleurs bourgeois de Lyon.

Ceux-ci, au cours et surtout à la fin du dernier siècle, ont envahi petit à petit le plat pays ; beaucoup de domaines ruraux leur appartiennent aujourd'hui, et chaque année en accroît le nombre. Certains ont acheté des terres nobles et prêtent l'hommage aux Eglises, soit qu'ils vivent « noblement » dans leurs châteaux, comme les Jossart et les Varey d'Avauges, soit qu'ils demeurent à la ville et n'aient pas même abandonné leur comptoir ⁴.

Avant donc que la guerre bourguignonne y ait ramené les routiers, ce pays de Lyonnais paraît prospère, en pleine culture, en plein rapport, et ses produits emplissent la grenette de Lyon, alimentent les caves et les auberges. Certains paysans viennent habiter la ville : ils sont assez aisés pour y acquérir une maison ; certains sont presque riches, si l'on en croit leurs nommées et les procès qu'ils engagent, nouveaux citoyens libres de leurs corps, contre les officiers de l'Eglise qui continuent à taxer leurs terres dans leurs villages.

Le pays ne manque ni de bourgs, ni même de petites villes ; nous citerons celles que la Commune de Lyon convoque lorsqu'elle juge à propos de causer avec les gens du plat pays :

Anse, qui a une paneterie, un maysel, des épiciers, des

⁴ En 1417 : les Varey de Lyon ont Belmont, (Tunes en Beaujolais) ; ceux d'Avauges pourraient figurer au nombre des gentilshommes ; les Villeneuve, Yvours ; Pompierre, Pollionay ; les Sivrieu, Rontalon ; les Jossart, Poleymieu et Châtillon-sur-Azergues ; les Bleterens, Pierreclos en Mâconnais ; les Jullien ; les Le Viste... Dans les années qui suivent : P. du Nyèvre deviendra Sr du Martaret, P. Chevrier de Veyssieu, Ant. de Chaponnay de Feyzin, Et. Guerrier de Meyzieu, tous quatre en Dauphiné. Ajouter aussi Pasquet le Charron, embarrassé de sa grange des « Hosteaux ».

drapiers, et de belles maisons estimées au même prix que celles de Lyon ; L'Arbresle, Rive-de-Gier, enfin Condrieu, dont les principaux bourgeois enrichis par la traite du sel et la navigation du Rhône se mêlent volontiers au patriciat lyonnais.

Mais d'autres bourgs encore sont plus que de gros villages : à Saint-Genis-Laval travaillent des boulangers qui viennent vendre leur pain au marché de Lyon ; à Saint-Symphorien existe un petit noyau urbain d'artisans et de marchands.

Il y a dans le Lyonnais quelques industries : notons la corderie à Anse, à Rochetaillée un « moulin à papier », des moulins à farine un peu partout, certes supérieurs aux moulins flottants du Rhône⁵. Mais surtout, malgré l'Eglise et souvent sous la menace de poursuites dangereuses, des bourgeois de Lyon ont rouvert et remis en activité quelques mines métalliques : argent, plomb et cuivre, à Chessy sur l'Azergues, à Joux près de Tarare, sur la Brévenne, à Sainte-Foy et à Brullioles, fument les fours et tournent les martinets. Dès 1398 le roi a anobli, pour leurs recherches fructueuses et pour les résultats qu'ils ont obtenus déjà, les Jossart, qui seront plus tard supplantés par Jacques Cœur, associé d'autres bourgeois lyonnais, les Baronnat.

L'administration de la baronnie de l'Eglise attire et occupe un grand nombre de gens de la ville : docteurs en droit et autres gradués, comme juges, procureurs, greffiers ; riches bourgeois tout près de noblesse, qui trouvent là l'occasion de se mêler aux nobles, en attendant mieux, comme châtelains des châteaux de l'Eglise ; notaires de toute valeur comme censiers ou dimiers, gens de main

⁵ R. C., II, 392, 28 sept. 1434: les cordes qui servirent à tendre les « toyles » pour la venue du roi en 1434, ont été achetées à J. Cordier de Lyon et à Fr. de Colonges, à Anse. A. C. Saint-Jehan, 7 fév. 1423: le moulin à papier de Rochetaillée, « Bertrand, le régisseur du moulin à papier » ; 8 mai 1428: « Cl. Testut, tenant le moulin à papier de Rochetaillée ». C. C. 3, les moulins: les Baronnat ont un moulin à Cheyssieu et un à Anse « un molin molant d'aygue de fontaine » ; les Caille ont un moulin à Francheville ; Péronet Sirode, à Saint-Didier, le moulin de Richeran. A. C. Saint-Jehan: le moulin de G. Fayod, sous les murs d'Anse. Pour les mines, v. Ch. II, § 7.

comme sergents. Les nobles eux-mêmes sont à l'affût des châtelainies, surtout en temps de guerre, où la fonction militaire l'emporte sur la judicature. Qui ne peut aborder le service des Seigneurs de Saint-Jehan se rabat sur Saint-Just ou Ainay ; qui ne peut accéder aux emplois supérieurs attend modestement paré des titres de badel, de cuisinier ou de portier, voire de champier ou de « chas-sipol », eux-mêmes chargés de privilèges utiles, et, dans ce petit monde, tenus pour honorables ⁶.

Le pays lyonnais n'est donc, à tout prendre, qu'une banlieue, qui nourrit la ville, l'entretient et la peuple, souffre pour elle dans les mauvais jours, et vit à son service ou au service de l'Eglise. Les châteaux forts qui le hérissent de toutes parts sont des défenses avancées qui font de Lyon comme un camp retranché : Jossart de Châtillon saura dire aux consuls en 1418 qu'il leur est plus utile en occupant sa forteresse qu'en tenant sa place sous leurs bannières et leurs pennons, derrière les remparts ⁷. D'autre part la ville et l'Eglise répandent sur tout ce monde une aisance relative, et souvent protègent la campagne contre les injustices et les exactions. En fait, la politique de la grande commune lyonnaise a su leur épargner la plus grosse part des horreurs de la guerre

⁶ V. le détail Ch. II, § 4.

⁷ A. A. 82-82, Cf. II^e partie, Ch. I, 3.

CHAPITRE II

LA VILLE DE LYON

1. Les routes et le pont.

Au point de contact de tous ces pays, la ville de Lyon garde le Pont du Rhône. Il n'y avait qu'un pont sur le Rhône, de Genève à la mer, qui fut toujours en bon état : tout un faisceau de routes se nouait là, comparable à celui qui faisait la richesse de Paris.

Il est facile de dessiner à grands traits et à quelque chose près le réseau des grand'routes qui convergent à Lyon : voies naturelles, voies historiques, commerciales... on ne saurait y commettre d'erreur lourde, et nous les avons ainsi esquissées au long des pages précédentes. C'est une toute autre affaire de reconstituer avec sûreté et précision quelque chose de ce réseau pour une époque déterminée. Avant le xv^e siècle, les dernières cartes sont des cartes romaines ; le « Guide des chemins de France » de Charles Estienne paraît en 1552, et entre temps la ville des Foires a vu renaître le grand commerce, et changer du tout au tout les conditions de transport.

Claude et Georges Guigue, qui avaient du Moyen Age lyonnais une connaissance inégalable, ont tenté de retrouver les voies anciennes de la région, l'un par l'emplacement des hôpitaux de voyageurs : la reconstitution est demeurée fragmentaire, souvent douteuse, et ne saurait être datée ; l'autre a extrait de pièces authentiques, surtout des terriers, une liste de voies de communications en Dombes

au xv^e siècle, qui ne peut être complète et ne classe pas les chemins. Cependant, grâce à ce travail, c'est en Dombes que nous en connaissons le plus.

En fait de grandes routes, les voies gallo-romaines seront nos premiers guides. Quelques mentions aux actes des consuls ou du Chapitre, à propos de l'enlèvement de quelque marchand par les gens d'armes, de l'itinéraire d'un grand personnage ou d'un messenger de la ville ou de l'Eglise, d'un transport de vivres ou d'artillerie, nous permettront d'ajouter quelque chose à ces notions confuses. Les Nommées, les terriers donnent par hasard, parmi les mentions qu'ils font des chemins de terre limitant les propriétés, l'indication d'un « grand chemin » ou d'un « chemin ferré », et quelque direction plus lointaine ; par hasard aussi, on trouve un fait et une date dans les Cartulaires.

Pour ce qui est des chemins d'intérêt local, notons qu'ils sont nombreux et paraissent carrossables dans la Dombes et le bas Lyonnais, qu'ailleurs il y en a peu et qu'ils sont mauvais.

Pour les grand'routes, voici ce que l'on peut en dire, sans écarter tout à fait l'hypothèse, en cas de trop forte lacune.

Vers le Nord, le long de la Saône, par le Bourgneuf et la porte de Pierre-Scise, s'en va la route de France : à Vaise elle retrouve l'ancienne route romaine qui descendait de Fourvière et se dirigeait sur Châlon ; la route dessert Anse, Villefranche, Belleville, Mâcon et Tournus, puis tourne à l'ouest, attirée par Dijon, et gagne la Seine ou l'Armançon, Paris et la mer. A Châlon, un embranchement se détachait au temps des Romains vers Dôle, Besançon et Bâle ; aujourd'hui, la grande route des ducs de Bourgogne vers les Flandres part de Dijon et suit le cours de la Tille vers la haute Marne, elle coupe sous les murs de Langres la route de Bâle et des Allemagnes. De ce grand tronc, en Beaujolais, partent deux branches : à Villefranche, le grand chemin de Thizy, à Belleville une chaussée ancienne qui emprunte la vallée de l'Ardières,

laisse Beaujeu à gauche, dessert Avenas et demeure carrossable au moins jusqu'à Germoles, puis s'éloigne vers Cluny, Saint-Gengoux et Autun¹.

Sur cette route, à Vaise même, prend naissance la seconde route de France, qui a pris de l'importance au xv^e siècle, parce qu'elle ne passe pas par la Bourgogne ; elle gagne d'abord l'Arbresle, puis, remontant la Turdine, arrive à Tarare, passe la crête des monts, descend sur Amplepuis et Thizy, d'où elle atteint Roanne par Perreux, et de Roanne, conduit en Bourbonnais, en Auvergne, en Berry... à Poitiers, à Orléans, à Paris : c'est à partir de 1418, la route souvent parcourue pour aller au Régent et au Roi. De Perreux, une autre branche descend la Loire, c'est « le grand chemin royal de Lyon à Marcigny »².

La vieille route gallo-romaine de Lyon à Feurs ne mène plus à Roanne, mais elle est encore très fréquentée : elle part de Saint-Just, passe au pied des châteaux de Vaugneray et d'Iseron et par Sainte-Foy-l'Argentière ; à Feurs, elle tourne au Sud, vers Saint-Galmier, où aboutit déjà une autre route ancienne venant de Lyon par Saint-Symphorien, rejoint la Loire au pont de Saint-Rambert, et va au moins jusqu'au Puy. De là, par des voies plus ou moins sûres, on gagne Toulouse et Bordeaux. On peut admettre l'existence d'une autre route du Puy, par la vallée du Gier : celle-ci partirait de Givors, où passe le chemin de Condrieu, qui continue vers Tournon et Pont-Saint-Esprit, Nîmes, Sommières et Montpellier, utile mais dangereux, avec plus de vingt péages légitimes, sous autant de châteaux, sans compter Philippe de Lévis et ses gens d'armes³.

Mais la grande route du midi, la grande route romaine

1 Lettre de I. de Grôle, A. A. 82-47, réclamant son ravitaillement en Mâconnais par Belleville et Germoles, le 4 août 1422.

2 Huillard-Bréholles, II, 300 : « le grand chemin royal depuis la boucle de la porte de Vaise, à Lyon, jusqu'au pont de Dame Alix à Marcigny » (24 juillet 1450).

3 A. C. de Saint-Jehan, 30 mars 1423. Vaugneray : il y passe constamment des gens d'armes et ils ne peuvent passer ailleurs. Pour la route du midi par le Puy et le passage par Sommières, v. itinéraire de Bernerd de Varey en 1420, ch. III, § 4.

au trafic jamais interrompu, le chemin de Valence, d'Avignon, de Gênes et de Rome, celle qui fait tout le prix du pont du Rhône, descend sur la rive gauche et passe d'abord par Vienne, où se détachaient d'elle jadis les routes des Alpes, qui partent maintenant du pont de Lyon⁴. Elles se séparent au delà de la Guillotière, et mènent, l'une à Grenoble, par Eyrieux et Voreppe, l'autre à Chambéry, par Bourgoin et le Pont de Beauvoisin ; puis toutes les deux, bientôt réunies, gagnent le pas de Suze⁵. Les comtes de Savoie ont aussi relié leur capitale à Yenne sur le Rhône et à Scyssel. Dans la plaine dauphinoise, un bon chemin rattache Crémieu à Grenoble, un autre à Lyon. Plus près de la ville, nous voyons les chanoines et les consuls favoriser les propriétaires qui font empierrier leurs sentiers, et par l'érection d'une croix, donnent à cet ouvrage le caractère et tous les privilèges d'une œuvre pie.

Vers l'Empire et l'Europe centrale, la grande route des marchandises, la plus fréquentée peut-être en ces années, sort de la ville par la porte de la Lanterne, monte la côte de Saint-Sébastien jusqu'aux fossés ; de là, longeant le talus des Dombes, au-dessus des « caves des Sarrasins », elle atteint Montluel, Meximieux, puis Ambérieu ou Nantua par le Pont d'Ain, et, par l'une ou l'autre des deux cluses, Genève, communiquant par là avec Constance, —

4 Pour la grande route du midi par la rive gauche du Rhône: v. le retour du même voyage, où les envoyés de la ville font crier les foires dans toutes les villes depuis Avignon. Un document du xvi^e siècle cité par Th. Slafer (Le Haut-Dauphiné au Moyen-Age 1926), dit que de tout temps et ancienneté les marchands ont pratiqué le grand chemin de mulets qui passe par Beaurepaire, Romans, Chabeuil, Crest, Grignan, Cavailhon, Orgon, plutôt que la route de la vallée, à cause des péages.

5 Les routes des Alpes. De Lyon à Grenoble, il y a deux routes: 1^o Eyrieux, Rives, Moirans, Voreppe... le plus droit; 2^o La Verpillière, Bourgoin, la Tour-du-Pin, Rives... le plus aisé. Au delà de Grenoble, on gagne le Mont Genève, soit par Gap (col de la Croix-Haute), soit, en été, par Vizille, le Bourg-d'Oisans, le Lautaret et Briançon. Mais, dès le xv^e siècle, « les grands chemins transalpins sont déjà en Savoie »: de Grenoble ou de Chambéry, par Montmélian et la Maurienne, le Mont « Senys » ou Pas de Suze. On appelle route ici, tout chemin praticable aux mulets de charge et « roncins ». Il n'y a pas de charettes sur les routes d'Italie. V. Allix, le Trafic en Dauphiné à la fin du Moyen-Age, Revue de Géographie Alpine, 1923.

c'est la route du Concile, - - et avec les cités marchandes de la Souabe et de la Franconie. Le commerce de Lyon, coupé des routes bourguignonnes, continue ainsi vers les Allemagnes, d'où lui viennent de l'argent pour la monnaie, du cuir pour sa principale industrie, et de bons ouvriers en métaux. La route est douteuse dans son premier parcours, mais devient sûre chez Mons. de Savoie.

Confondue d'abord avec la précédente, la route de Bresse se dirige sur Bourg par Montluel et Chalamont ; mais ici, nous retrouvons, avec l'enquête de G. Guigue, des précisions plus grandes : un grand chemin très ancien longe la Saône à l'est, passe à Trévoux, Montmerle, Thoissey, et aboutit à Saint-Laurent-lès-Mâcon, où convergent aussi les routes propres de la Bresse ; de Trévoux, un autre, que l'on appelle dans le pays « le grand chemin de Lyon », gagne Bourg tout droit, par Ars et Marlieu ; à Trévoux encore sont liés Villars et Chalamont, tandis qu'une voie transverse unit Bourg par Châtillon au port de Belleville.

Tout le long des rivières, d'Anse jusqu'à Givors, les Seigneurs d'Eglise et les grands bourgeois lyonnais ont multiplié les voies d'accès de château à château, de village à village, autour des granges dimières et des moulins : nommées et terriers nous en donnent le réseau particulièrement serré.

Toutes ces voies conduisent à Lyon, sur la Saône, mais plus encore peut-être au *pont du Rhône*, où les achemine à travers la ville la grand'rue Mercière. Nœud unique du commerce et de toutes les relations terrestres pour une vaste contrée, confié aux Lyonnais depuis le xiv^e siècle, leur gloire et leur fortune, mais aussi leur péril et leur tourment, le pont du Rhône mérite à lui seul une étude plus approfondie.

Son histoire est assez connue : les vieux historiens lyonnais en ont parlé, et se sont contredits, chacun exploitant les documents qu'il avait sous la main. Claude Guigue, dans son opusculé sur l'hôpital de Notre-Dame, en a fait une

mise au point particulièrement nette, que nous allons résumer jusqu'en 1411, où commence le compte d'Andry de la Fay.

Sur l'emplacement concédé par les Seigneurs en 1182, les Frères Pontifes édifièrent un pont de bois, qui servit au passage de la Croisade et se rompit sous le poids des chevaliers du roi Richard. Le Pont était alors une œuvre pie, et les Papes autorisèrent des quêtes et accordèrent des indulgences en sa faveur ; tout le long du ^{xii}^e et du ^{xiii}^e siècles les dons et legs affluèrent, en nombre de testaments. Les Frères Pontifes, qui étaient aussi chargés de l'hôpital, construisirent au débouché du pont, du côté de la ville, au midi, la chapelle de Saint-Louis ; ils fondèrent déjà plusieurs arches de pierre, on ne sait pas combien, pour lesquelles on fit descendre de Fourvière les plus beaux « choings » et les plus lourds. A la fin du ^{xiii}^e siècle, ils s'avouèrent incapables d'achever leur travail, et l'archevêque Pierre de Savoie transmit toute l'œuvre, en 1308, aux moines savoyards d'Hautecombe ; cet arrangement ne dura pas : en 1313, l'abbé d'Hautecombe renonça, le pont « est un travail sans fin... il menace ruine de toutes parts, tant la partie de pierre que celle de bois ». L'archevêque s'entendit l'année suivante avec l'abbaye de la Chassagne : riches en forêts, qu'ils devaient à la munificence des Seigneurs de Villars, ces nouveaux moines consolidèrent les arches branlantes à grand'force de monstrueux « piaux » de chêne ; le fleuve ainsi barré se révolta tout aussitôt et emporta le pont avec ses étais.

En 1320, aussitôt la commune fondée, les citoyens de Lyon demandèrent au roi Philippe le Long et obtinrent de lui un « barrage » ou péage, qui devait être perçu par deux d'entre eux, assistés d'un délégué de l'archevêque ; en 1328, le Pape Jehan XXII confia à ces commissaires l'administration des biens du pont. Cependant les moines travaillaient encore : ils allèrent jusqu'à la moitié de la première arche, et renoncèrent. A cette époque, et depuis la fin des Croisades, le pont de Lyon n'est plus une œuvre d'intérêt général, le pont d'Avignon n'est pas encore

rompu, et il y a deux autres passages, à Vienne et au Pont Saint-Esprit. L'archevêque G. de Sure, en 1334, remit donc définitivement aux consuls et à la ville toute l'œuvre du pont.

Les bourgeois désignèrent l'un d'entre eux comme « rec-teur » et se mirent à l'ouvrage : ils ne réussirent d'abord pas mieux que les autres ; en 1351, l'on n'ose plus s'aventurer sur les ruines et l'on passe le Rhône en bateau, comme autrefois. Seuls en jeu désormais, n'ayant plus de secours de personne, les gens de la ville ne suffisent pas à la tâche. L'acquisition du Dauphiné par le roi de France leur apporte un précieux concours : Charles V, dès son avènement en 1364, double le tarif du barrage, que la paix enfin rétablie rend elle-même plus productif. Les citoyens, dotés maintenant de ressources suffisantes, déploient une grande activité : en 1380, on achève l'arche de pierre où se trouve la « tournelle » ou « eschiffe », et qui est la septième en partant de Lyon. En 1383, la ville acquiert de Péronin du Nyèvre le broteau du milieu du Rhône, et l'acte de vente nous apprend que le pont de bois reposait déjà sur quelques piles de pierre.

Clément VII, en 1383, renouvelle et étend les indulgences données par ses prédécesseurs : dès ce moment, l'état des autres ponts est tel que l'attention générale se reporte sur le nôtre ; le Pape autorise la création d'une Confrérie du Saint-Esprit, qui entreprend toute une campagne de prédications et de quêtes, et bientôt compte des milliers de membres dans tout le pays. C'est pour les confrères que Jacques de Beaujeu, maître de l'œuvre de Saint-Jehan, construit la chapelle du Saint-Esprit au nord de l'entrée du pont, en même temps qu'il édifie pour la ville le portail neuf avec ses deux tours (1389) ; il élève entre 1388 et 1395 deux arches nouvelles et en entreprend une troisième, pour laquelle on emploie la pierre de Curis.

Mais les difficultés, elles aussi, vont s'aggravant : on signalait déjà en 1364 que « l'eaue qui soloit venir et passer en sa plus grande habundance par dessoubz le pont de

Pierre, est tournée et prinse son cours par dessoubz le pont de bois » ; en d'autres termes, le Rhône, gêné par les énormes piles qui obstruent son cours, se rejette vers le Dauphiné et menace la plaine amphibie qui fait partie de son lit majeur jusqu'aux terrasses de Villeurbanne ; les gens du pays ont remédié à ce danger par la construction de digues et de « peyssières », et le fleuve, remis dans le droit chemin, gagne en profondeur autour de l'obstacle, et affouille le pied des piles, qui se tassent continuellement et s'affaissent aux grandes eaux. En 1407, la crue malmène trois arches et menace gravement la quatrième, tant que les réparations durent cinq ans, pendant lesquels on passe en bateau ; les frais ont été si élevés que les consuls ont appelé à leur secours le Pape, le roi et tous les grands du royaume.

Nous pouvons suivre les travaux dans le compte d'Andry de la Fay, receveur de la ville, qui commence en 1411⁶. Le pont était en 1413 rendu à la circulation, et les comptes ne parlent plus que de travaux accessoires jusqu'au 15 avril 1414 ; là, ils sont interrompus pour trois mois ; quand ils reprennent, le lundi 2 juillet, il est question d'un « grant engien » que l'on construit « pour repailler en reforcier les pilles et les ars qui cheurent à les grans eaues », et de « manouvres pour combler le crop devant la chapelle du St Esprit que avoit fait la grant creyssue du Rone » : deux arches neuves avaient été emportées, et plusieurs des anciennes gravement déchaussées ; il fallait aussi refaire « le viel pont de fuste ». On se servit encore de la pierre de Curis, et, pour l'épargner, au fondement des piles, de gros « bettons » provenant des caves des Sarrasins ; le roi Charles VI, sollicité, renouvela

⁶ Pour l'étude du pont du Rhône à partir de 1411 : V. Compte de Andry de la Fay, C. C. 391 ; lettre du roi Charles VI, 16 sept. 1415, C. C. 394, 37, publiée Guigne, loco cit. ; Compte de François Loup, C. C. 394, 1 ; Compte de P. Ponchon, C. C. 395, 1 et 29 ; R. C. I et II, passim, chaque fait à sa date.

⁷ L'engin se compose essentiellement d'un « chevalier de fuste », d'un tour (treuil) avec ses cordages, et d'un mouton garni d'une platte ou platine de fer, le tout énorme. R. C., 27 fév., 11 mars 1420, 8 déc. 1425, 3 déc. 1426, etc., I, p. 288-289, II, p. 161-207.

les lettres du barrage, en imposant cette fois un tarif très élevé.

La lettre du roi, du 16 juillet 1415, conservée aux Archives municipales, nous donne la longueur du pont : trois traits d'arbalète, et nous fait savoir que les « deux parties », — les deux tiers — étaient construites en pierre : l'une « vieille et ancienne » et l'autre faite depuis vingt-sept ans environ. On accuse de la catastrophe les grandes eaux et les glaces. Les Lyonnais, dit le roi, ont fait des ponts de bois où il le fallait ; pendant qu'ils les faisaient, ils ont assuré le passage avec des bateaux, à leurs frais, d'autre part, ils ont soutenu ce qui menaçait de choir par « cindres ou aneaux ». D'où vient l'obligation pour les usagers de contribuer à l'entretien du pont. La lettre donne ensuite le tarif du péage.

La lettre royale fait le point pour 1415 ; l'année suivante commencent les Registres consulaires, toutes les dépenses de la ville pour le pont sont décidées, et les mandements établis par le Conseil, à Saint-Jaqueme. Le compte d'Andry de la Fay nous accompagne jusqu'en 1420 ; celui de François Loup existe pour 1429 et 1430 ; d'autres comptes aussi mêlent les travaux du pont avec les dépenses courantes, car les consuls, souvent à court d'argent, confondirent parfois les deniers. Enfin nous disposons, après 1431, des comptes rendus par les « questans » à la ville et à l'Eglise, munis encore des cédules et quittances qui y étaient attachées.

A l'été de 1416, les travaux de réparation sont terminés jusqu'au delà de « l'arc de la trappe », où sont le « portal viel » et la tournelle de 1380 ; on reconstruit l'arche suivante, qui est tout près d'être achevée ; au delà le pont de bois traverse un « brotellel » appartenant à la ville, puis le petit bras du Rhône, et s'enfuit vers la Guillotière. « L'arc nove » est encore garni de ses « cendres de fuste » ; il a été construit en « pièces de ruchaille », quartiers de roche extraits de la « perrière » de Curis, que la ville a louée au Seigneur du lieu, et pour laquelle d'ailleurs elle est en procès. Les travaux semblent très avancés en fin

d'année : en mars 1417, on en parle au passé ; mais l'achèvement est lent : en mai, on fait commandement de par le roi aux ouvriers maçons, « qu'ilz voient assovir l'ovrage du pont incontinent », en décembre, il faut les contraindre à « ouster les aneaux ou cendres dudit arc ». Enfin le 13 janvier 1418, on établit le mandat de trois cent quatre-vingt-dix livres de J. Berru et Symonet Bergier, maçons, Hugonin Garnier, chapuis, « consors », qui ont refait l'arc touchant la trappe, après que leur travail a été reçu par Etienne Cornu et J. de Blacieu, maîtres jurés de la ville, qui ont suivi pierre à pierre toute la construction.

Aussitôt on s'occupe d'entreprendre une arche nouvelle, et, pour épargner la pierre de la ville, on demande à Charbucle, châtelain de Miribel pour le duc de Savoie, « qu'il vueille que l'on prenne les bettons qui sont en eschière en la châtellenie », soit les blocs de maçonnerie romaine de l'aqueduc dit caves des Sarrasins, qui ont roulé au pied de la corniche jusqu'au bord du Rhône, et dont on veut se servir pour fonder la pile. Mais le Rhône n'est pas d'humeur conforme, et de sitôt, nous ne reverrons d'arche neuve. En 1416 déjà, en plein été, il avait emporté une partie du pont de bois, il avait fallu bailler à prix fait « le petit pontet de boys près de la Guillotière, qui est cheut » ; Hugonin Garnier l'avait entrepris, utilisant vingt-cinq poutres et cinquante-deux plateaux de chêne venus de la Balme, avec soixante paux du même bois, « XL de III teyses et XX de II » ; le travail se trouva terminé en même temps que l'arche neuve près de la trappe. Au printemps 1419, les grandes eaux jetèrent bas deux arches entières du pont de pierre : le 20 mars, « Nantuas fera réparer les pillles du pont qui sont cheutes ». Nantuas n'a pas les moyens de faire réparer, il se contente d'établir un passage provisoire en bois, accessible aux piétons, cavaliers et bêtes de somme, mais dont il convient d'interdire l'accès aux charrettes, « qui tant y font de dommaige » ; on consolide tant bien que mal les ruines avec « de gros paux de chano », selon l'usage. Une baisse anormale des eaux, en octobre 1422, permettant de travailler à meilleur compte,

on entreprend d'urgence la réparation des piles : des bateaux sont requis ou loués pour amener les bettons à pied-d'œuvre, et l'on met au travail tous les ouvriers qu'on peut avoir ; on répare aussi, tout à l'extrémité, le pontet de la barrière et les « vangardes ». Le consulat ne nous tient pas au courant des travaux, pour lesquels la ville fournit beaucoup de matériaux : bois de charpente, pierres et chaux. Quand surviennent les trêves, en 1424, les consuls s'occupent de remettre en valeur les propriétés du pont dans le plat pays, et de tirer le meilleur parti des indulgences et des grâces apostoliques existantes, que le Pape Martin a bien voulu renouveler.

Les arches effondrées sont en tous cas refaites avant 1428, puisqu'on édifie cette année-là une tour près du vieux portail, en arrière du pont-levis, et qu'en novembre, on en paie la « charpenterie » et la serrurerie. Le compte de François Loup, soumis au Conseil le 27 février 1430, donne tous les détails de la construction de la tour et revient quelque peu sur les travaux antérieurs.

L'interruption des registres consulaires de 1429 à 1433 fait que nous ne connaissons que par hasard l'accident de 1431, où le fleuve, de nouveau, détruisit une arche, dont la reconstruction fut entreprise sans délai : le receveur Ponchon paie aux chapuis la fuste qu'ils employèrent « pour fere les scindres des arcs du pont de Rone derrenièrement rompus » (2 septembre 1431).

Somme toute, durant les dix-huit années que nous étudions, le pont fut inutilisable aux voitures au moins un an sur deux, et souvent même entièrement coupé pour plusieurs semaines. D'immenses travaux, difficiles et coûteux, furent nécessaires seulement pour le tenir en état, et la ville aurait cru manquer à son devoir si elle n'avait tout fait pour continuer et achever la construction des arches de pierre : elle y mit du sien, souvent, jusqu'au temps des grandes indulgences. Les ressources propres du pont consistaient en un certain nombre de domaines en Lyonnais et en Dauphiné, accensés ou asservisés, et dont le trésorier de l'œuvre percevait les revenus, assez irrégu-

liers aux mauvais jours ; en dons, legs et aumônes de toute sorte, venant de ceux dont le pont avait fait ou favorisé la fortune ; en pièces de monnaie que les passants déposaient dans le « Plot » installé à l'entrée, et que les consuls levaient de temps en temps ; enfin en quêtes que l'on faisait dans toute la région. Ces quêtes furent un certain temps contrariées par les Viennois, qui avaient les leurs, et qui ne pouvaient suffire à l'entretien de leur propre pont : ils interdisaient dans le diocèse de Vienne et tâchaient de gêner dans tout le Dauphiné et le Valentinois les prédications et les tournées des frères Prêcheurs envoyés par l'Eglise de Lyon. Cette rivalité durait depuis de longues années, elle fut à son comble en 1421, où le Chapitre de Saint Jehan prit l'affaire en mains, comme « conservateur des privilèges du pont » : les Viennois ont emprisonné des quêteurs et des porteurs de contraintes ; le conservateur les excommunie, et recourt contre eux au Dauphin-Régent, qui décline la compétence, et au Pape, un procès est engagé en cour de Rome, dont la ville fait les frais ; enfin intervient en 1425 la décision du Pape Martin, favorable aux Lyonnais, mais il a été nécessaire de faire passer le porteur des bulles par la route des Alpes et par Chambéry, pour éviter une dernière violence. Dès lors, le pont de Vienne est de moins en moins fréquenté, ne se répare plus que lentement, et bientôt ne résistera plus aux caprices du Rhône : aussi bien n'y avait-il pas dans toute la région assez de ressources pour en entretenir deux⁸.

⁸ Sur le pont de Vienne. V. Le Blanc: le pont de Vienne, in Congrès de la Société d'Archéologie, session tenue à Vienne (1879) (communiqué par M. Faure). R. C. 1417, 3 mai, « quant viendra à Lion le vicaire de l'archevêque de Vienne, on lui priera qu'il vueille commander aux officiaux et prestres du diocèse de Vienne qu'ilz exécutent les privilèges de Lion quant présentés leur seront, *dont ils ont esté et sont refusans* ». R. C. 1420, 17 août: « que je, procureur, me adjongne... *par devant le conservateur des privilèges de Lion*, à l'encontre de Cl. Blanc (de Vienne) et de sa mère, pour iceulx privilèges soustenir, au cas que iceux mère et filz tendront à la nullité d'iceux privilèges... ». 15 sept.: « que l'on suive les privilèges de la ville contre ceulx de Vienne le mieulx que faire se porra... et pour ce que les officiers dudit lieu ont détenu prisonnier Quintellet, pourteur desd. privilèges, par un certain temps..., que

Depuis 1420, les consuls de Lyon avaient accensé le produit des quêtes, et l'on avait vu naître la corporation des « questans ». En 1431, après la chute d'une arche, intervint la bulle d'Eugène IV, qui répandit sur ses adversaires au nouveau Concile d'insignes faveurs : des absolutions d'indulgences plénières étaient accordées à quiconque, suivant ses moyens, avait travaillé au pont de dix à vingt-quatre jours, ou y avait envoyé à ses frais un travailleur, ou avait payé une somme équivalente au salaire d'un ouvrier. La prédication de ces indulgences fut déléguée aux frères Prêcheurs, puis, après une escroquerie notable, passa aux frères Mineurs ; elle s'étendit très loin, dans tout le royaume de Bourges, en pays bourguignon, — à la grâce de Dieu, — et jusqu'en Allemagne et en Italie. Les questans ou leurs clercs suivaient les prédicateurs, encaissaient les aumônes et délivraient des quittances en forme, faisant signer par contre des cédules de reconnaissance qu'ils annexaient à leurs comptes pour leur justification : plusieurs centaines de ces formules, revêtues de seings

Mre P. de Lornay, lieutenant de Mre Henry d'Albon, conservateur desd. privilèges, yra à Vienne pour faire dénutier led. officiers estre excommuniés pour lad. détention et désobéissance ». 5 nov.: « que l'on suye la pledoyerie... et aussi pour Mre H. d'Albon, prévost de Saint-Jehan, qui a excommunié lesd. officiers, *lesqueulx en ont appelé*... au cas qu'ilz prendroient à partie icelui prévost... que ce soit aux despens de la ville ». 1421, 21 févr.: que l'on envoie à Vienne exécuter... 9 juin: Jatry chevaucha... 3 nov.: que l'on suye la cause... contre les officiers de Mons. de Vienne... qui ont fait adjourner Messgrs les Conseillers, moy Procureur... à court de Romme... 14 nov.: on règle une première note de frais: 8 écus d'or à 12 fr. pièce, 2 ducats à 11 fr. 1422, 3 fév.: « Fr. Loup et le procureur iront à Grenoble... pour avoir l'exécutoire de la compulsoire apportée de Rome... » 11 fév.: « on baillera au procureur les privilèges apostoliques de la vile, pour en faire vidimus devant l'official de Grenoble, juge et commissaire apostolique en ceste partie... » 23 fév.: « un émissaire du duc de Savoie apporte de Rome... un adviz qui mande avancer le procès contre ceulx de Vienne, et envoie deux libelles que ont baillé ceulx de Vienne contre les conseillers... » Tous les frais sont payés par la ville, qui convertit en ducats tout l'argent qu'elle peut se procurer, pour envoyer en cour de Rome. 1425, 31 août: Ils ont ordonné que l'on sache aucun des marchands de la ville qui doyvent aler à Genève, s'il y auroit aucun propice qui vouldist revenir par Chambéry avoir certaines bulles touchant le Pont de Rosne... »

manuels ou constellées de croix, sont conservées aux Archives de la ville⁹.

Quelle que soit la valeur religieuse ou morale de ce mode de perception, — nous n'avons pas la prétention de traiter la question des indulgences, — constatons qu'elle s'appliquait à une œuvre d'utilité incontestable, et que l'effet en fut heureux : tant par suite de ces nouvelles ressources que par les améliorations successives de la technique, les travaux se poursuivirent au xv^e siècle sans interruption, et la ville, aux premiers jours du siècle suivant, pouvait compter sur le pont, et, devenue grâce à lui, « *Lyon sur le Rhône* », retrouver une extraordinaire prospérité.

Le vieux pont a changé quelque peu d'aspect : il n'a plus aujourd'hui de « vangardes » ni de barrière face au Dauphiné, et des quartiers peuplés ont remplacé les broteaux et les bràs du fleuve où courait le « pontet de fuste » ; on a abattu les tours de la porte de ville et celle que les consuls de l'an 1428 avaient bâtie, on a supprimé la trappe et le pont-levis, mais le gros œuvre subsiste, les belles piles de pierre de taille, piétées sur des amas de blocs larges et brutaux, par où demeure le témoignage de l'immense effort des Lyonnais d'autrefois.

⁹ Aussitôt reçues les bulles pontificales, le 29 sept. 1425, les Consuls ont accensé pour un an à 60 lt. « les questes du pont de Rosne » par tout le diocèse de Lion, excepté la ville et légas (legs) fais ou à faire es-dis cité et diocèse », à J. Mojon, dit Jatry et Jaquemet Grollier... « et a baillé ausd. censiers toutes lettres ou privilèges faisans en la matière ou vidimus d'icelles... » On rencontre accidentellement le mot questan, ou questeur, avant cette époque, et dès le Vaillant de 1388. Dès lors le métier s'installe, il devient fructueux après 1431. En 1438, un règlement de comptes entre la ville et les questans attribue à ces derniers la moitié de la recette, C. C. 195. En 1446, les Nommées enregistrent quatorze questans, la plupart pauvres, mais dont quatre ou cinq ont fait fortune, et rapidement. V. la Nommée de Fr. Novion ou de Noyant (250 l. en 1446, rectifiée peu après et portée à 761), C. C. 3, f^o 37. Le compte général « de la recette et dépense des absolutions d'indulgences plénières accordées par le pape Eugène IV pour le pont de Rosne », contrôlé par deux du clergé et deux de la ville, existe pour 1432, avec les quittances et toutes les pièces annexes. Il cite le texte de plusieurs bulles, et donne la formule d'absolution. C. C. 193 et 194. Pour les années 1434-35 et suivantes, nous avons une grosse collection de comptes de questans et de cédules de pardon, quittances, reconnaissances. etc. C. C. 195.

2. Description de la Ville.

Au sortir du pont, et de la porte fortifiée qui le termine sur la rive droite du Rhône, on trouve aussitôt les deux chapelles de St Louis et du St Esprit, et les humbles bâtiments de l'hôpital, puis un quartier pauvre et peu étendu, le bourg Chanin, et tout de suite des jardins et des vignes, autour de quelques belles maisons appartenant soit à des nobles, soit à quelques grands bourgeois, et relevant de la directe d'Ainay. Certains de ces domaines sont clos de murs, les deux principaux sont Bellecour, aux Le Viste, et le Plat d'Ainay, aux Jullien ; mais il en est plusieurs autres, comme la maison de l'abbé d'Ambronay, comme la Ferrandière, que vient d'acquérir Gillet Richerd, Seigneur de Saint-Priest, et la Rigaudière, près de N.-D. de Bon Confort, à Jehan de Varey, courrier, qui la donnera à sa mort aux Frères Prêcheurs et où ils construiront leur couvent neuf, près de leur grande église¹. Plus au Sud s'étend sur toute l'extrémité de la presqu'île, jusqu'au confluent, l'abbaye d'Ainay: le grand pré, où l'on dressa en 1416 les échafauds pour la prédication de Vincent Ferrier, et où tout le peuple put l'entendre à son aise, le bourg Saint-Michel, sur la Saône, où vivent les affaneurs de l'abbaye, puis les beaux jardins en terrasses dont les murailles, anciennes et bien bâties, protègent le cloître et la très vénérable église.

Tout cela n'est pas encore Lyon, et le même aspect se prolonge le long des deux fleuves par le vaste enclos des Frères Mineurs, près du Rhône, qui part de l'hôpital du pont et aboutit à l'église de feu Jacques de Grölée, la

* Pour cette description de la ville. Il a été tenu compte du Plan reproduit à la fin du volume, du plan scénographique de 1545-1563 et surtout des Nommées de 1406 (royaume) et 1446. Les monuments ont été traités d'après les monographies publiées dans Lyon ancien et moderne. et pour la cathédrale Saint-Jehan, d'après le grand travail de Bégule et Cl. Guigue.

1 C C 3, f^{os} 244, 187 v^o, 71 v^o, 150 v^o.

halle franciscaine, au long vaisseau sévère, où se tiennent les assemblées du peuple et où le tombeau de Frère Bonaventure appelle un grand concours de pénitents² ; puis les granges des Confrères de la Trinité, enfin, après un espace libre, où s'allongent de Saint-Nizier vers le Rhône quelques rues de maraîchers et de tuiliers³, avec l'hôtel de Passins et deux ou trois autres bonnes maisons, l'extrémité du Clos Saint-Pierre, jusqu'aux remparts. Près de la Saône, sur les terrains de l'ancien Temple, achetés naguère par Mons. de Savoie, sont installés depuis 1407 les Célestins, puis, à côté d'eux, l'hôpital des « contractés », aux religieux de Saint-Antoine de Viennois. La ville borde ensuite la rivière, mais, au delà de Saint-Nizier, c'est le couvent de la Platière, aux chanoines de Saint-Ruf, qui élève son clocher roman, humble frère de celui d'Ainay, au-dessus des beaux arbres de son curtil ; puis, hors des murs, au bourg Saint-Vincent, dans l'ancien hôtel de Beaujeu, les Augustins. La ligne des couvents se recourbe alors vers le Sud-Est pour mieux ceindre la ville : les Carmes, auprès des terreaux, l'hôpital Sainte-Catherine, la Déserte sur les pentes, et, à l'intérieur des murailles, l'abbaye des Dames de Saint-Pierre, sa vieille église, ses hôtels dispersés dans la verdure, son clos de petites maisons basses, où s'entassaient les pauvres gens, et qui va jusqu'au Rhône.

« La vaste circuïte et closure » de la ville de Lyon enferme donc dans la presqu'île, pour les trois quarts au moins de la surface enclose, de grandes propriétés plus ou

² V. ch. II, § 4.

³ C'est là que se trouvent, entre autres, les jardins, granges et curtils de Guillaume Mayère, en rue du Boysson et de l'Arbre Sec. L'hôtel de Passins, en rue Nove, résidence d'André et Imbert de Grolée, acquis plus tard par J. de Varey, courrier, touche d'un côté à la grande maison paternelle dudit courrier, et de l'autre, à l'ostel de Bovenc, propriété du grand jurisconsulte Humbert de Bovenc, conseiller du duc de Savoie ; en l'Arbre sec, également, est la « tioulière » de Figuet. V. C. C. 3, f^{os} 46 v^o, 150 v^o, 260 v^o, 91 v^o. Pour une cinquantaine d'immeubles, la rue de l'Arbre sec ne compte que 4 maisons sans jardin : on y trouve par contre le jardin de Mayère qui vaut 50 l. et trois jardins aux Baronnat entourant un colombier et une grange, le tout pour 120 l. Le clos Saint-Pierre comprend environ quatre-vingts propriétés qui valent, à quatre ou cinq exceptions près, de 10 à 30 l.

moins cultivées, où vivent, à côté des moines et des nonnes, dans leurs masures clairsemées, de véritables paysans.

Tout au milieu, contre la Saône, et ne portant jusqu'au Rhône que des quartiers ruraux tout à fait semblables à ces autres terrains, s'est construite et serrée la ville des bourgeois, le « Vieux bourg » : deux grandes rues et une grande église, la rue Mercière, la Grenette et Saint-Nizier.

Les bords de la Saône, en amont, sont réservés aux gens de la rivière, charpentiers ou chapuis, et vaisselliers, avec le port au bois et la construction des bateaux, nochiers et poyssonniers, avec la Pêcherie ; plus près du pont, en avant du « maysel » ou boucherie de l'Empire, c'est la rue Escorchebœuf, au nom parlant : là sont les triperies, les « échaudoirs » et les étables. A la « dévalée » du pont, une petite place, séparée en deux par une lourde bâtisse, « la maison ronde de l'Empire », dont les boutiques et les ouvriers, ainsi que les rues et ruelles voisines, abritent « l'épicerie », tandis que le marché aux légumes, « l'herberie », se tient sur le pavé. Ici commence la rue Mercière, qui se dirige, tortueuse, étroite, obscure, mais toute pavée de bons galets du fleuve et toute bordée de bons magasins, vers le pont du Rhône, gardant son caractère urbain et ses maisons hautes jusqu'à la Ferrandière, puis devenant à demi-rurale aux quartiers de N.-D. de Confort et du Puits Pelu⁴. De l'autre côté de la maison ronde, la grande charrière continue, sous le nom de rue de la Lanterne, et aboutit à la porte du même nom, l'une des quatre grandes portes de Lyon, ouverte sur la route de Bresse ; la rue Lanterne ressemble à la rue Mercière, mais les boutiques sont moins riches et l'on y voit se multiplier les auberges et les tavernes. Beaucoup plus bas, à l'hôtel du Bœuf, s'en va vers l'église des Cordeliers la charrière de la Grenette, où sont la halle au blé et les « albergeries de l'Empire ». Plusieurs rues vont de l'une à l'autre de ces trois artères, elles-mêmes bordées de maisons hautes et de boutiques :

⁴ V. dans « les Nommées des habitants de Lyon », le chapitre sur les maisons de la ville, p. 41 et seq. Notes.

la « Drapperie », entre autres, joint à la Grenette le parvis de Saint-Nizier. Un peu après la rue Mercière, une place minuscule encadre « la maison ronde devant Saint-Nizier » et s'ouvre ensuite à gauche du portail de l'église : à main droite, en regardant la façade, se trouve la chapelle de Saint Jaqueme, siège du Consulat, cachée derrière deux corps de bâtiments séparés par des venelles.

La grande église des bourgeois est en voie d'achèvement : la nef est construite, au moins le gros œuvre, ainsi que la tour de gauche, ou du Nord, mais celle-ci n'est pas définitivement couverte, et demeure coiffée d'une « bâtière » à l'ancienne, abritant les cloches, qui a duré déjà plus qu'on ne le prévoyait, et tombe en ruines. Dans l'ensemble, l'église vit ; on y fait les cérémonies les plus solennelles et l'on peut y prêcher le « Syndical » à la Saint-Thomas devant un grand concours de fidèles, mais l'habitude prise naguère de convoquer les assemblées du peuple aux Cordeliers prévaut encore : la tradition antique n'est pas reprise. Devant l'église, et jusqu'à Saint-Jaqueme, se tient tous les jours le marché ; derrière l'église, un cimetière, ou mieux un charnier.

Les maisons les plus anciennes de ce quartier portent aujourd'hui la marque du xv^e siècle finissant ou même du xvr^e : la majeure partie fut rebâtie ou retouchée au temps de la grande prospérité ; seuls subsistent des substructures, passages et cours ; des deux maisons rondes, il ne reste rien. C'est là, rue de la Fromagerie, tout près de l'église, que les consuls acquirent en 1424 une grande maison déjà ancienne, dont les dépendances allaient jusqu'à la rue Longue, pour en faire la « Maison de ville », où ils ne purent d'ailleurs s'installer que bien plus tard. La maison existe encore, elle a été beaucoup modifiée, mais l'ensemble évoque pourtant, mieux que les trop belles demeures d'outre-Saône, les « maisons hautes et basses » du cœur de la ville, où vivaient et travaillaient les bons marchands, celles qui sont comptées aux Nommées de 1446 pour cent livres et plus ; mais le plus grand nombre des maisons de la ville, torchis et colombages, avec un seul étage sur leurs

ouvroirs surbaissés, n'avaient guère de valeur et n'ont pas duré. Les ateliers des chapuis et des vaysselliers sont aujourd'hui des caves le long des quais, les maisons d'Escorchebœuf baignaient leurs pieds dans la Saône, où s'écoulait le sang des échaudoirs.

Le pont de Saône était bordé de maisons hautes et étroites, dont les boutiques et les ouvroirs se louaient très cher : une seule arche était libre, la seconde à la part de l'Empire, dite « arc des merveilles », en souvenir de la fête de jadis. Sur l'autre rive, en face de l'entrée, encore « à la dévalée » du pont de Saône, il y avait une autre maison ronde, dite du Royaume ou des Changes, parce que de tout temps les changeurs en occupèrent toutes les boutiques ; trois grandes rues partaient de là, parallèles à la rivière, Saunerie et Lainerie vers Saint-Pol, le Palais vers Saint-Jehan.

Mais nous voici entrés dans la ville des prêtres, dans l'ancienne « cité », elle-même divisée en plusieurs tronçons : du Nord, depuis la porte de Bourgneuf, débouche une longue rue de village, celle de toute la ville qui compte le plus de maisons, un rang sur l'eau, un rang au pied de la montagne⁵, puis le cloître de Saint-Pol entoure l'église, la petite église de Saint-Laurent et les deux cimetières ; les demeures canoniales vont jusqu'à la rivière, où elles s'appuient sur un palis ; le cloître n'a pas de murailles ni de portes, il est tout ouvert et la grande route de France le traverse librement. Du cloître jusqu'au pont et jusqu'aux Changes, au départ du « troyve Saint-Pol », divergent trois rues, la Saunerie, la Juiverie ou Porcherie, et la rue Nouvial, qui mène en Lainerie, encadrant un quartier de commerce très actif, que recoupe tout un lacs de

⁵ Le Bourgneuf. Plus de cent vingt maisons, la plupart avec jardin et curtil. Plus de cent propriétaires, dont trente de Saint-Cyr, d'Ecully, Collonge, Saint-Didier... H. Sève, de Saint-Didier, possède trois maisons. Un seul groupe de sept ou huit maisons hautes et basses, valant plus de 100 fr. près de la porte de Bourgneuf.

ruelles : c'est là, près de la Saône, que sont en particulier les albergeries du Royaume, avec les plus célèbres hôtelleries de Lyon, le Chapeau Rouge de Mathieu Botu, le Heaume d'Etienne Oydel, la Tête Noire de Mermet dit Bonvalet, la Coupe, la Pomme ⁶..., les maisons y sont grandes et bien bâties, et, aux carrés ou aux trêves, en face de quelque puits antique, se dressent les demeures des hauts bourgeois et des fonctionnaires. Celles qui regardent la colline ont derrière elles des jardins et des vignes, car aucune rue n'escalade les pentes où rien n'est bâti. Puis vient le Maysel du Royaume, de médiocre importance, et enfin les Changes.

Des Changes au cloître de Saint-Jehan courent, suivant la Saône, la rue du Palais, au pied de la côte le « Ruer » qui monte en biais la pente, et d'où se détache bientôt vers Saint-Jehan la rue « Tresmarsal » (Tramassac) ; la rue Porte-Froc, perpendiculaire, longe la muraille du cloître ; quelques rues très étroites joignent le Palais à la rue Tresmarsal, où sont surtout des bâtiments de service ; d'autres descendent à la rivière, où sont les grandes « Estues », en Tresmonoye.

Le Palais commence au carré du pont avec la Maison des Bestes, à Mathieu Thomassin, que son fils, « le Secrétaire de Grenoble », et son petit-fils rebâtirent entre 1460 et 1480, à la place même de la maison paternelle, sur des plans à l'ancienne et sans influence d'outremonts, et qui, avec sa frise conservée par miracle, nous a gardé la plus vivante image de notre ville de Lyon au temps de Charles VII : ainsi devaient être les vastes demeures neuves ou restaurées des grands, gens de loi, officiers du roi ou de l'église, qui bordaient la rue du Palais, les plus belles, du côté de « la montagne », allant férir au Ruer. Ici demeurent Claude de Pompiere, Jehan Le Viste, Jehan Paterin, Aynard de Villeneuve, les juges du Chapitre et de la Cour commune, les Seigneurs de Saint-Jehan qui dédaignent ou

⁶ V. pour les hôtelleries du royaume, Nommées des habitants de Lyon, p. 56, note 87.

redoutent les illustres mesures du cloître ; ici on trouve l'hôtel de l'abbé de Cluny et celui du prieur de Montverdun, et surtout, du côté de Saône, l'hôtel et palais de Roanne, où sont installées les administrations royales. Roanne n'existe plus, mais le xvr^e siècle a renouvelé sans les abattre toutes les autres maisons, que le temps a épargnées depuis, et qui forment aujourd'hui un merveilleux ensemble : la restauration a laissé subsister de très importants vestiges de l'âge précédent, que nous retrouvons surtout dans les parties basses, dans les cours intérieures, les galeries et les escaliers. Nous en connaîtrions plus encore, si tous les propriétaires pouvaient et voulaient suivre l'exemple d'intelligence artistique et de désintéressement donné par celui de la maison des Bêtes.

Le cloître de Saint-Jehan, entouré de murs épais, sinon solides, muni de tours et de portes fortifiées, contenait les maisons canoniales, qui tombaient en ruines pour la plupart, si l'on en croit les Actes capitulaires, et les trois églises : Saint-Etienne, antique et très humble, Sainte-Croix, qui s'écroule, et qu'il faudra reconstruire en 1443, enfin Saint-Jehan, dans sa sévère beauté. L'église du Chapitre est pour lors achevée, sauf la décoration du portail, riche de ses trois cents médaillons, mais auquel travaillent encore les maîtres imagiers qui taillent les statues aujourd'hui détruites, sauf aussi le dernier étage des tours ; les grandes roses sont terminées, ainsi que la plupart des vitraux.

Passé le cloître, autour duquel tourne la rue Tresmarsal, on arrive au carrefour du Gourguillon, centre de commerce tout à fait secondaire, d'où part la montée vers Saint-Just, et tout de suite après, dans un quartier très différent ; un groupe de maisons fortes, occupées par les chevaliers de Rhodes, entourent la petite église de Saint-Georges ; puis de petites rues se croisent et forment un labyrinthe autour de la charrière principale qui va vers la porte du Sud, vers Givors et Condrieu, le tout pauvrement habité, et même, vers la Saône, au Sablis, mal habité.

De la porte de Saint-Georges, la muraille de la ville escalade les pentes, enfermant dans l'enceinte tout le territoire de Fourvière, avec sa chapelle et quelques maisons et une fort grande étendue de vignes appartenant aux Eglises. C'est encore à ce lieu que font allusion les lettres royales qui mesurent « le grant circuite » de la ville de Lyon, et qui comparent sa surface à celle de Paris.

Un peu au-dessus de Saint-Georges, le Gourguillon aboutit à la porte des Farges, qui conduit à Saint-Just. Saint-Just n'est pas Lyon, et fait partie du plat pays de Lyonnais, mais la vie du bourg ecclésiastique, insignifiant d'ailleurs, où n'habitent guère que les serviteurs et les suppôts des deux antiques Eglises de Saint-Just et de Saint-Irénée, intéresse la ville au premier chef. En effet sa position naturelle est tout à fait dominante, et, comme il ne peut assurer sa défense en aucune façon, les Lyonnais sont amenés à le garder et même à réparer ses fortifications, imposantes mais « ruineuses ». De plus, Saint-Just est le siège, — théorique, — de la sénéchaussée, puisque les traités interdisent encore aux gens du roi d'exercer leurs pouvoirs dans la ville ; et, d'autre part, la silhouette majestueuse des murailles et des tours complète la vue d'ensemble, achève la figure de Lyon.

Plus loin vers le Nord-Est, Pierre-Scise sur son éperon, aussi fort que Saint-Just l'est peu, farouche d'aspect, avec ses bâtiments de tous les âges, juxtaposés sans ordre et sans art, est là pour rappeler sans cesse aux bourgeois de Lyon qui passent sur le pont de Saône et tournent la tête en saluant la croix de l'arc des merveilles, la quinteuse domination, aux réactions féminines de faiblesse et de cruauté, à quoi les arracha, voilà cent ans, ce roi de France auquel il leur plaît doublement d'être aujourd'hui fidèles.

Voilà notre ville, et c'est une bien pauvre ville, à la comparer au grand Paris d'alors, et même à d'autres cités du vieux royaume, et surtout à ces puissantes communes italiennes ou flamandes, à qui pourtant elle s'apparente par la « marchandise » et les libertés.

3. Le peuple.

Dans cette ville très vaste, dont l'étendue égalait presque la grandeur de Paris, vivaient en 1417 un peu plus de quarante mille habitants, dont une grande partie étaient les familiers ou les domestiques des prêtres et des bourgeois, car toute famille aisée occupait alors plusieurs personnes, et il n'était point de ménage sans quelque menue servante. Beaucoup d'autres, le plus grand nombre probablement, travaillaient la terre, et surtout les vignes, les leurs ou celles d'autrui. La plupart ne sont pas inscrits dans les Nommées, d'autres le sont à vingt livres, « pour leur vaillant », soit qu'ils ne possèdent aucun immeuble, soit que leur maisonnette ou leur pièce de vigne soit grevée de plus de charges qu'elle n'en peut porter¹; on les appelle alors *affaneurs*. De ce nom sont également désignés de petits propriétaires plus aisés dont la fortune consiste exclusivement en terres et en maisons rurales, dans les quartiers éloignés du centre et au « fors-bourg » Saint-Vincent² : ceux-là forment, sous le nom de laboureurs, vignerons ou vignoblands, un métier, le dernier de la liste dans les Syndicats ; ils habitent des maisons basses, ayant chacune leur jardin ou leur curtil, souvent le « truel » (pressoir), et le « tinaillier » (chai), et occupent avec les couvents la plus grande partie de la surface totale. Le nom d'affaneurs est aussi étendu par analogie, rarement au temps de Charles VII et jamais dans les documents officiels, à toute une classe de pauvres « gagne-deniers », les manœuvres des ports par exemple, ou encore ceux qui sont embauchés aux terrassements des fortifications.

1 V. Nommées des habitants de Lyon. Introduction, p. 64 — et extrait des Nommées, p. 108. Ajouter : la maison du Porcellet, à Th. Varinier, estimée 1 livre, à cause de 735 l. de charges diverses ; une maison au Sablis. à P. de Montpancier, 60 l. de charge, estimée « nichil », etc...

2 V. entre autres, Nommées de Barthélémy Peyssel, Jehan du Chano, P. Sadoz dit Colombet, P. et Léonard Gaignières, Tieven Bret, C. C. 3. f^{os} 1, 182, 343, 343 v^o, 384..

Il y a peu de mendiants, et, du moins avant les foires, peu de gens sans aveu, si nous en jugeons par l'importance restreinte donnée à la police et par les faibles aumônes distribuées tant par la commune que par les Eglises. Dans ce temps-là, le brigandage s'exerçait surtout sur le plat pays. Ajoutons que la ville était médiocre, que tout le monde y était connu, et qu'on n'y pouvait guère résider sans être attaché à quelque chose ou à quelqu'un.

Un autre groupe du petit peuple de Lyon était constitué par les valets ou compagnons des gens de métiers. Les « chiefs d'ostels » sont seuls nommés aux papiers du Vail-lant, mais, ici comme ailleurs, ils avaient des ouvriers travaillant avec eux dans leur ouvroir et vivant dans leur maison : certaines maisons de commerce étaient fort grosses, ainsi que certains ateliers, dans les métiers du cuir et plus tard ceux du fer et de l'acier ; le nombre de ces compagnons devait être assez élevé, et c'est eux surtout, forts, bons vivants et sans souci, qu'on devait rencontrer aux fêtes et aux émeutes, avec leurs apprentis et les clercs des notaires et procureurs.

De tout ce menu peuple nous ne savons à peu près rien, sinon *qu'il ne payait pas d'impôt direct*, qu'à son usage les consuls taxaient le pain, et qu'ils évoquaient volontiers sa misère pour échapper à la taille royale, qu'en temps normal les citoyens aisés y trouvaient des remplaçants pour le service du guet et de la garde, et qu'on le convoqua après 1430 en assemblées tumultueuses pour effrayer les gens du roi. Il faisait d'ailleurs assez volontiers de ces « effroys », ou émeutes plus bruyantes que redoutables, dont nous trouvons trace de temps en temps, et, lorsque, malgré les conseillers, on le voulut contraindre en 1436 à payer de nouveau les gabelles, il se révolta pour de bon, élut une commune révolutionnaire et pilla la maison de Mre Jehan Paterin. Nous savons aussi qu'il buvait beaucoup de vin, et que les tavernes étaient nombreuses et toujours pleines. On le voit figuré souvent aux charmants bas-reliefs du portail de Saint-Jehan.

Au-dessus des affaneurs et des compagnons venaient les gens des métiers, « la meilleure et plus saine partie des habitants ». Il n'y avait à Lyon ni corporations ni métiers jurés : tous étaient libres, et, grâce au mouvement commercial qui entraînait tout, les diverses classes sociales communiquaient largement entre elles, et l'on était toujours prêt à faire place au nouveau venu ; nous pouvons même constater une grande mobilité des occupations et des fortunes : certains vont et viennent d'un métier à l'autre, les fils abandonnent la corporation de leur père pour entrer dans une autre plus avantageuse ou plus honorable, plusieurs enfin occupent des emplois publics ou même accèdent à la noblesse sans pour cela renoncer aux bénéfices de leurs ouvroirs ou de leurs banques. Seuls les serruriers, d'une part, pour la sécurité des biens, et les barbiers-chirurgiens, pour celle des personnes, peuvent avoir été soumis dès cette époque à un serment et à un contrôle professionnel ; la ville exerce aussi une certaine action sur les panétiens ou boulangers. Aucun document particulier antérieur au règne de Louis XI n'étant demeuré, nous ne connaissons les métiers lyonnais que par les listes de maîtres et les Nommées³, celles de 1446 seules donnant à peu près toutes les professions. La dépopulation ayant surtout porté sur les pauvres, que rien n'attachait, et sur les riches, qui pouvaient fuir jusqu'en pays d'Empire les dangers et les charges de la vie urbaine, nous pouvons utiliser pour la classe moyenne, en les contrôlant par le Vaillant de 1388 et par les listes partielles de 1406 et 1423, les Nommées de 1446.

3 V. le Vaillant, de 1388 et les Nommées de 1446. On appelle Papiers du Vaillant, ou Nommées, les listes des habitants de Lyon soumis à la taille, avec l'énumération et l'évaluation de leurs biens meubles et immeubles. Le Vaillant de 1388, C. C. 1, le plus ancien, a été édité par les soins de M. Perrat, succédant à M. Philippon, qui avait établi le texte. Les Nommées de 1406, très intéressantes, ne comprennent que le côté du Royaume, elles sont encore inédites : C. C. 2. Nous n'avons conservé que quelques feuilles insignifiantes des papiers de 1423. Les Nommées de 1446, C. C. 3, ont été préparées pour l'édition. Quelques feuilles en ont été publiées avec une Introduction de l'auteur de ce volume, aux frais des Annales de l'Université de Lyon. Le texte entier attend son mécène.

Les Syndicats ⁴ énumèrent de vingt-cinq à trente métiers ou groupes de métiers, chacun étant représenté par deux maîtres à l'assemblée communale. L'ordre établi par la tradition n'en est pas immuable, et obéit aux transformations provoquées par la guerre, par les foires, et par l'installation à Lyon du personnel de l'administration royale.

Abordons l'étude des métiers lyonnais par en bas, et selon l'ordre du Syndicat de 1422, où paraissent pour la première fois les laboureurs et les vigneron.

[28] *Vignerons et laboureurs.* — Au plus bas échelon se trouvent, comme nous l'avons dit, les affaneurs, décorés pour la circonstance de leurs noms les plus honorables. Les Nommées de 1446 en comptent cent seize soumis à l'impôt, et mettent à part, avec le titre de jardinier, le plus gros, Guillaume Moyne dit Mayère (m. d. m. 1435), propriétaire de nombreuses maisons, granges et curtils dans l'enceinte de la ville, dont une partie sont d'acquisition récente : sa fortune déclarée, 738 l., l'égale aux bons marchands ; il est permis de supposer qu'il s'est enrichi en substituant à la vigne ou aux grosses cultures l'industrie maraîchère, au moment où les foires permirent la vente à bon compte de ces denrées, que tous les habitants produisaient pour leur usage. Plusieurs autres, surtout dans le bourg Saint-Vincent, sont relativement aisés, et, naturellement, figurent le plus souvent parmi les maîtres : ceux-là même voient leurs propriétés dévorées par la charge des pensions aux gens de loi et aux Eglises. En 1433, on trouve parmi les maîtres vigneron un magistrat de la Cour commune, le nouveau citoyen P. Noir, ou Neyr, de Saint-Cyr, qui est un riche. Certains affaneurs sont désignés comme préposés aux terres de quelqu'un : de la Commanderie de Saint-Georges, par exemple, ou de l'hô-

⁴ On appelle Syndicat ou Syndical, l'acte de l'élection des maîtres des métiers établi par le procureur de la Ville, et lu au peuple assemblé le 21 décembre de chaque année. Nous possédons une collection à peu près complète de ces documents, en général très soignés et très beaux ; en 1445, le parchemin pour faire le syndical a coûté 4 gros de bonne monnaie (R. C., II, p. 486).

tel des monnaies ; on connaît aussi des affaneurs de Mons. de Lyon.

[27] *Taverniers*. — Peu nombreux (6), comme tels, aux Nommées, mais les listes de maîtres nous apprennent qu'ils exerçaient presque tous en même temps un autre métier, sous lequel ils aimaient à être inscrits, tout en acceptant de représenter à l'assemblée municipale leur corporation lucrative et décriée : beaucoup sont aussi revendeurs ou pâtissiers (17), d'autres albergeurs, d'autres tenanciers d'étuves ou de maisons chaudes, on y trouve même un sergent royal. Le riche pâtissier P. Gay (830 l.) y coudoie P. de la Fay, fils du feu trésorier Nantuas, et le changeur Aynard Chenevier, l'homme dont la maison, au bord de la Saône, est percée d'une poterne vers Saint-Vincent, y rencontre J. Canet dit Grolée, le maître des estues. En 1435, on y voit aussi Nicolas Laurencin : humble début d'une orgueilleuse lignée.

[26] *Pelliers, balanciers, peyrolliers*. — Les métiers du cuivre ne comptent pas de riches, et peu de monde en tout.

[25] *Barbiers*. — Les Nommées en comptent trente-deux, plus un « sturgien », ce sont en général de petites gens, bien que tous, plus ou moins, manient la lancette. Les offices de « barberie » des chapitres et des couvents, s'ils n'enrichissent pas leur homme, au moins le posent dans son quartier ; nous connaissons M^e Janin d'Oye, dit de Paris, barbier de Mons. de Lyon, Robin Mermet, barbier de la ville, M^e Girerd Symon, qui deviendra le familier du Dauphin et du roi Louis XI, Etienne Manissier, fournier du four de la Platière, et surtout Humbert Faure, qui fera après 1435 une petite fortune (569 l.), en s'associant aux exploitants des mines.

[24] *Revendeurs ou regrettiers*. — Ce métier, abaissé de huit ou dix rangs en 1420, fut encore « ravalé » plus tard pour rejoindre les taverniers, avec lesquels il vint à

se confondre, puis il reprit son rang primitif en 1436, pour le reperdre en 1445, suivant les vicissitudes du commerce du sel au détail, dont il vivait avant tout. Les Nommées y placent dix-neuf hommes et cinq femmes : la plupart sont des pauvres, quelques-uns sont en même temps affaneurs, « purchiers » ou « reveyrans » ; quatre ou cinq se détachent du lot, sans doute les regrettiers du sel : Jaquemet Béguin, huit fois maître du métier entre 1417 et 1435, Jehan du Baston (404 l.), et surtout P. Churrel (740 l.), huit fois maître lui aussi. Parmi les revendeurs, on trouve Colin Gerlot, plus tard changeur, qui fut messager de la ville en 1425, et dont il nous reste une lettre authentique, et en 1427, Nicolas Laurencin.

[23-22] *Tisserands et cordiers, freppiers (passemmentiers) et canabassiers (fabricants de fil)*. — Vite réunis en un seul métier, car le nombre et l'importance des cordiers, tout à fait locaux, diminua rapidement du fait des foires et de l'abondance des objets importés, du fait aussi de la disparition des chenevières dans le pays, constaté entre 1388 et 1446. Parmi les maîtres reviennent souvent Tiéven et Gonin de Cuchermoy, dits les Cordiers, qui sont surtout d'opulents hôteliers, à qui appartient encore pour quelques années le principal ouvroir de la ville, mais qui n'exercent plus eux-mêmes le métier paternel. Quant aux tisserands, ils sont nombreux (48), mais presque tous pauvres. Les canabassiers de Lyon sont, plutôt que des fabricants, de gros ramasseurs et revendeurs de chanvre dont l'avoir atteint vite les 505 l. de Thomas Guilliart dit du Bien (7 fois m. d. m.) ; plusieurs d'entre eux figurent parmi les notables qu'appellent à eux fréquemment les consuls : Guigue Mercier, Joffrey Malarrest ; l'un d'eux, Jehan des Chazeaux, dit de Marines, devint consul lui-même en 1416 et 1422. La composition très hétéroclite de ce groupe explique les places très diverses qu'il occupe dans la hiérarchie urbaine, selon la qualité des maîtres de l'année.

[21] *Serrailleurs (serruriers) et mareschaux*. — En

1417, les « cutelliers » sont encore avec eux pour deux ans : la guerre leur profita, et ils rejoignirent parmi les métiers honorables les fabricants et marchands d'armes et d'armures. Il y a neuf serruriers aux Nommées, de 50 à 200 l. de vaillant : signalons les deux frères Etienne et Annequin d'Ollande, ou de Bois le Duc, et un autre appelé Gilliquin du Palais, dont l'origine flamande est manifeste. Les maréchaux ou faures et les esperonniers sont quarante-cinq ; il y a là encore quelques noms allemands ou flamands : M^e Albram Riz, Claux et Gilliquin l'esperonnier, mais les artisans aisés que l'on rencontre sont les maîtres de père en fils de vieilles « farges » déjà tenues en 1388 : Jehan Perret, fils de Pierre (6 fois m. d. m., 553 l.), Jehan Fornier dit Droguet, fils de Pierre, Claude Gay, fils d'Etienne, possesseur de tant d'hommées de vignes.

[20] *Massons*. — Ici, c'est la stabilité totale : les maîtres maçons, avec qui nous ferons, à propos des fortifications, plus ample connaissance, sont de très anciens Lyonnais, et la succession d'un entrepreneur de cette sorte est telle que seul peut l'accepter son fils ou son filliastre. On en compte trente-trois, il n'y a pas un riche ; et pourtant, quelle place tiennent dans la ville les principaux d'entre eux ; M^e Janin Charles, dit la Vignée, ou M^e Pierre Trippe⁵. L'âge précédent avait rangé parmi eux M^e Jacques de Beaujeu, maître de l'œuvre de Saint-Jehan, dont le fils Ay-nard a déserté la confrérie.

[19] *Chapuis*. — Intéressés comme les maçons dans l'œuvre du pont et dans celle des fortifications, les chapuis ou charpentiers forment une corporation considérable de tous points : ils sont une quarantaine, avec quinze benniers ou veysseillers (constructeurs de bateaux) ; pas un n'est

⁵ V. Nommée de Peronete. fille et héritière de P. Trippe, maçon. C. C. 3. f^o 306 v^o, comparer celle de Guillermin la Trippa, au Vaillant de 1388, p. 59. En 1446, le fils de Janin Charles, dit aussi Janin est « hoste de Saint-George », mais son fillâtre est Hugonin *le Masson*, v. Nommées. C. C. 3, f^{os} 129 v^o et 183.

riche, pas même M^e Jehan de Blacieu, l'un des jurés de la ville et notable citoyen, qui fut consul en 1428⁶.

[18] *Coduriers (tailleurs et fabricants de vêtements)*. — Ce sont pour la plupart de petits artisans ; deux seulement dépassent le niveau des autres : Jaquet de Veyse (960 l.), toujours nommé avec ses associés ou « compaignons », et Tiéven de Saint-Amour, dit Borbonois (560). Les cinquante-quatre autres végètent, trop nombreux sans doute depuis que la guerre a coupé les routes et les a privés de leur clientèle foraine. Quelques drapiers nouveaux venus se font aussi inscrire dans la corporation pour accéder plus vite à la dignité de Maître, tel, de 1425 à 1434, Guillaume Chastillion.

[17] *Pescheurs ou poyssonniers*. — Ils sont vingt, avec douze nochiers et douze reveyrans, ceux-ci tout petits entrepreneurs de chargement et déchargement des bateaux sur les fleuves. Seuls les pêcheurs sont maîtres du métier, ils sont aussi nochiers à l'occasion et leurs « bachuels » qui valent beaucoup d'argent, font le plus clair de leurs biens ; ils élisent toujours les mêmes hommes, braves gens qui ont profité de ce que les routes de terre ont manqué au commerce pour arrondir leur avoir sans perdre leur rusticité : Jehan Avant et son fils Pierre (460 l.), Jehan Chalot (303 l., 10 fois m. d. m. en 20 ans), Jehan Marion, locataire, tout le long de la Saône, du droit de pêche des Sires de Beaujeu⁷, Jehan de Sure, Jehan Chalamont. Ils sont assidus aux assemblées et s'intéressent comme des grands aux affaires municipales, représentant la plus vieille corporation de la ville, où tous se connaissent, qui n'est pas

⁶ J. de Blacieu, chapuis, n'est plus nommé en 1446, son nom paraît dans plusieurs jouxances, où l'on retrouve les immeubles de Johan de Blacieu, nommé au Vaillant de 1388, p. 115. V. aussi les quatre Filiart, tous chapuis ou tonneliers, et leur père ou oncle Johan. C C 3, f^{os} 87, 92, 184 v^o et 327, et Vaillant, p. 105.

⁷ Huillard-Bréholles, II, 298. Il y a un procès en 1449 entre la Dame de Lurcé et J. Marion, pêcheur de Lyon, qui a pris à ferme la pêcherie de la Saône depuis le bief de Montmerle jusqu'au lieu des Balmes...

jurée plus que les autres, mais vit de traditions et forme comme une petite commune dans la grande : un certain nombre habitent « sur Saône », dans leurs bateaux.

[16] *Bochiers, ou mayselliers.* — Il y a deux boucheries, ou maysels, une du Royaume et l'autre de l'Empire, plus importante, et qui se complète par la rue Escorchebœuf. Là vivent et travaillent vingt-sept patrons bouchers, qui sont rarement propriétaires de leurs bancs. Certains de ceux-ci appartiennent aux Eglises et sont grevés de lourdes redevances, ou sont devenus la propriété de grands bourgeois ou même de nobles comme les Grôlée, et sont loués à très haut prix. D'où vient sans doute la faiblesse et l'innocence de cette corporation, dont le nom seul évoque en ce temps-là les grandes émeutes parisiennes : les bouchers de Lyon sont de petites gens bien sages⁸. Quelques-uns pourtant, par le trafic des bestiaux qu'ils vont chercher dans les montagnes, jusqu'en Forez, ont acquis une large aisance : Gauthier Clerc (425 l.), Pierre Miribel (458 l.), Jamet Foreys (633 l.), Guillaume Bernabuyn (650 l.), mais surtout Guillaume Gay (860 l.) et Tiéven Tavernier (1.031 l.). Il y a aussi huit tripiers et un seul « chaircuitier », dont le commerce ne prospère pas : chacun sale son porc qu'il a élevé lui-même ou fait soigner par son affaneur. Des bouchers du voisinage viennent en ville débiter leur viande, mais ils doivent acquitter à l'Eglise des droits de « coponage » assez élevés, qui protègent les gens du maysel.

[15] *Celliers, freniers, armeuriers, furbisseurs*, et bientôt cutelliers, tous les manieurs d'acier, forment un groupe

⁸ Nous connaissons au meysel du Royaume une vingtaine de bancs de boucherie : tous appartiennent à de grands bourgeois : les Jossart, L. Caille, Et. Guerrier... leur valeur d'estimation varie de 15 l. à 180. Au meysel de l'Empire, au contraire, les 20 bancs que nous trouvons aux Nommées appartiennent à des bouchers (sauf 1 aux Villars), leur prix va de 30 l. à 150 pour celui qui « fet le carré vers Saint-Nizier ». La plupart sont chargés de grosses pensions. Les maisons au meysel et dans la rue Escorchebeuf sont partagées entre les riches bourgeois et les bouchers. Tous les bouchers riches ou aisés sont de l'Empire.

puissant et assez riche. Il n'y eut d'abord que des artisans pour les besoins locaux et des commerçants qui importaient les armes de Flandre et d'Italie, tandis qu'une autre corporation, les ferratiers, exportait le charbon, le fer et l'acier de la vallée du Gier. Avec la guerre, les besoins grandirent : il fallut des armures, des armes de toute sorte, des « artilleries » ; alors s'en vinrent d'Allemagne des maîtres artisans qui s'installèrent à Lyon, et des ouvriers qui transformèrent l'industrie ancienne des patrons locaux. En même temps arrivait de Lorraine et de Liège le travail des aiguilles et des épingles, et se fondaient les métiers des « aguilletiers » et des espingliers ou « espinoliers ». Un peu moins de soixante ateliers travaillaient en 1446, et les listes de maîtres nous montrent qu'il en était ainsi au moins depuis 1420 ; la plupart étaient de simples ouvroirs à l'ancienne, mais quelques-uns avaient pris une grande extension : Jehan Colin, dit de Lorraine, aguilletier (320 l.), Denys et Jehan Fecz, espingliers lorrains (405 l.), sont plus aisés que la moyenne des artisans, ainsi que Hugonin de Revoyre (500 l.), Jehan Buer ou Buyer, et surtout Jehan Girerdon et Lambert du Lart, aussi ferratiers, qui sont tout à fait des notables ; Jaqueme des Fossés, cellier, demeure au Palais, avec son gendre Vital Rendon, aussi cellier, et ses deux fils, Enemond et Léonard, tous deux armuriers ; ces hommes, qui paraissent associés, sont à la tête d'une véritable usine. Dès l'époque des guerres bourguignonnes, il existe donc à Lyon une industrie des armes, *travaillant pour la vente au dehors*.

[14] *Escoffiers, essaneurs, cordouaniers*. — Sortis avec les armuriers des métiers purement locaux, nous rencontrons ici une autre industrie d'exportation, elle aussi séparée du grand commerce des corréurs, qui occupe une place plus élevée dans la cité, jusqu'au jour où il est absorbé par les merciers. Les Nommées comptent cinquante-sept escoffiers, fabricants d'*écouffes*, ou chaussures civiles, quinze essaneurs ou tanneurs, et deux cordouaniers ; il faut leur adjoindre sept « borciers », cinq gantiers, deux

« gueyniers » et un grolier, soit en tout quatre-vingt-neuf personnes payant l'impôt : c'est un des plus gros métiers de la ville ⁹. Parmi eux, comme il sied, beaucoup de petites gens, quelques bourgeois moyens, comme les tanneurs Janet de Botant, Imbaut de Langres, Jehan Raches, dit de Reims, les escoffiers Pierre Bullioud (404 l.) et François Darras (560 l.) ; ces derniers comptent deux grands patrons, Guillaume Bolemier (985 l.) et Jehan Thomas le Vieil (707 l. pour lui tout seul), associé de son frère J. Thomas le jeune, et nouveau citoyen. Les deux cordouaniers sont des artisans très modestes. De ce métier, aussitôt qu'on le peut, on passe à celui de corréreur.

[13] *Panetiers ou bolengiers.* — Toujours placés en un rang honorable, tant parce qu'ils sont gens très nécessaires et par suite soumis à un contrôle très étroit de la commune, que parce que la plupart d'entre eux font le commerce du blé, qui est actif à Lyon, ils sont trente-deux, dont cinq ou six aisés, tels Barthelémy Romanet (367 l.), Hugonin Mermet, qui est aussi meunier, les frères Gonet, de Saint-Genis, Poncet du Péage (480 l.), et surtout les Montpansier, Guillaume, Pierre et Hugonin frères, dits les Panetiers (ensemble 1.620 l.). Leurs ouvroirs sont dispersés dans toute la ville, mais les plus importants sont au Gourguillon et au Sablis, où se trouvait sans doute le port au blé. Les meuniers, tous d'assez humbles personnages, formaient corps, probablement, avec les panetiers ; leurs moulins étaient des bateaux sur le Rhône, à quelque distance de la rive, et ne devaient être ni grands ni commodes : ils subissaient la concurrence des moulins à vent répandus dans toute la campagne, et de quelques « molins molans d'aigue de fonteyne » ou de rivière possédés par le Chapitre et les grands bourgeois, à Tassin, à Ecully, en Vaise.

[12] Avec le métier suivant, celui des *albergeurs* ou

⁹ Voir le plan des foires, p. 196 (ch. III, § 4).

hosteliers, nous entrons dans la catégorie des bons métiers, ceux qui mènent leurs maîtres au consulat : Lyon, ville de commerce et bientôt ville de foires franches, avait un certain nombre d'hôtels importants, alignés dans les deux rues des Albergeries, au Royaume et à l'Empire, ou groupés près des principales portes de l'enceinte. Le premier de tous et le plus estimé était celui du « Chapeau rouge », que tenait Mathieu Bottu (consul en 1427, plus tard terrier), dont le fils Jehan devint secrétaire delphinal, et, familier du roi Louis, conserva dans la ville de grands biens; puis venaient la « Teste noyre » et la « Cope », nous connaissons aussi la « Cloche » et la « Teste qui rit », le « Heaume », le « Lion », le « Faucon », le « Griffon », la « Croix » en l'Empire et la « Croix » au Royaume, à Saint-Vincent « l'Epée », et près de la porte de la Lanterne, « l'Ecu de France », appelé aussi l'hôtel des Cordiers. Quant aux « hostes » ou albergours, les Cordiers, Tiéven et Gonin de Cuchermoy, sont inscrits aux Nommées pour 910 l., Guillaume Chopine, badel de Saint-Pol, pour 759, Robert de Blois (la Croix, en Porte-Froc), pour 500, Nicolas Laurencin pour 687, Jehan Machefert, hôte, mais non propriétaire de la Teste noyre, paie en 1446 aux hoirs de Bonvalet l'énorme loyer de cent livres, Albergour lui aussi, était Etienne Oydel, messenger ordinaire de la ville auprès du roi pendant plusieurs années, et quatre fois consul : les maisons où il tenait son hôtellerie furent incendiées, probablement dans l'émeute de 1436, et seule figure à la nommée de ses fils, avec des mures de maisons arses et du tout gâtées, « la place où soloit estre l'enseigne du Oyaume », et tout leur meuble est compté à « rien, pour la perde qu'il a fet du feu ».

[11] Vient ensuite la corporation des *Notaires*, comprenant tous les gens de loi qui ne sont pas d'église : ceux-ci, littéralement, foisonnent et, la plupart, végètent ; on en compte quatre-vingt-sept, c'est le métier le mieux fourni après celui des affaneurs; quelques-uns, par contre, sont devenus fort riches et importants. A la liste de 1446 il nous

faut ajouter entre autres Denys Becey, le greffier de la Cour du roi, dont le fils Guillaume (1.256 l. d'immeubles), est devenu auprès du Dauphin Louis une manière de personnage, et ne compte plus dans les citoyens de Lyon, Jehan Garnier, secrétaire du bailli, devenu lors terrier (2.480 l.), Martin Lamoureux, qui sera pris par le prince d'Orange en 1429, avec Antoine de Chaponnay. Il nous faut nommer beaucoup de notaires, car beaucoup sont mêlés aux affaires de la ville ou de l'Eglise. Voici ceux qui furent consuls : Pierre Bullioud (584 l.), qui va être procureur fiscal du Chapitre, Antoine Aygue, Hugonin Clavel (1.451 l.), Jehan Fenoil (702 l.), Bertran Payan (son fils Grégoire, 820 l.), Benoît Chenal, spécialiste en ce temps des affaires difficiles, et qui y fera fortune (4.204 l.) ; mettons à part Jehan de Condeyssie, qui joua un rôle de premier plan et mourut pauvre (les hoirs, 180 l.), et le Procureur de la ville, guide de tout notre travail, Rolin de Mâcon (370 l.). D'autres n'accédèrent pas alors au consulat, mais sont tout de même de notables bourgeois, ou des fonctionnaires considérables, en tout cas firent souche, pour la plupart, de gens connus ou de gentilshommes. Ce sont Jehan Andrevet, qui fut si souvent receveur des deniers communaux (588 l.), Guillemain Jarceys (630 l.), André Poculot (son fils Jehan, 688 l.), Jehan Lanczot (719 l.), Jehan Chevrolet (886 l.), Tévenet de Brébant (les hoirs, 438 l.), Poncet Besson (1.220 l.), Barthélemy Bellièvre (son fils Hugonin, 1.348 l.), qui fut l'origine des grands robins du siècle suivant, Jehan Béraud dit Amyot (1.353 l.), Hugonin Tardi (son fils Clément, 1.990 l.), Etienne Coilliet (2.711 l.), puis les serviteurs du roi, Guillaume Garbot, collègue de D. Becey au greffe de la Cour des ressorts, et Jehan Guerrier (2.216 l.), greffier de la Cour « des Aydes », et ceux de l'Eglise, Jehan Périer (422 l.), secrétaire du Chapitre, Pierre de Vallion (1.117 l.), greffier de la Cour commune, Girerd Rosset et Pierre du Rieu, ou « de Rivo » (1.032 l.), l'un chancelier, l'autre procureur de Mons. de Lyon.

D'année en année, l'importance des notaires grandit, et, vers 1450, ils occupent le sixième rang de la liste des mé-

tiers, au Syndical. Ils forcent aussi peu à peu l'entrée du corps consulaire, qui a fait une place exceptionnelle en 1426 à Condeyssie, porte-parole du moyen et petit peuple, et finit par en accueillir un ou deux tous les ans. Cependant les principaux d'entre eux s'évadent vers les fonctions publiques, et leurs fils prennent leurs grades, en lois ou en décrets, et quittent, sinon la ville, du moins la commune.

[10] *Doriers et potiers* (orfèvres, argentiers, pintiers, patiniers, potiers d'étain). — La corporation n'est pas très nombreuse, ni en somme très opulente, par le malheur des temps. Janin Gueyrot (son fils Pierre, 1.000 l.), et Pierre Dacié (ses héritiers), potiers d'étain, font seuls figure de riches¹⁰, quelques-uns sont aisés. En définitive, ce métier de luxe entre en décadence de notre temps, la consommation de ses produits s'étant ralentie, au moment même où les foires lui amenaient une rude concurrence. Lors du joyeux avènement de Charles VII à Lyon en 1434, aucun d'eux ne peut entreprendre la fabrication de la vaisselle d'argent offerte par la ville, et quelques-uns des grands sont obligés de s'entremettre.

[8 et 9] *Sauniers et ferratiers*. — Les deux métiers sont d'abord séparés, puis réunis après 1435, mais dès l'époque précédente, les quatre maîtres sont pris indifféremment dans l'un ou dans l'autre. Voici l'une des grandes corporations commerciales qui font la prospérité continue de la ville de Lyon : le sel vient du Midi, par le Rhône, par les soins des Chapuis de Condrieu, qui en ont le monopole de par l'Eglise, arrive à Lyon, d'où il est distribué, par eau encore ou par voie de terre, dans toute la région environnante ; le fer, l'acier, le « charbon de pierre », viennent de Rive-de-Gier, de Saint-Chamond, de Saint-Etienne en Forez, et sont revendus à Lyon jusque dans l'Empire. Les marchands exportateurs engagent d'assez gros capi-

¹⁰ Gueyrot et Dacié travaillent pour toute la région, v. ch. III, § 3.

taux et font généralement fortune ; ils sont peu nombreux, la plupart d'entre eux exercent en même temps quelque autre métier, tels que Jehan Andrevet, Jehan Girerdon, François Loup, Jaquemet de Gez, le brodeur, Nicolas Laurencin, qui y accède en 1448 seulement. Les grands ferratiers sont Loys du Solier, Pierre Manczet (1.108 l.), Symon Colombier (1.390 l.), Jehan Dupré, fils de Guionet, de Condrieu, qui avait été « facteur » des Chapuis (2.493 l.), et surtout les Villars, Jehan et Pierre, venus eux aussi de Condrieu, à la solde des mêmes Chapuis¹¹ ; ces derniers commencent dans ce métier leur fortune, qui est déjà grande (2.912 l.), puis ils feront le change et la banque, deviendront des magistrats et enfin de grands Seigneurs.

[7] *Pelletiers*. — Lyon est un grand marché de fourrures, et son importance grandit aux dépens de Châlon, à cause de la guerre bourguignonne et de la fondation des foires. La corporation des pelletiers est traditionnellement l'une des toutes premières¹², elle comprend déjà quelques-uns de ceux que nous appellerons tout à l'heure les patriciens, les « grans » en langage lyonnais du xv^e siècle. Pourtant, sur les vingt-quatre énumérés aux Nommées, la plupart sont de petits artisans : les gros commerçants sont passés à l'état de merciers ou, sortis du négoce, comptent parmi les terriers ; mais le prestige du métier est demeuré considérable. Vingt ans plus tôt, un des chefs de la Commune et du consulat, Léonard Caille, puissamment riche et très respecté, est encore pelletier, ainsi que son frère

11 V. étude sur le sel et le fer, ch. III, § 3. Nommées de Jehan et Pierre de Villars, C. C. 3, f° 203, Vaillant (Anthoyno), p. 18, de Jehan Dupré. C. C. 3, f° 118, Vaillant (Pierre), p. 202.

12 Le Privilège des pelletiers de Lyon à la cathédrale de Saint-Jean semble oublié au xv^e siècle. La dernière mention en est une confirmation de 1208 ; v. Guigue, Obituaire de Saint-Jehan, pièces justificatives n° 16, p. 185 : le 24 juin, fête de Saint-Jehan, les pelletiers, conduits par deux anciens maîtres, montés sur des mules blanches, venaient faire une cavalcade sur le parvis, puis entraient dans l'église où les chanoines en personne les recevaient en cérémonie et leur donnaient le pain bénit. Cela en souvenir d'un pelletier d'autrefois qui aurait donné le fonds de terre où la grande église fut construite.

Jehan, bientôt conseiller du roi ; on y trouve toute la famille des Garin, Etienne (1.594 l.), Jehan et Rolin, et Léonard Prévost (les hoirs, 1.516 l.), qui furent tous consuls. Un Italien, Casin de Bologne, s'est installé à Lyon au moment des foires, et n'est pas sans ressources (800 l. pour son meuble seul).

[6] *Corréeurs ou ceinturiers*. — Ce sont les importateurs de cuir, qui alimentent la plus vieille industrie de Lyon, et, probablement, en exportent aussi les produits fabriqués. La corporation est absorbée en 1437 dans celle des merciers ; on y rencontre de bons marchands comme Pierre Chevrot (720 l.), Guionet Davy (690 l.) et Barthélemy de Saint-Rambert.

[5] *Changeurs*. — Le métier de changeur et celui de banquier, qui en est inséparable, étaient florissants à Lyon depuis qu'à l'époque des Croisades le pont du Rhône était redevenu le grand passage du commerce de l'Europe occidentale : Ponce de Chaponnay, dit Ponce de Lyon, le grand manieur d'argent du commencement du XIII^e siècle, y avait été inscrit sans aucun doute. Depuis l'annexion de la ville au Royaume, les mutations des monnaies ont rendu ce métier lucratif, mais dangereux, aussi n'est-il exercé d'habitude que temporairement, par ceux qui, enrichis dans quelque autre commerce, veulent accéder aux métiers supérieurs, ouverts certes en théorie, mais où pratiquement il faut être agréé par ses pairs. Certains merciers, épiciers ou drapiers y aventurent une partie de leurs capitaux, et y gagnent d'être plus souvent désignés comme maîtres de métier, et par suite d'être plus proches du consulat. Nous y voyons ainsi passer des Caille, des Sala, des Dodieu, des Gontier, des Gondin, des Fournier et des Saint-Barthélemy, qui appartiennent en fait à d'autres corporations. Les gens du métier proprement dit sont peu nombreux : Mile Blondellet, Janin de Bruyères, qui fut une fois consul, Pierre Pape, neveu de l'ancien official, frère ou cousin du Gui Pape de Grenoble, et surtout Pétrequin

Chocart, au prénom étranger, qui, inconnu en 1406 comme en 1388, voit croître sa fortune de telle façon qu'il joue après 1430 auprès du consulat le rôle de Providence jusqu'alors dévolu à Pompierre, et accède plusieurs fois à la dignité consulaire (2.342 l.).

[4] *Merciers ou marchands*. — Les Nommées de 1446 comptent dix-sept merciers, tous aisés, la plupart riches. Ce nom désigne à Lyon les marchands au négoce étendu, qui importent et exportent tout ce qui n'est pas étoffes, épices, cuirs, fer ou sel. C'est un métier qu'on est fier d'exercer, et nous y trouvons plusieurs des premiers de la ville : Jehan et Pierre Chevrier (950 et 750 l.), Jehan Faure (600 l.), Jehan de Savignieu, Pierre Voysin (1.029 l.), Claude Taillemont (1.100 l.), Lambert du Lart (1.751 l.), Jehan Sala dit Bastier (1.585 l.), dont le fils Amédée possède une fortune égale ; mais si nous consultons les listes de maîtres de métiers antérieures aux Nommées, voici Nizier Greysieu, qui n'est pas riche, mais sans qui rien ne se fait dans la ville, voici Mathie Audebert (1.163 l.), qui fut douze fois consul, dans les trente ans de sa maturité, Pierre Eynart dit Beaujehan (5.272 l.), qui le fut neuf fois, Michelet Buatier et son fils Catherin (2.042 et 1.397 l.), Jacquemet Porte, et Sire Jehan Tiboud, naguère conseiller de l'archevêque et du bailli, et dont les biens, plusieurs années après sa mort, valent encore, aux mains de ses hoirs, 2.678 livres.

[3] *Epicier*s. — Lyon est le lieu unique d'arrivée et de distribution des épices pour la France de langue d'oïl, les Pays-Bas et l'Allemagne rhénane ; ses épiciers sont de gros personnages. Le métier ne compte en 1446 que treize membres, y compris deux ou trois apothicaires : les plus importants sont alors Thomas Varinier, (586 l.), Gillet de Chaveyrie, (800 l.), Jehan du Lyon ou Doullion, fils d'Antoine, Antoine du Solier, André de Larbent, Nicolas du Blet, (1435 l.) ; mais d'aucuns sont passés en 1446 au rang des terriers, qui exerçaient encore au temps de la

guerre bourguignonne, et qui joignaient à tous leurs commerces celui de la poudre à canon, tels surtout les Gontier et les Dodieu, alliés aux tout premiers de la ville et aux gentilshommes du pays, les Tourvéon, les Gondin et les Sivrieu, dont le premier, Ennemond le vieux, ayant acquis le fief noble de Rontalon, conserve son métier et fait prêter l'hommage aux Seigneurs de St Jehan par son fils, « le petit », tandis que son frère Henry devient l'associé de Jacques Cœur : tous ceux-là sont des patriciens.

[2] *Drapiers*. — Un seul métier nous reste encore, de beaucoup le premier, et qui confine avec la haute classe des terriers par une frontière indécise. Les drapiers de Lyon sont uniquement des marchands de drap et d'étoffes en général, ils ne fabriquent pas : quand il fut question d'attirer dans la ville « des ouvriers à faire draps », ils s'y opposèrent¹³, comme ils s'opposeront plus tard à la manufacture de la soie, de peur que la ville en soit décriée auprès des grandes cités drapantes, à qui mieux valait ne pas faire concurrence si on voulait conserver le monopole de fait de la vente en gros pour tout un groupe de pays. Les drapiers de Lyon sont vingt en 1446, quatre ou cinq d'entre eux, les débutants, sont seulement aisés, les autres sont riches. Fait particulier, il arrive couramment qu'un drapier devienne, sans quitter son ouvroir, acquéreur de biens nobles ou même fonctionnaire du roi ou de l'Eglise, tels Pierre Brunier, (2088 l.), censier des terres du Chapitre, Guillaume Chastillion, (1855 l.), et surtout Pasquet le Charron, (3199 l.), propriétaire de deux seigneuries, qui préfère payer l'impôt et ne pas aller à la guerre. Il faut nommer parmi les drapiers Pierre Varinier, (620 l.), Jehan Putout, (670 l.), Claude Rochefort, (830 l.), Loys Lanczot, (850 l.), Pierre Ponczaton, (1000 l.), frais débarqué de Villefranche, Druet Fortin, (1052 l.), Jehan du Puys dit Brunicart, (1122 l.), Jehan Curt, fils de Robert, (1175 l.), Jehan Formond, (1470 l.), Pierre et Poncet de St Barthé-

¹³ R. C., 5 janvier 1419, p. 146.

lemy, enfin les Baronnats, (5010 l.), qui, d'abord associés à Jacques Cœur pour l'exploitation des mines du Lyonnais, recueilleront, à sa ruine, tous les bénéfices de l'entreprise. En 1417, étaient aussi drapiers Jehan Jehannoud, cinq fois consul en douze ans, Bérerd Jacot, qui perçut longtemps toutes les tailles de la ville et du roi, Barthélemy de Varey, et son parent, l'un des piliers de la commune, le très noble, généreux et prudent Bernerd de Varey, qui n'abandonna jamais entièrement la draperie.

[1] L'assemblée municipale comptait encore deux maîtres, représentant les *terriers*, grands bourgeois qui ne trafiquaient plus.

Ce tableau, commode pour évoquer à nous, dans l'ordre même où ils se rangeaient, les divers éléments du peuple de Lyon, n'en peut donner pourtant qu'une vue incomplète : beaucoup d'autres métiers, en effet, figurent aux Nommées. Avec les custuriers, il y a sept tondeurs de drap, quatre teinturiers, treize chaussetiers, dont l'un, Thomas Bordavin, a un vaillant de 673 l., cinq botoniers, deux bonitiers ; un seul tapissier suffit, avec un contrepoinctier. Cinq artisans travaillent l'osier, trois vanneurs, un corbeillier, un cagier ; cinq « tiouliers », aux portes de la ville, font des tuiles et des briques, un « tuppinié » tourne des pots de terre. Pour les transports, on dispose de six charretons, mais d'un seul voiturier ; pour l'éclairage, on a deux chandelliers et deux lanterniers ; pour leur vin, les Lyonnais ont deux tonneliers, un futaillier, un cerclier, et neuf « troilleurs », qui font et réparent les pressoirs. Les ménagères dont le garde-manger n'est pas fourni par leur jardin ou leur propriété de la campagne trouvent un poulailleur, deux fromagiers et six revendeuses d'herbes. Ceux qui font leur pain le peuvent confier aux deux ou trois fourniers des fours publics. Enfin, il y a six lingières, un « bueur » et une « buyresse » ; il y a deux « maîtres des Estues », un grainier, un « oyselleur ». Pour les noces et les baptêmes, on peut appeler trois ménestriers et un

« taborin ». Deux pavisseurs et deux terrailleurs travaillent surtout pour le compte de la ville, qui emploie aussi un artilleur et un bombardier.

Du moins ceux-là, de tout ce petit monde, sont-ils assez aisés pour payer l'impôt : plus nombreux sans doute sont les pauvres, qui ne sont pas nommés.

Les métiers d'art sont peu fournis dans la ville de Lyon, du moins d'après les Nommées, le Chapitre employant à son œuvre des ouvriers spéciaux qu'il héberge et qui échappent à l'impôt municipal. On connaît trois verriers, dont un maître, d'origine allemande, Girerdin Blic, un « mirailleur », un « imaginier », Maître Janin de Navarre, trois brodeurs, dont l'un, Michelet de Gez, fils de Jaquemets, est un riche bourgeois ; six peintres, dont cinq ne sont aucunement des artistes, mais le sixième, Jehan Célarier, peut faire mieux que le travail courant ; deux « illumineurs », dont l'un, Maître Mathieu le Roz, possède de quoi vivre, et quatre « scribes » : l'un d'eux, Maître Humbert Bonte, s'intitule écrivain de forme. Parmi les maîtres d'école, un seul paie l'impôt. A défaut de joailler, la ville de Lyon possède une « dyamantière ».

Cinq médecins exercent à Lyon en 1446 ; à M^e Etienne Giscle dont la renommée a dépassé de loin les murs de la ville, et dont la fortune était considérable, a succédé M^e Simon de Pavie, qui enseignera plus tard aux marchands lyonnais l'art qu'ils ignorent du mécénat. Ils ont pour les aider de vieilles femmes qu'on appelle « gardes des gesans » et à huit desquelles on trouve le moyen de faire payer la taille. Enfin nous verrons bientôt fleurir la singulière corporation des « questans ».

Cette fois, le tableau des métiers lyonnais paraît à peu près complet, et nous permet de conclure : Lyon n'est pas du tout une ville industrielle ; il y a là des artisans qui travaillent pour les besoins locaux, et deux ou trois groupes d'ateliers plus importants, d'ailleurs hypothétiques, et de toute façon modestes. C'est du commerce que vit la bourgeoisie lyonnaise, et les métiers commerciaux sont de beaucoup les plus riches et les plus honorés.

4. Les Patriciens.

Il nous reste à étudier maintenant les *Terriers*, riches et importants personnages qui n'exercent plus eux-mêmes le commerce et vivent des revenus de leurs terres et des capitaux qu'ils ont laissés dans leurs anciennes entreprises. Cette classe de grands bourgeois n'est pas une caste fermée, on y entre par divers chemins : par la richesse d'abord, mais non par elle seule à cette époque ; nous n'y comptons ni Beaujehan, ni Pasquet le Charron, ni Petrequin Chocart, ni même encore les Baronnats. Ces derniers n'en forceront l'entrée que par la sorte de noblesse qui s'attache à la propriété et à l'exploitation des mines. Mais la richesse permet d'acquérir des terres nobles, et c'est une façon de devenir terrier, ce fut cette d'Enemond de Sivrieu.

La grande voie est celle des fonctions publiques : tous les gradués en droit forment une classe intermédiaire, où séjournent, tant qu'ils sont au service de l'Eglise, des hommes de premier plan, tels M^e Guicherd Bastier, (1760 l.), M^e Jehan de Bames, (1658 l.), M^e Jehan Palmier, (1827 l.), ou M^e Pierre de Rieu. Les Nommées de 1446 donnent à neuf laïcs le titre de docteur en loys, et à deux autres celui de licencié : il n'en est point de pauvre, et tous sont pourvus de confortables emplois. Pour accéder au rang de terrier par le moyen de l'Eglise, il faut être sorti de fonctions, comme Jaqueme Panoillat, dont la famille est en outre une des plus anciennes de la cité, et dont le frère Guillaume, ancien fonctionnaire du Chapitre, a été en 1428, receveur pour le roi d'une taille en Lyonnais. Le service du duc de Bourbon y a fait jadis entrer les Vistes, celui du Dauphin y appellera bientôt Guillaume Becey, celui du bailly, Jehan Garnier ; du service du roi sont venus les Jossart, les Caille, les Guerrier, la famille mâconnaise de Bleterens, et M^e Jehan Paterin.

Les VISTE¹ sont de vieux Lyonnais : un Barthélemy est consul en 1340, un Jehan, qu'on appelle Messire, est retenu en 1355 pour « conseiller les conseillers ». Au Vaillant de 1388, Guillermet est imposé pour une somme de 1590 l. et Jehan pour 5.617 ; tous deux figurent encore au papier de 1406, puis Jehan recueille avec son frère Barthélemy, avocat en Parlement, la succession de Guillaume, et laisse à sa mort à ses trois fils, Jehan, Antoine et Pierre dit Morellet, une très grosse fortune évaluée, sans les terres nobles, à 7.514 l., la première de Lyon. Le Messire Jehan le Viste de 1388 est celui-là même qui tient une si grande place en notre histoire et dont nous aurons tant à parler : chevalier, docteur en loys, il occupa de hauts emplois de judicature au service des Seigneurs de Saint-Jehan, puis passa au duc de Bourbon, dont il fut le conseiller, et, peut-être, autour de 1408, le Chancelier ; à l'occasion du traité de 1414 entre les princes, il reçut le titre de Conseiller du roi ; en 1417, c'est le premier citoyen de notre ville. Il mourut en 1429. De ses fils, le second, Antoine (m. d. m. en 1427, consul en 1430), quitta la ville pour vivre noblement ; le troisième Morellet, se livra au grand commerce à Lyon, vécut obscurément, et semble-t-il, mangea son bien ; l'aîné, Jehan, entra dans l'administration royale, fut juge des ressorts et lieutenant du bailli en 1427, commissaire réformateur sur le fait des monnaies en 1433, et acquit à Lyon la plus solide impopularité, en même temps que ses procédés faisaient naître avec les gens du duc de Savoie des incidents diplomatiques, ce qui ne l'empêcha pas d'achever sa carrière à Paris, comme premier Président de la Cour des Aides.

Les JOSSART : Hugue Jossart, de L'Arbresle, où il a encore en 1406 sa maison paternelle, fut au xiv^e siècle bachelier en loys et procureur de Monseigneur de Lyon. Citoyen de Lyon en 1388, il figure au rôle du vaillant pour 1.370 l. ; en 1390, il est lieutenant du bailli et juge des

¹ Voir Nommée des héritiers de J. Le Viste, C. C. 3, f^o 224 (Nommées des habitants de Lyon, p. 93 à 98) et Vaillant, p. 49 et 159.

ressorts ; en 1402, il porte le titre de Conseiller du roi, et se montre le défenseur ardent contre le Chapitre des intérêts de la Commune. Au papier de 1406, il possède devant l'hôpital de la Saunerie une maison de 1.200 l. et son meuble est estimé à 3.000. Propriétaire de mines en Lyonnais, acquéreur de plusieurs terres nobles, il fut anobli par le roi en 1398 ; il maria sa fille Catherine à un Boczozel ; ses deux fils sont chevaliers et suivent le métier des armes, ils restent cependant citoyens de Lyon, où l'on s'efforce de leur faire payer la taille et de les obliger aux faits communs de ville. L'aîné, Jehan, Seigneur de Châtillon-sur-Azergues, s'enferma dans sa forteresse lors de la guerre de Chazey, et la défendit contre les Bourguignons, il entra ensuite au service de la duchesse de Bourbon, qui l'employa en diverses ambassades. Le second, Jehan, Seigneur de Poleymieu (au Mont d'Or), époux de Jehanne de Varax et beau-père de Bernerd de Varey, fut quelque temps élu sur le fait des aides au pays de Lyonnais, puis, ayant répondu au ban du roi et fait campagne, trouva au retour son poste occupé par Etienne de Villeneuve, auquel il le disputait en 1432, dans un procès qu'il perdit, non sans avoir malmené son adversaire et l'avoir accusé de trahison. En 1446, les Jossart possèdent encore, avec la grande maison paternelle où habite le Seigneur de Châtillon, plusieurs immeubles importants, pour 2.125 l., mais ils ne sont plus taxés pour leur meuble, et donc ne sont plus du nombre des bourgeois.

Les Jossart sont le premier exemple au xv^e siècle de grands bourgeois lyonnais devenus nobles et quittant la ville pour vivre noblement sur leurs terres : leur exemple sera suivi².

Les CAILLE : Léonard Caille est encore maître pelletier en 1419 ; de 1417 à 1426 il fut cinq fois consul ; mort sans postérité en 1427, il eut pour héritiers les enfants de son frère Jehan, qui furent inscrits au nombre des terriers.

² V. Lettre d'anoblissement de Hugues Jossart en 1398. Archives du Rhône, C. 739.

Dès 1388, c'est un puissant personnage, dont le vaillant de 4.000 l., avec un meuble de 2.800, indique la richesse et l'activité ; en 1406, son meuble est passé à 3.600, et ses immeubles, au Royaume seulement, atteignent 1.500 l. A partir de cette époque, il se consacre entièrement au service de la ville, à qui il offre sa rectitude de jugement et son courage civique, qui est grand ; c'est lui qui mène l'enquête des foires, et qui se charge des comptes pour les fortifications ; il est de ceux que l'on consulte à domicile quand ils sont malades. Les Caille, comme les Viste, sont des hommes du quartier Saint-Jehan, par suite, leurs biens sont grevés lourdement de rentes aux Eglises, et leurs personnes mêmes ne connurent qu'au ^{xiv}^e siècle la pleine liberté ; cela explique qu'ils ne comptent ni les uns ni les autres parmi les anciens chefs de la cité : de là aussi procède sans doute l'âpreté de leur caractère et leur orgueil chatouilleux ; Andrevet Caille, pelletier, est en 1358 maître de son métier, puis devient consul, son fils Jacques est consul en 1365, c'est le père de nos deux hommes.

Léonard a grandi par la Commune, mais Jehan fut le principal artisan de la notoriété des siens. Elu sur le fait des finances pour le pays de Lyonnais dès 1415, puis plusieurs fois receveur pour le roi et commissaire de l'aide, il apporta dans ses fonctions les qualités mêmes de son frère, et fut très vite un personnage dans sa ville, en même temps qu'un excellent serviteur du Dauphin et du roi. Jusqu'en 1426, il est l'avocat de la ville auprès du prince, et son principal négociateur ; après l'irritante affaire qui, en 1418, ôte à Jehan le Viste la confiance de ses concitoyens, il devient auprès d'eux le porte-paroles du Conseil royal, dont il fait bientôt partie ; son caractère difficile — arrogance et jalousie —, et sa fidélité au Président Louvet lui aliènent en 1426 plusieurs des chefs de la Commune, puis en 1427 la ville tout entière, mais, tout en plaidant contre elle, il continue à la servir, et prend part en bon citoyen, tout officier du roi qu'il est, aux grandes assemblées où se traite parfois la résistance à

l'impôt. Jehan Caille eut quatre fils : l'un, Philippe, fut moine de l'Île-Barbe, un autre, Antoine, chanoine de Saint-Just, licencié en loys, devint conseiller clerc au Parlement, — Sire de Parlement —, disent les Nommées, et mit son influence plusieurs fois au service de la ville ; les deux autres, Ferrand et Jacques, restèrent citoyens et marchands de Lyon, car il fallait refaire la fortune de la maison, fort amoindrie, si l'on en croit les Nommées³ ; ils gardaient cependant des relations très hautes : Jacques fut de ces bourgeois que le roi Louis XI honorait de sa familiarité.

Les BLETERENS sont originaires de Mâcon, où ils avaient, en 1417, la plus grande part de leur chevance ; cependant l'un d'eux, Humbert, fils de Péronnet, bourgeois de Mâcon, et de Catherine le Viste, sœur de Messire Jehan, est aussi dès le xiv^e siècle citoyen de Lyon, puisqu'il est désigné en 1360 parmi les otages de la rançon du roi Jehan ; le même, en 1363, figure comme témoin à un acte du Chapitre, où il est qualifié de Mâconnais. Le même Humbert ou Ymbault, devenu garde du scel du bailli de Mâcon, sénéchal de Lyon, appose sa signature avec le sceau du bailliage à un grand nombre d'actes de la fin du xiv^e siècle ; la charge se transmet de père en fils, car c'est un Bleterens qui accompagne à Lyon le bailli Philippon de Bonnay chassé de son siège par les Bourguignons en 1418 : le Dauphin Charles, à son passage en 1420, le gratifia d'un don de trois cents livres, en compensation des pertes qu'il avait subies. Vers 1425, il succéda à Messire Paterin comme lieutenant du bailli Imbert de Grôle, conservant quelque temps la Chancellerie que reprendra en 1429 Aynard de Villeneuve. En 1446, aux Nommées, ses biens de Mâcon ne figurent que pour une « somme grosse » de mille livres sur un total de plus de quatre mille, où paraissent surtout des immeubles urbains. Humbert de Bleterens, Seigneur de Pierreclos en Mâconnais, a un frère, Aynard, conseiller delphinal, puis

³ V. Nommée des héritiers Caille, C. C. 3, f^o 242 v^o et Nommées des habitants de Lyon, p. 90. Comparer avec Vaillant, p. 144.

conseiller au Parlement, qui fut chargé de plusieurs enquêtes dans la région, notamment du procès que soutint le Chapitre contre le Maître des eaux et forêts. Ledit Humbert est maître de métier pour les terriers en 1431 et 1442, il est consul en 1432, 34 et 36. Epoux de Claude Chapuis, allié de près aux Chevrier, il maria successivement ses deux sœurs à Messire Guicherd Bastier et sa fille à Jehan de Villeneuve, et pourtant ne parut jamais à Lyon qu'un étranger, dont on supportait mal les interventions dans les affaires de la ville.

Messire Jehan PATERIN est, lui aussi, un étranger, mais il fut tellement mêlé à la vie de la cité, que la bourgeoisie lyonnaise l'adopta sans retour, avec les siens ; d'une famille noble et ancienne du Beaujolais, comme il l'affirme dans son testament, chevalier, ayant droit de porter le vêtement militaire, de ceindre l'épée et les éperons dorés, il n'en est pas moins surtout un homme de loi, et qui fit comme tel toute sa carrière. On ne sait à quelle date fixer son arrivée ; en 1402, licencié en loys, il est greffier de la Cour commune ; en 1406, il est propriétaire de trois maisons au Palais, qui valent, avec son meuble, 670 l. ; en 1415, il plaide contre le consulat pour ne pas payer la taille, se donne le titre de Conseiller du roi, déclare qu'il est allé à la guerre plusieurs fois, notamment l'année précédente, exhibe des lettres royales où il est dit « extractus nobili genere patrie Belligensis... », mais il donne des conseils juridiques pour de l'argent, — il est devenu docteur entre temps, — et prêche le « Syndical » en l'absence de Jehan le Viste, dont il est dès lors l'adversaire avoué, aux mains des patriciens de Saint-Nizier. En 1417, il est élu consul, parmi ceux dont l'élection fut cassée d'ordre du roi ; en 1418, il accompagne La Fayette et Grôlée à la guerre de Chazey, dont il annonce la fin aux conseillers par une lettre dont nous avons conservé le texte ; au retour, il est choisi comme lieutenant par le nouveau bailli avec Gillet de Saint-Priest et pourvu de l'office de juge des ressorts en la sénéchaussée, et dès lors exerce sa

fonction avec autorité et avec une extrême bienveillance à l'égard de la ville. Il se retire en 1425-26, et reprend tout aussitôt son rôle de conseiller juridique, et maintenant politique, du consulat ; il est maître de métier en 1428, consul en 1430 et 1433 ; en 1431 il a été envoyé à Poitiers, chargé de graves affaires, pour lesquelles les consuls lui écrivirent une lettre qui atteste la confiance et l'amitié qu'ils lui vouaient. Exempt de tailles à l'amiable, comblé d'attentions de toute sorte, il finit ses jours dans son hôtel de Portefroc : il était vieux et malade en 1436, et mourut, dit-on, de l'émotion que lui causèrent les insurgés de juin, en envahissant sa maison, brisant ses meubles et pillant ses robes. Messire Paterin a été marié trois fois : ses filles Marguerite et Claude « Paterine », héritières des biens des Jullian, épousèrent, l'une André Chevrier, l'autre Messire Pierre Fournier ; il eut un fils de sa troisième femme, Claude, qui fut d'église, chanoine et archidiacre de Mâcon ; ses fils plus âgés, Louis, Laurent, Antoine, qui firent tous, loin de Lyon, de brillantes carrières, ne sont point nommés en son testament ; nous lui connaissons un bâtard, mort en bas âge, qu'il eut la prétention de faire ensevelir à Saint-Pol avec honneur. Messire Paterin laissa à ses héritiers lyonnais une belle fortune, qui vint à ses deux filles et aux hoirs d'André Chevrier.

*
**

Nous arrivons enfin aux quelques grandes et auciennes familles qui constituent à proprement parler le patriciat lyonnais des terriers, et qui ont fait aux personnages que nous venons d'étudier l'honneur de les accueillir parmi elles : la plupart sont paroissiens de Saint-Nizier ou de Saint-Pierre, leurs aïeux sont les fondateurs de la Commune et figurent en bonne place parmi ceux qui brûlèrent jadis en l'église d'Ecully les sujets des Seigneurs de Saint-

Jehan ⁴. De ces lignées qui remontent aux temps héroïques des batailles contre le clergé, plusieurs se sont éteintes dès le xiv^e siècle, ou se sont entièrement détachées de la ville, tels ceux de Fuer, de Mure, de Preissia ; d'autres sont en voie d'extinction ou de disparition : les Liatard, dont l'héritier Jehan, banni comme traître au roi en 1418, vit ses biens vendus à l'encan et ne reparut jamais, ceux de Durche, dont le dernier vivant, Guillaume, beau-frère d'André Chevrier, paraît encore quelquefois, mais disperse et vend peu à peu ses maisons et ses terres, et finit par végéter, vieillard sans autres ressources que les pensions viagères servies par les principaux acquéreurs de ses biens. Les fils de Messire Guillaume Jullien ont à peu près déserté la ville, sont entrés au service de l'Eglise, cousinement avec les gentilshommes, mais ils ont avec les autres grands bourgeois tant d'alliances de toute sorte qu'ils comptent encore un peu : l'un d'eux, Pierre, damoiseau, a épousé la fille de Falconnet Arod, puis la sœur d'André Chevrier, il est consul en 1424-26-29-33-36, maître de métier en 1435, il tient sa place dans la cité, mais les deux autres sont ailleurs, et soupçonnés d'avoir trempé dans le complot bourguignon de 1418.

Six familles tiennent alors le premier rang dans la ville de Lyon : Pompierre, Chaponnay, Chevrier-de Cuysel, Villeneuve, du Nyèvre et de Varey.

POMPIERRE : D'une antique famille de drapiers, apparentée surtout aux Villeneuve, Claude de Pompierre l'ancien acquit d'Humbert d'Albon dans la seconde moitié du xiv^e siècle, la terre et seigneurie de Pollionnay, dont il porta le titre : sa veuvé, une Varey d'Avauges, figure au testament de son frère en 1381. Il avait marié son fils Claude à la nièce de Gui de Grôleé, Seigneur de Passins, et sa fille Bonne à Hugue Ferlay, Seigneur de Sathonay,

⁴ Les pièces invoquées dans les pages qui suivent ont été publiées dans le Cartulaire municipal de la Ville de Lyon, dit d'Etienne de Villeneuve; v. en particulier le Serment des Soixante et l'enquête sur l'assaut d'Ecully de 1269, p. 379 et 380.

son petit-fils Claude III avait épousé Catherine de Boczo-
zel. Ainsi adoptés par la noblesse, et non la moindre, du
plat pays, les trois hommes ne s'en glorifiaient pas moins
à toute occasion du titre de citoyen et bourgeois de Lyon.
Claude III de Pompierre est cinq fois consul, de 1417 à
1426 ; il est mêlé à toutes les affaires de la ville, et tou-
jours prêt à avancer de grosses sommes d'argent au com-
mun ; député des bourgeois à la grande ambassade de
1418, il leur écrivit de Paris une lettre qui nous a été con-
servée ; il mourut avant 1430, nous n'avons pas son testa-
ment. Son vaillant monte en 1388 à 3.425 l., en 1406, ses
biens au Royaume et son meuble (2.600) valent 4.850 l.,
sans compter, bien entendu, la terre de Pollionay. Son fils
Eustache, consul en 1432, ne joue au contraire aucun rôle
dans la vie lyonnaise, sauf que la maison de banque qu'il
tient ou commandite a reçu en dépôt de grosses sommes
de Rodrigue de Villandrando et ne les lui rembourse pas
à première demande, ce qui n'est pas sans danger pour la
communauté. En 1446, les biens sont dispersés : tous les
nouveaux venus se parent des dépouilles de Pompierre.

CHAPONNAY : La maison de Chaponnay, encore subsis-
tante, a plus que les autres exercé la curiosité, puis la sa-
gacité des historiens de Lyon, pour le fait surtout que les
généalogistes du xvii^e siècle crurent pouvoir la rattacher à
deux familles féodales de ce nom, éteintes avant notre
temps. Elle appartient en réalité à la plus pure bour-
geoisie de la ville, à son patriciat, dont elle pourrait cons-
tituer le type, si elle n'en était sortie précisément un peu
trop tôt. En 1417, la famille est représentée à Lyon par
deux frères, Antoine et Aynard, tous deux fils de Mathieu,
et de Marguerite de Varey (d'Avauges). Mathieu, drapier,
allié très intimement aux Villeneuve, aux Preissi et à
Messire Anselme de Durche, professeur de l'un et l'autre
droit, propriétaire en 1388 de trente-quatre maisons à
Lyon, de cinq ouvroirs qu'il exploite, du port de Vernaison
et d'autres grands biens pour 3.820 l., descend d'une
longue lignée de bons et solides marchands que la tradi-

tion, à défaut de preuves positives, nous permet de relier, par le syndic Pierre de 1271 et les quatre jureurs du serment de 1269 au grand Ponce de Lyon. Antoine est riche et considéré, il ne prend aucune part à la vie publique ; nous ne le connaissons que pour avoir été enlevé et mis à rançon par les gens du prince d'Orange en 1428 ; il épousa Catherine, fille de Péronin du Nyèvre, sa fille Marguerite devint la femme de l'épicier Guillaume Gontier, il testa en 1434, et son fils Jehan, consul en 1432-34-36, perpétua sa descendance. Celui-ci est signalé dès 1442 comme ayant quitté la ville, ses biens se réduisent en 1446 à sa grande maison entre Saint-Nizier et la Grenette et à quatre cents livres de pensions diverses, son meuble n'est plus taxé. Aynard, héritier en 1398 des biens d'Aynard de Villeneuve le grand, son parrain, et en 1400, des deux tiers de ceux de sa mère, semble avoir été anobli, et certainement porta les armes : il servit honorablement la ville, qui le chargea souvent de surveiller les travaux des fortifications, d'inspecter ou d'organiser les milices, et l'envoya comme ambassadeur aux conférences de Montluel pour la paix du royaume ; mort sans enfants, ses biens échurent à son neveu.

CHEVRIER : Ceux-ci remontent un peu moins haut : à la veille de l'annexion (1304), Péronin Chevrier, drapier, était l'un des conseillers de la ville ; le même figure avec Barthélemy au serment de 1320, et, tout le long du xiv^e siècle, la famille fournit des consuls. Henry, drapier, qui testa en 1394, et dont la fortune, aux papiers de 1388, se monte à 2.400 l., avait épousé la fille de Gillet de Cuyssel ou Cuyseau, également drapier, lui aussi d'ancienne bourgeoisie ; il eut trois filles, qu'il maria à Sivrieu, Durche et Villars, et quatre fils : André et Henry, qui héritèrent de son nom en même temps que de ses biens, dont une grande partie se trouvait à Mâcon, Jehan, qui vécut dans la maison de ses frères, et Pierre, l'aîné, qui reçut toute la chevance de son grand-père maternel, et prit, concurremment avec son propre nom de Chevrier, celui de Cuyssel.

A l'époque de la guerre bourguignonne, André et Henry Chevrier sont des hommes dans la force de l'âge, et tous les deux jouent un rôle actif dans notre histoire : André, gendre de Messire Paterin, chargé d'une nombreuse famille, donna tout son temps et sa force à la cité : il fut consul en 1420-22-25, il fut avant 1417 lieutenant de l'un des élus, puis lieutenant du capitaine de la ville, le bailli Philippon de Bonnay, ayant comme tel, en l'absence de son chef, assumé le commandement des milices ; il fut ensuite chargé de tout le fait des fortifications, qu'Humbert de Grôlece lui laissa ; son frère Henry, qui fut châtelain pour le Chapitre, l'aida en recevant avec intelligence et vigueur les tailles municipales, et le difficile impôt de la « terre estrange ». Les deux frères testèrent en 1429 et moururent de la peste cette même année, laissant une grosse fortune aux enfants d'André, déjà héritiers des Liatard et de Messire Paterin.

Pierre Chevrier, « Sire Pierre de Cuysel », tient une grande place jusqu'en 1426, où son fils, le « petit » Pierre Chevrier, mérita, en enlevant les chevaux du prince d'Orange, la réprobation de ses concitoyens : C'est une manière de grand seigneur, dont on prend l'avis respectueusement, et qu'on met en avant dans toutes les occasions où il sied de tenir tête à quelque puissant adversaire. Très riche (5.864 l. en 1388, dont quarante-deux maisons), il a tous ses immeubles en l'Empire, aussi ne lui voit-on en 1406 qu'une grande maison de 500 l. près du pont de Saône, pleine de selliers, armuriers, couteliers ; on ne lui connaît pas de seigneurie, mais il fut châtelain de plusieurs châteaux de l'Eglise. Il épousa successivement deux filles nobles, de la seconde il eut son fils Pierre, qui porta les armes, entra par alliance dans la maison de Grôlece, courut les grands chemins comme un vrai noble, et, devenu damoiseau et Seigneur de Veyssieu en Dauphiné, quitta la ville sans esprit de retour et se défit des biens qui pouvaient lui rester, puis deux autres fils, dénommés Pierre et Pétrement, qui ramenèrent sur leurs têtes, outre son héritage presque entier, celui que leur sœur Guigonne leur laissa de ses deux mariages stériles avec Jehan Cha-

puis et Pierre Jullien. Les Chevrier sont les plus proches parents des Liard et des Fier : il n'y a personne dans la haute bourgeoisie lyonnaise qui ne soit père ou grand-père leur cousin.

VILLENEUVE : Aussi haut que les Chevrier remontent les Villeneuve, eux aussi drapiers, eux aussi syndics de la ville avant l'annexion, bien qu'ils eussent au Royaume la plupart de leurs biens. En 1304, ils tiennent une banque de change, plusieurs figurent à la liste de 1320 ; mais surtout, Etienne l'ancien, consul maintes fois à partir de 1328, et qui mourut en 1348 de la Peste noire, avec beaucoup des siens, a réuni en un seul registre les privilèges de la ville, et son illustre Cartulaire est aujourd'hui le plus ancien et le plus précieux document de l'histoire de la Commune. Dès ce temps-là, les Villeneuve obtiennent du roi d'importantes fonctions : un Girard est chancelier du bailliage en 1336, un certain Maître Pierre, licencié en loys, s'intitule en 1345 gardiateur de la ville et cité de Lyon ; Aynard en 1359 est commissaire général pour le roi aux fortifications ; en 1360, ce qui est moins avantageux mais tout aussi honorable, le même Aynard part pour Londres avec son frère Etienne, otages pour le roi Jehan : en toutes occasions, les Villeneuve sont au premier rang des citoyens. Le Vaillant de 1388 nous en fait connaître trois : Aynard le grand, Aynard le jeune et Pierre. Le premier, l'otage de 1360, le directeur responsable des travaux du pont en 1396, le lieutenant du bailli vers 1400, a déclaré pour sa nommée plus de 7.000 l. sur lesquelles la terre d'Yvours en la paroisse d'Irigny figure pour 500 l. seulement, avec 70 francs de rente noble et tous les droits seigneuriaux. Aynard le grand n'eut pas d'enfants, son testament, daté de 1398, après distribution de bijoux divers à l'archevêque, à l'abbesse de Saint-Pierre, « sa cousine », à Mathieu de Chaponnay, institue légataires universels les deux fils de son cousin Pierre, Aynard et Etienne ; ceux-ci ont hérité de lui en 1406, ainsi que de leur père, qui a testé en 1397, et dont la fortune

plus modeste était de 1.634 l. seulement. Nous retrouvons dans leur nommée partielle la grande maison en Porte froc « alant jusqu'au Ruer », et les « Estues très Moneya », toujours louées à Jaquemette de Villefranche, et maint autre détail ; et, venant de leur père, une maison au Palais, dont les « inquillins » s'appellent « les Lombars ». En 1446, les deux frères sont encore là, tout aussi riches.

En 1417 donc, et jusqu'après 1435, Aynard et Etienne représentent la maison de Villeneuve et tiennent dans la cité la place qui leur est due. Etienne, le cadet, est en 1415 damoiseau et châtelain royal de Pouilly le monial, puis devient lieutenant du viguier de Sainte-Colombe, en 1421, il est garde de la monnaie de Lyon, fait de fréquents voyages en cour et y soutient les affaires de la ville et les intérêts des drapiers ; en 1423, sans abandonner son office de monnoyer, il est élu du Lyonnais avec Jehan Caille, et se substitue quelque peu à lui dans la confiance de la ville. En 1428, il réclame vivement pour son frère le secours de la commune. En 1432, Jehan Jossart lui disputa sa charge, il eut gain de cause et la conserva toute sa vie. Ses enfants, héritiers de son frère Aynard, continuèrent la famille, mais quittèrent la ville à la deuxième génération.

Sire Aynard est un des personnages les plus en vue de notre histoire ; en 1417, il est viguier de Sainte-Colombe, au service du roi, et se montre plusieurs années beaucoup plus occupé du roi que de la ville ; volontiers rivaux de Jehan le Viste en 1417-18, les Villeneuve sont ensuite les chefs de ce groupe de patriciens qui accepteraient sans trop de peine, à condition d'en profiter personnellement, la main-mise des officiers royaux sur la Commune. En 1428, dégagé de ses offices, Aynard est consul pour la première fois ; envoyé au roi pour porter les lettres des bourgeois en réponse aux avances du connétable de Richemont et des Seigneurs de Bourbon, il est arrêté à son retour et tenu en prison jusqu'à l'intervention de Charles provoquée par les Lyonnais : le roi lui donna cette année-là le titre d'écuyer d'écurie, c'est le premier citoyen de Lyon

qui reçoit une charge de cour. Délivré et rentré chez lui, il devient comme le chef de la Commune, un chef assez hautain, et qui n'accueille volontiers ni conseils, ni critiques ; puis, renonçant à toute ambition extérieure, il prend des mains d'Ymbault de Bleterens les fonctions de gardescel de la Cour du bailliage. Dès lors, cinq fois consul en dix ans, agent du roi à Lyon ou mandataire de la ville auprès du prince, il est toujours par monts et par vaux ; de Poitiers, en 1431, il écrit aux siens et leur fait de vifs reproches de ce qu'ils n'ont pas annoncé au roi tout de suite la prise de Trévoux : il est alors échanson du roi. Son influence s'éclipse quelque peu après 1436, pour renaître, cette fois sans rivale dix ans plus tard. Aynard et Etienne de Villeneuve jouent donc un grand rôle de notre temps : l'un et l'autre fonctionnaires du roi, peu aimés de leurs égaux, et cherchant leurs alliances chez les marchands enrichis par les foires et les guerres, ils sont les premiers responsables de l'évolution de la bourgeoisie et de la décadence de la Commune.

DU NYÈVRE : Ceux-là ont juré l'accord de 1269 et brûlé l'église d'Ecully. C'étaient alors des épiciers, devant Saint-Nizier, qui eurent plus de peine que les autres à parvenir au patriciat, n'étant jamais sortis de leur bonne ville ; pourtant, leur nom se trouve partout depuis 1320, et ils occupent souvent le consulat. En 1388, nous en connaissons trois branches : 1° les hoirs de Péronin, drapier, qui sont Pierre, Jehan et Guillaume. Péronin avait testé en 1385, donnant à son aîné la maison paternelle et les trois quarts, qu'il possédait, de la maison ronde devant Saint-Nizier, et aux autres le reste de ses biens ; Pierre hérita ensuite de Guillaume, mort presque aussitôt ; la nommée de ses hoirs en 1446, pour laquelle l'usage veut que l'on compte le meuble à peu près pour rien, atteint 5.000 l. environ (dont 1.300 et 1.170 pour les deux grandes maisons). Pierre vivait à Lyon en 1417, honoré de tous, il fut consul quatre fois jusqu'en 1430, puis, ayant acquis de grands biens en Dauphiné, il y fit sa résidence habituelle ; Seigneur du

Martaret et conseiller du Dauphin, il donnait en 1442 le bon exemple de payer l'impôt comme les autres citoyens sur ses 4.137 l. d'immeubles et de pensions. Son frère Jehan, dit Jehan le jeune, consul en 1428, est un personnage sans relief.

2° Jehan, frère ou cousin de Péronin, aussi drapier, n'avait en 1388 que mille livres d'immeubles, tous en l'Empire, bien entendu : il épousa Béatrix de Saint-Symphorien, de la famille noble de Bron, lui donna un fils et mourut. La veuve étant devenue en secondes noccs la femme du Seigneur de Pusignan, de la maison de Saluces, et tous ses enfants du second lit étant morts avant elle, laissa par son testament en 1403 tous ses biens propres à son fils du premier mariage. Celui-ci s'appelle en 1417 Jehan du Nyèvre le grant : nous n'avons de lui aucune nommée, nous savons seulement qu'il fut sept fois consul de 1417 à 1434, que, généreux et plein de bonne volonté, toujours prêt à rendre service et à remplir les missions les plus pénibles ou les plus dangereuses, ouvrant sa bourse à toute occasion, il intervint maintes fois en conciliateur dans les querelles entre ses pairs, et aussi que le peuple l'aimait.

3° Enfin le Vaillant de 1388 nous fait connaître Aymé ou Nème, qui paraît avoir été alors le plus riche des citoyens de Lyon, avec 8.197 l. de maisons et de terres, presque toutes dans l'enceinte de la ville, du côté de Saint-Nizier. Rien n'est inscrit à son nom aux feuilles que nous possédons des papiers de 1406 ; en 1446, la nommée de son fils Aymé est perdue, et son autre fils Pierre est mort, mais les jouxances nous montrent aux mains d'Aymé la fortune paternelle à peu près entière. Ses deux fils sont en 1417 des hommes dans toute leur force : Aymé, dit aussi Nème, l'aîné, sept fois consul de 1418 à 1434, est un personnage influent, plusieurs fois receveur des tailles pour la ville, souvent député au roi ou aux Etats généraux. Adversaire de Jehan Caille et des Villeneuve, et l'un des tenants de la Commune à l'ancienne mode, il paraît avoir un carac-

tère difficile et la parole acerbe. Mais le plus important des deux est encore le cadet, Pierre, dit Mandront : celui-ci est le chef de guerre de la ville, qui a commandé la milice, organisé le guet et la garde, veillé sur les murailles et couché sur les tours pendant plus de dix ans. Consul en 1420 et 1435 seulement, avant et après son temps de commandement, choisi par Imbert de Grôle, capitaine de la ville, comme son lieutenant, au lieu d'Andry Chevrier, à qui fut réservée l'œuvre de la fortification, il est partout tant que dure le danger. Assez vif, et le verbe haut, il se met souvent en difficulté avec les conseillers, qui parlent plusieurs fois de « changer Mandront », mais on le rappelle bien vite, quand Bourguignons ou Ecorcheurs se montrent. Au conseil, où il assiste fréquemment comme notable, à toutes les assemblées, il donne son avis, qui n'est pas souvent celui du commun, qui est toujours le plus fier et le plus généreux ; parfois aussi il se fâche, parle trop fort, traite Léonard Caille de « puant pelletier », et s'en va après avoir parlé. Une grande amitié l'unit à Bernerd de Varey, l'autre champion des libertés communales, et, mourant sans enfants, comme son frère dont la grande fortune alla grossir celle de Pierre du Nyèvre l'ainé, il lègue aux fils de son compère les quelques biens qu'il a reçus jadis et qu'il n'a pas laissé d'accroître quelque peu. Mandront a testé en 1439, il était encore vivant lors de la grande émeute, ouvrage de ses adversaires, il a subi la répression et la présence prolongée des gens d'armes du roi ; il était mort en 1446, et n'a pas vu s'effacer la Commune, sous l'action combinée des Villeneuve et des gens du roi.

DE VAREY : Voici maintenant les plus significatifs et les plus purs Lyonnais, les plus nombreux aussi, et somme toute, ceux qui ont, de notre temps, tenu le plus de place. Ils sont déjà cinq sur les soixante citoyens qui jurent la trêve de 1269, en 1271 un Varey est syndic de la communauté, en 1273, ils sont encore trois parmi les agresseurs de l'église d'Ecully ; six d'entre eux acceptent en 1292 la garde offerte par le roi de France et lui prêtent l'hom-

mage ; à la fin du ^{xiii}e siècle, un Varey est professeur de loys, en 1300 trois sont syndics, en 1304 deux sont consuls. L'un de ceux-ci, Guillaume, devient seigneur d'Avauges et père d'une famille noble qui s'allie à tous les hobereaux du Lyonnais, sans perdre le contact avec les autres Varey demeurés bourgeois de Lyon. En 1320, deux consuls et six autres citoyens de ce nom figurent au serment constitutif de la Commune. Tout le long du ^{xiv}e siècle, on les rencontre dans toutes les circonstances : Barthélemy dit Brunet reçoit à gouverner en 1334 les biens du pont du Rhône, des mains des abbés de La Chassagne et de Hautecombe ; en 1353 trois Varey sont consuls ensemble : Guillaume, dit Ploton, Seigneur de Belmont, est terrier, Janin drapier, Thomas pelletier. Celui-ci, en 1360, part pour Londres, otage du roi Jehan. En 1359 entre au consulat Humbert le vieux, chevalier, qui sera élu sur le fait des subsides en 1369, puis courrier de Lyon en 1394, puis lieutenant du bailli et conseiller du roi en 1402. Au Vaillant de 1388 ils sont neuf, dont quatre plus qu'aisés : Humbert le vieux (2.700 l.), Guillaume, Seigneur de Tunes (2.140 l.), Thomas (1.593 l. à Lyon, sans compter sa maison et ses grands biens d'Anse, où il habite en ses vieux jours, ni son meuble), et Humbert le prévôt (1.500 l.) déjà Seigneur de Belmont. Tous ces gens sont de la Presqu'île, leurs maisons paternelles entourent Saint-Nizier ; en 1406 donc, les Nommées du Royaume ne parlent guère d'eux.

En 1417, à la date où commence notre travail, Barthélemy, fils de Thomas, Humbert le prévôt et les trois petits-fils de Guillaume de Tunes ont atteint l'âge d'homme. Barthélemy, héritier de Mathieu, chantre de Saint-Pol, son oncle, est un homme riche, prudent et de bon conseil, qui sera sept fois consul de 1417 à 1435, et huit fois maître de métier, dont deux fois pour les drapiers et six pour les terriers ; son héritage, en 1446, est aux mains des Tourvéon. Humbert, prévôt de Monseigneur de Lyon et de la baronnie de l'Eglise, Seigneur de Belmont, est un des grands de la ville ; il fut plusieurs fois maître de métier, mais rare-

ment consul, à cause de sa fonction. Sa terre de Belmont est importante et de grand rapport. — maisons, terres, prés, vignes, bois, vingt-cinq livres de rente et la juridiction du lieu, — et la jalousie s'exerce fort contre lui : enclin à respecter les traditions municipales, chaque année il se laissa imposer à la taille, spécifiant qu'on le devrait rembourser si les autres possesseurs de biens nobles en étaient un jour exempts. Il mourut en 1426, laissant à son fils Girerd sa charge de prévôt, Belmont, et toute une fortune qui se retrouve en 1446. Les deux prévôts n'avaient cessé de s'intéresser au commerce de la draperie, comme le prouve la nommée de Girerd, qui demande la déduction « des dettes qu'il a juré qu'il doit aux marchands estranges », et aussi une disposition curieuse de son testament, où il avantage un de ses fils de mille écus, « attendu qu'il a plus travaillé que son frère Artaud en leur ouvrouër de drappier ». Girerd, consul en 1433, demeura dans la ville toute sa longue vie, et fit tous les faits communs.

Des trois Varey de Tunes, le dernier, Humbert le jeune, consul en 1427-31-34, est un homme assez effacé : sa grosse fortune passa à sa fille Claude, femme de Loys Chevrier ; les deux autres sont des personnages de premier plan. Nous leur connaissons deux sœurs, Catherine, femme de Pierre Jullien, et Marguerite, abbesse de la Déserte.

Jehan de Varey, courrier, Seigneur de Tunes en Beaujolais, né vers 1387, pourvu dès avant 1417 de cette charge très importante, qui en faisait le Président de la Cour commune et l'homme de liaison entre la ville et l'Eglise, ne peut être à Lyon qu'un simple citoyen. Cependant, son caractère ferme et sa grande habileté, en même temps que le pouvoir redoutable aux petits dont il est revêtu, font de lui d'une part un excellent négociateur, dont on use pour de fréquentes missions et ambassades au roi, au duc de Savoie, aux capitaines de gens d'armes ; il est le porte-paroles de la ville auprès de l'archevêque et du bailli. En outre, héritier d'une longue lignée de syndics et de consuls, et sachant intervenir au bon moment, nul mieux que

lui ne s'entend à dominer une assemblée et à faire voter au peuple les choses difficiles. D'ailleurs, il est toujours prêt à verser sa bonne part des emprunts et collectes de toute sorte : un moment entraîné en 1423 dans les projets du bailli et des Villeneuve sur le consulat, il en revient vite au respect des droits de la Commune, dont il est le défenseur le plus puissant et le plus effectif. Jehan de Varey, courrier, vivait encore en 1446 et disposait alors d'une des plus grandes et de la plus belle fortune de Lyon; il habitait l'hôtel de Passins, acheté naguère des héritiers d'Imbert de Grôlece, en même temps que la maison de Foreys, et possédait entre autres le tènement clos de murs de la Rigaudière, que son fils Antoine donna plus tard aux Frères Prêcheurs, et plus de 1.500 l. en rentes et pensions, pour un total de 4.700 l.

Plus intéressant encore est son frère Bernerd, qui représente pour nous le citoyen type de la noble Commune, et celui qui lutta le mieux, par la parole et par l'exemple, contre sa décadence. Dans les vingt années que nous étudions, Bernerd fut dix fois consul. Il fait tout ce qu'on lui demande, longs et dangereux voyages par les chemins infestés de brigands, missions pénibles d'excuses ou de refus, recette de tailles au moment où personne ne s'en veut charger ; et toujours il propose, et souvent il fait accepter les décisions les plus dignes de la ville et les plus convenables à son « honneur », qu'il invoque volontiers. Devenu Seigneur de Rontalon, par l'acquisition qu'il fit de ce domaine à la mort d'Enemond de Sivrieu, il occupe cependant son ouvroir de drapier devant Saint-Nizier, où plusieurs fois se sont tenues les délibérations les plus graves du conseil de la ville. Bernerd est toujours d'accord avec Mandront et Nème du Nyèvre, ses compères, et prend leur défense lorsqu'ils sont attaqués; de même Mandront l'a soutenu contre les attaques de Jehan Caille. Il mourut en 1440, époux de Françoise « Jossarde », laissant à son fils Jehan le jeune une fortune assez considérable, constituée surtout d'immeubles dans la ville : sa grant maison paternelle devant Saint-Nizier et vingt-trois autres.

Telle est cette bourgeoisie lyonnaise des terriers, qui va bientôt disparaître ; les plus grands, devenus nobles, fuiront la ville pour aller vivre dans leurs châteaux et faire souche de gentilshommes. Et derrière elle montent et se poussent les hommes de second plan, qui n'aiment pas le peuple et ne tiennent pas aux anciennes coutumes : hommes d'argent plus que n'avaient été ces anciens, disposés à recevoir pour eux-mêmes les faveurs du roi et à lui abandonner en retour les franchises communales.

La royauté, de plus en plus forte, ne manquera pas de profiter de l'occasion offerte, et bientôt, sur les deux fleuves de Lyon, il y aura encore une ville royale hautement privilégiée, bientôt après, une grande ville très prospère, une des lumières de la France et de l'Europe, il n'y aura plus de Commune.

5. Les anciens Seigneurs, le clergé.

Naguère encore fief d'Eglise, Lyon est restée une ville de prêtres : Quatre chapitres, une douzaine de paroisses, autant de couvents, en tout une trentaine d'églises, sans compter plusieurs chapelles et plusieurs recluseries, y font vivre, à côté de la population civile, plusieurs milliers d'individus. La population est très religieuse, mais la ville, dans son ensemble, à cause des longues querelles et des luttes toujours présentes au souvenir des hommes, et aussi des restes de pouvoir que le roi a laissés à l'Eglise sur elle, exagère encore, si possible, l'ombrageuse laïcité des communes.

Les moines sont tout à fait étrangers à la ville, et le clergé séculier lui-même, dont les privilèges ont été restreints au plus court, demeure un allié que l'on surveille avec courtoisie, quoique avec une certaine méfiance. Il nous faut cependant parler un peu des religieux ; il serait bon de connaître le clergé des paroisses, mais nous sommes aussi mal renseignés sur lui que sur le menu peuple ; enfin l'entourage de l'archevêque et les chapitres méritent mieux qu'une simple esquisse, étant donné la part qu'ils ont prise à la vie politique extérieure de la cité et les réactions sur sa vie intérieure de leurs propres histoires.

L'abbé d'Ainay est un prince, grand seigneur en Lyonnais, où ses domaines recevront en 1418 le premier assaut des Bourguignons, grand propriétaire dans toute la région. Un vieil historien rapporte qu'en 1403 il avait des gardes à lui, qui seraient intervenus lors d'une émeute dans la ville et auraient aidé les pouvoirs publics à la réprimer¹.

¹ Rubys, p. 338: En 1403, la garde de l'abbé aurait intimidé les lyonnais et empêché une émeute. Mais le 4 nov. 1418, les consuls écrivent au Dauphin, et les 29 mars et 7 avril 1419, au pape, pour recommander le nouvel élu: v. R. C., p. 120, 160. Les abbés d'Ainay sont de notre temps: Philippe du Saix, confirmé par l'Archevêque de Lyon, A. C. Saint-Jehan, 26 nov. 1418, et Antoine Terrail, R. C. Saint-Jehan, 6 mars 1427.

Rien de pareil en 1417 : l'abbé d'Ainay ne paraît que pour signer au traité de la « guerre de Chaisey », et nous ne connaissons ses moines que pour les avoir vu mander par la ville au service des incendies, en cas « d'effroy ». Nous savons qu'il accueille en son église les sépultures de famille des Villeneuve et d'autres grands bourgeois, et que les cadets de ces mêmes familles y sont reçus au nombre des religieux et peuvent y prétendre à certaines dignités². Nous savons surtout que l'abbaye est haut propriétaire de presque toute la presqu'île, qu'elle perçoit des « servis » très faibles parce que très anciennement établis, et qu'elle en accorde assez volontiers le rachat ; elle y possède en propre un certain nombre d'immeubles, dont la « Cave d'Ainay » au bas de la rue Mercière, où s'accumulent et se vendent en franchise les vins de ses domaines du dehors. Ainay a joué un rôle considérable dans les cérémonies de la fête des Merveilles, mais, depuis quelques années déjà, la fête n'est plus qu'un souvenir. Au point de vue religieux, comme les autres abbayes bénédictines, Ainay n'exerce plus aucune influence, ni à Lyon, ni ailleurs.

La Commanderie de Saint-Georges, aux Chevaliers de L'Hôpital de Saint-Jehan de Jérusalem, chef-lieu de la Province d'Auvergne, centre administratif de premier ordre, dont les archives particulières ont été très bien conservées, n'y réserve aucune place à l'histoire de Lyon, et semble n'avoir eu en notre temps aucun rapport avec la ville, où elle ne possède que sa maison forte et son église qui sert de paroisse au bas quartier de la rive droite de la Saône.

Le prieuré de Saint-Irénée, où sont peu de religieux, a pour prieur un certain André de Saint-Germain, qui figure aux Actes capitulaires de Saint-Just à plusieurs reprises,

² V. Mazures de l'Ile Barbe, Testaments, I, p. 510: Pierre Jullian, dit Allégret, moyne d'Ainay, I, p. 675, 678. En 1398, Aynard de Villeneuve le Grand, choisit pour sa sépulture sa chapelle de Saint-Pierre. à Ainay, fondée par ses prédécesseurs. De même Aynard l'Aisé en 1420, et plusieurs autres. Parmi les héritiers de ce dernier figure frère Jaquemin de Villeneuve, infirmier d'Ainay.

et paraît tenu par les chanoines en haute estime³. Ayant pris le parti de Bourgogne, il dut rester longtemps à l'écart; il demanda plus tard à rentrer à Lyon, et fit appuyer, vainement d'abord, sa requête par le duc de Savoie; il fut de ceux dont le Concile de Bâle décida qu'ils recouvreraient leurs biens à leur retour, et revint pour mourir en 1432. Saint-Irénée a ses biens hors de la ville, sauf un certain broteau, contigu à celui des bourgeois, et grand objet de contestations.

Les chanoines réguliers de Saint-Augustin ou moines noirs occupaient le prieuré de la Platière : ils dépendaient de l'abbaye de Saint-Ruf en Dauphiné. Leur prieur est un personnage à Lyon : exempt de l'autorité de l'archevêque, il est choisi par la Cour de Rome pour résoudre les conflits entre les Eglises, et a souvent l'occasion d'imposer son arbitrage⁴. Les moines possèdent près de leur couvent une place, ou « plastre », ombragée, où les chapuis et benniers de Lyon entreposent leurs bois d'œuvre, et pour laquelle ils sont en difficultés chroniques avec le consulat. Les fils de bourgeois peuvent être moines à la Platière, la dévotion des fidèles a enrichi leur église, la seule dédiée à Notre Dame, d'un grand nombre de pensions.

Voilà tout pour les anciens ordres.

Saint-Antoine de Viennois a fondé à Lyon un hôpital de « contractis », qui vit surtout des aumônes particulières, car nous ne le voyons profiter nulle part des libéralités de la Commune ni de celles des chapitres. L'établissement, peu important, semble-t-il, est dans la dépendance étroite de l'illustre abbaye dauphinoise, et ne jouit pas encore des singuliers privilèges qui lui furent reconnus par la

³ Le prieur de Saint-Irénée: v. A. C. Saint-Just, 22 oct. 1416. R. C., 1421, 8 mai. A. A. 25, 52, 18 avril 1421. A. C. Saint-J.: 17 mai 1430: témoigne aux preuves de Jehan d'Andelot (bourguignon); mort en 1432: le sacristain de Saint-Jehan confirme un nouveau prieur: A. C. Saint-J., 1 et 3 juillet 1432. Pour le droit aux biens: A. C. Saint-J., 30 sept. 1434. Le Saint Concile de Bâle a dit que malgré les querelles des princes, nul ne devait être privé de son bénéfice.

⁴ C'est à notre époque, Dom Etienne, frère de Pierre de Saint-Barthélémy. Mazures de l'Ile Barbe, testaments, p. 608.

suite ⁵. Les Hôpitaux de Saint-Antoine ont fait la banque au xiv^e siècle, celui de Lyon négocia jadis pour les otages du roi Jehan les lettres de change qu'ils tiraient à Londres sur ceux de la ville : rien de semblable ne se fait de notre temps ⁶.

A côté d'eux, en 1407, le duc de Savoie a installé, dans la belle maison du Temple qu'il avait acquise et où il conserve un pied à terre, les Célestins, dont le prieur sera bientôt le propre frère de Messire Jehan Gerson. L'ordre est contemplatif, très peu mêlé aux choses de la terre et pas du tout aux affaires de la ville ; le duc de Savoie continue d'ailleurs à le protéger et le recommande à la bienveillance des consuls, qui s'empressent d'accorder tout ce qu'on leur demande, tant pour profiter des prières des moines que pour entretenir la bonne amitié de leur puissant et redouté voisin ⁷.

Enfin les quatre mendiants sont installés à Lyon.

Les Augustins sont à Saint-Vincent, les Carmes près des terreaux de la ville : ceux-ci, souvent chargés de prêcher le Carême ou l'Avent dans les pays voisins, sont d'excellents agents de propagande politique ou commerciale et de renseignements ; le prieur des Carmes fut envoyé à Autun pour la ville en 1417 ⁸.

Plus important semble le rôle joué par les Frères Mi-

⁵ Le privilège des pourceaux qui peuvent vaquer dans les rues pourvu qu'ils soient marqués du T (tau) bleu, est mentionné aux règlements de voirie de 1472-74. Paradin, *Mémoire*, p. 190 et suiv.

⁶ Envoi de lettres de change à Londres au commandeur d'Angleterre en 1365. G. Guigue: *Tard-Venus*, p. 42, note 4. Les Antonins ont reçu du chapitre un droit de cartelage ou vingtain à la Grenette. V. Vachet: *Les Anciens Couvents de Lyon*.

⁷ V. Manuscrit 264, fonds Coste, de la Bibl. de Lyon. A. A. 25, 64, de Thonon le 23 oct. 1425: le duc de Savoie demande aux Consuls de réparer la rue devant le couvent des Célestins, que la Saône a emportée. Saint-Just leur donne vingt sous pour le même objet le 16 mars 1430.

⁸ Les Carmes: le couvent n'est pas définitivement installé avant la fin du xv^e s. Echange d'une ruelle contre un curtil. R. C. 16 nov. 1418, p. 137. Le prieur des Carmes à Autun pour la ville, R. C. 7 déc. 1417, p. 90. A deux reprises, le prieur et un moine des Carmes de Lyon prêchent le Carême pour trois florins: *La Vie à Châtillon en Dombes*, II, 117-152.

neurs, dont le couvent de Lyon est l'un des plus anciens et le plus vénérable en deçà des monts. Illustré jadis par le séjour de Saint-Bonaventure, rempli de son souvenir et, pour ainsi dire, fondé sur son tombeau, il a bénéficié à deux reprises, au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècles, de la générosité des Seigneurs de Grôlece, et pendant ces deux siècles fut un centre religieux intéressant. Son église accueillit les grandes assemblées de la Commune, plusieurs fois les consuls envoyèrent aux renseignements en pays hostile le gardien des Cordeliers ou quelqu'un des siens⁹, tous les ans la ville et les chapitres leur font d'appréciables aumônes¹⁰, la confrérie du « Gonfalon » a sa chapelle au bord du Rhône, au-dessus du dortoir des frères. Mais aucun rapport officiel n'existe entre la Maison de ville et les Cordeliers jusqu'en 1431, où nous voyons les consuls leur transférer toutes les fonctions et tous les avantages qui étaient jusqu'alors réservés aux Frères Prêcheurs, le service de la chapelle du Pont et la prédication des indulgences¹¹. Beaucoup de bourgeois et quelques nobles du voisinage ont leur sépulture aux Cordeliers, la maison de Grôlece la première, et c'est là que se fera le « sépéliment » du Seigneur Imbert. Quant à mesurer l'influence des frères sur le peuple de Lyon, rien ne nous le permet ; toutefois nous l'estimons assez faible jusqu'après 1430, étant donné ce que nous savons de l'action et du succès de leurs rivaux les dominicains ; les pensions qu'on leur lègue sont peu abondantes encore en 1446, il en sera tout autrement à l'époque suivante, où la bourgeoisie lyonnaise leur portera

⁹ Les Cordeliers en mission pour la ville, R. C. 21 fév., 22 mars, 6 avril 1422, p. 360, 368, 373.

¹⁰ Aumônes : Six florins à frère Olivier, des Frères mineurs, prédicateur excellent, pour un habit : A. C. Saint-J., 3 florins pour leur chapitre, A. C. Saint-J., 18 avril 1431. Deux années de seigle tous les ans, A. C. Saint-Just, 16 nov. 1430, etc...

¹¹ Les messes du Pont passent aux Frères mineurs à l'été 1433 : « ils ont passé le mandement des frères mineurs des mois de juillet, aoust, et septembre derreniers passés pour lesd. trois moys VII l. X st. pour deux messes qu'ilz chantent chascun jour pour les biensfaicteurs oudit pont ». R. C., 19 oct. 1433. La ville leur octroie 10 lt pour leur chapitre. R. C., 26 février 1434, II, p. 366.

sa confiance et rebâtira leur église, stimulée par l'exemple du médecin Simon de Pavie.

Les Frères Prêcheurs n'ont pas eu à Lyon de grand saint ni de grand homme, et n'ont pas encore trouvé leur bien-facteur insigne, mais ils ont été adoptés par la ville, consuls et bourgeois, qui leur confie les plus hautes missions et les comble de legs et de toutes aumônes. Leur grande église ne sera bâtie qu'en 1450 par les soins des Florentins de Lyon, sur le terrain de la Rigaudière, donné par Jehan de Varey et ses hoirs, mais, de la chapelle de N.-D. de Bon Confort et des masures qui l'entourent, les Jacobins, — dit-on déjà, à l'imitation de Paris, — exercent une véritable primauté religieuse. Cela commence pour nous en 1417, à la prédication de Saint-Vincent Ferrier : Aynard de Chaponnay est allé le 28 mars lui porter à Courzieu une lettre de la ville, disant que tous les habitants seront joyeux de sa venue, puis Messire Jehan Le Viste, avec son chapelain et son valet, et le Procureur sont allés le chercher à l'Arbresle ; on a fait un « chaffal » au pré d'Ainay, et Frère Vincent a prêché seize jours avec sa compagnie, dont le « régidour » a encaissé vingt-sept livres, ou vingt-quatre écus d'or, pour la dépense : il a fallu abattre un pan du mur d'Ainay pour faire passer la foule. Puis, le maître parti, les disciples sont revenus plusieurs fois : « Frère Gabriel et autres prêcheurs, disciples de Maître Vincent, ont presché huit jours fenis lundi derrenier passé... » (juin 1417). Plus tard, Frère Vincent, en controverse avec Gerson, le viendra voir au cloître Saint-Pol¹². La ville fait au couvent des Frères Prêcheurs une rente de trente livres par an, que l'on augmente quand varie la monnaie, pour deux messes chantées chaque semaine dans la chapelle du pont du Rhône. Le Chapitre aussi leur demande toujours de lui fournir le « lecteur du cloître »,

¹² V. la prédication de Vincent Ferrier, R. C., 28 mars, 5, 17 et 26 avril 1417, p. 37, 38, 41, 42. Gerson, Opéra, I, p. 641 : lettre à frère Vincent Ferrier (envoi de son traité contre les flagellants). Nicolas de Clamanges, : lettre CXIII à Renaud de Fontaines au sujet de Vincent Ferrier.

qui doit enseigner la théologie aux clercs de l'Eglise de Lyon, et use de leur entremise pour ses procès en Cour de Rome¹³. Enfin, c'est eux qui sont chargés de la prédication des indulgences, et de là viendront les différends et la rupture. Déjà en 1430 et 31 se sont passés des événements assez déplaisants : les Frères Prêcheurs ayant voulu tenir à Lyon leur chapitre général, tandis que les Seigneurs de Saint-Jehan leur octroyaient vingt écus d'or pour les y aider, les Lyonnais ne permirent pas sans l'ordre du roi, qui le donna par sa lettre du 15 décembre 1430, l'entrée de leur ville à tous ceux qui venaient de régions hostiles, Anglais, Bourguignons de Bourgogne ou de la France anglaise, peut-être même aux partisans du Pape contre le Concile¹⁴. L'année suivante, Frère Jehan du Verger, des frères prêcheurs de Vienne, ayant entrepris avec un questan de prêcher les indulgences du pont en Dauphiné et en Savoie, s'avisa de contrefaire les cédules d'absolution, ainsi que les sceaux dont elles étaient scellées ; son complice fut pris à Romans, et le jacobin quitta son froc et s'enfuit à Vienne avec une femme, emportant pour quarante-deux écus d'indulgences. On l'atteignit pourtant, et nous le retrouvons au mois de mai 1433 détenu dans les prisons de l'archevêque de Lyon, où le Pont lui « ministre pain et eau » à un gros par journée, jusqu'au jour où la

¹³ Le lecteur du cloître: le chapitre provincial des Frères prêcheurs présente frère Raphaël Cardona, maître en théologie, qui a bien réussi à Metz. A. C. Saint-J., 25 juin 1422. Frère Jacques Mercier, lecteur du cloître, reçoit 15 florins pour avoir une chape, 16 juin 1426, et frère Nicolas, professeur d'Ecriture sainte, 8 moutons d'or le 22 avril 1428; frère P. André est agréé le 13 août 1429. V. aussi: 13 août 1429: deux frères prêcheurs de Chambéry chargés par le chapitre d'une lettre pour le duc de Savoie: la réponse est rapportée par le fr. Raphaël le 15 sept. Les mêmes religieux repartent le 23 sept. et l'appointement est fait par fr. Raphaël Cardona le 5 nov. 1429 (A. C. Saint-J.).

¹⁴ A A 20-14 du 15 déc. 1430 : Le Roi recommande aux citoyens de Lyon de laisser entrer et séjourner les frères prêcheurs qui viendront au Chapitre général de leur ordre à la Pentecôte. Les chapitres leur font de larges aumônes à cette occasion: 20 francs de bonne monnaie, A. C. Saint-J., 18 avril 1431; 100 sous, A. C. Saint-Just, 16 avril 1431.

ville prie le geolier de le mettre dehors, à l'ordonnance de l'official des excès ¹⁵.

Or, entre temps, les frères du couvent de Lyon furent éliminés et remplacés par d'autres que nos bourgeois n'agréèrent point : les « débottés » s'efforcèrent de revenir, et les consuls y auraient aidé volontiers, malgré les lettres du général de l'ordre et du cardinal de Saint-Ange, si le légat du Pape en France, cardinal de Sainte-Croix, ne les avait menacés tout de suite de les excommunier ¹⁶. Du coup la faveur de la ville se détourna des frères Prêcheurs et se reporta sur les Mineurs, qui furent incontinent chargés des messes hautes de la chapelle du pont, et bénéficièrent de la rente.

Les couvents de femmes sont peu nombreux à Lyon ¹⁷ : la Déserte, où vont les filles des bourgeois, et dont les abbesses appartiennent au patriciat de la ville, relèvent de l'ordre des Clarisses, ce sont « povres religieuses » vivant d'aumônes, au point qu'on les exempte de la « terre estrange », en même temps que leurs sœurs de Brienne ¹⁸.

Les Dames, ou Moynes, de Saint-Pierre, dont la noble abbaye tient une grande part du territoire de la ville, vers le Nord, sont une antique fondation bénédictine, qui fut

¹⁵ R. C. 27 mai et 22 sept. 1433: Compte des indulgences, C. C. 193. f° 42.

¹⁶ R. C. 12 oct. et 4 nov. 1433, II, p. 349, 353: « Que l'on escripve au Roy nostre S. pour les Jacobins natifs du païs obéissant audit Sr, lettre de recommandation pour avoir provision contre certains autres dudit ordre estrangier que l'on a logez ou couvent dudit ordre à Lion, que lesdis natifs du pays du Roy ont débotté dudit ordre et ne les vuelent recueillir. »

¹⁷ La Chana n'existe pas en 1417. Le Couvent fut fondé par Amé de Talaru sur l'emplacement d'une ancienne chapelle. Les béguines (mention au C. C. 3, f° 182), tiennent le jardin des Frères prêcheurs en rue Nove.

¹⁸ La Déserte. R. C., 7 août 1435, p. 438, « et qu'elles sont povres religieuses » : Marguerite de Varey, sœur de Jehan de Varey, courrier, abbesse de la Déserte. Dame Claude de Saint-Barthélémy, moyne de la Déserte. La fille de Jehan Brunicart et la sœur de Jaqueme Panoilliat, moynes de la Déserte, C. C. 3, f°s 4 v°, 150 v°, 169 v°, 170 v°. Marie, fille de Jehan du Nyèvre, moyne de la Déserte en 1422 (Mazures de l'Île Barbe, testaments), I, p. 496.

jadis glorieuse et demeure opulente. Sous la crosse de la très vieille abbesse, Antoinette de la Rochette, qui ne mourra qu'en 1435, trente-deux filles nobles vivent là, de larges revenus, avec leurs servantes et leurs familiers de toute sorte, tout un peuple, semble-t-il. L'abbaye perçoit des « servis », comme celle d'Ainay, et se trouve parfois en conflit avec la ville à ce sujet. Pourtant les bourgeois lui montrent en général beaucoup de respect, et ne contestent pas ses privilèges, accordant aux moynes et à leurs serviteurs, non seulement l'exemption des tailles municipales, mais aussi celle des taxes indirectes, même la Barre du pont, qu'en principe tout le monde paie¹⁹. Comme Ainay, Saint-Pierre est en décadence, sinon en désordre : à la mort d'Antoinette de la Rochette, nous verrons le Chapitre de Saint-Jehan, les églises de la ville, et même les bourgeois, s'occuper de l'élection de l'abbesse qui doit lui succéder, et s'inspirer de considérations politiques beaucoup plus que du choix du Saint-Esprit²⁰. L'église des Dames de Saint-Pierre est très vieille, petite mais fort belle ; l'abbaye assure le service de la paroisse de Saint-Saturnin.

Certaines des communautés religieuses de Lyon desservent en même temps des paroisses, mais le cas général est celui de Saint-Pierre : la ville compte donc plusieurs églises paroissiales, vieilles et toutes petites, aujourd'hui toutes disparues. Les curés appartiennent soit aux couvents, soit aux chapitres, un grand nombre de prêtres y sont attachés, toutes ont leur personnel de bedeaux et de « maguilliers », et si les confréries de métiers existent,

¹⁹ R. C., 30 sept. 1418, p. 129 : « Madame l'abbesse et ses familiers mangans à son hostel seront frans à la barre, sans fraus, attendu qu'elle est noble et religieuse ». R. C., 14 sept. 1416, p. 6 : Etienne Manissier, barbier, a fait clore de « paux » une place commune, se prétend « envesty » par Madame l'abbesse de Saint-Pierre.

²⁰ Antoinette de La Rochette, qui règne depuis 1391, est morte le 24 juin 1435 : trois mois de dispute, pas d'élection. L'élection fut commise à l'archevêque qui demanda l'assistance du Chapitre ; Peronete d'Albon avait obtenu 8 voix : A. C. Saint-J., 3 oct. 1435. La Ville fut sollicitée par le duc de Bourbon d'appuyer la candidature de cette religieuse qui était la nièce du maréchal de La Fayette, A A, 20-19, 8 sept. 1435.

c'est là et non ailleurs qu'elles ont élu domicile²¹. Mais les registres paroissiaux les plus anciens ne remontent qu'aux dernières années du xv^e siècle, et rien ne reste des anciennes églises paroissiales ni de leur clergé.

Par contre, les documents existent pour le chapitre de Saint-Nizier et abondent pour les trois autres.

Le chapitre de Saint-Nizier, relativement récent (1305), n'a pas encore d'Actes capitulaires, ou du moins nous n'en avons pas pour lui, pas plus que d'obituaires ou de livres de comptes. La construction de l'église neuve est à peu près arrêtée en 1417 par suite des circonstances extérieures: la nef et le chœur s'élancent, achevés, et déjà couverts, les chapelles, pavées de dalles funéraires, les entourent, déjà nombreuses et riches: celle dite « du collecteur » est peut-être la mieux dotée de toutes les fondations de Lyon; mais la façade n'est pas même entreprise, et il n'y a qu'une tour de construite, et comme on n'en prévoit pas l'achèvement prochain, il a fallu, pour protéger les cloches, la coiffer provisoirement d'une « bayetière », ou bâtière; celle-ci, sommairement construite, tombe en ruines, et les chanoines vont bientôt se plaindre à la ville du danger que sa vétusté tient suspendu sur le beau vaisseau neuf de l'église²². Saint-Nizier est l'église laïque, la grande église de la Commune, entièrement dotée par les

²¹ Les Confréries. On voit les Confréries de métiers s'installer aux Jacobins, après 1450, dans la nouvelle Eglise: elles existent cependant sans aucun doute bien avant cette époque (les droits traditionnels des pelletiers à l'église de Saint-Jehan). Nos documents connaissent des confréries de pénitents, celle de la Trinité fondée en 1306, et celle du Gonfalon, aristocratique, qui a son siège au-dessous du dortoir des Frères mineurs, au bord du Rhône. Noter au xiv^e s. la confrérie du Saint-Esprit, qui s'occupe du Pont.

²² Saint-Nizier: La bayetière: R. C., 25 mai, 5 juin 1417, p. 50-52, 7 janvier, 17 juillet 1435, II, p. 413, 425. Les cloches: R. C., 23 avril 1418, p. 114: « aler veoir la cloche de Saint-Niziès, comme elle se porra repareiller, attendu qu'elle est à la ville ». Pour les chapelles: V. ch. III, § 2. Jehan Joly, chanoine de Saint-Nizier, collecteur de la chambre apostolique, était mort depuis peu, laissant à l'église une grande fortune faite de plusieurs maisons et de beaucoup de pensions; sa chapelle était desservie par quatre prébendiers; Peronet Sacquerel, de Saint-Jehan, en avait posé les verrières.

bonnes gens, qui n'ont pas les ressources du haut clergé, et qui ne lui réservent pas toutes leurs générosités, les familles les plus riches étant encore les plus anciennes, et restant, par la tradition même attachées où l'étaient leurs aïeux. Chassées sans doute par les démolitions, les assemblées du peuple n'ont pas encore repris le chemin de l'église populaire, elles se tiennent aux Cordeliers, seules y persistent la lecture du Syndical et l'oraison de la Saint-Thomas. Le chapitre, entièrement à la nomination de l'archevêque et des chanoines de Saint-Jehan, se recrute exclusivement dans la bourgeoisie lyonnaise ; il a peu de relief, chanoines et dignitaires le quittent pour Saint-Pol ou Saint-Just, ou pour les chapellenies de Saint-Jehan, et, s'ils conservent leur prébende, puisque le cumul est la règle entre les chapitres lyonnais, consacrent leur activité à l'autre église, mieux rentée ou plus honorée ²³. Cependant Saint-Nizier reçoit beaucoup de legs, et lève sur les immeubles de la ville beaucoup de pensions ; n'étant pas une personne féodale, il n'a droit à aucun servis ni redevance. Tel du moins nous apparaît-il, d'après les documents de la Commune et des autres Eglises.

Tout autre se présente à nous le vénérable chapitre de Saint-Pol. Celui-ci est l'expression même de la cité, et c'est ici, pour le moment, que nous allons saisir sa vie religieuse la plus intime. L'église romane, assez étroite, doublée de celle de Saint-Laurent, suffit à peine à une paroisse fort peuplée et fort riche, et l'on y vient de toute la ville ; on y vient aussi du plat pays de Lyonnais et de la Dombes, car Saint-Pol a partout des possessions de bon revenu, des pensions et des dîmes, des fermes, des étangs, des terres et des vignes. L'église n'ayant pas d'importance politique, nul ne convoite ses biens qui soit assez fort pour les prendre ; ne possédant ni juge, ni procureur, ni justi-

²³ A. C. Saint-J., 2 juin 1418 : deux chanoines seront nommés par le doyen, trois par l'archidiaque, les treize autres par l'archevêque et le saristain, d'accord entre eux. Exemple de cumul : Pierre Pape, official de Lyon, chevalier de l'église, sacristain de Vienne, et chantre de Saint-Nizier.

ciables, ni sujets, elle ne soutient pas de grands procès à la manière des Seigneurs, et surtout ne fait pas la guerre ; au plus mauvais moments, quand les gens d'armes tiennent tous le pays et rançonnent indifféremment amis ou ennemis, Saint-Pol ne cessera pas d'être riche, surtout grâce aux pensions et aux anniversaires innombrables qu'il perçoit dans la ville de Lyon. Lorsque Saint-Just fait banqueroute, et que les Seigneurs de Saint-Jehan voient absorber leurs énormes ressources par des besoins plus grands encore, Saint-Pol a ses coffres pleins, prête à l'Eglise, prête à la ville, paie pour tout le monde²⁴. Douze chanoines, dont un chamarier, chef du chapitre, un chantre, un sacristain, ayant chacun deux ou trois prêtres ou clercs attachés à leurs personnes, pour le reste, une organisation calquée sur celle de Saint-Jehan : douze chapelains perpétuels, des prêtres habitués en grand nombre, se partagent prébendes et casuel. Les bourgeois assurent pour la plus grande part les distributions de pain et de vin, les comptes sont bien tenus, les offices bien célébrés, les scandales rares, nous sommes tout à fait à Lyon. En 1417, le chamarier du chapitre est Messire Pierre Charpin, docteur en décret ; c'est un homme diligent, qui écrit d'abord de sa main la minute des actes, comme plus tard, de sa main encore, chargé d'occupations, il corrigera les expéditions qui nous sont parvenues, un homme actif qui vérifie les comptes, et gouverne de très près. Il devint bientôt chanoine de Saint-Just, chevalier de Saint-Jehan, tient quelque temps les fonctions de juge d'appaux de la baronnie, et fut enfin en 1419 official de l'Eglise de Lyon et vicaire de l'archevêque ; dès lors, on le verra partout au premier rang, qu'il s'agisse de négocier avec la ville ou les princes, de recevoir le roi, de poursuivre les juifs

²⁴ Saint-Pol gouverne l'hôpital des Deux-Amants. Les contributions : R. C., 26 déc. 1418, 28 janv. 1420, 21 mai 1421 ; A. C. Saint-Pol, 21 déc. 1418, 28 janv. 1420 (près de cent écus), 21 mai 1421. Les petites écoles : Paradin (Mémoire de l'Hist. de Lyon, p. 17) a vu une transaction de 1410 entre le chantre de Saint-Jehan et le Sacristain de Saint-Pol dispensant les petites écoles de Saint-Pol de l'autorité du chantre ; le fait était constant au temps de Paradin.

ou les hérétiques, de défendre sa chère Eglise de Saint-Pol contre les intrus, d'où qu'ils viennent, d'accueillir et de protéger effectivement Gerson²⁵. Autour de lui, les stalles sont occupées par Bartholot Chevrier, Antoine Caille, François Garbot, Aynard Burle, Aubert Le Viste, et encore Buatier, Besson, Formond, Balarin..., tous lyonnais des meilleures familles, dont plusieurs sont installés à Saint-Pol pour leur vie et ne demandent rien d'autre. Saint-Pol est large en aumônes, il a ses petites écoles à lui, qui échappent à l'autorité de l'archevêque, et pour lesquelles il dépense beaucoup : le chapitre eut ainsi le moyen d'assurer la vie de Jehan Gerson pendant son séjour, le vieux maître ayant refusé la place au chœur qui lui fut offerte par deux fois. Le cloître grand ouvert, ses maisons louées aux laïcs, mêlent la vie de cette église à celle de la cité ; les prêtres de Saint-Pol sont toujours prêts à servir le commun, à courir la route pour son compte ; ils réagissent aux événements de toute sorte dans le même sens et dans la même mesure que les bourgeois : en notre temps, l'Eglise de Saint-Pol est toute française, gallicane et armagnacque, comme la cité.

A la prospérité de Saint-Pol, s'oppose la misère de Saint-Just ; le chapitre, au déclin d'une assez belle histoire, vit de tristes années de décadence matérielle et morale. Autrefois sous l'autorité d'un abbé, le cloître, la ville et la forteresse de Saint-Just, plusieurs bourgs et châteaux dans la montagne lyonnaise²⁶, sont aujourd'hui aux mains du chapitre lui-même, et constituent une baronnie, sur le modèle de celle des Seigneurs de Saint-Jehan, avec juge ordinaire et juge d'appaux, procureurs, châtelains, censiers

25 Pierre Charpin : Juge du siège primatial, 2 mai 1417 ; chevalier de l'église, 25 sept. 1417 ; juge d'appaux de Saint-Jehan, 7 août 1418 ; officiel de Lyon, 7 mars 1419, et chanoine de Saint-Just, 9 mars 1423. Résistance aux intrus : A. C. Saint-Pol, 27 oct. 1425 ; messire Pierre de Bellière présente ses bulles, requiert qu'il lui soit assigné une stalle dans le chœur : « Nous avons refusé... protesté... levé le chapitre ; il n'a pu s'installer en notre présence ».

26 Saint-Just : gouverne l'hospice de Trions. Les principaux domaines sont : Brignais, Greysieu, puis une grande part de Craponne, Yseron, Saint-Clément, Collonges, Ecully.

et cellériers, tout un appareil coûteux et magnifique ; mais tout cela, semble-t-il, hors de proportions avec les ressources réelles, tout cela grevé de procès sans fin, convoité par tout le monde, disputé entre tous les pouvoirs effectifs : on a l'impression de grandes vieilles choses toutes délabrées, qui vont à la ruine. L'archevêque porte le titre d'abbé de Saint-Just, quels sont ses droits ? D'où procès pour la juridiction sur la ville de Saint-Just. Quels sont aussi les droits du roi ? Saint-Just n'est-il pas en théorie le chef-lieu de ses possessions dans tout le pays ? En 1417, aussitôt connu le péril bourguignon, les chanoines, sommés de mettre en défense la place de guerre qu'ils détiennent, ne savent que la livrer aux gens du roi, et aussi, par une conséquence d'eux inattendue, aux bourgeois de Lyon. Ils sont aussi obligés de confier leurs châteaux du dehors aux hobereaux du voisinage ou aux serviteurs du grand chapitre, et de composer ainsi avec tous leurs rivaux. Dans ce désordre et cette pénurie, les sujets se révoltent, il faut aussi négocier avec les paysans²⁷. Tant y a que, le bailli leur ayant imposé son pouvoir dès l'abord, et les dépenses de toute sorte continuant à dépasser de beaucoup les recettes, le même bailli s'emparera bientôt des revenus mêmes du chapitre pour les administrer, les pouvoirs judiciaires vont se confondre aux mains des officiers de Saint-Jehan, les pouvoirs spirituels vont être remis à un délégué de l'archevêque²⁸.

²⁷ Conflit avec Saint-Jehan, 18 déc. 1431, pour les fourches de Brignais, terminé le 2 déc. 1432 par un arrangement amiable. Conflit avec les gens de Brignais, juillet-août 1428 ; avec ceux de Saint-Barthélemy Lestra, 8-16 fév. 1428 ; avec le Sr de Montagny au sujet d'un porc errant « porcus spavus », 25 mai 1425 ; au sujet du fief, 18 mars 1427. Le conflit avec l'archevêque commence le 31 octobre 1426 pour la juridiction sur la ville de Saint-Just. V. A. C. Saint-Just, 30 juil. 1427, 15 sept. 1428, 4 et 12 mai 1430. Arbitrage des Seigneurs de Saint-Jehan et des abbés d'Ainay et de l'Île Barbe, sentence du prieur de la Platière favorable au chapitre : 21 oct. 1431. Condamnation au Parlement de Poitiers : 22 oct. 1434. Les chanoines veulent repartir en appel, 15 nov. 1435, mais P. Charpin déclare s'opposer à ce procès.

²⁸ A partir de 1430, il n'y a plus d'argent (pour défendre les libertés de l'Eglise) ; les emprunts se multiplient, les impôts abusifs, les ventes, les aliénations ; le 21 mai 1432 survient l'obligation de réparer les

On compte normalement à Saint-Just dix-huit chanoines ; de ce nombre, la moitié sont des chanoines de Saint-Jehan, qui cumulent les deux bénéfices, faute de mieux, et dont l'avidité sans limites n'est pas compensée par les services rendus ; les autres stalles échoient à des fils de la haute bourgeoisie lyonnaise venus de Saint-Pol ou de Saint-Nizier, Aynard Burle, Antoine et Aynard Caille, André de Fuer, Aynard de Bleterens, Claude et « Bertholot » Chevrier, Enemond Baronnat, Aubert Le Viste, ou à des perpétuels de Saint-Jehan, Pierre Pape, Jehan Fusil, Humbert Chabert, André Foresta, bientôt Pierre Charpin²⁹. Les soucis n'agitent que les chanoines qui résident, et les prébendes du dehors sont assez fidèlement servies, donc bonnes à prendre, et l'on voit se ruer sur elles le roi et le Pape, à coups de lettres de jussion ou de grâces expectatives. Le malheureux chapitre ne peut résister au roi, ni même au duc de Bourbon, dont les candidats sont d'ailleurs utiles en quelque manière³⁰ ; il tente

murs et les tours ; on met en gage les châtelainies, et même les châteaux ; des vassaux rachètent leur hommage (Guicherd de Marzé prend le titre de Sr de Grézieu, v. Huillard-Bréholles, II, p. 249). Le 1^{er} oct. 1434, un huissier du Parlement est venu mettre l'église de Saint-Just dans la main du roi pour ses dettes : l'archevêque nomme un commissaire ecclésiastique et prend en main la collation des canonicats ; le bailli nomme un commissaire séculier. Jehan Dodieu, qui recevra les revenus et les dîmes (v. A. C. Saint-Just).

²⁹ Thélis, Chalmazel, Propières, Saint-Point, Salornay, G. de Talaru sont chanoines de Saint-Jehan et de Saint-Just. P. Charpin, Bartolot Chevrier (fils d'André), Antoine Caille (fils de Jean), Aynard Burle, Aubert le Viste, chanoines de Saint-Just et de Saint-Pol. Humbert Chabert, Jehan Fusil, Odoard de Cleppé, chevaliers de l'église et chanoines de Saint-Just.

³⁰ Antoine de Fuer (présenté par le bailli), 31 mars 1429. Simon du Taillis (par le pape et par le roi), 8 juill. 1429 ; Odoard de Cleppé (par le duc de Bourbon), 5 sept. 1429 ; le 7 sept. 1431, on reçoit d'une part deux bulles expectatives d'Eugène IV, d'autre part une lettre de jussion du Roi pour Humbert Roland (receperunt compulsi) ; le 1^{er} oct. 1431, grâce expectative à A. de Foresta : pas de réponse ; le 25 oct. 1431, grâce expectative à Pérollier, familier du cardinal d'Arles (reque avec le respect qui lui est dû) ; le 21 janvier 1432, grâce expectative à Roland Falquet ; le 19 août 1432, grâce expectative à Aubert le Viste (acceptée d'enthousiasme...). Entre temps, lettre de jussion pour Jehan Mauloué, secrétaire du roi, reque avec révérence, mais le 24 oct. on écarte Mauloué ; le 22 avril 1433, Mauloué se présente, il est mal reçu ; il revient

de résister au Pape, dans l'esprit même de l'Eglise et de la ville de Lyon, mais c'est alors que les procès en Cour de Rome ont vite dévoré le peu d'argent qui lui reste ; et les candidats de Rome sont des personnes réelles, qui se présentent et qui s'imposent, d'où viennent des querelles pénibles. Il y a deux obéanciers — c'est la première dignité du chapitre, — pendant six mois, deux ou trois, ou quatre sacristains, pendant plusieurs années³¹ ; et le service divin n'est plus assuré, et chanoines et clercs entretiennent leurs concubines dans le cloître, s'y disputent à grands cris, s'y battent, et le prévôt de l'archevêque intervient, empiétant sur les droits du chapitre, tant que P. Charpin, qui a lui-même renoncé à l'obéance dont une élection régulière l'avait pourvu, conseille de céder en toutes choses, de se désister de tous procès, et obtient de ses confrères qu'ils acceptent sans révolte les mesures sévères imposées par le roi. Si précaire que soit la vie du chapitre de Saint-Just, les grands de la ville s'empressent d'y faire entrer leurs cadets : c'est que Saint-Just reste un lieu illustre, dont la misère conserve encore de hautes apparences, où l'on prend le ton du grand monde, où l'on se crée de belles relations, et d'où l'on peut sortir évêque, comme Burle, ou Conseiller de Parlement, comme Caille ou Bleterens.. c'est aussi qu'on y coudoie les Seigneurs de Saint-Jehan, partout ailleurs inaccessibles.

le 29 avec une décision de l'Official; on l'installe au lieu de le Viste. Le 13 mai, le 25 juin, le 4 août, le 29 juillet: grâces expectatives ou lettres de jussion...; le 9 novembre 1435 seulement, le canoniat d'Odouard de Cleppé, qui est parti, peut être donné à Aubert le Viste.

³¹ Les obéanciers sont: G. de Thélis, mort en 1428, G. de Talaru, mort en 1429; P. Charpin, élu régulièrement le 10 sept., porte le titre et y renonce le 23 décembre, sans abandonner les fonctions; Jehan de la Grange présente ses bulles le 16 déc. 1429, puis de nouveau le 27 juil. 1430; après un procès en cour de Rome, il est reçu et installé ce même jour. Il y a déjà un vieux procès avec Robinet la Playe au nom de son fils pour la sacristie; l'archevêque nomme Humbert Roland, qui n'est pas chanoine, le 20 janvier 1427: procès en Parlement. Michel Béraud présente des lettres pontificales, 21 janv. 1429: il procède par monitions et fulminations; l'affaire se règle le 4 fév. 1430: la Playe est mort, Roland renonce et Béraud est admis.

Ils sont trente-deux, qui portent la mitre comme des évêques, et dont le somptueux costume a inspiré naguère celui des cardinaux romains. La plupart ne vivent pas à Lyon, cardinaux auprès du Pape, doyens d'autres chapitres, vicaires des évêques voisins, mais aussi étudiants à Paris, à Bologne, à Rome, en Avignon³². Pas d'évêques : tout chanoine élu à l'épiscopat résigne sa prébende³³ ; pas de moines : il faut, pour être admis, jurer que l'on ne fait partie d'aucun ordre religieux. Une quinzaine résident, qui sont surtout les dignitaires et quelques gentilshommes du pays ayant à Lyon tous leurs intérêts, et aussi, malheureusement pour l'Eglise de Lyon, les incapables³⁴. Pour être chanoine, il n'est pas nécessaire d'être instruit, bien qu'il convienne au moins de savoir lire, il faut avant tout et de toute nécessité être noble. Aucun n'est admis s'il n'a fait ses preuves, et la sévérité du Chapitre est ici absolue : en 1418, le populaire Guy de Grôle, cousin du bailli, ami de tout le monde, présente son fils Jehan, mais les chanoines savent que le jeune homme est petit-fils de Catherine de Varey. Les Varey d'Avauges vivent noblement à la campagne depuis plusieurs générations : riches propriétaires de biens nobles, ils sont alliés à toutes les familles chevaleresques du Lyonnais ; pour les chanoines, ces gens ne sont pas nobles, et malgré les arguments de l'habile Jehan Le Viste, on arrête les preuves, et l'on interdit l'accès du chapitre au candidat. Les Grôle insistent, vont à Rome, où

³² On écrira au Pape Martin pour qu'il autorise le doyen G. de Montchenu à tenir les bénéfices incompatibles qu'il avait avant son élection : 14 janv. 1418.

³³ Les chanoines qui deviennent évêques résignent leur canonicat : Jehan de Norris, chantre, devient archevêque de Sens, s'en va le 28 déc. 1417 ; Louis Allemand, évêque de Maguelonne, le 2 juin 1418, redevient chanoine par une nouvelle élection, quand il est fait cardinal le 13 mars 1429. Georges de Saluces, évêque d'Aoste, 11 mars 1433.

³⁴ Les chanoines capitulants : 1417-1435 : Geoffroy de Montchenu, élu doyen en 1415 et installé en 1417 ; Guillaume de Talaru, chantre puis archidiacre, 1419 ; Henri d'Albon, mort en 1418 ; Gillet d'Albon, chantre en 1419 ; Regnault d'Albon, Humbert de Varax, Antoine d'Ars, Jehan d'Amazé, Hugonin de Propières, Pierre de Trézettes, Gilles de Saint-Point, Louis d'Orly. Les autres, ou sont absents, ou ne font que des séjours irréguliers.

le Pape leur donne raison; le Chapitre refuse d'obéir au Pape, reprend le procès, le fait durer sept ans, fait intervenir le Dauphin puis encore le roi, dépense à cette affaire la rançon d'un prince, subit le « cès » et l'interdit, et ne cède, à bout de ressources, qu'en 1425. Le doyen avait déclaré, entre autres choses, « qu'il valait mieux mourir que de supporter ce dommage aux libertés de l'Eglise ». Les Grôlée n'ont pas voulu se soumettre à l'enquête, expliquaient les chanoines sur le point de céder, qu'ont acceptée les comtes de Genève, les marquis de Saluces, les Seigneurs de Villars, les princes de Savoie et le duc de Berry. Car le Chapitre de Saint-Jehan a vu s'asseoir au chœur de son église les plus grands du Royaume et de l'Empire³⁵. La majorité des chanoines est cependant fournie par la moyenne et petite noblesse du Lyonnais et des provinces voisines, du diocèse de Lyon. Nous trouvons en 1417 parmi les « capitulants », du Lyonnais, Guillaume de Talaru, neveu de l'archevêque et les trois Seigneurs d'Albon (Gillet, Henry et Regnault), du Beaujolais, G. de Thélis, H. de

³⁵ L'affaire de J. de Grôlée ou de la Custodie. J. de Grôlée présente le 2 nov. 1418 des lettres apostoliques pour la succession de Louis Allemand; il ne peut faire ses preuves de noblesse, n'est pas admis, recourt à Rome. V. les péripéties du procès: 8 juil. 1419, 9 août 1419, 31 janv., 16 mars, 28 juin, 31 juil. 1420, 25 fév., 11 mars, 10 sept. 1421. A cette époque le cès et l'interdit sont mis sur l'église de Lyon pour cette affaire: le doyen rapporte de Rome l'absolution pour les chanoines et la fin de l'interdit. Le procès reprend en 1422: 27 août, 1^{er} sept., 3 oct., 7 et 17 nov. On a emprunté de toutes mains, fait payer les chapes, engagé les châtelainies (P. de Cuysel en a pris trois pour 300 écus), on a vendu le sel entreposé, on a imposé 600 écus sur la baronnie, on a vendu des maisons, on a fait écrire des lettres par le roi (3 et 9 décembre); l'affaire continue en 1423-24-25: l'Eglise est enfin vaincue et le 27 juil. 1425 on décide d'employer à d'autres usages l'argent amassé pour la cause de J. de Grôlée « qui est assoupie », et de payer les dettes de l'Eglise. Le 9 oct. commence la comédie des preuves de J. de Grôlée, où chaque témoin interrogé sur le père et la mère de Catherine de Varey répond « quod ignorat », et s'il y a des bourgeois dans la famille, « quod nesciret deponere »: et d'autre part, substituant aux Varey les Fuer leurs proches parents, et jouant sur leur nom (Feurs, Forez), « bene scit quod illi de Fuer fuerunt comites lugdunenses ». J. de Grôlée est reçu le 6 nov. et part pour Rome le 14 janv. 1426, chargé par le chapitre de faire confirmer les statuts de l'Eglise (en ce qui touche notamment la noblesse des chanoines). J. de Grôlée, custode, fut un excellent serviteur de l'Eglise de Lyon.

Propières et A. de Trézettes, du Mâconnais, G. de Saint-Point et J. d'Amanzé, de la Dombes, Antoine d'Ars, de la Bresse, H. de Varax, de Savoie, P. de Lornay et L. d'Orly, du Dauphiné, Isnard de Bron et le Doyen Geoffroy de Montchenu. Les absents appartiennent aux mêmes provinces, sauf deux Bourguignons et deux Comtois, qui sont éloignés de leur stalle par le fait de la guerre. Pierre de Grôle, de la branche aînée, qui n'a jamais dérogé, sera reçu en 1419. Les listes de chanoines aux ^{xiv} et ^{xv} siècles sont comme un résumé de l'armorial de la région ; le roi, quand il s'y prend à l'heure, l'archevêque, le bailli, arrivent à faire agréer leurs candidats, qui doivent parfois attendre ; de notre temps, le Pape voit toujours refuser les siens ³⁶ : en même temps que le procès de J. de Grôle, dit aussi de la « custodie », se déroula celui de l'archidiaconat, qui ne dura que quatre années et coûta moins cher, mais amena par contre de plus dramatiques incidents. Le Chapitre avait refusé cette dignité au nouvel élu Georges de Saluces, neveu du cardinal qui avait si bien servi l'Eglise de Lyon, précisément parce que le Pape l'avait réclamée pour lui ³⁷. Georges de Saluces est un prince, mais les

³⁶ Exécution immédiate de la demande de l'archevêque pour son neveu Louis de Talaru, 24 déc. 1418. Candidature de Henri d'Avaugour, doyen de Saint-Martin-de-Tours, maître des requêtes du Dauphin, frère d'un des ministres armagnacs ; on répond le 30 juin 1419 qu'on fera pour le mieux, sauve la liberté de l'église, mais l'on accorde le canonicat séance tenante à Pierre de Grôle présenté par l'archevêque : Avaugour n'est agréé qu'à la vacance suivante, 21 fév. 1420. On fait attendre de même G. d'Estouteville, malgré sa parenté royale. Boniface Allemand, proposé par Humbert de Grôle, est accueilli tout de suite à la contemplation du Seigneur bailli, mais qu'il vienne vite faire ses preuves. V. 28 août, 22 sept. 1427, 7 avril 1433. Le 7 oct. 1433, le canonicat vacant est conféré à G. de la Palu, par l'archevêque, sur l'offre gracieuse du chapitre...

³⁷ Procès de l'archidiaconat : Le chantre G. de Talaru est élu archidiaconat à la mort du cardinal de Saluces, le 3 juillet 1419 ; toute une promotion suit. Georges de Saluces, neveu du cardinal, présente des lettres apostoliques pour le canonicat et l'archidiaconat ; refus. En même temps, une lettre du dauphin défend sous peine de mille marcs d'or d'obéir aux dites lettres. Le procès est engagé ; le 13 déc. 1421, Georges de Saluces a fait afficher à la porte de l'église une autre bulle ordonnant au chapitre de le recevoir chanoine et archidiaconat dans les six jours ; le doyen se ménage une entrevue à Vaux avec le candidat ; celui-ci, pour

Seigneurs de Saint-Jehan sont eux-mêmes autant de princes, qui n'obéissent pas. Comme tels, et comme vassaux directs de la couronne, chacun d'eux prête serment au roi avant son installation, et le bailli exige jalousement cet hommage.

Les huit dignitaires du Chapitre, Doyen, archidiacre, préchantre, chantre, chamARRIER, grand custode, prévôt de Fourvière et maître du chœur, et dix autres chanoines appelés « hostelliers », reçoivent une « mansion », c'est-à-dire un grand château et une vaste seigneurie, avec toute la juridiction et de gros revenus ; ceux-ci encore partagent avec les simples chanoines, du nom de « bacheliers », les « obéances », châteaux et maisons, terres et vignes, prés, bois, garennes, droit de chasse et de pêche, et aussi rentes, dîmes, casuel et fondations, distribuées sur toute la terre de l'Eglise. En outre, ils prennent part à des répartitions de deniers, les « livraisons », qui peuvent monter pour les dignitaires à cent livres, et pour les autres à cinquante livres par an : il faut être présent pour recevoir sa part des livraisons, de même que pour avoir droit aux distributions de vivres, surtout de pain et de vin. Des livraisons sont également attribuées à tous les serviteurs de l'Eglise, selon leur rang, et aux familiers et domestiques des chanoines et des chevaliers. Les chanoines présents à Lyon, et « capitulant » habituellement, ont la jouissance d'une maison au cloître de Saint-Jehan : il est vrai de dire que ces maisons sont pour la plupart vétustes, « ruyneuses », et toujours inconfortables, et que les Seigneurs résident plus volontiers au milieu de leurs gens, dans leurs propres hôtels, au Palais, en Porte-froc, tout autour du cloître. La belle saison les appelle dans leurs mansions, où ils mènent la vie de tous les gentilshommes,

éviter le scandale, suspendra son instance jusqu'au Carême ; cependant, s'il vient aux prochaines fêtes, on ne l'empêchera pas d'officier dans l'église, et on cherchera un appointement. L'appointement est trouvé : le 31 août 1422, hors chapitre, le Sr Georges de Saluces, chanoine de Lyon, a constitué ses témoins pour les preuves ; les preuves faites, la réception a lieu le 13 juillet 1424 ; on lui remet l'archidiaconat, mais le 25 sept. il se fait dispenser de la résidence.

et se livrent au plaisir de la chasse ; la guerre les y fera séjourner plus souvent et plus longtemps qu'ils ne le voudraient.

Au-dessous des chanoines, viennent les quatre custodes, puis les chapelains perpétuels, les « douze de Saint-Jehan », qui assurent le service divin dans les trois églises, et occupent les stalles du chapitre de Fourvière, celles de Saint-Just, plus rarement celles de Saint-Pol, assez fermé, ou de Saint-Nizier, au-dessous de leur dignité. A côté des douze, et peut-être au-dessus, se placent les sept « Chevaliers de l'Eglise », prêtres, docteurs ou licenciés en décrets ou en lois, — il n'y a pas de docteurs en théologie dans l'Eglise de Lyon, — chargés des services extérieurs de l'église et de la baronnie³⁸ ; on y trouve l'official de l'archevêché, le procureur général de l'Eglise, et souvent quelque conseiller du roi, des ducs de Savoie ou de Bourbon, dispensé de la résidence, et qui représente les Seigneurs auprès de son maître. Vient ensuite une nuée de prêtres et de clercs, serviteurs de l'un ou de l'autre, attachés à quelque chapelle, ou simplement habitués dans le cloître et nourris des bribes qui tombent de la table des prébendiers³⁹.

C'est parmi les Douze que l'on prend d'ordinaire le secrétaire de l'Eglise et les divers trésoriers. L'un des douze s'appelle « l'ouvrier », il a sous ses ordres le Maître de l'œuvre, un laïc, dirige, avec lui, l'achèvement de la cathédrale, s'occupe des constructions et réparations

³⁸ Le personnel secondaire : les chevaliers : Henri Faure, licencié en lois, chevalier le 7 nov. 1418, va résider en Savoie auprès de la duchesse et ne reparait plus. V. 13 janv. 1419 et 20 janv. 1422 : il pourra prolonger son absence car il peut être utile à l'église, à la cour du duc de Savoie. Denis du Moulin, conseiller du Dauphin, élu le 14 mai 1421. Odoard de Cleppé, élu le 9 nov. 1421 à la demande de la duchesse de Bourbon, dispensé de résidence le 11 janv. 1432 : servira l'Eglise auprès du duc de Bourbon. Les chevaliers représentent l'Eglise aux assemblées du clergé (Martin Chardon à Tours, 10 mai 1419), mais non aux Etats généraux ; beaucoup d'entre eux vont au Concile de Bâle.

³⁹ Les Serviteurs sont désignés ou renouvelés tous les ans aux premiers jours de novembre.

d'églises et de châteaux ⁴⁰. Le maître de l'œuvre est un homme de métier, maçon comme Jacques de Beaujeu, en exercice en 1417 dpuis de longues années, tailleur de pierres ou sculpteur (lathomus), comme Jacques Morel qui lui succéda en 1418, et exécuta pour l'Eglise de Lyon le tombeau du cardinal de Saluces ; il gouverne les maçons, tailleurs de pierres, chapuis, peintres et verriers attachés au service du Chapitre ⁴¹, mais l'ouvrier traite sans son intermédiaire avec les maîtres orfèvres ou brodeurs qui tiennent ouvroir en la ville La rémunération de ces gens nous paraît modeste et l'est effectivement, mais ceux qui sont attachés à l'œuvre jouissent de toutes les immunités et privilèges ecclésiastiques, et, même à Lyon, c'est bien quelque chose.

Le « manécantant » ⁴², qui doit être un bon grammairien, est chargé, sous les ordres du sacristain, dont il est le premier « serviteur », de morigéner et d'instruire une douzaine de « clergeons », enfants qui chantent au chœur, et qui deviennent clercs et sont pourvus d'un bénéfice quand leur voix mue : le Chapitre en envoie quelques-uns faire des études à ses frais, et leur ouvre ainsi l'accès des grades supérieurs ⁴³.

Le Chapitre désigne, concurremment avec l'archevêque, — sans aucun droit, mais en vertu d'un usage qui n'est pas contesté en notre temps, — les magistrats et les

⁴⁰ L'ouvrier est en 1416. Guillaume Rayère, en 1418. Fr. Merle: « que l'ouvrier fasse réparer l'arc doubleau du milieu de l'église qui périclité, suivant les indications de Maître Jacques, maître de l'œuvre: 8 fév. 1420. En 1420, c'est Jehan Fusil, aussi trésorier: l'ouvrier est chargé de faire le barrio de Porte-froc 4 nov. 1420... « que l'ouvrier fasse mettre des barres de bois au réfectoire... », 3 nov. 1421.

⁴¹ Le Maître de l'Œuvre: Jacques de Beaujeu, en fonctions depuis plus de quarante ans, meurt en 1418: Jacques Morel lui succède le 8 novembre. Le maître de l'œuvre s'occupe aussi de la réparation des châteaux.

⁴² Le manécantant peut être assisté d'un maître de grammaire: 25 juin 1431.

⁴³ Quelques clergeons: le fils d'Hugonin Doye, « barbitonsor » de Mons, de Lyon 6 déc. 1414. Le neveu de P. de Cuyssel ; le dit Curnille, 5 juin 1416, est envoyé aux écoles le 25 juin 1421. Vital, neveu du procureur des Frères prêcheurs de Lyon, 13 déc. 1418; le fils de François Loup, 14 janv. 1426; le fils de Jehan de l'Arche, peintre, le 6 nov. 1427.

fonctionnaires hauts et bas de la Cour commune qui a juridiction sur la ville de Lyon, mais il a aussi et surtout, pour l'administration de la « terre et baronnie de l'Eglise », que l'on appelle aussi, plus rarement, le comté, tout un personnel laïque, qui fait partie de la cité, tout en participant aux avantages de l'état ecclésiastique ⁴⁴.

Il entretient d'abord un conseiller juridique, appointé modestement, mais sujet à recevoir de belles gratifications: ce conseiller, de 1417 à 1423, est Mre Guicherd Bastier. Le personnel propre de la Cour du comté comprenait : un juge d'appaux, souvent aussi chancelier, gardant les sept sceaux de cuivre de l'Eglise, et percevant à ce titre les droits de sceau, qui était en 1417 M^e Perrin Treuvat ; la fonction échut ensuite à des clercs : P. Charpin, puis Fr. Humbert, Humbert Rolland, Ph. Burle, tous chevaliers de l'Eglise. Un juge ordinaire des châteaux de la baronnie, qui fut d'abord Mre P. d'Aurillac, puis, à partir de 1423, Mre Guicherd Bastier; un lieutenant de ce juge, Martin Bennot, J. Liathoud, J. de Bames, à qui succédèrent leurs fils, J. Bennot et Gaspard de Bames. Un procureur fiscal, à côté d'un procureur général ecclésiastique aux attributions limitées ; Guillaume Panoilliat tenait cette fonction, P. Bullioud, son substitut, lui succéda en 1423 ; le rôle de ce procureur était considérable et, le plus souvent, extrajudiciaire : surchargé de besogne, il dut plusieurs fois recourir à des auxiliaires provisoires. Toutes ces charges étaient recherchées par les gradués et les notaires de Lyon, elles faisaient la fortune de leurs titulaires et les introduisaient dans la haute bourgeoisie : elles sont l'une des sources d'où venaient les terriers, Jehan Le Viste y commença sa carrière. Les fonctions temporaires elles-mêmes étaient

⁴⁴ En cas de nécessité, le chapitre désigne un bailli de l'Eglise, pour toute la baronnie: Jehan d'Albon de Saint-André, le 11 janv. 1418, pour quelques semaines. Philibert de Montchenu, du 6 nov. 1428 au 28 févr. 1430. Gillet de Saint-Priest, 5 mai 1431: cet office qui coûte cher au chapitre n'est conféré qu'au moment du péril ou sur la réquisition des officiers du roi. Le chapitre donne à G. de Saint-Priest 30 écus, les châtellenies de Saint-Cyr, Sainte-Foy et Saint-Genis-Laval, et 50 écus à lever sur vingt-quatre châteaux.

fort appréciées, elles seront occupées entre autres par Nizier Greyzieu, Jehan de Condeyssie et Jaqueme Panoilliat. Elles n'empêchaient pas leur homme de plaider pour les particuliers ou pour la ville même, elles n'étaient pas incompatibles avec d'autres offices, et ne barraient pas l'accès du consulat. Le greffier de la Cour d'Eglise était Claude Panoillat, qui finit mal et vit confisquer son office, pour avoir exploité de trop près les justiciables.

Un grand nombre de fonctions plus humbles s'exerçaient encore à Lyon : outre le « badel », on trouve un « échanson laïque », un « cuisinier », dont l'office, vacant par le décès du maître brodeur Michelet de Gès, passe au notaire P. Tissot..., on en trouverait bien d'autres.

Ceux des châteaux de l'Eglise qui commandent à une mansion, sont gouvernés par un « châtelain », officier du mansionnaire et non du Chapitre, chef militaire en cas de nécessité, mais surtout juge de première instance, et comme tel assisté d'un « curial » ou greffier. Les châtelains sont quelquefois des nobles : d'Albon, de Laye, Saconay, Chiel, Chandieu, Lambert, Hugonin de Villette, ou ce Guillaume de Chavagnes, « damoiseau de Givors », qui tint le château durant un demi-siècle; le plus souvent ce sont des bourgeois lyonnais en route vers la noblesse : les Jullien, P. de Cuysel, Jehan et Henry Chevrier... Le badel, Quentin Hure, orfèvre et maître de son métier quand vient son tour, est aussi châtelain d'Ecully pour les deux chapitres.

A côté des services administratifs et judiciaires, la baronnie exige tout un personnel d'exploitation, que fournissent aussi les bourgeois de Lyon. Les Caille ont été censiers du comté, les Dodieu leur ont succédé ; mais il y a dans toutes les terres des censiers et des cellériers de moindre importance : P. Brunier à Brindas, Bertrand Payan à Couzon, Nicolas Fournier à Saint-Genis, J. Girerdon à Riverie... J. Andrevet tient à Lyon la « grenette », et Guillaume Chopine, albergueur et badel de Saint-Pol, le péage.

Il nous faut arrêter ici cette énumération, qui nous montre à quel point la vie de la baronnie était mêlée à celle de la ville, et de quel poids pesaient sur celle-ci les Seigneurs de Saint-Jehan.

Outre les ressources de ce grand et riche domaine, l'Eglise avait partout des droits de toute sorte, redevances payées par ses vassaux nobles, cens et servis de ses paysans et des bourgeois de ses villes d'Anse et de Condrieu, dîmes, péages, leydes, champarts; enfin la moitié du sol de la ville relevait de la directe. Si le Chapitre l'eût voulu, l'Eglise de Lyon eût été immensément riche, mais depuis les temps les plus reculés, le Chapitre de Saint-Jehan, à l'exemple des archevêques, avait abusé de la guerre et des procédures et la défense de ses châteaux va, de notre temps, excéder ses ressources; il est en outre exploité sans vergogne par tout ce personnel, qui profite du grand désordre de ses affaires, et par les Seigneurs chanoines, qui ne pensent jamais qu'à leur intérêt propre. L'œuvre de Saint-Jehan n'a jamais pu être suffisamment nourrie, et la construction de la cathédrale, exceptionnellement lente, a déjà duré trois cents ans. S'il répugne à prendre sa part des fortifications de la ville, ce n'est pas seulement par fierté. Cependant, l'Eglise vit largement et fait de princières aumônes.

Favorisé par le roi de France au traité de 1312, aux dépens de l'archevêque réputé alors plus dangereux, le Chapitre entretient avec le chef de l'Eglise lyonnaise des relations assez lointaines, plus volontiers en procès qu'en bon accord. Les chanoines ne sont pas conviés d'ordinaire à prendre part à l'administration du diocèse; cependant c'est dans le Chapitre que l'archevêque choisit le premier de ses vicaires, le « grand prêtre », qui doit le seconder et faire son office en son absence: ce vicaire est en 1417 Hugonin de Bron dit Isnard, qui fut entre les deux pouvoirs un agent de liaison habile et de bonne foi⁴⁵; l'accord est

⁴⁵ Le grand prêtre Isnard de Bron fait toutes les fonctions épiscopales. Les chanoines assistent l'évêque de temps en temps: deux cha-

d'ailleurs favorisé par la haute valeur de l'archevêque d'alors, Amédée de Talaru.

Mons. de Lyon est sans conteste le premier personnage de la ville et de tout le pays, et nul ne prononce son nom sans crainte et sans respect, mais qu'il est donc loin de toutes gens et de toutes choses ! La seigneurie que le roi lui a laissée est modeste et n'exige pas d'organisation compliquée : nous connaissons le procureur de Mons. de Lyon, Pierre de Rieu (de Rivo), son chancelier Girerd Rosset, notaires et citoyens de Lyon, qui furent d'abord ses secrétaires, et Pierre de Moronzart, secrétaire après eux. La vacance du siège nous a fait, à la suite des vicaires capitulaires, pénétrer dans ses châteaux et jusqu'à Pierre Scise ; il a des châtelains de petite noblesse, et tient dans sa forteresse quelques gens d'armes, dont la ville a grand souci ⁴⁶. Attaché à recouvrer les droits que ses prédécesseurs ont aliénés ou qu'ont usurpés sur lui, au cours du dernier siècle, chanoines et consuls, il a dû se contenter de médiocres résultats. De son immense diocèse, l'official Pierre Charpin, un maître homme, fait la police religieuse, Isnard de Bron visite les paroisses ; d'ailleurs la

noines sont requis le 26 nov. 1418 pour assister l'archevêque à la confirmation de l'abbé d'Ainay ; Amblard de Janville va à Genève sur la convocation du duc de Savoie pour s'occuper « de la malice des hérétiques », 7 juillet 1421 ; le doyen, avec l'archidiaque, le préchantre et deux chanoines, vont au Concile de Bâle, 11 juin 1432. Affaires avec l'archevêque : Conflit avec l'archevêque qui a « grevé » des chanoines et des incorporés : 13 juin 1424. On lui demande de rendre Mre Humbert Chabert qui est détenu dans ses prisons (12 mars 1421). Quentinet Hure, badel, se trouve dans les prisons de l'archevêque pour avoir mal gardé des prisonniers : qu'il en soit extrait et placé dans les nôtres sous caution idoine, 3 nov. 1435. Le héraut (preco) de la ville a annoncé une procession pour la paix par ordre de l'archevêque sans la permission du chapitre... il demande pardon à genoux et recommencera sa préconisation, 3 déc. 1434.

⁴⁶ Les A. C. Saint-J. donnent quelques détails sur la baronnie de l'archevêque, lors de l'élection d'Amé de Talaru, 9 et 11 décembre 1415 : Ennemond Lambert est garde de Pierre Scize avec le chantre de Saint-Jehan, Guillaume de Talaru ; Godemar Lambert, Sr de Lissieu, est châtelain de Chasselay ; Guichard d'Albon, châtelain d'Yseron ; P. de Saconin, châtelain de Francheville. La chapelle de Pierre Scize est desservie par un notable ecclésiastique : permutation de Boniface Allemand et de P. d'Amanzé, 22 sept. 1432.

charge en est allégée, sans doute plus qu'il ne le voudrait, car les pays bourguignons demeurent hors de sa portée, abandonnés, par le malheur des temps, à la surveillance de l'abbé de Saint-Oyant (Saint-Claude), et le duc de Savoie, aussitôt après son traité avec Humbert de Villars, s'est fait donner un vicaire épiscopal à pouvoirs étendus, qui réside à Bourg et s'occupe des « archipronées » de Dombes et de Bresse.

Les archives de l'archevêché ne nous sont point parvenues ; il nous faut recourir à celles de Saint-Jehan, qui nous fournissent en somme peu de renseignements ; les Actes capitulaires nous présentent Amé de Talaru surtout dans l'attitude du conciliateur ; les Registres consulaires, comme nous le verrons par la suite, le montrent attentif à bien servir la ville et le roi.

Quelque chose rapproche nos bourgeois de leur archevêque : le parti pris armagnac et gallican. Amé de Talaru ⁴⁷, qui vécut saintement et mérita le suffrage du sévère Gerson et l'amitié de Louis Allemand, fut en effet, dans la seconde partie du Concile de Constance, après le départ de Pierre d'Ailly et de Gerson lui-même, le défenseur des doctrines que l'on professait autour du Dauphin et du roi Charles. A Lyon, il tint bon, même dans les alternatives où le roi fléchissait, contre les prétentions ultramontaines. Enfin, quand s'ouvrit le Concile de Bâle, qu'il aurait volontiers accueilli dans sa ville, il y fut le champion ardent, violent même de ces mêmes théories, provoquant l'admiration du futur Pie II, étonné qu'on pût prendre si fort à

⁴⁷ V. le testament d'Amé de Talaru, dans les *Masures de l'Île Barbe*, I, p. 628, au mois de janvier 1417, les consuls offrent au nouvel archevêque 24 torches et 24 l. d'épices confites, comme aux princes du sang royal, et de plus deux queues de vin, blanc et clair, du meilleur que l'on pourra trouver. V. Gerson, *Opéra* III, p. 1059, anno 1428, R. C., p. 25 : « presulatum tunc agente reverendissimo patre in domino Amadeo de Talaru, nostrae peregrinationis benevolissimo preceptore ».

⁴⁸ Depuis l'ouverture du Concile, Amé de Talaru s'y est installé à demeure avec plusieurs membres de son clergé, dont Barthélemy Berthier, custode de Sainte-Croix, A. C. Saint-J., 2 janvier, 11 juin, 22 septembre 1432. Quand on a besoin de lui, il faut aller l'y trouver : « Item fuit missus... ad dominum nostrum lugdunensem, tunc in concilio Basiliæ existentem... ». C. C. 193, f° 49.

cœur semblables choses, et ne s'avoua pas vaincu jusqu'à sa mort ⁴⁸. Ajoutons que le duc de Savoie, Amédée VIII, dans les dernières années de son règne, alors qu'il caressait déjà la chimère de son pontificat, se crut obligé de ménager ce fougueux partisan, et que la ville en put profiter à son aise ⁴⁹.

En résumé, les Lyonnais voyaient peu leur archevêque, et beaucoup les Seigneurs du Chapitre, et, dans l'histoire de Lyon, ce sont les chanoines de Saint-Jehan qui tiennent la part de l'Eglise. Pourtant Aimé de Talaru appuya souvent les démarches des gens de la ville, et les couvrit parfois utilement.

⁴⁹ Lettre du duc de Savoie au chapitre demandant d'afficher aux portes de l'église une appellation émise pour lui par le sacro-saint Concile de Bâle, A. C. Saint-J., 27 juin 1435. Amé de Talaru poursuit les hérétiques d'accord avec le duc de Savoie (A. C., Saint-J., 7 juillet 1421). Les sorcières, comme l'affronteuse de Bourg en 1424 (V. Gerson: « tractatus de examinatione doctrinarum », Opera I, p. 19 et 20). Les magiciens comme le médecin espagnol M^e Jacques Lange (V. Ch. III, § 1. Les juifs: v. procès des juifs de Trévoux en 1429, dans Paradin, Mémoire, p. 245. Il remet en vigueur la législation ancienne contre les blasphémateurs: Paradin a vu une ordonnance les condamnant à 5, 10 ou 20 sous d'amende suivant la qualité du blasphème, doublant la peine à la première récidive, et, à la seconde, appliquant des peines corporelles publiques (Mémoire, p. 252).

CHAPITRE III

LA VIE A LYON

1. La vie privée, les mœurs et les usages.

Tous ces gens, patriciens, moyens et petits bourgeois, hommes et femmes du peuple, chanoines et clercs de toute sorte, gentilshommes même du plat pays, comment vivaient-ils ? Pouvons-nous les connaître assez bien pour nous les représenter d'une manière concrète, et pour qu'ils soient dans l'histoire de la ville, autre chose que des ombres et des noms ?

Nous sommes pauvres en documents sur leur vie privée, et même en utilisant au mieux tout ce que nous avons, en élargissant notre enquête à partir du commencement du xv^e siècle jusqu'en 1446, nous n'aurons pas en mains les éléments d'un tableau complet. Peu de vestiges de leurs demeures, la ville a tant construit dans les siècles suivants qu'il a fallu détruire beaucoup de vieilles choses. Pas d'objets usuels : le musée de Gadagne est trop jeune pour être riche ; le trésor de Saint Jehan, dispersé en 1562, possède quelques vénérables souvenirs, quelques très belles choses datant de cette époque, mais ce ne sont plus celles des inventaires d'alors. Peu de documents figurés : les charmants bas-reliefs de Saint-Jehan sont trop vieux d'un demi-siècle, il n'y a plus de statues, plus guère de vitraux ; restent les rares miniatures des manuscrits certainement lyonnais¹. Un peu plus de documents écrits, dont il nous

¹ Les Manuscrits lyonnais : il y en a quelques-uns, surtout des mis-sels (les fêtes lyonnaises, les litanies), mais nous ne savons jamais si les artistes sont Lyonnais. V. Abbé Le Roquais : Les Manuscrits lyonnais à peintures.

faudra épuiser la substance, veillant à n'en rien perdre et résistant à la tentation d'interpréter et d'interpoler : les Nommées de 1406 et de 1446, les comptes de la ville et les Registres consulaires, les comptes des chapitres et les Actes capitulaires, les testaments, quelques contrats, quelques pièces de procédure, où la notion précise se cache sous le fatras et où le chercheur qui veut aboutir ne peut que glaner au hasard ; il y a quelque chose à prendre dans le livre des « Décisions » de Gui Pape, où ce Lyonnais, s'occupant du Dauphiné, a souvent choisi dans sa cité natale des éléments de comparaison et parfois aussi n'a pas résisté au désir de parler de Lyon ; des traits de mœurs dans les « Complaintes et enseignements » de François Garin, valables pour notre époque où le poète de 1460 vivait à Lyon son enfance heureuse.

Au cours de la promenade que nous avons faite à travers la ville au commencement de ce chapitre, nous avons signalé déjà les rares vestiges des maisons du ^{xv}^e siècle, et appelé l'attention sur la maison Thomassin, ou maison « des Bestes », et sur le premier hôtel de ville de la rue de la Fromagerie. La première, qui faisait « le carré » de la rue du Palais, à la « descendue » du pont de Saône, est une haute et large construction à pignon ; en bas, deux boutiques séparées par une allée voûtée et la cour avec la tourelle octogone où s'enroule l'escalier à vis : une seconde maison, sans grand caractère, s'en va jusqu'à la Saône ; au premier étage, donnant sur les Changes, les belles fenêtres à meneaux de la grande salle, surmontées de la frise qui règne sur toute la façade, où les bêtes, jadis en bas-relief, laissent voir aujourd'hui leurs silhouettes martelées ; plus haut un étage de chambrettes. Les détails de l'aménagement intérieur nous échappent : la maison a été habitée depuis plus de quatre cents ans ; d'ailleurs les Thomassin de 1480 n'ont pas été conservateurs au point d'ignorer ou de mépriser les progrès acquis entre l'époque de leur père et la leur. Il nous suffit qu'ils aient respecté

comme ils l'ont fait le plan général et la façade à l'ancienne. Telle qu'elle nous est connue, cette demeure est un spécimen remarquable des grandes maisons lyonnaises du xv^e siècle.

La « meyson de ville » ne nous présente plus qu'une plate et sévère façade, assurément très différente de celle de 1426, et ne peut nous donner dans son état actuel que la notion abstraite de ce qu'elle fut : l'épaisseur du bâtiment principal, et derrière une cour obscure, l'étendue des jardins vers la rue Neuve, où venaient autrefois « férir » ses dépendances.

Les Registres consulaires décrivent quelques parties de la maison neuve que se faisait bâtir Messire J. de Bames en 1434, en Porte-froc, et dont la façade repose sur trois gros « pilons » entre lesquels ont leurs huis deux ouvroirs, avec des « bancs » de bois qui ne doivent pas avancer de plus d'un pied sur la chaussée.² Tel est bien l'aspect de la maison-type des rues commerçantes: boutiques ou ateliers au rez-de-chaussée, surmontés de deux, quelquefois trois étages, avec le pignon sur rue, comme celui de la maison des Bestes ; le type est resté celui des maisons du même ordre au xvi^e siècle, dont nous avons gardé intactes une demi-douzaine dans la rue Mercière. Les maisons neuves ont été rares à l'époque que nous étudions, par suite du mauvais état des affaires ; les Nommées de 1446 n'en signalent que trois³ ; par contre, on ne compte pas les maisons « ruyneuses » ou les « mures de maisons », qui appelèrent les reconstructions de l'âge suivant⁴. Il semble que les très grandes maisons, à locataires multiples, avec plusieurs ouvroirs, se rencontrent surtout aux Changes et dans la Saunerie, au Royaume, et, en l'Empire, entre le pont et

² R. C., 16 mars 1434, II, p. 271.

³ Maisons neuves, C. C. 3 : J. Moton, troillier, devant Saint-Georges, f^o 142 v^o. Janin Esturgeau, espicier, devant Saint-Nizier, f^o 145 v^o. J. du Molard, en la pescherie, f^o 184.

⁴ Mures de maisons: une vingtaine au C. C. 3, plus quinze maisons ruyneuses dont cinq ou six ont été brûlées.

Saint-Nizier ⁵ : c'est là que sont les trois « maisons rondes », les plus importantes de la ville. Même les demeures des grands bourgeois, des terriers, des fonctionnaires, ont des boutiques au rez-de-chaussée, ou, comme il arrive en la rue Mercière, comportent un avant-corps donnant sur la rue, occupé commercialement ⁶ ; dans ce cas, le propriétaire a, soit dans un ouvroir, soit dans la salle du premier étage, son « étude » : quelques-uns de ces ouvroirs sont assez spacieux, il s'y tient des réunions, consuls et notables, de plus de trente personnes.

Dans les rues du pourtour de la ville, dominant les maisons basses, au toit peu incliné couvert en tuiles rondes, tantôt serrées les unes contre les autres, en « tènements », tantôt isolées, entourées de « curtils » ou même accompagnées de bâtiments d'exploitation rurale, « truels et tinaillers ». De temps en temps un « ostel », à haute façade presque aveugle, ouvrant sur sa cour en arrière, et prolongeant ses jardins jusqu'à la rue voisine, où sont les « estables » et le logement de l'affaneur : tel fut sans doute l'hôtel de Passins, et telle aussi la maison de ville, qui appartenait à Léonard de Molon, chevalier, de Montluel ⁷. Les riches demeures du Palais, dont les unes vont férir au Ruer, d'autres en Tresmarsal, présentent un type intermédiaire : sur la rue la maison à ouvroirs, louée à divers « inquilins », en arrière, prenant sur une cour à galeries, la maison du maître, contiguë à ses jardins. Au milieu des couvents de la presqu'île, ou entre la ville et les remparts d'Ainay, ou encore au delà du cloître Saint-Jehan, au bas des pentes allant à Fourvière, se trouvent des propriétés closes de murs, renfermant une sorte de château, avec les tènements de maisons des affaneurs et vigneron. Mais ces

⁵ Les Nommées de 1406 donnent le nom des « inquilins » ou locataires : une maison au Palais en a sept, C. C. 2, f° 29, deux autres en ont six, f° 36, r° et v°.

⁶ Avant-corps : C. C. 3, les hoirs de J. Tibout en rue Mercière devant l'ostel de Saint-Antoine : f° 176 ; Loys Chevrier, maison de 65 l. au-devant d'une autre de 200 : f° 248 ; G. Bolomier, maison de 200 l. au-devant d'une autre de 240 : f° 60.

⁷ Grandes maisons de la presqu'île et des pentes : V. Ch. II, § 2.

grandes habitations appartiennent à de rares privilégiés, qui les habitent ou les louent à des gens de leur sorte : le logement type du commerçant, ce sont quelques pièces en étage, au-dessus du local où se tient son commerce, ouvrant sur la charrière étroite et bruyante et sur la cour minuscule au gracieux escalier. Ainsi vivent également les artisans aux industries propres et peu encombrantes ; les autres ont leurs forges, leurs entrepôts, leurs ateliers dans les rues secondaires, en bordure d'un curtil où se cache leur maison, en tout semblable à celle de l'affaneur voisin.

Les métiers sont encore groupés, vaguement, mais ils ont commencé à se répandre dans toute la ville, et ce mouvement est déjà sensible de 1388 à 1446, de sorte que les noms des rues ne sont pas ou ne sont plus des indications précises à ce sujet. Restent encore les deux boucheries ou « maysels » qu'il faut imaginer sous la forme d'une place assez petite, autour de laquelle sont disposés devant les maisons les bancs ou banques... il y a aussi des bancs au milieu de la place, car volontiers voit-on des propriétaires de bancs de myasel, sans aucune maison dans leur nommée, ou possesseurs d'une mesure en Bourgneuf ou dans le clos Saint-Pierre⁸. L'habitude de ces étalages forains est générale dans toute la ville et pour toutes les marchandises, c'est un des points qui appellent le plus souvent l'intervention des consuls.

S'il n'y a plus guère de maisons du temps de Charles VII, on peut dire qu'il n'y a plus de meubles du tout : le meuble lyonnais ancien a complètement disparu ? Ce fait s'explique par la prospérité même de la ville et l'aisance des habitants, qui remplacèrent les objets « gothiques » aussitôt qu'ils furent démodés. L'usage des coffres est encore

⁸ Les bancs au maysel: G. Gay, f° 72 v°; J. Bullioud, f° 179; J. Villard, f° 113; Nicoud de Combe, f° 298 v°; P. Miribel, f° 341; P. Churrel, f° 313 v°; J. du Pré, f° 118; P. Beaujehan, f° 324; et Tieven Guerrier, f° 36, etc.

⁹ Les meubles: Giraud, Recueil des objets d'art de l'Exposition rétrospective de Lyon, 1877: rien d'antérieur au xvi^e s.

exclusif : les chapitres, aussi bien que les consuls, ont des « arches » pour leurs papiers et leurs trésors, les riches particuliers aussi : des arches à compartiments, ferrées et peut-être décorées, mais ni dans les textes ni dans les images, nous ne voyons d'armoires droites ni de buffets¹⁰. Par contre nous connaissons bien les lits, qui se lèguent quelquefois, avec leurs accessoires, « coîtres » ou couettes, coussins, « linceulx, couvertes et courte-pointes ». Les couettes des « fluyniers » de Lyon sont sans doute moins bonnes que celles de Savoie, puisque le prince de Piémont, étant à Lyon pour plusieurs jours, fait quérir à Châtillon douze lits de plumes pour toute sa maison¹¹. Les Seigneurs de Saint-Jehan possèdent des tentures de drap d'or et des toiles peintes, mais je n'ai pas trouvé mention de tapisseries ni de cuirs de Cordoue.

Par contre les riches ont des croix, des statuettes d'or, d'argent, d'ivoire, ou d'autres matières précieuses, mais tout ce que nous connaissons ressortit en quelque manière à l'orfèvrerie religieuse, et doit garnir les chapelles privées qu'ils ont dans leurs demeures¹². Lors de la venue du Dauphin en 1420, la maison où il séjourna, au cloître de Saint-Jehan, fut ornée de belles images de bois et d'ivoire, d'ordinaire conservées dans des boîtes ou écrins ; nombreux

¹⁰ Les Arches : R. C., 5 avril 1416 : « l'arche qui est à l'entrée du chœur... au quesson vers l'arche du crucifix ». R. C., 22 juin 1423 : « que l'on achète une arche... » elle a coûté deux francs et deux gros. — A. C. St-J., 15 fév. 1421, une arche de noyer ferrée, à deux serrures, pour les papiers du chapitre. — Masures de l'Île Barbe, p. 517, « son coffre de noyer dans lequel elle tenait ses habits ».

¹¹ Les lits : A. C. St-J., 7 mai 1423, les lits des chanoines et des perpétuels décédés reviennent au chapitre : pour éviter les scènes de pillage, ce droit est remplacé par une taxe de 6 écus. Masures de l'Île Barbe, I, p. 426 : Ant. Caille : un lit garni de coitre, coussins, couverte et quatre linceulx. — R. C., 7 janv. 1417 : la literie du guette de Fourvière pour 4 l. 15 sous — La vie à Châtillon-en-Dombes. V. Ch. III, § 3. — Les tentures : V. II^e partie, ch. IV, § 2.

¹² A. C. St-J., 29 juin 1420, « les ymages » pour la venue du dauphin ; 29 juillet 1415, le reliquaire offert par le duc de Berry ; 12 janvier 1430, le reliquaire donné au duc de Savoie. — Masures de l'Île Barbe, I, p. 451, 666 : Henri Chevrier en 1394, sa croix d'argent avec le pied et les reliques ; P. de Briandas, 1422 : une ymage de Nostre-Dame, d'ivoyre, sur une table de bois peint et doré.

d'autre part sont les objets de grande valeur au trésor de Saint-Jehan¹³. Les bourgeois ont des tasses d'argent, parfois très lourdes, des coupes, des hanaps, des plats, des aiguières, plus ou moins dorés, ciselés ou émaillés ; la vaisselle de table en argent est plus que rare, on trouve des pièces isolées, et aussi des cuillères¹⁴. La vaisselle d'étain est, au contraire, d'usage courant : la fabrication et la vente font vivre très honorablement plusieurs potiers d'étain. Les ustensiles sont en fer, en cuivre, en laiton, mais tout le monde se sert à la cuisine, et les pauvres gens pour leur table, de poteries grossières, ouvrages des « lupiniers ».

Le costume diffère peu de celui du xiv^e siècle, que l'on voit figuré dans les mascarons de Saint-Jehan : en général, il est un peu plus court¹⁵. Les hommes portent des robes de drap gris ou brun, des « gippons » au-dessus du genou, des mantels et des mantelets, et des mantels doubles pour chevaucher ; ils ont des bonnets, et tous possèdent un « chaperon », qu'ils baillent en gage quand ils ont méfait à la Commune ; les draps sont de « brunette » pour les pauvres, les gens aisés portent les draps de Flandre, les grands ceux de Rouen et de Montivilliers ; on réserve les belles étoffes d'Italie aux ornements d'église, mais les nobles et surtout les dames en font usage : Messire Paterin lègue deux vêtements noirs et veut être enseveli dans

¹³ Inventaire de St-Jehan du 1^{er} février 1419.

¹⁴ Vaisselle d'argent : V. II^e partie, ch. I, § 3 ; ch. II, § 6 ; Masures de l'île Barbe, I, p. 604, 660, 666 : Marguerite, femme de Mathieu de Chaponnay, 1400 : un gobelet d'argent doré. — P. de Briandas, 1422 : 4 cuillers et un hanap d'argent. — P. de St-Barthélémy, 1439 : un gobelet pesant un marc. — R. C., II, p. 123, 146, 354, 374, 375, 385. E. de Sivrieu, deux « tasses à pié », pesant plus de deux marcs ; Bernerd de Varey, deux tasses, l'une en « boillonnée », l'autre pleine (2 marcs d'argent) ; M. Buatier, un « gobellet d'argent couvert » ; J. Palmier, une de ses « coppes ». Pour la venue du roi, en 1434, on projette de lui offrir « une nauf d'argent doré et bien faicte » de cent marcs, on finit par lui donner « XII plas et XXIII escuelles, la moytié dorée et l'autre non ». — Vaisselle d'étain : V. chap. III, § 3.

¹⁵ Le Costume : V. Costa de Beauregard, *op. cit.* : ornemens, paremens et vestimens. — Archives de la Loire B. 1920, 1943, 1947. — Testaments, in Masures de l'île Barbe, I, *passim*.

un troisième, — privilège de gentilhomme ou servitude de robin? — Les femmes ont aussi des robes et des « cottes », des « cottes justes » pour les coquettes, de tous draps fins, de satin, de « veloux », de « taftas », des « capuçons » ronds ou pointus, tout cela de couleurs vives et très variées, « d'escarlatte », de cramoisi, de pers, de violet « couleur d'Inde », et de quinze nuances de vert. Mais on ne se fait belle qu'aux jours de fêtes : une bonne dame lègue à sa commère son bon « corset », à une autre son corset et sa tunique de tous les jours. Les vêtements sont chers, on en a peu et on les fait durer précieusement. La qualité de l'étoffe, l'ampleur des vêtements, et aussi la coupe, — il y a parmi les autres un « custurier », M^e Jaquet de Vaise, qui a chez lui un compagnon parisien, et qui fait fortune, — distinguent les bons bourgeois des gens du commun ¹⁶.

Dans les testaments, qui sont presque toujours ceux de personnes notables, on lègue aussi beaucoup de fourrures, surtout de petit gris, de vair, de genette, de penne ou d'agneau du Berry ; mais les pelletiers lyonnais, dont la clientèle est fort étendue, en ont un bien plus bel assortiment. Les chanoines de Saint-Jehan, pour les jours froids où l'aumusse ne suffit pas, portent de grands manteaux noirs, assurément doublés de fourrures ¹⁷.

Quelques bourgeois, comme les gentilhommes, ont de nombreux bijoux : chapel ou chapelet de perles, d'or, ou « feuilleté d'or », « grand fermaillon d'or et petit fermaillon », anneau d'or monté d'un grand saphir chez les Ville-neuve, plusieurs saphirs chez les Chevrier, plusieurs chez les Varey, et qui leur viennent de loin, colliers et ceintures

¹⁶ Jaquet de Vaise et son compagnon Jehan de Paris, coduriers : Jaquet commence avec une maison au clos St-Pierre et avec une petite vigne, puis acquiert une grosse maison en la Saunerie (443 l.), son meuble grossit à 350 l.; il faut ensuite l'admodérer « car son compagnon l'a abandonné ».

¹⁷ Fourrures : V. ch. III, § 3.

d'argent, travaillés à la plus belle mode, et plus lourds que l'on ne saurait croire ¹⁸.

La chaussure habituelle est l'écouffe de cuir souple à semelles épaisses, que Lyon fabrique en grand ¹⁹. Les housseaux sont peu portés, car on va peu à cheval dans la ville, et les Lyonnais n'ont guère de chevaux. Les messagers, au moment de partir, en achètent ou en louent, aux frais de la ville, et ce sont toujours courtauds de peu de prix. Les médecins ont leur mule, certains prêtres aussi, mais les chanoines de Saint-Jehan, qui ne vont pas à pied hors du cloître, ont leurs écuries bien garnies de palefrois et de haquenées ²⁰.

¹⁸ Bijoux : R. C., II, p. 236 : P. de Gez, une « corroye d'argent » de 4 écus ; Humbert de Varey, un collier d'argent cordé de deux marcs deux onces. Mesures de l'Ile Barbe, Testaments : Mat. de Varey, 1397 : son anneau d'or et son saphir ; Henry Chevrier, 1394 ; son plus grand et meilleur saphir ; Aynard de Villeneuve le grand, 1398 : son saphir « persia » ; Catherine de Varey, 1436 : « son gros chappel, gallicé freppa, son gros fermaillon d'or, son chappel feuilleté d'or, sa ceinture d'argent, son petit fermaillot » ; Rose de Chameyer, 1441 : son grand et son petit chapelet de perles (le grand équivalait à 100 sous de rentes et une maison au châtel de Tizy).

¹⁹ L'écouffe est la chaussure ordinaire de nos lyonnais qui semblent ignorer la mode à la poulaine : c'est une empeigne de cuir souple en deux morceaux, cousue sur le pied ou derrière le talon, et ajustée à une forte semelle, telle qu'on peut en voir dans quelques musées suisses (Sion, Fribourg). Les housseaux : A. C. St-J., 27 juin 1424.

²⁰ Chevaux et mules : A. C. Saint-J., 9 mai 1419 : on paie à J. Fusil sa mule qui est fourbue... pour être allée et venue... au duc de Savoie, pour le service de l'Eglise. 23 juillet 1431 : onze écus pour un cheval du Sr chantre, qui fut pris à Quentinet par les gens d'armes... 14 janvier 1432 : vingt écus à R. d'Albon pour le cheval qu'il a donné à Liébaut de Lugnieu... A. C. Saint-Just, 18 sept. 1428 : loué une mule pour 7 jours : 14 gros. R. C. 7 janv. 1420, p. 213 : « que qui porra finer cheval s'appareille d'aler au-devant de Mons. le Daulphin ». Chevaux pour les voyages fournis ou remboursés : 24 oct. 1417, p. 82, mandement à Et. Grisset, « pour ung cheval de IIII l. X s. qu'il a perdu sur chemin par les gens d'armes » ; 4 mai 1423, II, p. 47, six francs pour « una muleta » que la ville a fournie à frère Raphaël, frère prêcheur, pour aller à Rome ; 10 déc. 1426, II, p. 209. M. Odebert, avant de partir devers le roi, demande « XL f. d'erres », « car autrement ne porroit partir, mesmement car il lui fault acheter ung cheval » ; 25 août 1426, II, p. 191, la mule de maître Etienne, qui est saisie, coûte trop cher d'entretien à l'auberge où on l'a mise : que Cavier la vende le mieux qu'il pourra, et rapporte le vrai prix ; 9 août 1435, II, p. 429 : on offrira à Mons. de Gaucourt un cheval de cent francs.

Il y a des livres aux trésors des églises, il n'y en a pas beaucoup ; de beaux missels et d'autres livres de prières, bien reliés, bien écrits, quelques-uns ont des enluminures ; on s'occupe d'en faire copier d'autres. On trouve des écrivains de forme, mais les chanoines ont vainement cherché dans la ville un enlumineur en 1428. ils en auraient eu deux en 1446. Les chapitres ont aussi des Bibles, des collections de Décrétales, des manuscrits anciens très précieux qu'on garde au plus profond des coffres, et aussi quelques Sommes et Miroirs, quelques répertoires utiles qu'on protège avec des reliures de planches et qu'on enchaîne, en manière de précaution²¹. Pour les particuliers, Messire Paterin a son Psautier, qu'il lègue à son frère Dalmas, moine de Belleville, « mais qu'il n'aille pas à son abbé », Jehan Le Viste a toute une bibliothèque : sa Bible, qui doit toujours rester dans la maison paternelle, ses livres de droit, qui vont à son fils Jehan, comme il convient, et aussi des « romans et autres histoires » tant en français qu'en latin, qu'il faudra partager entre tous ses enfants ; les autres professeurs de lois ont aussi, sans doute, quelques volumes. Nous devons supposer que les couvents de moines mendiants, qui fournissent à l'Eglise de Lyon lecteurs et prédicateurs, possèdent les ouvrages utiles : les Augustins seront bientôt renommés comme de grands savants. Mais les vieux ordres ne pensent guère qu'à bien conserver leurs titres de propriété cousus bout à bout et roulés en larges et épais cylindres : aucune des abbayes de la région n'a laissé de ce temps la moindre chronique.

Le commun peuple s'éclaire à la chandelle et n'offre pas autre chose à la Vierge et aux saints : c'est ce que l'on débite aux portes des églises ; il existe une qualité supé-

²¹ A. C. Saint-J., 19 janvier 1428 : deux florins à un bon copiste pour un évangile et un livre d'Epîtres... tâcher d'en trouver de tout faits... faire enchaîner « incatenare » un psautier qui est dans le chœur. A. C. S. J., 16 fév. 1435, M^e Humbert Bonte, « scriptor forme ». Masures de l'île Barbe, I, p. 577. Testament de J. Paterin. Manuscrit 264 fonds Coste, à Lyon (Célestins). Testament de J. le Viste.

rière qui s'appelle chandelle de bougie. Les épiciers vendent des cierges et surtout des torches de cire, qui doivent être une spécialité de Lyon, puisqu'elles font toujours partie des cadeaux offerts aux personnages officiels : les torches pèsent trois livres environ ; quand elles ont servi, l'épicier reprend ce qui en reste et le remet à la forme. On se chauffe avec du bois, venu surtout par le Rhône de Savoie ou du Dauphiné, mais aussi taillé dans les broteaux et débité sur place. Le charbon « de pierre », qui vient du pays de Jareys, est employé par les faures pour le travail des métaux ; il est possible qu'on en fasse déjà d'autres usages, puisque Madame de Bourbon, étant à son château de Sury, en fait venir de Sainte-Foy ²².

Le peuple de Lyon mange beaucoup de pain et boit beaucoup de vin. Les Seigneurs de Saint-Jehan, maîtres à divers titres de presque toute la campagne, reçoivent le blé et le seigle dans la Grenette et font les prix, le seigle valant deux fois moins que le blé. Les consuls surveillent les variations des cours, et d'après eux, taxent le prix du pain : les panetiers lyonnais font de gros pains bruns de huit à onze livres et du pain plus blanc, en miches de huit à onze onces ; les prix sont fixes et les poids varient : le gros pain est à quinze deniers, les miches à deux deniers. Les boulangers forains sont admis à vendre sur les places, au même prix, mais ils doivent toujours fournir soit une livre, soit une once de plus. A partir de 1420, les variations excès-

²² Les torches : R. C. passim. Les torches offertes aux hôtes de la ville. Les torches portées aux réceptions et aux sépultures... Les torches offertes à N. D. de Saint-Nizier pour la victoire d'Anthon... Les chandelles : R. C., 7 janvier 1420, p. 214, la livre de chandelles taxée à 15 dt; 18 oct. 1422, II, p. 21 : une livre de chandelles mises en la chapelle du Pont... 5 janvier 1420, p. 212, une livre « chandoilles de bogie » pour ladite chapelle; le 11 nov. 1429, II, p. 315, vingt-cinq « chandeiles de siri », et C. C. 3, f° 186, Joffrey de Saint-Barthélemy, « ung banc à vendre chandeyles » à N. D. de l'Isle: 80 l., malgré la redevance de 7 florins au sacristain de l'Isle. — Le bois : R. C., 7 janvier 1420, p. 214 : « charra de boys léal et marchant », 10 dt; 23 déc. 1425, II, p. 163, deux charrées de bois pour chauffer les auditeurs des comptes en la maison de ville. — Le charbon de pierre, R. C., 13 avril, 5 juillet 1421, 21 mars, 4 mai 1422, p. 296, 314, 367, II, p. 3 : il est question d'un passage de 40 benes. Comptes du Courrier de Saint-Pol: f° 19, 1427-28 : prix d'une « benne » (60 l.) trois gros un blanc. Archives de la Loire, B., 1940.

sives des monnaies ne permettent plus de maintenir la taxe qu'on rétablira pourtant, la misère devenant cruelle, en 1433, mais on contrôle sévèrement les pesées : des peseurs jurés vont chez les boulangers, munis de balances de cuivre et de sept poids dans un sachet de toile, le tout « eschandillé » par les gens de Monseigneur de Lyon, suivant son privilège, et veillent à la loyauté. Quand l'on ne taxe plus, la municipalité continue à s'occuper activement du ravitaillement en grains : pour que le pauvre peuple ne souffre pas de la faim. Souvent l'on voit consigné aux Registres le prix du bichet ou de l'ânée de froment ou de seigle, et plusieurs fois les consuls s'adressent au duc de Savoie et aux gens du Dauphiné pour qu'ils laissent venir à Lyon les grains nécessaires à la ville ²³.

Le vin est produit en abondance par le pays même, mais la ville en reçoit aussi de Beaujolais ou même de Bourgogne par les ports de la Saône : en tout temps on peut acheter à Lyon du vin de Beaune. La Commune lève sur tout le vin qu'on vend au détail, « à pot et à chopine », un droit du dixième du prix. Cet impôt est affermé et produit environ cinq cents livres de bonne monnaie ; quand, aux mauvaises années, il est perçu directement par la ville, il ne rapporte jamais moins de trois cent cinquante livres. Le prix de l'ânée (deux hectolitres) se tenant autour de dix sous, il se vend donc à Lyon, sur les comptoirs, « à pot et à symèse », plus de sept mille hectolitres de vin par an, en tablant sur les chiffres les plus bas ; or ce n'est qu'une assez faible partie de la consommation : les ecclésiastiques

²³ Le pain : R. C. p. 31, 123, 148, 182, 213, 230, 323, II, p. 389, 428 : 5 mars 1417, le bichet de blé à 7 gros : les miches de 2 deniers, 12 onces ; 13 juil. 1418 : « taxé le bichet à 7 gros, afin que les bolangiers cuysent le pain pour le menu pueple qui se plaint de la faim ». 30 janv. 1419 : le blé à 7 gros le bichet : les pains de 15 deniers à 9 livres, et les miches de 2 deniers à 9 onces (l'impôt du 1/10 est supprimé). 5 août 1419, les pains de 11 livres, les miches de 11 onces ; 7 janv., 19 fév. et 11 mars 1420, le pain à 8 livres et la miche à 8 onces ; cette année-là le blé est à 14 ou 15 sous le bichet ; le 11 sept 1421 il est à 20 gros. On retrouve la taxe après 1433 : 6 sept. 1434, que les panetiers cuisent à 10 blancs, et l'on verra le marché du blé à la grenette ; le 7 août 1435, à 12 blancs le bichet.

sont exempts de la taxe, Ainay et Saint-Pierre vendent au détail dans leurs « Caves » et dans les auberges qu'ils font tenir, d'autre part chaque citoyen peut vendre en franchise et comme il lui plaît le vin de sa vigne, et il n'est pas question du commerce de gros. On boit donc à Lyon à notre époque beaucoup de vin, comme aujourd'hui, et, comme aujourd'hui encore, le bon peuple y attache grande importance : chaque fois que les consuls entrent en contact avec des ouvriers, ils leur font donner à boire, aux dépens du commun. L'archevêque ou le Chapitre lèvent une leyde assez légère, le banvin d'août n'est plus qu'un souvenir ²⁴.

Pour les autres denrées, divers textes nous donnent des renseignements fragmentaires mais assez abondants : lors du passage du Dauphin Charles, au mois de janvier 1420, les consuls taxent les denrées, d'abord le foin et l'avoine, pour les chevaux de la suite du prince, puis les chapons et les gélines, les lièvres, les « cunils », les perdrix vermeilles et blanches, le quintal et la livre de fromages, enfin la cire et les chandelles et le « char de boys léal et marchant » ²⁵. D'autre part, on offre volontiers à ceux que l'on veut honorer de beaux poissons de la Saône, à très haut prix, ou toutes autres victuailles ; un certain jour maigre de 1417, le dîner des hommes de guerre qui vinrent avec le bailli visiter les fortifications, se compose de pain, de vin et de poissons ²⁶. Enfin, lorsque les consuls font

²⁴ Le vin : R. C. 21 janv. 1417 : on donne à Mons. de Lyon à son avènement deux queues de vin blanc et « claret » du meilleur qu'on a pu trouver : le tout vaut 9 livres environ, soit 15 sous l'année, à 6 années par queue. Le 6 août 1416, un barral (demi-année) de bon vin vaut 8 sous 9 deniers soit 17 sous 6 deniers l'année. Archives de la Loire, B. 1920, « quérir à Lion vin de Beaune pour Mons. » V. pour « le vin des compagnons », R. C. passim. et II, p. 316, 484.

²⁵ Denrées : R. C. 5 janv. 1420, p. 213-214. Lors de la captivité d'A. d'Ars, les chanoines font livrer à son neveu Léonard, qui tient pour lui Rochetaillée, 24 écus, 3 années de froment, 6 années de vin, 8 jambon, 3 grandes pièces de porc salé, 1 bichet de pois blancs, 1 demi-quart de sel et d'huile (A. C. S. J., 1^{er} juin 1430) ; le 26 juin 1434, ils offrent à leur ancien collègue J. de Norris, archevêque de Vienne, une demi-douzaine de chapons, une douzaine de poulets, une douzaine de « pinjons ».

un séjour à Roanne, aux arrêts, la ville paie leurs dépenses de bouche, et quelquefois les comptes nous en livrent le détail : les repas, fournis par quelque hôtelier et servis par les valets des prisonniers, paraissent d'abord peu coûteux, malgré leur abondance, mais on paie à part le poisson et les dépenses faites chez l'épicier et le pâtissier²⁷. Lyon est d'habitude bien approvisionné de toutes choses, même rares, même exotiques : les comptes de Madame de Bourbon nous apprennent que l'on y trouve des « pommes d'orange »²⁸. Des testaments nous pouvons aussi apprendre quelque chose : Jehan de Chaponnay laisse à sa femme Catherine Chapuisse, si elle ne veut demeurer avec son héritier, une pension comprenant entre autres, pour chaque année, « ung barral d'uyle, six asnées de froment, avec ung bon bacon »... Un gentilhomme lègue à son neveu « ung comble de chastaignes »²⁹.

De même que l'on offre aux nobles visiteurs des torches de cire, six, huit, dix, douze, dix-huit, vingt-quatre, suivant le rang et la notoriété du personnage, la sympathie qu'on a pour lui et le besoin qu'on a de lui, le consulat et le Chapitre donnent aussi traditionnellement, autant de livres d'épices, de confitures ou de dragées : ces trois mots signifiant à peu près la même chose. Ce sont là denrées chères et assez rares dans la France propre, et dont la ville de

²⁶ R. C., 6 août 1417, 30 août 1421, p. 68, 322 : on paie 45 sous pour le poisson, et 8 sous 9 deniers seulement pour un barral de bon vin, au dîner des experts. Le poisson offert à Symon Charles a coûté 17 livres 5 sols, mais la monnaie est très dévaluée.

²⁷ Il est souvent question des dépenses faites par les conseillers à Roanne, mais les indications de détail sont assez confuses ; voici deux prix entre autres : le 11 janvier 1426, payé à Guillaume Testut pour un dîner en son hôtel « au despartir dud. arrest », 15 d. t. (R. C., II, p. 166). « C'est la dispense que moy Pierre Gontier ay fete à Ruenne pour Mes. les Conselliers... » Le 8 mai [1436], le dîner 27 gros 5 d., le souper 29 gros 14 d., C. C. 395, n° 86, cité R. C., II, p. 462. V. aussi mandement du 14 déc. 1430 (C. C. 395, n° 75, R. C., II, p. 319), « XXVIII gros à J. Doulion... qui deus luy sont puis la Careyme passée, tant pour espices, vin, comme autres denrées prinses en sa maison de part nous qui estions arrestés à Roanne... »

²⁸ Archives de la Loire, B. 1947 : les pommes d'Orange.

²⁹ Mesures de l'Île Barbe, testaments, I, p. 439, 505.

Lyon a, pour le royaume, le monopole de fait, recevant ces marchandises de Montpellier et d'Avignon. Un certain nombre de pensions sont établies en épices, ou même en « sauce aux épices », elle-même d'assez haut prix ³⁰.

La viande se vend au maysel, on ne la pèse pas toujours, il arrive qu'on la mesure : une coupe de viande est servie tous les ans par les héritiers d'un boucher à sa veuve. Le droit féodal sur les langues a été naguère acquis par certains bourgeois auxquels l'archevêque a dû le racheter ³¹.

Le marché aux herbes et autres produits de la campagne se tient tous les jours, de Saint-Nizier au pont de Saône, en « l'herberie, la cunillerie, la poulaillerie, la fromagerie ». La ville le garde franc, pour attirer les campagnards, et fait rendre gorge au badel de Saint-Nizier, qui a voulu lever un droit ³². Un autre marché a lieu à la part du Royaume, sur lequel le Chapitre a droit à une dîme en nature, le « copon », que perçoit le roi du cloître avec ses coponniers ³³.

Le sel, enfin, n'a pas de marché libre : il n'y a pas encore de grenier à sel à Lyon, — cela ne tardera guère, — mais les Seigneurs d'Eglise ont le monopole du transport et de la vente, privilège qu'ils ont baillé à fief aux Chapuis de Condrieu : ceux-ci y ont fait leur fortune et gagné la noblesse. Le sel est cher, car il vient à grands frais des salins

³⁰ Les R. C. disent indifféremment : boîtes d'espices, espices confites, confiture ou dragiées. Les prix varient autour de 5 gros un tiers de bonne monnaie la livre.

³¹ C. C. 3, f° 252. La releycie de Gonet de Combe. Masures de l'île Barbe, I, p. 628. Amé de Talaru lègue à son successeur le droit sur les langues débitées par les mayselliers qui vendent de la viande près de Saint-Nizier. Il en possédait encore la moitié. Il a reçu le tiers en legs des Pompière, et a racheté le reste aux Chaponnay.

³² Le marché. V. R. C., 10 déc. 1420 : l'affaire du badel de Saint-Nizier : « Jehan Bonart... a gagié l'amende en baillans son chapiron... pour ce car sambedi derrier passé, il gagia comme badel et officier dud. Saint-Nizier, tous ceulx qui vendoient leurs marchandises et danrées mangeables et autres en la place commune devant le dit Saint-Nizier, où l'en a acoustumé de tenir le marchié publique, à lui payer certain tréhut qu'il disoit à lui estre deu... »

³³ Le copon : A. C. Saint-J., 25 juin 1419, entre autres.

du Midi, et supporte chemin faisant beaucoup de péages ; la ville prélève aussi un gros par chaque « quarte » vendue, qui lui rapporte bon an mal an deux cents livres tournois ³⁴.

Tels sont les quelques faits livrés par les textes contemporains. Connaissant d'autre part les salaires et les revenus des habitants de Lyon, sachant que les Eglises et, par leur intermédiaire, les bourgeois riches faisaient d'assez larges aumônes, nous pouvons conclure que les citoyens mangeaient à leur appétit, et que les pauvres même ne mouraient pas de faim.

Les épiciers de Lyon, les plus grands du moins, sont en même temps apothicaires : nous avons un mémoire de Gonthier au Chapitre pour des drogues fournies aux clerges, drogues bénignes et fort communes, et la mention de quelques remèdes achetés à Lyon pour la maladie de la duchesse Anne Dauphine, malheureusement sans grand détail. De même nous ignorons à peu près tout des maladies de nos concitoyens et de leurs médecins.

De grandes « mories » ou « empédimies », qui font des victimes par centaines et mettent tout le monde en fuite, se développent assez souvent, sans obstacle, et s'arrêtent au bon plaisir de Dieu. Celle de 1418 fut grave, sans prendre cependant les proportions d'une catastrophe ; il y en

³⁴ V. ch. IV § 3.

³⁵ V. A. C. St J., 5 juin, 1 déc. 1416. G. Gontier, apothicaire devant Saint-Nizier. Ni les Nommées de 1446, ni les R. C. jusqu'en 1450 ne connaissent d'apothicaires, ils disent toujours épicier. V. Archives de la Loire, B. 1959, les remèdes sont pris chez Dodieu.

³⁶ Les mories : pour celle de 1418. V. II^e Partie, ch. I, § 1. A. C. Saint-J., 25 juin 1418, jusqu'en septembre : les Seigneurs s'en allèrent, « attenta necessitate mortalitatis nunc vigentis ». Le chapitre réunit trois chanoines en tout, six des douze perpétuels moururent. Livre des anniversaires de Saint-Pol : beaucoup de décès en juillet 1427 : Gilet d'Albon meurt le 27 août. A. C. Saint-Just, 7 sept. 1429 : « la mort qui est active [que valde viget] en ce moment dans la ville ». A. C. S. J., 24 septembre, le chapitre se tient à Saint-Symphorien-d'Ozon, à cause de la mortalité. La vie à Châtillon, p. 93-99 : le lundi après la mi-août 1429, le lieutenant du bailli de Bresse fait appeler les syndics : il n'a pas osé venir à Châtillon « pour la mortallité qui adon y régnait ». A. C. Saint-Pol : 12 avril 1433 (Pâques), « grande peste et famine ». (Mention aux A. C. S. J. d'une autre épidémie (4 nov. 1435).

eut au moins trois autres moins sévères, qui nous sont signalées par les Actes capitulaires en 1427, 1429 et 1433 ³⁶. Nous savons que certains chanoines se faisaient dispenser des offices comme goutteux ; le « mal de chambre » qui retient Léonard Caille à la maison en 1420, est probablement de même nature. Les Actes de Saint-Jehan parlent aussi par incidence d'une maladie nommée rougeole ³⁷ ; les livres des anniversaires enregistrent une proportion anormale de décès d'enfants ; les Nommées et les testaments signalent quelques idiots et quelques aliénés, et, de ce que les consuls supplient le roi de permettre le séjour en la ville de Messire Gabriel le Juif, physicien, qui y faisait de belles cures de bosses, nous pouvons induire qu'il y avait des bossus ³⁸. Les religieux de Saint-Antoine recevaient dans leur hôpital les « contracts » et probablement tous les incurables, sauf les lépreux. De ceux-ci, les consuls s'occupent assez souvent ; à part quelques personnes riches pour lesquelles leurs familles payaient pension dans des couvents où elles étaient « rendues », les « ladres » habitaient hors la ville et menaçaient d'y entrer chaque fois que l'ennemi approchait ou quand diminuaient les aumônes ; ils y pouvaient d'ailleurs circuler à certains jours et moyennant certaines précautions, et n'en étaient totalement exclus que pendant les fortes chaleurs. Ils étaient assez nombreux : on voit des hommes en pleine activité contracter la lèpre et se retirer du monde, comme

³⁷ Maladies : « Guttosi », A. C. Saint-J., 29 nov. 1415. « Le mal de chambre de Léonard Caille ». R. C. sept. 1420. « Quedam morbum dictum rogeolam », A. C. S. J., 11 janvier 1434. Le 14 septembre 1416, Humbert de Varey, le prévôt, fait acte de présence à Saint-Jaqueme puis « s'en entra en son hostel, pour la maladie du petit Humbert son fils, R. C., p. 6.

³⁸ Aliénés, idiots, paralytiques : peu de renseignements : Masures de l'Ile Barbe, I, p. 405, Testament de Cl. Béraud : son fils Claude, estropié et impuissant de son corps. C. C. 3, f° 145, amodération du meuble de J. Chevrier » compris... l'inconvénient de Pierre, son frère, tombé en folie.

ce tailleur de pierres de Saint-Jehan, à qui les chanoines firent une pension jusqu'à sa mort³⁹.

Presque toujours, dans nos documents, l'homme que l'on dit malade est bientôt mort : le barbier du coin saigne à tort et à travers; une fois, à Saint-Pol, on voit le chirurgien faire les frais des obsèques de son client et payer son anniversaire. Les médecins sont peu nombreux : un seul, M^e Etienne Giscle, semble avoir eu quelque notoriété : on l'appela au chevet de la duchesse de Bourbon, mourante en son château de Cleppé, et ses honoraires sont de dix livres, quand ceux du médecin ordinaire ne sont que de six. Aux Registres consulaires, il tient une certaine place : privé avec ses confrères de l'exemption de toutes tailles et faits de ville dont il jouissait, pour avoir fui parmi les premiers l'épidémie de 1418, il engagea contre la ville un long procès qu'il finit par gagner. Sa mule, que l'on avait saisie et qu'il fallait bien nourrir, sous peine de voir s'amoinvrir le gage, coûtait si cher d'avoine qu'on la lui rendit. M^e Etienne était fort riche et n'avait pas d'enfants. Après sa mort vint à Lyon M^e Simon de « Rovedis », plus connu sous le nom de Simon de Pavie, qui prit place tout de suite parmi les bons bourgeois et fut le familier de Jehan de Varey, le courrier, avant d'être celui du Dauphin Louis : M^e Simon devint en quelques années encore plus riche que M^e Etienne, et fit refaire à ses frais plusieurs travées et la façade de l'église des Cordeliers. Au service du roi Louis XI passa aussi le barbier lyonnais Girerd Symon. Lyon reçut, avant 1430, le médecin espagnol Nicolas de L'Ange, dont la carrière fut d'abord tout à fait modeste, et qui ne fit parler de lui que beaucoup plus tard⁴⁰.

³⁹ C. C. 3, f^o 310 v^o, Pasquet le charron, X florins de pension à sa fille rendue à Polletens. R. C., 19 juillet 1425, 18 avril 1428, II, p. 188, 267. A. C. S. J., 2 juillet 1425, 25 juin 1427 : P. Noyzet choisi en 1425 pour gouverner les travaux, commander les ouvriers, travailler de ses mains, à 10 fr. par an, devient lépreux en 1427 : 2 gros chaque semaine, tant qu'il vivra, attendu qu'il a bien servi l'église.

⁴⁰ Médecins : C. C. 3 en 1446 : physiciens : maître Symon de Pavie, f^o 264 v^o; maître Mathieu de Carouge, f^o 259; M^e Jaquet de la Crois, f^o 161; M^e Antoine le Fizicien, f^o 246. Noter aussi Janete la Fizicienne



La journée du bourgeois lyonnais commençait de très bonne heure et finissait tôt. Les cloches annonçaient au petit jour l'ouverture des portes; au soir tombant, le « séral » de Saint-Jehan sonnait le premier, on fermait les grandes portes du cloître et de la ville, et sans doute aussi les auvents des boutiques; bientôt après venait la fermeture des guichets et le couvre-feu, au signal donné par la cloche de Saint-Nizier, ce que l'on appelait le « gros séral »⁴¹.

Tous les jours ouvrables on travaillait du matin au soir, comme on sait travailler à Lyon, et ces jours-là sont sans histoire: les plus riches eux-mêmes s'occupaient sans relâche de leurs affaires et de celles de la ville. Les gens de bon renom ne sortent pas le soir, et les noctambules sont mal notés:

« Ne ressemble chauve-souris,
« Qui de nuyt va et est hardie... »,

et le Sturgien M^e Nycolas, f^o 263. R. C. 12 nov. 1420. M^e Gabriel — ou Raphaël — le Juif; le 3 déc. 1422: les Consuls écrivent au duc de Savoie qu'ils lui donnent un sauf-conduit, et le lui recommandent. Nicolas [ou Jacques] de Lange, est légendaire, mais très mal connu: Etranger de naissance, médecin de Montpellier, quelque peu magicien, attaqué par Gerson en 1428 (lettre du 8 déc. contre un médecin de Montpellier qui vendait une médaille avec l'image d'un lion pour guérir les maux de reins; *Traité contre M^e Jacques l'Ange, médecin de Montpellier...* Opera I, p. 612-615), poursuivi par le chapitre en 1434 (A. C. S. J., 12 oct.), doit-il être identifié avec le M^e Nicolas, sturgien, cité plus haut? M^e Etienne Giscle: la Ville lui demande un prêt: R. C., 2 juil. 1421. son procès, R. C. 13 juil. 1418, plusieurs mentions en 1419-20-24-25-26-28, terminé le 13 avril 1429 à son avantage. V. deux registres des Archives municipales, un de témoignages médicaux en sa faveur, C. C. 343, 18, l'autre, copie de tout le procès, C. C. 4247; et la lettre de l'Université de Montpellier, A. A. 69-63. V. Archives de la Loire, B. 1959: « M^e Estienne, de Lyon ». Il est gravement malade en 1430 (A. C. Saint-Pol, 1^{er} août) et meurt la même année. Son héritier est le chanoine Humbert Roland, de Saint-Just, son neveu, pour les intérêts de qui il avait en 1428 présenté au chapitre une bulle « male ortograffiata, falso latino munita » (A. C. Saint-Just, 14 avril).

⁴¹ R. C., 21 sept. 1416: « deux prêtres après gros séral heurtent la porte du pont du Rosne... ». A. C. Saint-J., Mme de Bourbon au cloître: v. II^e partie, ch. IV, § 3.

écrit pour son fils François Garin. Les jours fériés, la matinée étant prise par les offices et les processions, et le repas se prolongeant longtemps après-midi, donnaient eux-mêmes peu de place aux distractions.

De 1417 aux premiers jours de 1436, je n'ai pu trouver dans tous les documents qui ont passé sous mes yeux aucune mention d'une fête quelconque, si l'on excepte l'entrée du Dauphin en 1420, celle du roi en 1434, et la proclamation de la paix d'Arras au mois de janvier 1436. Le cortège de 1420 fut modeste, celui de 1434 comporta quelques divertissements ; en 1436, des « chaffaulx » furent dressés sur le portail de Saint-Jehan et devant la chapelle des Jacobins, on y fit « les personnages » en l'honneur de la paix : ces trois circonstances sont les seules où le consulat ait consenti quelque dépense. Pour la Noël 1426, les consuls, ayant entendu dire qu'on allait jouer « la Nativité », s'en allèrent plaindre au bailli et demandèrent qu'il interdît la représentation. En 1419, on fit le long du Rhône un « versail » pour s'exercer au tir ; il est aussi question d'une cymaise d'étain, pleine de vin, je suppose, que l'on donnait en prix ⁴². Les exercices de force et d'adresse étaient méprisés et redoutés :

« Jousteur, luyteur, sauteur ne soyes
 « pour conserver membres et corps...
 « mains blessés j'en ay veu et mors...
 « aux nobles laisse les efforts,
 « lesquels sont pour suyvre la guerre.

⁴² Ajouter les fêtes de la translation aux Célestins « du chief des X mil martis », C. C., 399, n° 71. Pour la venue du Dauphin, voir R. C. 13 sept. 1410 à 1^{er} fév. 1420 et A. C. Saint-J. V. II^e partie, ch. II, § 3. Venue du Roi: V. II^e partie, ch. IV, § 3. La paix d'Arras: V. II^e partie, ch. IV, § 4. La Nativité: R. C., 24 juil. 1426: « Que l'on signifie à Mons. de Lion et à Mons. le bailli ou son lieutenant la feste de la Nativité que l'on veut faire en ceste ville, et s'en conseiller à eux que sera de faire en ceste matière »... Cf. Gerson, Opera, IV, 036: « contra ludum stultorum ». Le Versail et la cymaise: R. C., 26 nov. 1417, 14 avril 1420, 17 janvier 1421, p. 88, 237, 283. La loge de feuilles: A. C. Saint-J., 22 juin 1435 et les fêtes de la Saint-Jehan. La procession des pelletiers; Obituaire de Saint-Jehan, P. J. n° 16, p. 185. V. aussi Rubys p. 500 et seq.

« En toy tousjours soit le remors
« que pour peu l'on est mis en terre... ⁴³ »

Les historiens lyonnais du xvi^e siècle ont énuméré quelques fêtes traditionnelles : la Fête des Merveilles, qui cessa d'être célébrée vers 1400, la Fête du Cheval fol, à quoi aucune allusion n'est faite dans nos textes, de grands concours d'arc et d'arbalète, que nous avons vu réduire à si peu de chose. Les feux de la Saint-Jehan se font encore tous les ans sur les ponts et à tous les « troyves » et carrefours : dans la grande église, on bénit ce jour-là le vin que les coponniers vendent aux portes du cloître, sous des « loges de fueilles », et qui guérit beaucoup de maux.

Hormis les cérémonies religieuses, il semble que la vie était à Lyon tout à fait monotone, ou que les Lyonnais de ce temps trouvaient dans le travail et dans l'espoir du gain leur pleine satisfaction, ou mieux, qu'ils prenaient à huis clos, dans leur famille et dans leurs petits groupes de métier les plaisirs à leur convenance.

Les enfants allaient-ils à l'école ? Certainement, les garçons du moins : tous les bourgeois d'un certain rang savent écrire, leurs signatures sont lisibles et bien formées. Il existe à Lyon un grand nombre de notaires qui écrivent en latin, en général grossièrement ; leurs clercs se recrutent dans un milieu modeste, de même que ceux des greffiers et de tous les gens de loi, et aussi ceux des gros marchands, et encore le mandeur et les autres serviteurs de la Commune : nous avons des textes de toute sorte de mains. La nécessité d'une instruction élémentaire s'impose à beaucoup de gens dans une ville de commerce : un bon marchand doit « apprendre à bien nombrer » ; il doit pouvoir tenir ses livres :

« De pourvéance vueilles vivre
« et dix pour cent y gaigneras.

43 Fr. Garin : la Complainte et régime de Fr. Garin, Paris, 1495.

« Escriptre tu dois en ung livre
 « au plus près ce que despendras,
 « et pour savoir comment vivras,
 « une fois l'an bien pourras veoir
 « comme gouverner te debvras :
 « bon fait sa despense savoir. »

Il faut donc qu'il puisse dresser son inventaire et, même s'il dispose d'un clerc, sera-t-il bien avisé de revoir ses comptes tout à loisir :

« Souvent ton compte vérifie,
 « pour gainz ou perte recongnoistre... »

Les enfants vont donc à l'école. Il y a des écoles laïques : les Nommées nous font connaître « la Germaine, maïstresse de l'école », qui est bien pauvre ; d'autre part, la Commune paie en 1428 le loyer du nouveau maître des écoles qui vient de s'installer, loyer fort cher d'une grande maison bien située ⁴⁴. Cependant il est à croire que la plupart des écoles dépendent des Eglises, régies de haut par l'écolâtre de l'archevêque. Saint-Pol a ses écoles à lui, dont nous savons qu'elles furent tenues par Gerson : d'un curieux opuscule de l'illustre maître sur l'éducation des enfants, on peut induire que ses élèves étaient déjà d'assez grands garçons, dont il fallait surveiller les mœurs tout en leur apprenant leur croix de par Dieu : les enfants allaient à l'école assez tard et n'y faisaient pas grand'chose de bon ⁴⁵ :

« Jadiz ma première jeunesse
 « fut moult lente et mal conduite... »

D'ailleurs leurs parents ne tenaient pas à ce qu'ils fus-

⁴⁴ La Germaine, maïstresse de l'escole, C. C. 3, f° 166. Le loyer du nouveau maître des escoles : R. C. 9 août 1928, II, p. 279.

⁴⁵ L'écolâtre Jehan de Pont-de-Veyle assiste au serment d'Amé de Talaru comme abbé de Saint-Just (A. C. Saint-Just, 2 mai 1417). Paradin a vu une pièce de 1410 : transaction entre le chantre de Saint-Jehan et le sacristain de Saint-Pol exceptant les petites écoles de Saint-Pol de l'autorité du chantre. V. aussi Gerson, op. II, p. 376 : Tractatus de parvulis ad rectores puerorum.

sont trop savants, et ne les poussaient pas à beaucoup lire :
« les beaux livres », dit François Garin.

« Trop les aimer n'est pour le mieulx
« à gens qui suyvent marchandise... ⁴⁶ »

Saint-Nizier et Saint-Just ont des « clergeons ». Saint-Jehan a, sous la direction du manécantant, toute une école de jeunes gens qui chantent au chœur, font des études de grammaire, et probablement parcourent tout le « trivium » jusqu'à ce qu'ils soient grands et ne puissent plus chanter les parties hautes. Alors les uns deviennent clercs et entrent aussitôt dans les services du Chapitre ; les autres, mieux doués, sont envoyés aux écoles, on les retrouve plus tard gradués et pourvus d'un bénéfice autour de la grande église. Les clergeons de Saint-Jehan, logés, nourris, vêtus, objets de toute la sollicitude des Seigneurs, sont choisis, entre beaucoup de candidats, parmi les enfants des serviteurs de l'Eglise, les protégés du clergé et des religieux, mais aussi parmi les cadets des bons bourgeois : la manécanterie de Saint-Jehan est une sorte d'école secondaire.

Il y a toujours au cloître un « lecteur » de théologie, fourni par l'ordre de Saint-Dominique, et qui fut de notre temps, pendant plusieurs années, frère Raphaël de Cardona ; ce lecteur, dont nous ne connaissons rien que son salaire et les cadeaux qu'on lui fait, enseigne à un certain nombre de clercs les éléments de la théologie et des Saintes Ecritures ⁴⁷.

Pas d'école de médecine : les praticiens de quelque autorité, comme M^e Etienne Giscle et, après 1433, M^e Simon de Pavie, peuvent bien grouper autour d'eux quelques disciples, mais seule l'Université de Montpellier leur donne la licence de saigner et de purger, avec les hauts privilèges attachés au titre. Les apothicaires sont purement et simplement des épiciers, dont trois ou quatre sont dits « espers » en l'art de mélanger la poudre de bombarde.

⁴⁶ P. les Clergeons, v. ch. II, § 5.

⁴⁷ Le lecteur du cloître : v. ch. II, § 5.

Quant aux barbiers-chirurgiens, l'existence d'une très ancienne chapelle de Saint-Côme et quelques allusions çà et là nous font croire qu'ils formaient un métier juré, tenant la main à l'apprentissage et contrôlant l'exercice de la fonction.

S'il y eut jamais un enseignement organisé à Lyon, ce fut celui du droit, du droit écrit, ou droit romain, que la ville se flattait d'appliquer dans ses Cours et tribunaux. Les traités de 1312-1320 donnent en propres termes à la Commune le privilège de « tenir professeurs de lois », et le ^{xiv}^e siècle nous fournit les noms de Barthelemy de Montbrison, d'Etienne de la Mure et d'Anselme de Durche ; de notre temps, M^e Martin Bennot, M^es Guillaume et Jehan de Bames, Messire Guicherd Bastier, peut-être aussi Le Viste et Paterin ont porté le titre et certainement professé ⁴⁸. Mais là encore la collation des diplômes ne leur appartenait pas, et nous voyons les étudiants partir pour Paris ou Poitiers, et plus souvent encore pour l'Italie, et y prendre leurs grades : au moment même des grands exploits de Jehanne d'Arc, Gui Pape recevait à Padoue le bonnet de docteur. Ces maîtres toutefois pouvaient former les notaires, les examiner, et leur procurer la nomination royale, impériale ou apostolique qui leur permettait d'exercer et de conférer l'authentique aux actes qu'ils dressaient. Parmi les revendications que la ville soumet périodiquement au roi, se place toujours, avec les foires, la limitation de la sénéchaussée et le Parlement de droit écrit, l'Université, aussi de droit écrit, qui coûterait peu à établir, puisqu'il

⁴⁸ V. Cartulaire Municipal, p. 27, lettre patente du 9 mai 1302 : « Philippus... et habendi insuper in dicta civitate egregia studium scholarium et regentium in jure civili et canonico ad docendumque artes alias liberales... », p. 87, 6 mai 1328 : « ... doctoribus et bacalariis decretorum et legum in dicta civitate volentes hujusmodi scientias legere et docere... » Professeurs de lois : Maître Martin Bennot, Jehan et Gaspard de Bames, Pierre et Ph. Burle, et Guicherd Bastier. R. C., 14 juillet 1424, 28 juin 1426, II, p. 103, 186. Admodération des héritiers de M^e Martin Bennot, de M^e P. Buer qui sont aux écoles. C. C. 342, Jehan Jossart le jeune, étudiant à Paris en 1416. Gui Pape, Decisiones, quaestio LXXXIV, meditationes aliquot historicae.

suffisait de développer normalement le studium lyonnais déjà bien vivant, et à qui la cité seule fournissait une raisonnable clientèle ⁴⁹.

Lyon, qui est un pays de droit romain, se trouve sur la limite de la langue d'oc et de la langue d'oïl. Les plus anciens textes en langue vulgaire sont d'aspect tout méridional, mais l'évolution vers le langage français s'est faite très vite et très complètement : le Vaillant de 1388 renferme encore plusieurs formes de transition, mais dès le commencement du xv^e siècle, la ville parle français, et la langue qu'on y écrit ne présente guère de particularités ni même de provincialismes ; les noms propres et les prénoms eux-mêmes sont francisés : dou Nevro est devenu du Nyèvre, et Julian se dit Jülïen ; Guillerme, Guillaume... ⁵⁰

Les noms de famille sont entrés en usage de très bonne heure dans la bourgeoisie : certains remontent au xii^e siècle, la plupart au xiii^e, et tous sont au siècle suivant absolument fixes et héréditaires, dès 1320 un citoyen connu sous un nom de métier change de profession sans perdre son nom. Les noms de métiers sont assez fréquents, soit anciens et tout à fait privés de signification : Chevrier, Bastier... soit récents, et dans ce cas accompagnés de l'article : Janin le Borcier, Henry le cellier..., ces derniers sont en voie de consolidation. Bien plus nombreux sont les noms d'origine, noms de lieux : de Varey, de Chaponnay, de Cuyssel, mais aussi sans particule, Montpancier, Jareys, etc..., ou adjectifs : Allemand, le Breton, l'Ogrois, le Lorrein... Ceux qui viennent de loin subissent dans la pratique les transformations les plus bizarres, tels celui d'Imbault de Langres, essaneur, en latin Lingonensis, et qu'un scribe déforme en « L'Encomencie », ou celui de Tévenet de Semur, custurier, dit aussi Borbonnoys, dont la gaucherie des

⁴⁹ Revendication de l'Université, R. C., 26 déc. 1419, I, p. 145-146, 19 janvier 1419.

⁵⁰ Sur la langue, v. les travaux de Clédât, Philippon, Clair Tisseur (Nizier du Puits pelu) et dix autres collaborateurs de la revue du Lyonnais.

notaires a fait peu à peu, et pour toujours « de Saint-Amour ».

Un Lyonnais sur deux s'appelle Jehan : Saint Jean-Baptiste est le patron de l'Eglise et de la Ville ; les noms d'apôtres sont les plus fréquents ensuite : Pierre d'abord, puis Jacques, André, Thomas, Barthélemy, et aussi Etienne, sous ses diverses formes ; puis viennent les noms régionaux : Guillaume, Bernard, Claude, Antoine, et des noms locaux : Imbert, Aynard, Enemond. Somme toute, les prénoms masculins sont peu variés. Les filles s'appellent Catherine ou Marguerite, tous les noms d'hommes ont leur féminin, les prénoms romanesques se rencontrent assez souvent. L'hérédité impose la plupart des prénoms, mais aussi la dévotion : il n'est pas rare que deux ou même trois frères s'appellent Jehan. Signalons un fait de prononciation vicieuse trahi par l'orthographe : les noms en ard, arde, s'écrivent erd et erde : Bernerd, Richerd, Guicherd... Les diminutifs sont d'un usage constant : Janin ou Jannet, Jaquet ou Jaquemet, Bartholot, Tévenet, Guillemine et Guillemet, Gonin et Gonnet. On trouve fréquemment pour Jacques et pour Etienne les deux formes Jaqueme et Tiéven, méridionales et archaïques, la première tout à fait originale.

Les familles nombreuses sont la règle dans la bourgeoisie lyonnaise : on rencontre peu de célibataires, peu de ménages sans enfants ; les remariages sont fréquents, il n'est pas rare de voir le même homme survivre à deux et même trois épouses, avec des enfants des deux ou trois lits ; mais la mortalité est excessive parmi les jeunes : il est frappant de voir aux papiers de Saint-Pol le grand nombre de pères de famille qui fondent un anniversaire pour leurs enfants. On dote les filles pour les marier, mais on en met toujours quelqu'une au couvent avec la moindre pension possible : à la Déserte, à Poleteins, à Brienne près d'Anse ; le peuple fournit les converses et les servantes. Pour les fils, il est rare que l'un ou l'autre n'entre pas en religion, par la volonté du père, tandis qu'un autre encore, à qui l'on

espère procurer un bénéfice, sera simplement « d'église ». L'un d'eux, — pas toujours l'aîné, — continue le métier du père, ou s'assure d'un métier plus honorable et plus fructueux. Dans la haute bourgeoisie confinant à la noblesse, il arrive que l'un suive les armes et l'autre soit drapier⁵¹. La liberté de tester paraît entière, le père choisissant son héritier et ne faisant aux autres que les avantages qu'il lui plaît. Il en donne parfois la raison : Girerd de Varey partage ses biens entre ses fils, Artaud, qui aura les maisons de Fuer et de Bovent, et Humbert, qui reçoit la seigneurie de Belmont ; mais il avantage Humbert de mille écus, « attendu qu'il a plus travaillé que son frère Artaud en leur ouvrouër de drapperie » ; Claude Béraud, alias Amyot, notaire, met à la charge de son héritier Cathérin son autre fils Claude, « estropié et impuissant de son corps », et déshérite avec un cadeau de vingt écus son aîné, Pierre, « qui n'a point voulu demeurer à servir son père, ains s'est absenté et retiré... » D'autres répartissent leurs immeubles entre plusieurs enfants suivant l'origine de ces biens, donnant à chacun d'eux l'héritage entier d'un ascendant, tel que le père l'avait reçu⁵². Les bâtards, ou « donnés », sont nombreux : les maisons étaient pleines de servantes ; nulle part ils ne sont oubliés. Dans la famille du Seigneur de Sathonay, ils sont élevés pêle-mêle

51 Familles. V. Saint-Pol, Livre des anniversaires, Livre des sépultures, et Mesures de l'Ile Barbe, I. Testaments : G. de Varey d'Avauges, sept enfants (quatre fils sont d'église et deux filles religieuses). Guillemete Bullioud, femme de Me Mathieu de Carouge, neuf enfants dont sept sont morts, Messire Guillaume Jullian, huit enfants vivants. J. Dodieu, huit enfants (sur les quatre fils, trois sont moines). H. Chevrier, huit enfants, son fils Pierre en a six, son fils André en a sept. Pasquet le Charron, huit enfants. J. Paterin a eu trois femmes. G. Bastier survit à trois femmes, il a eu neuf enfants ; pourtant en 1421 il s'est fait exempter de guet et de garde sous prétexte qu'il « tient office spirituel (officiel des excès) et vit ecclésiastiquement », R. C., 30 sept. 1421.

52 Voir en particulier, parmi les testaments recueillis aux Mesures de l'Ile Barbe, ceux de Cl. Béraud, p. 401, de Françoise Bullioud, veuve de Pasquet le charron, p. 412 ; ceux des Chevrier, p. 448-453 ; de Jehan Dodieu, p. 476 ; de Guillaume Jullien, p. 513 ; de Jehan Paterin, p. 577 ; de P. de Saint-Barthélemy, p. 610 ; de noble dame Béatrix de Saint-Symphorien, mère de Jehan du Nièvre, p. 617 ; de Girerd de Varey, p. 654 ; et des Villeneuve, p. 675-686.

avec les enfants légitimes : on y trouve même un bâtard de son frère. Jehan Paterin, en 1419, veut imposer aux chanoines de Saint-Pol d'enterrer un des siens près de la porte de l'église, vers Saint-Laurent, en un lieu très honorable, et le Chapitre se fait un peu prier. Aux testaments, il est surtout question d'élever les garçons et de doter les filles : M^e Simon de Pavie, ses deux fils étant confortablement installés dans de hautes fonctions du service royal, ordonne que ses donnés, « qui sont en sa maison pupilles », soient gradués en droit ou en médecine, et leur laisse à chacun mille écus⁵³.

Les marchands en général veulent que leurs fils soient marchands à leur tour, parce que la « marchandise » leur paraît être le meilleur de tous les états :

« Quant tu auras à l'escole aprins,
 « choisir te convient party prendre :
 « alors ne soyes entreprins,
 « avec marchans te vueilles rendre⁵⁴. »

Mais le fait d'élever ses enfants plus haut que soi dans la hiérarchie sociale paraît être l'habitude de toute cette bourgeoisie de Lyon⁵⁵. Les hommes, qui voyagent volontiers et restent longtemps dehors, ont le souci des leurs, comme le bailli Philippon de Bonnay, qui se plaint dans ses lettres d'être resté un an sans voir sa femme et son ménage, et veut qu'on trouve tout naturel qu'il abandonne son poste, en pleine morie et en grand danger d'invasion, pour les retrouver⁵⁶. Le consulat, écrivant à Messire Paterin, qui est à Poitiers pour les affaires du commun, le 14 janvier 1428, lui donne familièrement des nouvelles : « Madame votre fame et tout vostre mesnage de par deçà

⁵³ Mesures de l'Île Barbe, v. Testament de Simon de Pavie, p. 595. Guil. de Varey d'Avauges, p. 655. Hugues Ferlay, Sr. de Satonay, p. 481. Voir aussi: A. C. Saint-Pol, 15 nov. 1419.

⁵⁴ Fr. Garin, op. cit.

⁵⁵ V. Vital de Valous: les origines des familles consulaires de Lyon depuis l'établissement de la Commune jusqu'en 1790. Lyon, 1863.

⁵⁶ Philippon de Bonnay: A. A. 82-24, publiée Caillet. V. II^e partie, ch. I, § 3.

son tous, la mercy Dieu, en bon point ⁵⁷ ». Gui Pape parle avec le plus grand respect de son oncle l'official, ainsi que de ses maîtres ⁵⁸. Enfin les « Complaintes et enseignemens à son fils » de François Garin, changeur et marchand de Lyon, bien qu'ils aient été écrits après le terme que nous nous sommes imposé, font revivre notre temps, puisque l'écrivain, né en 1416, vécut à Lyon son enfance tout entière. Nous avons déjà fait usage de son livre : c'est lui qui va nous dire comment on élevait les garçons : « de les battre ne soyés lâche... » et les filles :

« Sobrement les entretenir
« du boyre et de la pitance
« et oyseuses ne les tenir ! »

Et lui encore qui nous affirme la supériorité des hommes sur les femmes, celle que les maris prétendent, hors de chez eux, la porte bien refermée :

« Quant femme homme seigneurie,
« celluy n'est pas de grant valoir :
« gelline bon coq ne maistrie... »

Il conseille à son fils d'acquérir des amis :

« Amys acquiers et bien feras,
« car besoing seurement n'auras... »

De ne pas plaider :

« Pour plaît grant bource de monoye
« il fault pourter à sa seincture... »

De ne pas parler à la légère :

« La response que ung peu tarde
« Mieulx vault que le trop avancer. »

De ne pas se venger :

« Ains que tu vueilles commencer
« d'ung oultraige toy revengier,
« premièrement bien dois penser
« à l'advenir et au dangier...
« ... en tous fais bien faire son compte... »

⁵⁷ B. B. 418. La pièce, très détériorée, n'est lisible que par fragments.

⁵⁸ Gui Pape. *Commentaria in Statutum Delphinale*, parle longuement de son maître Jehan des Gras, « comes legum et canonum » et des notes qu'il a recueillies, « quando legebat... ».

De ne pas se mêler aux affaires d'autrui :

« Cerchier te convient toujours paix.

« Entens, regardes et te tais !

« Ne te vueilles trop ingérir

« à toy mesler des austruy fais :

« au tiens premier vueilles quérir... »

Avec, pour tout cela, de bonnes raisons bien égoïstes : et telle est en effet notre bourgeoisie, dans le train ordinaire de son existence. Mais nous la verrons aussi, après avoir entendu, regardé et bien fait son compte, parler haut et agir ferme, au moment du péril, pour l'honneur de la Commune, que Fr. Garin, en 1460, ne connaît plus.

Le vieil homme recommande aussi de fuir devant l'épidémie, et de ne pas se fier aux astrologues :

« A jugemens d'astrologie

« Ne te vueilles trop arrester :

« C'est moult haulte philosophie,

« pour peu l'on s'y peult mesconter... »

Et enfin, détail caractéristique, de se tenir, tout en servant Dieu et en vénérant la Vierge et les saints, à bonne distance des ecclésiastiques :

« En ton hostel jamais n'acointes

« gens d'église de quelque sorte...

« De tous il se fait bon garder,

« pour la doubtaunce des mauvais... »

Il faut d'ailleurs en éloigner aussi les étrangers. Dans la troisième partie de son œuvre, Fr. Garin développe une hostilité farouche à tout le clergé, qui dépasse de loin celle du commun : le vieux marchand, ruiné, malade, n'attend plus que la venue de l'antéchrist..., mais nous y retrouvons dans le détail les vieux griefs du peuple de Lyon : les grands procès des « sépultures », l'horreur des excommunications injustes, un doute sur les Indulgences, toutes choses anciennes et toujours présentes au xv^e siècle ⁵⁹.

⁵⁹ Fr. Garin, op. cit.



Les consuls n'avaient pas de juridiction et ne s'occupaient pas des délits et des crimes qui ne touchaient pas directement la Commune ; d'autre part toutes les archives judiciaires locales sont perdues, ce qui nous conduirait volontiers à parer de mœurs idylliques les Lyonnais du xv^e siècle commençant : Pour connaître les vices et les crimes, il faut chercher deci delà, et l'on rencontre peu de chose.

Nous connaissons par renom l'ivrognerie du petit peuple ; les mauvaises langues ont aussi accusé Lyon d'avoir été au xiii^e siècle une ville fort dissolue ; beaucoup plus tard, les règlements municipaux de 1472-74 insistent longuement sur la prostitution et laissent supposer qu'elle fut tout à fait florissante ⁶⁰. Rien de pareil à notre époque : on menace quelquefois, pour des raisons de politique et de guerre, de mettre hors de la ville les étrangers, jamais on ne s'occupe des gens sans aveu ⁶¹. Le « roi des ribauds », chargé de cette police spéciale au nom du prévôt de l'Eglise, existe, mais fait très peu parler de lui ⁶². Les « estues », ou établissement de bains chauds, sont au nombre de trois : un en L'Empire, à la Pêcherie, deux au Royaume, en Tresmonoye et au Sablis ; ces deux derniers, propriétés d'Aynard de Villenove et des Mulat, sont réunis en 1406 sous la direction de Jaquemette de Villefranche, ou Jaquemette des Estues, dont le souvenir est encore récent et le commerce encore actif en 1446 : or les Nommées l'appellent fort crûment Jaquemette qui tient le bordel ⁶³.

Les Registres consulaires ne nous signalent pas de crimes crapuleux, en dehors des brigandages commis par les gens

⁶⁰ Règlement municipal de 1472-74 : V. Paradin Mémoire, p. 90 et seq.

⁶¹ R. C., 24 mai 1419, 22 juin 1428, p. 169 et II, p. 271.

⁶² R. C., 10 sept. 1414, II, p. 111, exempt de la taille pour les services qu'il fait à la ville.

⁶³ « La maison où est le bordel », C. C. 2, f^o 17.

d'armes sur le plat pays, et qui ne sont pas en question. Nous trouvons des actes de violence : deux hommes qui « efforcèrent » une femme en « l'ostel de Moilletapon », au Gourguillon ; deux autres qui sont ès prisons du Chapitre pour « défloration de pucelle ⁶⁴ ». Nous trouvons surtout des rébellions et des batailles : ce sont, en 1416, les dîmiers de Villeurbanne, qui rompent les portes du pont du Rhône pour rentrer en ville après l'heure... ; en 1420, c'est Jaquemet Grollier qui a battu Chavence (le mandeur) et puis s'en est allé à Belleville ; en 1421, un certain Boyssiau qui « de nouvel a battu Bonard, sergent du roi, qui le vouloit gagier pour les deffaults du guet... » ; en 1426, c'est « Pietre l'Aragonnois » qui « yer battit énormément Hervy le Bastard, tellement que l'on espère plus de la mort que de la vie dudit Hervy... ⁶⁵ ». Plus souvent, les Registres nous rapportent des injures ou des gestes grossiers contre les agents de la ville dans l'exercice de leurs fonctions. Guillaume de Merjasse, épicier, en 1417, « ou autre de son ostel, gictèrent certaines ordures sur les jurés de la ville, tantdementiers qu'ilz, comme jurés, visitaient certains édifices. P. Bordet et Le Sauvage, panetiers en 1418, et plusieurs autres par la suite, injurient les mandeurs qui les appellent à leur tour de guet ou de garde... Pierre de Montpancier dit « grant villenies aux peseurs de pain qui lui reconnurent le pois, disans qu'il n'estoit ni bon ni léal ». Ou encore Gobier le maysellier à Jehan Michiel, maître de métier des bouchers de Lyon, en l'appelant « maistre de merdier ⁶⁶ ». Ce sont aussi des paysans ou des étrangers qui médisent de ceux de Lyon, comme Simon de Langres,

⁶⁴ R. C., 21 sept. 1435, II, p. 433, cette affaire amena des complications, car les sergents arrêtèrent un des coupables en l'église Saint-George, où il s'était réfugié. A. C. S. J., 10 nov. 1417.

⁶⁵ Les dîmiers de Villeurbanne, R. C., 21 sept. 1416, I, p. 8. Jaquemet Grollier, R. C., 14 sept. 1420, 6 et 8 déc. 1424, 8 janv. 1425, I, p. 257, II, p. 121-124. Boyssiau, R. C., 0 juin 1421, I, p. 306. Pietre l'Aragonnois, R. C., 20 fév. 1426, II, p. 172.

⁶⁶ G. de Merjasse, R. C., 28 avril 1417, I, p. 45. Les Panetiers, R. C., 28 fév. 1410, 20 déc. 1410, 19 janv. 1420, I, p. 154, 205, 219. Gobier, R. C., 8 nov. 1420, I, p. 264.

clerc de Pierre Chevrier, qui, la nuit de la veille des Rois, accompagné de six autres galants armés, dit à Claude Tieulier, devant la porte de la Lanterne, plusieurs outrageuses paroles : celui-là est livré à la justice du bailli ⁶⁷. Les sept « galants » armés ne laissent pas de nous ouvrir des horizons sur les nuits lyonnaises, mais nous ne savons rien de plus.

Au Conseil même, il y a des altercations et des scènes violentes, beaucoup plus sans doute que nous n'en voyons paraître, grâce au souci de correction du secrétaire. Mais Rolin de Mâcon est quelquefois absent, et la plume naïve de son clerc laisse échapper des choses indiscretes ; lui-même est obligé parfois de noter quelque incident grave : c'est en 1421 le « content et noyse de paroles » qu'ont eu Humbert de Varey le prévôt avec Aymé du Nyèvre : « tellement que ledit prévost a dit audit Aymé, entre autres parolles, qu'il ne le prise plus que un carnassier, et ledit Aymé lui a respondu que ne fait-il lui plus que un pendu... et, pour ce que ledit prévost a comencé lesdites injures en leur présence et contempt, ilz m'ont commandé les escripre... » C'est encore, en mai 1426, la violente sortie de Mandront, frère d'Aymé, contre les Caille, où Léonard se voit traité de « puant pelletier », puis « Mandront s'en ala hors de ladite chapelle, soy corrossant très assertes... ⁶⁸ »

Violences de paroles, et quelque brutalité dans les actes, voilà ce que nous livrent les documents municipaux. Incidemment, à propos d'un complot dont la ville a été soupçonnée, nous apprenons qu'il y a dans les prisons de la Cour commune un meurtrier ⁶⁹.

Beaucoup plus riches en renseignements de cette nature sont les Actes capitulaires, et tout de suite il nous faut avertir le lecteur, car, à voir la plupart des histoires scandaleuses du temps se dérouler en milieu ecclésiastique, on pourrait être tenté d'accuser l'Eglise d'être pire que le reste

⁶⁷ Simon de Langres, R. C., 6 janv. 1422, I, p. 349.

⁶⁸ Les violences au Conseil de la Ville : v. ch. III, § 4 et II^e partie.

⁶⁹ R. C., 23 nov. 1423, II, p. 74.

du peuple ; le clergé délinquant ne l'est ni plus ni moins que le monde laïque, nous sommes seulement mieux documentés sur lui. Ceci dit, et passant légèrement sur les nombreuses privations d'habit prononcées par le juge du cloître à la requête de l'official, sur les concubines qu'on doit chasser du cloître et sur les tumultes de Saint-Just, relations le cynisme de ce prêtre habitué de Saint-Pol, qui, à la naissance de son bâtard, l'a fait baptiser publiquement et s'en est glorifié au grand scandale de tous, invitant les passants à boire à la taverne ⁷⁰ ; notons aussi l'excommunication encourue par Pierre Sorel, l'un des douze de Saint-Jehan, d'ailleurs très bon serviteur de l'Eglise, pour n'avoir pas voulu renvoyer la femme de mauvaise vie qu'il tient en sa maison, et de nouveau pour s'être approprié quelques-uns des objets d'art du trésor qui garnissaient la chambre du Dauphin, lors de son passage en 1420 ⁷¹, et arrivons enfin à la mémorable aventure de Messire Humbert Chabert. Celui-ci, chanoine de Saint-Just, chevalier de l'Eglise de Lyon, ayant exercé plusieurs années et devant exercer encore les hautes fonctions de Procureur général de la baronnie, est l'objet, le 4 février 1423, d'une plainte déposée par un homme de Sivrieu-en-Dombes, Antoine Jay, paysan, qui l'accuse d'avoir enlevé sa femme, Méraude, et de la tenir avec lui, à Saint-Just, en concubinage : « quand le Seigneur d'Orly et Messire Chabert refaisaient le terrier de Sivrieu, Méraude fut quelque temps leur servante ; jusqu'alors elle était pudique et chaste, et sans soupçon d'adultère ; séduite par les paroles de Messire Chabert, par ses actes impurs et par ses caresses, elle se livra, et, l'adultère commis, il l'arracha à la compagnie de son mari, et maintenant, il la tient publiquement pour sa concubine, dans une maison du cloître de Saint-Just. En outre, ledit Chabert, comme votre procureur, a mis sous sa main les biens du suppliant et de son épouse... Qu'on

⁷⁰ A. C. Saint-Pol, 12 janv. 1434.

⁷¹ Une fille serve d'Ars qu'il a ravie. A. C. S. J., 26 avril 1419. Les « ymages » ont disparu, les boîtes sont vides. A. C. S. J., 29 juin 1420.

me rende mon épouse ! que Chabert paie l'amende pour le mal qu'il m'a fait, qu'il soit déposé, et je prierai Dieu pour vous. » Chabert fut aussitôt condamné à rendre la femme et « contenter le plaignant ». Le lendemain, le badel Quentin Hure, qu'on avait chargé d'enquérir, déclare que tout le monde à Saint-Just avait vu Méraude habitant avec Messire Chabert, mais que le mari est venu la prendre et l'a emmenée chez lui ; et le plaignant vient déposer sous serment devant le Chapitre que sa colère était tombée, depuis qu'il l'a reprise avec lui ⁷². Claude Berthier, custode de Ste-Croix, personnage important, qui représentera l'Eglise au Concile de Bâle, et gouvernera, avec le titre de « collecteur apostolique », les indulgences du pont, est un homme violent et cupide : en mai 1421, il provoque un scandale dans son église, en voulant chasser P. Sorel, qu'il prétend être excommunié, mais lui-même s'approprie une pierre tombale, qu'il fait retourner pour son usage, il perce une porte dans le mur croulant de Sainte-Croix, sans permission des Seigneurs, il construit pour sa commodité un grenier sur la chapelle des Villeneuve, dont il dégrade la voûte et brise les verrières, d'où vive réaction d'Aynard et d'Etienne, qui ne sont pas de petites gens. Berthier s'humilie, reconnaît ses torts, crie merci, et recommencera à la prochaine occasion ⁷³.

Parmi les chanoines eux-mêmes, combien de gentilshommes fiers et légers, peu soucieux de leurs devoirs ! Antoine d'Ars est un reitre, utile en cas de guerre, mais intenable entre temps ⁷⁴ ; Gillet de Saint Point va d'affaire trouble en

⁷² Humbert Chabert : il est en prison de par l'archevêque et le chapitre demande qu'il soit libéré, A. C. Saint-J., 12 mars 1421. Il est excommunié, A. C. Saint-Just, 23 mars 1435. Affaire de Syvrieu-en-Dombes : A. C. Saint-J., 4 fév. 1423. Claude Bertier : Le scandale Sorel : A. C. Saint-J., 22-26 juin 1421. La pierre tombale et la porte, 23-24 oct. 1433. La chapelle des Villeneuve, 26 oct.. 10-10 déc. 1433.

⁷⁴ Antoine d'Ars, capitaine d'Anse et de Rochetaillée en face des Bourguignons et des Savoyards, mais il est impossible de lui faire rendre les « harnois » qu'on lui a prêtés (A. C. S. J., 31 déc. 1418), mais il assomme de sa main ceux qui lui résistent (18 sept. 1421), mais il se bat avec Orly (février 1424), engage l'église dans un interminable conflit avec la Savoie, et finit par se faire prendre en 1430 par Périnet Grasset.

affaire trouble ⁷⁵ ; enfin Louis d'Orly, mansionnaire de Couzon est en lutte avec son châtelain ; comme obéancier de Rochetaillée il est brouillé à mort avec le châtelain et le cellérier du lieu ; ne remplissant aucune de ses obligations, ne payant jamais ses dettes, toujours prêt à se disputer et à se battre, à maltraiter paysans et serviteurs, inutilisable cependant pour la guerre à cause de son incurable paresse, il finit par se battre à l'épée et à l'épieu de chasse, avec grande effusion de sang, contre Antoine d'Ars et ses gens, dans une garenne au bord de la Saône ⁷⁶. Le même chanoine recevra parmi ses familiers, deux mois après qu'il eut remise de sa peine, le prêtre Jorland, protégé de Rodrigue ⁷⁷.

Quant aux malhonnêtetés de toute sorte, elles sont nombreuses et générales : tout le monde fait tout ce qu'il peut pour ne pas payer ce qu'il doit, la ville donne l'exemple ⁷⁸ ; tout le monde aussi use dans les procès de la mauvaise foi la plus candide. Les officiers de l'archevêque rançonnent les citoyens qui leur tombent sous la main : que ne doivent-ils

⁷⁵ Gillet de Saint-Point ; n'entretient pas ses châteaux, soutient H. de Varax contre le doyen, et surtout, au mois de septembre 1428, prend une part effective à l'enlèvement par son neveu Jacquet et quelques autres écervelés, du Sr Liébaud de Lugny, qui faillit avoir pour l'église de graves conséquences.

⁷⁶ Louis d'Orly : A. C. S. J., 8 nov. 1420 : a injurié hier G. de Saint-Point et tout le chapitre, le doyen lui a imposé silence ; 9 nov., pliant les genoux et les larmes aux yeux, il dit : « Je cry merci et me mes à vostre miséricorde », puis les deux parties s'accordent et déposent en gage leurs aumusses. 5 février 1423, il a dépossédé son châtelain de Couzon, parce que celui-ci ne se conduisait pas selon la justice... le châtelain a emporté les clefs du château... 3, 9 février 1424, il a attaqué l'épée à la main le cellérier de Rochetaillée, l'a blessé à la cuisse et à la main, a déchiré ses vêtements ; cité devant le chapitre, il accuse Antoine d'Ars de l'avoir attaqué, et le débat dévoile toute une suite de rixes, à propos de chasse autour du château de Rochetaillée, où les deux chanoines se sont menacés de l'épieu, où le châtelain et les familiers se sont battus, où l'on a blasphémé Dieu. Orly avoue, mais sa défend d'avoir frappé... En 1432 (3 juillet) il est encore en procès avec le cellérier de Couzon ; mort 13 juin 1433.

⁷⁷ Le prêtre Jorland a été chassé du cloître pour divers délits. L'habit lui est rendu le 1^{er} octobre 1431, à la demande de Rodrigue de Villandrando, qui a écrit plusieurs fois en sa faveur... Le 3 nov., Louis d'Orly le prend comme serviteur.

⁷⁸ V. Instructions pour l'établissement des Nommées, 9-11-16 mars 1423, citées in Nommées des habitants de Lyon, p. 17 et 43.

faire avec les paysans ! Le peseur des pains se fait payer par les boulangers ⁷⁹, les consuls offrent des pots de vin aux gens du roi pour échapper aux taxes ⁸⁰; enfin Claude Panoilliat, greffier de la baronnie de l'Eglise, se fait destituer de son emploi pour avoir exagéré l'exploitation des plaideurs, imité en cela par les greffiers des châteaux, qui payaient les châtelains pour ne rien dire ⁸¹. Les mœurs ici sont franchement mauvaises, et l'on comprend que dans les procédés des coureurs de grandes routes seule la violence soit réprouvée, toutes les sortes de rapines étant subies avec une résignation déjà complice.

Ainsi paraissent avoir vécu leurs humbles journées, d'après les documents qu'ils nous ont laissés, les habitants de la ville de Lyon. Il nous reste à voir non ce qu'était la vie intime de leurs âmes, mais du moins les actes et manifestations extérieures de leur religion.

⁷⁹ Le Peseur des pains, R. C., 9 déc. 1418, p. 141: A. de Genas privé de son emploi « attendu que ledit Ansermet, par povreté ou autrement, y fait des feintes en plusieurs guises. »

⁸⁰ Les Pots de vin des gens du roi: R. C., I, p. 97, II, p. 4, 31, 53, 203, 13 janv. 1418: 22 moutons d'or à R. Mallière, pour antidater des lettres royales; 10 mai 1422: 65 l. au prévôt de Melun « pour ce qu'il s'est pourté gracieusement sus la franchise de la foire, au regard de l'impost... dont il est commissaire... »; 31 déc. 1422: 50 écus d'or au chancelier et à Messire Denis de Moulin, « s'ils vuellent passer la rémission de la transgression des monnaies »; 5 et 14 juin 1423: un joyel de vingt écus à Messire Figueat; voir 2^e partie, un peu partout; 25-26 nov. 1426: deux cents francs offerts au bailli et à G. Blanchet, au cas qu'ils voudront « donner le délai ». Les deux hommes, élégamment, conseillent d'employer cet argent à la taille...; 29 mars 1436, vingt-quatre écus d'or au Sr de Saint-Priest-en-Jarez, et douze au trésorier d'Auvergne, pour qu'ils ferment les yeux sur les artilleries que la ville manque à fournir au duc de Bourbon, etc.

⁸¹ Contre Cl. Panoilliat: les premières plaintes sont du 19 mars 1419. Il pousse les gens à de nouveaux procès... Les seigneurs défendent aux gens de lui payer ses procédures, 6 nov. 1419, et font un règlement sévère pour les « curiaux », ou greffiers des châteaux, le 4 nov. 1420. Le 7, Louis Chapuis, avec les hommes de Condrieu reviennent à la charge, les chanoines ordonnent à Cl. P. d'apporter ses dossiers (3 déc.). Le 3 janvier 1421, un homme se plaint de Claude qui ne veut pas lui restituer de l'argent déposé au greffe... Le 29 mai, celui-ci reçoit l'ordre d'apporter au chapitre le titre de son office, le 26 juin, de restituer le dépôt, en la monnaie qu'il a reçue; et le 17 sept. il lui est fait défense d'extorquer... mais la justice des Seigneurs est lente: en 1433, il est encore greffier du cloître, et l'on se plaint de sa négligence, de son ignorance, et de l'oppression qu'il exerce (A. C. S. J., 1^{er} juillet 1433).

2. La Vie religieuse.

La cathédrale et toutes les églises, tous les couvents, toutes les chapelles, étaient peuplées de statues et tapissées d'images: on en sculptait alors à Saint-Nizier, au portail de Saint-Jehan. Il y avait des statuettes au coin de toutes les rues, aux portes des maisons et des boutiques; en face du Palais de Roanne, on vénérail Notre-Dame du Palais, ailleurs N.-D. de bon confort, N.-D. de rue Neuve, et l'on saluait aussi les croix des carrefours.

Le personnel ecclésiastique surabondant faisait de chaque église une ruche bourdonnante, où se succédaient les messes; dans les plus grandes, on chantait l'office divin à toutes les heures du jour : l'après-midi s'assemblaient au chœur les chanoines capitulants. Les cinquante-deux dimanches de l'année faisaient cortège aux fêtes canoniques et aux fêtes lyonnaises, nombreuses elles aussi. A Saint-Pol, sous Pierre Charpin, tout le monde réside et fait son office: Mre Gérard Machet lui-même, dispensé de matines pour sa santé, mais non pas des autres heures, et qui figure pendant tout son séjour au nombre des capitulants les plus assidus, prêche souvent de beaux sermons, et je pense que l'habile charmarier a fait parfois monter en chaire, pour l'honneur de son église autant que pour l'édification des fidèles, le grand Gerson, qui prêchait en français, familièrement ¹.

¹ Machet et Gerson à Saint-Pol. A. C. Saint-Pol, 31 oct. 1418 : réception de Gérard Machet déjà chanoine depuis longtemps. Réside et fait son office pendant un an : 8 juin 1419, autorisé à ne pas venir au chœur attendu sa faible santé et qu'il est toujours prêt à prêcher. 4 oct. 1419 : autorisé à s'absenter attendu qu'il est avec le Dauphin, 18 avril 1420 : Machet paie sa chape. 20 mai 1420 : il est dispensé de matines. 3 juin 1422 : il est en service auprès du Dauphin comme son confesseur. 10 et 11 avril 1423, Machet exige un canonicat pour Gerson, on lui promet le prochain « pour révérendissime Maître Jehan de Jarson, chancelier de Paris ». 26 juin 1423 : Machet élu évêque de Castres, résigne son canonicat qui est conféré à Gerson, puis, sur le refus du Maître, à Jacques de Cirey.

A Saint-Just, on se plaint souvent que le service divin soit négligé, surtout pendant la querelle de la « Sacristie », et les paiements irréguliers attiédissent le zèle du petit personnel : on voit le « tire corde » refuser de sonner ² !

A Saint-Jehan et dans les deux églises sœurs, comme à Saint-Pol d'ailleurs, il y a tant de fondations que tous les jours se chantent plusieurs messes « hautes » : les jours de fêtes, où les reliques sont exposées parmi les merveilles du trésor, se déroule la majesté des messes « à trois mitres », clercs et clergeons exercés chantent répons et antiennes sans le secours de l'orgue, d'après leurs beaux livres lourdement reliés, et, sur les chanoines officiants, les acolytes inclinent les « deffendicules » somptueux, copiés des « flabelli » romains ³. L'archevêque, ou plus souvent son vicaire le grand prêtre, y officie aussi pontificalement, ainsi que tous les prélats qui passent, par douzaines, sur la route de Rome et d'Avignon à Bourges, Paris, Constance ou Bâle. Et toujours surviennent de nouvelles occasions de rassembler le peuple sous les voûtes encore blanches : consécérations d'évêques, sépultures de grands personnages, prédications de ces remueurs de foules que lançaient alors à travers le pays les ordres mendiants ⁴.

Les processions aussi se faisaient très nombreuses, d'une église à l'autre, de Saint-Pol à Saint-Nizier, aux Frères prêcheurs, aux Frères mineurs, et à Saint-Jehan, et sans cesse on en ordonnait de nouvelles, contre la peste, les grandes eaux, la sécheresse, et surtout pour la paix : et les cloches de l'église sonnaient à toute volée tant que le cortège

² Saint-Just: Le tumulte et les excès commis à l'église en la vigile de la Fête-Dieu à vêpres: A. C. Saint-Just, 27 mai 1418. Gérard le tire-corde, qui reçoit en outre trois années de seigle pour puiser l'eau toute l'année pour le chapitre, A. C. Saint-Just, 13 déc. 1427, ne veut plus sonner (pulsare), 4 juillet 1429.

³ A. C. Saint-Jehan, 4 juillet 1431, l'ouvrier fera faire deux « deffendicula » pour protéger des mouches les grandmesses célébrées au maître autel, ils seront tissés de fils de soie et d'or, avec de grands bâtons; l'un doit être rond, l'autre carré...

⁴ Frère Olivier, prédicateur excellent, A. C. S. J. La ville demande au maître des Frères mineurs « qu'il lui pleisse lessier maistre Olivier en ceste ville pour deux ou trois ans ». R. C., 28 avril 1426, II, p. 181.

n'était pas rentré. Plus rares étaient les processions générales, pour lesquelles seules se déplaçaient les chanoines de Saint-Jehan : il y en eut une le 25 juin 1429, « pour la victoire du roi », — la délivrance d'Orléans — et ce jour-là, ceux de Saint-Just ordonnèrent de sonner double. La proclamation de la paix d'Arras, au mois de janvier 1436, fut célébrée de même ⁵.

Les messes solennelles que la ville faisait chanter pour les circonstances graves avaient lieu traditionnellement à Saint-Nizier ou aux Frères mineurs ⁶, mais Saint-Jehan demeurait le centre éclatant des cérémonies et des enthousiasmes.

Certes tout n'y était pas parfait, et nous voyons, par trois fois dans nos vingt années, le noble Chapitre se plaindre du service divin : en 1417, pour se ménager la protection divine, on reconnaît qu'il y a bien de la négligence dans la célébration de l'office, et l'on édicte un statut fort sévère, pour les chapelains et les habitués. En 1431, au mois de novembre, on s'aperçoit soudain que certains des douze savent à peine lire, et l'on se propose de les mieux choisir; quant aux moindres clercs, ils sont plus attentifs au jeu qu'au lutrin : on fera mettre une barrière de bois tout au travers du réfectoire, car ils y vont jouer à la paume, et, pour stimuler leur zèle, on prend à leur usage cette admirable décision : « servitores... qui non cantabunt ad horas non librentur ad paletas ». En 1434 encore, ses revenus étant fort diminués du fait de la guerre, l'Eglise doit réduire le nombre de ses clercs et renvoyer quatre des moins idoines, on parle de corriger les scandales et énormités qui se commettent dans le service divin. Mais ces désordres, fussent-ils aussi graves

⁵ Processions: A. C. Saint-J., 1^{er} juillet 1420, pour la paix; 25 nov. 1421, tous les vendredis, pour la paix; 3 déc. 1434, pour la paix; 6 août 1433, messe du Saint-Esprit: le Saint Concile de Bâle va s'occuper de la paix de France. A. C. Saint-Just, 25 juin-1^{er} juillet 1429: *la procession pour la victoire du roi* (que l'on sonne double). A. C. Saint-Pol: Comptes du courrier, et Comptes de la petite recette: nombreuses mentions de processions en 1418 et 1419.

⁶ Les grand'messes de la Ville: R. C., 9 nov., II, p. 250 entre autres. Les frères prêcheurs, jusqu'en 1433, puis les Mineurs, chantent *chaque jour* deux messes pour la ville à la chapelle du Pont.

que le prétendent les Actes capitulaires, ne sont pas connus du bon peuple, qui voit les Seigneurs dans leur grande église, parmi le flamboiement des cierges et des torches, et pour qui Saint-Jehan demeure l'image du Paradis ⁷.

Les chapitres, les couvents, la ville, les bourgeois font beaucoup d'aumônes; ils entretiennent dans leur solitude les reclus de la ville et ceux des environs, et se disputent l'honneur et le droit de désigner les titulaires des recluseries. Les consuls veillent à la subsistance des « ladres et lazards » on organise des collectes en leur faveur, et les bonnes gens ne les oublient pas dans leurs testaments; le Chapitre de Saint-Jehan fit mieux : un des maîtres maçons de l'œuvre de Saint-Jehan étant devenu lépreux, les Seigneurs lui accordent deux gros par semaine tant qu'il vivra, « attendu qu'il a bien servi l'Eglise quand il gouvernait les travaux ⁸. Autour de la Noël et du premier janvier, qu'on appelle « Chalendes », les Eglises et la ville donnent largement : pour la ville, la somme est régulière, onze livres quatorze gros de bonne monnaie « ès povres mendiants, abbayes, reclus et recluses ». La ville donne aussi quelques secours « pour l'amour de Dieu » à ceux qui ont été blessés, à la femme et aux enfants de ceux qui sont morts à son service. Les consuls, dans ce cas, sont durs et comptent au plus juste : leur lésinerie contraste avec la générosité des chanoines de Saint-Jehan; et pourtant, ils sont toujours les mieux servis : telle est la Commune ⁹.

Les Actes capitulaires nous font connaître les aumônes

⁷ Désordres: A. C. Saint-J., 26 janv. 1418, 13 nov., 11 déc. 1431, 14 janvier 1435

⁸ P. les lépreux, v. plus haut, § 1.

⁹ Aumônes ordinaires: La Ville à Chalendes. V. R. C., tous les ans, entre le 20 déc. et le 20 janvier. Aumônes extraordinaires: R. C., 23 sept. 1419, I, p. 190 : XX sous t. qu'ilz donnèrent pour Dieu au dit Bachelar, pour compassion de ce que, la nuyt de la feste Saint Mathieu derrenier passé, le dit povre home fut très fort bléciés, en la tour et sur la porte des Forges où il faisoit le guet, par la fouldre, et tellement qu'il est en aventure de demourer impotent. R. C., II, p. 326 (extrait de C. C. 395, 95) « à la femme Guillaume Rey, envoyé en Bourgogne savoir des nouvelles, auquel voeage led. Rey est demeurez, dix souz t... »

extraordinaires des Eglises, dont beaucoup vont aux moines mendiants et aux Célestins ¹⁰. Celles de Saint-Jehan sont innombrables et parfois curieuses : une ânée de seigle à Hugon d'Usselles, jadis roi du cloître, et « povre » homme; dix francs au pauvre Nicolas, qui est en prison pour les gens de Saint-Cyr; trois ânées de seigle à un certain diacre : le mur de la maison de Cantorbéry, que l'on démolissait, est tombé sur lui et l'a mutilé; une ânée de seigle à une femme de Tassin et à ses petits enfants, dont tous les biens ont été pris par les gens d'armes, lors de la surprise du château. Les chanoines donnent souvent des dots, une pièce d'or quelconque, aux filles à marier, mais ils vont jusqu'à huit florins — une somme — pour la nourrice et les autres besoins d'une petite fille trouvée au pied d'un pilier dans l'église de Saint-Etienne : cette générosité, si elle n'est motivée par la peur de quelque scandale, ferait penser que les abandons d'enfants n'étaient pas de pratique courante. Mais les aumônes extraordinaires de Saint-Jehan vont surtout aux gens de haute classe touchés par la misère : deux moutons d'or pour aider à doter la fille de Barthélemy de Saint-Rambert, corréur, bon bourgeois ruiné par la guerre et paroissien de Sainte-Croix; deux florins pour noble Ysabelle de Machicourt, « qui n'a de quoi vivre et rougit de mendier aux portes avec sa grande fille »... En 1425, on donne cinq florins à révérend père Guillaume, évêque d'Evreux et fugitif, et en septembre 1431, encore un marc d'argent au pauvre évêque d'Evreux. Mais le plus curieux, certes, est l'abondant secours, sous la forme de cadeaux respectueux, que le Chapitre fournit par trois années, de 1426 à 1429, au Sr de Préaulx, de la maison de Bourbon, puis à sa veuve, pour qu'ils puissent tenir leur rang ¹¹.

¹⁰ A. C. S. J., 5 fév. 1427: Aux quatre mendiants, tous les ans, du seigle, deux ânées aux prêcheurs et aux Mineurs, une ânée aux Augustins et aux Carmes; 16 mars 1430, 20 sous aux Célestins... etc. Saint-Pol: Les livraisons des frères Caille; Comptes de la petite recette, 1424-25; 8, 9, 10 avril et 7 juin. Le grand repas « in cena domini » (le jeudi-saint), Comptes du Courrier de Saint-Pol, f° 15.

¹¹ A. C. S. J., 9 nov. 1422, 14 avril 1424, 22 nov. 1434, 14 janvier 1435, 27 juin 1435, 26 avril 1429, 21 oct. 1432, 15 janvier 1427, 3 sept. 1431.

Les comptes de Saint-Pol, conservés en entier, nous font connaître, au temps de Pâques 1428, « in cena domini », une distribution de huit cent cinquante repas faite aux pauvres du Christ, auxquels on ajoute treize gros pains pour ceux qui n'ont pas pu venir, et le vin pour tous ceux qui se présentent.

C'est surtout à propos des sépultures et en général du culte des morts que paraît à nos yeux dans les vieux papiers la vie religieuse de la cité lyonnaise.

Les funérailles sont très solennelles : la ville, qui fait porter cinquante torches aux armes royales pendant le service funèbre du feu roi Charles VI, honore de vingt-quatre torches, frappées à ses propres armes le « seveliment » du Sr de Beauchastel et plus tard celui du bailli Imbert de Grôlée; mais que Jehan Gontier, son trésorier, meure en fonctions, on porte aussi douze torches, et semblable honneur échoit à l'humble mandeur Chavence ¹².

Les testaments, où sont prévues en grand détail les cérémonies des obsèques, nous les montrent souvent très importantes et souvent hors de proportion avec les sommes léguées : c'est la femme de Jehan de Villars, fille de Me G. de Bames, qui veut qu'on dépense aux siennes cinquante écus d'or; la veuve de Jehan de Bames, que l'on y porte vingt-quatre torches de deux livres et demi; c'est Catherine de Varey, femme de Jehan Gaspard, qui s'assure mille messes à la Platière, Henry Chevrier douze cents aux Frères mineurs; enfin Jehan Sala, qui veut douze torches de quatre livres, deux cierges de trois, quatre cents messes, et laisse

Pour le Sr de Préaux, le premier don est du 8 février 1427: six francs et quatre gros, deux bottes de vin blanc et claret, quatre années de froment, cinquante rations d'avoine : c'est une offrande princière ; le 21 janvier 1429, on donne à la dame de Préaux, dix moutons d'or et six années de froment; le 4 nov. encore six années de froment; le 21 nov. 1429, trois florins et trois années de froment à trois demoiselles de la dame de Préaux. Il s'agit de cadets de la maison de Bourbon, chassés de Bourgogne où étaient leurs biens, et qu'il faut aider à tenir leur rang.

¹² R. C., 26 mars, 30 décembre 1417, 4 nov. 1421, 11 nov. 1422, 10 août 1431, 18 mars 1436, p. 37, 93, 334, et II, p. 23, 324, 455.

en outre un marc d'or de sel aux pauvres qui suivront son convoi. D'autres ordonnent des draps somptueux sur leur cercueil, qui iront ensuite aux églises : un drap de « bocacin » blanc, avec une croix de « cendal » rouge, ou un drap de « soye de tafaz » noir, avec une croix blanche, ou encore et surtout un drap d'or, dont on fera plus tard une chasuble; Combien plus touchante est l'attention de Sibille Palmier, qui fut jeune en nos jours, et qui mourant très vieille, alors que ses enfants étaient des premiers de la ville, veut autour de sa bière vingt-quatre aunes de « drap de brunette » que l'on puisse diviser après la cérémonie, pour faire des vêtements aux pauvres. Le plus extraordinaire déploiement a été ordonné par Pierre de Saint-Barthélemy qui exige quatre cierges de douze livres chacun, un drap d'or de seize ou dix-huit aunes, les quatre processions, les quatre mendiants, et laisse cent francs aux pauvres, beaucoup plus, certes, en tout, qu'il ne laissa à chacune de ses filles. Nous connaissons le fait d'un malheureux héritier qu'il fallut « amoderer » de sa taille une certaine année, pour avoir exécuté à la lettre les dernières volontés d'un testateur exigeant ¹³.

Les petites gens sont enterrés sur la paroisse de leur résidence : quand le cimetière est trop petit pour la population du quartier comme à Saint-Nizier, on en est quitte pour amonceler les corps, à peine recouverts d'un peu de terre, en un affreux charnier. Les grands choisissent : les Chevrier, avec les Seigneurs de Grôle, sont aux Frères mineurs, où viendra plus tard Simon de Pavie, dans sa chapelle ; du Nyèvre, Jullien, Liatard, aux Frères prêcheurs ; Chaponnay, Villars, de Bames, à Saint-Nizier, dans l'église même ; à Saint-Pol et à Saint-Laurent, les Caille,

¹³ V. Mesures de l'Île Barbe, Testaments : Villars, p. 306 ; de Bames ; Cath. de Varey, p. 653 ; H. Chevrier, p. 451 ; J. Sala, p. 619 ; Poncet de Saint-Barthélemy, p. 610. Le drap de bocacin blanc, p. 440 ; de taffaz, p. 533 ; les draps d'or, p. 610 ; le drap de brunette, p. 570. C. C. 3, f° 66. L'amodération de J. Peilliar, Nommées des habitants de Lyon, p. 71. Noter que l'archevêque Amé de Talaru réclame 3.000 messes dans son testament.

les Jossart, les Guerrier, Sala, Béraud, Le Charron, Thomassin ; à Ainay, les Villeneuve, dans leur très ancien tombeau, bien qu'ils aient édifié une chapelle à Sainte-Croix ; à Sainte-Croix, les Burle et les Balarin, et, dans leurs chapelles, les Dodieu, Guicherd Bastier et Jehan Paterin. Les Varey anciens reposent aux Frères prêcheurs, mais des deux branches actuelles, Bernerd sera enseveli à Ainay, et les Belmont à Saint-Nizier, en leur « quave », devant l'autel ¹⁴.

Il n'est si pauvre affaneur qui ne fonde un anniversaire, — on dit aussi un « annual ». Au livre de Saint-Pol, on compte les inscriptions par milliers, qui s'ajoutent à celles des deux obituaires ; cela coûte cinq sous par an pour une messe, et se capitalise entre trois et cinq florins : quelques riches donnent dix, douze et même vingt livres, mais la chose est rare, ils préfèrent en fonder plusieurs, dans plusieurs églises. Les fondateurs sont la veuve pour son mari, le mari pour sa femme, le père pour ses enfants, l'héritier, l'ami, le maître aussi pour ses serviteurs, le voisin pour son voisin, les gens du quartier pour un pauvre sans famille..., on voit même le chirurgien payer pour un homme d'armes inconnu qui trépassa entre ses mains. On paie d'abord quelques années les cinq sous, puis on se décide à donner le capital, et souvent alors, la vanité aidant peut-être la dévotion, on double ou triple l'aumône. Et voilà pour alimenter au long des jours bien des chanoines et bien des chapelains, et pour faire sonner les cloches ¹⁵.

D'aucuns font pour leurs morts beaucoup plus encore : Pour vingt-cinq florins de rente, Tiéven Guerrier fera chanter tous les jours à Saint-Pol une messe en l'honneur de la Croix ; pour une messe quotidienne Jossart donne vingt-cinq livres, et Pasquet le Charron quarante-cinq à la même église. D'autres fournissent des livraisons de pain et de

¹⁴ V. Mesures de l'île Barbe, Testaments, passim.

¹⁵ Un anniversaire ou annual consiste en une messe haute une fois par an ; les messes hebdomadaires ou quotidiennes sont spécifiées. V. Livre des Anniversaires de Saint-Pol.

vin : les Caille font la livraison en leur hôtel, les dimanche, lundi et mardi de Pâques, et à la Fête-Dieu¹⁶. D'autres encore fondent une chapelle, c'est-à-dire la font construire de leurs deniers et assurent une prébende ou plusieurs aux chapelains qui la desserviront. Nous voyons ainsi, toujours à Saint-Pol, les Caille construire la leur au cimetière, entre les deux églises, les Jossart à Saint-Laurent, sur la tombe de Hugues, leur père ; G. Bastier bâtir la sienne à neuf à Sainte-Croix, Paterin entre Sainte-Croix et Saint-Etienne ; à Sainte-Croix, les Villeneuve entretenir la leur, qui est très belle, et la défendre des outrages du custode Berthier. Jehan Le Viste fonde en 1428 deux messes hautes dans sa chapelle de Saint-Laurent, tout à côté de la vieille église, et ses fils y ajoutent en 1430, à son intention, une messe haute par semaine, pour sept écus d'or et une livre de gingembre. Mais c'est au nouveau Saint-Nizier que les citoyens multiplient les chapelles : à côté de feu Messire Joly, le collecteur, qui y a placé naguère toute sa fortune, voici les Villars, et Pierre Beaujehan dit Eynard, et Benoît Chénal ; enfin Pierre du Nyèvre, dont les héritiers paieront tous les ans vingt-quatre florins pour sa chapelle, et logeront les prébendiers dans les treize petites maisons « attouchantes » qu'ils ont devant les Frères mineurs, et le vieil homme lègue encore une pension de trois florins pour ses annuels et ceux de ses aïeux, et un pour mieux célébrer la fête de Saint-Nizier, un florin à Ainay pour d'autres anniversaires, un florin à l'église d'Anse¹⁷. Les chanoines aussi lèguent souvent de grosses sommes et parfois tous leurs biens à leurs églises pour des aumônes ou pour le service divin, et les perpétuels se les lèguent entre eux pour des fins analogues. Saint-Jehan ne reçoit rien des

¹⁶ Fondations, messes et chapelles : A. C. Saint-Pol, 23 mai 1433 : Oydel est mort ruiné, ses fils donnent 18 écus pour deux messes par semaine. 20 nov. 1433 : Jehan de l'Arche vient payer lui-même ses anniversaires : 29 florins. Messes : C. C. 3, f^os 36, 288 v^o, 310 v^o, 242 v^o et Nommées des habitants de Lyon, p. 89.

¹⁷ V. C. C. 3, f^os 242 v^o, 288 v^o, 276 v^o, 238 v^o, 383, 244, 159, 203, 324, 8 v^o, 348.

laïcs, mais les Seigneurs l'entretiennent de leurs dons, et les princes de la maison de France, Jehan de Berry et les Bourbon, les comtes et ducs de Savoie, les Seigneurs de Villars comblent l'église de richesses. Le legs du cardinal de Saluces en 1419 est vraiment princier¹⁸.

Ces amples fondations nous ont fait oublier la dévotion et la charité du petit peuple lyonnais, auquel nous reviendrons pour clore ce chapitre : nous y retrouverons Girarda la codurière, le relieur Breton, le pauvre lombard qui habitait près du four de Chivrierie, et Mathieu, le vignoblant de Mons, de Lyon, et les pauvres affaneurs J. Aveyne dit Testenoire et Humbert Gandillon, alias Ris-à-la-Blanche, qui n'ont pas l'honneur de figurer aux Nommées, mais sont inscrits en bonne place au livre des anniversaires de Saint-Pol. N'oublions pas non plus Rolin Robigois, tavernier, qui paie pour son serviteur Jehan de Ponthierry, ni le riche ferratier Jehan Dupré qui fonde l'annual de son charretier Pierre Prieur dit Colin, comme Hugonin Clavel, notaire et terrible plaideur, celui de sa servante Françoise de la Place, et les mayselliers du Royaume celui du tripier Alicart¹⁹. Et auprès de tous ces humbles, ne faut-il pas placer l'homme le plus célèbre peut-être de son temps, le grand Gerson, qui n'avait plus rien à lui, et qu'honorèrent les chanoines de Saint-Pol en lui consacrant, sur les fonds de l'église, un anniversaire général et perpétuel de cent florins ?²⁰

18 Fondations des ecclésiastiques. V. testaments, en grand nombre, insérés dans les Actes capitulaires : la pratique est constante.

19 Fondations des pauvres : V. Livre des Anniversaires de Saint-Pol, et C. C. 3, passim.

20 Obituaire de Saint-Pol. Archives du Rhône, 13 G. 254, f° 41 (deuxième obituaire de l'Eglise, celui-ci encore inédit), 4 des ides de juillet. « *Eadem die obiit vir inclite memorie ac magne devotionis Dominus Johannes Gerson, quondam sacre theologie doctor famosissimus ac cancellarius Parisiensis. Pro cujus... generali anniversario perpetuo in ipsa ecclesia fundando et celebrando... dedit et realiter solvit centum florenos.*

3. Le commerce et la richesse.

Les quelques notions que nous avons pu acquérir sur le travail à Lyon ont été utilisées au chapitre du peuple, et nous n'avons rien à y ajouter et peu d'espoir de mieux faire par la suite ; il n'en est pas de même du commerce, dont nous pouvons encore parler un peu, et au sujet duquel toutes les recherches possibles n'ont pas été faites. Mais avant de l'aborder, il sied de s'arrêter quelques instants sur les salaires, la richesse et la monnaie.

Au moment où commence notre étude, en 1417, la monnaie est bonne, l'écu d'or vaut vingt-deux sous six deniers tournois, le florin de douze gros, qui est celui de France, vaut exactement quinze sous. A plusieurs reprises, après la grande chute de 1418 à 1423, la monnaie fut « revalorisée » ; de même les Nommées de 1446 furent établies en période de monnaie stable. D'ailleurs, même pour les mauvais jours des points de comparaison nous sont fournis par les Registres consulaires, qui convertissent le plus souvent en écus d'or les sommes mandatées. Le salaire d'un ouvrier manœuvre de la ville ou de la rivière, d'un affaneur, d'un terrassier, le salaire minimum suffisant à la vie, peut donc être déterminé : il est d'environ un sol tournois de bonne monnaie par jour de travail, soit vingt sous, plus ou moins, pour un mois, dans le temps même où la livre de pain vaut un denier et obole¹. La ville donne alors au « gueyte de Fourvière trente sous pour son mois, et le même salaire à celui de Saint-Nizier, à qui elle demande un service actif, ne lui laissant pas le temps d'exercer un autre métier ; le mandeur, homme de confiance, ne reçoit guère plus, mais il est souvent gratifié, et perçoit les « drollies » sur les

¹ Salaires: salaire d'un ouvrier manœuvre: V. C. C. 391. Comptes du Pont du Rhône; C. C. 392-34. Comptes de Léonard Caille: emparement de la ville. La ville donne aux guettes de Fourvière et de Saint-Nizier 30 sous par mois. R. C., 5 août et 10 déc. 1417. Cf. Gui Pape, decisio 252 : pour faire la vigne on donne à l'ouvrier soit un gros, soit six liards,

adjudications et marchés de toute sorte. Le Procureur de la ville, engagé à seize livres pour une année en 1416, est à vingt livres en 1417 et ses gages ordinaires se maintiendront à ce taux, mais lui aussi fait beaucoup de choses importantes qui sont payées à part².

Quant aux artisans et aux commerçants de la cité, il est naturellement impossible, en l'absence de tout livre de raison, d'apprécier leur gain. Pour leur revenu fixe, si l'on se base sur les Nommées de 1446, en doublant les chiffres, puisque les consuls ont pris soin de les faire diminuer de moitié, les douze livres par an de l'affaneur doivent être fournies, au denier quinze, par une fortune de cent quatre-vingts livres, donc une nommée de quatre-vingt-dix. Un très grand nombre de citoyens dépassent cette somme, nombreuses sont les Nommées doubles ou triples, une centaine sont au moins décuples. A une ou deux exceptions près, les citoyens les plus riches sont comptés parmi les terriers. Peu de bourgeois cependant possèdent, ou déclarent, des fortunes comparables à celles des gentilshommes : les plus belles sont en 1446 celles des héritiers Le Viste, comptée à 7.504 l. au plus juste, de Loys Chevrier et de sa femme Claude de Varey, à 6.145, de Pierre Beaujehan dit Eynard, à 5.272, des Baronnats, à 5.010, du courrier Jehan de Varey, à 4.764, et de Benoît Chenal, à 4.204. Il faut y ajouter les 4.137 l. de biens taxables qui restent à Pierre du Nyèvre le jeune, les 4.088 des Bleterens, portions de fortunes beaucoup plus grandes, mais dont une partie échappe aux Lyonnais ; enfin, par suite de la perte de la lettre A des Nommées, nous ignorons celles de Sire Aynard de Ville-neuve et d'Aymé du Nyèvre, qui sont en tout comparables aux plus grandes³.

Tout cela ne fournit pas au commerce lyonnais une clientèle bien large : on sent que la ville a passé par une

² Les maîtres maçons et chappuis reçoivent de la ville, en 1417, 5 sous par jour, R. C., 5 mars 1417, p. 31, etc.

³ Pour les fortunes, v. chap. II, § 3, C.C. 1, C.C. 2, C.C. 3 et Nommées des habitants de Lyon, p. 65 à 70.

période de crise, et ce serait plus sensible encore si l'on comparait la proportion du « meuble », c'est-à-dire des instruments de travail, des marchandises et des capitaux, aux immeubles de chaque nommée, avec celle de 1406, époque de prospérité, ou même de 1388. En 1417, les années difficiles vont seulement commencer, et le commerce lyonnais est encore florissant.

Il faut cependant ajouter à cette clientèle celle du clergé tout entier, dont les revenus sont beaucoup plus grands que ceux des bourgeois, celle de nombreux gentilshommes du pays d'alentour, celle aussi de tout le pays de Dombes et des confins bressans et savoyards qui souffriront de la guerre aussi peu que possible et resteront fidèles au marché lyonnais.

Les documents les plus nombreux et en général les plus précis concernent les ouvrages d'art. Les Registres consulaires et les comptes des receveurs nous indiquent les achats de la ville, les Actes capitulaires ceux des Eglises ; quant à ceux de l'extérieur, il nous faut, en attendant mieux, cueillir de çà de là quelques notions isolées, et notre récolte serait maigre si nous ne pouvions user des comptes de la petite ville de Châtillon-en-Dombes, publiés par M. Morel, de ceux de la duchesse Anne Dauphine, conservés aux Archives de Saint-Etienne, et de ceux de la Cour de Savoie extraits des « Souvenirs du temps d'Amédée VIII » du Marquis Costa de Beauregard.

L'œuvre de Saint-Jehan emploie ses verriers, ses sculpteurs et ses peintres, qui ne travaillent que pour elle : Péronin Sacquerel revise les grandes roses et termine les verrières; M^e Jacques Morel, ou Moreau, compose et sculpte le monument funéraire du cardinal de Saluces, décrit aux Actes capitulaires, dont la grille fut commandée à un fèvre vivarois. Ce que nous avons conservé du maître, les tombeaux des Bourbon à Souvigny, nous fait regretter la perte de son œuvre lyonnaise. Le peintre de l'Eglise s'appelle Jehan d'Ecosse, et nous le voyons en 1420 travailler dans

le chœur de Saint-Jehan : l'ouvrier lui fournit de l'azur qui est dans le trésor, et lui achète les autres couleurs chez les épiciers de Lyon ⁴.

Les gens de Châtillon, qui refont leur église (les « choings » viennent de Pont-d'Ain et le gros œuvre est entrepris par un perrier de Bourg), sont venus à Lyon pour avoir des statues : pour treize florins, M^e Janin de Navarre leur a taillé une « ymage de pierre, faite à ymage et remembrance de Notre-Dame », et la leur a posée au portail de l'église, et, pour trois florins de plus, il y a ajouté trois petites statues de pierre ⁵.

La ville de Lyon ne sait que faire d'imaginiers : elle en emploie un, David d'Autreriche, à tailler des pierres de bombarbes ! Par contre, elle utilise les peintres : Jehan Evrerd, dit Jehan de l'Arche, qui demeure sur le pont de Saône, Abraham de Nymengue, et surtout Jehan Célarier, qui fit en 1419 la « bandière roge du trompette de Forvière » et le pennon d'Etienne de Villeneuve pour soixante sous. Jehan Tiboud avait fourni une aune et demie de cendal, une aune de « soye roge et pers » pour la bannière, et une aune et demie de toile perse pour le pennon ; Mathieu Audebert avait vendu trois quarts d'aune de « tercelin pers », « une once et sept tresaux soye de Luque fine, six botons gabas d'or, cinq aunes et demie cordete de soye vert ». A la fin de l'année on renouvela aussi, à l'occasion de la venue du Dauphin, les bannières et pennons des établies de la ville, et pour ce, J. Célarier reçut vingt-huit livres, et sur ce prix, dut payer Jehan de l'Arche qui l'avait aidé. En 1423, on lui donna huit livres dix sous, pour « penunciaulx tant grans que petis aux armes de roy, pour la sépulture du Roy N. S. dernier mort ». C'est aussi

⁴ A. C. Saint-J., 18 janv. 1415, 23 fév. 1416, 29 juin 1420, 22 janvier 1428 (Saquerel) ; 18 mars 1419, 18 janvier 1420 (M^e Jaques Morel) ; 21 janvier 1423. (Armand Serrière, faure) ; 3 juillet 1420, 30 août 1425 (J. d'Escosse), etc. Le 28 juin 1420, Et. Maréchal, de Lyon, est désigné pour s'occuper de l'horloge. V. l'affaire de Saint-Pierre le Viel, 1^{er} juillet 1421 : deux statues d'albâtre, Saint Jehan et Sainte Catherine, offerte par le père de Cl. Formond, notaire.

⁵ La vie à Châtillon-en-Dombes, II, p. 118-115.

à lui et à son compère qu'on eut recours en 1433 pour peindre les armes de la ville que l'on apposait à toutes les portes, et en 1434 pour les toiles peintes de la venue du roi. Jehan de l'Arche était riche, et ses travaux ne le ruinèrent pas, mais Célarier, que l'on faisait beaucoup travailler, et qui devait être le mieux achalandé de la ville, n'a pour tout son vaillant, en 1446, que soixante-dix livres; à sa mort, en 1453, il laissait cinquante et une livre de bien et cinquante-six livres de dettes, et des enfants encore en tutelle. La peinture, à Lyon, n'enrichissait pas son homme ⁶.

Tout le monde, clergé, nobles et plat pays, s'adresse à Lyon pour les bijoux, l'orfèvrerie, la vaisselle d'argent ou d'étain. En 1428, P. Dacié, orfèvre, pour trente écus d'or, fait la monture du gobelet de cristal où le Chapitre veut mettre les reliques promises à Monseigneur de Savoie ⁷. En 1434, plusieurs doriers de Lyon entreprennent la façon de douze plats et vingt-quatre écuelles d'argent, « la moytié dorée et l'autre non », destinés à être offerts au roi pour son joyeux avènement ⁸. De Châtillon, on a commandé en 1403 à Gauvain, le dorier, six tasses et une aiguière d'argent doré de sept marcs, cinq onces et quinze deniers pour la comtesse de Savoie : les bonnes gens ont payé pour le tout, à Gauvain, soixante-quatorze francs « de roy », et pour se procurer de la monnaie de France, ils ont donné trois gros au changeur. Plus tard, ils achètent encore à Lyon deux chaînettes et une « paix », avec une custode d'argent fin ⁹. Madame de Bourbon, en 1415, a fait

⁶ La ville et les artistes : R. C., 17 avril 1419, 29 déc. 1419, 19 juin 1420, 18 janvier 1421, 27 nov. 1423, 9 sept. 1425, 28 août 1433, 30 nov. 1434, p. 162, 207, 247, 281, et II, p. 76, 149, 338 et 404. C. C. 3, 392, n^{os} 20 et 23, quittances de David d'Autriche. V. C. C. 3, Nommées de J. Célarier, J. de l'Arche, peintres, Mathier le Roz, illuminateur, Janin de Navarre, ymaginier, f^{os} 155, 255 v^o, 261 v^o, 129 v^o.

⁷ Bijoux : A. C. Saint-J., 5 nov. 1417, 19 janvier 1420, 22 mai 1420, 22 avril 1428, 12 janvier 1430, 11 déc. 1433, 2 juillet 1434.

⁸ R. C., 30, 31 mars, 4 avril 1434, II, p. 373-4-5.

⁹ La Vie à Châtillon : II, p. 76 et 204, en 1429, Gauvain le dorier est ruiné, on lui « quitte » sa taille « pour l'amour de Dieu ». R. C., II, p. 303.

marché avec J. Guérot, potier, à deux sous six deniers la livre, pour toute une vaisselle d'étain : deux « quartes » pesant douze livres, six aiguières, six douzaines de plats et douze douzaines d'écuelles, et l'artisan a fait graver un coin de fer « pour signer la vaisselle d'étain de Madame » ¹⁰.

C'est à Lyon aussi qu'on trouve des brodeurs : à la fin du xiv^e siècle, Janin de Gez, dit le brodeur, a brodé plusieurs « chambres » au château de Cleppé. Nous voyons en 1419 son fils Michelet travailler assidûment pour le Chapitre, qui consacre chaque année de grosses sommes à faire réparer les ornements de ses trois églises : une des chasubles léguées par le cardinal de Saluces est en dépôt chez lui, il la présente au Chapitre assemblé, puis la remporte pour la remettre à neuf ; le drap d'or qu'il utilise vient de Lucques et de Bologne, et l'or filé d'Avignon. Son fils Jaquemet fait de fréquents voyages dans les pays savoisiens pour les besoins de leur commerce, et demeure suspect à cause de cela lors du complot bourguignon. Le même Jaquemet, riche et pourvu d'emplois d'église, conserve et développe l'atelier paternel ¹¹.

Nous avons peu de traces de l'importation des cuirs, rien qui vaille les vieux tarifs, les « cartabeaux » des deux siècles passés ; un détail cependant : les officiers du péage de Montaney, à Imbert Maréchal, ont emprisonné deux habitants de Châtillon qui venaient à Lyon vendre des cuirs bruts ¹². Rien non plus ne nous reste de ce temps au sujet des industries et de l'exportation, nous constatons seulement le grand nombre et l'activité des corréurs et des autres artisans spécialisés, et la grande place qu'ils tiennent aux foires franches. Mais avec les drapiers, couturiers, pelletiers, les renseignements se précisent quelque peu. L'aventure des marchands lucquois en 1418 nous montre la politique

¹⁰ Archives de la Loire: B. 1947 et 1913.

¹¹ A. C. Saint-J., 23-24 janvier 1419, 30 juillet 1421.

¹² La Vie à Châtillon en Dombes: II, p. 140. Aux foires, les artisans du cuir occupent toute la rue Mercière.

et la guerre en train d'arrêter le grand trafic de la ville avec les pays d'outremonts ¹³, mais à chaque instant il est question d'étoffes de toute sorte achetées aux drapiers par les consuls ou les chanoines, pour des robes, pour des bannières, pour les vêtements des clergeons ¹⁴; une noble dame lègue sa robe d'écarlate toute neuve qui est à Lyon chez le tailleur ¹⁵; et de Châtillon les sujets du duc de Savoie viennent acheter pour douze florins deux aunes et quart de damas noir pour une chape ¹⁶; et Philippe de Lévis se fait habiller avec son fils et deux de ses gens chez un couturier de Lyon, et lui envoie vingt-trois écus d'or, quarante francs et six gros de monnaie ¹⁷. Au mariage de sa fille, le duc Amédée VIII ne s'adresse pas, comme on pourrait s'y attendre, aux marchands de Lyon : des villes italiennes et allemandes où sont les fabriques, sont accourus vers lui tous les fournisseurs, attirés par la bonne aubaine; et le seul Pierre Eynard reçoit la commande de quelques pièces de drap pour les « chambres » ¹⁸. Par contre, la ville a gardé de longues années la clientèle des duchesses de Bourbon. De 1412 à 1433, elles y font, pour elles-mêmes et pour leurs femmes, pour les princes leurs fils et petits-fils, pour tout leur personnel, toutes leurs dépenses de vêtements et de chaussures : à toute occasion, le messager qui vient à la ville régulièrement rapporte de chez Thomassin du drap pour Madame ou quelque menue emplette; la petite cour de Cleppé ou de Sury le Bois n'achète à peu près rien hors de Lyon ¹⁹.

Il en est de même pour les pelletiers, qui ont toujours de l'ouvrage en train pour les duchesses. Les gros achats se font chez Léonard Caille autour de 1415 : « six cents

¹³ Les étoffes : Pour les marchands lucquois : V. II^e partie, ch. I, § 3.

¹⁴ A. C. Saint-J., entre autres, 10 nov. 1431.

¹⁵ Masures de l'Île-Barbe, I, p. 517.

¹⁶ Vie à Châtillon : II, p. 127-129-219.

¹⁷ Huillard-Bréholles, IX, p. 223, 14 septembre 1423.

¹⁸ Costa de Beauregard : 1428, op. cit.

¹⁹ Archives de la Loire : B. 1920-1947 : on habille à Montbrison les gens de la cuisine.

de gris pour fourrer les robes de drap de soie vert de Mesdemoiselles, quatre cents pour une robe d'escarlatt de Loys Monseigneur..., mille sept cents de gris pour les robes de damas de Mesdemoiselles », le tout à cent sous le cent, et beaucoup d'autres choses²⁰. Monseigneur de Savoie lui-même, bien que sollicité par les pelletiers de Châlon, qui sont à son beau-frère de Bourgogne, fait prendre à Lyon les fourrures moins courantes : quinze peaux de loup-cervier en 1417²¹. A ces détails s'ajoutent ceux qui sont fournis par l'inventaire d'un ouvrier de pelleterie que le hasard a glissé parmi les testaments : la boutique n'est pas des plus importantes, il s'en faut de beaucoup, mais elle contient tout de même pour quatre cents livres de marchandises, au bas mot. Il y a là sept grandes couvertures toutes faites, une de gros vair, à trente-six livres, une de menu vair à 27, cinq de gris ou « d'escurieulx », valant de 4 à 10 l., dix-huit autres de moindre qualité, onze de « dos de conin » à 10 sous, et sept de « bichan » à moins de 7 sous la pièce ; quarante belles parures de vêtements et neuf chaperons, de gros et de menu vair, de pointes de vair, de « cresse » de vair, valant depuis 1 l. 12 sous jusqu'à 6 l., sept de goupil, — « de Wulpillis », — à 1 l., plus de deux cents à bon marché, de dos et de « blancs » de conins, et de conins « de Barbarie », allant de 8 à 12 sous ; des « pennes » d'agneau (les blanches du Berry valent 10 sous chacune), des hermines à 1 sou pièce, et même cinq peaux blanches de chat, à moins de 10 deniers. Que devait être, à ce compte, l'ouvroir d'un Léonard Caille²² !

Le bruit de la guerre attira dans Lyon, bien placé au débouché des mines et des fourneaux de la vallée du Gier, qui lui envoyaient le fer, l'acier et le charbon de pierre

²⁰ Archives de la Loire, B. 1947.

²¹ Costa de Beauregard : 1417, pour les ambassadeurs de Savoie au Concile de Constance, op. cit.

²² Mesures de l'île Barbe, I, p. 682. Inventaire de l'ouvroir d'un pelletier, Barthélemy Achard, rue du Palais.

à trois gros un blanc la benne²³, un grand nombre d'ouvriers armuriers, mais l'industrie qu'ils y créèrent n'approvisionne d'abord que la ville et l'Eglise, et suffit à peine à nourrir la guerre. Il en est de même de la fabrication des bombardes et des canons, pour laquelle les consuls cherchèrent dans tout le pays d'alentour des fèvres et des artilleurs. Il n'y eut pas d'exportation, bien plus, d'une ville à l'autre, on s'arrachait les gens de métier, et Savoyards et Bourguignons s'ingéniaient à faire passer chez eux le fer et le charbon, que les Lyonnais retenaient à toute force. D'ailleurs, le commerce des armes, en ces temps troublés, faisait naître de douteuses spéculations, et nous verrons à diverses reprises s'en mêler des gens de tous métiers²⁴.

Lyon devait d'être le marché des métaux, non seulement aux industries foréziennes, mais encore aux mines de plomb argentifère, de cuivre et d'autres métaux que ses citoyens avaient ouvertes dans le haut pays. Il devient assez délicat d'employer ici les Nommées de 1446, car il faudrait tenir compte de l'intervention récente de Jacques Cœur qui avait acheté celles des Jossart et les avait mises en œuvre d'une façon tout à fait différente de ce que l'on avait coutume de voir dans le pays. Il était aussi en compte, pour certaines autres avec les anciens propriétaires, et les mines de cuivre de Chessieu demeuraient partagées entre les Baronats pour un tiers, Humbert Faure et ses frères pour un autre tiers ; le troisième tiers, qu'on appelait la part de Jehan Allemand, mais que les héritiers de ce dernier ne possédaient pas, devait être précisément aux mains de l'argentier du roi : chaque tiers est compté pour mille livres²⁵. Les Nommées nous enseignent encore que ces mines sont

²³ Comptes du Courrier de Saint-Pol: 1427-28, f° 19.

²⁴ V. II^e partie, ch. I, § 2; ch. II, § 5, etc.

²⁵ C. C. 3, f° 82 v° : Humbert Faure, le tiers d'un tiers de mines à Chessieu (des deux tiers à ses frères), pour III^e XXX l. (quittée à Mons. le Savignieu), f° 212. Les Baronats : « Les mines de cuivre de Chessieu, MIL L (tenent in commune dictas... duo fratres et nepos). Jacques Cœur n'étant pas citoyen, ses biens hors de Lyon ne figurent pas aux Nommées. D'ailleurs, il a revendu sa part aux Baronats en 1444.

« quittées » à « Monseigneur de Savignieu », d'où il appert que le procès entre les mineurs et l'abbé de Savigny, pour lequel on faisait des recherches au mois de novembre 1421 dans les archives du Chapitre de Saint-Jehan²⁶, est terminé, et que les mines sont franchises ou abonnées.

Les Jossart ont travaillé les premiers : le Vaillant de 1388 attribue à M^e Hugo Jossart, le père, « biens divers et rentes à Brullioles et mandement de Chamossset²⁷ ». En 1406, son « moblo » est passé de cinq cents livres à trois mille « considéré les acquêts qu'il a faits » : lisons ici, à cause de la plus-value qu'ont acquise ses entreprises²⁸. Les fils de M^e Hugues sont deux nobles chevaliers, et leurs mines de Sain-Bel, Brullioles et Sainte-Foy-L'Argentière ont passé aux mains de Jacques Cœur, après les avoir enrichis, mais non sans leur avoir aussi procuré quelques déboires. En 1415, les hoirs de Hugues Jossart refusent de payer les aides, et leur procès se déroule devant le tribunal des Elus : ils établissent leur noblesse assez facilement, tant par une lettre royale d'anoblissement de 1398 que par le fait que Jehan Jossart l'aîné porte les armes, « il a suivi le Roy, monté et armé souffisamment, à l'armée qui a esté dernièrement faicte en Picardie contre les Angloys » ; mais ils ne s'appuient pas sur les privilèges spéciaux accordés aux maîtres mineurs. André Chevrier, sur le siège des Elus, les condamne à payer lesdites aides, en provision, et, notwithstanding appel de leur part, il fait vendre cent cinquante quintaux de plomb leur appartenant, et qui se trouvent sur le « martinet » de Cosne, paroisse de Brullioles, où le sergent royal va les saisir effectivement²⁹.

²⁶ A. C. S. J., 23 novembre 1421 : si l'on trouve dans la chambre quelques documents contre les mineurs, on les enverra à l'abbé de Savigny.

²⁷ C. C. 1, Vaillant, p. 174.

²⁸ C. C. 2, f^o 76.

²⁹ C. C. 342 : les deux tiers du registre. Il y a au procès des Jossart une bien belle histoire de plomb : 150 quintaux vendus à 8 s. le quintal. Cl. Rup, marchand lyonnais, vient dire qu'il l'achèterait bien à 22 s. Le procès est jugé par J. Palmier, lieutenant de J. Jossart lui-même, qui se dérobe à son tour, et André Chevrier, lieutenant de l'autre élu. Celui-ci adjuge à Cl. Rup le plomb qui est sur le lieu du martinet, mais les

Plusieurs années après, les frères Baronnat refusèrent aussi de payer les tailles et de faire les faits communs de ville. Les pièces du procès que leur intenta la ville existent aux Archives municipales, l'une d'elles est fort intéressante : les Baronnats y exposent qu'ils ont remis en train les mines de Chessieu et de Saint-Pierre-la-Palud, qui étaient en chômage, refait les martinets à leurs coûts et dépens, et qu'ils y ont mis beaucoup du leur..., que depuis trois ans ils ont repris l'exploitation de la montagne d'argent et de plomb de « Cottescule » et « Montipon », qui depuis quarante ans était en chômage, de même les mines de Cosne et de Bouxieu, et celles de Jo près de Tarare..., que les mines leur appartiennent « par bon et loyal tiltre... et sont maistres marchans propriétaires privilégiés », qu'ils sont francs de tailles et de gabelles par « divers lettres royaux » publiées à Lyon aux deux bouts du pont de Saône le 9 août 1438, et aussi à Sain-Bel, chef-lieu des possessions de l'abbaye de Savigny, et que de tous temps des conditions spéciales ont été appointées en faveur des « ouvriers » des mines. Leur affaire se termina pourtant en 1458 par une lettre royale qui les débottait à tout jamais de ce privilège ³⁰.

L'exploitation des mines était active en 1434, et le commerce des métaux se faisait en dehors et au-dessus des métiers catalogués, puisque Bernerd de Varey, terrier d'acointances drapières, lors de la venue du roi, offre de prêter à la ville, au lieu des marcs d'argent que donnent ses égaux, cent quintaux de « plomb en table » qu'il a, et dont, sans aucun doute, il fait commerce ³¹.

Jossart ne veulent ni ouvrir ni donner la clef. Cl. Rup ne veut payer avant d'avoir vu la marchandise; c'est lui qui est poursuivi, on le menace de le mettre en prison. Il se désiste, et personne ne parle plus des 150 qx de plomb.

³⁰ C. C. 348, en entier.

³¹ R. C., 30 mars 1434, II, p. 373. Le même Bernerd a vendu à la ville en 1417 les fers de lances pour garnir les poternes (R. C., p. 94). J. Faure, alias Petit, barbier, vend au chapitre des pièces d'armure et des viretons (A. C. S. J., 21 janv. 1429).

Enfin, l'une des activités principales de la ville, sur quoi nous avons aussi quelques notions, est le commerce de l'argent, — le change et la banque —, qui existe depuis au moins deux siècles, mais que la création des foires développa.

Il est hors de doute que les marchands de Lyon pratiquent depuis longtemps les diverses formes de crédit, et que l'Eglise, loin de les entraver dans cette voie, les encourage, les aide et les imite : Ainay prête de l'argent et fait des opérations commerciales ³², Saint-Just s'est ruiné à emprunter sur gages ³³ ; quant aux Seigneurs de Saint-Jehan, ils engagent aussi volontiers les vases sacrés, et tout cela ne va pas sans intérêts plus ou moins bien dissimulés ³⁴. D'autre part, Lyon, ville frontière de plusieurs Etats, voit affluer chez elle toutes sortes de monnaies ; entrepôt de marchandises d'origines lointaines et diverses, elle utilise des capitaux qu'elle doit rémunérer : tout grand commerçant est donc ici, changeur d'abord, banquier ensuite.

Mais il y a des professionnels : les Lombards, dont le meuble, en 1406, était évalué à 4.000 l., et dont il n'est plus question, ont été remplacés par des gens de la ville ³⁵. Nos documents nous apportent trois faits certains : l'emprunt de cinquante écus d'or contracté par le Chapitre auprès de Pierre Eynard, alias Beaujehan, sur le gage d'un « fitulus » et d'un calice d'argent du poids de onze marcs quatre onces qu'il pourra vendre et dont il pourra disposer à son gré s'il n'est remboursé dans quinze jours ; l'usure est manifeste, tellement que le chanoine Humbert de Varax,

³² V. C. C. 3, f° 58, Nommée de Girerd de Varey « considéré les debtes qu'il a juré qu'il doit à Messires d'Enay et autres merchants estranges ».

³³ A. C. Saint-Just, 20 déc. 1425, 15 sept. 1428, 4 juillet 1429, 28 février 1430, 25 oct. 1431, 23 et 24 sept. 1434. L'un des prêteurs de 1430 est ce P. Eynard que nous retrouverons tout à l'heure. En 1434, on vend des terres, et l'on engage les deux grands châteaux de Brignais et de Grézieu.

³⁴ A. C. Saint-Jehan. Les emprunts sont très fréquents : on engage les châtelainies par deux et par trois à des bourgeois de Lyon ou à des nobles, qui portent le titre et perçoivent les émoluments sans assurer la fonction.

³⁵ C. C. 2, f° 33.

aussitôt informé, rachète la créance au plus vite³⁶. Le deuxième est le dépôt de mille écus vieux, à vue, fait par Rodrigue de Villandrando chez Eustache de Pompierre en 1430, et qui a dû être fait à des conditions illégales, puisque Rodrigue n'a jamais pu rentrer en possession de son argent, bien qu'il ait en main une reconnaissance qu'il conserve en son trésor de Montgilbert³⁷. Enfin la ville ayant saisi tous les biens de Loys Chevrier, réclame les deux tiers de quatre mille livres (estimés 1.500 suivant le principe des Nommées), déposées à son nom chez les Villars ; les banquiers refusent de s'en dessaisir, ou même d'en avouer l'existence : s'il ne s'était agi d'une affaire commerciale, les consuls auraient poursuivi³⁸. Les Nommées nous apprennent encore que les frères Loys et Berthet de Villeneuve, ruinés et insolvables, doivent à Enemond Gondin, changeur et grand manieur d'argent, une pension annuelle de vingt francs d'or, qui correspond certainement à un prêt d'un caractère tout spécial³⁹.

Si la banque, chose secrète ou du moins discrète, nous est soupçonnée plutôt que vraiment connue, il n'en est pas de même du change, qui se fait au grand jour. Il y a un métier des changeurs, l'un des plus honorés de la ville, qui occupe le cinquième rang de la liste syndicale : ce devrait être un métier juré, et, pour ainsi dire, officiel, car, comme nous l'apprennent les « Decisiones », en

³⁶ A. C. S. J., 2 et 10 juillet 1434. S'il n'est pas remboursé dans quinze jours, le gage lui appartiendra.

³⁷ Lettre de Rodrigue, A. A. 82-100 : « Jehan de Salles m'a dit... que vous me feriez faire raison... à Hustasse de Pompierre qui a le mien en garde, que je n'en puis rien avoir... Chastelledon, le XIII^e mars [1430], publiée Quicherat. V. Quicherat: Rodrigue de Villandrando, p. 35-37, note d'un legs fait à son fils Charles: « Idem plus mille escuz vieulx que Eustasse de Pompierre li devoia et doit encore... » En 1435, meurt à Lyon J. de Modon, facteur de Rodrigue, et ses héritiers refusent de restituer aux compagnons, « aux gens de Rodigo », les sommes qu'ils ont en dépôt. V. R. C., 3 janvier 1435. 4 mars 1436, II, p. 412-452.

³⁸ V. C. C. 3, f^o 248, R. C., 26 nov., 13 déc. 1450, p. 666-669. « Icellui de Villars a respondu que lui ne sond. frère n'ont ne jamais n'eurent riens affaire avec led. Loys... et ne scet se iceulx II^m l. sont en leur oivreur ou non ».

³⁹ C. C. 3, f^o 221 v^o.

France, nul ne doit tenir banque de change que par l'autorisation du roi, et les contrevenants sont sévèrement punis⁴⁰. Mais à Lyon, la liberté des changes est un des privilèges non écrits de la ville, et le contrôle des agents royaux, tout à fait intermittent, ne s'exerce pas sans difficulté⁴¹.

Les changeurs de métier sont très peu nombreux ; en vingt ans, sur quarante maîtres, nous en rencontrons trois : Colin Malregart, P. Ponchon et Pétrequin Chocart ; tous les autres ont été, sont ou seront drapiers, épiciers, merciers, saulniers ou ferratiers, ou encore doriens, gens du grand commerce ou détenteurs de métaux précieux ; la plupart d'entre eux exercent alternativement la maîtrise dans leurs deux corporations. Ces changeurs occasionnels sont aussi les receveurs de la ville pour ses propres impôts et pour les tailles royales. En 1446, les Nommées comptent six changeurs, dont trois ont un autre métier ; mais, à défaut des juifs inexistant, car l'Eglise et la ville leur sont intolérantes, beaucoup de marchands ont aux Changes du Royaume ou sur le pont de Saône un ouvroir, parmi d'autres, où se pratique le change des monnaies, en même temps que le prêt à gages⁴².

C'est que, dès avant le temps des foires, le change est à Lyon un besoin impérieux : il est peu de villes en Europe, il n'en est pas en France, où affluent plus de monnaies étrangères. Pour s'en rendre compte d'une façon très concrète, il suffit de regarder par-dessus l'épaule du Pro-

40 Gui Pape, decisio 287 : « in regno Francie nullus audet bancam cambiū tenere nisi auctoritate regia et contrarium facientes acriter puniuntur ».

41 Les cas les plus intéressants sont ceux de P. de Saint-Barthélemy, m. d. métier, comme changeur en 1417-19-20, et comme drapier en 1418-22, etc. ; de Et. Dole, changeur, 1421-25-33, drapier, 1423-28. V. aussi, G. Gontier, R. et J. Dodieu, épiciers et changeurs ; J. Faure, J. de Savignieu, Hugonin Bonnet, aussi merciers, Péronnet Rossellet, aussi dorieur.

42 L'un d'eux, Le Breton, « tient son change chez Pasquet le charron. Les Caille, les Garin, ont passé définitivement du métier de pelletier, Aimé Sala, de celui de mercier, au métier de changeur. Les frères J. et P. de Villars, inscrits aux saulniers et ferratiers, ont une maison de banque.

cureur ou de celui des consuls qui vont avec le trésorier « lever le plot du pardon du pont de Rosne » : là, le péage une fois payé, les passants versent leur aumône, appelant ainsi sur leurs affaires la bénédiction divine, et participant aux indulgences pontificales ; si d'aucuns se montrent généreux : on y a trouvé en 1417 un écu d'or, et en 1422 un « gudin » (gulden), la plupart donnent des pièces blanches, ou même chargent le plot de très humbles billons ; mais toujours, à côté de toutes les variétés de monnaies royales de toutes émissions, on y trouve, outre les billons, deux ou trois sortes de monnaies dauphinoises, quatre ou cinq de Savoie ou de Genève, d'autres encore ⁴³. Mais, par le Nord et par l'Est, viennent aussi les espèces de Lorraine, d'Autriche et de tout l'Empire, et par le Sud, celles de Gênes, de Milan, de Florence, de Venise, et enfin les monnaies du Pape : on voit dans les comptes détaillés jusqu'à des nobles d'Angleterre. Quelle que soit l'activité des changes, on en arrive, pour la commodité, à trafiquer avec chaque marchand dans la monnaie de son pays : la chose est illégale, interdite par les lois du royaume, mais la nécessité apparaît si flagrante que les rois de France lèvent l'interdiction ; le dernier privilège est de Charles VI, en 1417, et vaut pour quinze ans, jusqu'en 1432 ⁴⁴. Il fut contesté d'ailleurs beaucoup plus tôt par les gens du roi, mais c'est que les circonstances, entre temps, s'étaient beaucoup modifiées.

Les monnaies royales avaient connu pendant un quart de siècle une stabilité à peu près absolue, assurant une relation constante entre la monnaie de compte, la livre tournois de vingt sous valant chacun douze deniers, et la

⁴³ Le plot du Pont du Rhône, v. R. C., p. 48, 122, 248, 304 et II. p. 116, 309, 384, 426.

⁴⁴ Privilège de la Ville au sujet des transactions en monnaies étrangères. V. Cartulaire Municipal, 19 sept. 1330, 25 oct. 1334, 12-14 nov., 16-18-19 déc. 1334 ; 6 janv. 1343, 22 juil. 1345, 25 nov. 1380 et 4 sept. 1387. La lettre de Charles VI du mois d'oct. 1417, C. C. 343, n° 8, adressée au bailli, donne la permission de commercer avec les pays de par delà *en toutes monnaies*.

monnaie réelle, l'écu d'or de vingt-deux à vingt-cinq sous, suivant son poids, le mouton d'or à vingt sous, le florin de roi à quinze. En 1417, les monnaies d'argent, sujettes aux variations, non de poids, mais d'aloi ou alliage, étaient encore honnêtes : on donnait un grand blanc, ou un gros pour vingt deniers, un blanc pour dix, un petit blanc pour cinq ; il y avait des pièces « neyres » de deux et d'un denier. Au-dessous de ces valeurs, nos textes et nos comptes connaissent des mailles (un demi-denier) et des poyses (un quart), on trouve aussi parfois sous la plume du notaire le mot obole : ces monnaies constituaient le billon. Une baisse légère se manifeste en 1418 et 1419, la monnaie noire encombrant le marché, puis la chute s'accroît en 1420 (traité de Troyes), et 1421 (émission de monnaie de mauvais aloi), pour devenir extrêmement lourde et rapide en 1422, après l'émission des « blaffars » : l'écu d'or de soixante-quatre au marc, qui valait vingt-deux sous et demi en 1417, est reçu en juin 1421 pour deux livres et demie, en décembre pour douze livres, pour vingt en mars 1422, pour vingt-cinq en octobre, pour trente-six en novembre, au point le plus bas. La monnaie est ensuite brutalement « revallée » au mois de janvier 1424, au point que la ville doit prendre à l'égard du public des mesures de transition. Puis la baisse reprend lentement, sans atteindre les proportions précédentes (l'écu est à deux livres dix sous en décembre 1426) ; en 1427, la bonne monnaie est rétablie, mais la médiocre circule encore, et, bien que l'effort ait été renouvelé au commencement de 1428, la baisse reprend cette année-là, mais s'en tient à un quart de perte environ ; elle est plus forte en 1431 et 1432 et les bonnes gens ne retrouveront pas la stabilité des monnaies blanches avant 1445.

Devant ce grand désordre, insupportable au commerce, les marchands lyonnais ont « marchandé à écus d'or », et, quand le roi toucha même aux monnaies d'or et en diminua gravement, de 1424 à 1429, le poids et le titre, las de peser et d'essayer les écus, ils ont trafiqué en flo-

rins de Savoie et en toute monnaie de Pape et d'Empire. Alors vinrent à Lyon de redoutables commissions de réformateurs, devant lesquels toute la ville trembla d'abord : le consulat, couvrant le reste du peuple, leur abandonna les changeurs. Puis on se rendit compte de la vénalité de certains commissaires, et on les acheta, sans aucun scrupule ; puis on s'aperçut que ces réformateurs ne pouvaient ni ne voulaient rien réformer, et que leur arrivée coïncidait toujours avec de grands besoins d'argent autour du roi, et qu'ils étaient destinés à extorquer, sous la grande peur qu'ils faisaient, le plus possible de tailles et de gabelles. Dès lors le consulat se mit à résister, faisant de toutes les infractions commises « fait commun de ville », rien ne vint punir son audace, les réformateurs composèrent à l'amiable, et chacun reprit son petit trafic à l'accoutumée ⁴⁵.

En somme, compris le change et la banque, ce que nous appelons le grand commerce lyonnais est lui-même assez modeste, nous ne sommes ni à Florence ni à Venise, et rien ne fait pressentir le grand Lyon du siècle suivant. Tous ces gens dirigent eux-mêmes leur affaire et les plus fiers d'entre eux servent encore leurs clients à l'ouvroir, au moins de temps en temps ; quelques marchands ont un clerc, ou comptable, qui peut figurer parmi les maîtres du métier ; les frères de Sivrieu ont tout un personnel, dont ils disposent pour le service de la Commune ⁴⁶. Les Dodieu pères et fils, épiciers, changeurs et fonctionnaires du Chapitre, ont à l'épicerie un « facteur », Gillibert (maître de

⁴⁵ V. II^e partie, ch. III, § 3 ; ch. IV, § 2. Poursuites contre ceux qui ont marchandé à écus d'or et à monnaies d'empire, R. C. 25 oct. et 31 déc. 1422, II, p. 21 et 31, et surtout 13 janvier 1429, II, p. 303, où J. Andrevet se vante de tirer 1.200 écus d'or des délinquants, pourvu qu'il puisse « faire ouvrir les arches des marchans quelxconques de lad. ville, à torches, de jour, de nuyt... », enfin la grosse offensive d'avril-mai 1434, qui échoue en février 1436. V. II^e partie, ch. IV, § 3.

⁴⁶ Le personnel des Syvrieu, R. C., p. 176, 253, 261 et C. C. 392, n° 25. Les grands bourgeois qui tiennent leur ouvroir : V. testament Girerd de Varey in Masures de l'Île Barbe, I, p. 654.

métier, 1420) ; de même les Chapuis, saulniers de Condrieu, seigneurs en Dauphiné, et un peu plus tard les Baron-nats, drapiers à Lyon, maîtres mineurs à Tarare et à Sain-Bel. Ce titre de facteur désigne aussi les hommes d'affaires des grands chefs de bandes, clien!s certains de notre commerce et de nos banquiers : Le Borne Caqueran a Thomas Broard, et Rodrigue Jehan de Modon ⁴⁷.

Enfin, tel qu'il est, ce commerce attirera l'attention de Jacques Cœur, qui acquit chez nous en 1446 des mines et de belles maisons : les propriétés urbaines des Sivrieu, et sans doute aussi leur fonds de commerce, avec plusieurs autres. Il entretint dans notre ville un facteur, Jehan Goy, personnage riche et considéré. L'expérience « moderne » du grand brasseur d'affaires n'eut qu'un temps, comme chacun sait, et influa aussi peu que possible sur l'économie lyonnaise ⁴⁸. Les foires, par contre, firent la fortune de la ville à l'âge suivant : elles ne furent définitivement établies qu'après 1450, mais un premier essai fut tenté en 1420, qui tient une certaine place dans l'histoire de ce temps.

⁴⁷ Les facteurs: le facteur des Dodieu, Gilibert, Maître du métier en 1421; R. C., p. 282. Le facteur des Chapuis, A. C. Saint-J., 15 mars 1426; celui des Baronnat, C. C. 3, f° 36 v°, celui du Borne Caqueran, R. C., II, p. 171; celui de Rodrigue, R. C., II, p. 411; celui des Chaponnay, R. C., II, p. 365.

⁴⁸ Jacques Cœur à Lyon, C. C., f° 146. V. les Nommées des habitants de Lyon, p. 84 et 89.

4. Les Foires.

Les célèbres foires de Lyon, par où commença sous Louis XI le grand essor commercial de la ville, étaient attendues et désirées par les bourgeois depuis leur entrée dans le Royaume : jamais ils ne manquèrent de les réclamer aux rois de France, quand ils purent les aborder. Charles VII, au temps où il était un bien pauvre Dauphin régent le royaume, et qu'il avait grand besoin de leurs services, les leur accorda une première fois. Les foires durèrent alors cinq ans, puis la guerre, l'insécurité des routes, les variations des monnaies, la concurrence de rivaux plus favorisés les firent tant baisser qu'elles tombèrent en désuétude. Bien que la création de ces foires soit un peu postérieure au début de notre étude, nous nous en occuperons ici même, pour les lier à la vie économique de la ville, dont elles sont un élément important. Mais nous n'oublierons pas, chemin faisant, que tout ce que tentèrent et réalisèrent les bourgeois de Lyon s'accomplit au milieu du bruit des armes, parfois au péril prochain de la ville et du pays.

Le 19 juillet 1419, les consuls reprirent « l'enquête des foires » : las d'essayer les refus des gens du roi, et décidés à faire aboutir une ultime démarche, bien conseillés d'ailleurs par Paterin et Thomassin, qui n'ignoraient pas l'action sur les bureaux d'un projet bien étudié, ils chargèrent le lieutenant du bailli de recueillir avec le Procureur tous les renseignements utiles, et d'établir un rapport en bonne et due forme, que l'on porterait à Bourges, et qui serait présenté par l'évêque de Saint-Papoul, Jehan Burle, de Lyon, conseiller du Dauphin, sur qui l'on pouvait compter absolument. Messire Paterin recueillit les documents avec l'aide des premiers de la ville, interrogea force témoins, et dicta « l'inqueste des foires » à Denis Beccey, greffier de la Cour du roi, qui la fit transcrire sur huit peaux de parchemin ras, en seize feuilles : cela coûta cher, en vérité,



Extrait du plan scénographique

vingt livres à Paterin, dix au greffier, plus vingt sous pour le secl et cinq pour le vin des cleres ; mais on disposait pour ce faire d'une ressource nouvelle, le gros par quarte de sel, que le Dauphin venait d'accorder à la ville¹. On comptait sur « la paix de Nos Seigneurs de France », qui se traitait lors en Champagne : l'événement de Montereau survint, coupant la France en deux. L'enquête achevée malgré tout, on attendit le retour de Savoie de Mons. de Saint-Papoul, et le Procureur s'en fut avec lui par devers le Régent, pour « impétrer les foyres ». Il revint au mois de décembre, sans les avoir obtenues, mais il avait eu accès à la personne du Dauphin, « qui briefment doit estre à Lyon, pour en là ordonner à son plaisir² ».

Le Dauphin vint à Lyon au mois de janvier 1420, les gens de son conseil l'avaient précédé de quelques jours ; les consuls renouvelèrent leur demande, n'oubliant pas de « faire plaisir » aux maîtres des requêtes ; le 20, Pompierre parla des foires en sa harangue, mais le Dauphin ne répondit pas³. Le 29, on apprit que le Conseil avait accordé les foires, mais sans les affranchir de toutes aides ordinaires et extraordinaires : les consuls et quelques notables, réunis d'urgence « en la butique Raymond Dodieu », décidèrent de les refuser ; puis la réflexion vint, et les bons conseils des gens compétents ; revenant sur leur décision, les consuls convoquèrent le 7 février les maîtres des métiers, qui émirent l'avis « que l'on preigne les foyres telles que le Conseil de Monseigneur le Daulphin les ont octroyées, qui ne porra meilleurs avoir⁴ ». La ville envoie aussitôt signifier à qui de droit son acceptation. Mais le Conseil a quitté Lyon avec son maître, et c'est alors une véritable poursuite sur la route du Languedoc : Bernerd de Varey et Etienne Oydel passent par Saint-Symphorien-d'Ozon,

1 R. C., 19-29 juillet, 5-30 août, 17 nov., 4 déc. 1419, p. 180, 181, 183, 186, 201, 203.

2 R. C., 6-25 nov., 29 déc. 1419, p. 196, 202, 206.

3 R. C., 15-20-24 janvier 1420, p. 217, 219, 221.

4 R. C. Refus, 29 janvier ; acceptation, 7 février ; p. 223, 226.

Vienne, Le Puy, et vont jusqu'à Montpellier. Ils ont emporté avec eux beaucoup d'argent, car il faudra bien cent cinquante ou deux cents livres pour le sceau, et cent moutons d'or neufs à distribuer à l'archevêque de Bourges et aux secrétaires royaux. Denis du Moulin, Guillaume de Montfermier, Campion et Mauloué..., de sorte qu'ils sont autorisés à emprunter le complément à Toulouse, en obligeant les biens communs, s'ils sont forcés d'aller jusquelà. Les envoyés ont enfin les précieuses lettres, ils rentrent à Lyon par la vallée du Rhône, en faisant crier les foires « à voix de trompette » à Nîmes. Avignon. Carpentras, Valence, Romans, Saint-Antoine et Vienne : coût du voyage, à quatre chevaux, sans compter les dépenses en cour, quatre-vingt-huit livres six sous huit deniers pour Oydel, et pour Bernerd, qui a perdu un cheval en route, cent soixante-treize livres ⁵.

Le 15 avril, les envoyés sont de retour, et le 18, une assemblée charge six grands de « prendre et ordonner les places des foyres de Lion », et leur donne le droit de requérir choses et gens au nom du consulat. La première foire commencera « le lundy après Jubilate prouchain venant », deçà la Saône, à la partie de l'Empire, l'autre se tiendra le 15 novembre au Royaume, et « de quy en là, à tousjours ». Et tout de suite on organise la « crie » le plus loin possible, au pays de Forez et par les bonnes villes du Dauphiné, et puis encore à Genève, à Gênes et à Nice ; et l'on organise aussi les services à l'intérieur de la ville, car le temps presse : un bourgeois se tiendra à chaque porte pendant six jours, et Andry Chevrier lui-même « registrera ce qui passera par la ville ⁶ ».

Puis il faut s'entendre avec le Maître des ports et ses péagers, avec les péages du Dauphiné, de Jonages et de Crémieu, faire le procès au S^r d'Anthon, qui veut maintenir le sien, donner satisfaction aux gens de Mons. de

⁵ R. C., février-mars, p. 228 et seq.

⁶ R. C., 2 mai, 20 août 1420, 18 janvier 1421, p. 240, 255, 279.

Savoie pour qu'ils « n'empêchent » pas les vivres, et veiller à ce que tout le trafic passe bien par Lyon en ces grands jours⁷. Il faut surtout s'entendre avec Mons. de Lyon, le Chapitre et les gens d'église, qui tiennent Vimy, Anse, Vaugneray, L'Arbresle, et surtout les grands péages de l'eau, Rochetaillée sur la Saône, et sur le Rhône, Givors et Condrieu. Une assemblée a lieu à Saint-Jehan, le 30 avril, où les Seigneurs d'église, eux-mêmes très intéressés, déclarent les foires accordées par le Dauphin franchises de la part de l'Eglise de toutes redevances, péages, leydes et gabelles, et ce pour cinq ans, tous droits réservés pour plus tard⁸. Et la foire de mai eut lieu en son temps, la première.

On avait aussi nommé le 30 avril un « corratier », à qui l'on avait promis les gages accoutumés, et qui avait prêté serment ; puis, la foire terminée, on se demanda à quoi cet officier pouvait bien servir, d'autant plus que Monseigneur de Lyon prétendait l'investir : « pour le présent ne sont pas nécessaires..., jusques l'on ait parlé aux marchans qui viendront à la prouchaine foyre, qui sauront mieulx deviser le gouvernement et les drois des corratiers que ne font les marchans de ceste ville ». Nous n'entendrons plus parler des corratiers.

Pour la seconde foire, en novembre, on prit grand soin de se munir en Dauphiné des autorisations de passage les plus étendues. Les deux foires de 1420 ne durent pas laisser grand bénéfice : en mai, on avait accusé l'improvisation, après celle de novembre, des mécontents se montrèrent. Les drapiers et d'autres marchands de la ville réclamèrent le droit de ne pas aller « en foyre », s'il ne leur plaisait. On décida qu'il les fallait contraindre, car, « se ceulx de la ville n'y alloient, elles en seroient diffamées, et es autres foyres, comme Paris, Challon, l'en a coustume », et l'on s'entremet de faire payer le loyer des ouvroirs occupés au

⁷ R. C., 29 avril, 24 mai 1420, p. 238, 243.

⁸ A. C. S. J., 30 avril 1420.

Royaume par les commerçants de l'Empire⁹. Pendant cette foire, Andry Chevrier s'était tenu à demeure derrière la table de change d'Enemond Jay, pour établir et taxer le louage des boutiques, enregistrer les marchandises entrées et sorties ; il sera bientôt chargé de délivrer aux forains qui auront vendu leurs marchandises « à or » des cédules leur permettant de « getter » cet or du royaume, car les gardes des portes doivent s'assurer qu'ils ne passent point de billon, qu'ils n'ont fait par ailleurs sur la monnaie aucune opération défendue, et qu'ils ne tentent pas de « getter » de la ville en l'Empire certaines denrées qui n'y doivent pas aller.

Pour 1421, on a prié les hôteliers de faire toute l'année de la réclame auprès de leurs hôtes, et on leur a baillé des « cédules » à cette fin¹⁰, puis, le 3 avril, le consulat a déterminé en détail la place de chacun à la foire de mai : « c'est assavoir la mercerie depuis l'ovreure Joffrey Faure jusques à l'ovreure Enemond de Syvrieu, dessà et de là ; l'espicerie de quy en là jusques à l'ovreure Guillaume Gontier, des deux costés ; les Changeurs de quy en là jusques à Andry de Fribourg, pardevant Saint-Nizier ; les pelletiers de quy en là jusques à Messire Anthoine Grant, d'un costé et d'autre ; les drappiers de quy en là jusques au Buef, des deux costés ; la frepperie et batterie en la rue Ventrant ; les celliers et armeuriers en la rue de la Paneterie, des deux costés ; les escoffiers, tanneurs et perchiminiers en rue Merchière ; les chevaux et asnes depuis Saint-Cosme jusques aux Escloysons ; buefs, vaches, pors et motons depuis les Frères Meneurs jusques à la Torreta, au long du Rosne ; la greneterie au lieu acoustumé ; les canabassiers depuis Jehan Durant jusques à Enemond Jay des deux costés ; chapelliers, vendeurs de laines et drappiers de gros draps estrangers en la rue de l'Aumône¹¹ ».

Il a fallu encore composer avec les merciers de la ville,

⁹ R. C., 29 avril 1420, 18 avril 1421, p. 238-298.

¹⁰ Publicité dans les hôtels, le 20 mars 1421, R. C., p. 290.

¹¹ R. C., 13, 15 avril, 14 nov. 1421, p. 291, 296, 298, 336.

qui ne voulaient pas « mettre avant leurs marchandises ». Ce qui est beaucoup plus grave, il a fallu arrêter graisses, huiles, fer, acier et charbon de pierre, et, comme déjà le pays n'était plus assez sûr, il a aussi fallu fermer la plupart des portes, mettre grosse garde à celles du pont et de Saint-Marcel, faire l'escharguet chaque nuit, à vingt-cinq des plus notables, interdire d'autre part d'entrer en armes dans la ville, et, pour que les gardes de la monnaie et ceux du Maître des ports n'infligent pas d'avanies aux marchands étrangers, renforcer d'un serment les cédules d'André Chevrier. Tout cela est fait pour nuire au commerce. Au mois de mars 1422, un certain échange de quarante bennes de charbon contre du blé ou du seigle est destiné à adoucir les interdictions du côté de l'Empire, et le bailli autorise en mai le départ des suifs et saindoux, du fer, de l'acier, du charbon et des bestiaux, le tout en petite quantité, car on craint d'être assiégés. D'autres voulaient tout laisser passer, pour sauver la foire.

Elle a lieu cependant, et comme les drapiers étrangers ont demandé que la foire des draps soit en l'Albergerie, « pour que chascun les y voit mieulx », on leur y fait dresser des ouvroirs « à compétons loaiges » et on décide que les forains seront logés avant ceux de la ville ; pour ceux-ci, réglant la question en suspens depuis 1419, l'assemblée des notables ordonne que nul ne sera contraint d'aller en foire s'il ne veut, mais, « ceulx qui n'iront n'ovriront point leurs ovroures¹² ».

Les foires paraissent maintenant organisées, et l'offensive du duc de Savoie, envoyant Charbucle, en octobre 1422, réclamer en faveur de la foire de Bourg, est un acte de politique pure, une tentative d'intimidation à l'égard de la Commune¹³. Elles sont donc ouvertes régulièrement en 1423 et 1424 ; mais les restrictions de toute sorte se multiplient : il faut en 1424 transmettre à Bourges le

¹² R. C., 2-4 mai, 3 déc. 1422, II, p. 2, 3, 27.

¹³ R. C., 28 oct. 1422, II, p. 21.

compte des marchandises échangées, puis bientôt exiger que les bateaux de la Saône n'aillent plus loin que le Beaujolais. Enfin sévissent les gens d'armes, sur toutes les routes ils arrêtent les voyageurs et bon marchands, prennent leur pacotille et leur argent, et les mettent eux-mêmes à rançon : l'aventure de Jehan de Laon, marchand de Genève, qui venait acheter pour le duc de Savoie, et que les routiers dévalisèrent aux portes même de Lyon, fit le plus grand tort aux foires, la ville en fut « diffamée », selon la forte expression du consulat ¹⁴. Dès 1425, il n'est plus question des foires aux Registres consulaires, il n'en est plus trace nulle part.

Ainsi finit cette première expérience, que seuls le malheur des temps et la malice des gens d'armes empêchèrent de réussir, et la restitution de la ville de Lyon en son rôle commercial européen se trouva retardée d'un demi-siècle ¹⁵.

¹⁴ R. C., 2 janvier, 30-31 mars, 25-27 nov. 1423, 17 nov. 1424, II, p. 31, 44, 75, 118; et, pour l'affaire de Jehan de Laon, v. II^e partie, ch. III, § 2.

¹⁵ La restauration des foires en 1444 fut encore précaire: tout était ravagé. Pourtant, cette fois, le roi avait accordé la franchise. R. C., II, p. 448.

CHAPITRE IV

LA COMMUNE DE LYON

1. Les origines.

M. Pirenne, résumant à la fin de son livre sur les villes du Moyen-Age les caractères d'une commune, la définit ainsi : un groupe d'hommes vivant du commerce et de l'industrie, à l'abri d'une enceinte fortifiée, et jouissant d'un droit, d'une administration et d'une jurisprudence d'exception, qui font d'elle une personnalité collective privilégiée¹. Si tels sont les caractères essentiels d'une commune, la ville de Lyon, en 1417, est-elle une commune ? Oui, car s'il lui manque la juridiction civile et criminelle du premier degré, elle possède effectivement un droit et une jurisprudence d'exception : la justice, bien qu'exercée encore par les anciens maîtres, est spécialement réservée à la ville, et tout arbitraire en est exclu, tant par des privilèges écrits ou traditionnels, que par la surveillance immédiate du roi de France, dont les intérêts sont conformes aux siens.

La Commune de Lyon est récente, la dernière venue en Europe occidentale ; elle est de nature originale, et ne ressemble à aucune autre dans son temps.

Depuis le ^{xiii}e siècle, il n'y avait plus en France de véritables Communes : la Royauté les avait transformées en villes de bourgeoisie royale ; quelques villes du Languedoc avaient seules conservé en apparence leur vie

municipale sous la tutelle étroite des fonctionnaires royaux. L'évolution était accomplie au temps de Philippe le Bel, quand Lyon fut annexée au royaume de France.

Les bourgeois de la cité de Lyon, et surtout ceux du bourg, autour de Saint-Nizier, se battaient depuis un siècle et demi contre l'archevêque et son chapitre, profitant des divisions qui affaiblissaient le pouvoir des Seigneurs ; mais ils n'obtenaient de concessions que pour les voir révoquer bientôt après, et n'avaient pu mettre sur pied que de vagues éléments d'organisation municipale. Depuis le règne de Philippe-Auguste, le roi de France, intervenant dans les querelles en médiateur, mais toujours à l'appel des bourgeois, les avait pris en sauvegarde : il en vint à installer à Lyon un « gardiateur », fonctionnaire analogue à ce qu'étaient naguère les consuls européens dans le Levant et dans l'Empire chinois. Le comte de Savoie, dès le milieu du ^{xiii}^e siècle, y avait aussi quelques fidèles, et ne perdait aucune occasion d'offrir aux Lyonnais sa sauvegarde, au cas où celle du roi de France vînt à manquer. Au commencement du ^{xiv}^e siècle, l'emprise du roi se resserra : Philippe le Bel avait mis la main par des traités de paréage sur plusieurs principautés ecclésiastiques de son royaume, et l'avait étendue en territoire contesté, sur le diocèse de Viviers, au royaume d'Arles. Il désirait vivement s'emparer de Lyon, et se hâta d'autant plus de le faire que la convoitise du comte de Savoie égalait la sienne : il prit la ville à l'archevêque ; les traités de 1307 et de 1312, assez semblables aux paréages français, partagèrent le pouvoir entre le roi et l'Eglise, sans tenir compte des bourgeois. Mais le roi de France dut assez tôt se rendre compte que, loin de sa main, entre un vassal mécontent et un voisin aussi entreprenant qu'habile, soumise aux revendications imprescriptibles de l'Empereur, sa conquête n'était pas solide, et qu'il avait besoin pour la garder de la bonne volonté du peuple. De là vint

¹ Pirenne : Les villes du M. A., ch. VII, p. 185.

la Commune, en 1320, et de là ses caractères particuliers : la juridiction du premier degré ayant été laissée à l'archevêque et au Chapitre, indivise entre eux pour la ville seulement, et d'autre part les droits personnels des habitants se trouvant plus nettement déterminés et garantis que partout ailleurs. La persistance des pouvoirs ecclésiastiques et les essais qui furent tentés plusieurs fois au ^{xiv}^e siècle par les archevêques pour desserrer leurs liens ou même pour les briser, maintinrent très intime l'union du roi et des bourgeois, qui défendaient le pouvoir royal, en même temps que leurs libertés, mieux que ne le faisaient les officiers royaux ².

Lyon n'a pas, à proprement parler, de charte communale, et les droits de la ville reposent sur des traités bilatéraux ³. Ses institutions n'ont pas été délibérées et créées d'un coup, elles se sont développées au cours d'un siècle, et portent la marque des circonstances, elles sont d'une extraordinaire souplesse et solidité. La Commune a dû sa durée anormale à la situation de la ville, frontière avancée du royaume, à la mauvaise humeur des archevêques, à la convoitise savoisiennne ; elle est morte aussitôt après la guerre de Cent ans, quand la royauté n'a plus eu besoin d'elle ; mais les institutions ont pu rester les mêmes, modifiées seulement dans leurs détails, jusqu'à la grande Révolution.

Au commencement du ^{xv}^e siècle, les institutions sont fixées, et d'autre part la Commune est en pleine vigueur : le tableau de la vie municipale, outre qu'il va nous permettre de comprendre l'histoire de ces vingt années, semble donc en lui-même d'un très grand intérêt. Avant de l'aborder, et pour qu'il soit mieux délimité, nous devons étudier les restes du pouvoir ecclésiastique et l'action des gens du roi.

² Sur les origines de la Commune de Lyon, voir : Le « *Tractatus de bellis et induciis* », et les pièces du Cartulaire Municipal. Parmi les historiens anciens, voir Ménestrier.

³ Cartulaire Municipal : Concessions de Pierre de Savoie sous la forme de confirmation de privilèges anciens : 21 juin 1320, p. 114. Rédaction et publication de privilèges et libertés : 7 déc. 1336, p. 143. Confirmations successives des archevêques : p. 133, 345 et 354.

2. Les restes du pouvoir ecclésiastique.

Les divers traités en vertu desquels avait eu lieu l'annexion de la ville au royaume avaient laissé subsister, bien entendu, tous les droits utiles des Eglises, tant sur les mouvements de denrées, leydes et péages, que sur les biens immeubles en général. Presque toutes les maisons de la ville devaient aux Eglises des « servis » ou redevances annuelles fixes, tantôt légères, s'il s'agissait de propriétés inféodées depuis longtemps, tantôt lourdes ou très lourdes, en raison de la valeur même des immeubles urbains, s'il s'agissait d'« asservissements » récentes¹. En outre les mêmes hôtels, maisons, ouvroirs, curtils, devaient payer des « lods et introges » en tous les cas de changement de propriétaire². Il semble que les bourgeois de Lyon aient attaché à ces charges un caractère de dépendance personnelle qui leur était insupportable, et qu'ils aient fait tout ce qu'ils pouvaient pour s'en affranchir, profitant de toutes les occasions, et en particulier des grands besoins d'argent des Chapitres et des abbayes³. Une bonne partie des maisons de la ville sont franches en 1446, mais plusieurs centaines restent encore asservies : en particulier, la grande maison de Léonard de Molon, que la ville acheta en 1424 pour en faire la sienne, est chargée de servis à Mons. de Lyon et

¹ Servis en 1446. C. C. 3, passim, et A. C. S. J., notamment la quittance de 24 fr. réellement versés, délivrée à Imbaud de Bleterens, lieutenant royal, pour le servis dû *sur la maison de Roanne*.

² Lods et Introges: R. C., 15 déc. 1424, quatre-vingts écus d'or pour la maison de ville. A. C. Saint-J., entre autres 9 nov. 1420, remise à G. Bastier de la moitié des lods (soit 40 livres) sur deux maisons dont il vient d'hériter; 3 déc. 1422, une maison paie 12 d. de servis annuel et 40 écus d'introgés; 4 nov. 1426; 14 janvier 1427: on remet à P. Mulat la moitié des lods d'une maison qu'il a achetée, moyennant qu'il révèle au chapitre les lods qu'il connaît, attendu qu'il a reçu beaucoup d'actes comme notaire; 22 avril 1428, 2 janvier 1432.

³ A. C. S. J., entre autres, 16 janvier 1416: le chapitre a aliéné pour 500 l. les 35 florins annuels dus sur la maison ronde; 1^{er} déc. 1416, vente d'une maison; 10 juillet, 4 nov. 1426, rachats de pensions.

aux chanoines de Saint-Nizier, les introges à payer sont égales ou presque à la valeur marchande de l'immeuble, et la mauvaise volonté de l'archevêque à consentir au rachat de ses droits força les consuls à renoncer provisoirement à leur projet, plutôt que d'installer le Conseil de la Commune sur la terre serve⁴. Ces droits, auxquels s'ajoute le fait que les ecclésiastiques moyens placent beaucoup d'argent en pensions sur les citoyens, conservent à la plupart de ceux-ci, à l'égard de l'Eglise, une situation dépendante.

De plus, l'administration de la baronnie est presque entièrement laïque, et le personnel se recrute dans la bourgeoisie lyonnaise. Nous avons vu combien le service des Seigneurs du Chapitre intéresse nos citoyens, des plus grands, qui sont châtelains, aux plus humbles, qui disputent aux gens des bourgs et des villages les fonctions de portiers et de trompettes, de sergents, de chacipols et de champiers. Nous savons aussi que la plupart de nos gens de loi vivent de l'Eglise. L'archevêque a une tendance certaine à s'entourer de prêtres et de gentilshommes, cependant lui-même prend dans la ville son procureur, son chancelier, son secrétaire. C'est aussi l'Eglise qui reçoit dans ses prébendes et ses chapelles les cadets des bonnes familles, et qui élève jusqu'à elle les meilleurs des enfants du peuple. Enfin, d'autres bourgeois, qui ont acheté des biens nobles, sont devenus les vassaux de l'archevêque ou du Chapitre, tels les Sivrieu puis les Varey pour Rontalon, les Varey encore pour Belmont et Tunes, Pompierre pour Pollionay, et plusieurs autres, mais c'est ici une toute autre affaire, et la dépendance personnelle, une fois l'hommage rendu, n'est pas aussi étroite.

Droits utiles, emplois nombreux, honorables, avantageux, assurent donc à l'Eglise de Lyon une influence dominante

⁴ R. C., 24 mai, 21 déc. 1426, 15 janvier, 21-30 mai, 18 juin 1427. Rachat pour 160 écus de la pension de 12 écus due à Saint-Nizier sur la maison de ville: la négociation échoue, cette pension étant un servis à Mons. de Lion jadis attribué par lui à ceux de Saint-Nizier.

sur les hommes privés. Mais l'archevêque et les chanoines ont surtout conservé de leur ancienne souveraineté féodale le pouvoir judiciaire au premier degré, la justice haute et basse, limitée aujourd'hui par l'appel au roi. Ce pouvoir s'exerce par la Cour séculière.

C'est un tribunal civil et criminel, dont le ressort est limité à la ville de Lyon, puisque au dehors chacun des seigneurs a sa justice à lui. Tous les délits et les crimes lui sont déférés, toutes les contestations entre citoyens lui sont soumises. Les amendes, droits, émoluments de toute sorte appartiennent à l'archevêque et au chapitre, qui nomment les officiers de tous ordres de la cour ; pratiquement, un accord a dû intervenir entre eux, car nous voyons le chapitre renouveler les pouvoirs des uns sans jamais s'occuper des autres : le courrier et le prévôt lui appartiennent : le juge et le procureur sont sans doute à l'archevêque ⁵.

Le principal personnage de la cour séculière est le courrier, dont nous définissons aujourd'hui avec peine les attributions : c'est lui qui ordonne ou autorise les poursuites, fait exécuter les sentences, signe ou contresigne les arrêts les plus importants ; peut-être préside-t-il certaines audiences, c'est un haut fonctionnaire « de robe courte », qui porte l'épée et inspire au peuple du respect et de la crainte. Le juge, docteur ou licencié en lois, préside au civil, dit le droit, prononce les sentences ; le procureur suit les causes civiles au nom des co-seigneurs, intervient quand leur intérêt est en jeu, et dirige les poursuites criminelles. Le prévôt est un chef de police, d'une grande autorité lui aussi, responsable de l'ordre public en général et de l'exécution des sentences du juge et du courrier ; il commande aux sergents de la Cour séculière. Les Seigneurs ont une prison commune, distincte, au moins en principe, des prisons de leur baronnie.

⁵ V. Cartulaire Municipal, p. 13, 65. Le Roi, en 1320, a rendu la juridiction à l'archevêque *seul*, mais le Pape Grégoire X, en 1274, avait ordonné que l'archevêque nommerait les officiers sur la présentation du chapitre. L'usage ancien a plus ou moins persisté.

Ce tribunal, qui prive la Commune d'un des droits les plus précieux des vieilles « universitates » et qui lui ôte même la police de la ville, n'est pas aussi nuisible aux citoyens qu'on serait tenté de le croire. En effet, quelques principes généraux sont admis par tout le monde : qu'un citoyen de Lyon ne doit jamais, pour quelque cause que ce soit, être « tiré » hors de la cité ; que les citoyens ont des privilèges de toute sorte sur les marchandises qu'ils ont vendues et les maisons qu'ils ont louées. Puis il est entendu que l'appel au roi est toujours possible : pour celà et pour éviter que les ecclésiastiques puissent étouffer aucune réclamation, le lieutenant du Sénéchal doit visiter régulièrement les prisons, et le consulat veille à ce qu'il le fasse souvent. Il veille encore à ce qu'aucune exaction n'ait lieu, et provoque des réformes au profit des pauvres gens. Enfin il arbitre ou arrange pas mal d'affaires, à la façon de nos juges de paix, et il peut toujours soustraire un cas donné à la compétence des juges seigneuriaux, en en faisant « fait commun de ville » ; la cause est alors déférée immédiatement à la Cour du roi. Ajoutons que les mœurs judiciaires du xv^e siècle fournissent à qui dispose de ressources pécuniaires suffisantes, et c'est le cas de la ville de Lyon, les moyens de faire durer indéfiniment les affaires litigieuses et de laisser les choses en l'état, nonobstant tous jugements contraires ⁶.

Mais surtout cette cour de justice seigneuriale est lyonnaise, entièrement, et citoyenne, autant qu'aurait pu l'être un tribunal consulaire; le courrier, en 1417 et pour toute notre époque, est Jehan de Varey, le prévôt Humbert de Varey, Sr de Belmont, puis son fils Girerd, car la charge est héréditaire en fait ; le juge est d'abord Pierre d'Aurillat, puis Pierre Noir, docteur en lois, grand propriétaire à Saint-Cyr qui devient, dès qu'il est appelé à cet emploi, citoyen de la ville ; le procureur se nomme Pierre Guerrier,

⁶ Privilèges judiciaires des citoyens: V. Cartulaire Municipal, p. 107, 27 et 233.

c'est encore un des nôtres ; quant au greffier, c'est M^e Pierre de Vallion, notaire de Lyon ⁷.

Il nous reste peu de documents concernant la Cour séculière, que l'on appelle quelquefois cour commune, par analogie avec celle des seigneuries en paréage. Les consuls y envoient régulièrement les malfaiteurs dont se sont emparés le guet et la garde des portes, et, pendant vingt ans, de 1416 à 1435, nous n'avons pas eu l'occasion de noter une protestation quelconque contre un jugement rendu, pas plus d'ailleurs qu'il n'a été question de la peine capitale : les seigneurs ont pourtant un bourreau, puisqu'on vient le chercher des pays voisins ⁸, mais la pauvreté de nos archives judiciaires est telle qu'on n'en peut rien induire.

La juridiction de l'Eglise fait donc en notre temps assez bon ménage avec la Commune, et, si quelque conflit survenait, il ne pourrait que resserrer les liens qui unissent au roi les citoyens.

⁷ A. C. S. J., voir notamment le renouvellement important du 29 nov. 1415.

⁸ Le bourreau: V. La Vie à Châtillon en Dombes, II, p. 88: « Magistro Johanni, carnifici, habitatori lugduni, pro salario... veniendo a Lugduno Castellionem pro exequendo sententiam... »

3. Les gens du roi.

La ville et cité de Lyon fut placée en 1312 sous l'autorité du bailli de Mâcon, qui ajouta à son titre celui de Sénéchal de Lyon. Pendant plus d'un siècle, il n'y eut pas de fonctionnaires royaux en résidence à Lyon, exception faite pour le gardiateur, dont l'office est devenu tout à fait inutile, mais qui persiste en raison même de cette inutilité : le gardiateur n'est plus d'ailleurs qu'un simple bourgeois, et le titre lui-même tombe en désuétude¹. Quand la royauté jugeait à propos de rapprocher de la ville les Cours de justice, elle les installait à Saint-Just ou à l'Île-Barbe, respectant ainsi la lettre des traités conclus avec l'Eglise². Mais les événements du xiv^e siècle, faisant désirer à la fois au roi et aux citoyens la présence effective à Lyon des officiers royaux, les divers services s'établirent peu à peu sur la Saône, à la maison ou palais de Roanne, et Saint-Just et l'Île-Barbe ne furent plus que des fictions traditionnelles³. Un lieutenant du bailli de Mâcon séjournait à Lyon, Hugues Jossart dans sa propre maison, devant le puits de Purcherie, puis Jérôme Balard y loua un étage de la maison de Jacques Rippault, en la rue Juyrie⁴. Ce n'est pourtant qu'en 1417, après l'occupation de Mâcon par les Bourguignons, que les administrations royales étant transférées à Saint-Just, les fonctionnaires du roi vinrent habiter Lyon définitivement. Ils étaient d'ailleurs peu nombreux.

Il y avait à Mâcon une cour ordinaire du bailliage et une cour des ressorts ou des appellations. Le première n'avait rien à faire à Lyon : soit qu'elle n'ait pas quitté Mâcon, et

¹ Cartulaire Municipal, p. 32, 34, 334.

² Cartulaire Municipal, p. 90, 163, 313, 191, 194, 199, 238 et 284.

³ Cartulaire Municipal, p. 238. Ces officiers sont en 1394 : le juge des exempts, le maître des ports, le prévôt des monnaies, le lieutenant du chancelier du petit scel, le lieutenant du juge des juifs, le lieutenant du chancelier royal de Mâcon.

⁴ Résidences des lieutenants : Jossart, C. C. 2, f^o 76; Balard, C. C. 2, f^o 44 v^o, en la Juyrie, chez Rippault.

que les magistrats aient accepté de servir le duc de Bourgogne, soit qu'elle ait été par le fait supprimée et ses membres dispersés entre les autres tribunaux royaux de la circonscription, nous n'en trouvons alors aucune trace. La cour des ressorts s'installa à Lyon (l'Ile-Barbe), auprès du bailli. Le juge des ressorts, ou juge d'appaux, était en même temps le premier lieutenant du bailli : c'était en 1417 Mre Jérôme Ballard, auquel succéda en 1418 Jehan Paterin, puis en 1427 Jehan Le Viste le jeune. Il était assisté de plusieurs juges : Jacques Bennot, Guicherd Bastier ; un chancelier expédiait les arrêts et gardait le sceau, Jehan de Pymont tenait cette fonction en 1417, Ymbaut de Bleterens l'occupa quelque temps, Aynard de Villeneuve la reprit en 1428 ou 29, Jehan Chapuis la tenait en 1435. Enfin, la Cour avait plusieurs greffiers, Denis Becey, Guillaume Garbot, Jehan Palmier, et tous les notaires de la ville y furent attachés. Le procureur du roi Etienne Boilliat fut remplacé en 1426 par Jean Namy, d'Amplepuis ; il avait à ses ordres une douzaine de sergents royaux, dont trois ou quatre « à cheval ». Le bailli-sénéchal peut présider la Cour et juger lui-même, s'il le croit bon ; d'autres fois il intervient par des « exécutoires », et dans tous les cas met la force armée au service des jugements rendus⁵.

La Cour du roi, dont on appelait au Parlement de Paris, ou à celui de Poitiers (1418-1436), recevait de l'éloignement même de la juridiction suprême une autorité exceptionnelle : elle jugeait habituellement selon le droit écrit, dont les bourgeois de Lyon revendiquaient l'usage, et que promouvaient les juristes et professeurs de lois habitant la ville. La Commune garde avec elle d'excellents rapports, et se couvre volontiers de son autorité contre l'archevêque et les chanoines, la ville entretient l'amitié par des exemptions de toute sorte et des cadeaux à tout le haut personnel ; quant aux sergents, on les lui prête couramment pour di-

⁵ Le personnel de la Cour du roi est souvent nommé aux R. C. et aux nombreux actes de procédure conservés aux Archives municipales, série CC.

vers services, et elle les paie généreusement contre son habitude, pour pouvoir compter sur eux à toute occasion ⁶.

A côté des gens de justice, la chute de Màcon en 1417 amena l'installation à Lyon des Elus de la Sénéchaussée et des receveurs royaux des aides et des tailles. Ceux-ci n'étaient point des fonctionnaires à demeure: lorsque les Etats généraux ou exceptionnellement le Conseil du roi avaient imposé un subside, aussitôt la part du pays déterminée, le roi nommait un receveur, soit pour toutes les provinces du Sud-Est, soit pour la sénéchaussée seulement; dans ce dernier cas, il arriva plusieurs fois que ce receveur fût un bourgeois de Lyon. Par la suite, on vit des receveurs demeurer un certain temps dans la ville et s'y établir plus ou moins: Beloyzel, de 1422 à 1425, Paumier, de 1425 à 1435, et Guillaume Chollet après 1436, où fut imposée définitivement la taille des gens d'armes: la Commune ne manqua pas de les inscrire aux papiers du Vaillant, quitte à leur remettre leur portion de taille au moment opportun, et la « queste » du pont de leur extorquer de belles aumônes, dont nous avons conservé les cédules. Parfois aussi Mre Régnier de Bouligny vint en personne à Lyon ou en Dauphiné pour surveiller la rentrée du subside. Cependant tous ceux-là n'ont pas leur siège à Lyon, et ne comptent pas parmi les officiers du roi dans le pays ⁷. Les Elus demeurent: leur fonction est d'abord de répartir l'impôt entre la ville et le plat pays, puis de juger les contestations

⁶ Des appels au Parlement de Paris faits avant 1418, la plupart se trouvèrent annulés par les événements, pourtant la ville y a encore des affaires en 1427, v. AA. 83-42. Lettre de G. de Besançon, procureur en Parlement, annonçant que le procès contre M^{re} Et. Giscle est perdu, datée de Paris le 22 août 1427. Elle porte ses procès à Poitiers, où sont ses conseils.

⁷ Parmi ces receveurs occasionnels, on trouve Cl. de Pompierre pour la gabelle de 1423, Guillaume Panoilliat en 1424, Bel Oyzel, 1422, 1423, 1424, l'Arbalestrier en 1425; Paumier, assisté de P. Offrey, tant que durent les affaires du connétable, de 1425 à 1434; puis de nouveau Bel Oyzel, de 1434 à 1436. L'aide des gens d'armes installe définitivement à Lyon G. Chollet, qui figure aux Nommées de 1446.

qui surviennent. Ils constituent ainsi un véritable tribunal, qui s'appelle la cour des Elus, et déjà, mais encore officieusement, la Cour des aides : cette cour a un procureur, André Pocuilot, et un greffier, Antoine Haudry, personnage important, remplacé plus tard par Jehan Guerrier. Les Elus étaient en 1415 un certain G. Costaing dit Mortier, qui fut aussitôt remplacé par Jehan Caille, et Jehan Jossart, fils aîné de Mre Hugues; chacun d'eux avait son lieutenant, qui tenait le siège à sa place, Andry Chevrier pour le premier et Jehan Palmier pour l'autre. Jossart, noble et « suivant les armes » dut répondre au ban du roi et partir pour la guerre, il était tenu d'autre part d'assurer la défense de son château de Châtillon; le roi le remplaça donc en 1424 par Etienne de Villeneuve. Revenu de ses campagnes après 1430, il réclama son siège et entama devant les généraux des aides un procès qu'il perdit; il se consola en entrant au service du duc de Bourbon.

Les Elus et surtout Jehan Caille étaient à Lyon des personnages de tout premier plan, très redoutés et comblés d'attentions par le consulat. La ville ne leur devait point de gages, ils étaient payés sur la quote du plat pays, qu'ils administraient directement, mais on leur remettait habituellement leurs tailles, en considération des plaisirs qu'ils avaient faits et des services qu'ils pouvaient rendre au commun ⁸.

Le roi avait à Lyon une « Monnaie » avec tout son personnel, maître, gardes, receveur, ouvriers qualifiés et autres ⁹. Là aussi les bourgeois s'insinuèrent dans toutes les

⁸ R. C., p. 57, 194, 196; II, p. 70, 156, 4 juillet 1417, Protestation contre la cote trop élevée; 28 oct. et 5 nov. 1419, mention d'une lettre royale dispensant la ville de payer les gages des élus, « mais pour considération des services fais à la ville par Jehan Caille et qu'il y puet faire chacun jour, l'on lui fera aucun plésir... l'on lui donnera cinquante francs ». 2 nov. 1423, J. Caille et E. de Villeneuve, « soy disans esleus » et commissaires de la taille, veulent poursuivre les conseillers... 31 oct. 1425, Tiévent de Villenove « requesté de compeller P. de la Fay » et les autres receveurs.

⁹ Sur la monnaie de Lyon, voir Steyert, qui connaît bien la question, et aussi Rondot, les graveurs de monnaies à Lyon, 1897.

fonctions: parmi les maîtres et les gardes, nous trouverons Loys Chapuis, Jehan Clerevaux, Etienne de Villeneuve, à côté d'étrangers comme Pierre Vidal ou les Gentien; parmi les ouvriers, beaucoup de noms lyonnais. Les fonctions de monnayer emportaient l'exemption générale des impôts et de toutes charges, privilège que la ville contestait âprement. Le droit paraît assez bien établi pour les titulaires des emplois en activité de service, mais les auxiliaires étaient vulnérables, et plus encore ces artisans et ces marchands qui, sans fermer boutique, se faisaient attacher à la monnaie à titre honoraire ¹⁰. Les procès, engagés dès le xiv^e siècle, duraient et se renouvelaient à peu près sans interruption; les monnayeurs, condamnés par un grand nombre de lettres royales, exemptés par un plus grand nombre encore, finirent par avoir gain de cause. Pendant la guerre, le pressant besoin qu'avait le roi de sa bonne ville l'induisit le plus souvent à donner raison aux consuls, mais les monnayeurs trouvaient toujours quelque moyen de procédure pour ne pas payer. Les rapports de la Commune avec ces officiers sont donc habituellement assez tendus: ils ne s'améliorent que devant le péril bourguignon, dont les monnayeurs ont autant de souci que les autres ¹¹.

Il y a aussi à Lyon un Maître des ports et passages, qui emploie tout un personnel, et qui voudrait bien s'exempter

¹⁰ C. C. 364, p. 7 et seq., donne une liste de 1437 où figurent, autour du maître P. de Malcieu, sur dix-huit monnayeurs, quatorze noms connus à Lyon; la plupart de ces personnages exercent effectivement d'autres métiers: une autre liste de 1443, p. 16, présente les mêmes particularités.

¹¹ Procès: C. C. 364. La première affaire connue est de 1353 (p. 1), J. de Varey, dit Grignet, étant « prévost des monnaies » à Lyon. Le procès ne s'arrête plus: condamnés à Roanne, le 14 sept. 1416, les monnayeurs appellent. Ils ont des lettres en leur faveur en 1419 (R. C., 7 et 19 février) la ville appelle, deux fois (R. C., 5 déc. 1420, 22 août 1421), discute âprement avec P. Gentien, menace et exécute au mépris des « rescrits de France » (R. C., 24 mars, 5 avril, 19 mai, 16 juin et 16 juillet 1424); après un temps d'accalmie, au temps de G. Morel, maître de la monnaie, qui prête à la ville de grosses sommes pour payer les tailles (R. C., 14 déc. 1431, p. 329, 341, et C. C. 198, f^o 16 et 395, n^o 76), les monnayeurs sont de nouveau poursuivis: en 1436, on a fait vendre leurs biens, d'où la lettre royale du 7 janvier 1437 qui les exempte de tous impôts et faits de ville (C. C. 364, 7).

d'impôts et de tous faits de ville, mais c'est un petit personnage, coutumier de douteux trafics, et que le consulat tient de court ¹².

Tous ces officiers, d'ailleurs, du plus grand au plus petit, n'ont pas d'autorité directe sur les citoyens : *leurs pouvoirs s'arrêtent au consulat*. Le conseil de la ville est assez fort pour discuter avec eux et leur résister au besoin. Pour agir sur la Commune, un seul est mandaté, c'est le bailli.

Le bailli de Mâcon et sénéchal de Lyon est un fonctionnaire d'un rang élevé, appartenant à la noblesse d'épée, et le plus souvent honoré par le roi du titre de Conseiller et chambellan. Il en passe trois pendant ces vingt années : jusqu'en juillet 1418, Philippon de Bonnay, Sr de Pressy, dont les terres sont en Charolais, et qui, chassé de Mâcon par les Bourguignons, ne pense qu'à regagner sa femme et son château; après le 1^{er} janvier 1435, Théode de Valpergue, capitaine lombard, qui ne sait rien de sa fonction et n'y cherche que des bénéfices pécuniaires immédiats; entre les deux, l'un des bons serviteurs de Charles VII et de son royaume, le fidèle gardien de la ville, le défenseur brave et habile de la frontière, Imbert de Grôlée, gentilhomme dauphinois de très bonne maison, que ses services et ses succès portèrent au rang des barons et dont une mort prématurée interrompit la glorieuse carrière ¹³. Des fonctions du bailli-sénéchal, il faut faire trois parts :

Il est d'abord le chef de tous les services de la sénéchaussée, exerçant sur eux, par délégation, l'autorité du roi. Il reçoit la plupart des lettres royales et les communique aux intéressés, munies de son « vidimus »; il interprète ce qui est obscur et complète pour le détail les instructions reçues.

¹² Fonctionnaires isolés : Le maître des ports refuse l'escharguet, menace le mandeur, R. C., 12 juin 1419, p. 173; laisse passer le bestial en l'empire, 30 mars 1420, p. 235. V. II^e partie, ch. II, § 5. Le lieutenant du Maître des Eaux et Forêts, Thivillon, receveur des aides de 1417 (R. C., p. 22). Le lieutenant du visiteur sur le fait du sel, garde du « signal » des mesures à sel (R. C. p. 9).

¹³ Le Sénéchal; V. II^e partie, ch. I, § 1 et 3; Philippon de Bonnay; ch. I, § 2, Humbert de Grôlée; ch. IV, § 3, Théode de Valpergue.

Ses décisions d'urgence sont exécutoires, nonobstant appel, et rien n'échappe à son contrôle. A ce titre il est aidé par un lieutenant qu'il désigne lui-même, et qui est en même temps le juge des ressorts: sous Philippon de Bonnay, c'est Jérôme Ballard, qui vint avec lui de Mâcon, s'enfuit avec lui devant la « morie » en 1418, et ne rentra pas, soupçonné d'être à Lyon le chef de la faction bourguignonne. Imbert de Grôleé donna sa succession à Mre Jehan Paterin, puis en 1427 au fils cadet de Mre Jehan Le Viste. Le péril de la guerre, qui devait exiger de sa part de fréquents déplacements et de longues absences, lui fit choisir un deuxième lieutenant, capable de l'aider en campagne et de le suppléer: ce fut Gillet Richerd, Sr de Saint-Priest en Dauphiné, propriétaire d'immeubles dans la ville, agréable aux Lyonnais. Saint-Priest fut remplacé vers 1424 par Imbault de Bleterens, Sr de Pierreclos en Mâconnais, bourgeois et tertiaire de Lyon ¹⁴. En outre, le bailli disposait des officiers préposés aux trois châteaux royaux du Lyonnais, et dont la fonction était à vrai dire une sinécure: les châtelains de Saint-Symphorien-le-Châtel et de Pouilly-le-Monial et le viguiier de Sainte-Colombe. Ces officiers sont tous à notre époque des bourgeois de Lyon: en 1417, Aynard de Ville-neuve tient ce dernier emploi, son frère Etienne étant son lieutenant, puis Etienne devint viguiier, en même temps qu'Elu sur le fait des aides et garde de la monnaie, et c'est Jehan de Condeyssie qui est son lieutenant; à Pouilly-le-Monial, le même Etienne était châtelain en 1415, il y fut remplacé par Péronnet Malparlant. Quels qu'ils soient, ce sont autant de subalternes que le bailli utilise à son gré ¹⁵.

Le bailli est aussi le chef militaire de son bailliage, et dans le cas particulier, de toute une région frontière fort menacée; comme tel, il a une compagnie à la solde du roi ¹⁶.

¹⁴ En 1435, il semble que Paumier joigne ce titre à celui de receveur général, R. C., 7 août 1435, p. 424. On s'adresse à lui pour arrêter la sortie des blés.

¹⁵ Plus tard, J. de Condeyssie commande pour lui et pour la ville à Saint-Just, Cl. Tieulier au bourg Saint-Vincent.

¹⁶ V. II partie, ch. IV, § 3, et R. C., II, p. 410, 411, 412, 416, 417.

L'usage veut qu'il soit capitaine de la ville de Lyon, qui lui donne pour cela cent livres par an: à ce titre il commande la milice et préside à la fortification. Imbert de Grôleé choisit pour lieutenants à la milice Pierre du Nyèvre dit Mandront, et à la fortification conserva Andry Chevrier déjà au service de son prédécesseur. A sa mort, la ville crut pouvoir reprendre cette mission pour la confier à un homme de son choix, qu'elle présentait ainsi au roi, discrètement, pour les fonctions même de bailli, mais le Conseil royal préféra Théode de Valpergue au candidat des bourgeois, et le leur imposa. Obligé de partir en campagne en des temps périlleux, il semble que Grôleé ait parfois choisi des remplaçants temporaires, qui furent son père, André, Sr de Passins, et plus tard Guicherd de Marzé. A ce titre de capitaine, et avec la permission de la Commune, il manda les milices lyonnaises pour occuper Belleville dégarni de troupes en 1424, et choisit parmi les hommes des bannières urbaines les volontaires qui l'accompagnèrent à la bataille d'Anthon ¹⁷.

Enfin, le bailli-sénéchal est encore autre chose: le chef politique à qui on demande son avis quand les circonstances sont graves ou obscures, et quand les questions posées excèdent la compétence des consuls: Imbert de Grôleé joua ce rôle durant l'année 1418, en plein danger, et tout le long de son mandat, lorsque le consulat se méfie et s'éloigne successivement de Jehan Le Viste et de Jehan Caille, lors du retour de Richemont, et dans les affaires des Princes, et même sous la menace du prince d'Orange, bien que le bailli fût en partie responsable de ce mécompte, et qu'on lui en tint rigueur. Il est aussi d'autres fois le conseiller bénévole, intervenant de ses avis et de sa bourse dans les moments de grande détresse, dans les discussions trop vives avec les gens de finances. Son rôle ne fut pas toujours facile, car la Commune est fière: il convient de ne pas lui parler trop haut, et le moindre soupçon l'offense. La Commune est aussi libre

¹⁷ V. II^e partie, ch. III, § 2, et R. C., 1^{er} avril 1424, p. 92: « Jeudi prochain à cinq heures, chascun sera à son establie armez, et seront visités par Mons. le baillif, et ceulx que lui plaira seront avec lui... »

de ses actes, dans certaines limites, et doit le demeurer: la contraindre serait mettre fin à la collaboration précieuse qu'elle apporte au roi, et qu'un homme comme Imbert de Grôlece apprécie à sa valeur. Donc il faut la guider d'une main douce autant que ferme; ainsi l'exigent le bon sens et le respect du droit, mais aussi la volonté continue et souvent exprimée du roi; il faut la maintenir en état de fidélité, et même de dévouement, non par la force mais par la persuasion, épouser souvent ses intérêts, pour conserver sur elle toute son influence. Cette délicatesse dans l'action, caractéristique du sénéchal Imbert, grandit son rôle, d'ailleurs, et l'élève beaucoup au-dessus de la plupart de ses collègues.

Entre le roi et la ville, le bailli est donc un agent de liaison indispensable. Il l'est aussi entre les gens du roi, quels qu'ils soient, et le conseil de la Commune, qui ne demande qu'à obéir, mais qui exige le maintien de ses privilèges et de ses traditions. Sa médiation s'impose de même entre la ville et les Seigneurs d'Eglise, avec qui l'accord, si nécessaire en ces temps troublés, est parfois difficile, car ils sont orgueilleux, volontiers méprisants, et leur intelligence de la situation n'égale pas toujours celle des bourgeois; d'autre part, l'amour-propre municipal est particulièrement sensible à ce qui vient du cloître de Saint-Jehan. Il est pour les consuls la Providence visible: maintes fois, ne sachant comment engager une affaire, ou ne voulant entrer dans les voies ordinaires qui leur déplaisent, ils s'en remettent au bailli et suivent ses directions. Quand l'ennemi approche, ou quand les puissants parlent fort, on tient à son avis, on tient à sa présence, il rassure tout le monde. La valeur personnelle d'Imbert de Grôlece et sa bienveillance reconnue ont fait de lui l'homme qu'il fallait dans cette place, à l'heure que vivait la ville; mais, s'il remplit bien sa fonction, la fonction elle-même comportait tout ce qu'il fit; ce protecteur de la Commune lyonnaise, qui la garda dix-sept ans sans faiblir, et qui mourut à la tâche, après avoir sauvé tout le pays à la journée d'Anthon, fut d'abord un excellent sénéchal du roi.

4. Les institutions municipales.

Dans ce cadre géographique et dans ce cadre urbain, peuplée de telles gens, s'opposant aux gens d'église et aux gens du roi, vit et respire la Commune de Lyon, dont les institutions n'ont pas été fixées par une charte, mais se sont formées au cours d'un siècle de liberté, sous l'œil bienveillant du roi de France. Plusieurs traités en ont fondé les bases, de nombreuses faveurs des rois en ont amassé les privilèges: toutes les pièces anciennes ont été conservées, grâce au vieil Etienne de Villeneuve, dans un Cartulaire vénérable, jusqu'en 1342; puis la négligence des consuls et des secrétaires laissa perdre la plupart des documents de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle et des premières années du ^{xv}^e, jusqu'au jour où Rolin de Mâcon, ayant pris, sous le signe de la croix, la charge de Procureur du Consulat de la ville et cité de Lyon, et prêté son serment, mit tout en ordre, fit rentrer ce qu'il put des papiers antérieurs, et veilla que dorénavant tout fût bien classé aux arches de Saint-Jaqueme. Depuis ce temps, nous voyons vivre la Commune, et les lacunes même que des causes accidentelles ont creusées dans ses archives n'en peuvent plus rompre la continuité.

Dès que parut, en 1882, le premier registre consulaire, édité par Claude Guigue, pour le compte de la ville, l'intérêt de ces délibérations parut si vif à ceux qui purent y accéder que M. Clédat résuma tout de suite pour les autres, en un article vivant, les données qu'il y trouva sur les institutions municipales. Quarante ans plus tard, M. Charles Guigue donna une suite à l'œuvre de son père et publia quatre autres registres, nous conduisant de 1422 à 1450. Dans sa courte préface, il regrettait qu'on ne pût éditer en même temps la correspondance municipale de cette époque, et permettre ainsi à l'historien qui viendrait de recréer le passé ignoré de la grande ville. Le travail de M.

Clédât était incomplet, et ne pouvait pas ne pas l'être. En tenant compte de ce travail, en exploitant la nouvelle publication, et d'autre part la correspondance, les comptes, les Nommées, les Actes capitulaires et beaucoup d'autres pièces d'archives, nous sommes arrivés à connaître plus complètement la vie municipale, et nous allons essayer d'en esquisser le tableau.

La Commune, en 1416, est au plus haut point de sa force et de sa liberté, et ne pourra plus que déchoir, tandis que la ville croîtra de plus en plus, et s'en ira, sous d'autres formes, vers de brillantes destinées. Bien que privée de la juridiction civile et criminelle du premier degré qui appartient à ses émules des Flandres et du Midi, bien que guidée habituellement par le sénéchal et par ceux des citoyens qu'a fait grandir le service du roi, elle présente tous les caractères de la « Seigneurie collective », tenant sa place dans la hiérarchie féodale, et, derrière ses murailles, toutes portes fermées, se gouvernant elle-même à son gré.

La Seigneurie est constituée par le peuple tout entier, le peuple des citoyens et hommes libres, étant admis que le séjour dans la ville pendant un an et un jour donne à qui ne l'a pas la qualité d'homme libre, et le consentement des citoyens celle de citoyen. A l'origine, l'assemblée du peuple a nommé les consuls, elle ne le fait plus depuis nombre d'années, et ses pouvoirs ont passé par la tradition aux Maîtres des métiers. *Mais la puissance communale réside en elle, et c'est toujours l'assemblée du peuple qui décide souverainement.* Les consuls, à tout propos, convoquent les Maîtres des métiers, à qui s'adjoignent des notables et, en théorie, tous ceux qui veulent venir: *et quiconque est présent a le droit de voter*¹.

Pratiquement, les grandes assemblées sont exception-

¹ Il est bien entendu que le Consulat devint à la fin du x^v^e siècle, aristocratique. Mais la Commune du xiv^e siècle est tout à fait populaire, et il en reste quelque chose au temps de la guerre bourguignonne. N'oublions pas d'ailleurs que les bourgeois lyonnais de 1417 sont très près du peuple, et vivent à peu près comme lui. V. R. C. I et II, aux dates indiquées.

nelles, et le peuple laisse gouverner les consuls et les maîtres. Tous les ans, après l'élection, les noms des nouveaux consuls sont lus devant le peuple à la fête de Saint Thomas, le 11 décembre, en la nef de Saint-Nizier, avec le texte du Syndicat ou Syndical, qui leur confère tous les pouvoirs pour un an; un des premiers de la ville, homme de loi, habile à bien parler, fait ensuite le discours « électoral », que l'on appelle l'Oraison de la Saint Thomas. Le Syndical exprime les vœux de tous pour l'année suivante, le peuple ne fait que le confirmer par acclamation: mais si, par hasard, il eût manifesté son mécontentement, ce qui n'a pas eu lieu de notre temps, *nous ne croyons pas*, d'après tout ce que nous savons par ailleurs, *que l'on eût pu passer outre*. La ville n'était pas bien grande, les gens s'y connaissaient les uns les autres, la plus grande partie des Maîtres des métiers touchaient au petit peuple de très près, et le Syndical, ainsi que les choix des consuls, étaient faits par eux dans l'intérêt et suivant le goût du commun.

Lors de graves événements, qui inquiètent la masse des bonnes gens, les assemblées convoquées dans l'église des Cordeliers réunissent plusieurs centaines de citoyens. Sans doute les consuls ont préparé les questions à poser, et ont fait ce qu'il faut pour conserver la direction de l'assemblée, mais tout le monde vote, et les suffrages sont comptés par tête, la voix de l'affaneur le plus humble, ou du plus pauvre reveyran balançant exactement celle de Mre Jehan Le Viste ou de Jehan de Varey, courrier. Notre époque est assez fertile en assemblées de ce genre, surtout après 1426, lorsque le consulat, pour mieux résister aux exigences des officiers de finances, croit devoir s'appuyer sur le mécontentement des petites gens, ou qu'il veut forcer la main à quelqu'adversaire entêté.

Les Registres consulaires nous font connaître, de 1416 à 1425, quatre assemblées de plus de deux cents personnes, dont trois s'occupent des monnaies, des tailles ou de la gabelle, une des accusations que Jehan Caille avait portées contre la ville; une en 1426, une en 1427, quatre en

1428, une pour le premier trimestre de 1429, après quoi les Registres présentent une lacune de plus de trois ans. De décembre 1433 à juillet 1435, en dix-huit mois, nous en connaissons six : tout cela pour obtenir la remise d'un impôt jugé excessif, pour protéger ceux qui ont trafiqué « à monnaies d'Empire », et pour repousser les gabelles. De toutes ces assemblées, qui sont aussi des événements politiques, il sera question en leur temps ; signalons ici la plus nombreuse, celle du 30 janvier 1427, où, devant *plus de six cents personnes*, après que le consulat eût lutté longuement contre les commissaires de la taille et l'eût fait réduire des deux tiers, Jehan de Varey prit la parole : toute la foule, l'acclamant, approuva le pacte ; notons aussi l'assemblée du 17 août 1428, qui cassa trois consuls *et les remplaça séance tenante*, et portons notre attention sur deux autres, intéressantes au point de vue municipal.

Au mois de juillet 1426, les consuls et les maîtres des métiers, sollicités par M^e Jehan Girerd, commissaire royal, de « mettre sus » trois mille deux cents livres pour l'équivalent du « onzain », et en même temps par le receveur général Pierre Offrey, mandataire du connétable de Richemont, de lui verser deux mille deux cents livres qui restaient de l'aide de Poitiers, leur avait opposé un refus formel, priant le roi « qu'il lui plaise les avoir pour excusés ». Puis, le roi ayant insisté par une lettre close du 31 juillet, ils avaient encore hésité et gagné du temps. Le 10 août, sur le bruit que des bandes venues de Guyenne étaient arrivées jusqu'en Velay, ils avaient cru tenir le motif plausible d'un nouveau refus. Ils convoquèrent donc aux Cordeliers une grande assemblée, qui se réunit le 13, au nombre de deux cent soixante-deux personnes nommées au procès-verbal : le peuple ordonna au Procureur de faire au bailli « la semblable response qui fut délibérée le dimanche 14 juillet derrenier passé,... considérées les causes invoquées au registre, » et aussi « que l'on dit que les Englois ont de novel prins Bonzont, Rocheagüe, et autres places emprès Le Puy ». L'assemblée comprenait,

outre dix des consuls en exercice, une trentaine de citoyens qui avaient été consuls ou qui devaient l'être dans les années qui suivent ; outre quarante maîtres des métiers de cette année, quarante-cinq des années d'avant ou d'après ; enfin cent soixante-dix bourgeois n'ayant jamais rempli, ni ne devant remplir de charges municipales. Si l'on ôte ceux qui assistèrent aux autres assemblées de 1426, on en trouve cent cinquante-cinq qui n'étaient jamais venus, et parmi ceux-ci, à côté de quelques citoyens connus par ailleurs, absents, trop occupés, trop vieux pour prendre part habituellement aux réunions, une centaine, désignés par leur prénom et leur métier ou leur lieu d'origine, qui ne figurent dans aucune liste de nommées, donc ne paient pas la taille. D'autre part, à compter ceux qui, absents le 13 août, prirent part aux autres assemblées de 1426, on trouve quatorze consulaires, dix maîtres des métiers de cette année, seize autres du même ordre, et trente-cinq particuliers, soixante-quinze en tout, ce qui porte à trois cent cinquante environ, le nombre des citoyens qui se soucient des affaires publiques.

Une autre de ces assemblées doit nous retenir ; celle-ci beaucoup moins nombreuse, mais que nous voyons, sur une question essentielle, se diviser, et où nous pouvons distinguer des éléments d'opposition. Nous sommes en 1429, le 20 février, la Commune, affolée par les menaces précises du prince d'Orange, et celles que contient l'attitude du duc de Savoie, ne sait qu'inventer pour avoir de l'argent ; on vient de recevoir une lettre d'Aynard de Villeneuve, qui est à la cour et qui supplie ses concitoyens de veiller à leur ville, puisqu'Orléans va succomber. Les gens du roi ont offert de mettre un droit d'entrée sur toutes les marchandises ; cent quarante-deux citoyens sont présents, y compris les consuls et maîtres des métiers, que le Registre ne distingue pas des autres, tant il est vrai que l'assemblée souveraine absorbe en elle tous les pouvoirs. Tous les consuls avec tous les maîtres, et tout ce qui compte dans la ville, et, à la suite des grands, le monde traditionnel des

maçons, chapuis, pêcheurs et vigneron, au nombre de quatre-vingt-seize, acceptent les « entrées », pour le péril qui menace ; ils donnent leurs raisons : les ecclésiastiques et les étrangers paieront les entrées, qui ne paient pas les tailles, et l'on a fait ainsi « par toutes les autres bonnes villes du royaume » ; ils posent leurs conditions : les gens d'église consentiront à payer, on abolira la barre et les autres impôts indirects, le blé et le vin seront exempts, et enfin, les entrées ne seront point perpétuelles, et dureront « tant qu'il plaira au pueple de la ville et non oultre ». Quarante-six bourgeois, la plupart des métiers du fer et du cuir, les bouchers, Hugonin Bonet, receveur de la ville, Jatry, le messenger, et un seul riche, Lambert du Lart, repoussent cette dangereuse ressource, « pour ce que la ville en povoit estre diffamée, attendu qu'elle est située ès fins du royaume, et les vivres s'en pourroient enchérir, et que aud. aides seroit impossible de faire contribuer senon simples gens », et déclarent préférer la taille au sol la livre, chose plus commune et plus égale, et qui moins foule le peuple, pourvu que chacun en paie sa part, selon son vaillant, raisonnablement, le fort portant le faible. Ce moyen de remplir les caisses vides était facile, à coup sûr, mais plus dangereux encore que ne pouvaient le dire ses adversaires : une fois les entrées en vigueur, les gens du roi les auraient certainement détournées vers les finances royales, et la ville, prise au piège, n'aurait pu s'en défendre. La décision prise par l'assemblée ne paraît pas avoir eu de suites : on trouva sans doute un autre moyen de subvenir aux fortifications ; la grande lacune des procès-verbaux ne nous permet pas de savoir lequel.

A la reprise des Registres, en 1443, nous constatons la fréquence plus grande des assemblées populaires : le 3 décembre, le peuple adjoint aux consuls Antoine Le Viste, quatre gradués en droit et cinq autres grands pour négocier avec les commissaires de la taille « contre les pilleries ». En 1434, le 4 mai, plus de deux cents personnes protestent contre les poursuites dans l'affaire des mon-

naies d'Empire, et refusent ou repoussent à beaucoup plus tard toute imposition. Puis, Beloyzel faisant procéder par le sergent d'armes Robin de Charroux à des « exécutions » rigoureuses et contraires aux droits de la Commune, consuls et notables décident le 9 mai « que l'on mande de rechief après disner tout le pueple aux Cordeliers, et là sera mandé ledit exécuter auquel l'on priera qu'il se vueille gouverner gracieusement en sa commission, car, s'il vouloit faire euvre de fait, l'on ne ly souffrira point, afin de obvier à l'esclandre qui s'en porroit ensuir, que Dieu ne vueille... ». Et l'assemblée se tint aux Cordeliers, l'après-midi ; je ne sais si on y vit Robin de Charroux ou son maître, le Registre dit seulement qu'on décida d'envoyer « notablement » au roi, qui se trouvait à Vienne.

C'est encore une grande assemblée, le dimanche 23 mai, après midi, qui ordonna « que l'on fasse fait commun de ville » de l'affaire des monnaies d'Empire, et qui décida un emprunt immédiat sur les quatre cents plus grosses cotes de la ville, en désignant séance tenante ceux qui en feront les papiers.

En 1435, le 27 mai, une assemblée du peuple, « en bien grant nombre », repousse les gabelles que le roi veut mettre, et, le 23 juillet, quand on vient d'apprendre le montant de la taille au lieu des gabelles, une autre assemblée aussi nombreuse, et une autre encore plus large, le surlendemain, décident de s'associer à l'Eglise et au plat pays pour en obtenir remise ou réduction.

L'abus de ces assemblées, dont certaines ne purent se passer sans quelque tumulte, dénonce une diminution de l'autorité du consulat sur la ville, et l'emploi fréquent de tel moyen de résistance diminue également le conseil en face de ses adversaires. Vienne un retour offensif de la gabelle, auquel les grands devront céder, et le peuple s'assemblera sans leur ordre et contre eux, et provoquera les misères et les violences de 1436².

² V. II^e partie, ch. IV, § 4. Dès le 19 janvier 1425, une assemblée toute entière, réunie aux Cordeliers, va trouver le chancelier et le bailli.

D'ordinaire, les décisions importantes sont prises par les consuls et les maîtres des métiers, assistés de quelques notables : ces assemblées-là sont extrêmement fréquentes ; elles réunissent de trente à soixante-dix citoyens, suivant les cas, les affaires de tailles attirant le plus grand nombre de votants ; elles peuvent se tenir à Saint-Jaqueme, et s'y tiennent le plus souvent.

Les maîtres des métiers, en qui repose normalement la puissance commune, sont au nombre de cinquante environ, deux par métier, quelquefois trois, l'année où deux métiers viennent d'être réduits en un seul. Les maîtres sont désignés par les consuls sortants, à la fin de novembre ou dans les premiers jours de décembre ; deux ou trois jours après, ils prêtent serment, pour être prêts à choisir bientôt les nouveaux consuls. Pour le reste, leur maîtrise date du jour même de leur élection : les consuls, en effet, leur transmettent incontinent « les pouvoirs acoustumés », et jurent de « non jamais venir à l'encontre ». Les maîtres, eux, s'engagent « à bien et loyaument élire bons et loyaux preudhommes consulz,... gens ydoines et les plus propices qu'ilz verront estre à ordonner et à eslire » ; ils jurent en outre « de visiter chascun en son endroit leurs mestiers toutesfoiz que besoiing sera et qu'ilz en seront requis, et rapporter les deffaults... sans frauds, faveur ou hayne, et avec ce de venir toutesfoiz qu'ilz seront mandés,... et dire en leurs consciences leurs oppinions et advis de ce que l'en leur demandera,... et généralement de faire et accomplir à leur povoir toutes autres choses qui sont acoustumées à faire d'ancienneté par les maistres des mestiers de ladicte ville de Lyon ».

Les consuls nomment, mais il est probable que les métiers suggèrent, peut-être par la voix des maîtres sortants : en effet, le choix des maîtres n'est pas libre, et ne comporte aucune fantaisie, il se fait dans chaque corporation d'une façon particulière, et qui paraît traditionnelle. Aux terriers, tous les chefs de maison passent l'un après l'autre ; aux drapiers, on fait alterner deux par deux les qua-

tre mêmes pendant plusieurs années ; ailleurs, le même rythme se retrouve, un peu plus ample ; aux changeurs, paraissent une année ceux qui étaient l'année précédente épiciers ou merciers. Tel métier voit revenir constamment les mêmes hommes, tel autre épuise toute la corporation. Tandis que les plus hauts personnages tiennent à figurer de temps en temps sur la liste de leur métier, un grand souci apparaît toujours de ne pas écarter de l'assemblée les plus pauvres ou les plus jeunes, bien qu'on puisse noter aussi, au cours des années, une certaine tendance à stabiliser la maîtrise ; cependant, il est tout à fait exceptionnel que le même soit désigné deux années de suite : le cas échéant, et faute de plus amples renseignements, on peut admettre qu'il s'agit de deux personnes du même nom et du même prénom, un fils, par exemple, succédant à son père.

Aux maîtres des métiers est donc réservée la décision de toutes les affaires importantes³, des affaires simples du moins, car dans les cas douteux, les consuls se passent d'eux assez volontiers, et se font assister des plus notables et des plus compétents, parfois même du bailli ou de son lieutenant, quitte à réunir l'assemblée des maîtres pour leur faire approuver et prendre en charge les faits accomplis⁴. Ils semblent n'avoir aucune responsabilité personnelle, et nous verrons une seule fois les conseillers, excédés d'arrêts et de poursuites, s'efforcer de les engager à leur place ; la tentative échoua d'ailleurs, et ne fut pas

³ R. C., 20 mai 1422, II, p. 5 : les consuls défendent à leur receveur de lever le second terme de l'aide, « pour ce que ledit second terme n'a point esté octroyé par les maistres des mestiers ». 28 juin 1422, II, p. 10 : « Quand les commissaires seront venus, les conseillers yront par devers eulx et les orront, et puis rapporteront aux maistres des mestiers... » 20 juin 1425, II, p. 140 : « et se sont offers lesdis meistres des meistiers se besoing est, d'aler prier à Mons. le baillif... du relaschement desdis conseilliez ».

⁴ R. C., 23 sept. 1420, 2 oct. 1422, 28 février 1424, p. 258, II, p. 19, 90, etc. Décisions prises en séance, contremandées après le départ des maîtres. V. II^e partie, fréquemment, réunions des consuls avec quelques notables.

renouvelée de longtemps⁵. On leur demande une certaine assiduité, volontiers renvoie-t-on la délibération au lendemain quand ils ne sont pas venus en nombre suffisant ; on leur demande aussi la discrétion et parfois le secret à l'égard du peuple et surtout des officiers royaux, et, en tout, de faire, aux affaires de la ville, « ce qu'ilz feroient en leur propre faict »⁶.

Les maîtres des métiers, leur serment prêté, sont convoqués vers la mi-décembre pour nommer les consuls : ils se réunissent à Saint-Jaqueme, et là, tous ensemble, choisissent douze prudhommes, auxquels ils donnent la puissance contenue au *Syndical*⁷. Le *Syndical* contient, outre les pouvoirs traditionnels, exprimés en termes invariables, quelques indications sur les choses que le peuple veut qu'on entreprenne pendant l'année à venir : que ce soit la réfection des papiers du vaillant, ou l'acquisition de la maison de ville, des poursuites contre un receveur qui a mal fait son office, ou la réparation du pavé du pont de Saône. Le peuple les autorise aussi parfois à déléguer leurs pouvoirs à trois ou quatre commis : c'est par la voie du *Syndical* que furent introduites les différentes réformes du consulat, en 1435 et plus tard. Le *Syndical* est ensuite présenté en grande cérémonie, le 21 décembre, au peuple assemblé dans l'église de Saint-Nizier ; le Procureur lit à haute voix, le peuple exprime son consentement, et nul ne contredit : ainsi l'affirment les témoins considérables qui signent l'instrument rédigé par le notaire sur

⁵ R. C., 6 mai 1423, 22 juillet 1424, II, p. 48, 105. La première fois, on se demande si Bel Oyzel ne va pas arrêter aussi quelques-uns des maîtres, la deuxième on déclare « que l'on s'excusera sus eulx ».

⁶ R. C., entre autres, 8 juin, 29 oct. 1425, II, p. 138, 155, mais il y a beaucoup d'assemblées renvoyées à l'après-dîner ou au lendemain.

⁷ Sont publiés au Cartulaire Municipal les Syndicats de 1352, 1355, 1358 ; aux Registres Consulaires le Syndicat de 1429 (II, p. 312). Les dispositions générales sont reproduites fidèlement d'année en année : il y a toujours quelques recommandations particulières : en 1429, p. e., le procès de la maison de ville, celui de J. Andrevet, de M^{re} Berthet pour les sépultures, le pavage du pont de Saône, la nomination de quatre notables pour gouverner...

une grande feuille de parchemin. Puis Mre Jehan Le Viste ou Mre Paterin font leur discours, et les consuls sont investis pour une année de la plénitude des pouvoirs d'exécution, au nom de la Commune.

Il est rare que les consuls nouveaux prennent leurs fonctions tout de suite : ils préfèrent laisser à leurs prédécesseurs le soin de terminer les affaires entreprises, et quand ces affaires sont difficiles ou délicates, quand l'argent fait défaut, quand les responsabilités paraissent lourdes à endosser, quand les gens du roi sont de mauvaise humeur et que les arrêts pleuvent, les nouveaux élus ne se décident à prêter leur serment et à prendre leurs fonctions que fort tard dans l'année. Les consuls « vieux » protestent tant qu'ils peuvent, menacent de se mettre en grève ; il leur arrive de porter leurs plaintes devant les maîtres ou le peuple assemblé. Enfin les nouveaux prêtent serment, l'un après l'autre, avec des réserves et des retours, et souvent, la municipalité n'est constituée qu'au mois de juin ; leurs successeurs leur rendront la pareille⁸.

Les consuls sont au nombre de douze, choisis parmi les notables toujours, parmi les riches le plus souvent, car la fonction est absorbante et, provisoirement, onéreuse.

De 1416 à 1435, les conseillers sont en majorité des « grands », appartenant à la classe des terriers, ou inscrits aux métiers supérieurs, mais possédant une grosse fortune en immeubles, des terres nobles ou des rentes, et n'exerçant pas eux-mêmes leur métier : tels Léonard Caille, Ber-

⁸ R. C., 31 janv. 1419, p. 148, les conseillers nouveaux prendront leur charge et feront le serment accoutumé : « Quand les vieulx auront accompli de faire tous les mandements de leur temps » ; 4 janvier 1420, p. 212 : les maîtres des métiers *ont ordonné* que les conseillers nouveaux prennent la charge ; 6 janvier 1422, p. 348 : les nouveaux ont refusé, disant que « quant les plus grans d'entre eulx auront commencé, qu'ilz feront comme eulx » ; 4 avril 1424, II, p. 94 : ont fait leur serment, mais que les conseillers vieux ne soient déchargés de mettre fin aux comptes des deniers de leur temps ; 21 mars 1434, II, p. 372 : les vieux ont protesté contre les nouveaux « de ce qu'ilz ne preignent la charge du Consulat, et G. de Varey a dit que quant à lui il ne s'en meslera plus, quar il n'est plus conseiller ».

nerd de Varey, les Sivrieu, les Dodieu, les Chapuis, les Guerrier. Pendant ces vingt années, les Varey ont géré vingt-deux consulats, les du Nyèvre autant, puis viennent les Chevrier-de Cuyssel, avec onze, les Guerrier, dix, Villeneuve et Sivrieu, sept, Pompierre et Tiboud, six, Caille, cinq ; on rencontre aussi plusieurs fois les Jullien, les Chaponnay, les Dodieu, les Le Viste, Mre Paterin et Ymbault de Bleterens. Sur deux cent quarante conseillers ayant exercé, cent vingt-quatre appartiennent à cette sorte de gens. Les docteurs et licenciés en lois sont vingt : on tient à ce qu'il y en ait toujours quelqu'un dans le conseil ; Jehan Palmier est nommé cinq fois, Pierre Mulin, quatre, puis viennent Jehan de Bames, Martin et Jacques Benno^t, Philippe Burle, et enfin Guicherd Bastier, Pierre Bullioud, Antoine Grant, Girerd Rosset, excellents conseillers pour les cas embarrassants, mais eux-mêmes engagés envers le roi ou l'Eglise, quelques précautions qu'on prenne. C'est aussi l'usage de faire entrer au conseil des « techniciens » des services communaux, tels l'ancien procureur Nizier Greysieu, le messenger habituel de la ville, Etienne Oydel, les receveurs Bérerd Jacot, Hugonin Bonet, Andry de la Fay, dit Nantuas. De même, les consuls font une place en 1426 à Jehan de Condeyssie, qui a plusieurs fois exprimé la volonté du peuple : en tout, treize consulats. Les autres places, quatre-vingt-trois, sont abandonnées aux gens des métiers d'en-haut : drapiers, épiciers, merciers, changeurs, pelletiers, notaires, saulniers, ferratiers, albergieurs. Là aussi les mêmes noms reviennent plusieurs fois : Garin, Gontier, Jehannout, Audebert, six, Beaujehan, Buatier, De Saint-Barthélemy, cinq ; puis Curt, Loup, Durant, Porte, Sala,... On ne rencontre que vers la fin les Baronnat, les Tourvéon, les Villars, et, une fois par hasard ou pour un besoin précis, un charpentier, Jehan de Blacieu, un canabassier, Jehan de Marines, un armurier, Jehan Girerdon. Ces gens sont les plus assidus et souvent les plus dévoués, mais leur suffrage est en fait annulé dans les cas graves par l'appel au conseil de quelques notables dûment choisis.

Deux années seulement, le consulat ne compte aucun du Nyèvre, quatre fois, il manque de Varey ; les Chevrier sont présents jusqu'en 1426, puis on ne les voit plus ; les Villeneuve ne prennent rang qu'en 1428, après le retour d'Aynard. Il est possible de reconnaître dans cette courte période une évolution du consulat. L'année 1416 est une année normale d'avant la guerre : six grands, un docteur, cinq marchands (dont Oydel). Suivent quatre années « aristocratiques », correspondant à la période trouble où la ville cherche sa position politique, et ne se fie qu'à ses premiers citoyens : neuf patriciens en 1417, dix en 1418 (cette élection fut annulée, et le conseil précédent conserva le pouvoir), sept en 1419, neuf encore en 1420. Et chaque fois, aux deux ou trois places qui restaient libres, on trouve un ou deux hommes de loi ou de service, un seul marchand. La proportion des grands diminue ensuite rapidement, ils sont bientôt en minorité : trois seulement en 1427, année de mécontentement général, où par la faute du bailli et du jeune Pierre Chevrier, la ville est entrée en conflit avec le prince d'Orange, quatre en 1428 et 1429, trois, de nouveau, en 1432, pour une cause que nous ignorons. Il reste en 1427 deux Varey et Aymé du Nyèvre, et en 1432 Enemond de Sivrieu le jeune, Eustache de Pompierre et Jehan de Chaponnay, trois jeunes gens appelés aux affaires pour la première fois, et tous les trois plus nobles que bourgeois ; le jurisconsulte est également neuf, c'est Jacques Bennot ; l'expérience est alors représentée par Jehan Durant et Jehan Jehannout, marchands, et surtout par Oydel, que l'on a bien voulu conserver. C'est un renouvellement si complet qu'il provoque l'année suivante comme une réaction, et qu'on voit reparaître sept patriciens, dont Aynard de Villeneuve et Jehan Paterin, avec deux hommes de loi et le receveur Bonet, contre deux marchands, tous deux fonctionnaires de l'Eglise, Pierre Brunier et Robert Curt. Puis le mouvement reprend son cours en 1434 et 1435 ; le consulat de 1435, qui supporta l'émeute, est normal à l'ancienne manière, les quatre représentants de la « marchandise », Beaujehan, Villars, Gontier, Garin, ayant été pris parmi les gros bourgeois.

Après 1435, et jusqu'en 1450, pendant les quinze ans que nous avons encore explorés, l'évolution se précipite et la proportion d'ensemble change du tout au tout : de 51 %, les grands tombent à 29, les gens de loi conservent leurs positions (9 %), il n'y a plus de spécialistes, sauf deux passages tardifs de Rolin de Mâcon (1 % au lieu de 6) ; par contre les gens des métiers passent de 34 à 61 % : le consulat, semble-t-il, se démocratise. Les Villeneuve, maintenant, disputent le premier rang aux Varey, suivis des Guerrier, Panoilliat et Sivrieu, mais les autres familles patriciennes n'ont qu'un ou deux représentants ; on voit parmi les juristes, arriver Becey et Thomassin, qui prêtent leur nom, faisant leur carrière en Dauphiné. Enfin, de riches marchands prennent beaucoup d'importance : six Baronnat, six fois Pierre Turin et Pasquet le Charron, puis encore Audebert, Brunier, les Gontier, les Buatier, les Tourvéon, les Villars (cinq fois), et des nouveaux, cinq Buyer, quatre Dupré, quatre fois Gillet de Chaveyrie et Pêtrequin Chocart. Mais, quelques-uns nantis, on n'en essaie pas d'autres : le nouveau conseil n'est pas plus ouvert que le précédent ; il y a toujours une classe consulaire, mais ce n'est plus la même. Les gens de loi, naguère serviteurs des patriciens, sont devenus les maîtres des marchands, et font peu de compte de la Commune : ennemis par état de la diversité, attachés par leur culture même à l'absolutisme royal, ils vont la conduire très vite aux mains des gens du roi. La suppression rapide du patriciat bourgeois a d'abord substitué à l'honneur d'être le premier dans sa ville celui de servir le roi dans une charge de cour, et de cela aussi est morte la Commune de Lyon. Les marchands ne s'opposeront pas à cette évolution, car elle est conforme à leurs intérêts personnels ; quant aux moyens et aux petits, qui donc pense à eux ? C'était affaire à Pompierre ou aux Varey d'autrefois, à ce Bernerd de Varey ou à ce Mandront du Nyèvre que nous voudrions mieux connaître. A qui voit venir à lui le monopole de la soie et toutes les marchandises de l'Italie et de l'Orient, qu'importe le prix du pain ? D'ailleurs,

comme ce sont tout de même de braves gens, ils sauront extraire de leurs coffres de grosses aumônes, et fonderont toutes les charités qui seront nécessaires. Bernerd faisait l'aumône lui aussi, et les frères Caille nourrissaient les pauvres dans leur propre maison, mais ils aimaient mieux donner à l'affaneur le moyen de gagner son pain, et compter, à côté du leur, son vote dans les assemblées, et l'affaneur restait un citoyen. La période des grands marchands est celle de l'affaiblissement de la commune, qui sera mûre dès 1447 pour le consulat bisannuel et rétribué, pour la noblesse de cloche, et pour l'état de ville de bourgeoisie royale.

Quant aux fortunes des conseillers, celles des terriers et des autres grands nous sont connues ; les marchands appelés au consulat sont en général les plus aisés, pourtant nous en rencontrons plusieurs nettement au-dessous des neuf cents livres de vaillant où nous avons fait commencer la richesse, et, parmi les bons serviteurs de la ville qui apportaient au conseil leur expérience des choses municipales, il n'y a qu'un riche, l'ancien trésorier Andry de la Fay dit Nantuas, Oydel est ruiné, Condeyssie et Nizier Grey-sieu n'ont que de très modestes ressources⁹.

Les consuls se réunissaient à la chapelle de Saint-Jaques, en face de Saint-Nizier¹⁰. La chapelle, construite au XIII^e siècle par les Chaponnay, était assez grande, mais froide¹¹ et très incommode ; des « arches » ou coffres¹², ferrées et munies de bonnes serrures, disposées tout autour, contenaient les papiers de la ville, ainsi que les sceaux et les « eschandils »¹³, et tout ce qu'on devait conserver

⁹ C. C. 3, Nommées des héritiers Oydel, f° 48 v°, 81 v°, 307 v° ; des hoirs de Condeyssie, f° 250 v°, de G. Greyzieu, dit Barbichon, f° 59.

¹⁰ V. Vital de Valous, la Chapelle Saint-Jaques, 1881.

¹¹ La couverture fut refaite en 1430, C. C. 394, n° 28.

¹² En 1417, un seul garde les trois clefs, R. C., 5 avril 1417, p. 38. En 1423, on achète une quatrième arche, 22 juin, II, p. 55. En 1428, il y a une arche des sceaux, 2 juillet, II, p. 273.

¹³ R. C., 13 avril 1417, p. 39-40, une cédula est mise « en l'arche qui est à l'entrée du chœur, au quesson devers l'arche du crucefix ». On y

au profit du commun. Jusqu'en 1419, elle restait ouverte à tout venant, seuls les coffres étaient fermés, les clefs confiées à deux des consuls, à tour de rôle. Le 11 novembre 1419, Pierre de Rillieu, notaire, offrit de faire nettoyer la place qui était devant la chapelle, la paver de pierre menue et la clore d'une barrière, « considéré que la chapelle de Saint-Jaqueme, ou on a acoutumé soy assembler pour les besongnes communes de ceste cité, doit estre lieu honnoürable, sans ordure et puantise... » le tout à ses propres coûts et dépens, et pour l'amour de Dieu et de la ville ; les conseillers acceptèrent cette offre généreuse, mais formulèrent d'expresses réserves : que ce soit vite fait, que Rillieu soit toujours prêt à ôter sa barrière si on le lui demande, et qu'à lui ni aux siens, aucun droit ne demeure acquis sur ladite place¹⁴. En 1426, ils s'avisèrent de fermer la porte : « qu'on mette une serraille à Saint-Jaqueme,... le plus du temps, la chapelle demeure de nuit ouverte, dont grant péril s'en peut ensuir, attendu que toutes lettres et privilèges de la ville y sont ». Mais quelques jours après, les deux Chaponnay se plaignirent de la serrure, et il fallut recourir à la médiation du bailli¹⁵.

Souvent aussi les conseillers se réunissaient ailleurs, dans quelque ouvroir voisin, celui de Bérerd Jacot, ou de Bernerd de Varey, en l'étude de Mre Antoine Grant, en la boutique de G. Gontier, en l'ostel de Léonard Caille ou de Mre Jehan Le Viste, en quelque cloître ou en quelque église, à Saint-Jehan, en la salle basse du Chapitre ou en la cour de l'official, pour parler à l'archevêque ou aux Seigneurs,... mieux encore, sur le pont de la Lanterne, au bout du pont de Saône, ou « dans la court derrière l'ostel de Chaponnay ». Sans aucune preuve, on ne peut avancer

met aussi le lendemain les poids du pain et les balances. Les arches contiennent, avec les papiers de toute sorte, les sceaux et les « eschandils », les gages précieux déposés par les particuliers.

¹⁴ R. C., 11 nov. 1419, p. 198.

¹⁵ R. C., 11 juil., 17 nov. 1426, II, p. 187, 200. Noter cette affirmation de propriété des Chaponnay : il en a été tenu compte plus tard dans les revendications de noblesse de la famille.

que ces réunions plus intimes se faisaient « *inter pocula* », comme celles des conseillers de Châtillon en Dombes, mais il est permis de le supposer. Le lieu de réunion est ordinairement choisi pour convenir à une affaire donnée : les tractations amiables avec les officiers de finances, les pots de vin de toute espèce se discutent le plus souvent dans quelque'ouvroir discret¹⁶. Mais le plus grand nombre de réunions tenues hors de Saint-Jaqueme avait lieu à Roanne, « en l'ostel du roi », dans deux cas surtout, quand la présence du bailli était utile, ou, plus tard, quand les conseillers y étaient arrêtés¹⁷. En l'été 1425, on voit apparaître aux Registres la fière mention : en la maison de ville, qui disparaît avant la fin de l'année.

Il y avait entre la Fromagerie et la rue Longue une grande maison qui avait appartenu jadis à une famille Allemand, et que voulait vendre sa propriétaire actuelle, Aynarde, femme de Léonard de Molon, gentilhomme, de Miribel, lyonnais par toutes ses habitudes. Les consuls, dès 1424, ont désiré l'acheter : ils en firent donner l'ordre à leurs successeurs par le Syndical, et tout de suite se mirent en affaires. La maison relevait de la directe de Mons. de Lyon, qui en avait concédé la rente au chapitre de Saint-Nizier ; il convint tout d'abord de payer les entrogés, qui s'élevaient à quatre-vingts écus d'or : Jehan du Nyèvre mena le marché, et neuf des consuls nouveaux avancèrent la somme. On débarrassa la maison de ses locataires : Humbert de Varey accepta douze écus de pension pour lui, et donna grâce de rachat pour deux cents écus ; Jehan de Varey, qui occupait les « estables » reçut deux écus.

16 A titre d'exemple : année 1420, huit fois à Roanne, quatre fois chez Bernerd de Varey, une fois chez Ant. Grant, E. de Sivrieu, J. le Viste, une fois au bout du Pont de Saône, à la partie du royaume. Année 1426, onze fois à Roanne, deux fois à Saint-Albain, une fois à Saint-Pierre-le-Vieil, à la Saunerie, à Saint-Jehan, à l'ostel archiepiscopal », « en la court de l'official, aux frères Prêcheurs, une fois en l'ouvroir d'Et. Guerrier, et chez J. Gontier.

17 En 1420, sur huit réunions à la maison de Roanne, six ont eu lieu en présence du bailli ou de son lieutenant, pour des affaires militaires. En 1426, dans sept réunions sur onze, les consuls sont arrêtés.

rachetables à quarante. Cela fait, on prêta les caves à Jehan du Nyèvre, pour le récompenser de la peine qu'il avait prise, et, pour la Pentecôte, on y tint la première délibération. Mais, dès le mois d'août, la maison de la ville, « à la partie de rue Longe » est louée à M^e Drogue, épicier, qui paiera douze écus de loyer à Léonard de Molon, en décharge de ce qu'on lui doit, car la ville n'est pas riche, et surtout ne veut pas le paraître, et l'on ne paie le vendeur que par petites sommes, vingt écus à la fois, qu'il vient chercher lui-même. Les délibérations cessèrent bientôt tout à fait dans la maison de ville, non à cause de Léonard de Molon : nos bourgeois admettent que « qui a terme ne doit rien », mais à cause des gens d'église. Ceux de Saint-Nizier ont consenti au rachat de leurs droits, et prolongé le délai de la Saint-Thomas à la Saint-Thomas prochaine, mais Mons. de Lyon ne se montre pas de composition facile : or la Commune ne peut avoir son siège dans une maison chargée de servis à son vieil ennemi. Le conseil rentre donc à Saint-Jaqueme, et continue, quand il fait trop froid, à demander aux voisins l'hospitalité. Cependant on a mis sus en novembre 1426 une taille de maille pour racheter la pension de Saint-Nizier ; Mandront, avec Enemond Baronnat, a pris charge de l'affaire et avancé cent soixante écus. Mais les chanoines font des difficultés pour consentir au « rachat perpétuel » ; au mois de mai 1427, l'argent est déposé à Roanne, aux mains du greffier de la Cour royale, Denis Becey, et l'on va engager un procès. Au mois de juin, le procès est commencé, on rend leur argent à ceux qui l'avaient avancé, mais on servira toutes les pensions, fidèlement, et on paiera L. de Molon de son mieux. Les chanoines de Saint-Nizier s'étaient dérobés, découvrant l'archevêque, celui-ci voulut bien l'année suivante se mettre en compromis, et on nomma de part et d'autres des mandataires ; mais l'accord ne put s'établir, le procès suivit son cours, et ce n'est qu'en 1461, trente-

six ans après l'acquisition, que la ville put s'installer dans sa maison¹⁸.

C'est donc à Saint-Jaqueme et aux environs, ou quelquefois au palais de Roanne, que nous regarderons travailler nos conseillers.

Il est difficile de se faire une image des séances du consulat : le génie simplificateur et modérateur de Rolin de Mâcon en a réduit les comptes rendus à leur plus simple expression. Si nous l'en croyons, les conseillers entendaient les divers rapports, prenaient leurs décisions, toujours à l'unanimité, ordonnaient ou mandataient les dépenses, et s'en allaient. Nous noterons déjà : somme mandatée n'est pas somme payée, il s'en faut de l'argent nécessaire qui manque souvent, et bien des fois le conseil dut annuler son mandat pour en établir un second, et opérer un virement d'un compte sur un autre. Tels qu'ils sont pour la plupart, ces comptes rendus nous suffiraient pour connaître l'histoire de la ville et fournir notre appoint à l'histoire du royaume, mais ils sont morts. Pourtant, à deux ou trois reprises, quand la passion le secouait lui-même, l'austère procureur a soulevé pour nous un coin du voile : c'est de lui que nous tenons la querelle d'Aymé du Nyèvre avec le prévôt, et aussi la scène violente de mai 1426 entre Mandront et Léonard Caille. Dans tous les cas où le conseil a dû prendre des décisions graves, nous apprécions la brièveté et la vigueur de ses formules. Lors des assemblées plus nombreuses, il lui a fallu quelquefois enregistrer un mouvement d'opposition, ou même distinguer les votes : « les signés à oy... les signés à non », bien qu'il dise volontiers : « la meilleure et plus saine partie des assemblés ». Mais surtout, Rolin de Mâcon, homme précieux, est quelquefois absent, en mission pour la ville ; je ne parle que pour mémoire des quatre années où il ne fut pas procureur

¹⁸ R. C., aux dates indiquées, II, p. 123, 124, 126, 187, 237, 321, 339, 368, 370, 483. Le prix de vente, à la femme de Léonard de Molon, semble avoir été acquitté en 1444, v. C. C., 398, n° 17.

et céda sa place à Guillemain Massoud : les délibérations en sont perdues ; mais lors de ses voyages, ses clercs tiennent la plume, écrivent sans discernement ce qu'ils entendent et ce qu'ils voient. Ont-ils en fait entendu peu de chose ? ou Rolin a-t-il corrigé à son retour les minutes, que nous n'avons pas, avant d'autoriser la mise au net des Registres eux-mêmes ? Le conseil, à peu d'exceptions près, travaille sérieusement et assiduellement, et ne perd pas son temps en vaines paroles. Les délibérations les plus intéressantes, documents directs de notre histoire, seront analysées et souvent citées dans la deuxième partie de cet ouvrage ¹⁹.

Les réunions sont très fréquentes, il y en a plusieurs chaque semaine. Elles n'ont pas lieu à jours fixes, tous les essais de règlement ont été éludés immédiatement : le dimanche, cependant, est le plus souvent réservé aux assemblées du peuple et des maîtres des métiers, le conseil tient alors une séance préparatoire le matin, l'assemblée générale ayant lieu après midi ²⁰. Il est plusieurs fois question d'une amende aux absents, le tarif étant toujours un gros ou quinze deniers, mais l'amende n'est jamais exigée, bien qu'on se plaigne souvent de n'être pas en nombre : ils doivent être sept pour décider quoi que ce soit ²¹. Quand on délibère contre le roi, les gens du roi et Mre Jehan Le Viste s'abstiennent ; de même la plupart des hommes de loi dans les conflits avec l'archevêque ou l'Eglise en général ²².

¹⁹ V. II^e partie, passim.

²⁰ Année 1420, quatre-vingt-dix-huit séances, dont vingt et une en janvier (venue du Dauphin). Année 1426, cent-trois, dont seize en décembre. Année 1434, quatre-vingt-dix-huit.

²¹ R. C., 21 juillet 1417, 1^{er} avril 1419, 5 avril 1424, p. 59, 161, II, p. 94. « Ils ont ordonné que durant leur année, ils seront chascune semaine deux fois à Saint-Jaqueme, c'est assavoir les mercredi et vendredi à VII heures, et qui fauldra à VII heures, il paiera II gros par deffault s'il n'estoit hors de la ville ».

²² R. C., 14 mars 1425, II, p. 130. J. de Bames : « que toutes lé fois que l'on conseilera contre Mons. de Lyon, il s'en puisse aler... », 14 fév. 1429, II, p. 306, J. Palmier », qu'il ne lesse point la poursuite de ses causes ». 12 juillet 1434, II, p. 386, le petit J. du Nyèvre : « que l'on

Le consulat n'a pas de chef, les douze conseillers sont égaux, mais on sait ce que l'on doit aux grands personnages, aux gens compétents, aux hommes de caractère : quand Mre Paterin prend la parole tout le monde fait silence ; il en fut ainsi pour Mre Jehan Le Viste, jusqu'au jour où il en abusa ; ce dernier demeura cependant un personnage considérable, et plusieurs fois on lui demanda son avis par écrit, quand, vieux et malade, il n'avait pu venir au conseil. On prit aussi le vote de Léonard Caille « estant en son ouvrour et qui n'a peu venir, obstant le mal de sa chambre »²³. De même encore attache-t-on la plus grande importance à l'avis de Nizier Greysieu : « mais Niziès n'a pas consentu... Niziès n'en est pas bien d'accors... ». Et l'on diffère ou l'on renonce²⁴ ! Peu d'hommes eurent une pareille autorité : je n'en connais point d'autre ; Aynard de Villeneuve, trop orgueilleux, Mandront, trop violent, sont approuvés souvent et souvent contredits ; Bernerd de Varey prêche dans le désert, Jehan de Condeyssie se fit écouter une fois²⁵. Hors du consulat, nous savons l'influence personnelle du bailli Imbert de Grôlec et du courrier Jehan de Varey. En principe, le conseil tient d'abord à son indépendance : il écoute volontiers les avis, d'où qu'ils viennent, mais nul ne peut se vanter de le conduire.

Les consuls s'occupent de toutes les affaires de la ville, leur compétence est universelle, ils font « ce qu'est de faire ».

La première fonction du consulat est de conserver les

ne parle devant lui de chose que touche Mons. de Lion ne Mons. le bailli, car il leur feroit savoir... ». 1^{er} mars 1436, II, p. 454 : Girert de Varey, « réservé le serement qu'il a à Mons. de Lion ». Aymé de Nyèvre, en 1425, pose une condition : que l'on poursuive J. Caille, R. C., 23 mai 1425, II, p. 134.

²³ R. C., 29 nov. 1426, 13 déc. 1428, II, p. 206, 299, etc.

²⁴ V. p. Nizier Greysieu : R. C., p. 125, 133, 145, 189, II, p. 222, 305, 369. A. C. Saint-Just, 4 nov. 1426. Nommée des hoirs Barbichon, C. C. 1, Vaillant, p. 112 et de G. Greyzieu, dit Barbichon, son frère et seul héritier, C. C. 3, f^o 59.

²⁵ Condeyssie : R. C. p. 56, 60, 62, 77, 360, et II, p. 71, 102, 295, 302, 312 ; C. C., 392, 33, f^o 26 ; A. C. S. J., 29 avril 1417. V. aussi Nommées des habitants de Lyon, p. 18.

privilèges de la ville et des citoyens²⁶, et pour cela tout d'abord de surveiller les tribunaux et les prisons de l'Eglise :

Que les frais de justice ne soient jamais plus élevés que ne vaut la chose en litige... que le lieutenant du bailli n'oublie pas de visiter les prisons...

De protéger les bourgeois contre les poursuites abusives des gens du roi : les sergents des receveurs royaux qui font des exécutions rigoureuses, ceux des Cours de justice qui tirent profit de leurs fonctions, le roi des ribauds, quand il s'aventure hors des limites permises, trouvent devant eux le consulat, et plient ou se dérobent²⁷.

De les arracher à la violence des princes et des capitaines, de les racheter des mains des brigands²⁸.

En cas de besoin, il engage pour les citoyens opprimés toutes les forces de la ville, et substitue la Commune à quelqu'un de ses membres : c'est ce qu'on appelle faire d'une chose quelconque *fait commun*²⁹.

N'ayant aucune juridiction, ni par conséquent aucun droit de police, il arrive, par la seule menace de poursuites redoutables, à prévenir et à réprimer beaucoup de menus délits, et en obtient la réparation amiable : « 6 décembre 1424. Que le Procureur aille à Jaquemet Grollier... et de lui faire éმende de venir depuis le meysel jusques à Saint-Jaqueme, le chaperon sur le col et une torche de

²⁶ A. C., 11. p. 6, 131. « Que les citiens de Lyon sont payés de leurs louages de maisons sur les biens qui sont dedans, avant tous autres créanciers... » « P'on empêtrera du roy N. S. ung cas de nouvelleté général, pour faire repareiller les nouvelletés faites à Lion au préjudice du Commun ».

²⁷ Les frais de justice, R. C., p. 42, 60, II, p. 280. La visite des prisons, R. C., p. 58, 237, et II, p. 94. Les exécutions rigoureuses, R. C., p. 22, 370, II, p. 1, 415.

²⁸ V. à côté de la grosse aventure d'Aynard de Villeneuve en 1428, racontée plus bas, II^e partie, ch. III, § 3, les nombreuses interventions de la ville pour racheter des captifs ou faire châtier des brigands. R. C., p. 46, 108, 123, 257, 286 ; II, p. 75, 178, 226, 274, 284, 407.

²⁹ V. R. C., II, p. 21, 35, 76, 115, 129, 137, 153, 158, 172, 305, 381. On couvre aussi le procureur ou le sergent qui a été pris à partie par l'exécuté, ou le citoyen qui s'est mis dans un mauvais cas en défendant l'intérêt ou l'honneur de la ville. (Cl. Tieulier, v. R. C. : 24 fév. 1428, II, p. 308).

trois livres, et de crier mercy à Mess^{rs}, samedi prouchain venant.

8 décembre. Jaquemet Grollier vendra demain à Saint-Jaqueme, où seront les conseillers, dessaint, la teste nue, et une torche au puyng de trois livres, et partira du meysel, où ung clerc luy lira et il le confessera à aulte voix, tout le maulx qu'il a fet à commun, qui sont registrés en ung rolle... »³⁰.

Pour le reste, il intente des procès, qu'il poursuit directement ou par procureurs devant toutes les cours et jusqu'au Parlement.

Dans les procès très nombreux que soutient la ville, les principaux adversaires sont les gens d'église, dont les droits sont partout en contact avec ceux de la Commune, et qui n'acceptent jamais de bon gré les accords ou compositions que le consulat ne leur offre d'ailleurs qu'en rechignant. Puis viennent tous ceux qui veulent s'affranchir des tailles et des autres charges de ville, monnayeurs, anoblis, mineurs, médecins...³¹.

La ville entretient à demeure, soit à Paris, soit à Poitiers, un avocat et un procureur, choisis parmi les plus in-

³⁰ R. C., 6 et 8 déc. 1424, p. 121. Voir aussi p. 63, 169, 172, 219 et II, p. 7, 121, 124, 139. V. ch. IV, § 1.

³¹ Mentions de Procès divers, entre autres R. C., p. 20, 21, 22, 24, 36, 42, 43, 50, 55, 57, 67, 323, 345, 353, 355, et II, p. 142, 173, 204, 421. Procès des moulins sur le Rhône, I, p. 295, 299, II, p. 27. Procès de M^e Etienne Giscle, I, p. 285, II, p. 160, 191, 251, 280 et C. C. 343, 344. Procès des bancs sur le Pont de Saône, II, p. 236, 261, 267, 276, 280, 385. Procès avec le Chapitre pour le barrio de Porte Froc : que les Seigneurs de Saint-Jehan ne le refassent ni plus haut ni plus large qu'il n'était auparavant. R. C., p. 156, 165, 179, 182, 197, 204, 239, 268, 270. A. C. S. J., 4 nov. et 4 déc. 1420. — V. aussi C. C. 308, 343. Procès contre les églises pour les fortifications ; C. C. 311 et C. C. 364, les Procès contre les monnayeurs ; C. C. 342, Procès Josart et Paterin ; C. C. 345, Procès contre ceux qui ne veulent payer les tailles ; C. C. 346, Procès Bleterens ; C. C. 347, Procès Anthoyne Le Viste ; C. C. 348, Procès des Baronnat. Il faut mettre à part un procès intenté en 1430 ou 31 par l'archevêque à la ville, qui avait fait mettre partout des écussons et des panonceaux aux armes du roi et de la Commune, et sur lequel nous avons peu de documents, en raison des lacunes des R. C. Voir R. C., II, p. 321, 329, 339, 340, 429, 472 : le procès a été jugé à Lyon, l'archevêque a fait « dirruir les dites armes », il est allé à Poitiers, et repart de plus belle en 1438.

fluents, et qu'elle paie assez cher, mais irrégulièrement. A Lyon même, les consuls investissent tous les ans un procureur en la Cour du roi, qui est Jehan Palmier, et un autre à la cour séculière, qui fut successivement Jehan de Condeyssie, Jehan Tissot, Guillaume Testut et Martin Lamoureux ³².

Le consulat reçoit les hôtes de la ville, le roi, le dauphin et les princes, le chancelier, le connétable, les grands officiers qui passent ou qui séjournent, et, d'accord avec le Chapitre, les légats du Pape, les cardinaux et les autres prélats, et, pour ces réceptions, ordonne la dépense et règle la conduite à tenir par les citoyens. Il accueille également les envoyés de toutes les puissances, et les « guierdonne » comme il sied ³³.

Il les loge dans les meilleurs hôtels, les plus grands au « Chapeau-rouge », chez Bottu, les autres à l'Yaume », chez Oydel, à la « Teste-noire », chez Bonvalet, ou chez Lambequin Malsalé, et les défraie de tout, aux dépens du commun. En plus du présent de torches et d'épices, traditionnellement réservé aux personnages officiels, il envoie à ceux qui lui plaisent de bon vin ou quelque beau poisson, ou des fromages et des pommes, s'occupe même du « boyre » de leurs valets, le tout pour qu'ils soient contents de la ville. Quand il fait des présents en numéraire, il tient à offrir des pièces d'or, écus, moutons, florins, neuves et bien frappées.

³² Barthélemy Le Viste, avocat de la ville en Parlement, est désappointé le 11 avril 1417, parce qu'on a découvert qu'il était du Conseil de l'archevêque. Son successeur exerce peu de temps. A Poitiers, c'est Me Guillaume le Tur, frère du 2^e président; sa pension est de 10 l. par an. Les Procureurs sont M^{rs} Aubert Camus et Jacques Couillard, puis M^{rs} Jacques Hamelin et G. de Besançon. R. C., p. 15, 20, 33, 39, 41, 48, 67, 81, 100, 113, 158, 159, 239, 288, 291, et II, p. 42, 91, 109, 129, 163, 227, 231 etc., etc... V. aussi AA 83 pièces 39, 40, 41, 42, lettres de M^e G. de Besançon ; AA 84, 11, lettre de A. Camus ; AA 97 pièces, 27, 28, lettres de J. Couillard.

³³ V. II^e partie, *passim*. Le roi est toujours logé au cloître de Saint-Jehan, aux dépens des chanoines, qui lui doivent le « gîte ». V. de plus R. C. II, p. 15, 56, 316, la réception du « roi Jacques » en 1422, de l'amiral de Culant en 1423, du « neveu de l'Empereur », logé chez Bonvalet, en 1430.

Il assure l'approvisionnement de la ville en blé et en seigle, en vin, en sel, en bois, traite avec les producteurs ou leurs maîtres, avec les Chanoines de Saint-Jehan qui tiennent la grenette, s'entend avec leur censier, fait venir à son compte des chargements de blé, puis il taxe le pain et tient dans sa main les panetiers.

Ceux-ci ne se soumettent pas volontiers, se rebellent contre les peseurs jurés, et font en 1419 un « monopole », pour lequel on les poursuit devant la cour du roi. Si la ville n'achète pas directement les blés, elle couvre de tous risques les citoyens qui ont opéré pour son compte : toujours occupée de faire lever les défenses « criées » en Dauphiné ou en Savoie, elle sait aussi interdire toute sortie. En 1421, elle rembourse à Mons. de Lyon qui en a fait l'avance, les frais et débours du châtelain de Bâgé et du curé de Saint-Etienne de Chalaronne, « lesqueulx sont venus par plusieurs fois en ceste ville pour vendre certaine grant quantité de blefs que l'en leur avoit chargé à avoir pour la foraison de ladite ville, et ausqueulx l'en a puis desdit le marchié pour ce qu'il n'a meilleur marchié en ceste ville qu'ilz n'en faisoient »³⁴.

Sur le sel, la perception de l'impôt des quinze deniers donne aux consuls des moyens d'action, mais ils préfèrent s'entendre avec les grands sauniers.

On en vient même, à l'occasion du passage du Dauphin ou du roi, ou sous la menace d'un siège, à taxer et peut-être même à réquisitionner d'autres denrées moins nécessaires.

Le consulat contrôle étroitement l'exactitude des poids et des mesures, surtout celles du pain et du sel, et s'accorde pour cela avec Mons. de Lyon et les Seigneurs de Saint-Jehan³⁵.

³⁴ V. ch. III, § 1 et 3, et pour les négociations avec le Dauphiné et la Savoie, II^e partie. R. C., p. 73, 74, 77, 80, 81, 86, 122, 142, 203, 230, 262, 279, 314, 321, 342, 367, et II, p. 4, 58, 333, 339, 389, 429.

³⁵ R. C., 4, 14 sept. 23, 26 nov. 1416, p. 4, 6, 15, 17. Les mesures du sel sont trop hautes et pas assez larges, « aucuns fraux se puevent comettre », deux conseillers et quatre maîtres des métiers les visiteront et les feront faire telles qu'elles doivent être. Pour le « seignal », la

En 1419, on fut tout près d'entrer en conflit, mais le droit de l'archevêque à la marque des poids et mesures étant inscrit expressément dans les traités, les consuls, sur l'avis de leur conseil juridique, cédèrent ³⁶.

Il surveille les marchés, qu'ils restent francs, et aussi les « bancs » au mayssel et sur la voie publique ³⁷ :

« 21 juillet 1427. Que les bancs dessus le pont soient mis en la rivière ...

« 15 février 1428, le dimanche de Caresmentrant, le gras... que l'on impêtre du roi une provision pour remettre au premier estat...

« 20 mai. Que les bancs dessus le pont soient mis en la rivière... » ³⁸.

Il fait examiner par les maîtres maçons et charpentiers qu'on appelle les « jurés de la ville » les constructions de maisons neuves et les modifications apportées aux anciennes.

marque, on s'arrange avec « ceulx de la régale » et le lieutenant du visiteur royal. Mais « on ne baillera pas sans ordre la mesure faulce qui est en l'arche à Saint-Jaqueme, prinse contre la veufve Pierre Dupré... on laissera faire la punition contre ladite à ceulx à qui appartiendra »

³⁶ R. C., p. 184, 185, 186, 189 ; A. C. S. J., 17 nov. 1419. L'affaire est caractéristique : Le 17 août 1419, les Consuls « ont concluz que se Ansermet de Genaz s'est follement obligiez de rendre les poys et balances à peser les pains à la court séculière, qu'il s'en défende le mieulx qu'il porra, car il n'appartient point à la dite court de baillier les dites balances ne poys, mais aux conseillers de la ville ». Les panetiers ont fait « un monopole contre la chose publique », le peseur des pains n'est ni sûr ni loyal. Aussi, le 30, la ville l'a-t-elle remplacé par Hervy le bastard, et sur le point de savoir s'il prêtera serment ou non à la cour séculière, décide-t-on de prendre conseil de J. Le Viste, J. Paterin et A. Grant, puis d'aller voir Mons. de Lyon. Le 13 septembre, l'accord est conclu : on rendra les poids aux officiers de l'Eglise ; Hervy, élu par les consuls, fera le serment à la cour séculière « attendu qu'ilz en ont usé le temps passé, comme appert par les registres de leur court ». Et l'on fera ainsi « de quy en là » et mettra-t-on « au néant » toutes procédures contraires.

³⁷ V. l'affaire du badel de Saint-Nizier. Ch. III, § 1.

³⁸ R. C., II, p. 236, 261, 267, 276, 280, 281, 282, 305, et II^e partie, ch. III, § 3. Le Consulat agit ici en vertu de ses pouvoirs traditionnels sur la voie publique, et fait céder assez vite les bouchers et autres tenanciers, mais l'affaire se complique à cause du « servis » dû à l'archevêque sur les bancs, et devient grave, du fait que deux des Consuls, G. de Bames et P. Bullioud ont plaidé pour l'Eglise, au procès engagé, d'où leur destitution par l'assemblée du peuple le 17 août 1428.

Soit que les aménagements nouveaux empiètent sur la voie publique ou la dégradent³⁹, ou que des citoyens lui disputent la propriété de quelque ruelle⁴⁰. Il vend, échange, loue, autorise, interdit⁴¹, prête l'outillage de la ville, « l'engin à planter paux »⁴². Il eut grand noise en 1421 avec les meuniers du Rhône et n'en vint à bout qu'en 1424⁴³.

Mais il ne peut empêcher de se multiplier les maisons « ruyneuses » et « mures de maisons », après les incendies ou les longs abandons.

Il veille jusqu'à un certain point à la propreté des rues et des places, fait paver peu à peu le plus de rues possible, ou refaire le pavage usé⁴⁴.

Une brève mention au registre nous apprend qu'en 1419, la ville de Lyon connaissait l'éclairage public : « que Nantuas fasse faire au carré de Rocheffort la semblable tour pour pendre la lanterne qu'elle est au quarré de la maison ronde... »⁴⁵.

Il loue, amodie, protège contre les empiètements de toute sorte les « broteaux » qui appartiennent à la ville ou au pont.

Les broteaux sont instables et mal séparés les uns des

³⁹ Empiètements, R. C., p. 29, 45, 56, 140, 152, 153, 189, 317, 358. et II, p. 371. Dégradations, p. 62, 149, 150, 169, 243, et II, p. 359, 394. Réparation des dommages causés par les œuvres de la ville, p. 172, 176, 347, et II, p. 20, 30, 85, 107, 110, 122, 123, 124, 129.

⁴⁰ R. C., p. 6, 59, 60, 139.

⁴¹ Achats et ventes, R. C., p. 162, et II, p. 310, 421. Echange, p. 137. Location, p. 347, 357, et II, p. 12, 54, 161, 208, 224, 267, 279. Autorisations diverses, p. 28, 43, 56, 325, et II, p. 305, 355, 371, 394.

⁴² V. ch. II, § 1 et R. C., II, p. 29, 139, 161, 207, 300.

⁴³ R. C., 295, 299, et II, p. 27, 34, 48, 54.

⁴⁴ R. C., II, p. 279, 343, 367, 368, 369. C'est M. Odebert qui fait payer le « quarré de l'Erberie » (août 1429) ; la ville fait refaire à Mathieu Pojal, pavisseur, cinquante-quatre toises du pont de Saône, mais au mois de mars 1433, Druet Fortin offre de faire paver tout le pont à ses frais, « parmi ce qu'il soit franc durant sa vie de tous fais communs de ville » : le consulat se fait prier, puis accepte, au profit de la « chose publique ».

⁴⁵ R. C., p. 220. A plusieurs reprises, lors du départ du Dauphin, lors des passages de troupes, on ordonne d'allumer les lanternes et d'éclairer les fenêtres de chaque hôtel.

autres des confusions fréquentes se produisent, que les consuls règlent à l'amiable ; ils accordent volontiers aux riverains du fleuve la permission de tailler au « brotel » fagots et menu bois, pour réparer leurs « peyssières contre les grandes eaux, attendu que leur clôture est celle même de la ville ; ils ont grand souci du lit du Rhône et des trous qu'on y fait pour prendre du « sablon », qui leur paraissent compromettre la solidité du pont ⁴⁶.

Pour tout cela, ils ordonnent les recettes et les dépenses, et vérifient les comptes.

La « vision » des comptes occupe une grande place dans nos registres ; elle est confiée par les consuls à deux ou trois commissaires, qui reçoivent pour ce faire une indemnité : le Procureur et ses clercs sont mis à leur disposition. Ces vérifications duraient parfois plusieurs années : au temps des mutations de monnaies, il fallait tout reprendre ; le quitus n'était donné au comptable que l'opération terminée. Les documents que nous possédons en portent tous les traces ⁴⁷.

Le consulat s'occupe aussi de la commodité et de la loyauté du commerce, de l'honnêteté de toute fabrication. Quand il eut obtenu du roi la création des foires, il les organisa de son mieux, et, tout en confiant l'administration directe à des commis temporaires, pris parmi les plus sûrs, se réserva toujours les décisions importantes à cet endroit.

Depuis bientôt cent ans, la ville est en quelque sorte pro-

⁴⁶ Tévenet Faure réclame le broteau qui est « dessoubz le pontet de fuste ». R. C., p. 4, 6, 8, 21. Imbault de Bleterens y prétend à son tour en 1420, p. 290. Un homme de Béchevelin fait reconnaître plusieurs broteaux appartenant au pont, qu'on ignorait, II, p. 409. Exploitation, p. 28, 43, 143, 155, 157, 171, 176, 177, 223, 225, 239, 259, 289, 290, 332, 356, 358, et II, p. 27, 98, 131, 241, 258. L'autorisation de couper du bois est accordée en 1416 et 1421 aux Frères Mineurs, « pour soy clorre devers le Rosne... pour ce que leur dit couvent clôt la ville » ; à l'hospitalier du Pont, pour planter devant l'hôpital, « contre le Rosne qui chave le fondement des murs, tellement qu'ilz sont en voye de choir bas ».

⁴⁷ V. les comptes de Nantuas et ceux de Bérerd Jacot, ci-dessous, p. 251 et 255. Pour les autres comptes, v. entre autres R. C., p. 32 (J. Caille), et II, 60, 87, 105, 117 (B. Jacot, A. Haudry, G. Panoilliat, H. Chivrier), 133, etc... et les comptes eux-mêmes (CC.) qui sont tous vérifiés.

priétaire du pont du Rhône, et le consulat gouverne souverainement les biens, les aumônes, et, d'accord avec le clergé, la recette des indulgences. Il entreprend et dirige les travaux, constructions neuves et réparations, et dispose pour cela des ressources propres du pont, dont il vérifie aussi les comptes. Il en délègue volontiers l'administration à un grand de la ville, qui s'y applique entièrement, donne les ordres et signe les mandats, mais rend compte souvent et doit supporter le contrôle permanent du Procureur⁴⁸. A partir de 1425, le conseil affirme la « quête du pont de Rosne » dans les formes accoutumées⁴⁹.

Au consulat revient sans contrôle la garde des portes de la ville, le service du guet et de « l'escharguet » sur les murailles et dans les rues⁵⁰ : police incomplète d'ailleurs, puisqu'il est obligé de déférer les délinquants aux divers tribunaux ; mais le plus souvent, il règle l'affaire lui-même, à l'aide des lieutenants du capitaine, et obtient une composition quelconque qui rend le procès inutile⁵¹.

Il organise lui-même les milices communales, constitue les bannières et les pennons, distribue les divers commandements⁵², et donne ses ordres, en théorie, au capitaine de

⁴⁸ P. le Pont, v. ch. II, § 1. Exemple de commission : « A. Chivrier aura la charge de visiter et soy songnier ès euvres tant du pont que de la ville, et aura des gages XX fr. pour moys qu'il y vacquera ». R. C., 26 février 1422, p. 362.

⁴⁹ « L'on baillera à cense la quête du Pont du Rosne ». R. C., 30 avril 1420, p. 239. En 1425, le 29 septembre, Jatry met 60 livres sur la quête du Pont, qui est adjugée en même temps que les autres fermes de la ville le 12 nov. (R. C., II, p. 131, 136). Il s'agit ici uniquement des recettes pour la ville de Lyon, celles du dehors, beaucoup plus considérables, font l'objet de comptes spéciaux (v. CC., 193).

⁵⁰ P. la défense de la ville, voir II^e partie, surtout ch. I, § 2, et ch. II, § 5 et 6.

⁵¹ En droit, les consuls n'ont aucune juridiction, ni aucun droit de police sur la ville : ce droit appartient au courrier et au prévôt de la cour séculière. En fait, la plupart des petites affaires sont réglées par eux : ils exigent l'amende honorable, tête et pieds nus, une chandelle au poing. V. R. C., p. 117, 158, 205, 219, 255, 264, et II, p. 7, 121, 124. Pour les choses plus graves, ou si le délinquant se dérobe, ils poursuivent : « le procureur fera partie... », V. R. C., p. 8, 44, 257, 306, 349, et II, 124, 172, etc...

⁵² V. pour l'organisation des milices, II^e partie, ch. I, § 2, et R. C., p. 60 et suivantes, 102, 105, où sont prises les mesures d'ensemble devant

la ville, son salarié. En pratique, le capitaine étant le bailli en personne, la ville doit s'entendre avec lui à l'amiable, et, cela fait, qui se fait toujours, commande directement aux lieutenants, qui sont des citoyens de Lyon ⁵³.

Comme il assure l'approvisionnement de la ville, le consulat en procure l'armement : il achète et entretient armures et armes blanches, arbalètes, canons et bombardes ; il se munit de poudre, ou des éléments pour la préparer, fait fabriquer chez lui les traits, viretons, plommées et tailler les pierres de bombe ⁵⁴. Les circonstances ayant voulu que la ville ne soit jamais attaquée de bien près, il a des munitions de reste et peut en fournir à toute requête ⁵⁵.

Au consulat appartient le droit d'ouvrir et de fermer ses portes, de tendre et de relever les chaînes qui « empêchent » le cours de la Saône, ainsi que celles des rues, de mettre les « barres » aux arches du pont du Rhône et de les ôter. Ce droit ne lui fut contesté qu'en 1435, par Théo-de de Valpergue, et les citoyens, cédant à la force, interprétèrent eux-mêmes les menaces du nouveau bailli comme un attentat aux privilèges fondamentaux de la Commune ⁵⁶.

le péril allemand et bourguignon, 123, 147, 158, 160, 161, 186, 224, 237, 252, 261, 270, 282, 303, 320, 323, 324, 358, 368, 371, et II, p. 4, 12, 17, 36, 51, 62, 63, 91, 92, 93, 95, 108, 129, 130, 184, 189, etc..

⁵³ V. R. C., p. 256 : quand Andry Chivrier fut capitaine de la ville pendant trois mois et demi, en l'absence du bailli Ph. de Bonnay ; 282, A. Chivrier et Mandront du Nyèvre requis nommément ; 358, le partage des « deffaults » entre la ville et les lieutenants ; 362, 366, 368. Cl. Tieulier chargé du bourg Saint-Vincent et de la garde des rivières ; et II, 7, 12, ordres donnés aux gens de Saint-Just, Condeycie nommé capitaine de Saint-Just, sans gages ; 19, 20, 50, le courrier chargé de la défense du Pont ; 63, Mandront doit « cuchier et gésir » sur les tours ; 68, 69, 71, 92, 93, 129, 130, « changer Mandront » ; 271, 303, etc..

⁵⁴ V. II^e partie, ch. I^{er}, § 2 et ch. IV, § 2. Voir, pour l'importance des stocks d'armes et de munitions R. C., II, p. 65, 85, 96, 402.

⁵⁵ Prêts au bailli à plusieurs reprises, fournitures au siège d'Orléans (1428), au duc de Bourbon (1484), V. R. C., p. 228, 234, 282, 327, et II, p. 7, 8, 297, 298, 392, 393, 399, 449.

⁵⁶ Le droit des consuls d'ouvrir et fermer leurs portes et de tendre leurs chaînes, est écrit en toutes lettres dans les traités de fondation de la commune. Ils en ont usé pendant toute la guerre bourguignonne, jusqu'à interdire aux gardes de la monnaie et au maître des ports d'y exercer leur office, R. C., p. 338 ; jusqu'à interdire tout passage

Le consulat est également le maître de ses fortifications : le bailli capitaine est son conseiller technique⁵⁷. Si les consuls ne mettaient à cette fonction qu'un zèle insuffisant ou inefficace, il est hors de doute que le chef militaire et l'agent du pouvoir royal se montreraient au lieu du conseiller, mais la fidélité des Lyonnais à la cause du roi Charles, leur intelligence des faits politiques locaux et régionaux, la sûreté et la rapidité de leur action furent telles qu'il n'eut jamais à intervenir, et que les consulats successifs conservèrent pendant ces vingt dures années la direction réelle et effective des travaux et de la défense.

Le consulat, sur l'ordre du peuple exprimé au Syndical, décide la réfection partielle ou totale des papiers de la taille, ou livre du vaillant de tous les citoyens. Il nomme des « amodureurs » pour recevoir les plaintes, vérifier les nommées, accorder les dégrèvements, et infirme ou confirme, le cas échéant, leurs décisions. Il exerce ce pouvoir en toute indépendance, et pour ainsi dire, souverainement : les gens du roi reçoivent de ses mains le montant de la taille, et n'ont rien à voir dans la recette et la répartition⁵⁸.

Enfin, après s'en être fait donner l'ordre par les maîtres des métiers, le consulat perçoit les impôts royaux de toute nature et les siens propres, soit directement, soit par l'intermédiaire de fermiers qu'il choisit. Il nomme seul les receveurs, et vérifie leurs comptes.

Sur cent autres choses, les consuls sont appelés à donner

de gens d'armes « que Mons. le baillif à son simple estat ». R. C. II, p. 8 ; l'archevêque a besoin de leur permissio n pour « charroyer ses choings » dans les fossés, R. C., p. 342 ; par contre, ils confient volontiers les clefs aux citoyens pour faire leurs vendanges, R. C., p. 188, 341, et II, p. 14.

⁵⁷ Il en est de même pour les fortifications, pour lesquelles le bailli est à leur disposition et le roi les décharge de tailles. V. II^e partie, ch. I, § 2, ch. II, § 5 et 6. De 1417 à 1422, les travaux des fortifications occupent la moitié des comptes rendus aux R. C.

⁵⁸ Pour la réfection des papiers du Vaillant et les amodérations, v. J. Déniau, les Nommées des habitants de Lyon en 1446, § 2 et p. 70 et suivantes. L'ordre d'exécution est toujours donné par les maîtres des métiers.

leur avis ou à prendre leur décision : loin au delà de la compétence actuelle d'un conseil municipal s'étendent leurs pouvoirs. La Commune est une seigneurie, a-t-on dit, c'est ici une république à peu près autonome qui doit au roi le tribut annuel et l'allégeance ; de cette république, ils sont les chefs responsables devant le peuple comme devant le roi.

Pour les aider dans cette tâche excessive, la Commune leur a donné des fonctionnaires permanents ; elle leur permet d'instituer des fonctionnaires ou de commettre des délégués temporaires.

Amodureurs, commissaires aux comptes, aux foires, aux armements, envoyés et messagers de toute sorte sont rétribués d'après leurs services et leurs mérites, suivant un tarif régulier, qui croît avec la qualité des personnes, la longueur et la difficulté de leur mission ⁵⁹.

Il en est de même des sergents royaux que la ville emprunte fréquemment pour exécuter ses ordres, quand elle prévoit quelque résistance, comme en matière d'impôts, ou quand les ordres touchent les gens du dehors ⁶⁰.

Le petit personnel se compose des gardes ordinaires des portes, des guettes et trompettes de Fourvière et de Saint-Nizier, des mesureurs du sel et du vin, des contrôleurs des poids. Il est assez stable, malgré sa rétribution médiocre, parce que ses fonctions lui permettent le plus souvent d'exercer quelque autre métier. Si la ville lui prend tout son temps, le salaire s'élève et se tient un peu au-dessus

⁵⁹ Pour toutes les fonctions temporaires, voir II^e partie.

⁶⁰ Les sergents royaux sont employés surtout pour contraindre les « refusans et délayans » à payer la taille, parfois à lever des résidus ou des arrérages, mais aussi à mander le guet, ou les terrailons et manœuvres des fossés, quand le mandeur est occupé ailleurs, à porter des messages... La ville, tous les ans, à Chalendes, passe un mandement à un ou deux sergents pour services rendus pendant « l'année fenie ». Le 7 sept. 1435, les Consuls engagent officiellement J. Maniglier, pour dix lt. par an, à servir la ville « en son office de sergenterie ». V. R. C. p. 15, 22, 26, 34, 82, 116, 141, 143, 256, 277, 289, 297, 315, 318, 323, et II, 35, 147, 153... 429, 431.

de celui des affaneurs et ouvriers, parmi lesquels il se recrute ⁶¹.

A ce petit personnel préside l'homme de confiance du consulat, le *Mandeur*, ou badel. Les attributions ordinaires du mandeur sont définies au registre du 11 mars 1420 : « mander le conseil, le guet, escharguet, porles, et aussi les terraillons, et icculx recognoistre trois fois le jour, et fere les rolles des despenses chascune sepmaine... ». Mais il mande l'assemblée aussi bien que le conseil, et chacune de ses fonctions se dédouble facilement. Des « peines extraordinaires » s'y ajoutent, en grande quantité, au point qu'il n'y suffit pas et qu'il faut le faire suppléer : refaire le papier du guet, mettre au papier de la taille ceux qui n'y étaient pas... mander tous les citoyens un par un pour faire leur nommée... « il a largement de la peine pour le présent ». Le mandeur s'occupe en outre de tous les marchés et adjudications, du moins perçoit-il des « drollies » sur chacune d'elles ⁶².

En 1416, le mandeur est Guillaume Chavence, succédant à Michelet, son père, qui servait depuis très longtemps, et à qui la ville vient de faire des funérailles solennelles. Après 1421, c'est Archimbault, qui « exerce si diligemment son office que l'en faudroit bien à trouver son pareil » ⁶³.

⁶¹ Voir entre autres : R. C., p. 13, 15, 26, 183, 287, 363, II, p. 95, III, 389, 401, 413, 429, 431, 463. Le mandement du trompette et guette de Fourvière passe de 10 à 45 s. par mois de 1417 à 1421.

⁶² Les gages du mandeur sont de 30 s. par mois de bonne monnaie; ils suivent les variations de la lt. et atteignent 7 l. 10 s. en juin 1422. Mais le mandeur reçoit une gratification annuelle de la ville, et souvent une autre du Pont; en outre il a droit aux *drollies* ou épingles, payées par les adjudicataires de toutes les fermes (20 sous, une fois donnés, dans tous les cas). R. C., p. 13, 23, 95, 116, 210, 260, 276, 287, 289, 296, 313, 347, 353; II, p. 8, 30, 56, 84, 99, 101, 102, 126, 189, 258, 275, 302, 322, 348, 389, 401.

⁶³ Guillaume Chavence, mandeur en septembre 1416, est « occupé à d'autres besognes pour la ville » en mai 1418, et suppléé d'abord par un sergent royal, puis remplacé le 1^{er} octobre par Henry le bâtard, qui garde la place quinze mois. Le 15 nov. 1419, il est entendu que Chavence reprendra au 1^{er} janvier son emploi « que lui et ses prédécesseurs ont exercé si longtemps ». Il est remplacé définitivement le 13

Beaucoup plus haut dans la hiérarchie, se place le conseiller juridique appointé, choisi parmi les gradués en droit libres de toute attache au roi et à l'Eglise, rétribué honorairement, et de plus gratifié largement à toute occasion.

On le consulte avant d'engager un procès, et chaque fois qu'une décision de justice intervient, pour savoir s'il faut se soumettre ou continuer la procédure. C'est d'après ses avis que les consuls choisissent entre les propositions de leurs avocats et de leurs procureurs. C'est lui aussi qui sait jusqu'à quel point la Commune peut opposer utilement au roi ou aux gens du roi ses droits anciens et ses privilèges, et comme on peut lutter contre la Cour de Rome. Le rôle a été tenu par Mre Paterin, il passa en 1416 à M^e M. Bennot, puis à Pierre Mulin : les trois hommes sont à leur tour devenus consuls, mais la ville ne s'est pas privée pour cela des services d'un juriste patenté ⁶⁴.

Nous avons vu qu'elle a des représentants officiels au Parlement et aux diverses cours de justice.

Les consuls disposent enfin d'un Trésorier et d'un Procureur.

Le Trésorier, qu'on appelle aussi receveur des deniers de

avril 1421 par Pierre Archimbault, qui restera mandeur et badel de la ville jusqu'après 1450. Celui-ci fait son métier « très-diligemment », et fait en outre tout ce qu'on lui demande : peser les pains, refaire le papier du guet, lever les « deffaults » du guet et des fossés... Les consuls reconnaissent qu'il a « plus de peines que n'en eurent oncques ses prédécesseurs » ; ils le récompensent de leur mieux et finissent par l'exempter de tailles à sa vie (1423). V. R. C., 116, 141, 199, 296, 353, II, p. 20, 24, 43, 45, 99, 101, 102, 189, 275, etc.

⁶⁴ Mre Martin Bennot et conseiller en 1416, sa pension était de 20 écus ; il est mort à la fin de 1417 (R. C., p. 94, 113, 151). P. Mulin est conseiller en 1418, Ant. Grant semble l'être en 1422. Mre Paterin est de nouveau engagé en 1428, lorsqu'il cesse d'être lieutenant du bailli, « sera tenu de conseiller les causes de la ville et y dicter en droit et autrement... aussi de venir à Saint-Jaqueme... pour dire son avis et conseiller des choses qui survindront... et aussi aller avecque les conseillers par devers grans seigneurs, ambassadeurs et autres qui viendront en la ville, et illecques pour lesd. conseilliers faire arengues et autrement parler et tracter selonc les cas... » On lui donnait le haut salaire de 24 bons écus d'or, en réservant les travaux supplémentaires (R. C., II, p. 297-298). Noter que J. Palmier reçoit tous les ans 3 lt. pour avoir « pledoyé » les causes de la ville devant la cour du roi à Lyon.

la ville et du pont, est un personnage important, aux activités multiples. En principe, il administre toutes les finances de la ville, et naguère encore toutes les espèces reçues passaient réellement par ses mains. Depuis quelques années, et de plus en plus, les mandats sont établis directement sur chaque fermier ou receveur, qui les acquitte sur sa recette et les porte au débit de son compte. Cependant, le trésorier encaisse toujours un certain nombre de revenus et de produits divers, il peut être chargé d'une recette particulière, et c'est toujours sur lui que l'on tire d'abord, jusqu'à épuisement de sa finance. Il ne centralise plus la comptabilité, mais il est le conseiller financier du consulat, et, demeurant en fonctions le plus longtemps possible, il est celui qui sait et qui a vu : l'autorité personnelle de Nantuas, pourtant discuté et envié, balance celle de Rolin de Mâcon. La rétribution du trésorier est assez faible, mais la nature même de ses fonctions lui assure des bénéfices de toute sorte ⁶⁵.

En 1416, le trésorier était Andry de la Fay, dit Nantuas, qui dirigeait, en plus des finances, tous les travaux, à cause de l'incapacité ou de la négligence du procureur Jehan de Belmont. Cet homme précieux tenait fort mal ses comptes : Rolin de Mâcon l'inquiéta et le força de les présenter aux consuls : il fallut dix ans pour les apurer, l'on eut parfois l'impression de malversations, tant le désordre était grand ; on suspendit alors Nantuas, mais on revenait toujours à lui, qui savait tout faire ; Nantuas pourtant vieillissait, il était riche et trouvait sa charge trop lourde ; il tomba malade à la fin de 1422 et mourut bientôt ; ses héritiers ne reçurent le quitus qu'en 1427. Il eut des successeurs, mais pas de remplaçant : Guillaume Testu dura quatre ans, son

⁶⁵ Tous les mandements antérieurs au 30 avril 1418 sont « adrecés » à Nantuas. Les dépenses de la fortification sont ensuite assignées sur L. Caille et les autres receveurs, mais le nom de Nantuas paraît encore à toutes les pages des R. C. Celui-ci demeure chargé de tous les travaux du pont et d'une foule d'affaires de détail. Le trésorier reçoit 15 l. t. par an, mais les adjudicataires des fermes lui versent « le denier à Dieu ».

rôle fut modeste, la première place étant alors tenue par le Procureur Rolin; en 1426, les fonctions de trésorier échurent à Guillaume Gontier, mais sans la charge de « visiter les euvres », en 1430, nous trouvons à sa place Fr. Loup, puis, pour longtemps, son neveu Pierre Gontier ⁶⁶.

⁶⁶ Nantuas n'avait pas l'habitude de faire signer les rôles de dépenses qu'il présentait; le premier acte de R. de Mâcon, quinze jours après son installation (4 sept. 1416), fut de lui « rebailier IIII roulles » pour les mettre en règle. Dès le mois de novembre, Nantuas demandait qu'on veuille bien « oir ses comptes d'aucunes tailles passées qu'il a receu »; les consuls, stylés par le Procureur, lui disent « qu'il apreste tous ses comptes de toute sa recepte... et, ce fait, l'on les oira voulentiers ». Le 11 janvier 1417, il offre tous ses comptes, « on lui en fera response »; le 22 mars, il requiert auditeur « par chartre ». Le 5 avril, on lui commande qu'il apporte tout à Saint-Jaqueme; le 31 juillet, on désigne deux hommes de loi pour examiner les comptes, et l'on s'occupe de trouver des auditeurs idoines; en octobre, Pompierre est récusé par N. comme étant « de ses malvueillans ». Le 16 février 1418, Andry de la Fay présente ses comptes des deniers communs de la ville en un livre, ceux du Pont en un autre livre, ceux de six tailles qu'il a levées en six livres, et requiert auditeurs: on lui répond le 1^{er} mars, que « pour autres hastives besongnes... l'on ne porroit vacquer au fait et visitation de sesdits comptes ». Un an après (1^{er} fév. 1419) on désigne comme auditeur Aymé du Nyèvre, auquel on adjoint bientôt J. Tiboud, J. de Durche, E. Guerrier; on leur communique les documents des arches à fin de contrôle, puis personne ne bouge jusqu'en 1421; Nantuas exerce toujours toutes ses fonctions. Le 29 octobre 1421, les consuls défendent aux fermiers de verser leur recette à Nantuas; l'un d'eux proteste, disant que « avant ce que l'en interdise la recepte audit Nantuas, il lui semble que l'en le deust envoyer querre et parler sur ce à lui ». Le conseil maintient sa décision, nous voyons le 31, un mandement cassé « pour la substruction de la recepte »... Les comptes des deniers communs sont en désordre, les mandements « de dacte précédent » sont après ceux de date « subséquent », il faut bien aviser qu'ils n'y soient mis deux fois. Andry s'est défendu et justifié, car les maîtres de métiers nouveaux ordonnent le 27 nov. qu'il reçoive tous les deniers jusques fin soit mise en ses comptes », et le 16 décembre la ville le défend contre les monnayers qui voudraient « mettre autre receveur » au don de 5.000 l. octroyé par le régent, et le charge le 26 février 1422, de retenir l'argent du don, « et en fera comptes à part ». L'examen des comptes traîne encore deux ans. J. Tiboud, vieux et toujours malade, ne voulant pas être remplacé, et bien qu'on ait donné un clerc aux auditeurs, tant que A. Nantuas meurt, au commencement de 1423, sans que ses comptes soient réglés. Les commissaires sont encore à l'ouvrage en 1424 et 25, en 1427, ils sont pressés vivement par les héritiers, et aboutissent à la fin de l'année, décelant un déficit insignifiant, aussitôt couvert par la releycie, qui est riche. V. R. C., p. 16, 24, 35, 39, 64, 80, 105, 106, 149, 155, 187, 331, 333, 338, 340, 345, 356, 362, et II, p. 14, 38, 42, 61, 109, 140, 237 et C. C. 391 in fine. Pour les successeurs, également nommés à chaque page, voir surtout R. C., II, p. 42, 82, 98, 103, 174, 175, 195, 224, 225, 238, 310, 315, 318, 326, 400.

Le Procureur, on dit aussi le Secrétaire, est le premier des serviteurs de la Commune, le plus utile, le plus écouté, et le mieux rétribué.

La fonction est assez mal définie, son extension est en fait illimitée : secrétaire du consulat, le procureur assiste aux conseils les plus étroits, rédige et met au net le registre des délibérations, écrit tous les projets de lettres et d'instructions, qu'il soumet au conseil, corrige et expédie sous sa signature et sous le sceau de la Commune ; il dresse les rapports sur toutes matières à discuter, il établit en sa forme le Syndical, et le lit au peuple le jour de Saint Thomas. Procureur, il représente la ville partout : en justice, où les avocats et les procureurs locaux sont ses suppléants, auprès de l'archevêque, du bailli et des gens du roi, auprès des citoyens, dont il reçoit et transmet, dûment étudiées, les requêtes et les plaintes. Il la représente aussi devant la postérité, puisque les Registres consulaires sont son œuvre, et que son style colore pour nous tous les actes de la cité. Le Procureur est de façon permanente à la disposition de tous, et doit être prêt, à toute occasion, à seller son cheval et à partir où le conseil l'envoie ⁶⁷.

Nizier Greysieu a été longtemps procureur, et il lui en reste une autorité incomparable. Son successeur, après Jehan de Belmont, qui dura peu et servit assez mal ⁶⁸, est Rolin de Mâcon, avec qui commence la série de nos registres, et qui va marquer sa haute fonction de son propre caractère.

⁶⁷ R. de Mâcon a été engagé le 24 août 1416 à 16 l. par an. Ses gages passent à 30 l. pour 1420, à 150 « ou mieulx » en 1422, au temps des « blaffars », à 60 en 1424 et 1425, puis le salaire du Procureur s'établit autour de 50 l. de bonne monnaie. On lui paie en outre ses écritures et ses peines extraordinaires, et une indemnité « pour la chierté de la vie » ; 30 l. en 1421, 20 en 1425, 8 en 1428, 12 en 1429. et il est exempt de taille. Le clerc qui le supplée reçoit aussi une indemnité. V. R. C., p. 1, 210, 282, 348, 354, et II, p. 30, 84, 125, 156, 180, 222, 258, 265, 302, 320, 389.

⁶⁸ R. de Mâcon exigea le dépôt à Saint-Jaqueme des papiers de J. de Belmont, qui avait mêlé ses propres affaires à celles de la ville, et résistait de son mieux : son fils François les rendit après sa mort le 22 juillet 1417. De même Nizier Greysieu fut obligé de rapporter les siens (11 sept. 1419). V. R. C., p. 4, 8, 10, 15, 16, 23, 36, 59, 189.

Rolin est un notaire, de bonne famille, mais d'une aisance modeste, instruit, écrivant bien le français, correctement le latin. Il prit sa charge avec ardeur et l'accomplit avec fierté : l'ordre mis dans les papiers et dans les affaires, il s'occupa de tout, en concurrence avec Nantuas d'abord, puis au lieu de Nantuas vieillissant et de ses pâles successeurs. A ses attributions propres, il ajouta tout ce qui vint à lui : adjudications de fermes et de travaux, achats de vivres, d'armes et de munitions, engagements d'artisans et d'ouvriers ; Rolin voit tout et fait tout, travaillant sans relâche. Mais il agit aussi sur un tout autre plan, où le sens de l'ordre et le goût du travail ne suffisent pas : guider les consuls sans qu'ils s'en doutent, veiller à ce que tout soit prêt à l'heure, que toutes les démarches soient faites en leur temps par le mieux qualifié, qu'il soit rendu à chacun selon ses œuvres et son importance présente, recevoir les envoyés de toute part et les styler, régler avec Pierre Charpin les rapports avec les Eglises, prévenir les cabales, adoucir les oppositions, escamoter les conflits, tel est le rôle qu'il s'imposa de jouer au long des années. Il aimait tant la Commune et la servit si bien que nous l'identifions avec elle, et ne la voyons plus qu'à travers lui, et comme il voulait qu'on la vît.

Il avait des clercs, qui faisaient la besogne courante, et un maître clerc, Girerd Alaguete, qui lui parut suffisant tant qu'on le laissa lui-même travailler tranquille. Mais, dès l'année 1419, Rolin de Mâcon est envoyé au Dauphin et reste dehors plusieurs semaines ; depuis, c'est tous les ans deux ou trois voyages qu'il lui faut faire, quand les affaires sont trop délicates pour être confiées à un messenger ordinaire, et que d'autre part les grands de la ville ne sont pas d'humeur à voyager. C'est lui qui court le royaume en 1425 à la poursuite du connétable de Richemont, et qui, au bout de tant d'efforts, se plaint dans ses lettres de n'avoir rien fait de bon et d'avoir mal gagné son argent. Pendant ces longues et fréquentes absences, il exige d'être doublé par un homme de confiance, qu'il rétribuera à sa

guise, sur les deniers communs ; on le lui accorde, et il choisit alors Gillet de Chaveyrie (1424). Rolin avait en 1423 menacé de s'en aller et donné son préavis, mais il était resté ; en 1430, il quitta sa fonction, qui tomba aux mains de Guillemain Massoud ; il la reprit en 1433 : la lacune de nos registres coïncide curieusement avec son absence ⁶⁹.

Comme le consulat, le Procureur, sa main droite, fait au jour le jour ce qu'il faut faire, et sert la ville en toute occasion. Aidés de lui et du trésorier, servis par quelques pauvres gens, les consuls gouvernent et administrent la ville de Lyon ainsi qu'un bon bourgeois gouverne son ménage.

La fonction la plus absorbante des consuls a été, par le fait, l'administration des finances ⁷⁰.

La somme que doit verser la ville pour sa part d'une taille royale est indiquée aux consuls par les Elus, qui ont réparti entre elle et le plat pays l'impôt qu'ont voté les Etats généraux ou que réclame d'urgence le Conseil du roi. En même temps qu'ils faisaient connaître aux Elus la cote de la province, les Généraux des finances nommaient un

⁶⁹ V. C. C. 3, f° 360, la nommée de R. de Mâcon. Il ne mit la main à tout qu'après la disgrâce de Nantuas en octobre 1421, mais il garda la direction de toutes les affaires jusqu'en 1430, et la reprit en 1433 avec plus d'âpreté : les assemblées de consuls et de maîtres des métiers se font rares quand il est absent. Pour ses voyages, voir II^e partie, et R. C., p. 166, 168, 171, 174, 202, 206, 325, 348, 372, et II, 88, 125, 152, 153. Il voyage seul « à ung cheval », au même taux que les grands, mais à moindres frais, car ceux-ci vont à deux ou même trois chevaux. En 1424, il a essayé de se dérober aux voyages, mais n'a pas réussi ; à son retour en 1433, il n'est plus sollicité, et reste à Lyon comme « sachant mieulx les affaires de la ville qu'aucun autre ». R. C., p. 88, et II, p. 450. Rodin menaça de partir en juin 1423 : « Je, procureur, leur ay dit qu'ilz se pourveoient, à la Saint-Jehan qui vient, d'un autre procureur » ; mais il est resté. Nous ne connaissons pas la cause de son départ en 1429. Nous voyons Mathieu Massoud pour la première fois en un mandement du 8 février 1430. Rolin reprit sa place le 13 sept. 1433, où commence le registre BB. 3 ; il exerça ensuite jusqu'en décembre 1441, où il fut élu consul. V. R. C., II, p. 53, 315, 345, 479.

⁷⁰ P. les Finances de la ville, v. II^e partie, ch. III, § 1, qui leur est entièrement consacré, et aussi ch. IV, § 1 et 2.

receveur, et, sachant les résistances et les marchandages qu'ils allaient rencontrer de la part de la ville, désignaient un ou plusieurs commissaires pour discuter avec les consuls. Facilement ou non, les gens du roi arrivaient à un accord : les consuls, assistés des maîtres des métiers et des notables, « prenaient leur commission », convenaient des termes ou échéances, et les maîtres ordonnaient de lever selon les cas un denier, ou un denier et maille pour li-vre du vaillant de tous les habitants : cela s'appelait « met-tre sus ». Une taille d'un denier (soit 1/240 du capital dé-claré), montait vers 1416 à environ deux mille livres ; en 1423, par suite de l'appauvrissement et du dépeuplement, elle ne valait plus que mille huit cents livres selon l'estima-tion la plus optimiste, mille trois cents selon d'autres, et le rendement ne fit que baisser jusqu'à la paix. Une fois la taille mise sus, les consuls désignaient le receveur : jus-qu'en 1422, le receveur a été Bérerd Jacot, qui a reçu une douzaine de tailles de toute sorte, tant pour le roi que pour la ville ; mais c'est un receveur médiocre, négligent, et qui laisse derrière lui beaucoup d'arrérages ⁷¹, aussi re-

⁷¹ C'est en 1422 que la ville commit à B. Jacot, qui a levé neuf tailles des auditeurs pour ses comptes, sans pour cela cesser de lui confier de nouvelles recettes. En mai 1425, il est en prison par ordre du bailli, les consuls le font élargir ; dès lors, il se débat sans espoir, essaie de se faire donner toutes les fermes de la ville, fait évaluer ses arrérages ; ceux-ci connus, la ville le poursuit (17 juillet 1427) devant M^e Joffroy Vassal et jusqu'au Parlement, le tenant toujours en prison. Le 8 fé-vrier 1429, il fait offrir qu'on lui prenne ses arrérages pour 1200 fr., avec 80 bons écus qu'il donnera, et qu'on le tienne quitte ; les consuls acceptent le 1^{er} mars, après un marchandage serré. « mesmement quar ledit Bérerd est en grant misère de maladie, et s'il morroit en ces estat », ses biens sont en aventure de venir à desclARATION et sa femme pouroit aler première, et aussi qu'il est depuis peu de temps en ça très fort appovri... » Les arrérages furent confiés au cours de l'année à J. Cornu qui n'avait pas fini de les lever en 1435, V. R. C., 357, 361 et II, p. 72, 132, 142, 150, 176, 183, 216, 235, 236, 240, 243, 305, 309, 424 et 480. Les arrérages, ou résidus, sont les sommes que le receveur n'a pu faire ren-trer. Les citoyens ne payaient pas volontiers leurs impôts, et les plus riches donnaient le mauvais exemple. Il existe aux C. C., quelques com-ptes d'arrérages ; voici quelques noms figurant à celui de Henry Chivrier, à la suite du compte de la taille mise sus en janvier 1422 : en l'Empire, Andrié Chivrié, 40 s., Moss. Anthoyno Grant, 8 l. 8 s., Poncet de Sant Bertelomi, 10 l. 10 s., mestre Estienne le fuscian, 6 l., Humbert de Va-

nonce-t-on dès lors à ses services : on ne se décidera à le poursuivre que plus tard, quand la ville succombera sous les impôts trop lourds et surtout trop fréquents. En 1418, une taille de maille, mise sus pour la ville, a été reçue d'abord par Fr. Salavre qui est mort avant d'avoir accompli sa recette : on y a mis deux autres receveurs, puis les sergents royaux, enfin Oydel, qui n'en avait pas fini en 1427, neuf ans après... On offrit alors les tailles aux enchères, à qui demanderait la moindre remise, et la recette vint aux mains de plus grands personnages, qui emploient leurs clercs : Antoine Haudry, le greffier des Elus, puis Guillaume Panoilliat et Henry Chevrier, tandis que la « terre estrange » est livrée à Andry, son frère. Ceux-ci réussissent mieux, leurs arrérages sont insignifiants. Puis on revient aux professionnels, venus du métier de changeur : Enemond Gondin, Pierre de la Fay, fils de feu Nantuas, Jehan Cavier, et, une fois seulement, en passant, Aymé du Nyèvre ; ceci nous mène à la fin de 1426. A ce moment, la ville se soucie de recouvrer les arrérages : on gage les receveurs, on les emprisonne, on les livre à Belloyzel, receveur pour le roi et très dur exacteur, on traîne de prison en prison le malheureux Bérerd Jacot, que l'on lâche enfin, mourant et ruiné, sans avoir pu extraire de lui rien qui vaille. Au mois de novembre 1428, une taille, la première depuis dix-huit mois, est confiée à Jehan de Condeyssie, qui la lève rapidement et sans difficulté ; puis de nouveau la ville se confie aux grands, l'on voit Aynard de Villeneuve, Bernerd de Varey, entreprendre la recette des impôts qui surviennent, à la satisfaction de tous.

Le receveur désigné s'engage à faire sa levée à la manière accoutumée : « ...et sera tenu ledit A. H. de faire les

rey, de resta, 2 l. 12 s. 6 d., Hinboux de Bleterens, 3 l. 6 s. 6 d., *Henry Chivrier*, 3 l. 13 s., *Bérerd Jacot*, 3 l. 7 s. 6 d., à la partie du Royaume. Leonart et Johan Caille, 20 l., les hérétiques Thomassin, 3 l. 7 s. 6 d., Claude de Ponpiero, 26 l. 13 s., Moss. Johan le Viste, de resta, 5 l. 10 s. 3 d., Guillaume de Bames, de resta, 3 l. 1 s. 3 d... sur un total de 90 l., car Henry Chivrier fut le plus exact des receveurs. C. C. 66, n° 2, f° 46 v° et 47.

papiers desd. deux termes et yceulx lever et recevoir bien et diligemment, ensemble les arrérages des impos passés qui lui seront baillés par escript, et poursuivre les debtors jusques à l'appellation, se à tant vient, et ce aux propres costs et despens d'icellui A., et dès l'appellation en là aux despens de la ville, et se paieront les sergens et clers exécuteurs aux despens communs de ladicte ville, et tout ce pour le pris ou gaiges d'icellui A. de XXX escuz d'or, tant pour lesd. deux paiements comme pour lesd. arrérages, que led. A. prendra sur sadicte recepte quant il l'aura assovie de faire ou fait souffisant diligence sur icelle, comme dit est. Et ont promis d'un costé et d'autre et obligé, c'est assavoir lesd. conseillers les biens communs et led. H. ses propres biens de bien et diligement exercer ladicte recepte sans frauds faveur ou hayne, et rendre bon compte et reliqua... » ⁷².

Les poursuites seront exercées par les sergents royaux : « ...c'est assavoir que il doit prendre sergent, rendre la personne en prison ou en procès ou les gages dehors de la mayson, sans plus oultre mener... premièrement avoir demandé duez fois, et la tierce gaigié ou en prison... et ne prendront le clerc et sergent, pour prinse de corps où de biens que chascun ung petit blanc... » ⁷³.

Au temps de la mauvaise monnaie, il prend contre la ville, et la ville contre lui, des précautions très nécessaires : « ...et lui diront lesd. conseillers quel monnoye il recevra, afin que se Beloyssel la refusoit, le dommaige feust sur le commun et non pas sur ledit H... ». On se prémunit aussi contre toute indiscretion : « ...Et au cas que ledit Beloyssel ou autre officier vouldroit veoir son estat, il ne le lui doit point monstrier, et s'il estoit à ce contraint, la ville en prendra la poursuite et la deffense » ⁷⁴.

⁷² V. p. les cahiers des charges des receveurs, II^e partie, ch. II, § 1 et tableau des tailles y annexé. P. l'engagement de Ant. Haudry, du 7 nov. 1422, cité ici, R. C., II, p. 22.

⁷³ R. C. II, p. 37 et 156, engagements de G. Panoilliat, du 9 fév. 1423 et de J. Cavier, du 2 nov. 1425.

⁷⁴ R. C., II, p. 54, engagement de H. Chivrier, du 19 juin 1423.

Comme nous venons de le voir, la recette des deniers royaux est le plus souvent lente et difficile, car la ville, sévère au receveur, — du moins après 1423, — lui interdit toute poursuite trop vive et surveille jalousement les agissements des sergents royaux, exécuteurs des contraintes ⁷⁵. Les consuls ont le droit d'être exigeants, car ils sont personnellement responsables du versement en temps voulu des sommes dues, et le receveur du roi, s'ils sont en retard, leur donne les arrêts : ces arrêts, assez indulgents avec un Panoilliat, un Jehan Caille, ou même un Paumier, deviennent plus rudes, en tous cas effectifs, avec Beloyzel ; le bailli en donne aussi, par commission. Sans doute n'y viennent-ils pas tous pour longtemps, et y vivent-ils, aux dépens de la ville, aussi « gracieusement » que faire se peut, mais ces gens ont leurs affaires, ils ont les affaires de la ville, qui sont à certains jours celles-même du roi, et ils n'aiment pas les arrêts à Roanne ⁷⁶. Nous verrons à leur heure les efforts persévérants qu'ils firent pour éluder les tailles : ils y réussirent souvent, et les tailles qui furent payées le furent en général longtemps après l'échéance.

Les tailles pour la défense de la ville et les fortifications, qui sont proprement des affaires municipales, sont levées de la même manière et dans les mêmes conditions. Elles constituèrent, aux temps troublés, la plus grande part des ressources de la Commune, mais il y avait d'autres ressources que nous devons connaître : en dehors des biens propres de la ville et du pont, dont le revenu n'est pas grand, des aumônes et des indulgences, qui devaient être employées uniquement à l'œuvre du pont, elles consistaient

⁷⁵ V. entre autres, R. C., II, p. 60, 182, 414, 415.

⁷⁶ V. entre autres, R. C., 6 et 12 mai, 23 sept., 26 oct., 3 nov. 1423, 18 fév., 27 mars 1424, pour Bel Oyzel, 26 juillet 1424 pour Panoilliat, 20 juin, 29 juillet 1425, 22 déc. 1427, pour le bailli, d'ordre du Connétable, 1^{er} mars 1429, pour Robin Pain : « ont esté jà longuement prisonniers » ; du 2 au 5 avril, 17 avril 1432, 28 déc. 1433, 2 janvier 1434 pour Paumier ; du 8 au 29 mai 1436, pour P. Pérennes, clerc du précédent. Enfin les consuls sont détenus à Roanne et y tiennent conseil les 20 et 21 novembre 1436, mais les causes de leur emprisonnement sont sans doute politiques, et non financières. R. C., II, p. 48, 49, 63, 69, 71, 90, 92, 106, 140, 143, 255, 310, 317, 319, 341, 362, 363, 415, 462, 463 ;

Ressources ordinaires et extraordinaires de la ville de Lyon.

Années	Barre du pont	Dixième du vin	15 d. par quart de sel	Quarte du pont	Plot du pont	Total connu	Ressources extraordinaires
1416	548 l.	420					
1417	548 Moyenne des trois années : la barre a été à la main de la ville.	540	(pain) 260		46	1394f	Dons du roi pour la fortification : La taille du Dauphin : 1475 fr. 14 mois des aides. Contribution des ecclésiastiques : 500 fr.
1418	548	345	(pain) 180		43	1116	Taille de 1 maille.
1419	600	300	(pain) 150		44	1094	
1420	660	500			58	1218	Contribution des églises : 500 fr taille de 2 d.
1421	694	1650			80	2426	Don du roi de 5.000 l. sur la monnaie.
1422	300	450			178	928	
1423	575	360				935	La moitié de l'impôt de 3 d. outre la rêve et la cartulaire. Taille de 3 poyses. Taille de la terre estrange.
1424						1000	
1425	650	600	(sel) 200	60		1310	
1426	620	600	208		51	1478	
1427	625	675	240			1540	
1428	720	840	216			1776	Don du roi de la taille de Condry : 2000. Arrérages de B. Jacot : 1200.
1429					48		Taille de F. Loup (?).
1430							Taille de P. Ponchon : 2053l.
1431							Taille en royaux de Hug. Bor et.
1432							
1433	450 royaux.	421 R	108 R			979 royaux	
1434	360 R	525 R	180 R		30 florins	1085 royaux	Contribution des églises : 500 l.
1435	365 R	576 R	115 R		20 fr.	1180 royaux	

en un certain nombre de taxes indirectes levées par la ville, avec la permission du roi.

On en faisait renouveler la concession, en même temps que les autres privilèges, au moins tous les dix ans ⁷⁷.

C'étaient : la Barre du pont du Rhône, réservée en théorie à l'entretien du pont, mais où la ville puisa souvent, quitte à financer les travaux sur ses autres ressources ; le dixième du vin vendu au détail ; jusqu'en 1418, le dixième du pain ; depuis 1419, le grès pour quarte de sel ; pendant quelques années, après 1423, la moitié des recettes de trois deniers pour livre outre la rêve et le cartulaire. Les foires en étaient franches, ainsi que des leydes et péages de l'Eglise de Lyon.

Ces taxes étaient affermées tous les ans, à la fin de septembre, sous des formes traditionnelles, sauf les trois deniers, qui étaient perçus par des fermiers royaux, sous la commise de Claude de Pompière. Si personne ne se présentait pour enchérir, ce qui arriva lorsque la guerre et les gens d'armes coupaient les routes, ou lorsqu'une arche du pont était emportée, la barre, avec le reste, était levée « à la main de la ville », par son trésorier. Mais d'habitude il y avait preneur : quelqu'un mettait « d'assiette » une certaine somme, on procédait ensuite aux enchères, par « enchéries » de 1/20 de l'assiette, et la ferme était adjugée au plus haut enchérisseur, quand la chandelle était brûlée. Les jours suivants, si quelqu'un « terçoyait » l'assiette, c'est-à-dire y ajoutait la moitié de sa valeur, la précédente attribution était annulée et la ferme était remise aux enchères. La barre varia de trois cent à sept cent vingt livres, le dixième du vin, de trois cent à huit cent quarante, le dixième du pain, de cent cinquante à deux cent cinquante, le sel, qui fut souvent à la main de la ville, valut toujours environ deux cents francs ⁷⁸.

⁷⁷ V. R. C., 28 sept. 1416, 8 oct. 1418 : les lettres sont renouvelées d'urgence pour un an par l'archevêque de Reims, lieutenant du roi, qui est à Lyon ; le 28 juin 1419, le procureur revient de France avec la confirmation, et le nouvel impôt de 15 d. par quarte de sel, etc.. R. C., p. 78, 131, 177.

⁷⁸ V. P. J., n° I, une adjudication.

L'adjudicataire devait présenter en « pleige » un bon marchand de solvabilité certaine. La ville poursuit et fait mettre en prison les fermiers qui ne paient pas, ainsi que leurs répondants, mais elle est obligée de faire souvent de grandes concessions, soit parce qu'elle a exempté certaines gens, ou que d'autres se sont exemptés d'eux-mêmes, soit que la monnaie ait varié d'une manière inattendue, ou pour toute autre raison. Elle a plusieurs fois tenté d'accenser tout à la fois, l'a fait une année, où tout le monde en a pâti, et essayé aussi de traiter pour trois ans, pour sept ans, mais l'époque ne permettait pas de prendre des engagements à si long terme ⁷⁹.

On trouve parmi les fermiers d'abord des gens de métier : Jehan Andrevet, qui enlève une quinzaine d'adjudications, Jehan Gontier, Hugonin Bonet, Cavier, Jatry, Colin Gerlot, mais aussi Jehan Chevrier, Aymé, Jehan et Mandront du Nyèvre, Aynard de Chaponnay ; et tout ce monde, après s'être disputé l'enchère, partage, échange, se garantit mutuellement.

Après 1430, la valeur de la barre baisse, par suite des malheurs du pont, mais par contre, le dixième du *viii* prend de plus en plus d'importance ⁸⁰.

Bon an mal an, le total de ces taxes atteint ou dépasse la somme que la ville peut se procurer par une taille normale de un denier. Elles suffisent largement à ses dépenses ordinaires, mais deviennent tout à fait insuffisantes dès

⁷⁹ Les pleiges ou « fiances » sont le plus souvent les propres concurrents de l'adjudicataire, qui partagent avec lui, plus ou moins ouvertement, pertes et bénéfices : les pleiges de Mermet, auquel on a tout affermé en 1424, vont en prison pour lui (R. C., 169, 179). La ville se fait payer tous les mois, « en la plus fort monnoye de roi blanche qui aura cours » ; bien qu'il soit entendu qu'on ne déduit rien au fermier « senon que le pont cheut » (comme en 1435, pour deux jours que la barre cessa parce qu'on « repareilla » le pont de bois), on ôte aussi quelque chose « pour les grosses eaues » ou pare qu'il n'est pas venu de sel cette année. Les quatorze jours des foires sont francs. Il arrive souvent que l'adjudicataire transporte sa ferme à quelque autre, moyennant compensation. V. R. C., à la fin de septembre de chaque année, et particulièrement, II, p. 112, 151 à 156, 248, 249, 393.

⁸⁰ V. tableau des variations, II^e partie, p. 437.

que la guerre proche oblige les consuls à réparer ou à refaire les tours et les murs de la ville.

Nous aurons l'occasion de voir que la Commune avait, de par le roi, l'autorisation d'établir d'autres taxes sur les marchandises, ou, comme on dit alors à Lyon, des « entrées », mais qu'elle s'y refusa toujours, comme du reste elle s'opposa aux gabelles royales, et pour le même motif : que le commerce en serait gêné et la ville diffamée auprès des marchands étrangers ⁸¹.

La ville tira aussi quelques ressources de la « terre estrange », qui se leva, par la main d'Andry Chevrier, de 1424 à 1427, sur les étrangers propriétaires à Lyon de biens meublés et immeubles, même sur les nobles et les personnes ecclésiastiques privées : comme cet impôt n'avait pas été cueilli depuis quatorze ans, et portait sur tout ce temps, il produisit une somme assez ronde, mais pour une fois seulement, et fut le point de départ de beaucoup de procès ⁸².

Impôts royaux et taxes municipales, dépenses ordinaires, dépenses de guerre, tout cela tombe sous la compétence des consuls, qui doivent obtenir des maîtres des métiers les décisions utiles ; et ce n'est pas le moindre de leurs soucis, car ici le ménage est difficile à tenir en état, et bien souvent les caisses, toutes les caisses, sont vides, et les comptes en débet. Le conseil regrette qu'il en soit ainsi, mais aime assez qu'on le sache en haut lieu, et ne se prête guère à les mieux remplir. Ces bourgeois sont très soucieux des deniers du commun, et le peuple ne leur fait pas de reproches à ce sujet, bien que parfois, ils nous paraissent dépenser en procès, en cadeaux, et en coûteux voyages, presque autant d'argent qu'en demandent les gens du roi. C'est qu'il faut, en effet, que le peuple d'une part, et le roi de l'autre, soient tout à fait convaincus des grands besoins et dangers de la ville de Lyon ; c'est à ce prix qu'elle tien-

⁸¹ V. R. C., 1^{er} sept., 9 nov. 1428, 20 fév. 1429, 23 oct. 1435, II, p. 283, 292, 307, 308, 436 ; et II^e partie, ch. III, § 1 et ch. IV, § 3 et 4.

⁸² P. la terre estrange, v. Nommées des habitants de Lyon, ch. V, § 1.

dra sa place dans la défense du royaume. Or, gouverner leur ville et la défendre est à portée des Lyonnais, mais pour obtenir qu'on les laisse agir au mieux, il leur faut souvent employer des moyens détournés⁸³.

Ici s'arrêtent en effet les pouvoirs des consuls, mais non leurs fonctions ni leurs devoirs.

Les consuls représentent la Commune de Lyon auprès du roi, et de même auprès des princes, des Etats généraux, et devant le duc de Bourgogne et le duc de Savoie, devant le Pape et le concile. Ils doivent la représenter exactement, ou mieux, comme par le fait même de leurs fonctions ils sont en quelque sorte des « grands », ils doivent, sans négliger leurs intérêts particuliers, conformer leurs actes et ceux de la cité à l'intérêt général, et faire preuve de sagesse et d'esprit politique. A ce devoir, ils ne manquèrent pas.

Avec toutes les puissances, ils communiquent par leurs envoyés : simples messagers toujours en route, dont plusieurs furent habiles et dévoués, comme Etienne Oydél ou Jehan Violet, plus tard, chevaucheurs appointés, portant les couleurs de la ville (Jatry et P. Turrel dit la grande barbe), obligés souvent de se glisser tant bien que mal entre les ennemis, mais aussi patriciens et nobles hommes, chargés de missions solennelles, comme le furent Claude de Pompierre au temps du Dauphin Charles, Aynard de Villeneuve. parmi d'autres, au temps de Charles VII. La

83 V. II^e partie, ch. III, § 1, et passim. Les consuls ont crié misère pendant trente ans, sans se lasser, v. R. C., à toutes les pages. Ils empruntent constamment, soit aux uns et aux autres, aux fermiers de la ville, aux maîtres des métiers; ils lèvent le plot du Pont du Rhône; quand on a décidé de lever une taille, on emprunte des plus aisés leur quote part, « pour avoir plus tost argent »; v. entre autres R. C., p. 65, 67, 75, 101, 302, 332, et II, p. 58, 116, 128, 391, 423. De même, le souci d'économie apparaît partout, mais, dans leur affolement, les consuls abusent des voyages en cour, qui coûtent très cher après 1424, quand les routes sont aux mains des routiers, v. entre autres, R. C., II, p. 120, 125, 214, 295. Pour les pots de vin, voir plus haut, ch. III, § 1, in fine. Les travaux des consuls et de leurs auxiliaires, exécutés dans la ville même, sont payés à un taux raisonnable.

ville utilisa tout ce qui venait : marchands qui voyagent pour leurs affaires et qui font les siennes au plus juste prix, moines qui se rendent d'un couvent à un autre, hauts fonctionnaires qui vont en cour, commissaires du roi qui s'en retournent, leur mission remplie, personnages considérables qui passent par Lyon, et même gentilshommes ou bourgeois anoblis qui rejoignent l'armée. Le bailli fut toujours un excellent messenger, étant de ceux qui osent parler à la personne du roi ⁸⁴.

Tous ceux-là, ce sont les consuls qui les choisissent, et leur choix est toujours fait avec le plus grand soin : si l'on n'a pas sous la main le personnage qui sied, c'est le Procureur qu'on envoie. Et ces gens se renseignent, et renseignent la ville à leur retour, et tout le monde y met du sien : le chevaucheur du roi, sur la route de Bourges, au reçu d'une grande nouvelle, revient sur ses pas pour les avertir, et le pauvre homme Guillaume Ray se fait tuer en Bourgogne, au service de la Commune ⁸⁵.

Aux Etats généraux, quand ils sont rétablis, les consuls voudraient bien toujours envoyer les plus notables de la ville, mais ici, comme il s'agira sans doute, après avoir affronté sur les chemins fatigues et dangers, de voter des impôts détestables, les plus grands se dérobent : on ne peut envoyer ni Jehan Le Viste, ni Paterin ; ce sont le plus souvent des bourgeois moyens, Jehan Durant, Jaqueme Panoilliat, qui partent pour représenter la ville et son con-

⁸⁴ V. II^e partie, et pour Oydel, R. C., p. 72, 86, 131, 142, 256, 274, 280, et II, p. 37, 46, 77, 82, 85, 88 ; pour J. Violet, p. 35, 53, 57, 58, 71, 72, 133, 249, 257, 288, 293, et II, p. 25, 221, 224, 264, 270, 272, 273, 278, 284, 285, 338, 388. Les chevaucheurs sont institués par une délibération du 15 sept. 1421 (R. C., p. 324) : v. pour J. Mojon, dit Jatry, p. 228, 252, 306, et II, p. 17, 36, 91, 151, 156 ; P. Turrel, dit de Givors, dit la grande barbe, p. 290, et II, p. 139, 146, 301.

⁸⁵ Guillermin Clouet, chevaucheur du roi, demeure à Lyon, il est exempt d'impôt par délibération du 25 sept. 1424 (R. C., II, p. 112) sur demande réitérée du roi (AA 20, 7 et AA 68, 14). Voir R. C., II, 135, son retour à Lyon pour annoncer l'avènement de Richemont (II^e partie, ch. III, § 3). Mention brève de G. Ray est faite, C. C. 395, n° 95, cité R. C., II, p. 326. Il faut rapprocher sa disparition des mesures prises cette année-là (1431) par le duc de Bourgogne pour la destruction des « espies ».

Envoyés de la ville de Lyon aux États Généraux 1421-1424.

Années	Lieu et date	Date de la convocation	Députés désignés	Députés envoyés	Durée du voyage	Coût
1421	Clermont, mai.	27 mars.	Jehan le Viste. Aymé du Nyèvre. Ayn. de Chaponnay.	Aymé du Nyèvre J. Durant.	13 j.	117 l.
1423	Issoudun. (Bourges). 16 janvier.	10 janvier.	Bernerd de Varey. G. Panoilliat.	Bernerd de Varey. J. Gontier.	21 j.	82 moutons
	Selles. 12 août.	5 août.		Un homme à cheval avec une lettre.		
1424	Selles. Mars.	14 février.	Bernerd de Varey. Aymé du Nyèvre. Le Procureur.	Bernerd de Varey. Aymé du Nyèvre.	25 j.	123 écus.
	Montluçon. (Riom). 24 nov.	15 oct.	J. Le Viste. J. de Varey.	J. de Varey. Le Procureur.		
1425	Poitiers. 12 août/1 ^{er} oct.	11 sept.		Le Procureur.		75 l. et 2 m.
1426	Montluçon. 18 déc.	3 déc.	Aymé du Nyèvre. Barth. de Varey. Ayn. de Villeneuve.	M. Odebert. B. de Varey. Ayn. de Villenove.	37 j.	207 m. et 15 écus.
1427	Poitiers. 16 nov. (Ne furent pas tenus).	15-19 oct.	P. du Nyèvre. Bernerd de Varey.	Bernerd de Varey. Jaqueme Panoilliat.	32 j.	100 écus. 1 m. 9 f.
1428	Tours, 18 août. (Chinon) 10 sept.	6 juillet. 1 ^{er} sept.	Aynard de Villeneuve.	Aynard de Villeneuve.	46 j.	50 f.
1433	Tours. (Septembre).			J. Violet (?).		
1434	Montferrand. 4 déc.	21 nov.	Deux ou trois notables...			
1435	Issoudun.	3 avril.	« Un bon compaignion discret. » Jaques Bennot. Bernerd de Varey.	J. Le Guer, 10 avril. J. Hardy, 8 mai. Jaques Bennot. B. de Varey, 11 juin.	27 j. 21 j. 40 j.	20 royaux 10 » 160 »
1436	Poitiers. 10 fév.	7 fév.	Et. de Villeneuve. Et. Guerrier. J. ou Mile Baronnat (pour les marchands).	Et. de Villeneuve. Et. Guerrier.	29 j.	80 royaux.

seil, ou, par ordre, le Procureur. Parfois même, quand la malice des gens de guerre ne connaît plus de bornes, et qu'ils ne laissent passer que les pauvres gens incapables de rançons, ce sont des messagers ordinaires, aux pouvoirs trop limités, que les conseillers du roi voient venir avec déplaisir, et dont ils font reproche au consulat. Mais, quand il faut répondre à ces reproches, excuser la ville de quelque maladresse, ou la justifier de quelque calomnie, alors, on trouve Aymé du Nyèvre et Bernerd de Varey : à eux-là on peut donner les instructions les plus fermes, et sur eux l'on peut compter, quitte à les couvrir de tout risque de leurs personnes, et à les défendre s'ils se trouvent pris dans quelque toile tendue entre la ville et la cour par Jehan Caille, partisan du Président Louvet et des vieux armagnacs, inquiet à juste titre de la politique du consulat. On défendit aussi plus tard, avec vigueur et succès Aynard de Villeneuve contre la violence des princes révoltés, qui se vengeaient sur lui des refus de la Commune ⁸⁶.

A chaque instant, les consuls ont à résoudre quelque grave problème de politique intérieure ou extérieure, ou de politique locale à lourdes conséquences, et, tous conseils pris où ils peuvent en trouver, nous les verrons toujours accepter leurs responsabilités et engager la ville derrière eux. Dans bien des cas ils ont agi en princes (la Commune de Lyon était une sorte de prince), bien plus librement et bien plus sûrement que leurs voisins les Seigneurs de Saint-Jehan.

Contre Bourgogne, passé les premiers jours, où ils furent seuls, ils se trouvent soutenus par le Conseil royal et par la puissance bourbonnaise ; leur rôle reste secondaire. En face du Savoyard, c'est un jeu passionnant qu'ils jouent, seuls capables de suivre la partie où tout le royaume est intéressé.

Ainsi la Commune de Lyon était en 1417, au départ de la Guerre bourguignonne, une chose solide et très vivante,

⁸⁶ V. tableau ci-contre, et II^e partie, ch. II et III.

avec qui tout le monde devra compter, qui pourra supporter les aventures où elle va être emportée, et qui montera aux confins du Sud-Est la garde la plus vigilante, la plus effective.

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE BOURGUIGNONNE
AUX CONFINS DU SUD-EST

CHAPITRE PREMIER

L'ANNÉE DU GRAND PÉRIL (Avril 1417 - Juillet 1418)

1. La commune isolée.

Depuis le meurtre du duc d'Orléans en 1407, la guerre civile sévit au royaume de France, mais les pays du Sud-Est n'y prirent d'abord aucune part, et la prospérité revenue au temps de Charles V durait encore en 1416. Ni le Dauphiné, ni la Ville de Lyon, ni les domaines féodaux qui l'entouraient ne furent mêlés aux premières querelles, et presque rien ne retentit jusqu'ici des grands événements qui se déroulaient dans le vieux royaume. Aucun Lyonnais ne participa aux Etats généraux de 1415, la province de Lyon n'y étant représentée que pour ses diocèses proprement bourguignons¹ : les réformes cabochiennes ne reçurent pas même un commencement d'exécution². Lors du retour des princes³, à la fin de cette année, il y eut peu de changements dans le personnel des officiers royaux, qui étaient, à Lyon du moins, tout à fait neutres.

Les bourgeois n'avaient point d'abord de parti-pris :

¹ Aux Etats généraux de 1413, les députés furent convoqués par *provinces ecclésiastiques*. Les évêchés d'Autun et de Châlon étaient suffragants de l'archevêque de Lyon.

² L'ordonnance de 1413, dite Ordonnance cabochienne, d'inspiration bourgeoise, parisienne et bourguignonne, fut publiée par le roi à la demande des Etats généraux, et contenait de grandes réformes.

³ Les princes de la maison royale et le connétable d'Armagnac, adversaires du duc de Bourgogne.

leurs tendances gallicanes les auraient inclinés aux Armagnacs, mais leur commerce était bien plutôt bourguignon et savoyard ; d'ailleurs le roi n'était pas encore tout à fait hors de cause, et, tant qu'il eut encore quelque lucidité, chanoines, gentilshommes et citoyens furent au roi, quel que fût son entourage. La bataille d'Azincourt toucha durement la noblesse locale, mais ne changea pas grand chose à l'état politique de la région. Il faudrait déjà donner plus d'importance à la mort du premier Dauphin (décembre 1415) ; son frère Jean qui lui succéda se trouvait être en effet sous la main du duc de Bourgogne, et des officiers bourguignons s'installèrent en Dauphiné. Plus grave encore la mort de Jean de Berry (15 juin 1416), qui fit disparaître la couverture du Mâconnais⁴, et établit un contact direct avec les domaines de Bourgogne. Enfin, la mort du Dauphin Jean, le 5 avril 1417, donna le gouvernement du roi et du royaume au duc d'Anjou et à la reine de Sicile⁵, et provoqua la rupture définitive entre les princes et l'alliance de Jean sans Peur avec les Anglais et le roi des Romains ; dès lors la situation de la ville et des provinces voisines fut tout à fait changée, et la guerre civile arriva jusqu'aux portes de Lyon. Au manifeste du duc de Bourgogne du 25 avril 1417 commence pour toute notre région une nouvelle période, qui durera jusqu'au traité d'Arras de 1435, *le temps de la guerre bourguignonne*.

Lorsque Jean sans Peur eut rompu ouvertement avec la Cour de France, la ville de Lyon se trouva menacée de trois côtés. Le duc de Bourgogne mit aussitôt la main sur la ville et le comté de Mâcon et les réunit à son duché, portant sa frontière à quatorze lieues de Lyon, et tout aussitôt ses agents politiques entreprirent d'attirer la ville à son parti, prêts à utiliser l'émeute et la trahison. Ces efforts ayant échoué, le duc passa aux actes : d'accord avec la

⁴ Jean, duc de Berry, l'un des oncles de Charles VI, était aussi comte de Mâcon. A sa mort, le comté fit retour à la couronne, et dès lors fut en butte aux entreprises de Jean sans peur, qui en avait jusqu'alors respecté la neutralité.

reine Isabeau, il installa dans sa conquête un nouveau bailli de Mâcon et *sénéchal de Lyon*, qui, arguant de son titre et jouant double jeu, tenta bientôt, par la ruse et la force, de s'imposer aux Lyonnais.

D'autre part, la situation de Lyon et du Dauphiné à l'égard de l'Empire n'a jamais été réglée officiellement : nous avons vu plus haut qu'une entente précaire s'était établie à ce sujet entre les rois de France et les Empereurs au *xiv^e* siècle. Mais ceux-ci n'ont jamais cessé d'affirmer leurs droits sur tout le Royaume d'Arles : tout le monde admet à cette époque que la souveraineté de l'Empire est imprescriptible, et que l'Empereur, juge et partie dans sa propre cause, peut toujours reprendre ce qu'il a concédé. Que l'Empereur s'allie aux Anglais ou aux Bourguignons, ce qui est tout un, que la puissance du roi vienne à faiblir, la ville peut être, d'ordre impérial, inféodée au duc de Bourgogne, au nouveau duc de Savoie, ou même rendue aux Seigneurs d'Eglise, et de toute façon, la Commune abolie.

De ces trois éventualités, la plus probable est la seconde : la lourde machine impériale ne se mettra pas d'elle-même en mouvement ; l'Empereur ne fera rien pour le bourguignon, qui laisserait la ville au royaume de France ; par contre, le transfert au duc de Savoie replacerait Lyon dans l'Empire, et amorcerait la reconstruction du Royaume d'Arles. Le comte de Savoie a obtenu en 1416 du roi des Romains Sigismond de Luxembourg le titre ducal et celui de vicaire de l'Empire. Soutien efficace et permanent de la politique impériale en Italie, associé aux efforts de Sigismond pour la destruction du schisme et la réforme de l'Eglise au Concile de Constance, le nouveau duc Amédée VIII poursuit la politique de sa maison et n'attend pour s'emparer de Lyon que l'occasion favorable. Les

⁵ Louis, duc d'Anjou, et sa femme Yolande d'Aragon, dont le dernier Dauphin, Charles, avait épousé la fille. Depuis plusieurs années, Madame Yolande, une maîtresse femme, tenait lieu de mère à son gendre encore enfant.

Lyonnais ne s'en rendent pas compte en 1417, et moins encore le roi de France. D'ailleurs la royauté française ne paraît pas au Savoyard assez affaiblie pour qu'il entre en jeu, il s'en faut de quelques années : il se pose alors en médiateur pour la paix des princes, et ne se départira pas de ce rôle avant 1424. Les menaces impériales, masquant ses ambitions et ses convoitises, agissent donc directement sur les Lyonnais, et provoquent tout d'abord une véritable panique, heureusement de courte durée.

En face de ces dangers, la Commune est d'abord toute seule : le sénéchal et les officiers du roi, chassés de leur siège de Mâcon, bientôt réfugiés à Lyon, ne lui sont d'aucun secours ; leur incapacité et leur indifférence sont tout de suite manifestes, et l'on ne tarde pas à s'apercevoir que certains d'entre eux sont du parti de Bourgogne.

**

Vers le temps de Pâques (11 avril 1417), le bruit courut que le roi des Romains se préparait à venir en armes « guerroyer contre le Dauphin et la ville de Lyon » ⁶.

Nul ne doute aujourd'hui de la vanité de ces menaces, et les gens informés du temps, entourage du roi, de la reine Yolande, cour pontificale ou personnel du concile, n'y attachèrent pas grande importance ; mais les Lyonnais en furent vivement frappés.

Sigismond avait d'abord, suivant la politique traditionnelle de sa maison ⁷, soutenu contre les Anglais la cause

⁶ R. C., I, 26 avril 1417, p. 43.

⁷ Sigismond de Luxembourg : Cf. Max Lenz, *König Sigismund und Heinrich der fünfte von England*, pour la politique de la maison de Luxembourg à la fin du 14^e siècle. L'Empereur Charles IV, depuis 1365, date de son couronnement à Arles, a toujours tenu le parti de France contre les Anglais ; ses relations avec son neveu Charles V ont été courtoises et même cordiales ; mais il n'a jamais rien abandonné de ses droits sur le royaume d'Arles ; il est intervenu dans toutes les affaires : il a autorisé la cession d'Avignon au pape, réglé la succession de Genève entre le comte de Savoie et le Dauphin, octroyé les privilèges des villes de Grenoble et de Romans ; il s'est attaché surtout à conserver son influence sur la ville impériale et sur l'église de Vienne. Les rois

du roi de France, il était intervenu en médiateur bienveillant, et n'avait pas été étranger à la conclusion du traité d'Arras entre les princes, du 4 septembre 1414. Après Azincourt, il s'était laissé circonvenir par les intrigues de Jean sans Peur, et surtout après un voyage en Angleterre, par celles du roi Henry V. Son attitude avait alors changé⁸ ; il avait conclu avec le roi d'Angleterre un traité d'alliance, promettant de le soutenir quand il prendrait les armes pour recouvrer ses terres et ses droits ; l'Anglais s'engageait de même à l'aider à remettre la main sur les droits de l'Empire usurpés par les Français. Au préambule de ce traité, Sigismond rappelle en termes grandiloquents que les rois de France, ayant jeté leurs mains rapaces sur la moisson d'autrui, ont pris et détiennent de leur propre au-

de France, dauphins de Viennois, ont fait tout leur possible pour se passer de l'empereur, en évitant toutes les occasions de le faire intervenir. Cependant, ils ont dû recourir à lui plusieurs fois, le traité de 1349 ne leur ayant conféré aucun pouvoir sur les églises du Dauphiné, ni sur les seigneurs allodiers (les Saint-Vallier, les Roussillon, les Princes d'Orange de la maison des Baux) ; ils ont demandé et obtenu le titre de vicaire d'empire, mais l'ont payé chaque fois d'un hommage solennel. Après la mort de Charles IV en 1373, ils eurent bon marché de Venceslas ; quant au Bavaïois, Th. de Niem rapporte qu'il eût volontiers cédé tous ses droits pour un bon dîner. Sigismond avait pris un premier contact avec le royaume d'Arles en 1396, son frère lui en ayant conféré le vicariat en même temps que celui de l'empire. Écarté du pouvoir en 1401 par L. de Bavière son rival, il devient lui-même roi des Romains en 1410. Dès lors, les concessions anciennes étant devenues caduques, le dauphin Louis sollicita de lui le vicariat impérial ; Sigismond se fit prier : le privilège ne fut pas renouvelé de son vivant. Il ne saurait être question d'une reprise véritable : Sigismond a-t-il voulu vraiment profiter de la guerre de France pour recouvrer au moins les droits théoriques méconnus depuis vingt ans ? ou bien plutôt a-t-il vu là un moyen de faire pression sur le roi de France récalcitrant à sa politique ecclésiastique, pour obtenir l'adhésion aux décrets du Concile, à quoi tout le reste était pour lui subordonné ? Il est certain qu'en cette matière Anglais et Bourguignons avaient adhéré à tout ce qu'on voulait, mais il n'en reste pas moins qu'ils avaient les uns et les autres partie liée avec ses adversaires de Bavière, proches parents de la reine Isabeau, et que lui-même ne pouvait, en temps que Sr de Luxembourg, compter que sur les Armagnacs. D'où la vanité de tous ses projets.

⁸ Voyage de Sigismond en Angleterre : Rymer IV, II, 157, 176... Il arrive à Calais le 1^{er} mai, après avoir traversé toute la France et fait une entrée solennelle à Paris. Le roi des Romains s'adresse à « notre frère Henry d'Angleterre, roi de France ». Il dit : « Nos parents sont en France, mais nos amis sont en Angleterre... »

torité force biens, droits et terres appartenant à l'Empire, et ne se sont jamais souciés d'en faire hommage⁹. Nous savons aussi que le roi d'Angleterre ayant tenté de rallier à sa cause les plus importants de ses prisonniers d'Azincourt, l'un d'eux au moins, le duc Jean de Bourbon, dont les domaines enveloppaient la ville de Lyon de trois côtés, avait cédé et promis son hommage, et qu'en janvier 1417, Henry V avait communiqué cet accord à son allié¹⁰. Enfin un traité d'alliance avec le duc de Bourgogne venait d'être signé le 29 avril, reproduisant les clauses du traité anglais.

Ces instruments étaient restés secrets, mais le fait même des négociations était connu, ainsi que l'accueil très cordial fait publiquement par Sigismond aux ambassadeurs anglais au concile de Constance¹¹.

Or les Lyonnais étaient fort bien informés de ce qui se passait à Constance autour du concile, foyer d'indiscrétions d'où les nouvelles se répandaient partout : leur archevêque élu s'y trouve avec plusieurs chanoines et d'autres ecclésiastiques de la ville apparentés aux principaux

⁹ Convention de Cantorbéry, 15 août 1416, Rymer, IV, II, 171. « Idem rex Francorum et caeteri principes sue prosapiae, ambitionis et cupiditatis oculos et manus rapaces in messem alienam mittentes, plurima bona et terras ac jura ad nos et sacrum romanum imperium de jure pertinentes et pertinentia propria auctoritate pro se ad dudum usurparunt et detinent occupata, nec illas et illa curaverunt hactenus a nobis et sacro imperio, prout debito debuissent et deberent, recognoscere ».

¹⁰ Le duc Charles d'Orléans, le duc de Bourbon, le maréchal de Boucicaut... le Sr d'Estouteville; le document est adressé à l'un des messagers anglais au Concile, Tiptoft, il est à communiquer à l'Empereur seul: « Et cum promiserit quod in hoc secretum servabit, tunc pergasei dicere... » « Nul que Durham et moi ne connaît cette affaire; j'ai écrit ces instructions de ma main et les ai scellées de mon sceau à l'aigle » (25 janvier 1417). Rymer, IV, II, 190.

¹¹ Rymer, IV, II, 192. Rapport de Forester: le mercredi 7 janvier, dans la pompe de son entrée, le Roi des Romains a distingué les envoyés anglais et les a reçus « hilari vultu ». Comme le Cardinal de Cambrai, votre ennemi (Pierre d'Ailly), voulait occuper le pupitre, il a donné la parole à l'évêque de Salisbury et l'a écouté parler longtemps, avant dîner (*impransus*). Le dimanche 31 janvier, le Roi des Romains portait la robe des Chevaliers de la jarrettière avec le collier que vous lui aviez donné...

bourgeois ; le prieur des Célestins de Lyon, protégés du duc de Savoie, est le propre frère du célèbre Gerson. Tout ce monde écrit beaucoup, va et vient constamment ; d'autre part, tous ceux qui négocient de Constance avec Benoît XIII, passent par Lyon où ils sont les hôtes de la Commune ¹².

De plus, un certain nombre d'actes publics, de manifestations à grand effet et de rodomontades appuyaient ce qu'ils pouvaient savoir ou deviner des accords réels.

De 1414 à 1416, Sigismond vint plusieurs fois à Lyon. Il est alors comblé d'attentions par le comte de Savoie qui l'accompagne à son retour d'Italie en 1414 et le conduit avec une escorte d'honneur jusqu'à la frontière d'Allemagne.

Durant l'été de 1415, le Roi des Romains, se rendant à Perpignan pour demander à Benoît XIII de se démettre du pontificat, le comte de Savoie est venu l'attendre à Seyssel et l'a conduit jusqu'à Lyon ; là, Sigismond s'est embarqué sur le Rhône avec sa brillante escorte de plus de cent prélats et chevaliers ; il s'est arrêté à Vienne, y a fait une entrée trop solennelle, a reçu des consuls un don royal de 300 florins, a disposé des péages du Rhône en faveur de diverses personnes, confirmé des privilèges, s'est posé comme arbitre entre le clergé et la bourgeoisie : ces divers actes, de nul effet, n'en sont pas moins de ceux qui interrompent une prescription : « des actes possessoriaux ». Il passa encore par Lyon à son retour, au commencement de l'année suivante (22-26 janvier), allant à Paris et en Angleterre.

Lors de son couronnement à Aix-la-Chapelle, les ambas-

¹² Dans le même rapport, on trouve un exemple des informations que l'on pouvait recueillir à Constance : « Le jour de la Chandeleur sont arrivés des ordres du roi de France d'écarter les Bourguignons de la délégation française, et on dit que le Roi a envoyé beaucoup d'or à Gênes et en Provence pour avoir de grands navires et des galères pour détruire votre flotte anglaise... Ajouter l'intérêt tout particulier que portent les Lyonnais au Concile, qu'ils espèrent voir un jour ou l'autre s'installer chez eux. Des négociations formelles à ce sujet auront lieu en 1436, mais il y a beau temps qu'on en parle.

sadeurs d'Amédée VIII ont obtenu de lui, en récompense de tant de bons offices, la promesse d'ériger en duché le comté de Savoie¹³. Il est donc venu à Chambéry aux premiers jours de 1416, y a tenu sa cour plénière, au milieu d'une grande affluence ; au cours des cérémonies, il a donné l'investiture non seulement du nouveau duché, mais de beaucoup de terres dont quelques-unes, sises en Dauphiné, appartenaient en fief au roi de France. Poursuivant ses avantages, il a, sur la demande du doyen du chapitre, confirmé les privilèges de l'Eglise de Vienne, c'est-à-dire fait acte de suzerain sur les sujets du roi¹⁴.

Enfin, en avril 1417, rentré de ses voyages depuis le mois de janvier, il prend part avec les pères du concile au jugement d'arbitrage qui termine les différends des habitants de Vienne avec leur archevêque ; le 22 mars, il avait convoqué à Constance, afin de lui faire hommage, les prélats du Dauphiné : ceux-ci ne vinrent pas, mais l'archevê-

¹³ Les allées et venues de Sigismond ont été racontées par Guichenon: Histoire généalogique de la royale maison de Savoie, — et Chorier: Histoire du Dauphiné, qui n'ont pas toujours cité leurs sources, mais en ont publié quelques-unes. V. Acte d'érection du Comité de Savoie en Duché et formule d'investiture, avec plusieurs lettres de Sigismond à Amé VIII, aux Preuves de l'Histoire de Savoie, tome III, p. 252 et suiv. Cf. une note très détaillée d'Ulysse Chevallier: Documents relatifs aux représentations théâtrales en Dauphiné, p. 56 et seq., citant de nombreuses pièces des Archives de l'Isère. Privilèges divers à J. de Poitiers, évêque de Valence, aux habitants de Saint-Antoine de Vienne, etc.

Jacques Gelu est venu le rejoindre à Romans (pour éviter de trop grands dégâts). Une légende recueillie par les historiens lyonnais du xvi^e siècle, déjà mise en doute par Chorier et Guichenon, et dont les textes précédents font justice, prétend même que Sigismond aurait tenté de procéder à l'investiture du nouveau duc à Lyon même, et qu'il en aurait été empêché par les protestations des officiers du roi. Le fait, tout contourné qu'il soit, vient à l'appui de notre thèse: les lyonnais ne se sentaient pas en sûreté du côté de l'empire *et admettaient que l'empereur pût contester en droit l'annexion de la ville au royaume de France*, quitte au roi et à la ville de défendre l'état de fait.

¹⁴ Le 4 février: nomme P. Colongies, de Lyon, maître des monnaies de Romans; le 5 février: L. de Poitiers, Cte de Valentinois, reçoit les droits régaliens.

que de Vienne avait reçu l'ordre impérial et l'avait transmis ¹⁵.

Dans les actes qui nous sont parvenus, il n'a jamais été question de Lyon, mais nous ne connaissons pas tous les actes de Sigismond, ni les conversations dont les Lyonnais ont pu avoir l'écho : leur inquiétude nous paraît avoir été justifiée.

La nouvelle qu'une expédition militaire se préparait était arrivée de Constance à l'archevêque qui la fit tenir aux Consuls. Ceux-ci envoyèrent à Saint-Jean pour en savoir plus long, puis ils cherchèrent de l'aide autour d'eux et s'adressèrent d'abord aux gens du Dauphin, dans sa province. Le 27 avril, Etienne Oydel part pour Grenoble demander au gouverneur et aux gens du Conseil delphinal s'ils ne savent rien. En attendant, il convient de se serrer les uns contre les autres et d'obtenir le concours du clergé : le lendemain donc, trois des consuls vont à Saint-Jean parler à Mons. de Lyon et « à chapitre », et demander s'ils voudront contribuer à la dépense. La réponse fut qu'il fallait attendre le retour d'Etienne Oydel, après quoi, d'un commun accord, on enverra exposer au roi « le damp-

¹⁵ L'archevêque de Vienne était à cette époque, Jean de Nant, bourguignon, qui devint bientôt évêque de Paris. A son départ, le roi de France eut grand soin de faire élire un de ses partisans, et, aussitôt qu'il le put, de faire tenir l'archevêché par un de ses plus dévoués serviteurs (J. de Norris en 1433, puis Geoffroy Vassault). Le Vicaire de l'archevêque était alors Geoffroy de Montchenu, chanoine de Lyon : celui-ci ayant été élu doyen du chapitre de Saint-Jehan le 29 janvier 1417, et le bailli l'ayant requis le 6 février de prêter le serment d'usage, fit savoir « qu'il ne peut venir de présent pour certains grant et graves affaires qui le retiennent à Vienne ». A. C. de Saint-J., à la date du 25 février 1416. V. S. Tout ce que nous savons de la vie et de la personne de G. de Montchenu, nous fait croire qu'il représente dans l'église de Vienne les intérêts du roi de France.

¹⁶ R. C., I, 26, 27, 28 avril 1417, p. 43, 44, 45 : « J. le Viste, C. de Pompiere, A. de Chaponnay, iront à Saint-Jehan savoir des nouveaulx qui sont venues à Mons. de Lyon touchant la ville ».

¹⁷ R. C., I, 5 mai, p. 47 : « Andry Chevrier, de par le roy, a commandé à peine de MIL livres tournois à Messieurs les Conseillers de reffaire le mur... » Les Consuls affirment leur « bonne volenté » mais protestent contre l'astreinte, et font diligence le jour même.

nable propos du Roy des Romains », lui remonter la pauvreté, les grandes réparations nécessaires, et obtenir un don de lui ¹⁶. Puis on commence à réparer les fortifications: Andry Chevrier, lieutenant du capitaine de Lyon, va les visiter avec d'autres notables, signale le mauvais état du mur « qui est cheut, touchant la porte de la Lanterne » ; dès le 5 mai, on se met au travail ¹⁷.

Le 3, Oydel est revenu porteur des lettres de Grenoble : le gouverneur bourguignon nommé par le dauphin Jean étant mort à propos, le nouveau gouverneur Henri de Sassenage se recommande aux conseillers de la Ville de Lyon, leur promet, s'il apprend quelque chose, de le leur faire assavoir, les prie de lui transmettre les nouvelles qu'ils auront, et s'offre à les aider et conseiller comme les propres sujets de Mons. le Dauphin ¹⁸.

Le 16 mai, il est encore question d'envoyer quelqu'un en France ¹⁹, mais les lettres du gouverneur ont calmé les citoyens, le grand émoi est apaisé. On est tout aux fortifications et aux préparatifs de défense ; les chanoines de Saint-Jean font réparer leurs châteaux « ad vitandum periculum », les font visiter par le maître de l'œuvre, et confiant la garde des tours d'Anse au courrier de cette ville, l'assurent qu'ils l'aideront si la guerre imminente éclate ²⁰. On envoie un messenger à Constance « pour sentir par delà les nouveaux concernant l'entention et male volonté du roy des Romains » ; l'homme ne va que jusqu'à Seyssel, car il a rencontré en chemin le Procureur de la Commune de retour d'une autre mission ; on a appris en effet qu'une

¹⁸ R. C., I, 3, 5 mai, p. 46, 58: les Conseillers, après la lecture de ces lettres, se séparent en invitant chacun d'eux à « aviser qui on enverra en France ». Le Gouverneur précédent était J. d'Angennes, Sr de la Louppe, qui avait lui-même succédé à Mre Rénier Pot, homme de premier plan, et l'un des meilleurs de Bourgogne. Le Sr de Sassenage appartient à la noblesse dauphinoise. Il mourut à Verneuil en 1424. Au Conseil delphinal préside alors Jacques Gelu, excellent serviteur du dauphin Charles, archevêque de Tours en pays bourguignon, bientôt archevêque d'Embrun; son successeur au Conseil sera Adam de Cambrai. V. 1^{re} partie, ch. I, § 3.

¹⁹ R. C., I, 10 mai, p. 49: « Jehan du Nyèvre le grant s'est offert de y aller à ses propres cousts et despens ». Aucune décision n'est prise.

ambassade royale, se rendant au Concile après avoir tenté de négocier avec Benoît XIII, passait par la Savoie ; Rolin de Mascon est « alés après eux » et les a trouvés à Aix-en-Savoie, il a parlé à l'archevêque de Bourges et aux autres prélats, et en a rapporté une lettre pour la ville et une autre pour l'archevêque de Lyon. En même temps, il a obtenu d'eux l'expédition d'une lettre missoire au roi, dauphin, chancelier et conseil, contenant les doléances de la Ville et du pays²¹.

Les consuls tenaient dorénavant le roi pour averti ; la lettre des ambassadeurs paraissait rassurante, elle les invitait d'ailleurs à s'informer plus amplement auprès de leur archevêque : « pour les choses que vous savez, nous en escripvons à Mons. de Lyon ». Cette deuxième lettre ne nous est point parvenue, mais on peut croire qu'elle apportait l'assurance que les forces de Sigismond n'égalaien pas ses prétentions²².

D'ailleurs le roi répondit aussi directement à l'appel des Lyonnais et des Dauphinois, les invitant à résister de tout leur pouvoir, et donnant à ses officiers des droits très étendus, tant, en matière de défense des places, qu'en toutes

²⁰ A. C., Saint-J., 30 mars, 25 mai 1417. Les travaux d'Albigny sont terminés le 30 juin. Pour la réparation de Saint-Germain-au-Mont-d'Or, la duchesse de Bourbon lève en leur faveur ses péages du Beaujolais, 17 juillet).

²¹ R. C. I., 25 mai, p. 51: Compte rendu du voyage de R. de Mascon. Lettre de l'archevêque de Bourges : Archives municipales de Lyon, A. A., 79, v. P. J., n° II.

²² V. Rymer, IV, III, 45, en quels termes le pape, écrivant à ses légats, parle des menaces de guerre de Sigismond... Le roi des Romains se plaint de ce que, dans les pourparlers de paix engagés par votre entremise entre les rois de France et d'Angleterre, il ne soit fait nulle mention de lui... Nous devrions savoir qu'il a défié le roi de France, et que les hostilités sont ouvertes entre eux... Nous lui avons répondu que nous le savions bien, mais que nous croyions qu'il n'y avait eu là de batailles qu'en paroles, tandis que les deux rois se battent en actes et en armes... Nommez-le donc, pour lui faire plaisir... Constance, sous l'anneau du pêcheur, le 3 avril 1418. Nous pouvons supposer que la lettre de l'archevêque de Lyon était dans ce sens, sinon de ce ton, mais c'étaient là propos de princes, et tels qu'on ne pouvait ainsi parler aux bonnes gens de Lyon.

voies et moyens, même de finances. Ce qui satisfaisait pleinement aux réclamations de la Ville ²³.

Dès le mois de juillet, toute menace directe étant conjurée, le grand péril du Roi des Romains est oublié; les Lyonnais ne paraissent pas s'être émus de l'entrevue de Sigismond avec le duc de Bourgogne à Montbéliard en mars 1418, ni du nouveau traité d'alliance signé en mai : tout au plus ira-t-on s'informer auprès de Mons. de Lyon pour savoir ce qu'il faudra faire si l'Empereur veut venir à Lyon avec le Pape et le Concile dont on espère toujours la prochaine arrivée.

Sigismond du reste n'en est pas à une palinodie près. Lui qui avait en juillet 1418, menacé encore une fois d'intervenir en armes dans les affaires de France, mais seulement quand l'hérésie serait tout à fait extirpée de son royaume de Bohême, il se contenta de condamner platoniquement en 1419 le meurtre de Montereau, et d'approuver en 1420 le traité de Troyes, « sauf les droits de l'Empire », mais il ne parla plus jamais d'aider le roi d'Angleterre. C'est Henri V, en 1421, qui lui fera offrir la restitution du Dauphiné, et le régent Bedford en janvier 1423 lui demandera en vain confirmation de l'alliance. Devant l'extension vers le Nord des domaines bourguignons, ses relations avec Philippe le Bon se sont refroidies, pour devenir mauvaises après 1427. Bientôt il revint à l'alliance du roi de Bourges, et oublia tous ses griefs quand la chan-

²³ La lettre aux Lyonnais est perdue. Celle qui fut adressée aux gens du Dauphiné, sous la date du 2 juin, a été publiée: *Ordonnances des Rois de France*, t. X, p. 414: « Doncques est-il ainsi qu'il est venu à notre connoissance par le raport de plusieurs lettres et autres relations que notre cousin le roy des Romains a entention et propos de s'efforcer par plusieurs estranges et diverses manières et voyes de faire aucunes grandes entreprises contre nous et à notre préjudice... et est commune voix et renommée... Néanmoins, pour ce que voye de fait est dangereuse à attendre, laquelle nous avons conclu d'obvier à icelle... Suit l'ordre de visiter « nos forteresses et celles de nos sujets », de mettre en état celles qui se trouveront défendables et, pour les autres « les abattre et ruer par terre », faire armer tous ceux qui doivent l'être « employer à ce l'argent de nos finances..., nonobstant toute résistance ou dilation ».

ce tourna définitivement en faveur de Charles VII²⁴. Mais les précautions prises ne demeurèrent point inutiles, et il fallut au contraire redoubler d'efforts pour garantir la Ville et le pays, cette fois contre les Bourguignons.

Depuis le temps d'Amé de Viry et de la guerre des Princes, les Lyonnais paraissent avoir vécu sans histoire, à l'écart des partis : leur commerce exigeant la paix, ils ont évité tout ce qui la pouvait compromettre. La Commune est au roi et au Dauphin, plutôt armagnacque de tendances, mais sans haine contre les Bourguignons ; un faible parti de Bourgogne existe, il n'est point inquiété, et rien ne correspond ici aux furieux sursauts de Paris et des grandes villes du vieux royaume ; les officiers royaux n'ont pas changé : nommés pour la plupart au temps des deux premiers dauphins, ils appartiennent en général à l'opinion modérée ; épargnés par la réaction de 1413, ils n'ont pas été remplacés à l'avènement de Charles par suite du manque de personnel, la noblesse locale ayant été décimée à Azincourt. Les querelles de la famille royale désolent ces bons Français, mais elles restent lointaines et de peu d'intérêt tant qu'il n'y a qu'un roi et qu'un gouvernement. D'ailleurs vingt-cinq lieues de pays séparent Lyon des domaines bourguignons : — le comté de Mâcon est au duc de Berry à qui nul parti ne veut de mal — et si le duc Jean

²⁴ R. C. I, 24 mai 1418, p. 118. V. Rymer, IV, III, 59, lettre au duc de Bavière, 20 juillet 1418 ; IV, III, 186, 31 juillet 1420, approuve le traité de Troyes, sauf les droits de l'Empire ; IV, IV, 39, ... envoyés de Westminster à l'empereur pour accorder avec lui du Dauphiné de Viennois avec ses dépendances et appartenances, 17 mai 1421 ; IV, IV, 48 : lettres patentes du régent Bedford annonçant l'envoi d'ambassadeurs au roi des Romains pour avoir de lui confirmation de l'alliance et promesse d'aide militaire, 14 janv. 1423 ; IV, IV, 63 : réponse de Sigismond : les grands de Bohême sont en désaccord avec lui sur la religion et lui donnent de tels soucis... qu'il ne peut envoyer aucun secours, 1423, Fête de Saint Vital, martyr. Guichenon donne, T. III, Preuves, p. 290, de son Histoire de Savoie, une lettre datée d'Ulm, le 21 juin 1431, 48^e année de son règne en Hongrie, où Sigismond se plaint auprès d'Amé VIII que le duc de Bourgogne lui refuse l'hommage qu'il lui doit, et lui annonce qu'il a conclu avec le roi Charles de France une alliance où il l'invite à entrer.

de Bourgogne, rebelle depuis deux ans, mène la vie dure au Connétable Bernard d'Armagnac et surtout, comme il convient, aux populations à l'entour de Paris, le paisible gouvernement de la duchesse entretient avec les fidèles sujets du roi des bords de la Saône les meilleures relations ²⁵.

Les blés et les vins circulent à l'aise, les peaux viennent de la montagne alimenter les industries lyonnaises, et les « draux » de Flandre arrivent sans peine aux drapiers, tandis que le fer, l'acier, le charbon de pierre passent dans l'Empire, et que les bateaux de sel remontant le Rhône pour le compte des saulniers de Lyon, au grand bénéfice de Mons. l'archevêque, peuvent être à l'ordinaire distribués par la Saône dans les deux Bourgognes. Pourtant, dès 1416, à la mort du duc de Berry, son comté de Mâcon, revenant à la couronne, devient l'objet immédiat des attaques bourguignonnes et ne couvre plus la frontière du Beaujolais. Pourtant aussi, vers le même temps, la mort du Dauphin Jean, l'arrivée au pouvoir de son jeune frère Charles et sous son nom des angevins, a étendu sans recours à tout le gouvernement royal l'hostilité du duc de Bourgogne à l'égard des Armagnacs. L'activité de ses partisans se multiplie, nous en connaissons assez bien les effets en Languedoc ; il est au moins probable que le Mâconnais et les pays du Sud-Est ont été travaillés par eux dès cette époque.

Aux premiers jours de mai 1417 dut parvenir à Lyon comme aux autres bonnes villes la lettre publiée par Jean sans Peur le 25 avril, lors de sa rupture définitive avec le roi. Ce manifeste contenait promesses et menaces, qui n'émurent pas beaucoup les Lyonnais, puisqu'aucune trace n'en demeure aux registres consulaires, tout pleins en ce temps de l'affaire du Roi des Romains. Cependant les promesses étaient alléchantes, et dures les menaces : « lesquels nous soutendrons... — dit le duc de ses partisans —

²⁵ Indices de la tranquillité du pays : le chapitre de Saint-Jehan fait reprendre les travaux de l'œuvre pendant l'hiver : A. C., 5 nov. 1416.

et ferons à nostre pover par toutes voyes et manières que nous pourrons que dorresnavant ils ne paieront tailles, emprunts, subsides, impositions, gabelles, ne autres exactions quelconques, ainsi que le noble nom de France le requiert... Et encontre ceulx qui venront au contraire ou qui dissimuleront en ceste partie, pour ce que il ne souffit pas de soy abstenir de faire mal, qui ne fait chose qui ne soit bonne et vertueuse, nous procéderons par voye hostile de feu et de sang, soient universités, communautés,... ou autres »²⁶. Pourtant aussi les effets de cette lettre furent grands dans tout le royaume. Le mouvement qui emportait les villes fut très fort et très étendu: en Languedoil, la plupart se firent bourguignonnes. Lyon ne broncha pas.

Cependant la guerre se rapprochait: dès le mois de janvier, à la suite d'une guerre privée entreprise contre le duc sur les confins du Morvan par l'aîné de la maison de Châlon, le chef de bande Perrinet Grasset, qui n'était pas encore bourguignon, s'était emparé de quelques places du comté de Nevers et attaquait le Charolais. Le comté de Mâcon, vacant depuis l'année précédente entre les mains du roi, était convoité de longue date par la maison de Bourgogne. Prenant les devants, et pour éviter qu'il ne tombât aux mains des Armagnacs, la Duchesse écrivit le 3 juin aux habitants de Mâcon et aux gens des principales villes du Mâconnais. Elle les invitait à embrasser la cause de Bourgogne pour le bien et l'utilité du roi et du royaume et pour éviter qu'on ne surchargeât le peuple d'impôts. De nouvelles lettres, le 22 juillet, insistèrent, car le conseil du roi, intervenant, avait démenti les paroles de la duchesse, le duc de Bourgogne étant l'ennemi du roi et l'allié des Anglais. Enfin les Mâconnais répondirent sans trop se compromettre, qu'ils étaient résolus d'être bons et fidèles sujets, et d'employer leurs vies et leurs biens pour le roi et le royaume²⁷.

²⁶ Dom Plancher, Histoire de Bourgogne, T. III, Preuves, n° 303.

²⁷ B. N. coll. Bourgogne, vol. 100, 144. Archives de Saône-et-Loire, B. B. 1, registres secrétaires de Mâcon, ibid. E. E. 11. Annales de Mâcon du lieutenant Bernard. Cf. Bazin, op. cit.

Dès la fin de juillet, les officiers du roi ont quitté Mâcon, sous la menace : reste seul le prévôt de la Ville, J. Mercier, bourguignon zélé, d'ailleurs supérieur à ce modeste emploi par ses titres et fonctions auprès du duc²⁸, qui avait mené secrètement toute la négociation et se chargea de faire publier les lettres d'adhésion. L'exemple de Mâcon fut suivi par Tournus, Cluny, Saint-Gengoux, Charlieu et Marcigny. Pour assurer cette conquête pacifique et mettre les villes et le pays en état de défense, la duchesse envoya Jehan de Saulx, S^r de Courtivron, chancelier du duché de Bourgogne, avec des gens de loi et des gens d'armes ; celui-ci reçut le 5 septembre le serment des bourgeois de Mâcon ; des garnisons occupèrent la ville et les lieux voisins, sauf la roche de Solutré où les Armagnacs s'étaient retranchés, et d'où ils tinrent longtemps en échec les forces bourguignonnes. La prise de possession fut confirmée à la fin de l'année 1417 par la nomination du Seigneur de la Guiche aux fonctions de bailli de Mâcon et Sénéchal de Lyon²⁹.

En effet, mis en goût par son facile succès en Mâconnaï, le gouvernement de Dijon avait tenté d'attirer à lui la Ville de Lyon. Il est fait mention aux documents bourguignons d'un voyage en lyonnais entrepris par le chancelier « pour mouvoir et réduire les gens d'église, bourgeois et habitants, afin d'eux éclairer et adhérer avec Mons. le Duc au bien du roy et du royaume »³⁰. Nous n'avons à Lyon aucune trace de ce passage, non plus que le texte des lettres de Jean sans Peur et de la Reine. Tenu au courant de toute cette affaire, le roi avait donné l'ordre aux bourgeois de lui expédier sans les ouvrir les lettres de ses adversaires, avec le messenger si l'on pouvait. Les consuls

²⁸ Il est qualifié dans plusieurs actes de conseiller et maître des requêtes.

²⁹ Registres secrétaires de Mâcon, registre de J. Crochat, secrétaire. Entrée du bailli à Mâcon le 22 janvier 1418.

³⁰ Archives de Saône-et-Loire, Annales du lieutenant Bernard.

obéirent aussitôt et firent porter à Paris, au chancelier de France, par Jehan Violet, les lettres que le duc de Bourgogne avait adressées à la Ville. Le même envoyé emportait avec lui « unes lettres missoyres faisans mention comme Messire Jéronyme Ballard, lieutenant de Mons. le Bailli de Mascon, s'est excusé de les y envoyer, combien que par et pour la partie des conseillers de la Ville de Lyon en ait été requis »³¹.

La défense royale contenue dans les lettres patentes du 24 mai avait été le jour même de leur arrivée (9 juin), signifiée aux conseillers, en la personne de leur procureur et secrétaire Rolin de Mascon par ledit Jérôme Ballard. Les lettres du duc avaient été remises en effet non aux consuls, mais à l'un d'eux, et des plus notables, Léonard Caille, à qui elles étaient adressées. Léonard, frère de Jehan Caille, élu du Lyonnais sur le fait des aides, et très ferme partisan du roi, ne s'en voulait dessaisir sans une copie de l'ordre royal. A défaut de cette copie, qui lui fut refusée par le lieutenant du bailli, acte fut dressé de toute la procédure et les lettres de Bourgogne furent transmises comme il est dit aux registres consulaires, c'est-à-dire directement, sans l'intermédiaire des gens du baillage³².

La présence de J. Ballard à Lyon était peut-être accidentelle, mais bientôt, — vers la mi-juillet — tous les officiers du roi durent quitter Mâcon. Les récits bourguignons disent que le bailli se retira de lui-même, et pour punir les Mâconnais de leur adhésion au parti de Bourgogne, transféra à Saint-Just le siège de son office. La lettre du conseil royal du 30 août suivant le présente au contraire comme chassé de Mâcon et fugitif, et c'est bien sous cet aspect qu'il se présenta aux Lyonnais le 31 juillet, et reçut d'eux l'hospitalité. Il installa ses services non à Saint-Just comme il eût dû le faire, aux termes des anciens traités, mais à Lyon même, au palais de Roanne, et s'en vint habiter tout auprès l'hôtel des abbés de Cluny. La Ville l'accueil-

31 R. C., délibération du 9 juin 1417.

32 Archives municipales, A. A. 5, 5. V. P. J., pièce n° III.

lit fort bien, ce dont le roi se montra reconnaissant : elle ne devait pourtant recevoir profit ni réconfort du séjour des officiers royaux³³.

Le bailli-sénéchal, Philippe de Bonnav, S^r de Pressy, frère de Jehan de Bonnav, sénéchal de Toulouse et grand adversaire des Bourguignons dans la province de Languedoc, est lui-même un bon sujet du roi, mais, de toute évidence, un pauvre homme, un médiocre et un faible. Ni pour la mise en défense de la ville, où aurait dû prévaloir son expérience de la guerre, ni pour celle de Saint-Just qui le concernait directement, ni pour l'organisation militaire du plat pays laissée à l'initiative peu éclairée des Seigneurs de Saint-Jehan, il ne fut à la hauteur de ses devoirs. L'unique service qu'il put rendre fut de procurer à la Commune le concours pécuniaire du clergé pour l'entreprise des fortifications. Son ineptie faillit un peu plus tard aliéner aux Lyonnais la faveur des officiers des finances et de Jehan Caille, le plus dévoué de tous et pour l'heure le plus précieux. Chaque fois qu'il est nommé aux registres consulaires, nous percevons, sous la correction respectueuse habituelle à ces procès-verbaux, le mépris de sa personne et de son autorité. Il quitta la ville en juin 1418, lors de la mortalité, et dut céder la place à Imbert de Grôle³⁴. — Du moins, s'il vaut peu, est-il fidèle au roi.

Son lieutenant, Mre Jérôme Ballard, docteur en lois, paraît tout autre. Avant 1400 il a exercé, avec le titre de licencié seulement, les fonctions de juge ordinaire ; cette année-là, il a succédé à Hugue Jossart, comme juge des ressorts du bailliage de Mâcon et de la sénéchaussée de Lyon. Sa résidence ordinaire était à Mâcon, mais il tenait à Lyon en 1406, à titre d'inquillin, l'étage d'une grande maison en la rue Juyrie, et figure aux Nommées³⁵. Le refus de transmettre au roi les documents saisis entre les mains de Léonard Caille pourrait n'être que l'acte d'un fonctionnaire grincheux ou formaliste ; mais nous le ver-

³³ R. C. I, 31 juillet, p. 64. A. A., 20, 1.

³⁴ V. ci-dessous ch. II, § 1, note 6.

rons bientôt destitué de son office en même temps que Philippe de Bonnay, et comme lui fugitif devant la peste : il n'ose alors rentrer à Lyon, où les consuls ont exercé contre lui rigoureusement leurs droits de police et de voirie ; un peu plus tard, il est compté parmi les bannis, et ses biens se vendent à l'encan³⁵. Il fait alors intervenir vainement en sa faveur le duc de Savoie, qui le nomme son fidèle, et qui le garde à son service au titre de juge ordinaire de Bresse. Nous le retrouvons bientôt auprès du duc de Bourgogne, chargé d'une mission à Rome par le conseil de Dijon. Un peu plus tard, on parle encore de lui au conseil de la Ville : avec un autre banni, P. Jullien, il serait installé à Cuisery, occupé à gêner l'arrivée des vivres et des autres denrées destinées à la ville de Lyon³⁷. Il n'y a donc point de présomption à le compter dès 1417 parmi les « bourguignons fourrés » qui mettent la ville au plus grand péril. Si le bailli de Bonnay n'est qu'inutile, Jérôme Ballard est dangereux. D'ailleurs le conseil du roi ne paraît pas considérer l'arrivée des officiers du bailliage comme un renfort pour la ville ; par contre, il est reconnaissant

³⁵ Archives Munic., C. C. 2, f° 44 v°, la maison est à Jaque Rippaut, elle est estimée 300 livres.

³⁶ R. C., 5 déc. 1418, p. 140 : « démolir la porte, clausure et edifice, faits par Mre J. Ballard en une ruete publique tendant du Puys de Purcherie... soit remis en l'estat pour que l'on puisse passer... On recouvrera les 100 fr. qu'il eut de la ville sur ses biens qui se vendent à la crié pour ses demnités... » Les 110 fr. lui ont été payés pour son voyage à Paris du mois de février, et celui du sergent qu'il avait emmené ; la Ville a révoqué ce mandat en apprenant que les envoyés avaient touché du roi une gratification de 500 l. et n'en avaient rien dit. 14, 21 février 1419, p. 152, 153 : ordre au procureur de disruir la parte... 20 s. aux massons qui ont abattu. 10 s. au sergent qui a surveillé. L'ordre a donc été exécuté séance tenante.

³⁷ A. A., 25, 63, lettre du duc de Savoie du 12 octobre 1418 : publiée Caillet... « Iéronyme Balard, notre amé et féal conseiller, qui a quitté Lyon à cause de l'empédimie... » V. Plancher, IV, 8 nov. 1420. Nomme parmi les conseillers du duc de Savoie au traité de Saint-Claude. R. C., 9 juin 1421... à Cuères, pour empêher les vivres. A. C. de Saint-Pol, Minutes, I, f° 42. « Qui heri de mane fueront Montelupello et composueront super sepulturas pro ecclesia... cum Dno Geronimo de Balardis iudice Breyssie ». B. N. coll. de Bourgogne, 65, f° 120 : le duc de Bourgogne envoie au Pape, en avril 1419, Carlo de Busca et Jérôme de Ballard...

aux Lyonnais de les avoir « reverament et doucement receuz », et le leur fait savoir le 30 août en termes chaleureux. Par la même lettre, il les félicite de l'activité qu'ils déploient à fortifier leur ville, et leur promet toute l'assistance qu'il pourra leur donner³⁸.

C'est que ce mois d'août 1417 avait été particulièrement cruel pour la cause royale : la plupart des grandes villes au nord de la Loire l'avaient désertée ; Rouen, Reims, Tours entre autres s'étaient faites bourguignonnes. La perte des bonnes villes était plus sensible au roi que toute autre mésaventure : chacune d'elles valait plus qu'un prince, autant qu'une armée ; plus que jamais, dans le désarroi où se trouvait la noblesse et parmi la misère des campagnes, elles constituaient l'armature la plus solide de son royaume. Lyon aux confins du Sud-Est était l'une des plus précieuses en même temps que des plus exposées, et les gens du roi savaient gré aux bourgeois de la leur avoir conservée.

*
**

Cependant le bailli avait reçu le serment des consuls et de tous les habitants³⁹, et les chefs de la Commune surveillaient de près les intrigues bourguignonnes parmi les citoyens, en même temps qu'ils mettaient leur ville en état de défense, du mieux qu'ils pouvaient.

La situation s'aggravait dans tout le royaume. Tandis que, le 1^{er} août 1417, les Anglais avaient débarqué à la

³⁸ A. A., 20, f. Lettre du roi, du 30 août. « ...Vous avez de nouvel reverament et doucement receu nostre bailli de Mascon et aucuns de nos officiers qui pour doubte de certaines désobéissances naguères advenues en nostre ville de Mascon, se sont retrais en nostre ville de Lyon... dont nous avons esté très contens et joyeux, dont nous vous scavons bon gré... Et ne doubtez nous le congnoistrons en temps et lieu, ayant vous et vos affaires en recommandation ». R. C., 31 juillet 1417, p. 64. On donne au bailli « de présent demeurant à Lion », 6 torches de cire, chacune de 3 livres, et 6 boîtes de dragées et autres confitures... prises chez û. ûontier et coûtant 15 s. 9 d.

³⁹ A. A., 82, 24, p. Caillet.

Hougue et se répandaient dans toute la province de Normandie, le duc de Bourgogne tenait les champs à grandes forces, prenait beaucoup de places et menaçait Paris. C'est de « l'ost devant Montlehéry » qu'il envoie aux bonnes villes un second manifeste qu'on retrouve aux archives de plusieurs d'entre elles, mais non à Lyon qui dut l'envoyer au roi fidèlement⁴⁰. L'action simultanée de Jean sans Peur et des Anglais frappa l'esprit des gens, « par quoy faisoit conclure, dit Jouvenel, qu'il estoit l'allié des Angloys ».

Mais bientôt survint un événement plus grave encore, de nature à troubler l'esprit des pauvres sujets : la reine Isabeau, qui vivait séparée du roi depuis quelques mois et confinée en une demi-captivité, se fit enlever par les Bourguignons à l'abbaye de Marmoutiers, le 2 novembre 1417, et se mit « au gouvernement du duc Jehan de Bourgogne ». Aussitôt délivrée, elle fit adresser de Chartres, le 11 novembre, aux bonnes villes une lettre patente dont la chronique de Monstrelet nous a conservé le texte⁴¹ : la reine y accusait les conseillers du roi d'avoir rappelé à Paris toutes leurs « garnisons » pour résister au duc de Bourgogne, et abandonné ainsi le royaume aux Anglais. Elle rappelait les pouvoirs irrévocables qui lui avaient été conférés autrefois, défendait aux bonnes gens d'obéir aux lettres de son fils le Dauphin et de lui délivrer « aucunes pécunes » sous peine d'être « notés de rébellion et inobéissance ». Le coup était rude ; le gouvernement royal tenta de réagir : le Dauphin, institué solennellement le 6 no-

⁴⁰ Monstrelet, III, 220. — Dom Plancher. Preuves, III, 307. B. N. mss. de Colbert n° 8299-5. Il y proteste contre le mauvais gouvernement et demande aux Prélats, chapitres et bonnes villes de lui envoyer, chacun pour le 20 octobre, deux notables personnes, « en quelque lieu que nous soyons ». S'ensuit une cédula de la part des cardinaux, disant que toute la chrétienté est unie, excepté « un grain de blé en un boissel, c'est assavoir les contes de la Conté d'Arminac... » que les dits comtes sont encore adhérents à P. de la Lune, et ont été déclarés au Concile schismatiques et hérétiques, « nonobstant excusations frivoles que fit M^e Jehan de Jarson... ». L'argument porte à faux sur les Lyonnais, foncièrement « gallicans », et qui vont accueillir Gerson comme un envoyé du ciel.

⁴¹ Monstrelet, III, 233.

vembre lieutenant général « pour l'occupation du roy » dans tout le royaume de France, conclut en effet une trêve avec les Anglais le 17, pour mieux faire face au danger bourguignon. Mais la lutte consista surtout en discours et en messages : tandis que la guerre civile continuait dans toute la France, multiple et locale, entre gens qui ne savaient déjà plus bien pour qui ils se battaient, l'enfant royal prit la parole devant les Parisiens, au Parloir aux bourgeois, et la province reçut par lettres pressantes la défense d'obéir à la reine comme au duc.

La lettre que conservent les archives de Lyon est datée du 28 novembre ; elle donne force détails sur l'enlèvement de la reine et les agressions bourguignonnes ; elle ordonne aux bourgeois de ne pas croire ce qu'on leur dira « de la part de nostre très redoutée Dame, tant qu'elle sera au pover de nostre ennemi de Bourgongne » ⁴².

Le duc, fuyant devant les Gascons du connétable d'Armagnac, emmène la reine à Auxerre puis à Troyes, où s'installe, avec tous ses organes, un gouvernement rival de celui de Charles VI. De Troyes, le duc et la reine destituent tous les officiers du roi dans toutes les provinces, et en commettent de nouveaux ⁴³. Ainsi fut nommé bailli de Mâcon et sénéchal de Lyon Girard, S^r de la Guiche, qui fit son entrée à Mâcon le 22 janvier 1418 ⁴⁴. La menace sur Lyon était cette fois directe, et aussi fort concrète, puis-

⁴² A. A., 22, 2. Publiée Péricaud et Caillet.

⁴³ Ord. X. Ordonnances des 6 et 10 janvier 1418 créant un Parlement et une Chambre des Comptes. Le duc de Bourgogne n'avait pas attendu le mois de janvier pour déplacer les officiers du royaume. Le hasard nous a fait connaître dans ses détails une de ces mutations : le Comte de Viry ayant publié en 1918, in *Académie des Sciences de Savoie*, quelques chartes des archives du château de Viry, nous y avons trouvé : 1° la commission de châtelain d'Aigues-Mortes donnée à Chartres le 14 nov. 1417, par Jean Sans Peur à Aimé de Viry son serviteur, petit-fils du chef de guerre de 1410 ; 2° la ratification par la reine Ysabeau, le lendemain.

⁴⁴ Noter que dès l'année suivante, après son échec de Chazay, G. de la Guiche, bailli de Mâcon, abandonne le titre de Sénéchal de Lyon : l'acquisition réelle du Comté de Mâcon était assez désirable pour qu'on le distinguât vraiment du reste du royaume et qu'on séparât les deux titres joints jusqu'alors, et cette habileté négative est bien dans le goût du gouvernement de la duchesse de Bourgogne.

qu'auprès du nouveau bailli se groupe une force armée de quatre cents hommes d'armes, destinée à conquérir au duc le reste du bailliage et la sénéchaussée.

Peu de temps avant la nomination de Girard de la Guiche, faite en exécution d'un plan d'ensemble, et non spécialement dirigée contre la Ville de Lyon, la duchesse de Bourgogne et son conseil de Dijon, agissant sur le plan local, avaient fait écrire par le chancelier Jehan de Saux des lettres qui, portées par un trompette, circulaient toutes ouvertes dans le plat pays de Lyonnais, et offraient de la part du duc de Bourgogne toutes sortes d'avantages à qui se soumettrait, entre autres qu'on ne paierait plus de subsides. Ces belles promesses furent portées jusqu'à Lyon, mais encore une fois les consuls repoussèrent les avances qu'on leur faisait, et le chevauteur du roi, arrivé à Lyon le 19 décembre 1417, porteur des lettres royaux du 28 novembre, repartit aussitôt avec celles du chancelier de Bourgogne⁴⁵. Charles VI répondit le 31 décembre en termes émouvants : il remercie les Lyonnais des lettres qu'ils lui ont remises, « de la vraie obéissance, de la bonne diligence et manière que en avez teneues... nous sommes de vous très contens et vous en savons très bon gré... ». Il leur confirme que le duc s'est déclaré publiquement son rebelle et désobéissant, les invite à persévérer, à résister même à main armée « à ses efforts, gens et malice », et se fie à leur vigilance pour donner à ses officiers de par delà aide, confort et conseil⁴⁶.

En même temps que le roi rend grâces à ces Français dévoués, le connétable félicite le 3 janvier 1418 ces bons Armagnacs pour ce qu'ils ont fait « de certaines lettres » que la reine leur avait envoyées⁴⁷.

45 Dom Plancher, III, 477. R. C., 30 décembre 1417, p. 930. Henry Martin, « chevauteur du Roy, N. S., lequel a porté pour la ville à Paris aucunes lettres envoyées en ladite ville par le chancellier de Bourgogne : IIII lt. »

46 A. A., 68, 1 : Publiée Caillet.

47 A. A., 26, 2, v. P. J., IV.

De ce jour, la Ville de Lyon prend position et adopte à l'égard des partis la ligne de conduite dont elle ne se départira plus jusqu'à la fin. Sa fidélité inébranlable dans la suite sera la conséquence de cette attitude première : dès cette heure trouble où les meilleurs ont hésité, la Commune s'est livrée sans retour au roi et au dauphin Charles, son obéissance a été empressée, totale ; elle s'est substituée aux officiers du roi, douteux ou défaillants, et s'est opposée de toutes ses forces à l'action du duc de Bourgogne. Les Lyonnais y eurent grand mérite, car ils craignaient fort la guerre et n'aimaient pas les coups.

*
**

Pourtant il y avait alors dans la Ville un parti bourguignon. On ne commença à le prendre au sérieux qu'après les événements de Paris, en mai 1418. Peu nombreux sans aucun doute, et recruté surtout dans le petit peuple, il comptait cependant plusieurs notables citoyens : avec Jérôme Ballard, on y trouve P. Jullien et Jehan Liartard, le prieur de Saint-Irénée, Mre Andreu de Saint-Germain : d'autre part certains chanoines de Saint-Jean restent en rapport d'amitié avec leurs frères et parents qui ont leurs biens en Mâconnais ou en Bresse, et servent le duc de Bourgogne. Si faible que fût ce parti dans la Ville à la fin de 1417, quelqu'un s'émut de leur présence et, les feignant redoutables, en informa le conseil du roi.

Messire Jehan le Viste était alors le premier citoyen de Lyon et le chef incontesté de la bourgeoisie, par son ascendant personnel s'entend, car on sait avec quel soin le Consulat évitait de laisser à quiconque une autorité de quelque durée⁴⁸. Jehan le Viste, docteur en lois, « chevalier de loys et d'armes », seigneur d'Arcy et de Saint-Bonnet près de Tarare, était alors un homme âgé ; il avait siégé

⁴⁸ V. première partie, ch. III, § 5. Notes sur les principales familles de la Ville de Lyon.

au conseil du feu duc Louis de Bourbon, et avait négocié pour lui en 1408 avec le duc de Savoie — peut-être même fut-il un temps son chancelier —; en cette charge, il avait noué de hautes relations, et traitait de pair à compagnon avec les Cousinot et plusieurs autres dans l'entourage du roi : il recevait des lettres closes signées de la main royale. Son frère Barthélemy, avocat en Parlement, fait à Paris les affaires de Mons. de Lyon, et lui-même vit en grande familiarité avec les gens d'église, pour lesquels il a exercé jadis les premiers offices de judicature ; sa fortune est considérable, ses fils, qui portent les armes, tandis que lui-même, anobli depuis longtemps, est resté un bourgeois et un homme de loi, seront aux papiers de 1446, et bien que leurs terres nobles ne soient point nommées, les plus riches des habitants de Lyon ; sa propriété de Bellecour, maisons, jardins et vignes, est une véritable seigneurie, dégagée de tout « servis » à l'église de Lyon, soumise seulement à la juridiction légère de l'abbé d'Ainay, et dont la valeur réelle s'accroît d'une position particulièrement sûre. Sa maison paternelle, en la rue du Palais, allant à Porte froc, est la plus belle des demeures privées de la Ville de Lyon, il y demeure habituellement depuis quelques années. Envoyé en 1416 au devant de Frère Vincent Ferrier, il a fait le voyage accompagné de son valet comme un gentilhomme, et de son chapelain, comme un grand seigneur ; on lui a payé sa dépense journalière à trois chevaux, ce qu'on ne fait alors pour aucun autre de la Ville. La ville est pleine de ses débiteurs, et sans doute de ses obligés.

Au Conseil il est toujours écouté, on ne lui connaît d'adversaire que le vieux Nizier Greysieu, dit Barbichon, l'ancien Procureur et Secrétaire, d'humeur revêche ; dans les assemblées lui résiste parfois Mandront du Nyèvre, personnage remuant : Mandront est absent pour le moment, à Paris pour ses affaires et celles de la Ville... Les deux Villeneuve ne l'aiment guère, mais eux aussi sont souvent hors de Lyon : Aynard, viguier de Sainte-Colombe, bien-tôt écuyer d'écurie du Dauphin, va toujours par monts

et par vaux ; Etienne, lieutenant de son frère, fait son office en son absence, et bientôt sera pris tout entier par ses charges d'élu ou de maître de la monnaie. Jehan le Viste donc, en l'absence de ses adversaires, au lieu d'un sénéchal insuffisant et de son lieutenant suspect, mène le Consulat et gouverne pratiquement la Ville de Lyon.

Au mois d'août 1417, il était à Paris ; doutant de ses concitoyens, ou voulant se faire valoir, il a appelé l'attention des gens du roi sur les élections qui devaient avoir lieu au mois de décembre comme d'habitude ; il s'est fait un mérite privé de la fidélité de la Ville, a feint d'être en danger de sa personne, et a provoqué une série d'événements curieux que nous connaissons tant par les Actes consulaires que par les documents réunis en un dossier dès cette époque et conservés ensemble aux arches de Saint-Jaqueme⁴⁹. Le roi d'abord, parant au plus pressé, a ordonné à tous ses officiers d'aider et de protéger Jehan le Viste, qui demeure à Lyon pour son service, « que toutes les causes et querelles meues et à mouvoir... debtes et besoignes de nostre amé et féal conseiller Jehan le Viste... le quel, pour les grans inconveniens qui sont aujourd'huy sur les pays ne pourroit bonnement venir par deça, *mais le convient continuellement estre sur le fait et garde de la Ville de Lyon, là où il fait sa résidence, et résister aux entreprises qui se pourroient fere contre nous... et luy faut estre avec noz gens et officiers pour appaysier le peuple et le mettre en nostre obeyssance, vous tenez ou faites tenir en l'estat...* ». Dans une autre lettre, il enjoignait à Mre Jehan de surveiller les élections consulaires et de ne pas laisser la Ville tomber aux mains de ses adversaires.

Cependant, le 15 décembre, les maîtres des métiers procédaient en la forme accoutumée à l'élection des consuls, et le syndicat était aussitôt dressé, mais non publié, en attendant l'oraison de la Saint-Thomas. Le 19 arrivaient aux

⁴⁹ B. B., 378 et 379. La plupart de ces pièces ont été publiées par Caillet, Relations... Voir aussi: Le Syndicat de 1417, B. B., 367, et R. C., aux 15 et 19 décembre 1417 et 16 février 1418, p. 91, 92, 105.

conseillers des lettres closes du 30 novembre leur ordonnant sous une forme courtoise de ne pas élire de nouveaux consuls et de conserver les anciens pour l'année suivante. « Combien que chacun an ait accoustumé le jour de la feste de Saint Thomas devant Noël changer et muer les *consulas* de nostre ville qui y ont servi l'année passée et y en eslire et mettre de nouveaulx, toutes voies pour la bonne relation qui nous a esté faicte de vos personnes, nous voudrions bien que pour l'année à venir vous demourissiés encore en vos estas et offices... au cas que lesditz bourgeois et habitans seroient d'accord que vous demourissiez en vos estas et offices, comme nous le leur escripvons, que vous ne le reffusez ou vous en eschiviez en aucune manière, toutevoies se il avenoit que iceulx bourgeois et habitans ne feussent contens que vous y demourissiés, mais en voulussent eslire de nouveaulx, pour ce que nous avons entendu que en icelle nostre ville aucuns qui ont tenu et tiennent le parti du duc de Bourgogne et qui se sont vantés et vantent audit jour de Saint Thomas de eslire ou mettre peine de faire eslire autres qui aimeront mieulx le parti d'icellui de Bourgogne que vous n'avez fait... nous vous requérons et néantmoins mandons que... travaillez et labourez à ce qu'ilz soient esleuz féables et bons à nous... car autrement ne le prendrions pas bien en gré, ainçois en ferions et ferons punir ceulx qui seroient ou seront cause de les eslire autres que bons... ».

L'ancien conseil comprenait autour de Jehan le Viste, Claude de Pompierre, écuyer, Seigneur de Pollionnay, Bernerd de Varey, Jehan du Nyèvre le grant, Aynard de Chaponnay, Jehan Chevrier, Léonard Caille, terriers, et, pour les métiers, Enemond de Syvrieu, Raymond Dodieu, Guillaume Gontier, Estienne Oydel, et Nizier Greysieu ; il était composé d'hommes très sûrs. Les élections du 15 décembre, si redoutées, avaient conservé Claude de Pompierre, le bon riche qui prêtait si généreusement son argent à la Ville, avaient remplacé Bernerd de Varey par Humbert, Jehan du Nyèvre par Aymé et Pierre dit Man-

dront, Jehan Chevrier par Pierre de Cuysel, et désigné avec eux Messire Jehan Paterin, chevalier et docteur en loys, rival d'influence de Jehan le Viste, Estienne Guerrier, Jehan de Durche, Jehan Tibout, Pierre Girerdin et Girerd Rosset. Le nouveau conseil valait l'ancien pour le service du roi, il était moins agréable à Messire Jehan le Viste. Quand arriva la mise en demeure, la Commune s'inclina : on réunit une assemblée des maîtres de métiers vieux et nouveaux, et simplement, sans grands gestes ni paroles oiseuses, en bons Lyonnais qu'ils étaient, ils furent d'accord que « pour révérence des lettres du roy nostre Sire et de Mons. le Dauphin à eux envoyées », les consuls de l'année précédente demeureraient en charge. Mais comme il fallait, tout en obéissant au roi, conserver les privilèges de la Ville, ils adoptèrent cette procédure : les maîtres se départirent de la première élection de conseillers nouveaux, et élurent pour l'année à venir les conseillers de l'année présente ; on fit le syndical de la première élection, à cause de la coutume, lequel demeura clos sans être publié ; on fit ensuite le syndical de la seconde élection, qui fut publié avec les lettres du roi.

L'ancien conseil ainsi réélu se remit au travail comme si rien ne s'était passé, mais, sous le silence voulu des actes consulaires, — rien n'égale la tenue de ces humbles comptes rendus — il nous faut imaginer l'inquiétude et le mécontentement des nouveaux consuls éliminés, et de toute la Ville : car tous y devaient voir un attentat aux privilèges de la Commune, et le roi, ce faisant, éprouvait rudement la fidélité des bourgeois. Quelqu'un vint à soupçonner la part prise en cette affaire par Messire Jehan le Viste ; nous avons de la lettre du roi en sa faveur, une copie de la main du procureur Rolin de Mâcon intitulée : Copie des lettres du roy consonans à l'estat de Mre J. le Viste ; en bas, d'une autre écriture : « mémoyre de soy informer qui empétra les lettres dessus escriptes et qui donna à entendre les parolles escriptes en icelles ». Cette écriture paraît être celle de Mandront du Nyèvre, com-

parable aux notes marginales des comptes dudit Mandront, l'orthographe et la tournure archaïque étant aussi conformes.

Jusqu'au 16 février 1418 nous ne voyons plus rien, si ce n'est que Jehan le Viste ni aucun des siens n'est chargé d'organiser bannières ou pennons, et que, bien qu'il ait été pressenti depuis longtemps pour aller à Paris parler au roi de la paix et de la défense de la Ville, ce n'est pas lui, mais bien Pompierre qui y est délégué. Le 16 février, à la fin de la délibération, où assistaient plusieurs maîtres des métiers et autres notables, Jehan le Viste étant présent, son frère Barthélemy prit la parole : « a demandé se l'on vuelt soustenir l'estat de Messire Jehan le Viste, ou non... et l'on ly en fera response dedans demain »⁵⁰. Rien de plus, mais le lendemain 17, Jehan le Viste, en présence des consuls et des notables, fait certifier par le bailli son désaveu : il nie avoir parlé d'apaiser le peuple et de le tenir dans l'obéissance, et il sait bien que les habitants de cette ville n'ont pas besoin de sa présence pour rester fidèles au roi. Malgré ces excuses, la Commune grandement irritée fait porter par Pompierre les pièces de l'affaire à son procureur en Parlement, M^e Jaques Couillart, qui accuse réception le 12 mars « du vidimus de l'estat perpétré par Mre J. le Viste, avec désaveu des parolles deshonnestes »⁵¹. Un procès fut engagé devant le Parlement, car on devait en parler à M^e Guillaume le Tur, et la Ville avait « ceste besongne bien à cuer ».. Mais les événements de mai y coupèrent court sans doute.

Jehan le Viste reprend au conseil sa place qui est toujours la première, mais qui n'est plus celle d'un chef. Il intervient durement le 23 avril pour accuser Etienne de Villeneuve d'avoir détourné des munitions : nul ne suit la plainte ni ne relève l'injure⁵².

Au mois de juillet, il s'agit d'aller vers Mons. le Dau-

⁵⁰ R. C., 25 janvier, 6 et 8 fév. 1418, p. 100, 102, 103, 104.

⁵¹ A. A., 97, 28 P. J., n° V.

⁵² R. C., 23 avril 1418, p. 115.

phin pour les affaires de la Ville ; Le Viste propose Jehan du Nyèvre, mais « Niziès n'a pas consentu ». Quelques jours plus tard, on propose Oydel, qui partirait aux gages de la Ville ; Nizier Greysieu et Aynard de Chaponnay préfèrent Mandront qui irait pour rien... la délibération serait à citer ; dans ce recueil de ton aussi posé, expression tant du caractère propre de Rolin de Mâcon qui l'a rédigé, que du tempérament lyonnais déjà plein de réserve, elle est significative⁵³ : La majorité du conseil comprenant avec Jehan le Viste, des hommes aussi indépendants que Pompierre ou Léonard Caille veut envoyer Oydel qui est au courant : Mandront qui est fermier de la Ville pour le dixième du vin profiterait de ce voyage pour faire « amoin-drir et délayer » sa dette... Le vieux Nizier oppose à cela que Mandront est l'un des premiers de la Ville, et surtout qu'il irait à ses propres dépens, il invoque l'intérêt des contribuables en une vigoureuse apostrophe, que le digne procureur semble transcrire avec un certain plaisir. Le bailli, qui assiste à la délibération, émet alors son avis très net : on lui avait indiqué Oydel depuis plusieurs jours, il a écrit au Dauphin en le nommant et ne veut pas revenir sur ce qu'il a fait. En pareil cas, l'année précédente, les conseillers à force de protestations et de compliments auraient d'une seule voix désigné Mandront, mais le bailli n'est plus Philippe de Bonnay, on obéit.

C'est le dernier succès de Jehan le Viste qui rentra dans le rang et céda la place à ses adversaires personnels. Il fut réélu consul en 1421, parut peu à Saint-Jaqueme, puis se retira en sa maison, accablé d'années, conseiller toujours écouté du Clergé et de la Ville, et qui donna jusqu'à son dernier jour des avis respectés : le dernier, écrit par lui sur son lit, fut apporté au conseil par son fils⁵⁴.

Ses héritiers ne siègeront plus au conseil de la Ville, de-

⁵³ R. C., 16 juillet, 21 octobre, p. 125, 132.

⁵⁴ R. C., II, 6 juillet 1427, p. 233. C'est encore à lui que sont adressées en juin 1417 les lettres de Ph. de Bonnay, et le 3 octobre la lettre du banni J. Liatard.

venus impopulaires par leur morgue et leur rapacité, refusant de participer aux emprunts et collectes, même dans les pires nécessités, soutenant leurs procès avec rigueur et mauvaise foi ; lorsqu'ils sont chargés de fonctions publiques, ils y apportent le même orgueil obtus et la même brutalité : comme ils méprisent leur ville, ils servent mal la justice et le roi.

2. La mise en défense de la Ville.

L'histoire de Jehan le Viste, tout à fait intéressante du point de vue municipal, pose en fait une question plus générale : pourquoi la Ville de Lyon, française de fraîche date, fut-elle alors la plus française des villes qui pouvaient ne pas l'être¹ ; j'ai dit française et non pas armagnaque. Elle le fut avec tenacité, avec ostentation, comme une ville frontière peut être patriote, en ville frontière qu'elle était, envers et contre tous. Faut-il en attribuer le mérite à Jehan le Viste, comme il a désiré qu'on le fît ? Constatons qu'elle n'échappe à son influence que pour tomber sous la forte main d'Imbert de Grölée, et ne doutons pas que l'action de cet homme ait pu être utile, en présence des officiers douteux qui avaient la charge du pays. Pourtant, c'est dans la Commune elle-même qu'il faut chercher l'origine de ce dévouement sans réserve à la cause royale : c'est la royauté qui avait créé la Commune, d'accord avec les ancêtres, et le souvenir en était encore présent. Pendant tout le xiv^e siècle, en face de l'Eglise et de l'Empire, elle était restée l'alliée très intime des bourgeois de Lyon, elle avait ménagé leur vanité et leurs intérêts, avait laissé survivre chez eux la vie municipale qui s'éteignait ailleurs. Les Lyonnais se sentaient liés au roi, ils étaient ses compères autant que ses sujets. Tout récemment enfin, les menaces du roi des Romains les avaient encore rapprochés du roi de France, du vrai, celui qui tient à la terre et n'abandonne pas à ses alliés d'un jour les bons bourgeois de son royaume.

La réparation des murailles de la Ville, entreprise le 14 mai 1417, se poursuivit pendant plusieurs années, activement d'abord, puis plus lentement, l'essentiel étant fait, et l'argent manquant.

On ne peut pas dire que le patriotisme des Lyonnais s'arrête à leur bourse, il va plus loin ; ils ont souvent

¹ Exception très honorable faite pour la ville de Tournai, dont l'admirable histoire est connue de tous.

avancé les deniers pour les dépenses urgentes, et même, sous l'imminence du péril, ils savent trouver les finances nécessaires par l'emprunt et par l'impôt¹. Mais il est bien vrai qu'ils ne s'y résignent qu'au dernier moment et qu'ils ont essayé de couvrir les dépenses de la guerre en obtenant du roi des remises de tailles et des subsides réels, et d'abord qu'il contraigne à payer les ecclésiastiques et les privilégiés.

Jusqu'au 28 mai 1418, tout bourgeois de Lyon allant à Paris pour ses affaires est chargé de quelque réclamation de ce genre, et tout envoyé de la Ville joint à sa mission spéciale celle de rapporter un dégrèvement ou au moins une lettre contre les gens d'église². Il existe à la chancellerie royale une formule toute faite adaptée à la Ville de Lyon, qui sert pour le bailli, les consuls, les élus et les gens des comptes, et que nous trouvons à cinq ou six exemplaires dans des lettres expédiées à diverses dates, aux Archives municipales³:

« Ladite ville qui est clef des pays de notre royaume et Dauphiné, vraye subgette et obéissant à nous, marchissant au pays de Savoie et de l'Empire, grande et spacieuse de deux lieues ou environ... très petitement close et fortifiée de la partie desdis pays... en grant partie inhabitée et en ruyne... les rentes et revenues aux mains des gens d'église... ». Ces lettres invitent clercs, écoliers, forains et possesseurs de terres nobles, à payer pour la grande nécessité de la Ville, et limitent étroitement les exemptions.

Au mois d'août, les consuls, qui viennent de recevoir une de ces lettres, aux termes fort pressants, obtiennent du bailli qu'il en procure l'exécution. Encore ont-ils, par dé-

² Cf. la mission de J. Julian, en mars 1417 (lettre intéressante de J. Julian aux consuls, A. A., 100), celle de Mandront du Nièvre, du 17 avril, — lui aussi rapporte des lettres (R. C., 17 avril, 2 juillet).

³ Lettre du roy au bailli, du 15 *juillet* 1417, qui semble être le prototype reproduit et cité par toutes les autres (C. C., 343, 1); du 27 août (C. C., 343, 5); du 24 octobre (C. C., 343, 7); du roy aux consuls, avec *vidimus* du Prévôt de Paris et attestation des élus que cette lettre fut publiée le 4 septembre suivant (C. C., 304. C. C., 4101); du 13 août (C. C., 343, 1); composition du 3 décembre sur une lettre du 26 octobre (C. C., 308) et sentence de Philippon de Bonnay.

libération spéciale déclaré que l'on n'y comprendrait pas Monseigneur de Lyon, pour révérence de sa personne, et aussi peut-être pour s'en faire un allié⁴. Le clergé assemblé, au reçu de cet ordre, proteste le 17 août qu'il ne doit rien et ne paiera rien : les Consuls ont obtenu des lettres subreptices, les ecclésiastiques de tous ordres entendent ne rien céder de leurs privilèges ; d'ailleurs n'ont-ils pas tous des châteaux à garnir, des domaines à protéger ? Il faut pour les décider une menace directe du bailli — faute par eux de se soumettre, il mettra tout le temporel sous la main du roi —, une sentence rendue sur le siège même, après que Messire Paterin a « pleadoyé pour la Ville » quatre jours durant. Encore, quand les seigneurs de Saint-Jehan, entraînant tous les autres, avec eux, ont bien voulu condescendre à un accord « *minori summa quod fieri potuit* », faudra-t-il attendre deux mois (19 novembre) une offre de quatre cents livres, une fois payées, « pour éviter un plus grand dam », un mois de plus (17 décembre) pour que leur mandataire P. Charpin accepte de transiger à cinq cents, et un mois encore (16 janvier 1418) après intervention de l'archevêque et du bailli, pour qu'ils ratifient l'accord, et l'on ne sait quand ils voudront bien payer⁵.

D'ailleurs, même ainsi, la victoire obtenue paraît aux bourgeois si grande qu'ils comblent de remerciements le

⁴ R. C., 14 août 1417, p. 70. « Quant à présent et pour ceste foys, on ne comprendra point Mons. l'archevesque de Lion, pour honeur de lui, en la contribution que feront les gens d'église pour les fortifications. »

⁵ A. C. St-J. et R. C., aux dates indiquées. Cf. C. C., 308. Sentence de Ph. de Bonnavy du 27 avril 1418 : les gens d'église n'ont pas encore payé. — Les consuls se sont adressés aux ecclésiastiques directement le 23 juillet, d'où le refus du 17 août ; puis ils ont requis le bailli d'intervenir, le 26 août (R. C.) et ont obtenu de lui une sentence conforme. L'accord est conclu le 27 (texte aux A. C.). A l'offre de 400 l. faite le 19 nov., la ville répond le 23 qu'elle en prendra 600, et que les ecclésiastiques particuliers paieront en outre pour leurs biens privés, selon la coutume : on a extrait leur vaillant du livre des values de la Ville. Le 25, les consuls accepteront 500 l. que l'Eglise accorde : le 17 décembre, le chapitre décide qu'un chanoine, avec le receveur A. Périer, iront « demain samedi, heure de tierce, s'accorder avec le clergé pour les 500 l. concédées aux consuls. » L'accord est donc fait, et le conseil fixe à 1 d. et obole p. livre l'imposition sur les ecclésiastiques particuliers. Le 16 janvier, ratification en forme par le chapitre, reçue par le greffier de la cour royale.

pauvre Philippon de Bonnay, et lui votent de bon cœur une gratification ⁶.

Pendant cette période, Mandront du Nyèvre, qui est à Paris, obtient d'abord en juin une remise de 300 l. sur la taille « sur le derrenier paiement qui se doyt lever en ce moys de juillet » ⁷. Puis Jehan Violet, qui est allé porter les lettres de Bourgogne, fait savoir le 24 que le roi a accordé à la Ville remise entière de sa part dans la taille de 5.000 lt. que l'on devait commencer à payer au mois de juin, et quatorze mois des aides en cours. Le cadeau est d'importance, et suffirait à ces gens économes pour assurer les réparations les plus urgentes, mais, la rémission accordée par le roi, c'est encore une affaire d'obtenir des receveurs qu'ils délivrent l'argent déjà perçu ; après de vaines démarches, il faut renvoyer Jehan Violet à Paris, le 1^{er} septembre, solliciter de nouvelles lettres les y contraignant ⁸.

A ce moment, la détresse est grande, comme le prouve la déclaration solennelle des consuls aux notables de la Ville réunis le 3 septembre en assemblée générale : « Auxqueulx conseilliers vieulx et maistres des mestiers les dessus nommés conseilliers nouveaulx, pour soy deschargier de tous périls et inconveniens, ont dit et exposé que pour deffault d'argent dont il n'en a point en commun en la Ville de Lyon ilz ne puevent mettre à effet ne acomplir ce que a esté ordonné à faire pour la fortification de la Ville, et ont protesté qu'ilz, pour deffault de ce, n'en doivent ne puissent estre acouplés se péril advenait à la Ville, que Dieu ne vueille ».

⁶ R. C., 26 décembre 1417, p. 92. 40 l. à M^{re} Philippon de Bonnay « pour ses estreynes », « il a travaillé de si bon cuer en l'accord fait avec les ecclésiastiques », sera payé par Léonard Caille sur l'argent des aides et le don du roi.

⁷ R. C., le 9 juin : Mandront a écrit... le 2 juillet : retour de Mandront avec les lettres de rémission (p. 53, 56, 58).

⁸ R. C., 14 juillet, p. 58 : J. Violet a écrit : nous avons sa lettre sous la cote A. A. 104-65, intéressante de tout point : v. P. J., n° VI. Le 21, on lui renvoie son valet ; le 1^{er} septembre, on le renvoie, il faut refaire les lettres que les receveurs n'acceptent point : il part le 16, et reçoit au retour 60 l. pour 60 jours « qu'il a vacqué aler demorer et retourner » (R. C., 13 janv. 1418 ; v. p. 58, 72, 76, 98).

Les lettres du roi ont été publiées, J. Violet en a obtenu d'autres, encore plus pressantes : le receveur de l'aide ne veut rien donner. Aussi parle-t-on le 26 septembre de charger d'une nouvelle instance des gens de poids, comme Jehan le Viste, qui feront agir de hautes relations⁹. Mais, d'une part, Léonard Caille avance quelque argent sur la taille, puis vient la mauvaise saison, les travaux se ralentissent en même temps que le danger s'endort. Le 7 janvier 1418, le Procureur a montré au conseil le papier des aides, qui valent pour un mois 303 l. et 11 sous : l'importance de la somme réveille les protestations, et, dans la grande ambassade pour la paix envoyée en février par le clergé, les gens du roi et de la ville, Claude de Pompierre qui représente les bourgeois, a mission d'obtenir que des ordres directs et formels soient donnés aux receveurs pour l'exécution des lettres royales. Il rencontra en chemin le receveur des aides et l'informa qu'il allait engager une poursuite devant le roi et le dauphin ; le receveur le pria de n'en rien faire et s'engagea à verser aussitôt son retour les deux mois échus l'année précédente. Pompierre d'ailleurs, peu rassuré, lui fit répéter ses promesses devant J. Balard¹⁰. La lettre, écrite le 5 mars à Paris, dut arriver

⁹ R. C., 28 sept. 1417, p. 77, 78. Le bruit court que le roi a remis les aides à la ville de Paris. J. le Viste, J. du Nyèvre le Grant, Aynart de Chaponnay et J. Caille iront à Paris « sans gaiges » demander au roi, avec la rémission des aides, d'adjuger au siège royal de Lyon le ressort de toute la sénéchaussée et de confirmer les privilèges, et feront « plusieurs autres besongnes que la ville a à faire à Paris ». J. le Viste partit seul pour ses affaires, et fit assez mal, comme on sait, les affaires de la ville. Le 25 janvier 1418, il est encore question de l'y envoyer avec J. du Nyèvre. Le 8 février, c'est Pompierre qui part, avec la grande ambassade (v. R. C., p. 100 et 104).

¹⁰ R. C., 7 janv. 1418, p. 96 : « J'ai protesté contre le receveur des aides dès présent, des dommaiges et intérêts que pourroit soutenir la ville... » *Etude sur les aides* : v. Commission de Chivillon, C. C. 296, 1. La recette des aides ordonnées pour la guerre « ès cité et diocèse » de Lyon en 1417, avait été commis à P. Chevillon, bourgeois de Tournus, qui présenta ses lettres et fit connaître ses pleiges (répondants) aux Elus du Lyonnais, le 22 mai 1417, et fut envoyé par eux en la possession et saisine de son office (C. C., 296-1). Il les avait afferméées en détail, par localités, et pour la Ville par métiers et par denrées, d'après une liste traditionnelle (v. C. C. 159, les listes de 1409) à un certain nombre de citoyens de Lyon que nous fait connaître la pièce C. C. 343-11. Chevillon a reçu les ordres du roi concernant le don fait à la Ville, et,

au plus tôt vers le 12, à cause des périls de la route ; et déjà des mesures avaient été prises. Il fallait, en effet, courir au plus pressé, les coffres étaient vides, le danger si pressant qu'on devait soudoyer des gens d'armes et tenir en état les milices communales. Le 7 mars, pour « avancer les besongnes » et pour que les fortifications de la Ville ne cessent faute d'argent, les consuls ont ordonné « qu'on mette sus et soit levée » une taille de maille pour livre, dont la recette sera confiée à François Salavre. Hélas, là non plus, on ne trouva guère d'argent frais : la levée de cette taille municipale ne fut pas facile ; Salavre mourut bientôt, et nous savons qu'en 1419, on s'occupait encore d'en recouvrer les arrérages¹¹.

En attendant on vit d'emprunts : le 30 janvier, l'assemblée décidait, pour les dépens de ceux qui vont en France, et pour accomplir les fortifications hâtives, et pour payer les gens d'armes, que tous les habitants « qui doivent ès tailles dès vingt sous tournoys, prêteront la moiytié de

après une certaine résistance, il a versé dès le printemps 1417, les deux mois dont il est question, entre les mains de L. Caille receveur désigné par les consuls (v. C. C. 392). La somme à en provenir désormais s'élevait pour un an à 3.650 l. et 12 sous, ramenée à 3.430 l. 11 s. 6 d. parce que les aides furent abolies et mises à néant avant la fin de la recette, sur quoi il versa encore plus de 2.000 l. Pour le reste, ni lui ni ses fermiers ne s'étaient acquittés au mois de juin 1419, époque où le Régent, constatant qu'ils étaient « délaïans et refusans » ordonne au premier sergent qui ses lettres verra de les faire comparaître devant le bailli ou le juge du ressort, à quelque juridiction qu'ils appartiennent personnellement (v. C. C. 343, 11, débitis du 6 juin). Chevillon avait quitté Lyon, probablement avec les autres bourguignons, en juillet 1418, laissant à découvert pour une somme importante ses fermiers et l'un de ses pleiges, G. Jutet, épicier, bourgeois de Lyon, qui fut poursuivi par les Consuls dès le mois de juillet 1419 (R. C., 5 et 19 juillet, p. 179-180). Les poursuites, modérées par M^e Régnier de Bouligny (3 et 15 janvier 1420, p. 210-217), durèrent indéfiniment. Chevillon est mort noyé dans la Saône, avec les fugitifs de Tournus, après la prise de cette ville par I. de Grôleé (v. A. A. 82-50). Le 30 sept. 1436, les élus constatent (C. C. 2961) que Chevillon, redevable en tout de 3430 l. 11 s. 6 d., a versé en tout 2140 l. Depuis qu'il s'en est allé, les fermiers ont encore versé 137 l. 2 s. 9 d., et se sont accordés avec la Ville pour 437 l. 2 s. 9 d. Soit, en tout, 2714 l. 4 s. 7 d. Reste dû par Chevillon 715 l. 16 s. 11 d. », qu'il a plus receu que payé ». Voir aussi la lettre de Pompière (A. A. 102-96). P. J., n° VII.

¹¹ R. C., 7 mars 1418, 13 mars, 7 juillet, 11 sept. 1419, p. 109, 110, 157, 179, 189, et « Comptes de la taille reçue par la main de Fr. Salavre », C. C. 196-1.

leur taille ». Fr. Salavre percevra d'urgence, et Léonard Caille le leur rendra en mai — ou plus tard — sur l'argent du roi. Mais c'est surtout par des emprunts plus modestes, faits au jour le jour, aux citoyens aisés, que l'on peut continuer les travaux¹². Petites ressources et bien précaires, les consuls ne cessent de se plaindre. Et il est bien vrai qu'ils ne sont pas riches : cette grande ville de commerce subit du fait des menaces de guerre, une lourde perte. La gêne vient surtout de ce qu'il y a peu d'argent libre, et que les capitaux de ces marchands sont investis dans leurs affaires : quand la nécessité les pousse, ils offrent leur argenterie et leurs bijoux, mais peu ou pas de monnaie, les marchandises n'étant pas réalisables¹³.

Commencée sous la menace allemande c'est contre les Bourguignons que se poursuit à partir du mois de juin 1417 la mise en défense de la Ville ; les fortifications furent reprises et réparées en commençant par les parties les plus faibles ou les plus menacées, puis on les compléta. Nous pourrions suivre ce travail jour par jour : aux décisions des consuls correspondent en effet les comptes de dépenses du trésorier de la Ville et du receveur des tailles, dressés dans le plus grand détail et accompagnés de nombreuses quittances des ayant droit¹⁴.

La Ville est défendue par ses deux fleuves.

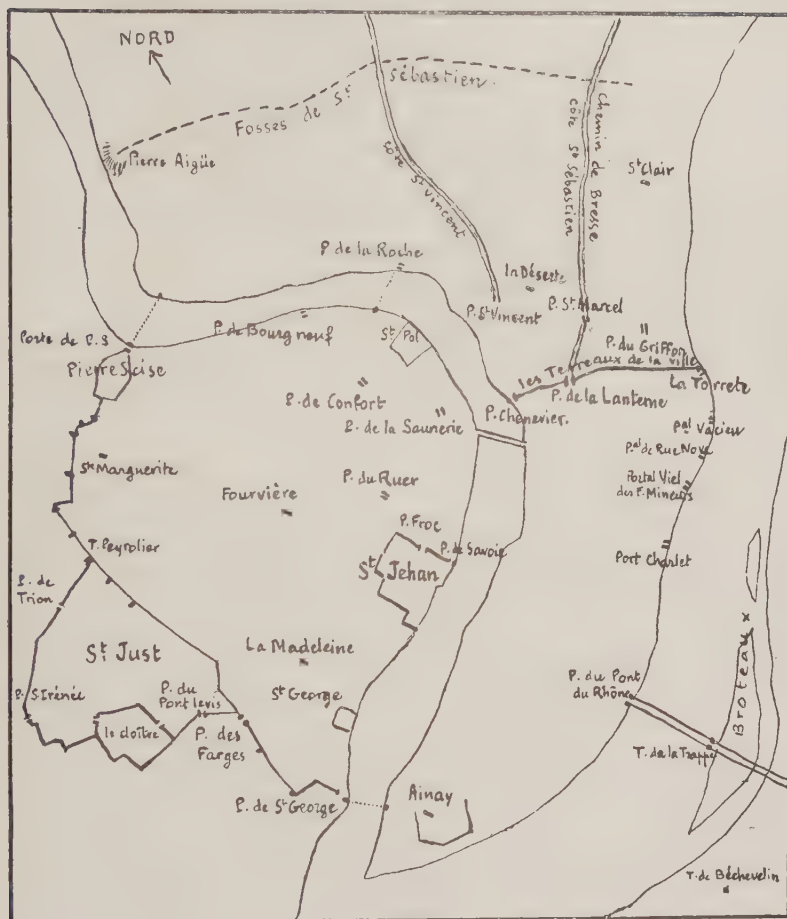
Sur la rive droite de la Saône, au nord, le château épis-

¹² R. C., 31 juil. 1417, p. 64, 65. Léonard Caille prête à la Ville ce qui peut rester dû de la dernière taille (de Bérerd-Jacot). V. aussi 14 et 18 août, p. 70. 5 août (assemblée) pour avoir promptement argent, on fera un emprunt de 100 à 120 personnes... 11 sept., J. Tiboud prêtera à la Ville L lt. qu'il finera à Paris à J. Violet. 3 oct., pour le voyage de Griset, L. Caille lui a baillé 10 l., il les avait empruntées de Bernerd de Varey... Nantuas les lui rendra. 30 janv. 1418... 27 nov. 1422, à Henry Chivrier 5 l. 10 s. pour sa peine d'avoir levé un prest qui avait été ordonné avant la taille de fortification qui cessa et fut révoqué par le moyen de lad. taille... V. R. C., p. 66, 75, 79, 101.

¹³ En 1434, pour le don de joyeux avènement : R. C., 30 mars, II, p. 373.

¹⁴ V. C. C. 392. Comptes des recettes et dépenses de Léonard Caille : emparement de la Ville et dépenses militaires en 1417... Compte de Léonard Caille commis par la Ville à recevoir de P. Chivillon, receveur des aides, le prouffit et émolument du don fait par le roy par lettres patentes du 12 juillet 1417, etc...

LES FORTIFICATIONS DE LYON . 1417-1435 .



copal de Pierre Scize est une défense incomparable, que l'archevêque entretient avec soin. Il a suffi de le relier à la rivière. En bas, la porte du Bourg Neuf avec ses murailles est en bon état, mais il faut que « ceux de la régale » refassent le mur entre les clôtures de la Ville et le glacis de la tour de Pierre Scize, et toute l'autorité du roi ne suffit pas à les y contraindre ; en attendant, et après de longues et inutiles négociations, la Commune fera rompre le chemin de la Chanal à Confort qui permet de ce côté d'accéder

aux maisons de la Ville¹⁵. Saint-Just est mal entretenu, les tours tombent en ruines ; la commune, se substituant aux officiers royaux et au chapitre, procède à la réparation sommaire¹⁶. Ceci fait, la ville paraît aux conseillers suffisamment couverte de ce côté par la raideur des pentes et la muraille qui court le long de la crête, et qu'on appelle le mur de la Retraite. Pourtant on fait « repareiller » en mai 1417 les tours des « closures dessus Fourvière » ; on s'occupe seulement en février 1418 du « barrio en boys de la porte des Farges ; en avril on creuse entre la porte des Farges et celle de Saint-Just « ung fossel profond à ung pont de boys dessus » ; en mai, on refait la grosse tour touchant « la closure de Saint-Just alans vers Sainte-Margarite, le pont levys de Saint-Just, et aussi les tours de par delà »¹⁷.

Au Sud, l'accès très étroit est barré en arrière de la muraille par les maisons fortes de la commanderie de Saint-Georges ; d'autre part le cloître de Saint-Jehan constitue un réduit intérieur que les bourgeois, jusqu'à nouvel ordre, ne tiennent pas à rendre imprenable¹⁸. Le cloître de Saint-Pol, lui, n'a plus aucune valeur défensive, mais tout le quartier aux rues étroites est semé d'anciennes portes fortifiées qu'il

¹⁵ R. C., 2 et 8 janv. 1417, p. 20, 21, 22 : faire contraindre par le bailli « ceux de la régle à faire faire le mur entre les clousures de la ville et la glace de la tour de Pierre Assise ». 28 mars et 15 avril : on fera saisir 50 l. de ce qui est dû à « ceux de la régle », pour refaire « le mur cheut » près de la tour de Pierre Scise. 3 sept. : « que l'on rompe le chemin de la Chanal à Confort »..., 4 fév. 1420 : « faire repareiller le pas de la chanal par lequel chascun passe à pié et à cheval »..., 6 fév. 1420 : « faire clore le pas dessus la chanal incontinent, le plus brief que faire se pourra ». 7 fév. 1420 : « faire repareiller incontinent... non obstans contradictions ou empeschemens de Mons. de Lyon ». 10 juin 1420 : les fossés sont faits... « quelle que soit la marche du procès avec Mons. de Lion, que le terrail de la Chanal reste ainsi qu'il est, comme qu'il soit »... 19 juin : « que si Mons. le bailli peut arranger la chose avec Mons. de Lion... *mais que les fossés demeurent* ». V. R. C., p. 38, 73, 224, 225, 226, 246, 247.

¹⁶ R. C., 25 juin 1417, p. 56 : 2 rôles de Nantuas, le premier pour la réparation des tours de Saint-Just.

¹⁷ R. C., 7 mai 1417, p. 48, 49. R. C., 15 fév. 1418, p. 105 : « A. de Chaponnay respondra à Blacieu de ce que coustera le boys pour le barrio de la porte des Farges, et... « ont promis de le garder de dommage ». R. C., 5 avril, 8 mai 1418, p. 111, 116.

¹⁸ V. 1^{re} partie, ch. III, « le barrio de Porte-Froc ».

serait facile de remettre en état, et de grands pans de murs gallo-romains plus solides certes que les meilleurs travaux contemporains.

La grosse affaire est de clore la presqu'île du côté du Nord-Est, par où débouche le chemin de Bresse, et le principal effort porte sur le mur et les tours de la Lanterne et ce qu'on appelle, d'une rivière à l'autre, les Terreaux de la ville. De plus, à mi-pente du plateau, et sans que l'accès soit barré par un mur continu, existent plusieurs portes coupant les chemins de la côte Saint-Vincent, de la côte Saint-Sébastien et du Griffol ou Griffon, et sur le plateau même, un fossé avec des éléments de retranchements en terre qu'on appelle fossés de Saint-Sébastien.

Dès le 5 mai 1417, l'ordre est donné de fortifier les Terreaux et les fossés de Saint-Sébastien depuis la roche de Pierre-Aigüe jusqu'au Rhône, et bientôt des experts en l'art militaire indiquent ce qu'il faut faire tout de suite pour « résister à la male volonté du Roy des Romains ». Près de la porte de la Lanterne, le mur est « cheut », il faut abattre le mur « vieulx », et cela dure un mois, sous la surveillance d'Aynard de Chaponnay. Le 5 mai on a décidé de « baillier les travaux à priffait », et l'on a convoqué les maçons ; le 25, le mur de la Lanterne se construira « aux journées de la Ville, pour ce que plus loyaument soit fait » ; Nantuas convoquera demain à sept heures les ouvriers à Saint-Jaqueme « pour leur monstrier et deviser l'œuvre »... Le 5 juin, Nantuas fera bâtir le mur touchant la tour de la Lanterne ou aux « jornaux de la Ville » ou autrement, comme bon lui semblera, au profit de l'œuvre. Les hésitations des bourgeois économes cèdent au désir de voir enfin l'ouvrage achevé. Mais le 2 août, rien n'est encore entrepris ; en attendant mieux, on a fait

19 R. C., 28 avril 1417, p. 45. « Andry Chevrier, avec les consuls et des espers visiteront demain les fortifications, afin de repareiller par temps ce que sera à repareiller ». 31 juillet, le bailli fera venir M^e Museton de Viègue, chevalier, et M^e Aquarie de Tollogny, escuyer, pour dire leur avis... Le 6 août, 10 s. à Jaquemet Béguin, revendeur, qui est allé à cheval leur porter les lettres. Le 6 août, le bailli avec Museton et Tollognieu ont visité les terreaux de Saint-Sébastien... on leur a donné le poysson et le vin... V. p. 64, 65, 68, 69.

visiter la tour qui est « dessus la meyson Aynard Chenevier », on fait nettoyer des herbes les fossés de la Lanterne¹⁹... C'est que la menace du Roi des Romains s'est éloignée, et qu'en l'absence d'un danger immédiat du côté des Bourguignons, les consuls pensent de nouveau à épargner les deniers de la Ville. Le mandeur crie donc « qui veut prendre à priffait de faire le mur de la Lanterne à moins de VIII^{xx} livres, on luy songnera pierre, areyne et chaux sur place ». Jaquemet Michon assume l'entreprise et mène rondement les travaux : le 15 octobre on lui donne six-vingt livres pour son prix-fait après avoir examiné l'ouvrage, et, le 27, dix-huit livres de plus pour le fondement de la tour et « une teyse de mur au droit de ladicte tour, et pour avoir accrété le mur et fait archières et crèneaulx » ; on l'engage à cinq sous par jour pour les menues besognes d'entretien²⁰.

Les réparations finies, on songe à améliorer la défense de ce côté ; le 11 novembre, on fait crier à prix-fait la construction de deux tours entre la porte de la Lanterne et le « portal » Chenevier : Jehan Tieullier le jeune s'offre à les construire pour IX^e l. mès qu'on lui songne toute matière sur place » Jaquemet Michon pour « M IIII^{xx} l. parmy ce que, s'il se trovoit, on lui donne licence de prendre de la pierre menue en la perrière de la ville assise à Cuyres » ; enfin M^e Jacques de Beaujeu, maçon, maître de l'œuvre de Saint-Jehan, et l'un des jurés de la ville demande onze cents livres, mais « songnera toute matière ». Le Consulat adjuge les travaux à Maître Jacques, « attendu qu'il est ovrier et scet mieulx, et ne demande ne pierre ne perrière ». L'ouvrage de maçonnerie est terminé à la fin de mai 1418 : « Maistre Jaques ne posera les traveysons de ses tours de la Lanterne sans appeler Claude de Pompierre et Enemond de Sivrieu ». Ceux-ci trouvent les tours trop basses et on baille à prix-fait au même « de aussier les deux tours qu'il a fait novés, chacune de dix pieds d'ault »²¹.

²⁰ R. C., aux dates indiquées, p. 65, 66, 80, 83, et compte de Léonard Caille.

²¹ R. C., p. 84, 85, 118.

On s'est occupé aussi de détruire les constructions parasites qui peuvent gêner la défense : « le bailli fera desrochier le fornél et posterles qui sont faites sur le mur de la ville..... fera oster une viste qui agotte sur les murs et les éguidiers qui passent par les dis murs »²².

Le travail des fortifications se poursuivra des années encore, du moins, le plus important est fait en 1418, et les bourgeois se sentent protégés, mais l'étendue même de cette enceinte et sa discontinuité les obligent à une garde vigilante. Ils ne se croiraient vraiment en sûreté que si l'on organisait une ligne de défense le long des fossés de Saint-Sébastien : chaque fois que leurs ressources augmentent, ils songent à l'entreprendre, mais chaque fois aussi les experts consultés les en dissuadent ; la raison, qu'ils ne nous donnent pas, est sans doute la difficulté de garnir de troupes suffisantes un tel front défensif. En tout cas, connaissant par l'expérience des cités voisines, le grand danger qui provient des faubourgs mal protégés, ils surveillent avec anxiété le bourg Saint-Vincent, et surtout la forteresse délabrée de Saint-Just, qu'à la moindre alerte ils occupent à grand peine et à grands frais.

Le Pont du Rhône, fortune de leur ville, qui leur coûte tant d'argent et tant d'efforts, ne leur paraît présenter aucun danger : ses deux portes et son pont-levis ne peuvent être franchis contre leur volonté.

Les deux rivières étant une merveilleuse défense, il n'est pas question ici de remparts ni de tours. Pourtant il convient de se munir contre toute surprise : les rues qui s'ouvrent sur le Rhône en amont des Frères Mineurs sont closes de bonnes poternes ; pour les autres jusqu'au pont du Rhône, et pour celles du côté de Saône, à droite et à gauche, on y tend des chaînes en cas de besoin. En outre, sur le Rhône du moins, elles devront être « palliciées », pour que bateaux n'y puissent aborder.

Reste le cours même de la rivière : la Ville doit en être maîtresse, tant pour sa propre sûreté que pour le service

²² R. C., 1^{er} mars 1418, p. 106, 107.

du roi : pour interdire le passage, sur le Rhône, on met simplement des traverses entre les piles du pont²³. La Saône est barrée de deux chaînes tendues d'une tour à l'autre, et portées sur des bateaux. Les chaînes sont placées le 14 septembre 1417, puis on les juge insuffisantes ; en janvier 1418, on achète à Messire Paterin la chaîne qu'il veut vendre, on la fait « croistre du gros qu'elle est pour la tendre en travers de Saône au dessoubz de Pierre Ençize » on y met « le batteau où l'on a fait la bastellie ». On fait « alongir la chaîne que l'on a ostée de la Porte de la Roche », et on la tend devant Saint-Georges ; celle de Saint-Georges est installée en renfort à hauteur de la Porte de Bourg Neuf pour doubler la première. Les bateaux pour porter les chaînes sont loués ou réquisitionnés, puis, comme le péril dure et qu'ils souffrent, la Ville les achète et les fait réparer ou dépecer : c'est une assez lourde dépense, d'autant qu'il faut un homme pour « agotter les batteaux, baissier et haussier les cheynes quand besoing est »²⁴.

²³ R. C., 6 août 1417, p. 68, 69, 93, 96. « J. de Beaujeu et J. de Blacieu mettront aux arcs du Pont du Rosne les fustes nécessaires pour empêcher que les ennemis n'y puissent passer par batteaux ». 30 déc. 1417, « mettre les traversies au pont »... 7 janv. 1418, « faire pallicier les rues dessus Saône où il n'y a point de cheynes, à la part du Royaume... faire pallicier depuis les menours jusqu'au pont de Rosne, que batteaux n'y puissent prendre port de nuyt », etc., etc.

²⁴ R. C., 14 sept. 1417, p. 76, 100, 102, 103, 119, 128, 132, 142, 189, 225, « que l'on tendet incontinent la cheyne de la Roche »... 25 janvier 1418 : « Jaquemet Michon fera remuer la cheyne devers Saint-George à la Roche, et celle de la Roche à Saint-George ». 31 janvier : faire garnir la cheyne de la Roche de batteaux bastilliés et autres deffenses »... 6 février : 11 avril... la chaîne de Mre Paterin. 27 mai : « 46 l. 5 s. à Hugonin Garnier pour avoir fait la bastille... 81 l. 12 s. pour la chaîne de Pierre Assise (prix d'achat), 29 sept. : 120 l. à Annequin d'Ollande pour 16 quintaux 66 l. de petites chaînes, et 18 qx 62 l. de la grosse cheyne dessoubz Pierre Assise ». 21 oct. 1418 : « 5 l. à Jaquemet Torvéon, pour le loage de ses deux batteaux du pont de Collonges, qui ont esté dessoubz les cheynes »... « 10 s. pour la peine du dit Anthoyne d'avoir agotté... par l'espace de deux moys ou environ ». 15 décembre : 8 l. au même... « et quant on les a ostés, ils estoient tous gastés et rompus »... 11 sep. 1419 : « Visiter le bateau près de l'orme de Saint-Vincent, le repareiller et s'il ne valoit la réparation, le despesser pour faire des placeaux à repareiller le pont de la fuste de Rosne »... 6 fév. 1420 : « que l'on achète des sapines pour mettre souz les cheines, afin de non paier de loage qui ne monteroit guières moins qu'elles ne costeront ».

Ce n'est pas tout que d'avoir de bonnes murailles, on doit pouvoir les défendre, et l'étendue de la Ville, comparable à celle de Paris, ne permettant qu'un système discontinu de fortifications, la défense est fort difficile.

Le 23 juillet 1417, une grande assemblée fut tenue à Saint-Jaqueme en présence des gens du roi frais échappés de Mâcon ; les consuls assistés des maîtres des métiers et de nombreux notables y arrêterent les mesures à prendre. On organise la garde des portes, on s'assure de l'état des chaînes, on vérifie les « harnoys » des citoyens, on retient dans la ville tous ceux que détiennent les marchands, leur faisant défense d'enchérir les prix ; on envoie chercher des gentilshommes du pays pour avoir leur avis, et l'on avertit aussi les bourgeois que tous conseils seront les bienvenus. Enfin l'on requiert les gens d'Eglise de prendre part à la défense²⁵. Dans les jours qui suivirent l'assemblée, l'accumulation et la mise en état du matériel, harnoys et artillerie, furent activement menées : les citoyens qui détiennent des artilleries de la ville les rapportent, on en achète au dehors, on en fait fabriquer ; on engage deux fèvres à prix fait « pour ce qu'ilz scevent forger trait et trave d'une bombarde », on met à leur disposition une forge, on recherche partout « s'il n'y a nulz maistre à faire fusts, à assigier et enfuster les bombardes » ; on engage pour trois ans un « adobeur d'arbalestes »²⁶ ; on entasse

²⁵ R. C., 23 juil. 1417, p. 60, 62, 66, 67 : « En présence de M^r Iéronime Balard, du procureur du roy et de Messire J. Liatoud, docteur en loys... assemblée mandée le 22 pour le 23 à 7 heures : les consuls vieux et nouveaux, 33 maîtres des métiers, 21 notables, 5 août : « devers matin », deuxième assemblée 19 maistres des métiers, 25 notables, et après dîner avec 23 autres notables...

²⁶ R. C., 31 juil., p. 64, 65, 81, 96, 111, 112 : « 32 lt. à J. Tiboud pour 24 arbalestes à baudrier et une à tour qu'il a achetées et payées pour la ville »... 16 oct. : 13 l. 10 s. au fèvre d'Anse pour deux bombardes... 4 l. 10 s. à un serraillier du Pallays pour une bombarde... 7 janv. 1418 : 10 s. pour un ausse-pié à tendre arbaleste à tour. 28 mars : P. Drevon, fèvre de Fontaneys, Durant, fèvre de l'Abépin affermé à 6 lt. chacun par moys... 11 avril : acorder avec la vefve de feu Bernerd le fèvre combien l'on ly donnera par moys ou par sepmaine de sa forge qu'elle a bailliée aux ovriers de la Ville qui forgent le trait... 27 juillet 1417, engagement de Guillermin Valette de Saint-Romain de Coson, affermé pour repareil-

les pierres de bombardes, on rapporte d'Anse par la Saône les soixante-dix-sept boulets qui y étaient déposés depuis le temps d'Amé de Viry, on en donne à faire aux tailleurs de pierre de la ville, et même aux « ymaginiers » de Saint-Jehan²⁷. La poudre est amassée par Pierre de Cuysel, assisté de l'épicier Raymond Dodieu et de l'apothicaire Guillaume Gontier, tous deux « espers en la science », on réquisitionne le salpêtre, on en fait venir un quintal de Romans, quatre quintaux et demi de Montpellier..... Enfin on va chercher en Dauphiné un certain Ruboud pour être « maistre des bombardes »²⁸.

La Ville disposait, tant pour la garde du pont que pour celle des portes, d'un petit personnel devenu avec les circonstances tout à fait insuffisant. Elle avait à Fourvière un « gayte et trompette » dont les fonctions ordinaires étaient à peu près celles d'un garde champêtre au milieu des vignes ; il faut maintenant qu'il se charge de visiter les tours et les murailles et qu'il fasse vraiment le guet. On en installe un autre en la « bayetière » de Saint-Nizier, qui devra « tromper » à la première alerte, et veiller la nuit²⁹. Aux portes devront prendre la garde quelques-uns

ler les arbalestes et autres artilleries, pour trois ans à 100 s. par an... et sera païé raysonnablement oultre sondit salaire... devra demourer à Lion, mais sera franc de tous faits de ville...

27 R. C., 25 mai, 23 juillet, 1^{er} sept. 1417, p. 50, 51, 60, 73. Mandat à Oydel pour le voyage par eau d'Anse à Lyon. V. C. C. 392: Quittances du 11 janvier et du 10 avril 1418, de David d'Autriche, ymaginier, qui a fait des pierres de bombardes... pour 4 livres.

28 R. C., 31 janv. 1418, p. 102, 106, 107, 112: Dodieu donne le salpêtre à 2 gros la livre. 1^{er} mars: « Ruboud, maistre des bombardes, en a retenu un quintal à ce pris à Romans. » (Ruboud arrive de Vienne il a été recommandé à la Ville par le Doyen G. de Montchenu). 11 avril: A. de Chaponnay et Bernerd de Varey... « faire faire de la pouldre de bombarde des 4 qx 55 l. de salpêtre que a fet venir pour la Ville ledit Aynart de Montpellier »...

29 R. C., 5 août 1417, p. 67, 75, 91, 96, 126 : P. Besanczon, affermé « gayte » de Forvière à 30 s. par mois. 11 sept.: « Henri Martin, de Serdon, gayte de Forvière à 30 s. par mois... et doyt visiter les tours de la muraille d'entour »... 7 janv. 1418: « un lit et une couverte pour le gayte de Forvière ». 10 déc. 1417: « Mathe de Lornages, trompette, affermé pour tromper comme gayte en la bayetière de Saint-Niziès, à 30 s. par mois ». 3 sept. 1418: « 3 fr. par mois de cy en là... attendu qu'il est tout seul, et le temps de la guerre, et bonnement ne porroyt vivre de ses gaiges acoustumés »...

des principaux citoyens, mais l'organisation pratique des relèves est difficile, et subira de nombreux changements: d'abord, à chaque porte, un ou deux gardes aux gages de la Ville, qui demeureront continuellement. Au mois de septembre, on fait clore et murer la porte de la Roche et celle du Griffon, celle des Farges, « attendu le peu de gens et la petite garde de la Ville de Saint-Just » ; à Saint-Vincent, on établira un « barrio » au dehors, que garderont les gens du bourg ; à chacune des autres portes, une notable personne entre les autres, qui sache parler et répondre, devra clore les vantaux en s'en allant et bailler les clefs à celle du lendemain. En octobre, nouvel essai : aux quatre portes laissées ouvertes, un des premiers de la ville « à gaiges compétens, pour savoir qui ystra ou entrera dans la ville, et de nuit emportera les clefs et le lendemain les ouvrira et demourra tout le jour avec les gardes ordinayres ». Puis, le 31 décembre, plus de portiers à gages: le plus notable des gardes clora la porte à la gayte.

En janvier 1418, on fait murer à sec les portes de Saint-Just et de Saint-Irénée dont les Lyonnais vont désormais assurer la défense. Et c'est encore tout le long de l'année la même indécision : quelques défiances même en juillet 1418 obligent à partager les clefs de chaque porte entre plusieurs citoyens, à faire changer quelques serrures³⁰.

³⁰ R. C., 23 juillet 1417, p. 60, 62, 76, 77, 83, 95, 106, 107, 115, 119, 123, 124: « à chaque porte un homme espécial avec la clef, qui demourera continuellement, aux gaiges de la Ville » (avec deux gardes, et, la nuit, deux gaytes). 14 et 25 sept.: « clore et murer »... 27 oct.: « Jaquemet Torvéon, Denys Saunier, Tévenet de l'Alben, J. de Durche... ont marchandé à J. de Durche à deux escuz pour un moys à la porte de Saint-George »... 31 déc.: « le plus notable »... 1^{er} mars 1418: un notable « yra tous les soirs clore la porte et gardera la nuyt les clefs et le lendemain la retournera ouvrir et la lessera de jour aux gardes... » pour les quatre portes maîtresses et celle de Saint-Just ; un autre surveillera « les portes et posterles dessus le Rosne ». 23 avril: le service de chacun durera 15 jours. 27 mai... « et seront tantost changées de chacune desdites portes une clef ». 13 juillet: « ...à chaque porte un homme saige et discret, à gaiges souffisans, gardera les clefs, y demorra tout le jour et saura qui sauldra et qui entrera, et fera selon les instructions qui sur ce luy seront bailliées ». 15 juillet: « la moytié des clefs de Bornuef à Loys Espicier... de Saint-Marcel à G. de la Mure ».

Les gardes ordinaires et les patrouilleurs du guet ne sont pas sans donner des soucis aux conseillers : ils résistent quand on les mande, tant pour les portes que pour faire les rondes de nuit, injurient et maltraitent les mandeurs, ou bien ils se laissent mander, mais ne viennent pas, il faut les « gagier » et les mettre à l'amende ; ils s'en vont « après qu'on les a reconnus », bien qu'il y ait un visiteur du guet et de l'escharguet. Tout cela est fort ennuyeux : d'abord la ville est mal gardée, puis le bailli pourrait bien s'en mêler, au grand préjudice des privilèges municipaux ³¹.

Ce désordre amène les citoyens à s'assembler de nouveau le 6 février 1418, dimanche de Carême-prenant, pour remettre sur pied les milices, ordonner les dizaines qui suivront les bannières, — on dit aussi : faire les « establies ».

Après les prescriptions du 23 juillet 1417, les consuls avaient requis le bailli « qu'il face commandement de par le roi N. S. à tous ceulx de Lion qui se devront armer qu'ilz soient armés chacun selon son estat dedans huit jours, et ce sur certaines grosses peines ». On avait fait un « versail » près du Rhône pour jouer au jeu de l'arbalète ³². Puis il avait fallu s'excuser auprès du roi de ne pas lui envoyer les gens d'armes qu'il demandait ³³. L'assemblée

³¹ R. C., 23 nov. 1417, p. 86, 87, 112, 115: « ...ont été gagiés pour s'estre en alés trop tost de la Porte Saint-Marcel... on leur rendra leur gaigne... attendu qu'il estoit près du soleil couchant, et il leur estoit neccessaire pour aler à une foyre ». 11 avril 1418: P. Barbier... « revisitera le gayt de nuyt devers Sainte-Margarite, car les gaites s'en vont après que l'on les a recogneu... et payera le défailant audit guet chacune foyz 5 s., salve la moduration de messieurs les consulz ». 23 avril: P. Barbier retenu pour visiter les œuvres, le guet et l'escharguet à la partie du Royaume, à 5 s. par jour « et rapportera les deffaulx »... Pour les résistances et injures, v. 1^{re} partie, ch. III.

³² R. C., 23 juillet 1417 et jours suivants, p. 60 et suiv.

³³ R. C., 3 octobre 1417, p. 79. « Ilz ont esté d'accords de sceller trois lettres missoires tramises en France par Estienne Grisot dit du Pollet, c'est assavoir l'une à Mons. le Connestable, l'autre à Mons. le Chancelier et l'autre à J. Violet faisans mention que le Roy nostre Sire vueille avoir la Ville de Lion pour excusée de lui envoyer gens d'armes, comme mandé et requis l'avoit ledit Sr par ses lettres patentes. » 24 octobre, p. 81.

de février constitua sous le commandement d'Andry Chevrier, lieutenant du bailli en sa qualité de capitaine de Lyon, quatre bannières pour l'Empire et trois pour le Royaume, chaque bannière à deux ou trois pennons : une bannière par quartier, un pennon pour une rue avec les « ruelles » attouchantes³⁴. Les milices ainsi établies, dont la valeur en rase campagne eut été au moins discutable, suffisaient pour la défense d'une ville forte, et surtout de la Ville ; elles assurèrent la garde de Lyon et du pont du Rhône, au moment où les Bourguignons assiégeaient Villefranche pour masquer le mouvement de l'armée du Prince d'Orange vers le midi, et où la négligence du Sr de Bonnay obligeait la commune à défendre aussi Saint-Just.

La grande assemblée de juillet 1417 avait aussi institué tout un système d'informations ; dès lors les Lyonnais se tiennent au courant des mouvements de troupes du côté de la Bourgogne : ils envoient fréquemment des gens pour voir ou savoir ce qui se passe. Le 31 juillet 1417, François Loup, drapier, va pour la Ville jusqu'à Chalon³⁵ ; le 25 septembre, on écrit au duc de Savoie, lui demandant de ne pas laisser passer par ses domaines les gens d'armes qui menacent Lyon, de ne pas écouter les plaintes des ban-

« Ilz ont reçu par Estienne du Pollet une lettre missoire de J. Violet et une lettre du roy par lesquelles il a relevé le citiens de Lion d'envoyer gens d'armes en France, comme enjoint leur avoit esté ». Voir A. A. 5-5, la lettre du roi.

34 R. C., 6 février 1418, p. 102. Empire. 1^e bannière, P. de Cuyssel : pennons, J. Faure, J. Tibout, J. Durant. 2^e bannière, Ant. de Chaponnay : pennons, J. du Nyèvre le Grant, En. de Sivrieu, Mathe Odebert. 3^e bannière, P. du Nyèvre le jeune : pennons, Bern. de Varey, G. Gontier, Est. Garin. 4^e bannière, de Saint-Vincent, P. de Somuys : pennons, J. Tieulier et Fr. Berrutier, J. Andrevet. Royaume : 1^e Bannière, Saint-Pol, Cl. de Pompiere ou Léonard Caille : pennons, T. de l'Alben, en. Gondin, Math. Bottu. 2^e Bannière, du Palais : Ayn. de Villeneuve ou son frère : pennons, R. Dodieu, P. Julien. 3^e Bannière, de Saint-George : G. de Monpancier : pennons, G. de Bames, P. Bullioud. A ce moment, l'on ne peut faire entrer en ligne de compte les ecclésiastiques, comme on le fera l'année suivante. Deux commissions, — Empire et Royaume, — furent chargées de « faire et ordonner les dizaines » qui suivront chaque pennon. Aussitôt qu'un chef pouvait réunir ses « establiers » il devait organiser et réparer ses establies.

35 R. C., 31 juillet 1417, p. 65, après dîner « à Chalon et aviron pour sentir des nouveaux ».

nis qui se sont réfugiés chez lui, et d'apaiser le différend ému fort mal à propos entre la Ville et le châtelain de Miribel ; nous possédons copie de la supplication des consuls et le texte de la réponse bienveillante du duc à ses bons amis de Lyon ³⁶.

Les excuses du consulat envoyées au roi le 3 octobre au lieu des gens d'armes qu'il avait demandés arrivèrent tard à Paris, car le messenger Estienne Grisct, « hoste du Pollet », avait été en route dévalisé par les Bourguignons, et il convint de lui rembourser le prix de son cheval : du moins connut-on bien alors qu'il y avait des soldats en Bourgogne. Le 24 octobre, Jehan du Pré, ferratier et saulnier, qui avait de par ses affaires, des relations commerciales dans tous les pays de la Saône, s'aventure jusqu'à Châlon et apprend qu'il y a foison de gens d'armes autour de Dijon ; le 7 décembre, on profite de ce que le prieur des Carmes se rend à Autun ; le 3 janvier 1418, Benoît de Roche va en Savoie et en Mâconnais ; le 13, Jehan de l'Arche revient de Beaujeu et de Cluny ³⁷. En février, les Bourguignons attendus ont mis le siège devant Villefranche, menacé directe pour le Lyonnais. Mais maintenant la Ville très fidèle est prête à résister.

³⁶ R. C., 25 septembre, p. 76-77: « on escripra à Mons. de Savoye... on dit qu'il a gens d'armes en Masconnois à la partie de l'Empire pour venir de par le duc de Bourgongne contre la ville de Lion... qu'il ne laisse passer lesdis gens d'armes... » V. A. A. 5-6. La requête ne parle que des affaires de Miribel, il en est de même de la réponse adressée le 12 octobre à Henri de Villette: copie livrée à ceux de Lion le 14 du même mois (publiées Caillet).

³⁷ R. C., 24 octobre, p. 82. V. Compte de Tieven Grisct, C. C., 392-18. R. C., 13 janvier 1418, p. 97-98: « 2 l. à J. de l'Arche pour quatre jours qu'il a demouré à cheval en alans vers Beaujeu et ou pais d'environ, jusques près de Clugny savoir s'il y avoient nulz gens d'armes comme l'on disoit... ilz y avoient bien esté CLX chevaux qui s'en estoient alés la plus grant part à leurs hostelz ». R. C., 3 mars 1418, p. 108: 7 l. à Benoît de Roche pour 14 jours qu'il a servy la ville à cheval pour aucunes grosses besongnes contenues en ung rolle qu'il a baillé. V. C. C. 392-15: quittance de Benoît de Roche du 28 oct. 1418, avec le détail des dépenses.

3. Les gens du roi au secours de la Ville.

Les Lyonnais, qui depuis l'été 1417 surveillaient les mouvements de troupes en Maconnais et au sud du duché, n'avaient eu heureusement que de vaines alarmes, mais au mois de janvier les messagers que la Commune envoyait ont pu reconnaître en deux points précis de gros rassemblements de gens d'armes, et tout le pays s'en est beaucoup ému. A Mâcon, Jehan de Toulangeon, Sr de Santenay, futur maréchal de Bourgogne, reçoit à sa montre quatre cents hommes d'armes, Bourguignons du bailli Girard de la Guiche, Savoyards et Bressans de Jehan de la Baume, enfin des arbalétriers allemands ; à Châlon se forme un corps plus puissant encore, sous les ordres de Louis de Châlon, Sr d'Arlay, fils aîné du prince d'Orange : celui-ci est destiné au Languedoc, mais les Lyonnais n'en savent rien, et, d'ailleurs, le passage seul d'une telle armée est une aventure périlleuse¹. Comme le Beaujolais était d'abord menacé, la Ville a envoyé des hommes au secours de Villefranche, puis, les choses traînant en longueur, les hommes sont rentrés, mais le consulat chargera encore le 15 février Estienne Oydel et P. du Nyèvre dit Mandront d'aller vers les gens de Villefranche pour les « conforter » et leur dire « comme ceulx de Lion les seconderont de leur povoir contre les Bourgongnons »². En même temps, inquiets d'une attaque sur la frontière de Dombes, il a désiré

1 B. N., Collection de Bourgogne: 58, f° 344 et 65, f° 152. V. Bazin, loc. cit.; les deux montres ont eu lieu en février.

2 R. C., 15 février, p. 104. C. C. 392: 3 et 4 février 1417, v. s. (publiée Caillet). Au revers de la minute d'une lettre d'Andry de la Fay à Nizier Barbichon, procureur de la ville avant 1412, on trouve un brouillon raturé intitulé: Mémoyre des arnois pris des habitans de Lion pour envoier devant Villefranche. La date de ce mémoire peut être discutée : plusieurs noms coïncident avec ceux de la liste publiée par Caillet, mais il s'agit bien du temps d'Amé de Viry. A. A. 101-1. R. C., 11 avril, p. 113: 6 l. à P. du Nièvre et Est. Oydel pour « estre alés dire à ceulx de Villefranche que ceulx de la Ville et eulx soient tous ungs dans la guerre du roy contre ses ennemis ».

s'entendre avec les officiers du duc de Savoie en ces pays, qui pouvaient le renseigner, et obtenir de leur seigneur des garanties contre le passage de l'ennemi par ses domaines. Griset, chargé d'une reconnaissance aux confins bressans de la comté de Bourgogne, est allé à Bâgé prendre le châtelain qui l'a accompagné dans tout son voyage et jusqu'à Chambéry, aux frais de la ville³ ; on s'est assuré de la bonne volonté des deux frères de Villette, Henri dit Charbucle, châtelain de Miribel, et Hugonin alors lieutenant bienveillant du châtelain de Genay.

Cependant sont arrivés à Lyon, venant de France, à la fin de février, le Sr de La Fayette et Imbert de Grôlée, envoyés par le roi avec des troupes aux frontières du Mâconnais : la Commune pour se défendre a maintenant de vrais hommes de guerre et de bons serviteurs du roi⁴. Gilbert de La Fayette, puissant seigneur d'Auvergne, est un des bons capitaines du parti dauphinois ; il a dès cette époque accompli nombre d'exploits qui l'ont porté au premier rang ; formé aux côtés du vieux Boucicaut, à qui il succèdera bientôt dans sa charge de Maréchal de France, c'est un homme rude mais non cruel, modérément cupide, inapte au brigandage ; armagnac certes, mais non des plus compromis, il était fait pour plaire aux bourgeois de Lyon. Imbert de Grôlée est un jeune homme, cadet d'une ancienne famille de bannerets dauphinois, originaires du Bugey. La branche aînée qui y est demeurée, sert le duc de Savoie son suzerain, mais tient en son pays le parti de France ; les Grôlée du Dauphiné sont très attachés au Dau-

³ R. C., 1^{er} mars, p. 107 : 5 l. 15 deniers à Est. Griset dit du Pollet : « a chevauchié 9 jours à Chambéry et à Bagié pour certaines besongnes grosses touchans le bien et honneur de la ville... et la despense du chaste-lain de Bagié qui a esté et chevauchié avec led. du Pollet ».

⁴ A. A. 22-3 : Lettre de créance de la Fayette et Grôlée, du 28 janvier, publiée Caillet : « pour veoir l'estat et gouvernement de lad. ville et dudit païs et à ce que nos subgiés illec ne soient troublés les bons par autres séditieux et malvais se aucuns en y avoit ». A. A. 20-21. Lettre aux consuls annonçant l'envoi de La Fayette, du 1^{er} février, P. J., n° VIII. Cette lettre reproduit les défenses de recevoir les ordres de la reine contenues en une lettre du 31 janv. : v. A. A., 22-20, publiée Caillet.

phin, et portent leurs armes partout où son service les appelle ; les uns et les autres sont liés depuis longtemps avec l'Eglise et la Ville de Lyon, où ils ont de grandes possessions et séjournent souvent. C'est à Lyon et dans la région qu'Imbert de Grôle se va parcourir en notre temps sa brève et glorieuse carrière.

Le 3 mars, les consuls vont leur faire compliment, les invitent à visiter les fortifications nouvellement réparées et leur demandent avis sur les travaux en train ⁵. Ils obtiennent d'eux quelques hommes d'armes pour la ville, et sur leur conseil, tout en faisant à la convocation du ban et du « rièraban » qu'ils ont reçue la réponse la plus respectueuse, ils n'envoient pas d'hommes au roi : toutes les troupes disponibles sont nécessaires, car l'ennemi arrive à leurs portes ⁶.

Avant le milieu de mars, La Fayette et Grôle se sont mis en route vers le nord. Les Lyonnais ont ressenti de leur départ un certain soulagement, car leurs soudards ne valent pas mieux que les autres ⁷. Mais, tandis que la petite armée royale avançait dans la direction de Mâcon, arrivaient de la part de l'Empire de très mauvaises nouvelles, des lettres affolantes envoyées par les deux Villette au commencement de la semaine sainte : c'est l'armée de Louis de Châlon qui défile sur les deux rives de la Saône, et qui, selon toutes les apparences, menace la ville de Lyon. Hugonin fait savoir le mardi que tous ces gens d'armes avaient voulu passer par l'Empire et prendre Miribel et d'autres places, que le bailli de Bresse, installé à Pont

⁵ R. C., 3 mars, p. 108 : « les conseilliés, appelés des autres notables de la ville yront par devers messire de la Fayette, messire Humbert de Grôle et mons. le bailli, tous commissaires en ceste partie leur remercier la présentation qu'ilz ont faicte à la garde de la Ville et leur présenter que quand il leur plaira d'aler visiter la fortification de la ville, lesdis conseilliers et autres les accompagneront ».

⁶ A. A. 5-5 : Lettre du roi, de Creil, le 6 février, convoquant l'armée pour le 1^{er} mai. Cette lettre, comme celle du 13 septembre précédent, expose les motifs de cette convocation. Même cote : copie de la réponse envoyée au roi par les consuls le 15 mars.

⁷ V. plus bas les démêlés de la Ville avec P. de Challes, lieutenant de la Fayette.

de Veyle ne les a point laissés passer, et que la veille au soir, décidés à venir tous par le royaume, ils logeaient à Belleville et à Rencins..... Et le mercredi saint, « bien tard à la chandoille », Charbucle écrit : « Mons^r d'Alguet vient à très grant puissance sur ce pais avec beaucoup de bateaux sur la Saône, chargés de bombardes et d'artilleries, et que son intention est de loger à Vimy et à l'Île Barbe... il aurait onze mille chevaux, ajoute-t-il, mais je n'y crois pas..... »⁸. Le prince d'Orange n'avait que faire à Lyon ni à Vienne, il passa outre, nous ne savons par quel chemin, se dirigeant vers Nîmes. Cette fois encore l'alarme fut vaine, mais on l'avait échappé belle⁹.

Depuis les premiers jours de mars, la Ville avait donné au bailli quinze de ses bourgeois pour aller avec quinze hommes d'armes occuper Saint-Just, que les chanoines ne peuvent pas défendre. Bientôt arrivèrent quatre-vingts hommes d'armes au seigneur de la Roche, qu'on laisse entrer le 12 mars, à grand regret, avec force précautions : « que le bailli les établisse encontinent es lieux nécessaires pour la garde..., et que les lanternes soient allumées, et soit crié par la ville... » Et deux sergents royaux sont requis pour les accompagner à Saint-Just et tenir garnison avec eux, « car ilz sont estrangiers et non congnieus ». Le danger passé et les soudards éloignés, c'est encore la Ville

⁸ A. A. 104-60 : lettre de Hugonin de Villette. A. A. 78-20 : lettre de Charbucle (publiées Caillet, dans un recueil introuvable), P. J., n^{os} IX, X. On trouve aux R. C. à la date du 27 mai, p. 120, un mandement de 7 sous 6 d. « à P. Magnin, pescheur, pour deux jours qu'il a vacqué pour la ville en alant à Miribel et à Vimies porter deux lettres closes de par la ville, l'une à Charbucle et l'autre à Hugonin de Villette. »

⁹ V. Dom Vaissète (Molinier), t. IX, col. 1040 — et Preuves, p. 131. — Le 30 janvier, la reine a nommé Louis de Chalon « procureur général, messenger et ambassadeur spécial, pour réduire et mettre à obéissance le pays de Languedoc, avec pouvoir d'abattre et mettre jus les aides et les subsides sauf la gabelle du sel »... Son armée prend « la route du Rhône », s'empare de Pont-Saint-Esprit, le 5 avril, échoue devant Beaucaire, et entre en Languedoc. (Louis de Chalon est alors Sr d'Arlay et Cte de Genève; à la mort de son père en sept. 1418, il prendra le titre de Prince d'Orange).

qui doit garder Saint-Just tout le mois d'avril, car le bailli de Bonnay n'en a cure ¹⁰.

Cependant l'armée de La Fayette était entrée en Mâconnais ; elle avait surpris et battu les Bourguignons qui assiégeaient la garnison armagnacque du château de Solutré, et maintenant, sans rencontrer de résistance, elle ravageait le pays, brûlant les villages et détruisant les récoltes : ils ont pris « plusieurs de nos gens, femmes et bestes », écriront bientôt les Mâconnais à la duchesse de Bourgogne, ils viennent tous les jours jusqu'aux portes de la ville, et se vantent d'empêcher de recueillir moissons et vendanges ¹¹.

¹⁰ A. C. de Saint-Just: voici les quelques mesures prises par les chanoines: 9 juillet 1417: on clora les portes du cloître à l'heure de la cloche du soir, et on ouvrira à matines. 26 oct. : ordre aux gens d'église qui habitent hors du cloître, d'y ramener leurs personnes et leurs biens. Deux chanoines nommés capitaines de Saint-Just. 26 janvier: il a été signifié à l'obéancier par le bailli de Mâcon parlant à sa personne que d'ici douze jours et sous peine de confiscation, ils garnissent de vivres et de gens armés leurs châteaux pour la garde du roi.

Mesures prises par la ville : R C., 7 mars, p. 109-110 : « que le bailli preigne XXX hommes d'armes, assavoir XV de la ville et XV estrangiés pour soy accompagner et pour garnir Saint-Just, et les eslira à son plésir »... 12 mars, p. 110 : « ... IV^{xx} hommes d'armes et LX hommes de trait qui sont au seigneur de la Roche et pour le servisse du roy »... 23 mars, p. 110: « 42 s. 6 d. à Jehan Lecamus, sergent royal, et ung de ses compaignions pour leurs despens d'avoir fet la garde à Saint-Just lundi et mardi sains (21-22 mars) avec la garnison de gens d'armes qui y estoient... *pour ce que lesdis gens d'armes estoient estrangiés et non congnieus* »... 22 avril, p. 114 : le bailli est requis « qu'il vueille ordonner X hommes d'armes pour la garde de Saint-Just, aux gaiges du roy, et, s'il ne le vuet fere, l'on y envoiera de ceulx de la ville »... 27 mai, p. 121: divers mandement à des gens de Saint-Just (hôteliers ou albergours) ; à Ayn. de Chaponnay. Tévenet Buatier et 40 hommes, du 9 au 13... pour leur dispense; à Mathe Odebert et 20 hommes, du 12 au 17; à Henry Chevrier et J. Gontier et 36 h. de la ville, qui y ont été du 13 au 17 mars.

¹¹ Bazin, loc. cit.: les Armagnacs étaient maîtres de Solutré depuis le 2 août 1417; les gens de Mâcon attaquent le château en avril. Surpris le 29 avril par l'armée de secours (La Fayette et Grôle), ils sont mis en déroute, l'artillerie prise, et les prisonniers amenés à Anse et à Villefranche. La Fayette a brûlé le bourg de Solutré, Vergisson et d'autres villages... il tient la campagne malgré le renfort de 100 hommes d'armes envoyé par la duchesse: Coll^{on} de Bourgogne, 58, f^o 314. Après l'affaire de Chazay, il rentre en Mâconnais, où il est encore sur les champs en novembre.

Tandis que les capitaines armagnacs courent la campagne mâconnaise, Girerd de la Guiche est venu par la montagne et a mis le siège devant Chazay sur l'Azergues, chef-lieu des possessions de l'abbaye d'Ainay. La Fayette revient, engage avec les Bourguignons une guerre d'escarmouches, qui traîne, et pour laquelle il réclame à la Ville et au plat pays deux cents arbalétriers qu'il établira aux lieux circonvoisins de Chazay. La Ville pour sa part accepte d'en donner quarante, puis cinquante, mais, comme les bourgeois ont affaire, — il faut encore assurer la garde de Saint-Just comme au mois de mars, — ils les envoient quérir en Bresse et en Dauphin  ¹².

Un fait vient préciser ici la position de la Commune à l'égard de la cause royale : tandis que La Fayette, une fois les arbalétriers fournis, ne s'occupe plus des Lyonnais et se repose entièrement sur leur bon sens et leur activité, le chef de l'armée royale, se substituant au bailli qui a épuisé là tout son pouvoir, harcèle sans arrêt les seigneurs de Saint-Jehan pour obtenir d'eux la mise en défense de leurs forteresses, et devant leur désarroi et le peu d'empressement qu'ils apportent à lui obéir, finit par mettre la main sur la ville d'Anse et les châteaux au nord de Lyon. La Ville se comporte en ville frontière, épousant étroitement les intérêts du roi, les confondant avec les siens ; le chapitre ne voit pas plus loin que ses devoirs et ses droits de seigneur féodal. Devant la menace allemande, il a pris quelques mesures, a nommé courrier d'Anse un gentilhomme du pays, l'assurant d'un prompt secours si la

¹² R. C., 16 mai, p. 118: Des deux cents arbalétriers que demande la Fayette, la Ville en fera quarante, puis, le 22 mai, p. 118, cinquante. 27 mai, p. 119: « ilz ont chargé Jehan Jatry et Andry de Fribourg d'aler pour quérir en Breyse des arbalestriers ce qu'ilz pourront finer pour envoyer avec ceulx du plat pais autour de Chasey », mandement de CV livres. 16 juillet, p. 125: VII l.    J. Mogon dit Jatry, pour XIV jours qu'il a chevalchi   pour la ville tant à finer XXV arbalestriers qu'il est al   quérir en plusieurs villages du Dauphiné pour les envoyer au Sr de la Fayette    Anse pour aler devant Chasey... comme pour aler à Saint-Lorens de Mascon et   s autres lieux de Breyse savoir s'il y avoit nulles gens d'armes que l'on disoit qu'ilz venoient sur Lion par ledit pais de Breyse ».

guerre imminente arrive ; puis, en l'absence du doyen élu, Geoffroy de Montchenu, qui réside à Vienne, où son rôle comme vicaire de l'archevêque fut alors très actif et bien-faisant, il fait visiter les châteaux par deux chanoines accompagnés du maître de l'œuvre : la ruine et le délabrement sont installés partout, chaque mansionnaire en rejetant la faute sur son prédécesseur. Lorsque, le 8 octobre, le chapitre essaie d'organiser la défense, il ne sait que prier mansionnaires et châtelains de rejoindre leur poste et de s'y tenir, ce qu'ils ne font pas¹³. D'ailleurs, à cette époque, c'est contre la Bourgogne qu'il faut lutter, et si le chapitre n'est pas bourguignon, il est au moins tiède dans son ensemble ; parmi les chanoines résidant à Lyon, plusieurs sont d'attaches bourguignonnes, et parmi les nombreux gradués de Sorbonne, fonctionnaires de l'Eglise, on trouverait sans peine des bourguignons convaincus¹⁴. Pour les châteaux situés à la part de l'Empire, si à Genay le châtelain Pierre de Cuysel, citoyen de Lyon, « de la maison du duc de Savoie », si son lieutenant Hugonin de Villette sont à peu près sûrs, comment compter, à Saint-Bernard et à Rochetaillée, sur les mansionnaires Humbert de Varax et Jehan de Trézettes, qui montrent la plus

¹³ A. C. Saint-J., 30 mars 1417, la garde des tours d'Anse confiée au courrier Anthoyne de Laye de Saint-Lagier. A. C. Saint-J., 25 février, le doyen envoie dire qu'il ne peut être présent pour certaines grandes et graves affaires qui le retiennent à Vienne. A. C. Saint-J., 25 juin : les visiteurs d'Albigny rapportent que les poutres du barrio sur les murailles vont tomber en ruines... une vieille bâtière est tombée, d'où les poutres ont pourri, et il n'y a plus de fenêtres, etc. 8 octobre : seuls Anse et Albigny ont comme châtelains des gentilshommes ; à Saint-Germain le châtelain est G. Julien, à Saint-Cyr, J. Chevrier, tous deux citoyens de Lyon. A Soucieu, le censier P. Brunier est chargé de la défense ; partout ailleurs la tâche retombe sur le mansionnaire, qui y délègue un prêtre familier ou quelqu'un de ses neveux. 10 décembre : ordre aux mansionnaires de résider. Le bailli avait envoyé des sergents occuper la mansion de Saint-Germain, v. dépenses payées à H. de Varax, le 12 nov. 1420.

¹⁴ Les chanoines appartenant à des familles de Bresse, de Dombes, de Mâconnais, ont leurs parents à l'armée bourguignonne. V. Coll^{on} de Bourgogne, 29, f^o 182. H. de Varax fait tout son possible pour être déchargé de la garde de Rochetaillée : A. C. Saint-J., 14 janvier et seq. V. en 1435 les restitutions de biens et les indemnités que le chapitre doit verser à ceux de ces ecclésiastiques qui ont embrassé la cause de Bourgogne.

grande répugnance à s'y enfermer, redoutant de trouver en face d'eux, dans les contingents mâconnais ou bressans à la solde de l'adversaire, leurs propres frères et tous leurs parents ? Seuls dans le chapitre d'alors les seigneurs d'Ars et d'Albon représentent l'élément armagnac, et leur activité multipliée ne suffit pas, la tâche étant trop lourde et trop diverse. Sous leur pression, le chapitre a décidé, le 5 novembre, qu'il faut munir tous les châteaux et le cloître d'armes et d'artillerie, qu'il faut s'armer soi-même et s'exposer en personne au péril : la formule est fort belle — jamais nos bourgeois n'en trouveront de pareille, — elle n'est suivie d'aucun effet ¹⁵. Le 11 janvier, on s'avise qu'un bailli de toute la baronnie serait utile à la défense, — à la défense aussi contre les empiètements redoutés des gens du roi —, et l'on fait offrir cette charge à Jehan d'Albon de Saint-André, chevalier, frère du chanoine Regnault. Le 14, poussée, « artati », par le bailli de Mâcon, ils joignent à cette offre les fonctions de courrier d'Anse. Le 17, rien n'est encore fait, le bailli intervient ; il se rend au chapitre en pèrsonne, et parle haut : on lui a dit que les ennemis du roi se vantaient autour du duc de Bourgogne d'avoir quand ils le voudraient les bonnes places et les châteaux de l'Eglise de Lyon, notamment Anse et Chazay-d'Azergues... il donne l'ordre d'aviser au plus tôt, sous peine de confiscation de toute la terre de l'Eglise. Après cet éclat, les chanoines multiplient les ordres et les supplications, ils vont jusqu'à suspendre le procès qu'ils soutiennent contre l'archevêque au sujet du château d'Yzeron, de sorte que cette forteresse pourra être défendue ¹⁶. Mais par ailleurs rien ne se fait : du haut en bas, le personnel de l'église se dérobe ; il faut de nouveaux ordres, et la présence d'Antoine d'Ars et d'Henri d'Albon, pour forcer les

¹⁵ A. C. Saint-J., 5 nov. et aux dates indiquées.

¹⁶ A. C. Saint-J. : L'accord est du 23 janvier, mais on désigne des arbitres, en constatant seulement qu'il faut se hâter ; le lendemain 24, sur nouvelle requête du bailli, on remet à plus tard la décision au fond, et les deux adversaires confient le château à Guicherd d'Albon, écuyer, qui devra obéir à l'archevêque et au chapitre, au roi et au bailli.

cellériers à ravitailler les châteaux en péril. Enfin le 4 avril, le chapitre ordonne à tous mansionnaires et châtelains de recevoir les gens d'armes que La Fayette ou quelque autre capitaine du roi voudrait leur imposer. La Fayette, qui suivait ces négociations avec impatience, et que presse la guerre de Chazay, demande alors « le bail et tradition du château d'Anse pour le fait de la guerre ». Le chapitre ne s'y oppose pas, mais il veut faire ses conditions, exige un traité en bonne et due forme, tant que le général occupe d'abord Anse, puis Saint-Germain et Lentilly. Il s'accommode ensuite avec Henri d'Albon, accepte de prendre avec lui Antoine d'Ars, meilleur guerrier que prêtre, et bon tenant du roi. Les actes capitulaires nous ont conservé la lettre aux châtelains pour les mettre à la disposition du commissaire royal, et la copie, doublement curieuse par la teneur et par le style, de l'engagement de La Fayette ¹⁷.

*
**

Tout en gardant et en aidant les gens du roi à garder la Ville et le pays, les bourgeois de Lyon, qui ont grand souci de la paix et comptent, par suite de leurs rapports étroits avec le duc de Savoie, parmi les personnes capables de la procurer, ont organisé une grande ambassade à Paris. Le 8 février 1418, au cloître de Saint-Jehan, se réunirent, en présence de l'archevêque et du bailli de Mâcon, les chanoines et les représentants des couvents et des églises, les gens du roi, les consuls avec les maîtres des métiers. Tous décidèrent d'envoyer par devers le roi, « lui supplier qu'il lui plaise mander à Monseigneur de Savoye qu'il vueille prandre le traictié de la paix de France, attendu qu'il s'y est offert, comme le rapporte Monseigneur le Chantre » ¹⁸.

¹⁷ A. C. Saint-J., aux dates indiquées. Lettres aux châtelains et lettre de la Fayette, v. P. J., n^{os} XI-XII.

¹⁸ R. C., I, 8 février, p. 103: Noter les termes de cette requête; pour les gens de Lyon au moins, la paix de France, la paix entre les princes doit être procurée par Amédée VIII, qui n'attend que l'ordre du roi.

Ironr à Paris : Guillaume de Talaru, neveu de l'archevêque et chantre de l'Eglise de Lyon, le lieutenant Jérôme Ballard, et, pour la Ville, Claude de Pompierre, Seigneur de Pollionnay. Et le soir à Roanne, les consuls avec le bailli complètent les instructions des envoyés : « s'ilz ont responce contraire au traictié de la paix, ilz obtindront du roi aucun don sur sa monoye de Lyon, pour paier C ou CC hommes d'armes pour deux moys pour la deffense de la Ville de Lyon »...

L'initiative de cette ambassade est venue de l'église, ou plutôt sans doute indirectement d'Amédée VIII, qui voudrait voir appuyer sa médiation par un mouvement de l'opinion publique et dispose pour cela des habitants de Lyon. Les envoyés partent le 21 février, et font un grand détour pour éviter les pays bourguignons ; à Orléans, il leur faut séjourner, car les Anglais sont proches et on ne pourra passer qu'après qu'ils auront été rejetés à cinq lieues par Monseigneur de Vertus. Arrivée à Paris, la délégation n'y trouve que le dauphin : le connétable avec le Prévôt de Paris fait le siège de Senlis, il a installé à Creil le roi et le chancelier, et de ce fait, les pourparlers sont retardés et ne pourront avoir lieu que la semaine de Pâques (après le 27 mars). D'ailleurs les cardinaux envoyés par le Pape ne sont pas arrivés : seuls les ambassadeurs de Savoie vont et viennent¹⁹.

Le duc de Savoie avait déjà mainte fois tenu ce rôle d'arbitre entre les princes français : respecté des deux partis, et en apparence désintéressé, il poursuit la paix de France avec ténacité. Ces négociations, tant qu'elles durent, sont toujours accompagnées, du moins dans le Sud-Est, de trêves que les Lyonnais apprécient hautement. Quand la paix générale deviendra impossible, les trêves seront l'objet principal de l'activité du bon duc Amédée, et lui fourniront l'occasion de tenter la fidélité des citoyens de Lyon.

¹⁹ A. A. 102-96 : Lettre de Pompierre, v. P. J. n°VII.

Pour cette fois, ce sont les conseillers du roi, armagnacs malgré eux et toujours désireux de la paix, qui sollicitent son intervention. Aussitôt après le débarquement des Anglais (août 1417), deux chevaliers de la région lyonnaise, Odet de Tournon, Seigneur de Beauchastel, et Guicherd de Marzé vinrent trouver le duc de la part du Dauphin pour requérir son aide en vertu des anciens traités ; Amédée VIII réserva sa réponse : il interviendra quand les princes de la maison de France seront réconciliés. Sollicité de procurer cette réconciliation, il accepta, se mit en rapport avec le Pape et le concile et envoya d'abord Guy de Grôle et Martellet de Martel au conseil du Dauphin pour connaître les concessions qu'il acceptait de faire, et lui suggérer les moyens de rentrer en grâce auprès de Jahan sans Peur. Car il ne faut pas se dissimuler que les gens du roi font ici figure de solliciteurs, et, chose grave entre toutes, qu'ils agissent en dehors du connétable et de ses immédiats partisans. Puis, au retour de cette mission, le duc renvoya ce même Guy de Grôle avec Pierre de Menthon informer le duc de Bourgogne des propositions de ses adversaires et savoir de lui jusqu'où il entendait pousser les concessions ; le renseigner, dit Guichenon, plutôt que faire pression sur lui²⁰. Il est bien certain qu'en

²⁰ V. dans Guichenon, *Histoire de Savoie*, les chassés-croisés de la paix de la Tombe, et aux Preuves, p. 255 et seq., les Instructions données aux envoyés : Mémoire à Gui de Groulée et Martellet de Martel allant en France. Le duc y répond à la prière qu'il a reçue de venir en armes au secours du roy ; propose de s'occuper avant tout de mettre la paix entre les princes : « étant les chouses ès termes que sont, led. service peu vaudroit et peu profiteroit... Si l'on pouvoit mettre aucun bon acord... légère chouse seroit de déchasser les Engloys hors du royaume... Mons. y vouldroit employer corps et biens ». Les envoyés reçurent communication des trois exigences du duc de Bourgogne qui avaient fait rompre les premières conférences : 1° que le duc puisse venir à Paris, auprès du roi et du Dauphin, comme il voudrait ; 2° que tous les offices du royaume soient mis en la main de la reine et en la sienne ; 3° que l'on confirme les actes et les pouvoirs de la reine. La veille de leur départ, le président Louvet prit à part les gens de Savoie et leur dit que les deux derniers articles pourraient passer, non le premier : « pour riens ne s'en porroit fier en ly (le duc de Bourgogne) de la personne de Mons. le Dauphin ». Si toutefois le duc de Savoie était présent de sa personne, on lui laisserait la décision sur toutes choses : « et l'en fera les cardinaux aler tousjours deça

présentant à Jehan sans Peur les offres des armagnacs, en lui permettant de composer son jeu sur le jeu abattu de ses adversaires, le duc de Savoie se montrait bon Bourguignon, mais il faisait ainsi, avec sa politique personnelle, celle de l'Eglise et de l'Europe qui désiraient la paix en France et ne la voyaient possible au commencement de 1418 que par la mainmise du duc de Bourgogne sur le pauvre roi et son fils enfant, et l'élimination du sauvage partisan qu'était le connétable d'Armagnac²¹. La révolte des Parisiens au mois de mai allait modifier ces conditions ; elle ne devait guère modifier la politique d'Amédée VIII, qui toujours voudra la paix, mais à l'avantage de Bourgogne. Pourtant la personne même du premier envoyé, « persona grata » à la cour de France et connu comme partisan des Français, donne à cette négociation certaines garanties d'impartialité.

Nous ne savons pas quel fut le rôle de la délégation lyonnaise dans les négociations, ni si elle en eut un, car nos renseignements viennent de Pompierre, qui n'y fut certainement pas mêlé. G. de Talaru, chanoine et chantre de l'Eglise de Lyon, et neveu de l'archevêque, avait accès d'une part aux négociateurs du roi, parmi lesquels se ren-

et dela sans riens conclure, jusques l'en sache se Mons. le Duc vendra, Mémoire à Gui de Grölée et P. de Menthon de ce qu'ils ont à dire à Mons. de Bourgogne : lui faire la révérence, lui dire pourquoi Mons. a envoyé en France, la requête qu'il a reçue et la réponse qu'il a faite, et qu'il ne décidera rien avant d'en avoir conféré avec lui. « It. lui dire que, au partir, aucuns du conseil du roy dirent bien secrètement... que l'acord avoit failli tout seulement par trois points que demandait Mons. de Bourgogne, lesquels l'autre partie ne lui vouloit octroyer... lesquels points et articles led. Guy scet, donc il n'est nécessaire de les escrire... It. aussi, quand temps et lieu sera, sentir de luy qui luy sembleroit se les Srs de l'autre partie vouloyent acomplir et fere ce que a esté dit secrètement aux dits Guy et Martellet quand ils se partirent de Paris, touchant le fait desdits trois articles. It. sentir de ly sur lesdites choses comme sur toutes autres sa volenté et entention, tant adroitement comme fere se porra, en tousjours monstrant que mond. Sr de Savoye luy fait sçavoir lesdites choses pour son advis... Il conviendra aussi de lui « remontrer le bien que peut avenir de l'acord, et le grand mal qui se peut ensuir se acord n'y a ». Enfin, avoir de lui « la plus clere et mellieure responce ». Sur Guy de Grölée, v. ch. II, § 2.

²¹ Cf. Les accusations de schisme et d'hérésie que l'on rencontre partout contre le connétable.

contre J. de Norris, archevêque élu de Sens, son prédécesseur dans sa dignité capitulaire, et surtout il était le parent et l'allié des ambassadeurs de Savoie, mais rien n'est resté de lui. D'après nos documents, les Lyonnais n'étaient donc bons qu'à renforcer par leur présence et par leurs plaintes l'action du Savoyard. Toutefois l'effet attendu était manqué, du fait de l'absence des cardinaux et de la dispersion du conseil du roi ; Pompierre alors travailla dans le sens indiqué par les consuls et obtint la confirmation du don, octroyé par le roi l'année précédente, d'une taille entière et des aides de quatorze mois, avec les lettres nécessaires à contraindre les officiers des finances. Les envoyés ne revinrent pas directement à Lyon, mais passèrent par la Savoie, où ils rendirent compte au duc de leur mission. Ils étaient rentrés aux premiers jours d'avril, après quarante jours de voyage ²².

Aussitôt après, la Ville envoie Jean Caille, l'élu, au duc de Savoie et aux gens du Dauphin, toujours pour la paix du royaume, et pour « le bien, tuition et deffense de la Ville » ²³.

Les négociations générales où s'étaient intéressés les Lyonnais continuèrent en avril et en mai ; elles sont connues sous le nom de conférences de la Tombe, et aboutirent à l'accord du 26 mai ²⁴, qui fut ratifié par le roi et le duc de Bourgogne, mais se heurta à l'opposition du con-

²² R. C., 11 avril 1418, p. 112 : « Ilz ont respondu à messire Jérónime et Cl. de Pompierre qu'il fault mander des notables de la ville avant que l'on leur puisse tauxer leurs gaiges d'estre alés en France et en Savoye pour le fait de la paix. 3 mai, p. 115 : le mandement de Mre Iéronime « IV^{xx} X l. pour XL jours à IV chevaux, commencés le XXI feuvrier derrenier »... 12 mai, p. 117 : « XII livres à Perronet Milliard, sergent royal, qui a chevalchié... les recevra Mre Iéronime pour ce qu'il a fait la dispense dudit Milliard durant ledit voyage ». 14 juin, p. 122, le mandement de Cl. de Pompierre, à LX l.

²³ R. C., 30 avril, p. 115 ; mandement à J. Caille « pour estre alés par devers Mons. de Savoye et par devers le gouverneur du Daulphiné »...

²⁴ Fonds de Brienne, n° 197, fol. 1612. Fenin, appendice, p. 265-266, 23 mai 1418 : Projet d'accommodement entre... Parmi les propositions du roi et du dauphin : on demande au duc de Bourgogne de se départir de toute alliance... avec le roi des Romains... et de servir le roi à l'encontre de l'empereur.

nétable d'Armagnac et des siens, et dont l'échec provoqua la grande révolte des Parisiens. Le 28 mai, le peuple de Paris, qui attendait la paix et en préparait les réjouissances, surpris et déçu, s'abandonna aux agitateurs bourguignons et se souleva. Le lendemain 29, entrèrent dans la ville les gens d'armes du Seigneur de l'Isle-Adam, et, tandis que le roi restait aux mains de Jehan sans Peur et que s'organisait le massacre des Armagnacs, le Dauphin, enlevé par Tanguy du Chastel et Robert le Maçon, se réfugiait à la Bastille, puis s'enfuyait vers les pays de la Loire, avec quelques fidèles.

Quand la nouvelle de ces événements vint à Lyon, une grave épidémie s'était abattue sur la ville, et tous ceux qui pouvaient s'éloigner avaient fui : le bailli, le lieutenant, le procureur de la commune, les médecins... Les consuls tiennent séance à trois ou quatre. Aucune relation ne nous est restée, qui permette de définir ou de décrire la maladie, laquelle sévit durement pendant six semaines au moins, fit périr beaucoup de monde, puis entra en décroissance²⁵. Il semble que la plupart des fuyards rentrèrent avant la fin, le moment de l'affolement passé ; quelqu'un

²⁵ R. C. : Il n'y a que trois réunions des consuls en juin (le 2, le 4 et le 19, p. 121, 122), cinq en juillet (dont quatre du 13 au 18, p. 123 à 125), aucune en août. Les délibérations reprennent en septembre, en octobre tout est fini. A. C. Saint-J. : à partir de la fin de juin, on trouve deux ou trois capitulants ; les chanoines sont dispensés de la résidence, le 25 juin « *attenta necessitate mortalitatis nunc vigentis* ». Dans le corps des douze de Saint-Jehan on signale quatre décès en juillet, un en août, un en septembre. On peut aussi porter au compte de l'épidémie la mort de Durant Geysen, juge d'appaux à la baronnie, dont le siège est donné le 7 août à P. Charpin ; celle du badel Janin de Verdun, remplacé le 8 sept. par Quentinet Hure ; celle de Jacques de Beaujeu, maître de l'œuvre, remplacé le 8 nov. par Jacques Morel. (Les A. C. de Saint-Paul, où sont beaucoup de faits de cette nature, ne commencent malheureusement qu'au mois d'octobre). Pour les médecins : R. C., 13 juillet p. 124 : « que l'onface paier aux fusiciens demeurant à Lion, qui s'en sont alés pour la mortalité, pour les arrérages des tailles et de tous autres communs, non obstant toutes franchises, attendu qu'ilz ont laissé la ville au besoing qu'ils deussent secourir les malades... » V. aussi le procès de Mr Est. Gicle, C. C. 343, 5, 344 et 4247.

alla chercher le procureur à Vienne ²⁶. Mais quelques personnages trouvèrent là prétexte à s'éloigner définitivement : le bailli de Bonnay ne rentra pas. Dès les premiers jours, malgré la présence à Lyon d'un important messager de la reine Isabeau, il s'est réfugié avec les Villeneuve à Sainte-Colombe, d'où il écrit aux consuls le 15 juin, pour leur rappeler le serment au roi et au dauphin, renouvelé tout récemment entre ses mains. Le 17, il est à Saint-Symphorien-le-Château, d'où viennent deux lettres, le même jour : l'une d'elles est sans doute la première information de source française qu'eurent les Lyonnais des événements de Paris. Dans un pittoresque désordre le bailli leur apprend qu'il a rencontré un chevaucheur du Dauphin, parti de Bourges lundi après dîner : le Dauphin aurait avec lui quinze mille chevaux, sans compter l'armée du comte de Vertus ; il a des troupes à Melun et à Meaux, tient les passages de la rivière de Loire, d'où il est en mesure d'affamer Paris. Les ambassadeurs et les cardinaux viennent le trouver, et les Parisiens se repentent fort de ce qu'ils ont fait ; Barbazan a repris pour lui Sancerre, et a « tué tous ceux qui estoient dedans parce qu'ils voulaient livrer la ville ». Ainsi présentée, la position du Dauphin n'est pas mauvaise ; on peut sans trop de danger prendre parti pour lui ; la dernière phrase est une menace, par laquelle le bailli fugitif veut effrayer les bourgeois : « et pour ce que je scay que vous estes bien approchez d'aucuns, vous rescripts tout cecy »... D'ailleurs, le duc de Bourgogne ne vient pas à Paris, « et veult tenir le traictié qui a esté parlé ». Le pauvre homme se rend compte que sa place est à Lyon, en présence surtout de si graves événements, et devant une nouvelle tentative des Bourguignons, mais la peur de l'épidémie est la plus forte : « Et pour ce que je n'oseroye demourer à Lion pour la morie qui y est, et que Dieu mercy vous n'avez garde de personne du monde se vous voulez garder vos loyaultez, je

²⁶ R. C., 18 janv. 1420, p. 280.

vueil aler devers mondit Seigneur pour savoir sa voullenté ». Et il les invite à envoyer quelqu'un d'eux avec lui « pour esclarsir vostre bon vouloir ». Les Lyonnais n'ont pas besoin de leçons, en matière de loyauté, et il leur déplaît d'en recevoir d'un officier qui vient d'abandonner son poste. Sans doute le lui ont-ils fait savoir, car il leur répond le même jour : « J'ai entendu que vous êtes mal contens de moy... je suis party sans vous dire adieu... le vendredi soir je dis à cinq ou six conseillers que je partirais le samedi matin : et n'en doubtez point que je meouldroye garder de mourir comme un autre, et je vois que plusieurs de vous autres que estes nez et norriz du païs et en l'aer vous en partez par paour de la mort... Si vous saviés les choses que je scay... je ne vous ay pas si mal servi... et il n'y a celluy s'il avoit esté sans veoir sa femme et son mesnage ung an comme j'ay esté pour vous servir, que l'on se deust tenir pour malcontens s'il l'alloit veoir ».

Le 20 juin encore, sommé par eux de revenir²⁷, il leur répond qu'en son absence, ils obéiront à Andry Chevrier, son lieutenant de capitaine, puis il part pour son château de Pressy, où les Bourguignons lui feront l'honneur de l'assiéger, lui fournissant ainsi un devoir à sa mesure. De ce long épisode nous pouvons déduire quel secours moral le bailli Philippon de Bonnay a pu donner à la Commune aux premiers temps du grand péril²⁸.

D'autres ne rentrèrent pas non plus, ce sont les partisans du duc de Bourgogne. Rien n'est plus obscur que leur histoire : les actes consulaires ne parlent jamais d'eux. En ce triste mois de juin, deux tentatives au moins furent faites par le gouvernement bourguignon pour attirer les Lyonnais à son allégeance : il y eut d'abord une lettre de la reine Ysabeau accreditant près d'eux « notre secrétaire et

²⁷ R. C., 19 juin, p. 122 : « Ilz ont mandé à Mons. le Bailli qu'il s'en viegne à Lion seurement par son bastart »...

²⁸ A. A. 82 (24, 25, 26, 27, 28, 29) : Les lettres de Ph. de Bonnay ont été publiées par Caillet.

de Mons. de Bourgogne, messire Jehan Poingquarré »²⁹. La lettre fut ouverte et conservée. On ne savait sans doute à qui la renvoyer, et l'on reçut le personnage dans la ville épouvantée ; il séjourna à Lyon du 12 au 16 juin, et fut traité courtoisement, il devait remettre aux conseillers une lettre patente de la reine, et d'autres lettres pour certains d'entre eux ; nous n'en savons rien de plus³⁰. D'autre part, vint de Chazay à Lyon le 19 juin, un trompette du Seigneur de la Guiche, à propos des négociations entreprises dès lors pour obtenir la retraite des bandes qui assiégeaient cette place³¹. Cet homme, qui fut bien accueilli et défrayé de son séjour, remplit sa mission officielle, et sans doute une autre à côté, car il existe aux archives municipales une curieuse lettre datée du 16 juin, adressée à un Lyonnais inconnu de nous : « Très chier et espécial ami... » Le sénéchal bourguignon rappelle qu'il a plusieurs fois écrit aux bourgeois pour les rallier à la cause de la reine et du duc de Bourgogne, et n'a pas reçu de réponse ; il invoque ses droits de sénéchal et ses devoirs

²⁹ A. A. 20-2, de Troyes, le 1^{er} juin 1418, pub. Caillet. V. R. C., 18 juillet, p. 126 ; « III l. X s. à Mathieu Bottu pour la despense de M^e Jehan Poingquarré secrétaire de la Reyne, qu'elle avait envoyé à Lion faire certaine ambassade de trois chevaulx, qui a demouré chiés ledit Bottu IIII jours »...

³⁰ Nous connaissons par contre la teneur d'une lettre de la reine, du 7 avril, remise aux premiers jours de mai aux gouverneur, conseils et gens des trois états du Dauphiné par le doyen de Châlons et le commandeur d'Aumonières: Appendice aux Mémoires de Fenin, p. 248 (B. N. fonds de Camps, vol. 48). La reine y réclame la reconnaissance de ses droits à la régence du royaume, « attendu l'estat du roy que chacun scet », elle ajoute pour les Dauphinois : « et le jeune âge de Mons. le Dauphin » ; par ailleurs, la lettre reproduit les termes de celles que nous connaissons déjà. Les Etats, réunis à Chabeuil près Valence y répondirent : « ...ont vu la teneur et oy la créance... croy bien que vous n'avez autres lettres adreçans à nobles ou autres gens particuliers de ce pays »... Noter le soupçon inclus dans ce passage, et rapprocher la lettre ci-dessous du Sr de la Guiche. Pour le reste, on prie les envoyés d'attendre la réponse jusqu'à la fin du mois de mai : « Si veuillez avoir patience entre deux... la matière est haute et pondéreuse, si appartient d'en avoir grant et meure délibération ».

³¹ R. C., 19 juin, p. 123 ; « III francs donnés, c'est assavoir les deux à Deny, trompette du Sr de la Guiche et l'autre au trompette de ceulx de Chasey et oultre de ce que monteront leur dispense ».

qu'il voudrait bien remplir, les grands avantages que trouverait la Ville à venir à son parti, les plus grands inconvénients qui la menacent, et l'indignation de son maître, « laquelle indignation ilz doivent moult redoubter, attendu mesmement l'estat en quoy sont de présent les besongnes ». Enfin il requiert de par le roi et prie en son nom ce correspondant de s'employer de son mieux, lui promettant la reconnaissance du duc de Bourgogne et même celle de ses concitoyens, et l'invitant à rendre compte de ce qu'il aura fait³². Qu'arriva-t-il dans le désordre de la morie, et en quelles mains à qui elle n'était pas destinée tomba cette lettre compromettante ? Toujours est-il que ne revinrent à Lyon ni le lieutenant Jérôme Balard, ni le prieur de Saint-Irénée, André de Saint-Germain, ni Jehan Liatard, bourgeois d'une famille ancienne et riche, apparenté aux premiers de la cité, ni quelques autres. Ces gens se réfugièrent en territoire savoyard, à Bourg, à Montluel³³ ; on prit contre eux des mesures très graves, ils furent bannis par sentence de la cour séculière, on fit un cri public de leur condamnation, leurs biens furent confisqués et vendus à l'encan. En vain le duc de Savoie intervint-il en faveur de Messire Jérôme, de vieilles rancunes s'ajoutaient encore aux griefs politiques que l'on avait contre lui. Quant à Jehan Liatard, il écrivit de Bourg à Messire Jehan le Viste, au mois d'octobre, une lettre suppliante où il proclamait son innocence, mais qui sonne faux et ne fit point d'effet³⁴. Bien plus tard, le prieur de

32 A. A. 22-73, pub. Caillet: Relations de Lyon avec le Mâconnais et la Bresse... La suscription a été d'abord recouverte d'une grosse écriture, puis soigneusement biffée par-dessus. Dans l'état actuel, on n'y peut rien lire après: « à mon très chier et espécial ami »...

33 R. C., 1^{er} fév. 1419, p. 149; Jaquemet le brodeur est suspect « pour ce que l'on dit que son filz va et vient à Monluel et autre part devers les bannys ».

34 A. A. 101-40, P. J., n° XIII. La famille Liatard est très ancienne, et a fourni depuis le xiii^e siècle, des syndics et des consuls, au xiv^e des professeurs de lois. En 1388, Loys et Jehan Liatard figurent au Vaillant avec d'assez belles fortunes: ils ne sont pas taxés pour leur meuble, donc ne résident pas. Ils ont leurs maisons dans la Graneterie, et beaucoup de pensions. Les rôles de la taille nous font connaître que l'un et l'autre

Saint-Irénée ayant demandé au bailli la permission de revenir à Lyon, les consuls émirent un avis défavorable, et dirent qu'il n'était pas bien prudent de le recevoir à nouveau³⁵. Nous trouverons encore au cours de cette étude des traces — rien que des traces — de complots réels ou supposés ; nous assisterons à certains mouvements populaires violents : plus jamais nous n'entendrons parler d'un parti bourguignon ; plus jamais la communauté ne devra sévir contre quelqu'un des siens pour avoir failli à la cause royale.

ont payé leurs impôts jusqu'en 1415. (Aide pour le recouvrement de Harfleur, Compte de Béreard Jacot, C. C. 65). En 1416 et 17, ils sont inscrits, mais n'ont pas payé ; en 1419, Loys est mort, ses héritiers sont taxés, Jehan ne figure pas au rôle. Le nom de Liatard disparaît entièrement après cette date. Dans le Compte de Fr. Salavre (C. C. 196, taille pour les réparations de la ville, 1417), J. Liatard est taxé pour 38 s. 1 d. Alors que les autres noms sont précédés de « paia », ou d'une croix avec « vacat », le sien ne porte aucun signe. Signalons que la grande maison de la Grenete, appartenant à J. Liatard en 1388, est louée à Jacquemet de Gès, le brodeur, qui sera suspect en 1418 (C. C. 1, f° 101).

³⁵ R. C., 8 mai 1421, p. 303.

CHAPITRE II

AU SERVICE DU RÉGENT DAUPHIN (1418-1422)

1. L'hommage au Dauphin.

De la fuite du Dauphin date pour les Français une ère nouvelle : il va falloir dorénavant être armagnac ou bourguignon. Il y aura deux royaumes, et, malgré les tentatives de rapprochement fréquentes surtout dans les premiers mois, malgré aussi les trêves particulières que feront pour leurs domaines les grands seigneurs soucieux de leurs intérêts, il y aura partout la guerre.

La position du jeune prince est d'ailleurs précaire, et beaucoup plus qu'il ne paraissait dans les nouvelles transmises à Lyon par le bailli de Bonnay. Il sait qui est contre lui, mais pas encore qui sera pour lui ; banni du royaume au nord de la Loire, il ne sait quelles provinces, au midi du fleuve, l'accueilleront et tiendront à son parti. Aussitôt réfugié dans son apanage du Berry, n'ayant auprès de lui que quelques fidèles, il fait connaître par ses lettres patentes au clergé, aux nobles et aux bonnes gens de son royaume les événements de Paris, et les informe de ses intentions ; entre autres choses, il leur fait savoir que, le grand sceau étant au pouvoir de ses ennemis, il scellera ses ordres de son scel de secret. Puisque le roi et la reine sont en la main de l'adversaire, il ne faudra rien recevoir qui vienne d'eux, et il conviendra de publier à grand éclat

cette lettre, pour que nul n'en ignore. Le même jour 13 juin, une circulaire en forme de lettre close, complétant et commentant les lettres patentes, est envoyée aux bonnes villes dont on escompte la fidélité : nous possédons les exemplaires de ces deux lettres adressées aux bourgeois de Lyon¹.

Mais à ces lettres quelle réponse fera-t-on ? Pour ne regarder que les pays du Sud-Est, voici les données du problème : l'échec des négociations de la Tombe a aliéné au Dauphin le duc de Savoie ; d'autre part, Charles, comte de Clermont, qui représente le duc de Bourbon son père, captif aux mains des Anglais, est demeuré auprès de Jehan sans Peur : que feront les pays bourbonnais ? L'entourage du Dauphin tente de parer à une défection possible, par les pouvoirs de commissaire royal confiés à Pierre de Montmorin, bailli de Saint-Pierre-le-Moutier ; il apparaît bientôt que le comte de Clermont, jeune encore et de caractère indécis, n'est pas le véritable maître des Etats de Bourbon, et le gouvernement de la duchesse sa mère donnera les preuves de sa solidité.

Dans les montagnes du Velay et du Vivarais, Philippe de Lévis, Seigneur de la Roche, et les Polignac tiennent le parti dauphinois, mais tout le reste du Languedoc est tombé au pouvoir du Prince d'Orange, ou obéit au comte de Foix, qui n'est pas sûr. Dans ces conditions, il pourrait devenir difficile de garder Lyon et le Dauphiné : les perdre serait infiniment grave. Or le bruit s'est répandu autour du pauvre Charles de la défection des Lyonnais !

Le messenger de la Ville, l'élu Jehan Caille, a suivi le Dauphin de Melun à Bourges ; il a eu connaissance des soupçons qui pesaient sur les siens, et tout en prenant sur lui de démentir toutes vaines paroles, il leur a écrit pour les mieux renseigner, et leur demander qu'ils assurent au plus vite le Dauphin de leur foi. La lettre de Jehan Caille est une pièce maîtresse de l'histoire de ce temps ; à ce

¹ A. A. 22-17, pub. Beaucourt : Histoire de Charles VII, P. J. 94 ; — A. A. 22-18.

titre elle a été publiée par Beaucourt, et tous les historiens en ont tiré parti ; cependant il faut la reprendre en cette histoire de Lyon, à quoi elle appartient tout d'abord, et la relire une fois de plus² :

D'abord, le Dauphin n'est pas sans ressources : il a bien quatre mille hommes d'armes d'ici jusqu'à Paris ; les seigneurs d'Auvergne et ceux du Velay lui ont promis leur service, et aussi quelques-uns de ceux du Midi ; Monseigneur de Vertus est avec lui « comme j'ai pu m'en assurer moi-même ». Il n'est pas opposé à la paix, « bien que sous ombre de paix la trahison ait été faite ». Le duc de Savoie, le duc de Bretagne, la reine de Sicile s'en occupent pour lui, le cardinal de Saint-Marc est venu ici le trouver pour qu'il y consente. Quant au roi, le Dauphin sait bien qu'on lui fera faire tout ce qu'on voudra, aussi ne lui disputerait-il pas présentement Paris, « mais se tiendra en ses provinces et seignouries », en y ajoutant toutefois le Languedoc et la Ville de Lyon.

Ces renseignements venus d'un témoin oculaire et direct, d'un homme que tous savent intelligent et ferme, que tous estiment à Lyon, en le craignant et le jalousant quelque peu, sont de nature à rassurer les timides. Voici maintenant d'autres choses plus intimes : « ...Pleisse vous savoir qu'il a esté dit en plein conseil que la Ville de Lion et le payis c'estoit tournés, dont checon fut bien esbayis. Si me le fut dit et sur ce je escussey la ville... Mès je vous suppli que ce que vous farcis vous fectes par grant et meure délibération. Et me samble à courrection parlant que vous avés à rescripre à Mons^r le Daufin ».

Les Lyonnais ont reçu les lettres de Bourges, et tout aussitôt, ils ont envoyé au Dauphin leur réponse. Nous n'en avons ni le texte ni l'attache, les registres consulaires ayant été mal tenus pendant la mortalité, mais nous savons l'accueil qui lui fut fait : Jehan Caille la remit au Dauphin le 27 juin, à Aubigny-sur-Nère, en Berry, où la petite cour s'était arrêtée :

2 A. A. 84-8 : pub. Beaucourt, Histoire de Charles VII, P. J., n° 96.

« Et vous pleisse savoir qu'ycr, qui fut le XXVII^e jour de juing, Mons. le Daupin receu vous lettres et veu le contenu en icelles, en pleine sala, va dire : Veissi leyaux gens, Mons^r et nous lur sommes bien tenus... lesquelles vous lettres je présentei à mondit Sr... et le chevauchour le mersia des biens que li aviez fès pour honur de mondit Sr... »³.

Le surlendemain 29, le Dauphin écrivit aux Lyonnais une longue lettre, pleine de compliments, et aussi de renseignements bien choisis pour leur ôter l'envie d'imiter les Parisiens⁴. Les rebelles, « furieusement et désordonnément, comme gens sans connaissance de Dieu et hors de la pitié humaine », se sont transportés en toutes les prisons, et là, ils ont inhumainement et « crueusement meurdry et détrenchiez » le connétable et le chancelier, plusieurs prélats, évêques, notables bourgeois et marchands au nombre de deux à trois mille ; ils les ont taillés en pièces « comme bestes », ils les ont traînés dans les rues de la ville « et même les femmes et les enfans ont-ils occis, nayés et mis à mort, et mis ladite ville qui est chief de ce royaume... à gast, perdition et désolation »... « Si vous signifions ces choses afin que soyés véritablement informés et que, ainsi que plus est besoin, soyés et demourés toujours en votre bonne loyauté dont vous avez eu et avez de présent entre tous les autres grant los et renommée... »

Suit, avec d'autres remerciements et des promesses, l'ordre à La Fayette de défendre la ville, et l'annonce de sa prochaine venue, après qu'il aura assemblé autour de lui les princes qui voudront bien répondre à son appel. Les habitants attendirent de longs mois encore la venue de ce Dauphin, que Jehan Caille leur a dépeint sans doute plus beau et meilleur qu'il n'est, tel au moins que les bonnes gens désiraient qu'il fût, ce qui était pour l'heure le plus important.

³ A. A. 84-9: 2^e lettre de J. Caille aux consuls de Lyon, pub. Beaucourt, P. J. n° 97.

⁴ A. A. 22-19: pub. Beaucourt, P. J. n° 98.

En attendant il envoya en mission vers le duc de Savoie J. Tudert, A. de Varennes, Buffart et J. Caille, et les chargea d'aviser à leur retour aux affaires du pays et de la Ville⁵. Ceux-ci emportèrent avec eux les lettres royaux qu'ils laissèrent à leur premier passage. Il est permis de supposer qu'ils ont aussi dans leurs bougettes la destitution du bailli Philippon de Bonnay et la commission d'Imbert de Grôle, car la délibération du 13 juillet qui accuse réception des lettres donne aussi pour la première fois à ce dernier le titre de bailli et sénéchal et capitaine de Lyon⁶.

Tout cela arrive à Lyon vers la mi-juillet : les choses vont mieux, la mortalité diminue, la guerre de Chazay vient de finir, les Bourguignons se sont éloignés. Un notable de la ville, Jehan Paterin, qui a suivi La Fayette dans son expédition, nous renseigne d'une façon précise sur ces événements : c'est par lui que nous apprenons l'arrivée de l'ambassade, qui va faire étape à Saint-Just, ainsi que le traité de Chazay, pour la conclusion duquel on n'attend plus que le Seigneur abbé d'Ainay⁷.

⁵ A. A. 22-9: Lettres de créances de J. Tudert.

⁶ La destitution de Ph. de Bonnay et son remplacement par Imbert de Grôle furent sans doute demandés au Dauphin par l'envoyé de la Ville. Jehan Caille dut insister beaucoup, étant l'ennemi personnel du bailli, et dut emporter la décision à la fin de juin, étant bien en cour. Quelque chose avait été tenté à la fin de 1417: voir la 2^e lettre de Ph. de Bonnay du 17 juin: « et vous savez quel tour l'en me cuida faire à Noël et celui que de présent le m'a cuidé faire ». Au mois de mars 1418, le roi ayant précédemment remis à la Ville sa part des tailles courantes, le bailli prétendit retenir les gages des élus. Ceux-ci portèrent plainte, et obtinrent une lettre du roi en leur faveur. Mais J. Caille n'avait pas oublié en juin ce mauvais procédé. V. Archives municipales, C. C. 343-10, lettre du roi du 11 avril, exequatur des généraux des finances du 13 avril.

⁷ R. C., 13 juillet, p. 124; mandement pour le chevaucheur du Dauphin, qui a apporté les lettres. Les ambassadeurs ne seront reçus à Lyon qu'à leur retour de Savoie le 30 juillet. A. A. 102-73: Lettre de J. Paterin, v. P. J., n° XIV. C. C. 392-33: Paterin avait été envoyé par la ville « à Anse par devers La Fayette, pour traiter que les Bourguignons s'en allassent ». L'abbé Pagani, Histoire de Chazay-d'Azergues, d'après une charte aujourd'hui manquante des Archives du Rhône, signale la présence du Sr de Rochebaron avec 800 chevaux. Gallias de Chiel, Sr de Beaulieu, père d'Antoine dit Graton, était capitaine de Chazay pour l'abbaye, et Cl. de Pompierre aurait prêté 28 écus d'or à l'abbé pour le rachat.

2. Imbert de Grôleée.

Avec l'installation d'Imbert de Grôleée s'ouvre une nouvelle période de l'histoire de la Ville, d'autant qu'elle coïncide avec de grands changements dans l'état du royaume. Désormais, mieux défendue mais moins libre et moins lourdement responsable, la Commune est aussi plus près du Dauphin et prend dans sa politique une place très importante. Tout de suite, en effet, Charles fit de grands efforts pour se rapprocher d'Amédée VIII, seul artisan possible d'une réconciliation. La Ville de Lyon fut associée à toutes ses démarches, désignée pour cela tant par sa position même que par les rapports usuels de ses bourgeois avec le duc et le pays de Savoie, et d'autre part la grande confiance que le Dauphin pouvait avoir en ses habitants.

IMBERT DE GRÔLÉE, Seigneur de Viriville, de Quirieu et d'Illins, le nouveau bailli de Mâcon et sénéchal de Lyon, était un jeune homme en 1418¹. Né en Dauphiné vers 1390, fils aîné d'André, Seigneur de Passins, et de noble dame Marguerite de la Balme, il appartenait à la branche cadette, ou dauphinoise, de la maison de Grôleée.

Sorti lui-même d'une longue lignée de gentilshommes, l'ancêtre commun Jacques avait été à la fin du XII^e siècle sénéchal de l'Eglise de Lyon ; propriétaire d'un vaste domaine dans la presqu'île le long du Rhône, il avait fondé là le couvent des Cordeliers en 1220, et élevé de ses deniers en 1224 la première église franciscaine de Lyon. Un autre Jacques, de la branche aînée, avait en 1325, avec l'aide des bourgeois de la ville, rebâti cette église, consacrée maintenant à Saint-Bonaventure. Si grand était le respect de ces Grôleée pour l'Eglise que l'un d'eux, lors d'une guerre entre le comte de Savoie et le chapitre, requis de son de-

¹ A. C. de Saint-J., 20 mai 1430, aux preuves de J. d'Andelost, comparait Humbert de Groslée, âgé de 40 ans.

voir féodal par son suzerain, avait renié son hommage plutôt que de combattre les serviteurs de Dieu.

En 1418, cette branche aînée, possessionnée en Bugey et en Bresse, était représentée par Antoine, Seigneur de Grôle, et son neveu Jacques, Seigneur de Lhuys, qui bien que parents des Lugny du Mâconnais et des Luyrieu de Bresse, et engagés ainsi dans les alliances bourguignonnes, tenaient le parti de France dans leur pays. De cette branche, à chaque génération, étaient sortis des chanoines de Lyon, dont le dernier, Pierre, frère de Jacques, venait d'être admis sans discussion par le chapitre².

La branche cadette s'en était détachée au XIII^e siècle, André, petit-fils de Jacques I^{er}, étant devenu Seigneur de Bressieu en Dauphiné³ ; le fils de cet André, Guy, avait eu plusieurs fils, entre autres Guy, Seigneur de Passins et de Saint-André-de-Briord. Ce deuxième Guy vécut à Lyon où il possédait de grands biens, il y fit bâtir dans la rue Longue l'hôtel de Passins, et y épousa Catherine de Varey (d'Avauges), mésalliance qui devait exclure sa postérité du chapitre de Saint-Jehan. D'ailleurs les filles de la maison s'alliaient volontiers à ceux des bourgeois de Lyon qui acquéraient alors des terres nobles, et accédaient peu à peu à la noblesse. Les fils de Guy et de Catherine furent André et Guy. Celui-ci, le plus jeune, épousa Marguerite de Challant, et en eut plusieurs enfants dont Jean qui devait provoquer en 1418, par sa candidature à la custodie de l'église, le long et grave conflit dont il a été question⁴.

² V. Généalogies de la famille de Grôle : Guichenon, Rivoire La Bâtie, etc... A. C. de Saint-J., 3 et 5 juillet, Preuves de P. de Grôle. Les domaines de la branche aînée : Groslee, Neyrieu, Lhuis, Saint-André de Briord, sont groupés le long du Rhône, au pied du Jura, à quelques kilomètres à l'ouest de Belley et au nord de Brégnier-Cordon.

³ Les domaines de cette branche sont alignés d'Est en Ouest, sur le flanc N. du plateau de Chambarand : Bressieux, Viriville, Illins ; Chapeau Cornu, Quirieu et Passins plus près du Rhône, mais encore en Dauphiné, Châteauvillain près de Bourgoin.

⁴ V. Paffaire de J. de Grôle, 1^{re} partie, ch. II, § 4. Gui, Sr de Passins : teste en 1389, Mazures. Une nièce de Guy épouse Cl. de Pompiere. Plus tard Guiete, nièce d'Imbert, épouse P. Chevrier, fils du Sire P. de Cuysel. Autre alliance : Antonie, sœur d'Imbert, épouse Gilet Richerd, Sr de Saint-Priest.

Entré au service de Savoie, — nous le trouvons en 1412-13 dans l'armée du comte Amé VIII contre Milan, — c'est lui qui fut chargé des négociations de la Tombe. Il mourut avant 1446, laissant à sa « releycie » des maisons et des rentes à Lyon, où il devait être tenu en grande estime et familiarité, comme le fait croire l'expression « le Guy de Grôle », toujours employée pour le désigner aux papiers de 1446⁵. L'aîné, André, figure au Vaillant de 1388 ; ses biens, comprenant vingt-trois maisons dans la ville, sont nommés, pour le principe et pour la conservation des privilèges de la Commune, mais ne sont pas évalués, car il n'était point taillable⁶. Il réside habituellement à l'hôtel de Passins, à côté du grand juriste Humbert de Bovenc, tandis que son fils Humbert cherche fortune en France, et s'attache à Boucicaut, puis à La Fayette. Plus tard, quand le sénéchal, devenu un chef de guerre apprécié, entreprend de longues expéditions, les Lyonnais le supplient de remettre en partant ses pouvoirs à son père ; nous ne savons rien de plus sur lui⁷.

Disons tout de suite, pour en finir avec la famille de Grôle, que les fils d'Humbert, Charles et Philippe, et sept autres enfants qu'il eut, ne restèrent pas à Lyon. Charles, héritier de la baronnie de Châteauvillain acquise par son père, épousa en 1432 Marguerite de Poitiers de Saint-Valier et devint un grand seigneur. Les biens lyonnais furent vendus, et nous retrouvons en 1446 l'hôtel de Passins aux mains de Jehan de Varey, courrier⁸.

Humbert — le plus souvent nommé Imbert dans les documents lyonnais — revint à Lyon comme lieutenant du Seigneur de la Fayette au mois de février 1418, fit avec lui

⁵ V. 2^e partie, ch. I, § 3, p. .

⁶ C. C. 1, folio 20 (Vaillant, p. 15). Vingt-trois maisons, pensions et rentes. C. C. 3, Eynard (Aymard) de Grôle, Sr de Luys, f^o 36 v^o ; la vente de la maison de Foreys, f^o 15. Marguerite, femme de Gui de Grôle, citée quatorze fois : quatre pensions, et dix fois aux joutances.

⁷ R. C., 8 février 1419.

⁸ 161, C. C. 3, folio 150 v^o ; Nommée de J. de Varey ; celui-ci a aussi acheté la maison de Foreys.

l'expédition en Mâconnais et la « guerre de Chazey » et fut nommé bailli et sénéchal, au lieu de Philippon de Bonnay, à la fin de juin de la même année. De ce moment jusqu'à sa mort, survenue en 1434, il partage son temps entre l'administration de son office et la guerre aux Bourguignons.

L'homme est énergique, loyal, généreux, d'un caractère assez vif, en dehors, un peu inconsidéré dans ses paroles, très différent des bourgeois de Lyon dont il a su conquérir l'estime et la confiance. Il est accessible à tous et sans morgue, frayant volontiers avec les bons marchands ; sa piété est grande, et il ne s'en départ pas, même sur le champ de bataille. Administrateur exact et rude justicier, il est cependant bienveillant à la Ville, soucieux des intérêts communs et assez peu enclin aux empiètements traditionnels ; d'ailleurs capable d'initiative et toujours prêt à venir de sa personne et de ses biens au secours des bourgeois. Lors de la première disgrâce de la Fayette, en 1421, les consuls craignant qu'il n'y fût entraîné, supplièrent le Dauphin Charles de lui conserver son office, et quand il mourut à la peine, ils exprimèrent leurs regrets en de tels termes que le roi crut à propos de leur faire tenir ses condoléances.

Chef de guerre, subordonné d'abord à La Fayette son patron, puis au Maréchal de Séverac, avec lequel il ne s'entend pas bien, puis placé quelque temps sous le commandement nominal de l'amiral de Culant, il passe au premier plan dès 1420, comme il appert des documents bourguignons. Enfin c'est lui qui mène en 1422 l'expédition contre Rochebaron, de concert avec le comte de Pardiac, La Fayette n'y prenant part qu'en simple particulier ; et surtout dans la guerre contre le prince d'Orange, traitant avec Gaucourt de pair à compagnon, c'est lui qui embauche Rodrigue et porte auprès des ennemis la renommée de la bataille d'Anthon.

Comme son maître La Fayette, c'est un chef sévère aux gens d'armes, et qui réduit le plus possible le pillage et la

picorée. Il s'enrichit néanmoins dans ses campagnes : pour sa plus belle prise, le Maréchal de Toulangeon, le roi lui donna la belle seigneurie de Châteauvillain, en dédommagement de la rançon qui lui était due.

Tel quel, une belle figure de soldat, qu'on aimerait à mieux connaître, mais qu'ont laissée obscure l'ignorance des chroniqueurs français et l'absence de toute chronique lyonnaise ou dauphinoise en son temps.

Pour ses débuts à Lyon, le nouveau sénéchal rencontre la « morie », les dissensions au conseil de la Ville, pour ou contre Le Viste, pour ou contre Mandront, et les derniers efforts directs des Bourguignons. Les plus riches bourgeois s'en sont allés dans leurs domaines, la ville est désolée et dégarée, tandis que les gens d'armes de tous partis rançonnent la campagne. Le jour même, 13 juillet, où paraît pour la première fois dans les actes consulaires, avec son nouveau titre, le nom d'Imbert de Grôle, requis de mettre garnison chez ceux qui se sont absentés, on apprend que Péronet de Clerc, tondeur de drap et marchand de Lyon, a été dévalisé en Dauphiné par des gens d'armes qui n'étaient certainement pas anglais et emmené à Saint-Laurent-de-Mâcon, où il a été mis à rançon « ensemble son cheval, gippon et chasses, à XXVI francs... » La Ville engage un procès, mais qui prendra les malfaiteurs ? le bailli royal... Or, il les prit : l'un d'eux au moins, Morellet de Geynay, fut saisi et maintenu en prison, malgré la caution de Humbert de Beaumont, capitaine de Charlieu, qui le réclamait comme son compagnon ; les Lyonnais se dirent que Monseigneur de Bonnay n'eût pas si vite ni si bien fait ⁹.

De même à la requête des consuls concernant les absents, qu'il mette chez chacun des « gros borgeys » qui s'en sont allés de Lyon un homme d'armes pour secourir la Ville,

⁹ R. C., 13 juillet 1418, p. 123. A. A. 78-6: Lettre de H. de Beaumont, 7 fév. 1419 (p. Caillet) : « Je vous prie de vous désister du procès... contre mon bon ami Morellet de Geynay, en la cort du roy »...

nous savons comme il répondit : car à la date du 17, Jean Jossart, l'un des plus gros, écrit pour s'excuser et rappeler que la conservation de son château de Châtillon-sur-Azergues a bien aussi quelque intérêt, et qu'il y est plus utile à la défense même de la Ville qu'en sa maison de Lyon¹⁰. Jossart avait raison : la guerre de Chazey l'avait appelé à son poste ; d'ailleurs il était vraiment noble et suivait les armes. Mais les autres rentrèrent et firent dorénavant le service des portes, du guet et de l'escharguet. Nous avons vu d'autre part l'intervention décisive du bailli dans la désignation des envoyés de la ville en septembre.

Dès son installation, il avait remplacé dans ses fonctions de juge des ressorts et de lieutenant de la sénéchaussée, Messire Jérôme Ballard, fugitif et bientôt proscrit, par Messire Jean Paterin, auquel il adjoignit pour la défense de la Ville et du plat pays Gillet Richerd, Seigneur de Saint-Priest. Il semble avoir aussi, en sa qualité de capitaine de Lyon, remplacé Andry Chivrier, lieutenant de son prédécesseur, par Mandront du Nyèvre, en lui laissant toutefois la haute main sur les fortifications¹¹.

Cela fait, après avoir rompu le pas de la Chanal, par où les gardes de Pierre Scize introduisaient dans la ville des gens à pied et à cheval¹², il se remit à préparer une expédition et nous le retrouverons, dès le mois de novembre, en train de courir le Mâconnais en compagnie de Guillaume de Martel.

10 Archives municipales, A. A. 82-82, P. J., n° XV. R. C., 13 juillet, p. 124: Semblable requête avait été adressée l'année précédente, le 26 août, à Ph. de Bonnay, concernant nommément J. Jossart et J. Chevrier.

11 Première mention aux R. C., 31 oct. 1418, pour J. Paterin, aux A. C. Saint-J., 27 nov. 1418, pour G. Richerd.

12 R. C., 3 sept. 1418, p. 127, « attendu que G. de Saint-Romain, l'un des gardes de Pierre Encize, y a fait mener de nuyt gens à cheval et mis en la ville »...

3. La politique et la guerre de Juillet 1418 à la venue du Dauphin.

Les derniers jours de juillet virent l'installation à Paris de la reine et du duc de Bourgogne et leur mainmise sur le pauvre roi Charles VI. Le 27, on avait envoyé de nouveau sous son nom aux bonnes villes l'ordre de résister au Dauphin¹. Celui-ci se trouve maintenant au point le plus critique : étroitement borné au Nord, puisque la ville de Tours même ne lui obéit pas, il a perdu aussi le Languedoc, et ses ennemis lui disputent le Massif central ; il n'a plus vraiment à lui, avec le Berry où il réside, l'Orléanais au sud de la Loire, et le Poitou menacé des deux parts, que Lyon et le Dauphiné. En cet état, il négocie toujours, mais ne se montre décidé ni à céder beaucoup de son droit, ni à humilier sa personne. Il essaye de limiter ses pertes au midi du royaume en opposant au prince d'Orange le comte de Foix et les autres grands barons ; dans les montagnes, ses partisans tiennent bon. Le long du Rhône, tout le pays jusqu'à Beaucaire fut maintenu dans son obéissance par Philippe de Lévis, Seigneur de la Voulte, qui pendant six mois fit face de tous côtés, jeta sans compter ses ressources propres et lutta désespérément contre le prince d'Orange, pour conserver à son maître la route d'Avignon².

Le 16 août, le Dauphin chargea l'archevêque de Reims, Regnault de Chartres, de se rendre en Languedoc pour rassembler les éléments fidèles et reprendre la Province

¹ V. Vallet de Viriville : la pièce a été publiée dans l'Histoire de Tours de Dom Housseau : IX, col. 3825 et seq.

² Vaissete, loc. cit., p. 1046 et seq. Ph. de Lévis leva et entretint à ses dépens 200 hommes d'armes et 100 hommes de trait, vendit sa vaisselle d'or et d'argent... dont il fut dédommagé plus tard, lors du voyage du Dauphin en Languedoc. Parmi ses compagnons, notons son fils Antoine, Sr de Vauvert, le Sr de Beauchastel, le Sr de Grôlée, le Sr du Bouchage : on le signale à Marvejols, Meyrueis, Bagnols en Gévaudan. Dès le 18 nov. il fut autorisé à percevoir les revenus de l'évêché de Mende, pour soutenir sa campagne, v. T. X, col. 2059-58, et note XXXII, p. 138.

aux Bourguignons ; il lui donna pour lieutenant Ph. de Lévis, qui, nanti de ce nouvel office, réclama dès lors et reçut maintes fois le secours des habitants de Lyon. L'archevêque, dont le voyage fut annoncé aux Lyonnais par une lettre du Dauphin en date du 23 août, passa par Lyon le 25 septembre suivant : il y fut reçu comme un prince : gratifié de dix-huit torches et dix-huit boîtes d'épices, bien que les affaires du Languedoc ne fussent pas pour la Ville d'un intérêt immédiat.

Aussitôt arrivé à Beaucaire, il fut invité par les cardinaux résidant en Avignon à des conférences pour la pacification du Languedoc, d'où sortit le 14 novembre un «*appointement* » neutralisant jusqu'à Pâques la vallée du Rhône, et ordonnant l'évacuation des forteresses. Regnault de Chartres protesta qu'il n'y avait lieu à aucun accord, tout le pays étant au Dauphin, puis il consentit en principe, mais le traité ne fut pas exécuté. En effet, tandis que Lévis gardait le Bas Vivarais, l'archevêque rassemblait des gens d'armes de toutes parts³ (nov. 1418), et le comte de Foix, s'étant fait nommer lieutenant du Dauphin en même temps que du roi et du duc de Bourgogne, signifiait en décembre au prince d'Orange la fin de sa mission. Louis de Châlon essaya de résister, mais il fut bientôt chassé du Languedoc et se réfugia dans sa principauté⁴. Quant aux bourgeois de Lyon et aux gens des États du Dauphiné, le Dauphin leur rendait compte de toutes choses et les associait ainsi intimement à sa résistance.

Mieux encore, dans sa détresse, il sut ne pas céder à l'appât d'une mauvaise paix :

³ Mission de l'archevêque de Reims, avec Ph. de Lévis, le 16 août, Vaissete, T. IX, p. 1046. A. A. 22-20, lettres de créance de R. de Chartres, datées du 23. R. C., 25 sept. 1418, p. 128. Les «*montres* » sont à la B. N. : Etat des gens d'armes.. m^s français n° 7858 f° 335 à 366. Montre d'Ant. de Grôle et G. de Martel le 27 nov., d'Ant. de Lévis le 8 déc.

⁴ Le comte de Foix est lieutenant du Dauphin depuis le mois de décembre, il reçoit le même titre de ses adversaires le 20 janvier. Le Prince d'Orange se trouva déchargé, mais non l'archevêque de Reims, qui sut agir discrètement. L. de Chalon refusa d'obéir et résista jusqu'en mai ; Vaissete, loc. cit.

Les négociations entreprises par le duc de Bretagne avaient abouti le 18 septembre 1418 au traité de Saint-Maur : « Là firent une paix telle quelle », dit le bourgeois de Paris. Cette paix qui plaisait bien au duc de Bourgogne, fut approuvée par le roi, et publiée le lendemain à son de trompe⁵ ; mais le Dauphin refusa de la ratifier, et fit savoir à tous ceux qui voulurent l'entendre que le traité avait été conclu hors la présence de ses ambassadeurs, par le duc de Bretagne qui n'avait aucun pouvoir de ce faire, et qui avait dû y être contraint : « puet estre que nostre dit frère n'estoit pas le plus fort... et pour la cruauté qui règne par delà, il n'a pas osé débatre ainsi que la matière le requiert ». Il fallait donc « se tenir sur sa garde, ainsi et mieulx qu'avant »⁶.

Dès ce moment, le Dauphin ne perdra plus en France de partisans. Son père le maudit une fois de plus, et ses adversaires l'accusent de vouloir livrer le royaume aux Anglais, mais ils sont obligés de renoncer eux aussi aux avantages du traité de Saint-Maur et d'entamer de nouvelles négociations sous la direction du duc de Savoie.

Dans les pays armagnacs, tout le monde lui donnait raison : à cette heure en effet achevaient de se rompre les liens encore subsistants de part et d'autre, et la fidélité étroite des bourgeois au jeune prince s'affirmait de plus en plus. Deux incidents très significatifs de cet état d'esprit survinrent à Lyon.

Le premier est l'épisode des marchands lucquois. La riche ville marchande de Lucques était alors le centre de la fabrication des draps de soie et des brocards d'or et d'argent, et, s'étant tenue à l'écart des guerres civiles qui désolaient alors l'Italie, elle avait, au détriment de son honneur municipal, recueilli une partie du commerce de ses voisines agitées, en particulier l'exportation lucrative des soieries de toute sorte. Il y avait à Paris une colonie

⁵ Texte aux Ordonnances des rois de France: T. X, p. 473.

⁶ Lettre du Dauphin au gouverneur, gens du conseil et des trois états du Dauphiné : Mémoire de Fenin, Appendice, p. 271.

de marchands de Lucques et de Bologne, riches et bien assis, chez qui l'on venait acheter les étoffes de luxe. Fournisseurs attitrés de la reine Isabeau et de la cour de Bourgogne, ils étaient habitués aux plus grands égards⁷. Ces gens n'avaient pas à Lyon de facteur, mais des correspondants parmi les merciers. Quand se fit la scission du royaume, un certain nombre de pièces d'étoffe précieuse leur appartenant étaient entreposées chez Jean et Pierre Sala, dits Bastier, « pour doubte des gens d'armes ». Le Dauphin l'ayant appris, et ces gens étant, à tort ou à raison, accusés de soutenir le parti bourguignon, il donna à A. de Varennes l'ordre de saisir ces marchandises et de les lui apporter. Les frères Sala ne s'en voulurent pas dessaisir, et la Commune prit fait et cause pour eux. Les Lyonnais avaient reçu vers la mi-août une lettre des marchands lucquois de Paris qui faisaient appel à leur loyauté commerciale, parlaient de leur justice et de leur bonne prudence, et les priaient de faire « comme voudriez qu'il fut fait pour vous bourgeois et pour vous marchans en pareil cas », rappelaient les égards qui étaient dus « en espécial aux marchands d'estranges païs et de loingtaines contrées, qui ne se meslent que de la pratiqué de la marchandise », et enfin les menaçaient, à mots couverts, de représailles⁸.

Les Lucquois de Paris demandaient à leurs compères

⁷ Ces lucquois étaient en outre banquiers, et prêtaient de l'argent aux grands seigneurs; leur poursuite contre Edouard, dernier Sr de Beaujeu, à la fin du 14^e s., fut le signal de sa déconfiture: Huillard Bréholles, I, 605; II, 76, 77, 81, 90. A la même époque, la duchesse de Bourbon est aussi leur cliente assidue: *ibid.* II, 86. Ils ont fourni la cour de France sous Charles VI et celle de Bourgogne sous Jehan Sans Peur; c'est eux qui reçoivent les commandes du roi Henry V pour son mariage. Certains d'entre eux: Spifame, Dino Rapondi, étaient les familiers du roi et avaient reçu de lui des charges de finances: Huillard-Bréholles, *loc. cit.*, II, 81. Tous les grands du royaume ont affaire à eux: dans notre région, seule la maison de Savoie achète aux bourgeois de Lyon (et encore les lucquois et autres italiens ont-ils fourni presque tout pour le mariage de Marguerite de Savoie avec le duc de Milan en 1428. Cf. I^{re} partie, ch. II, § 7.

⁸ Lettre des marchands lucquois. A. A. 69-64, datée du 1^{er} août, (pub. Caillet).

« que lesdis fardeaux soient mis à plaine délivrance », ou au moins qu'ils ne soient transportés hors de la ville de Lyon ni mis hors des mains des frères Bastier jusqu'à ce que le roi ait ordonné « ce que faire s'en devra ».

Faire appel à l'honnêteté commerciale des Lyonnais, c'était les forcer dans leur dernier retranchement, rien n'étant pour eux plus important que la « marchandise ». Ils hésitèrent, ouvrirent une lettre du roi concernant cette affaire, et mirent empêchement d'une manière ou d'une autre au transport des pièces d'étoffe saisies, qui demeurèrent « arrêtées » à Lyon.

Varennès fit son rapport au Dauphin. Cependant les bourgeois avaient écrit eux aussi, et envoyé en même temps la lettre du roi qu'ils avaient reçue ; et, comme ils se sentaient en défaut, ils écrivirent au chancelier R. le Maçon avec qui ils étaient en bons termes. Les deux réponses arrivèrent au mois d'octobre⁹ : le Dauphin s'étonnait et se montrait fort mécontent ; il insistait sur l'obéissance qui lui était due, sur le peu de valeur des ordres du roi « qui ne fait rien de son propre chef », et rappelait la consigne donnée jadis et jusqu'alors respectée de lui faire tenir sans en rompre le scel tous les messages qu'ils recevraient de lui. Sentant aussi que la gravité de la chose résidait pour ces marchands dans la violation des usages commerciaux, il accusait les lucquois d'être « des principaux fauteurs des trahisons advenues à Paris », et donnait comme argument qu'ils se fussent adressés à lui pour obtenir justice, — et non à ses adversaires — s'ils avaient été bons et loyaux. A la fin de sa lettre, il leur apprend que l'archevêque de Reims et Varennès ont fait un appointement qui doit satisfaire tout le monde. La lettre de R. le Maçon n'est qu'une paraphrase de la précédente, sur le ton familier, destinée à montrer aux bons bourgeois toute l'étendue de leur faute. En l'état de nos connais-

⁹ A. A. 22-23, le Dauphin. A. A. 22-76, R. le Maçon, lettres datées du 6 octobre, pub. Caillet.

sances, l'affaire en reste là : aucune mention n'en est faite aux registres consulaires, alors que les voûtes de Saint-Jaqueme ont dû en retentir plus d'une fois, les portes closes. Les dix-huit torches et les dix-huit boîtes d'épices offertes à Regnault de Chartres à son passage ont peut-être quelque rapport avec l'appointement de l'affaire des lucquois. Nous avons cependant conservé la minute d'une adresse au Dauphin dont l'original fut confié à E. Oydel lors de son voyage du 19 octobre ; les consuls y rejettent sur les gens du bailli l'ouverture des lettres de Charles VI, et pour le reste, protestent de leur obéissance¹⁰.

La seconde aventure est celle de Gorgelet, porteur des lettres du traité de Saint-Maur. Le Dauphin ayant refusé de ratifier le traité, en écrivit, nous l'avons vu, aux villes et aux provinces. Les archives de Lyon n'ont pas conservé sa lettre, mais nous avons celle qu'il écrivit le 29 septembre au gouverneur et aux gens du Conseil et des Etats du Dauphiné : il y dénonce la mauvaise paix, à laquelle il n'a pas consenti, défend de recevoir sur ce aucune lettre du roi ni du duc de Bourgogne, et termine ainsi : « et se aucun messagés ou aultres de quelconque estat qu'ilz soient venoient au païs de par dela de la part dudit Bourgogne... iceux prenez et arrêtez personnes, et les mettez en si seur lieu que bien nous en sachiez respondre... »¹¹. A ces lettres il a joint la copie de l'Avis pour le bien de la paix.

Nos bourgeois reçurent ces lettres aux premiers jours d'octobre, tandis qu'ils attendaient la réponse du Dauphin sur l'affaire des Lucquois, et savaient qu'ils avaient sur ce fait encouru son mécontentement. Or vint à Lyon à ce moment précis le messenger du duc de Bourgogne, Jehan Gorgelet, chevauteur et sergent à cheval de Monseigneur en son Châtelet de Paris, portant les lettres de la paix. Les consuls n'eurent que faire de l'arrêter : aussitôt qu'il parut

¹⁰ A. A. 136-1. Extrait aux P. J., n° XVI.

¹¹ Lettre aux Dauphinois, publiée en Appendice aux Mémoires de Fenin, p. 271. Les Lyonnais ont certainement reçu, mais n'ont pas conservé ce document.

sur la place devant Saint-Nizier, où se tenait le marché de tous les jours, la foule du peuple se rua sur lui. L'homme était sur ses gardes, il se réfugia dans l'église. Mandront l'alla chercher, et le persuada de se rendre au conseil de la Ville, l'assurant qu'il le protégerait pendant la traversée de la place. Quand il fut à Saint-Jaqueme, on lui prit ses papiers, son argent, ses lettres de change, et toutes les copies qu'il portait des lettres royales, puis on le conduisit à Roanne. Là il fut mis à la torture « plusieurs fois et durement questionné », à la poursuite des gens de la ville, et détenu ensuite en étroite prison pendant quatorze semaines.

La lettre royale scellée du grand sceau fut aussitôt envoyée à Chinon, et le Dauphin en accusa réception par sa lettre aux consuls du 14 octobre, remerciant les bourgeois de ce qu'ils avaient fait, et les mettant en garde contre « une certaine cédule faite par les Parisiens » dont nous n'avons pas connaissance¹². Il leur écrivit encore le 31 du même mois, répétant ce qu'il avait dit en septembre, qu'à « icelle paix que nous désirions moult, nous avons envoyés ambaxadeurs, mais en vérité ne furent oncques oys ne appelez, et n'est point notre entention de tenir chose qu'ilz aient faicte... »¹³.

Quand on eut tiré du pauvre Gorgelet tous les renseignements qu'il pouvait donner, on le mit dehors, aux premiers jours de janvier 1419, et il s'enfuit jusqu'à Mâcon sans tourner la tête. De cette ville, à la date du 10, il écrivit aux consuls une lettre furibonde, pleine de reproches et de menaces, où nous trouvons tous les détails de l'aventure, car, bien entendu, les registres consulaires ne parlent pas de lui¹⁴.

¹² A. A. 22-23, pub. Beaucourt.

¹³ A. A. 22-22, pub. Caillet.

¹⁴ A. A. 82-81, P. J., XVII (pub. Caillet, qui la place en 1421 après le traité de Troyes). La lettre de Gorgelet du 10 janvier, si nous tenons compte des 14 semaines de détention dont il se plaint, place son arrivée à Lyon vers la fin de septembre, le traité de Saint-Maur étant du 18 sept. Arch. Nationales, P. 13771, cote 2827, cité par Beaucourt.

L'attitude du petit peuple, en complet accord ici avec la bourgeoisie haute et moyenne, alors qu'il fut si souvent ailleurs de tendances bourguignonnes, achève de nous faire connaître la physionomie politique de la ville de Lyon.

Le pays était alors en repos : une trêve d'un mois a été conclue le 1^{er} décembre entre les duchesses de Bourbon et de Bourgogne, et, derrière le Beaujolais, la ville respire, d'autant que la Saône est en crue : le 5 décembre on relève les chaînes, puisqu'il n'y a plus de danger ¹⁵. Le 8, les élections consulaires se passent tranquillement ; les maîtres des métiers appellent au conseil presque tous les élus de l'année précédente, ceux dont on avait, pour complaire au roi et à Messire Jehan le Viste, annulé l'élection ¹⁶.

Divers événements avaient eu lieu en ces quelques semaines : on avait assisté au refus du chapitre d'accueillir le fils du populaire Guy de Grôle, oncle du sénéchal, à cause de la mésalliance de jadis ; on avait entendu dire que le Dauphin était en route pour venir à Lyon, et l'on avait même pris quelques mesures à ce sujet, puis le bruit avait été reconnu faux ¹⁷. On avait réglé plusieurs comptes, exigé le tréhu des ecclésiastiques ¹⁸, payé de vieilles dettes : en somme, la ville avait vécu. Et dès que le danger avait cessé d'obséder les esprits, on avait songé de nouveau aux vieilles revendications de la Commune, toujours poursuivies et toujours différées : l'archevêque de Reims avait bien pu accorder provisoirement les lettres du barrage du

¹⁵ R. C., 5 déc., p. 139 : « attendu la creissue de Saune... et que le pays n'est pas de grant regart pour le présent »...

¹⁶ Liste des consuls pour 1419 : R. C., 8 déc. 1418, p. 140 : J. de Durche, L. Chapuis, J. Tiboud, J. de Marines, E. Guerrier, Th. Rossignol, Neme du Nyèvre, B. Jacot, E. de Villenove, P. de Cuysel, Math. Odebert, Jacquemet Torvéon.

¹⁷ R. C., 13-14 novembre, p. 134-135 : On a désigné douze notables pour « faire l'ordonnance » avec les consuls, et décidé de s'unir au clergé et au plat pays pour offrir au prince un don de 2.000 l., et 500 l. aux seigneurs de sa suite.

¹⁸ A. C. de Saint-Pol, 21 déc. ; « 15 fr. payés à Léonard Caille, en vertu de l'accord ».

pont du Rhône¹⁹, mais on avait envoyé Oydel demander au Dauphin lui-même le renouvellement et l'extension des privilèges²⁰.

Surtout on était entré en relations directes avec les fugitifs de Paris.

Après le traité de Saint-Maur, et durant trois semaines, il y avait eu à Paris une sorte de trêve, pendant laquelle ceux qui vivaient caches et traqués dans la ville et dans la banlieue, avaient pu s'enfuir en pays armagnac. Plusieurs s'étaient réfugiés à Lyon : de ce nombre, Gérard Machet et Jehan Gerson.

Messire G. Machet, chanoine de N.-D. de Paris, docteur et maître en Sorbonne, professeur d'Ecriture sainte, est, plus que Gerson, versé dans la politique et la fréquentation des grands. Plus soucieux que le grand homme de ses intérêts temporels, il s'occupe de lui et le guide dans son exil ; le 31 octobre 1418, il est reçu chanoine de Saint-Pol de Lyon, où il va demeurer près de quatre ans, prenant part aux assemblées capitulaires, et ne faisant que de courtes absences ; les chanoines abusent de sa science et de son éloquence, le font beaucoup prêcher, et pour cela d'abord, en même temps que pour sa santé, le dispensent volontiers des matines. En 1422, il quittera Lyon pour vivre auprès du jeune roi dont il est le confesseur ; en 1423, élu évêque de Castres, il renoncera à sa prébende en faveur de Gerson. Celui-ci, vieux et déjà malade, célèbre dans la chrétienté, hésita plusieurs années avant de refuser définitivement un canonicat qu'on lui offrit plusieurs fois : ayant maintes fois condamné le cumul des bénéfices, il ne voulait pas même en apparence contrevenir à la règle qu'il avait posée ; d'autre part, aussi mal vu de la cour de Rome, comme champion du Concile, qu'il pouvait l'être par ailleurs des Bourguignons, il lui déplaisait d'attirer l'attention du pape sur le chapitre de Saint-Pol. Aussi vécut-il

¹⁹ R. C., 8 oct., p. 131, Oydel était allé le lui demander à Saint-Vallier.

²⁰ R. C., 19 et 21 oct., p. 131.

ses dernières années dans une studieuse et sainte obscurité, non loin de son frère, prieur des Célestins. Il avait accepté les fonctions de maître d'école au cloître, et vivait des subventions du chapitre, tout en instruisant, évangélisant — et aussi en observant — les écoliers. Il écrivit à Lyon de nombreuses lettres et plusieurs traités qui figurent au recueil de ses œuvres. Ses ressources augmentèrent en 1425 par la grâce des comtes de Saint-Jehan : le 21 mars, ceux-ci concédèrent « à leur vie » la maison et les revenus de la terre de Quincieu à « Messire Jehan Jasson, chancelier de Paris, et Girart Machet, confesseur du roi, professeur en Stes Ecritures, *habitans en ce pays pour de certaines causes justes et raisonnables* »²¹. Le 21 octobre 1428, le chapitre de Saint-Pol, sur la proposition du charmarier P. Charpin, vicaire et official de Monseigneur de Lyon, accorda au chancelier Gerson un anniversaire de pain et de vin et la sépulture. Il mourut le 12 juillet 1429, et fut enseveli dans l'église même avec les chanoines. P. Charpin, qui savait écrire, lui rédigea un obit élogieux, où il établit le lustre et l'honneur que le chapitre entier reçut de son séjour. Durant ces dix années, Gerson n'avait guère quitté le cloître : les registres consulaires mentionnent un voyage qu'il fit en 1427 auprès du roi Charles VII, et où il consentit à s'entremettre pour les affaires de la ville²².

Quelques semaines avant sa mort, il écrivit ou fit écrire par son frère le prieur des Célestins une consultation sur le cas de Jehanne d'Arc, destinée à Gérard Machet qui lui faisait subir à Chinon son premier examen²³. On dit aussi qu'il soutint de sa grande autorité la résistance passionnée de l'archevêque Amé de Talaru contre les empiètements

²¹ A. C. Saint-J.: 21 mars 1425.

²² R. C., 2 avril 1427: « Mandement sur J. Gontier de dix francs qu'il baillera à Maistre Jehan Jarson pour maistre Guillaume le Tur... ».

²³ Gerson: Opera omnia, II, 870: Opusculum de Pulcella aut viragine aurelianensi: le titre a été modifié par les éditeurs postérieurs: C'est bien de la voyante à son arrivée à Chinon, et non de la pucelle victorieuse qu'il s'agit.

du pouvoir pontifical, et fut le conseiller écouté de ce prélat et du saint cardinal d'Arles, Louis Alleman, dans leurs luttes au concile de Bâle ²⁴.

Les bonnes gens de Lyon entourèrent Gerson d'un profond respect, et suivirent ses prédications comme ils avaient naguère accueilli celles de Frère Vincent Ferrier. Mais pour leurs affaires, c'est Messire Gérard qui les intéressait le plus.

Ils se mirent en rapports avec lui tout aussitôt, et le 26 décembre J. Caille rapportait au conseil ravi que le confesseur du Dauphin venait de recevoir une lettre de Monseigneur de Cambray annonçant que le prince concédait à la Ville de Lyon un Parlement de droit écrit et une « estude d'université ». Et le Conseil de désigner J. le Viste et J. du Nyèvre pour aller en cour poursuivre la délivrance de cette faveur. Un dernier reste de prudence subordonne la décision au consentement de Niziès Grey-sieu ; mais ce dernier « n'en fut pas bien d'accors », et personne ne partit ²⁵.

*
**

Les bourgeois s'étaient trop hâtés de retourner à leurs affaires, la trêve de fait qui durait depuis le mois de septembre arrivait à son terme. Déjà, en ce mois de janvier 1419, la sécurité n'était plus aussi grande, la guerre se rallumait en Mâconnais, et les rapports du chapitre de Saint-Jehan avec le Duc de Savoie tournaient à l'aigre et mettaient de nouveau la ville en danger.

L'affaire commence par un de ces actes de brigandage

²⁴ R. C., 17 mai 1422, II, p. 4. Les R. C. mentionnent le passage du légat Albergati, qu'ils appellent l'évêque de Bologne. On peut placer ici l'anecdote rapportée par Du Tillet dans: *Libertés de l'église gallicane*, p. 129: le légat aurait voulu publier à Lyon la bulle du Pape révoquant l'ordonnance royale de 1406 sur la collation des bénéfices. L'archevêque — avec J. Gerson — ne permit pas la publication; le peuple s'émut...

²⁵ R. C., 26 déc. 1418, t. I, p. 144: P. d'Ailly, évêque de Cambrai, en correspondance suivie avec G. Machet; peut-être aussi... Adam de Cambray, président au Parlement.

dont les gens d'armes sont coutumiers : un marchand de Montluel, G. Raches, a été pris et rançonné sur les terres du chapitre par un gentilhomme du Dauphiné. Le duc de Savoie, qui maintient dans ses domaines une stricte police, a mis la main sur les châteaux de l'Eglise à la part de l'Empire, du moins sur celui des trois qu'il a trouvé sans défense, Genay. Les deux autres, Saint-Bernard et Rochetaillée, sont menacés ²⁶.

Ces trois châteaux outre la Saône ont toujours été pour le chapitre un sujet d'inquiétude et de mécomptes. Alternant le long de la rivière avec les possessions de l'Ile Barbe, où l'antique monastère, dans sa décadence, a toujours laissé entrer qui l'en a prié fortement ²⁷, ils sont englobés dans ce que l'on appelait le Beaujolais à la part de l'Empire, lieu traditionnel de guerres féodales entre les Seigneurs de Beaujeu et ceux de Villars, et depuis l'achat des droits de Villars par les ducs de Savoie et de Bourbon en 1402, de disputes non moins vives entre les deux maisons.

Dans les campagnes d'Amé de Viry en 1408 et 1412, ils avaient eu des malheurs, et se trouvaient toujours exposés aux convoitises de divers côtés. Saint-Bernard et Rochetaillée étaient défendables, Genay ne l'était pas ; le châtelain, P. de Cuysel, bourgeois de Lyon, aussi châtelain de Sainte-Foy, était absent, et nous l'avons vu l'année précédente se faire suppléer par Hugonin de Villette, frère de Charbucle, dont on ne saurait affirmer qu'il n'est pas un fonctionnaire ducal. D'ailleurs nous verrons bientôt le

²⁶ A. C. Saint-J. : 27 nov. 1418 : G. Panoilliat ira au bailli de Breyse et au duc de Savoie pour faire lever la main du duc mise sur leurs terres de l'Empire à l'occasion de la prise de Guicherd Raches, de Montluel.

²⁷ Les châteaux de l'Ile-Barbe : en 1412 : le monastère cède au Cte de Savoie ce qu'il possède dans le fief de Rochetaillée : f° 306, n° 822 ; en 1430, Sottison, envoyé au duc ; en 1434, 19 avril, le duc de Savoie a besoin du château de Vimy pour sa guerre « contre le roi et le Dauphin », (en fait, contre Ch. de Bourbon). Aynard de Cordon, abbé de l'Ile-Barbe, le lui cède sous certaines conditions. Archives de l'Isère : Inventaire ancien : lyonnais : f° 304, n° 914.

gouvernement savoyard installé à demeure à Genay, au point d'octroyer aux habitants du bourg des lettres de franchise ²⁸.

Circonstance aggravante, Maugiron, le pillard, est le propre neveu de P. de Challes, un des lieutenants de La Fayette, celui-là même à qui Imbert de Grôlée a laissé la garde des défenses extérieures de Lyon ²⁹. Les Seigneurs de Saint-Jehan ont envoyé tout aussitôt leur procureur fiscal, G. Panoilliat, au bailli de Bresse et au duc pour obtenir la mainlevée.

Quant au bailli, avant même de rentrer à Lyon, dès la première nouvelle de l'attentat, il a délégué au chapitre son lieutenant Gillet de Saint-Priest pour inviter les chanoines à faire dans leurs places telle garde qu'aucun préjudice n'advienne à la ville et au pays : s'ils ne peuvent y suffire, le bailli est prêt à recevoir ces places, sous sa responsabilité personnelle. Les chanoines ont répondu : là où ils n'ont que des soldats, ils garderont bien les châteaux ; où il y a du peuple en quantité, ils ne peuvent répondre de rien et acceptent que le bailli y mette telle garde qu'il jugera bon. « Ils ont déjà mandé leurs lettres patentes à leurs gens et sont prêts à obéir. » Par contre, le bailli les ayant menacés d'une astreinte de 10.000 livres, les fiers seigneurs protestent contre ce procédé ³⁰. Imbert de Grôlée rentre à Lyon, et, le 1^{er} décembre, bannit le procureur fiscal G. Panoilliat, qui revenait à peine de sa mission, sous prétexte qu'il avait refusé le service aux portes de la ville : il devra résider un an à Clermont, en Auvergne. La peine fut « admodérée » à la fin de décembre, sur la demande

²⁸ Le chapitre n'essaie jamais de défendre Genay. Il a autorisé naguère les habitants à fortifier eux-mêmes « la poype » pour s'y réfugier. Le duc de Savoie y a des terres ou des droits, mêlés à ceux du chapitre. Le châtelain en 1417 était P. de Cuysel « de la maison de Mons. de Savoie » (A. C. Saint-J., 4 juin 1417) et se faisait suppléer par Hugonin de Villette, frère de Charbucle, châtelain de Miribel pour le duc.

²⁹ A. C. Saint-J., 23 fév. 1419 : « un certain Maugirant, neveu de P. de Chales ».

³⁰ A. C. Saint-J., 27 nov. 1418.

des consuls : c'était la résistance des chanoines que le bailli avait visée en frappant leur serviteur ³¹.

Le 19 décembre, l'autre lieutenant J. Paterin, vient au chapitre menacer les chanoines de plus grosses peines et se déclare prêt à leur donner des gens pour garnir les châteaux. Le chapitre ne veut que bien servir le Dauphin : il cherche la réponse habile à faire doucement au terrible bailli, pour qu'il n'installe pas dans leurs forteresses ses propres gens d'armes, mais leur permette d'y envoyer des hommes sûrs aux gages du Dauphin ³².

Et bien vite on appelle les mansionnaires, on les adjure de faire leur office, on leur promet tous les secours dont ils auront besoin. Les mansionnaires sont, à Saint-Bernard, A. de Trézettes, à Rochetaillée H. de Varax, dont les familles sont vassales l'une de Bourgogne et l'autre de Savoie. Trézettes se tait, Varax refuse de défendre son château ; de même Gilles de Saint-Point ne veut réparer Saint-Germain-au-Mont-d'Or. On envoie à sa place Regnault d'Albon qui commence les réparations en jetant bas les constructions parasites, et comme La Fayette a de nouveau mis la main sur les tours d'Anse, on lui envoie Panoilliat pour gagner du temps (2 janvier 1419). Cependant la guerre dure sur la rive gauche de la Saône, le 15 mars encore, Saint-Bernard doit être ravitaillé par eau. En avril enfin apparaît la fin du conflit : les Chanoines écrivent au duc de Savoie, et sur sa réponse, lui envoient le 24, sous bonne escorte, le chantre G. de Talaru et l'official P. Char-

³¹ R. C., 1^{er} déc. 1418, p. 138, 19 déc., p. 142: « amodurer audit Guillaume Panoilliat le terme d'un an à quoy il l'a condampné à aler demourer à Clarмонт en Auvergne ou à Saint-Flour, et certiffier tous les moys de sa résidence, pour ce qu'il a refusé de garder la moytié des clefs de la porte Saint-George pour XV jours, à son tour, comme font les autres citiens de Lion, à ung moys ou à deux, attendu que ledit Guillaume s'en reppent, pourveu que ladite amoduracion se face en jugement publicque, comme a esté faicte ladite condampnacion ». « Ilz ont esté d'acors que se monseigneur le bailli vult pardonner à Guillaume Panoilliat, qu'il le face, car ilz en sont contens ».

³² A. C. Saint-J., 19 déc. 1418... Si les gens du duc de Savoie et du bailli de Bresse demandent l'entrée des châteaux, on ne leur obéira en aucune façon », mais...

pin, qui règlent l'affaire avec le bailli de Bresse, sans qu'on en parle plus³³.

Cependant la « Guerre de Geynay » avait soulevé dans le pays une certaine agitation dont les bourgeois ne semblent pas avoir eu d'abord beaucoup de souci : ils craignaient peu le duc de Savoie. Mais le bailli leur fit garder les portes du côté de l'Empire dès le mois de décembre, et assurer par six hommes d'armes et six de la ville la protection du faubourg Saint-Vincent³⁴. Le 22 janvier, les consuls refont le papier du guet, et le 31, réorganisent la surveillance des portes, d'autant qu'il leur convient d'en éloigner les gens d'armes. Ceux-ci s'en emparent au moindre défaut et sont tellement douteux qu'il faut à leur départ changer les serrures ; il faudra bientôt leur ôter, jusqu'au retour du bailli, même ces défenses extérieures qu'il leur avait confiées : « les gens de P. de Challes... ne garderont plus à la porte de Saint-Marcel... on dit qu'ils suyvent les marchans à l'ysue de la ville pour les desrober... »³⁵.

Pendant ce temps, La Fayette et Grôlée avaient recommencé leurs courses en Mâconnais. La ville leur avait prêté deux de ses bombardes, mais se refusait à recevoir les prisonniers ou le butin : « ...requièrent le bailli qu'il ne souffre être mis à Lyon nulz fourrages ne prisonniers s'ilz ne sont pris au bailliage, s'ilz y sont prins, qu'on les mène à Roanne... »³⁶. Bientôt, les consuls réclament la présence de leur capitaine, car de nouveaux périls sont en vue³⁷.

³³ A. C. Saint-J., 19, 20, 22, 31 déc. 1418; 2, 3, 30 janvier 1419; 14, 23 février (la guerre que mène le bailli de Bresse), 15 mars; le 16 mars, on parle d'envoyer quelqu'un au duc de Savoie « pour certaines affaires délicates »; les envoyés partent le 24 avril.

³⁴ R. C., 19 déc. 1418, p. 142.

³⁵ R. C., 22, 31 janv., 1^{er} fév., 9, 13 mars 1419; p. 147, 148, 149, 156, 157. Jaquemot le brodeur est suspect « pour ce que l'on dit que son filz va et vient à Monluel et autre part par devers les bannys ». Deux hommes du bailli ont gardé 3 jours la porte de Saint-George... Dodieu et Chapuis ont fait faire une serraille et deux clefs noves pour lad. porte... « telles que à peine les porroyt l'on contrefaire ».

³⁶ R. C., 25 janv., 8 fév. 1419, p. 145-150: « que l'on prestera au Seigneur de la Fayette deux des bombardes de la Ville pour s'en aydier ».

Chassé du Languedoc et forcé de rentrer chez lui, le Prince d'Orange s'était mis en rapports avec les chefs de cette noblesse savoyarde et bressane dont le privilège était de combattre qui lui plaisait, hormis le service dû à son suzerain. Il voulait les lancer sur le Vivarais et le Velay, pour prendre à revers la province. Salenove, Viry, Varembon, Humbert Maréchal répondirent à son appel et commencèrent leurs montres et leurs mouvements.

Les Lyonnais pensèrent d'abord, attendu le péril, à fortifier et récurer les fossés de Saint-Sébastien (10 février), puis se contentèrent de placer « un barrio dedans la porte de Saint-Marcel, comme celui qui est dehors » (24 février), et, le 11 mars, entreprirent « un mur devers le Rosne, sous la vigne de Girerdin, que le passage à pié et à cheval n'y soit plus »³⁸. Une fois l'œuvre reprise, ils ne cessèrent plus de compléter et d'améliorer les fortifications. Les milices sont remises sur pied le 1^{er} avril, et, le 10, les clefs de toutes les portes ayant été confiées à Loys Chapis et P. de Cuysel, on assigne à chacun son poste « en cas d'effroy »³⁹.

L'alarme est encore aggravée par une lettre de Ph. de Lévis, qui leur signale d'Annonay le passage prochain d'Humbert Maréchal et les conjure de bien garder leur pont⁴⁰. Le 14 mai, les consuls chargent Loys Chapuis, qui

contre les ennemis et rebelles du Roy N. S. et de monseigneur le Daulphin ».

37 R. C., 29 mars, I, p. 160: « attendu qu'il n'est point besoing pour la garde de ce pays, attendu les nouvelles que l'on dit que les ennemis s'aprochent de ceste ville, que Mons. le bailli aille par devers Mons. le Daulphin ne autre part hors de la ville, et s'ainsi est qu'il faille qu'il y aille, qu'il lessera en lieu de lui son père ».

38 R. C.: 10, 24 février, 11 mars, I, p. 151, 154, 157. Il faut aussi : « que l'on face tout ce que fere se porra comme la grosse cheine de Pierre Encise se baisse au bot, devers la vigne Guillemet le Viste, tellement que les batteaux ne puissent passer plus par dessoulz sans licence ».

39 R. C., 1^{er} et 10 avril, I, p. 160-162: « les gens d'église s'aprestent pour aler là ou l'effroy viendra... les mendiens yront au feu, s'il estoit nécessaire... Ceux d'Enay garderont de leur part ».

40 R. C., 24 mai, p. 168; A. A. 78-27, 4 mai: Cette lettre ne peut être mieux datée que de cette année 1419, cependant Ph. de Lévis y prend le titre de Sr de Villars, ce qu'il ne fera couramment qu'après 1424,

est de Condrieu, de savoir l'état des villes et pays « d'à bas ».

De son côté, le Chapitre, aussitôt dégagé de l'affaire de Genay, s'est occupé de mettre en état ses châteaux du Sud ⁴¹.

Tout est prêt, et maintenant qu'on a crié les pennons et les étables, il ne reste plus qu'à obtenir du bailli « que toutes gens estranges soyent tramis dehors, afin que nul ne sache riens du fait de la ville, fors ceux de la ville » ⁴².

Enfin le 28 mai, une lettre d'Humbert de Grôleé annonce que Saleneuve a fait sa montre et va passer la Saône. Aussitôt Enemond de Sivrieu a envoyé son clerc « sur les marches », et celui-ci a pu voir et compter les ennemis : près de Cuisery, il y a six capitaines avec 1.800 hommes. Grand émoi !... de courte durée. Quelques jours plus tard, Saleneuve a bien passé la Saône, mais plus au Nord, et, par le cours de la Loire, il a pénétré jusqu'en Velay ; reçu vigoureusement par le vicomte de Polignac, il a dû se retirer en désordre et n'est plus à craindre. La ville de Lyon respire encore une fois ⁴³.

Elle n'a pas cessé de vivre, d'ailleurs, pendant toute cette période, comme elle l'avait fait l'année précédente, et a poursuivi ses diverses affaires : un procès est engagé contre le Chapitre qui répare les murs et les tours de son cloître, pour que le barrio de la Porte Froc ne soit refait plus haut ni plus large qu'il n'était ; un autre procès avec l'archevêque pour le passage de la Chana, bien que l'état de fait eût été réglé par le bailli à l'avantage des citoyens. Les consuls ont obtenu du Dauphin le *debitis* qu'ils attendaient contre le receveur et les fermiers des aides, ils

mais le cas n'est pas unique, il s'en faut : cf. Huillard-Bréholles, p. 201, depuis 1415, il prétend à la succession ; p. 215 et seq., il dispute à Isabelle d'Harcourt Roussillon, Riverie et Annonay ; p. 223, dès 1423, il prend le titre dans tous les documents.

⁴¹ A. C. Saint-J., 23 mars, Condrieu ; 10 avril, Givors ; 9 mai, Rochefort.

⁴² R. C., 24 mai, p. 169.

⁴³ R. C., 28 mai, p. 170. V. Vaissete, T. IX, p. 1050 : Armand VII, vicomte de Polignac, lieut. du Dauphin en Velay, Vivarais, Gévaudan.

essaient de faire rentrer « la reste des ecclésiastiques », et recueillent les tailles des paysans réfugiés dans leurs murs en ces dernières années ; le 23 avril, ils protestent contre la création au Puy d'un atelier des monnaies, pour le dommage qu'il pourrait causer à celui de Lyon ⁴⁴. Le 2 mai, ils décident d'envoyer à Bourges Messire Paterin avec le Procureur, pour la confirmation des privilèges ; le Procureur est parti seul le 9, pour des raisons d'économie ; il doit aussi réclamer les foires, qu'il n'obtiendra pas. Il revient à la fin du mois, rapportant l'annonce de la prochaine venue du Dauphin ⁴⁵.

Le Dauphin n'a pas renoncé à faire la paix.

Il s'est établi solidement sur la Loire, il a pris Tours en décembre 1418, et dès lors le gardera ; il a commis La Fayette à le représenter sur ses frontières de l'Est, Polignac au Sud-Est. Puis, solennellement, en sa cour de Parlement séant à Poitiers depuis le 21 septembre, il a pris, le 29 décembre, le titre de Régent ; c'est au Dauphin de Viennois régent le Royaume que, le 30, les Tourangeaux se sont rendus. Il n'a cessé d'entretenir des rapports secrets avec les milieux bourguignons les plus modérés ; en mars, il a correspondu avec le Parlement de Paris, dont les magistrats souffrent de l'état du royaume ; au mois d'avril, ses gens se sont abouchés à Provins avec des bourgeois de Paris, agents officieux du duc de Bourgogne ⁴⁶ ; en même temps, il a demandé la médiation d'Amédée de Savoie par l'évêque de Saint-Papoul, dont le passage à Lyon est signalé dès lors ⁴⁷. A la fin du mois, pour prouver sa force

⁴⁴ C. C. 307, du 6 juin 1419: debitis contre les devans à la ville, vidi-mus et exécutoire d'H. de Grôle. R. C., 13 fév., 23 avril, 24 mai, I, p. 152, 164, 169.

⁴⁵ R. C., 5, 9 mai: I, p. 166, 167, 168. Le 1^{er} juin, on reçoit des lettres de R. de Mâcon du 23 mai. Enfin le 28 juin, le Procureur est rentré et rend compte de son voyage : I, p. 177.

⁴⁶ V. Besse, p. 294. D. Félibien, II, p. 797.

⁴⁷ L'évêque de Saint-Papoul est de retour de Savoie le 7 juin, R. C., I, p. 171: « lequel apporta nouvelles... comme de Monseigneur de Savoye, dont il venoit errant »...

en même temps qu'il expose sa bonne volonté, il a passé la Loire en armes et s'est avancé jusqu'à Montargis. Jehan sans Peur lui a accordé le 14 mai une trêve de trois mois.

Alors ont commencé, sous les auspices des cardinaux et des ducs de Bretagne et de Savoie, les grandes négociations du mois de juin : à Meulan, le duc de Bourgogne cause avec les Anglais, à Pontoise avec les envoyés du Dauphin. Le 30 juin, il fait mine de rompre avec Henry V et le 8 juillet il rencontre à Pouilly, près de Melun, le Dauphin venu au-devant de lui ; le 11, la paix est signée, promulguée par le roi le 19, et par le Dauphin le 20. Cependant, cette paix n'était pas celle que la France attendait, — en réalité, les Français, trop divisés et passionnés n'en pouvaient alors accepter aucune — ; la publication en pays armagnac en fut tardive et ne souleva point d'enthousiasme, de la défiance plutôt, par le souvenir de Saint-Maur-des-Fossés. Le duc continuait à négocier avec les Anglais que nul ne combattait plus ; le Dauphin ne se souciait pas de s'aller mettre aux mains de son adversaire. La trêve de mai seule suspendait vraiment les hostilités : il fallait la renouveler, pour cela les négociations reprirent. Le Dauphin qui était revenu sur sa terre, quitta Bourges le 12 août, et lentement, comme à regret, s'approcha du duc de Bourgogne ; il vint à Montereau le 24 et recula jusqu'à Moret pour attendre. Jehan sans Peur avait convoqué son armée à Troyes pour le 17 août, et lui aussi s'avancait vers Montereau. Le 5 septembre, on avait fait écrire aux deux princes une lettre annonçant une action commune contre les Anglais. C'est sur le pont même de la ville, qu'eut lieu, le 10 septembre, l'entrevue fameuse et tant de fois maudite, où périt le duc de Bourgogne sous les coups des serviteurs du Dauphin.

Les conséquences immédiates du meurtre furent très graves : à Paris, de nouveaux massacres, en pays bourguignon la disparition de toute opinion modérée, et dans tout le royaume la reprise de la guerre.

A Lyon, on avait, le 1^{er} juin, reçu une lettre du Procureur

reur, puis Rolin de Mâcon était rentré, et sans doute avait mis ses concitoyens au courant des événements ; on avait vu passer deux fois encore l'évêque de Saint-Papoul avec qui l'on s'était entretenu longuement et gravement. Le premier sujet d'inquiétude, local et immédiat, et pourtant de portée redoutable, était la mort du comte de Valentinois, et l'ouverture de sa succession, ardue et grosse d'événements⁴⁸ ; le second, pour lequel les Lyonnais furent bien aises d'avoir en leur ville un Lyonnais, familier de leur prince, demeure pour nous obscur. Le 1^{er} juin, au conseil, Jehan de Durche a dit : « que Mons. le baillif a heu nouvelles de aucunes personne honorable, lequel a mandé que la ville se doit baillié et délivré par aucunes gens de la ville, et pour ce a esté prins ung clerc de Fenoil, lequel a fait ses mémoyses et articles, et entre les autres *qu'ils sont d'une commune pour six vints*. Pourquoi soit avisé sur le fait de la garde de la ville et comme l'en soi doit gouverner, et aussi sur l'examination de ceulx qui seront prins. » Le 7, revenant de Savoie, l'évêque leur apporta des nouvelles de paix ; les consuls avec l'archevêque et le clergé le reçurent le matin à Saint-Pol, et l'après-midi, comme il l'avait demandé, deux de la ville, Sire Jehan Tiboud et Est. Guerrier le vinrent trouver à part, et il leur « montra ce que avait passé le Procureur par devers Mons. le Dauphin », et les Lyonnais furent si contents de lui que d'un commun accord ils le servirent à son départ de douze torches et de douze livres d'épices. Et rien n'était resté de cette affaire de trahison⁴⁹.

Cependant les jours suivants plusieurs lettres de Mons. de Savoie leur demandèrent d'intervenir en faveur de quelques-uns de ses gens que le bailli avait fait prendre et

⁴⁸ Pour la succession de Valentinois, v. plus bas, ch. II, § 6, p.

⁴⁹ R. C., 1^{er}, 7, 12 juin, I, p. 171, 173. L'évêque de Saint-Papoul, dont il est ici question, n'est autre que Jehan Burle, fils de M^e Pierre Burle, docteur en loys, citoyen de Lyon ; ce protecteur tout désigné de la ville, avec qui nos bourgeois ont pu traiter familièrement leurs difficiles affaires, ne dura malheureusement pas longtemps : il est mort le jour de Pâques 1420 : V. Obituaire de Saint-Pol, le 7 des ides d'Avril : 13 G. 254.

qu'il retenait en prison ; réponse habituelle des consuls : ils feront tout ce qu'ils pourront faire, sauf l'honneur de la Ville et de Mons. le Dauphin. L'affaire du 1^{er} juin aurait-elle donc visé non Bourgogne mais Savoie ? Quatre lignes — en latin — de la délibération du 12 juin le donneraient à entendre : on voudrait avoir copie d'un rôle écrit par Gui Rossain, l'un des accusés, et que le greffier de la Cour du roi fasse connaître ce qu'on reproche aux gens de la ville, parce qu'on en a interrogé beaucoup ; quand on saura ce qui en est, le conseiller juridique de la commune, Maître J. Mulin, sera mandé à délibérer avec les consuls⁵⁰. Rien ne peut être induit à coup sûr de ce fait isolé, mais il conviendra de ne pas l'avoir oublié quand nous en serons aux curieuses propositions d'alliance faites par le duc en 1421. Peut-être faudrait-il aussi rapprocher de ces événements une émeute populaire qui aurait été faite contre les hommes de P. de Challes, à propos de laquelle ce capitaine se plaint dans une lettre du 6 juillet que de séditieuses paroles lui auraient été dites⁵¹.

Quoi qu'il en soit, sachons que la ville n'a pas d'argent, qu'elle suit ses procès tant contre le clergé que contre le receveur des aides, qu'elle en engage un autre perdu d'avance contre l'archevêque, à propos des poids du pain, qu'elle se débat contre Mre Régnier de Boulogny qui veut lui extorquer l'aide qu'on aurait donnée au Dauphin s'il était venu l'année précédente, et qu'elle a entrepris, puisqu'on lui refuse les foires qu'elle a réclamées, de constituer un dossier à présenter au Dauphin lui-même quand il viendra : c'est

⁵⁰ R. C., 9, 12, 17 juin, I, p. 172, 173, 175 : le 9, sont enregistrées la lettre du duc de Savoie, dont le porteur attend la réponse, et la réponse des consuls. 12 juin : ils réclament « copiam rotuli scripti per Guidonem... » puis le procès-verbal des interrogatoires dressé par le greffier Becey, « eo quod fuerunt multi interrogati », pour le soumettre à M^e J. Mulin, leur conseil ; 17 juin : enfin, à une deuxième lettre du duc, qui les prie encore d'intervenir, ils répondent qu'ils vont recommander le prisonnier à la bienveillance du bailli. *Rapprocher ce souci du Consulat de celui qu'il avait exprimé, le 1^{er} juin, lors de la révélation de J. de Durche : comme l'on doit se gouverner « sur l'examination de ceux qui seront prins ».*

⁵¹ A. A. 78-9 (P. J., XVIII).

« l'enquête des foires » que mèneront Messire J. Paterin avec le Procureur du roi ou Thomassin à l'occasion. Quatre des plus anciens et des plus notables de la ville les y aideront et produiront les témoins ; l'enquête finie en novembre, et Messire Paterin, dûment indemnisé, on enverra de nouveau le Procureur, qui rentrera les mains vides, mais avec l'assurance de la venue très proche du Dauphin ⁵².

En août, les Lyonnais ont reçu les lettres de la paix ; telle était leur méfiance qu'ils ne les ont pas publiées, mais en ont écrit au Régent, pour « savoir premièrement son plaisir et volonté » et pour lui demander aussi de leur renvoyer bien vite leur bailli, en l'absence de qui, devant de si gros événements, ils sont remplis d'inquiétude ⁵³. Alors viennent, le 21 août, apportées par le bailli lui-même, les lettres du 14, où le Régent leur parle de la paix : « Et toutes fois véritablement bonne paix a esté faicte en ce royaume ». Et de leur rappeler qu'il leur avait donné plus de détails dans les lettres précédentes qu'ils n'avaient osé ouvrir. Mais, et c'est ici que paraît le doute qui reste aux gens du Dauphin, « pourvu toutesvoies que se par dela savez ou trouvez aucuns séditions, noisieux, bannis ou autres qui en fait ou par paroles facent conspirations, monopoles contre la dicte paix ou le bien publique des ville et pays de Lyon, vous y pourvéez par telle manière que inconvénient n'en ensuyve ou que le faciez savoir aux officiers de mondit seigneur et nostres étant par delà » ⁵⁴.

Les jours suivants, nos bourgeois assiègent le bailli pour lui faire prendre force décisions, car tout allait mal en son absence : les receveurs ne payaient pas, les gens du commun ne faisaient point le guet, les « grans » se refusaient au service des portes, des « mesfaisans » volaient impu-

⁵² R. C., 19, 29 juillet 1419, p. 180, 181, 182; 17, 21 août, 13 sept., p. 184, 185, 189. Pour les foires, v. I^{re} partie, ch. II, § 8.

⁵³ R. C., 11 août, I, p. 184: « ilz ont conclu d'escripre à Mons. le Daulphin »... 21 août, I, p. 185: les lettres ont été ouvertes en présence du Sr Gilet d'Albon, chanoine de Saint-Jehan.

⁵⁴ A. A. 22-16, publiée Caillet.

demment les degrés des tours pour les « ardre et brûler », le vent lui-même jetait bas les barbacanes sur les murailles⁵⁵... La confiance des habitants dans leur jeune chef est alors illimitée. Son influence et la présence à Lyon de l'évêque de Saint-Papoul⁵⁶ ont fait sans doute que les conseillers ont accueilli avec une sorte d'indifférence, comme un fait de tous les jours, la terrible nouvelle du meurtre de Montereau. « Ilz ont reçu les lettres de Mons. le Dauphin faisans mention de la mort du duc de Bourgogne ». On avait cependant appelé en séance Messire Jehan le Viste et sept autres, les premiers de la ville. Les lettres, d'ailleurs, sont brèves et toutes froides, et le meurtre n'y est justifié que d'un mot, alors que de longues apologies avaient été envoyées aux Parisiens et aux gens du midi⁵⁷.

Tandis que les bourgeois attendaient les ordres du Régent, et, bien qu'ils fussent sans aucun doute informés de la chose depuis plusieurs jours, continuaient à vivre selon la paix naguères publiée, les gens d'armes, à la première rumeur, s'étaient rués sur les marchands bourguignons, et le dernier à partir n'avait pas été ce Maugiron, neveu de P. de Challes, déjà responsable de la guerre de Genay. Le 23, il avait attaqué un marchand de Cuisery qui s'en venait à Lyon tranquillement, protégé par les trêves, l'avait pris, lui et sa chevance, et l'avait amené d'abord à Lyon, puis, l'homme s'étant « mis en franchise à Saint-Nizier », avait emporté en Dauphiné le cheval et les bagages. Les conseillers protestent auprès du bailli, « car c'est mal fait de faire guerre là où l'on a crié la paix, et encore pis d'avoir retrait ledit marchand et son forrage à Lyon et puis les en avoir gecté sans licence, et se remédié n'y estoit, les mar-

⁵⁵ R. C., 30 août au 11 septembre, I, p. 186-188.

⁵⁶ A. A. 22-15: lettres de créance de l'évêque de Saint-Papoul, auquel a été adjoint le Sr du Bouchage, alors maréchal du Dauphiné, pub. Caillet.

⁵⁷ A. A. 22-24: de Nemours, le 17 septembre. V. Plancher, Félibien, Vaissete: les lettres au duc de Bourgogne, aux Parisiens, aux gens de Carcassonne. R. C., 28 sept., I, p. 191.

chans de Lyon n'oseront aller dehors seurement ». Si le bailli ne peut avoir réparation de ce brigandage, il faudra poursuivre et l'on poursuivra devant le gouverneur du Dauphiné, car l'on doute encore que ce soit fait de bonne guerre ⁵⁸. Il ne paraît donc pas certain à nos bourgeois que la mort de Jehan sans Peur suffise à rompre les trêves ; par contre, ils savent très bien qu'elle délie de leur serment ceux qui étaient obligés envers sa personne. Les mécontents, s'il en existe, doivent saisir cette occasion de se dégager, et c'est agir en bon sujet du roi que de les pousser à renier leur hommage : une lettre close émanant de l'archevêque et du clergé, du bailli et des gens du roi, des consuls et de tous les habitants de la ville, fut envoyée à ceux de Mâcon, « les enhortant qu'ilz se vosissent remettre en l'obéissance de Mons. le Régent ». Ce fait nous paraît typique ⁵⁹.

Le meurtre de Jehan sans Peur n'indigna guère que ses

⁵⁸ R. C., 23 sept., I, p. 189. « Ilz ont esté de conclusion que l'on aille à monsieur le bailli soy pleindre de Guil. Malgiron, du Daulphinel, qui a aujourd'hui, au matin, prins au port de Johannages, un marchand de Cusiry, nommé Guillaume Laboret, ensemble son cheval et ses boges dedans lesquelles avoit environ V^e l. tourn., comme disoit ledit marchand, et tout a amené à Lion, en l'ostel de la vesve Pierre de Lormes. Lequel Malgiron, puis après veans que ledit marchand s'estoit mis en franchise à Saint-Nisiès, pour doubte de prison, si reprint le cheval et les boges, ensemble la finance de ladite vesve et les en remena ou Daulphinel, l'on ne scet où, et requerrons Mons. le bailli qu'il y vueille pourveoir, car s'est mal fait de faire la guerre là où l'on a criée la paix, et encore pis d'avoir retraits ledit marchand et son forrage à Lion et puis les en avoir gecté sans licence, et se remédié n'y estoit, les marchans de Lion n'oseront aller dehors seurement. Lesqueulx tous ensemble et plusieurs autres marchans de Lion incontinent allèrent audit bailli et lui menèrent ledit marchand, qui lui narra toutes les choses dessus dites, et finalement fut concluz que Mons. le bailli escriproit audit Malgiron qu'il ramenast à Lion ledit cheval et les boges et ladite finance, afin, se il les avoit mal prins, de les rendre audit marchand, et, se ledit Malgiron y avoit droit, qu'il luy seroit gardé. Et au cas que ledit Malgiron de ce faire seroit refusant, l'on escriproit toutes ses choses au gouverneur du Daulphinel à qui la cognoissance en appartient, tant pour ce que la prise a été faite au Daulphinel, comme pour ce que ledit Malgiron demeure audit Daulphinal et y a rapporté ledit forrage, et lui requérant qu'il y vueille pourveoir de rayson ». Le 21 oct. (p. 193), on recevra une lettre du duc de Savoie, pour un autre marchand prisonnier en Dauphiné.

⁵⁹ R. C., 30 sept., I, p. 191.

propres sujets, fondés à le considérer comme une offense à toute la Bourgogne. Partout ailleurs, la chose fut admise et n'étonna personne, parmi tant d'autres ruses et d'autres cruautés ; elle parut à beaucoup une juste revanche de la mort du duc d'Orléans : les négociations ne s'arrêtèrent pas pour si peu. Certains hommes liés personnellement au feu duc, quittèrent le service de son fils et vinrent à celui du Dauphin : tel Charles, comte de Clermont, que le conseil du Régent nomma lieutenant général en Guyenne et en Languedoc ; d'autres, restés fidèles au duc de Bourgogne leur suzerain, refusèrent d'entrer dans son alliance avec les Anglais, et de souscrire au traité d'Arras, tel le Prince d'Orange, qui guerroya désormais pour son propre compte.

La plus vive réaction fut celle de la duchesse, et le langage le plus ferme fut tenu auprès d'elle par le chancelier Rolin. Philippe le Bon lui-même hésita plus d'un mois, et, par point d'honneur et respect filial, se décida le 18 octobre à s'allier avec les Anglais : le traité d'Arras du 2 décembre, complété le 9 par l'adhésion du duc de Bretagne, établit un plan d'action commune et confondit les intérêts.

Le duc de Savoie manifesta au duc Philippe une indignation convenablement dosée, mais apprécia sans doute un peu plus le jeune Dauphin Charles, qui savait frapper si fort, et désormais, toujours bourguignon de tendances, d'alliances et de relations, il sera beaucoup plus impartial qu'auparavant, après avoir toutefois cédé quelque temps à la tentation qu'étaient pour sa force intacte les domaines orientaux du Régent, dans les premières années de cette lutte inégale.

Le cordon des troupes dauphinoises se déploya dès le mois de décembre, soulignant la frontière et la franchissant parfois. La Fayette après avoir rendu imprenables les grandes places de Charlieu et de Marcigny à l'ouest de sa province, occupa de nouveau la roche de Solutré, Berzé-le-Châtel et d'autres châteaux du Mâconnais, cependant que la duchesse de Bourgogne renforçait les châteaux d'en

face, et que les habitants de Mâcon, malgré leur répugnance, accueillaienent une garnison bourguignonne. La guerre toutefois fut ralentie par divers empêchements, en particulier les « orribles neiges » qui couvrirent le sol pendant trois mois ; et cet hiver-là, les adversaires ne se joignirent pas.

4. La venue du Dauphin à Lyon.

Devant l'échec vite constaté des négociations avec le duc de Bourgogne, les conseillers du Régent concurent le projet du voyage de Languedoc. Montrer la personne du Dauphin, en bel appareil, aux populations des domaines bourbonnais pouvait être une excellente précaution, le mener à Lyon et en Dauphiné devait être pour les plus fidèles de ses sujets une récompense de leur dévouement passé, ainsi qu'une assurance de leur dévouement futur ; quant à l'entrée en Languedoc par la vallée du Rhône, c'était, à proprement parler, un coup de maître, car beaucoup de fidèles y avaient besoin d'être confortés, et de plus nombreux hésitants remis dans le droit chemin. Les bienfaits du Dauphin comme sa sévérité feraient éprouver son pouvoir et lui rallieraient les bourgeois des villes, et l'on pourrait traiter directement avec les grands seigneurs comme le comte de Foix qui de loin se riaient du gouvernement, et de près ne pourraient refuser leur hommage et leur service. D'autre part on tâcherait, en passant à Lyon, de traiter avec le Savoyard la question du Valentinois¹, et d'amadouer en Avignon les cardinaux, comme lui gens d'importance pour la paix future ; Madame Yolande en profiterait pour arranger avec eux ses affaires de Provence, et l'entourage du Régent prendrait sa bonne part des dons de joyeux avènement. On ferait enfin connaître aux habitants des territoires anglo-bourguignons les incidents de ce voyage que l'on espérait triomphal, et cela non plus ne serait pas indifférent, outre que l'absence du prince et l'éloignement de toute la cour permettraient de gagner du temps sur la diplomatie des adversaires et de laisser l'alliance honteuse produire son effet sur les bons Français du parti bourguignon.

¹ V. dans Beaucourt : la lettre du Régent au duc de Savoie, de Moulins, le 28 déc. 1419.

Une lettre de Bourges, du 6 décembre, annonça aux Lyonnais la prochaine arrivée du Dauphin ; elle était apportée par Antoine de Varennes que les bourgeois connaissaient bien, et qui venait faire le logis ². Le 13, les conseillers et les maîtres se déclarèrent tous d'accord sur le don à faire au prince quand il serait là, et prièrent Messire Jehan Paterin d'en parler aux gens du plat pays ; puis ils expédièrent le Syndical, que prêcha le 21 M^e J. le Viste, ce jour-là on lit au peuple assemblé à Saint-Nizier les lettres du Régent, et on l'exhorte à le bien recevoir. Entre temps, d'accord avec le bailli, on a mandé par lettres closes portées par deux sergents royaux à Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Anse et l'Arbresle, les habitants de ces bourgs et des villages d'alentour, pour mettre sus le don ³.

Alors commencent, sous la présidence d'Imbert de Grôlée, au palais de Roanne, les grandes assemblées où l'on va tout régler. Autour du bailli siègent son lieutenant Paterin, le Procureur du Roi, le Maître des ports, et le nouveau Maître de la monnaie, Loys Chapuis ; les consuls ont prié de leur part J. le Viste, M^e Antoine Grant et les autres notables. Puis en l'absence du bailli qui est allé faire sa cour au Dauphin, les consuls et leurs compères se réunissent presque tous les jours, du 31 décembre au 20 janvier : il faut parer à tant de choses, et si peu coutumières ! Enfin, avec des redites et des retours, on arrive à mettre sur pied la réception qui fera honneur à la Ville.

D'abord les précautions de toute sorte pour que rien ne faille au dernier moment : — la sécurité — que l'on tende les chaînes de la rivière de Saône, que l'on fasse « baissier les barres du pont de Rosne », que l'on cloue et mure les portes du Griffon, de Saint-Vincent et de la Roche, puis celle de la Lanterne, sauf le guichet, et que l'on mette dessus deux hommes ; le guet et la garde se feront « à l'ordonnance des maréchaux de Mons... » si le feu arrivait,

² A. A. 22-10, pub. Caillet.

³ R. C., 13, 14, 29 déc., I, p. 204, 205, 206.

ce que Dieu ne veuille ! que chacun coure à son étable, et les gens d'église et les quatre mendiants iront au secours du feu, sous peine d'être réputés rebelles et désobéissants... et l'on fera crier tout cela publiquement par la ville. — La voirie — que chacun nettoie devant chez soi sans y mettre ordure... et « seront allumées les lanternes de la ville et par les fenestres de chaque ostel ». — Les vivres, — en cette âpre saison ; on en fera venir du Dauphiné où ils sont rares aussi, et on fera crier par la ville que nul ne les enchérisse plus qu'ils sont de présent, à peine de perdre les denrées ; les auberges seront ouvertes jour et nuit ; bientôt il faut taxer les denrées, et surtout prendre garde « que point ne s'en aille hors de la ville ». Et voici qu'un marchand de Montluel veut emmener six porcs gras qu'il a : « ne les gettera point dehors, mais les vende en la ville ». Aussi pour finir donne-t-on mandat de surveiller les vivres à Mandront, chef de la milice, pour l'empire, et à Barth. de Varey pour le royaume. Enfin, pour que la milice paraisse plus martiale, on répare ou remplace les pennons détériorés, et pour que le consulat soit plus majestueux, on fait pour le trompette une somptueuse bannière ⁴.

Cela prévu, il est arrêté qu'un sergent royal va se rendre à Thizy pour suivre la marche du prince et avertir de son arrivée. Mons. le bailli et ses gens iront au devant de lui jusqu'à quatre ou cinq lieues de Lyon, à l'Arbresle sans doute, et quatre hauts bourgeois les accompagneront : J. le Viste, J. Paterin, P. Chivrier, J. de Varey, mais personne d'autre ⁵. A une lieue de la ville, le bailli encore, et vingt notables, et avec eux « chascun qui porra finer un cheval » ; on lui présentera les clefs, et Cl. de Pompierre portera la parole. A la porte de Bourgneuf, vingt « armerées » armés, et tout le monde pour lui faire cortège : on ne sait encore si on lui portera un poêle, mais on le saura de ses gens à la première entrevue. Du Bourgneuf jusqu'à

⁴ R. C., du 31 déc. au 20 janvier, p. 208 à 219.

⁵ R. C., 31 déc., I, p. 208 : « faire la révérence et supplier que le moins qu'il porra il vueille grever le plat païs de ses gens d'armes »...

la Porte Froc, chacun aura pavoisé devant chez soi « comme à la Feste Dieu », et, s'il arrive à la nuit, on l'escortera avec vingt-quatre torches. Le Dauphin ira demeurer au cloître de Saint-Jehan, où lui est préparée la plus belle maison : les chanoines ont vidé leur trésor pour y entasser des merveilles. Là il recevra l'hommage du Doyen, et lui fera son fief pour les terres qu'il tient du Chapitre ⁶. Quand le maître sera installé, les gens d'église lui donneront torches et épices, à l'accoutumée, et les bourgeois lui offriront d'abord un bel émail aux armes de la Ville, puis, en monnaie d'or neuve, deux mille livres pour lui et cinq cents pour les seigneurs de sa suite.

C'est le don qui a été le principal souci des conseillers : ils ont d'abord tenté d'y associer le plat pays, on aurait alors offert ensemble quatre mille livres, le cadeau des courtisans restant le même. A deux reprises ils ont envoyé des lettres pressantes, appuyées de l'autorité du bailli, mais, sauf les gens de Saint-Symphorien, personne n'a répondu ; aussi les quatre bourgeois qui allèrent à l'Arbresle, et qui devaient plaider la cause du pays foulé par les gens d'armes, ont-ils été priés de n'en rien faire ⁷. Le 6 janvier le bailli a bien voulu prêter l'argent nécessaire, pourvu qu'il en fût assuré par les consuls vieux et nouveaux, puis Pompierre l'a remboursé le 24, et attendra la collecte de la taille votée à cet effet, que l'on a mise d'abord à deux deniers, et qui sera finalement de un denier et obole, le séjour du Régent ayant été plus bref qu'on ne le pensait ⁸.

Pendant qu'on le tiendra à Lyon, on lui adressera toutes les requêtes que l'on pourra : le Chapitre aura de lui une

6 A. C. Saint-J.: 5 janvier; on lui donnera des espices et des torches. 18 janvier: le Dauphin est *aujourd'hui* à l'Arbresle: quand il sera venu à Lyon, le Doyen lui fera fief à titre de Régent et le requerra de faire fief à l'Eglise comme Dauphin de Viennois. 29 juin: pour les images, voir 1^{re} partie, ch. II, § 5.

7 R. C., 14, 29 déc. 1419; 1^{er}, 4, 8 janv. 1420: p. 204, 205, 206, 209, 211, 214.

8 R. C., 4, 6, 16, 20, 24 janvier, p. 211, 213, 218, 219, 222.

lettre au Pape dans l'affaire de la custodie, et la restitution d'Anse, arrachée aux mains de La Fayette⁹ ; la ville demandera les deux foires, le Parlement de droit écrit, le grenier à sel, la limitation de la sénéchaussée, et la confirmation des privilèges.

Le Dauphin avait quitté Bourges le 21 décembre ; le 27, il avait vu à Souvigny la duchesse de Bourbon ; le 28, de Moulins, il avait écrit une lettre au duc de Savoie, lui donnant rendez-vous à Lyon pour travailler à la paix. Il est à Lapalisse le 31, à Roanne le 4 janvier, et s'arrête à Perreux, où il célèbre la fête des Rois et distribue aux courtisans qui l'accompagnent les sommes cueillies ou à cueillir sur son passage ; à Thizy, il fait encore la fête assez scandaleusement, si l'on en croit l'itinéraire de Vallet de Viriville, du 7 au 10. Puis il approche, à toutes petites journées ; le 18 il est à l'Arbresle, et le 22 fait à Lyon son entrée solennelle.

A Lyon, il régla les affaires du Chapitre, reçut le cardinal Pierre d'Ailly, légat du Pape en Avignon, vit Gérard Machet qui lui présenta Gerson et d'autres personnes qui avaient souffert pour son service, et fit à cette occasion quelques générosités¹⁰. Mais il n'y trouva pas le duc de Savoie ni personne de son hôtel. D'autre part, l'accueil des fidèles Lyonnais, si enthousiaste qu'il fût, dut sembler grave et un peu trop sévère au jeune prince affamé de distractions et de plaisirs. Aussi, laissant à Lyon quelques-uns

⁹ A. C. Saint-J., 30, 31 janvier ; H. de Propières recevra les tours d'Anse des mains du Sr de La Fayette qui les a gardées longtemps à cause de la guerre. Un franc à J. Campion pour les lettres à envoyer au Pape par le Dauphin pour l'affaire de la custodie, R. C., 15 janv., I, p. 218.

¹⁰ V. Godefroy, Histoire de Charles VI, p. 796 ; Gerson et Machet reçurent en cadeau : 200 fr. à J. Gerson, 100 fr. à G. Machet... « pour leur aider à supporter les pertes et dommages en quoy ils sont encourus dernièrement en la ville de Paris pour la rebellion advenue en icelle »... Imbault de Bleterens eut 300 l. pour ses biens de Mâcon qu'il avait perdus. Les Chevrier, qui sont dans le même cas, n'ont rien reçu ; le conseil les amodère de leurs tailles : R. C., 7 mars, p. 233. Les pennonneaux de l'escorte ont été faits à Lyon.

des membres de son conseil qui le rejoignirent plus tard, s'en fut-il le 25 au soir ou le 26 de bon matin, sans avoir arrangé les affaires de la Ville.

Le jour de son départ, on avait fait savoir « huis par huis » à tous les habitants d'avoir leur harnois prêt et une lanterne à leur fenêtre... Ainsi partit de sa bonne ville le Dauphin Charles, en petit équipage ¹¹.

Le 27, il était à Saint-Symphorien-d'Ozon où il séjourna jusqu'au 1^{er} février, sans avancer plus loin en Dauphiné, puis il s'arrêta quelques jours à Vienne, et par la montagne gagna le Languedoc. Au partir de Lyon il avait avec lui vingt-six chevaux ; en Vivarais, Ph. de Lévis vint lui faire escorte, et la petite troupe en comptait quarante et un en arrivant à Toulouse.

Les gens du conseil qui demeurèrent un peu étaient aussi arrivés quelques jours avant lui, et depuis le 16 janvier, le consulat traitait avec eux la question des foires ¹². L'affaire était entre les mains de M^e Denis du Moulin, à qui la ville offrait de belles pièces d'or pour se le rendre favorable. Le 29, le conseil accorde les foires, mais il n'a pas voulu qu'elles fussent franches de toutes aides, et la ville les a refusées. Puis l'on apprend que le Dauphin a donné aux monnoyers des lettres d'exemption de la taille, et il va falloir les faire révoquer. D'autre part, à la réflexion, on s'est décidé à prendre les foires telles quelles, mais le conseil a quitté Lyon à son tour. On envoie donc M^e Paterin et Bernerd de Varey à Saint-Symphorien (7 février), il n'y a plus personne ; les messagers vont jusqu'à Vienne, les gens du Dauphin sont partis. On se décide à les envoyer au Puy avec P. Bastier dit Sapique, qui a des relations parmi les bourgeois de cette ville et pourra s'en aider ; ils

¹¹ R. C., 1^{er} février, I, p. 223: le départ dut avoir lieu inopinément: le dauphin est encore à Lyon le 24 (environ complie); et les consuls ont pu croire ce jour-là que le Dauphin reviendrait, puisque les affaires de la Ville et du royaume n'étaient pas arrangées: et d'autre part, la lettre du 6 déc. faisait prévoir un séjour de quelque durée.

¹² R. C., 16 janvier, I, p. 218: le Conseil est à Lyon. Pour les foires et le voyage, v. I^{re} partie, ch. II, § 8.

partent le 14 février, ne trouvent personne au Puy et rentrent le lendemain. Les consuls, malgré la dépense qui sera grande, car M^e Paterin voyage en seigneur d'importance, ordonnent qu'ils iront au besoin jusqu'à Toulouse, et partout où Mons. le Dauphin sera ; cependant, on a trouvé moyen de remplacer Paterin par Oydel, et, le 7 mars, les ambassadeurs sont partis, emportant des lettres de change et les pouvoirs nécessaires pour emprunter à Toulouse tout l'argent qu'il faudra.

Le passage du Dauphin n'avait rien donné aux gens de la Commune de Lyon que le plaisir de connaître leur prince. Malheureusement, il leur avait donné aussi d'être témoins des gaspillages et des prodigalités de son singulier entourage, où se dissipaient en un jour des sommes supérieures à leurs impôts d'une année. Eurent-ils l'impression que les troubles dureraient encore longtemps, le Régent n'étant point tel que le leur avait naguères dépeint Jehan Caille dans la fameuse lettre d'Aubigny ? Leur fidélité inébranlable n'en a pas été ébranlée, mais à partir de ce moment, il y a chez eux une grande méfiance à l'égard des courtisans, qui les portera d'emblée dans le parti du connétable de Richemont, et d'autre part une volonté têtue de payer le moins possible d'impôts et de conserver toutes leurs ressources pour défendre eux-mêmes la ville et le Royaume.

5. L'année critique 1420.

Aussitôt après le départ du Dauphin, Imbert de Grôlece s'était mis en défense, aidé maintenant et non plus commandé par Odet de Tournon, seigneur de Beauchastel. Et tout d'abord il se trouve aux prises avec le Chapitre à qui le Dauphin a rendu les tours d'Anse au départ de La Fayette. Ce départ liquidait un conflit naissant de juridiction que celui-ci avait provoqué en faisant pendre sur les terres du Chapitre trois hommes, espions ou pillards qu'il avait pris à la Roche de Solutré¹. Désormais c'est au bailli que les Seigneurs de Saint-Jehan ont affaire. Ils s'étaient empressés d'installer comme châtelain dans la forteresse restituée le courrier Ant. de Chiel, personnage suspect aux gens du Dauphin ; le 15 février, Imbert de Grôlece requiert les chanoines, pour la bonne garde du pays, de lui livrer le château d'Anse, qui sera fidèlement gardé aux frais du Régent ; la réponse est remise au lendemain, puis les Seigneurs demandent à J. Paterin d'attendre le retour du Doyen. Le 17, Paterin et Saint-Priest reviennent à la charge ; on les prie encore d'attendre, donnant toutefois aux châtelains d'Anse, Albigny, Couzon et Saint-Germain l'ordre d'ouvrir leurs places aux Seigneurs de Grôlece et de Beauchastel ou à leurs gens d'armes chaque fois que le danger sera menaçant ; mais ceux-ci les évacueront « aussitôt que la malice des ennemis aura été refrénée ». Sur une nouvelle et pressante instance de Beauchastel, on invite Antoine de Chiel à remettre sa foi à deux chanoines qui vont le relever de ses fonctions. On s'entend mieux dès lors avec les gens du Dauphin, qui rendent les tours le

¹ A. C. Saint-J.: 6 février; on suspendra les poursuites, et on déposera les mémoires au trésor.

12 mars aux mains de Regnault d'Albon, dont ils sont sûrs comme d'eux-mêmes².

Cependant les bombardes prêtées naguère à La Fayette sont revenues ; le consulat les fait reprendre à Roanne en Foréz. D'accord avec leur bailli, à qui le 8 mars ils fournissent encore de la poudre, les bourgeois assurent de leur mieux, avec la garde de la ville, celle de Saint-Just et de Saint-Irénée³. Le gouverneur du Dauphiné ayant fait arrêter à Jonage les bateaux qui passent, on proteste, mais on se résigne quand le châtelain du lieu a montré l'ordre qu'il en a reçu ; et comme ceux de Savoie, en représailles, ne laissent amener les vivres, on décide que pareillement aucunes denrées ne sortiront de la ville⁴. Bien plus, constatant que le Maître des ports laisse passer force « bestial » du royaume en l'empire, ils le menacent le 29 mars de s'en plaindre au conseil et de le faire révoquer par le Régent, et le 30 avril, chargent Jehan Caille de porter leur plainte⁵.

Dès ce moment et pour un temps assez long et difficile à déterminer, il sera souvent question de ce « Conseil de Mons. le Régent », puis du Conseil du Roi résidant à Lyon : il semble que les deux chefs de guerre ayant le titre de conseiller et chambellan, chaque fois qu'un haut fonctionnaire des finances comme Régnier de Boulligny ou quelque'un des maîtres des requêtes de l'hôtel séjourne ou passe dans la ville, se constitue, même pour un jour, une sec-

² A. C. Saint-J. : 15, 16, 17, 19 février. Le pacte avec R. d'Albon est du 12 mars : il ne devra pas quitter les tours d'Anse tant qu'il y aura péril... quand les temps seront meilleurs il pourra faire de courtes absences... on lui donne des vivres, de l'argent, des harnois... Le lieu d'Anse et les émoluments sont mis en commun pour 3 ans. Le bailli a occupé la forteresse, ou plutôt ne l'a pas rendue le 30 janvier malgré les ordres reçus.

³ R. C., 13, 27 février, 8 mars, I, p. 228, 232, 234.

⁴ R. C., 16 fév., 29 mars : I, p. 230, 235.

⁵ R. C., 30 mars, I p. 235 : « dire au maître des ports que s'il ne remédie sur le grand bestial qui trespasse du Royaume en l'Empire, qu'ils requerront à Mons. le Régent qu'il y mette autre maistre des Ports, attendu que ledit maistre prent très grant proffit de faire passer ledit bestial »...

tion du conseil royal à laquelle sont soumises les questions qui dépassent les compétences locales : nous constatons le fait à plusieurs reprises, et chaque fois des coïncidences rendent cette explication plausible, surtout pendant le voyage du Languedoc et lors de certaines campagnes où le conseil est dispersé ⁶.

Le 22 mai, — le lendemain du traité de Troyes —, les consuls apprennent une étonnante nouvelle : le Sr de Lespinasse, accrédité par des lettres de la duchesse de Bourbon, vient leur annoncer que des trêves ont été conclues le 8 entre sa Dame et le gouvernement de Dijon, et qu'en conséquence les hostilités doivent être suspendues et les relations commerciales renouées ⁷. Les Lyonnais ne changent pas pour cela les dispositions prises : si le péril devient ainsi moins pressant vers le Nord, il reste grand du côté de l'Empire, où le Savoyard laisse son bon cousin de Bourgogne recruter des troupes, où le Prince d'Orange est toujours à craindre, si même la politique d'Amédée VIII n'est pas en train de changer dangereusement. Au surplus, ces trêves, dans les circonstances présentes, constituent une véritable trahison : le duc Jehan de Bourbon a été mis à rançon par les Anglais au mois de janvier précédent, et tandis que la duchesse fait de son mieux pour réunir les fonds nécessaires, toute l'administration ducale, pour complaire à son prince dont elle attend le prochain retour, tourne peu à peu vers une politique d'alliance anglo-bourguignonne conforme à ce qu'on sait de ses engagements. C'est ce que fait savoir le Dauphin par sa lettre aux Lyonnais du 6 juin, où il déclare les trêves nulles et de nul respect tant que les Bourguignons lui feront la guerre par delà ⁸.

6 R. C.: 29 mars 1420, I, p. 235; 2 mai 1420, I, p. 240; 5 juillet 1421, I, p. 314 (Simon Charles); 28 sept. 1423, II, p. 65 (Denis du Moulin, J. Girerd). Quand I. de Grôlée conduira seul la guerre, J. Caille portera le titre de conseiller du Roi...

7 A. A. 25-5, pub. Caillet.

8 A. A. 22-29, pub. Caillet.

Un mois plus tard il se décide à les informer du traité de Troyes, signé le 21 mai, qu'ils connaissent de reste et qui ne les a pas émus. Ils savent depuis longtemps ce qu'il faut en penser : les traîtres ont livré le roi aux Anglais, ont désigné l'Anglais comme héritier du royaume, ont livré des villes et des forteresses. D'ailleurs, écrit-il encore, nous avons l'intention de résister⁹.

La résistance est déjà commencée. Vers la mi-juin, le Dauphin, revenu sur la Loire, s'est mis en campagne pour délivrer Melun, tandis qu'à son exemple Grôle et Beauchastel marchent sur le Mâconnais. Le mois de juillet se passe en montres, rassemblements de troupes et marches d'approche, cependant qu'on enregistre la défection attendue de Jehan VI de Bretagne, qui se joint le 9 aux Anglais et approuve le traité de Troyes. Le Roi des Romains y apporte la confirmation impériale. En face de ces revers, le Dauphin compte plus que jamais sur la fidélité des bonnes villes, il les associe étroitement à sa résistance : « nous vous écrirons souvent », dit-il aux bourgeois de Lyon.

En août, son armée commandée par le comte de Vertus avance sur la Loire jusqu'à Gien, puis recule devant la peste qui enlève le jeune prince et fait de grands ravages ; en septembre c'est la retraite : le Régent se réfugie dans son château de Mehun-sur-Yèvre, d'où il ne voudra plus sortir de longtemps.

La campagne du Mâconnais n'a pas été beaucoup plus brillante : Imbert de Grôle a fait sa montre à Belleville le 1^{er} juillet, et tout aussitôt est arrivée une convocation du Régent qui menaçait de lui prendre ses troupes. Un secrétaire du Dauphin, P. Pelletier, est à Lyon dès les premiers jours du mois pour avoir des gens d'armes¹⁰ ; le 7, l'assemblée convoquée par les consuls est d'avis de n'en pas envoyer, « attendu le grant circuite de la closure de la

⁹ A. A. 22-22 de Chinon, le 20 juillet, pub. Caillet.

¹⁰ A. A. 22-14, lettre de créance de P. Pelletier.

ville de Lion, le peu de peuple qui y est et les ennemis dont elle est environnée ». Pourtant quelques-uns des notables ont pensé que le Dauphin avait grand besoin de soldats pour le présent et qu'il conviendrait de lui en envoyer le plus que l'on pourrait, ou de lui donner « une aide gracieuse et supportable » pour en payer d'autres. Le 17, Pelletier est encore là ; décidément la ville refuse ; mais elle lui fait cadeau de dix écus d'or pour sa dépense, car il est demeuré huit jours de plus qu'il ne devait, et pour qu'il fasse bon rapport de la ville au Dauphin ¹¹. La ville refuse des gens d'armes au Régent, elle en fait même demander pour sa propre garde à Messire Régnier de Boulligny, qui est à Saint-Symphorien-d'Ozon (20 août) ; mais elle entretient de ses deniers la campagne de Grôle et Beauchastel, et, le bailli étant allé le 5 août au siège de Briennon, elle a envoyé quarante hommes à Belleville pour occuper la place en attendant son retour ; et l'on fabrique de la poudre, et l'on répare des arbalètes, et l'on a toujours quelqu'un sur les champs, aux renseignements ¹². Le Chapitre, de son côté, devant les manœuvres d'H. de Varax, qui tantôt négocie avec son frère de Bresse, tantôt marchande son devoir et finit par le renier publiquement, en accablant d'injures le Doyen, l'oblige à abandonner sa mansion, et c'est Antoine d'Ars, le plus militaire et le plus français des chanoines, qui va tenir le château de Rochetaillée ¹³.

Toutes ces pauvres choses, si peu décisives, sont coûteu-

¹¹ R. C., 7, 17, 24 juillet, I, p. 249, 251, 252.

¹² R. C., 5 août, I, p. 253. V. aussi : 20 août, I, p. 256. Les 40 hommes ont été transportés par la Saône, en huit bateaux.

¹³ A. C. Saint-J. : le 13 juin, le château de Rochetaillée est en péril, à cause des courses des ennemis... les hommes de Genay ont reçu des lettres du duc de Savoie, les exemptant de fouage. 28 juin : H. de Varax n'a pas rejoint sa mansion de Rochetaillée, « il demande un délai pour s'entendre avec son frère le Sr de Varax ». 3 juillet : il renonce à la garde du château. 22 juillet : il consent à y résider encore un mois. 22, 23, 24, 25 sept., il renonce, et se livre à des violences de langage ; présenté à l'archevêque et au bailli, il accepte de permuer avec A. d'Ars. Le conflit se prolonge en octobre et novembre, la permutation n'est ratifiée que le 6 novembre, mais tout n'est pas fini : v. 9, 12, 13 nov., 23 déc., 3, 15 janvier 1421.

ses, et les ressources de plus en plus faibles ; la première foire, improvisée au mois de mai, a dû coûter plus d'argent qu'elle n'en a rapporté, et il a fallu payer la taille pour le don. L'argent des aides est épuisé : le principal receveur, Chevillon, en a versé la plus grosse part en 1420, puis il a disparu, et comme on avait en janvier saisi les biens de feu G. Jutet, sa « fiancée », pour mille livres qui pouvaient bien rester, Mre Régnier, de son plein pouvoir, a réduit la somme à quatre cents¹⁴. Les autres receveurs sont tour à tour poursuivis et exécutés, mais l'opération s'éternise. Et par ailleurs la monnaie devient mauvaise, se « décrie » sans arrêt ; il faut défendre les débiteurs qui paient les pensions et que l'on veut contraindre à les payer en monnaie forte : c'est presque une émeute que doivent apaiser les consuls, et c'est encore un voyage aux dépens de la ville, peut-être jusqu'à Poitiers, et que l'on ne pourra faire qu'en empruntant de petites sommes à divers citoyens, tandis que pour les « hâtives fortifications », il faudra mettre la main sur le « plot » du pont du Rhône, c'est-à-dire emprunter à Dieu¹⁵.

Le Régent, sollicité par Viollet, accorde par deux fois des lettres de debitis contre les « devans à la ville », il lui donne satisfaction pour les pensions par ses lettres du 8 octobre, en même temps qu'il offre à sa détresse la facile mais dangereuse ressource des « entrées » : « Nous vous avons octroyé, dit-il, pour l'emparement et fortification de la ville de Lion, certain tribut sur toutes denrées et marchandises qui passeront parmy ladite ville... » et il ajoute : « chiers et bien amés, pour ce que nous sçavons de ce que désirés sçavoir de l'estat de nostre personne et de nos nouvelles... nous avons enchargié à nostre amé Jehan Caille de vous en dire et exposer de par nous ». Les registres consulaires ne font pas mention de cette lettre : les entrées et, en général, tous les impôts indirects déplaçaient beau-

¹⁴ R. C., 3 et 15 janv. 1420, I, p. 210-217.

¹⁵ R. C., 18, 19, 24, 31 mai, 19, 21 juin, 5 août, etc., I, p. 241, 242, 243, 245, 247, 251.

coup aux Lyonnais, qui vivaient du commerce et craignaient sur toute chose le ralentissement des affaires : mettre des droits sur les marchandises, c'eût été en particulier compromettre les foires, qu'on avait tant désirées. Les consuls obtinrent sans doute du Dauphin qu'il les autorisât, en place des entrées, à lever une taille pour les fortifications et les dépenses de la guerre¹⁶.

L'autorisation obtenue, on fit d'abord un emprunt sur les « grans », qui serait remboursable sur la taille une fois levée, puis on obtint des ecclésiastiques une contribution déterminée (20 décembre)¹⁷, et le même jour en ordonnait une taille de deux deniers pour livre, à percevoir par Bérerd Jacot, le plus rapidement possible¹⁸.

L'année 1420 s'achevait ainsi dans la crainte et la détresse : la mortalité qui sévit en septembre sur l'armée du Dauphin et vint ravager le sud du duché de Bourgogne, n'épargna pas la ville, mais ne prit pas comme en 1418 les proportions d'une catastrophe¹⁹. En l'absence du bailli et du Sr de Beauchastel, les lieutenants avaient peine à rassurer les habitants qui se sentaient abandonnés²⁰.

Le duc de Savoie, leur proche voisin, traditionnel ami et

16 C. C. 343, du 13 août, et du 4 novembre : Debités. A. A. 22-26, du 8 octobre, publiée Caillet, reçue le 24 oct., v. R. C., I, p. 262.

17 R. C., 20 déc., I, p. 272. « Prendre l'offerte des ecclésiastiques de Lion » qui est de 500 l. moyennant laquelle on ne leur demandera plus rien jusqu'à ce qu'on ait vu leur vaillant et que le bailli ait pris une décision, mais sans préjudice des tailles à percevoir sur les biens privés.

18 R. C., 20 et 23 déc., I, p. 272, 273. Un emprunt avait précédé cette taille (v. R. C., 27 nov. 1423, II, p. 70) : « Henry Chivrier, cinq livres X sous, pour sa peine d'avoir levé un *prest*, qui avait été ordonné avant la taille de la fortification, qui cessa et fut révoqué par le moyen de ladite taille ».

19 A. C. Saint-Pol, 11 sept. B. Chevrier demande à faire sa résidence à Saint-Just, à cause de la mortalité qui sévit présentement : le clergéon du chamarré en est mort. Bazin signale, vers la même époque, une morie à Châlon et Saint-Laurent.

20 Le bailli est absent depuis le commencement de novembre : le 7, il signe à une ordonnance du régent ; Beauchastel l'a probablement suivi. V. Beaucourt, I, 213. R. C., 31 déc., I, p. 274, les deux lieutenants annoncent leur prompt retour.

protecteur, s'éloignait de plus en plus du malheureux Dauphin, une fois de plus maudit et renié par le roi son père. Le 14 décembre, il avait fait alliance intime avec le duc de Bourgogne, et, au cours du mois de janvier, tendant pour la première fois une main hésitante vers l'éternel objet de son désir et de la convoitise de toute sa lignée, il faisait offrir discrètement aux habitants de Lyon une alliance particulière, qui dans le cas présent eût été une trahison pure et simple ; une attaque contre le Dauphiné, combinée entre Amé VIII et le prince d'Orange, en eût été la suite nécessaire. Les bourgeois de Lyon gardèrent leur foi dans cette occasion, la plus grave peut-être de toute leur histoire : les consuls assemblés à Saint-Jaqueme, le 8 janvier au matin, avec Le Viste, Paterin et deux ou trois autres, « ont pris à aujourd'hui après disner à respondre avisément sur ce dont fera mention le registre d'après disner après ensuivant et ont tous juré de le tenir secret ». Le même jour après dîner, les mêmes sont réunis au même lieu ; Claude de Pompierre et Léonard Caille exposent que Mons. de Savoie leur a fait dire par un homme de Montluel « qu'il voudroit bien avoir alliances avec la Ville de Lyon, *à toutes fins* », et que celui qui viendrait de par la ville aurait de lui bonne réponse. Les autres ont alors fait observer que la matière était trop lourde pour qu'on accepte ainsi la parole de Jehan Porchet, et tous ont conclu « que pour le présent l'en n'y fera autre chose, selon que l'en eût sur ce lettres ou embassadeurs propres par le dit Seigneur, et lors l'en procèdroit avant à la matière, *par le bon plaisir de Mons. le Dauphin, et non autrement* » ²¹.

La réponse des Lyonnais reçue, le duc de Savoie retira sa main prête à saisir ; et de ce côté, ce sera la paix pour huit années encore. Si nous rapprochons cette affaire des événements obscurs de 1419, nous devons mieux comprendre et l'inquiétude qui oblige les citoyens à toujours se

²¹ R. C., 8 janvier, I, p. 277-278.

garder du côté de l'empire, et leur impatience de toute intervention du Conseil royal qui ne veut voir que Bourgogne où il faudrait soupçonner Savoie. Il s'agit pour nos gens, tout en conservant au Régent puis au roi la ville et le pays, de ne pas compromettre le commerce avec les pays de l'empire, le seul qui leur reste et dont ils vivent encore. Ceux de France ne sauraient que déranger le jeu subtil : on les appellera plus tard, quand on entendra sonner les armes.

6. La résistance en 1421.

L'année 1421 commence par la proclamation solennelle au Parlement de Paris, dans toutes les formes judiciaires, de la déchéance du Dauphin, et par la défection la plus lourde que puisse éprouver le parti dauphinois, l'acceptation publique du traité de Troyes par Jehan de Bourbon, prisonnier des Anglais. Désormais, et pour plusieurs années, les domaines bourbonnais forment une zone neutre, et le gouvernement de Moulins, à peu près sûr tant qu'il restera aux mains de la duchesse, deviendra douteux avec l'instable Charles, comte de Clermont.

Le Régent n'a dès lors confiance que dans ses alliances étrangères ; le « secours » d'Ecosse sera la cause de la campagne de 1421 et celui de Milan de celle de 1422, en attendant que la flotte castillane ôte la maîtrise de la mer aux Anglais. Les ressources en hommes seront ainsi quelque peu ménagées, mais l'argent va manquer, et le Dauphin sera conduit à convoquer de nouveau les Etats généraux. A l'égard de la ville de Lyon, une double politique se dessine ; dans le conseil, les gens des finances sont enclins à exiger de gros subsides de ce pays qui paraît intact et ne souffre pas directement de la guerre ; tandis que le Dauphin lui-même et ses conseillers politiques, sentant l'importance exceptionnelle de la position à laquelle le « Royaume de Bourges » est fermement adossé, le favorisent de leur mieux, et lui rendent en sous-main ce que les autres lui ont pris. Tous comptes faits, la ville paie sa propre dépense, et les bourgeois trouvent que c'est bien suffisant.

Pendant les deux années 1421 et 1422, les fortifications se complètent et s'achèvent : les dons du Régent remboursent à la ville les impôts qu'elle paie. La vigilance inquiète des consuls s'exerce sans relâche, au point d'arracher à l'indolent jeune prince et à ses conseillers dépour-

vus d'illusions des remerciements et des félicitations qui ne furent donnés à nulle autre cité.

Après l'échec de l'offensive, au début de l'été 1421, la guerre reprend en Mâconnais comme ailleurs avec son caractère particulier : un parti ne résiste pas de front à l'attaque de l'autre, il se dérobe, puis revient en force quelque temps après ; les places sont prises et reprises, et les ravages se superposent, dévastant des campagnes déjà dévastées.

Lyon défiait toute surprise, et sa force fut utile même au pays d'alentour. Depuis qu'en 1418 on était arrivé à rendre effective la défense de la ville, les travaux de fortification ne s'étaient jamais arrêtés complètement. L'entretien n'a cessé d'être assuré par Andry Chivrier ou Mandront ; Aynart de Chaponnay s'en occupera diligemment par la suite, entre deux campagnes, puis après 1428 on chargera de ce soin un homme de métier, Jehan de Blacieu, moyennant convenable salaire ¹. Dans ces travaux d'entretien entrent les réparations faites aux murs, aux « peysières » sur le Rhône, et la construction, d'accord avec les chanoines de Saint-Pol, d'un mur sur leur « palis » au bord de la Saône ; de même les terrassements toujours à refaire pour épauler plus étroitement aux pentes du plateau la porte de la Roche ². Les années 1419 et 1420 ont été employées à l'achèvement des défenses de la presqu'île, au pied des pentes. Le projet formé dès 1418 d'acheter une partie de la place de Foreys, entre le rempart et la porte de Saint-Marcel, a été accompli en 1419; on y a détruit quelques immeubles qui gênaient la défense, on a fait un barrio sur la porte, au dehors comme au dedans, et l'on a joint par un nouveau mur la porte aux murailles de la ville ; puis on a entrepris de refaire le barrio de la porte du Griffon et l'on a construit une petite bastille auprès.

¹ R. C., 2 mai 1428, II, p. 267.

² V. entre autres: R. C., 11 mars, 5-7 juillet, 11 sept., 11 nov. 1419, p. 157, 179, 188, 197; 4 fév., 2 avril, 27 oct. 1420, p. 224, 236, 262; 5 déc. 1421, 22 sept. 1423, etc., etc., I, p. 342, II, p. 62.

En même temps on achevait les deux tours neuves de la Lanterne, créneaux et embrasures, puis la charpente et le toit³.

Au cours de cette année 1420 s'est de nouveau posée la question du pas de la Chanal, mais, sans préjudice des droits de l'Eglise, les consuls ont tenu bon et la clôture est demeurée ; clôture sommaire puisqu'en février ils ont constaté que l'on y passe « à pié et à cheval » et en ont parlé au bailli, puis ont ordonné qu'on fasse clore la brèche incontinent, « le plus brief que faire se porra », et ce non obstant toutes contradictions ou empêchements qu'y pourrait mettre Mons. de Lyon. Les gens de l'archevêque ayant engagé un procès, on leur a fait demander en juin que, tous droits réservés, puisque le fossé ne gêne point, il reste comme il est ; puis on s'est adressé au Dauphin et on a prié le bailli d'arranger la chose à l'amiable, mais on a maintenu, en fait, la clôture du passage. Le Dauphin a évoqué la querelle, il a écrit le 16 septembre une lettre où il déclarait que sur le rapport de Grôlée et Beauchastel, il prendrait telle décision que l'archevêque et les bourgeois seront, ou devront être, « contens par raison » ; en attendant, il ordonnait de *remettre les choses en l'état*. C'est à cette lettre que répondit la grande assemblée du 23 septembre, qui accepta l'arbitrage, en suppliant les deux commis de faire vite. Mais, après le départ des Maîtres des métiers, les consuls mécontents résolurent d'envoyer Oydel à Mehun pour traiter cette affaire directement, car le Dauphin mal renseigné croyait qu'il s'agissait d'un

³ R. C.: 5 déc. 1418, 19 avril 1419... acheter la place de Foreys, I, p. 139, 163. 24 fév., 24 mai, 30 août, 1^{er} déc. 1419: Saint-Marcel et le Griffon, I, p. 154, 168, 186, 203. 3 sept. 1419: Achèvement des tours de la lanterne, I, p. 187: « Ont concluz que Aynart de Beaujeu fera faire, en chacune des deux tours noves, quatre créneaux par dehors les murs de la ville, à la ronde desdictes tours, enchartrés de pierre de taille, du large par dehors de trois piés d'ouverte, et dedans de la large de quatre piés et demy en embrasans et le droit de chacun crenel retraira son mur, qui est de IIII piés de gros, de deux piés les codières dedans l'embrasure, affin de plus aisément veoir à pié de mur ; et devers la ville un crenel dudit large encharté de la plus belle pierre de la massonnerie.

fossé allant de Pierre Scise jusqu'à la porte de Bourgneuf, ce qui était faux, et d'autre part, ils soupçonnaient Grôle et Beauchastel de partialité envers l'archevêque, « attendu les affinités, faveurs et alliances qui sont entre lesdits Seigneurs », et l'on entend gronder, à la fin des instructions qu'ils donnèrent à leur messenger, leur mécontentement contre « le gouvernement et pilleries qui se font par dessa, tant en prisonniers comme autrement »⁴.

En 1421 et 1422, on pense aux fossés de Saint-Sébastien. Dès l'année précédente, une fois terminées les tours neuves de la Lanterne, on a traité la question de sang-froid ; le 2 juin une assemblée s'est tenue à Roanne en présence du bailli : sept consuls et treize notables ont été d'avis « que l'on fortifie premièrement sabas en plus près du bourg que les fossés vieux devers Saint-Sébastien... et qu'en sache que tout coustera ». Trois consuls et quinze notables ont été d'opinion contraire. Messire Paterin a dit : « qu'il se voye combien il coustera là dessus vers Saint-Sébastien, et puis faire le mieux que l'on porra ». Et le bailli a conclu : commencez par où vous voudrez, « mais qu'il se facet brief ». Puis il a, d'autorité, entrepris les travaux en bas. Les avis des bourgeois sont donc partagés à peu près également, et la discussion continue par les ouvriers et les boutiques ; le 31 décembre, alors que les consuls venaient d'entendre les excuses des officiers pour l'absence du bailli, quelques notables surviennent, et Pierre de Rillieu prend la parole et donne des raisons stratégiques ; il faut, dit-il, fortifier d'abord Saint-Sébastien, car « se les ennemis avoyent la montaignie, le demourant de la ville serait en trop grant péril ». Messire Paterin répond par l'état de fait : on a commencé les travaux à la Lanterne, par ordre de Mons. le bailli, on les continuera jusqu'à son retour ; lui-même alors avisera. Le 11 février 1421 a lieu

⁴ R. C., 4, 6, 7 fév., I, p. 224, 225, 226 ; 10, 16, 19 juin, 23 sept. 1420 : I, p. 246, 247, 258. A. A. 22-21, pub. Caillet : « parce que vous voulez faire certains fossez depuis son chastel de Pierre Assize jusques à la porte de Bourgneuf... ».

une expertise : par le mandement du bailli et à la requête de ceux de la ville, quatre chevaliers, dont le Seigneur de Grôlée, sont venus visiter les travaux; ils ont conclu qu'on accomplisse d'abord les fossés de la Lanterne, qui sont déjà fort avancés, puis qu'on mette la main à ceux de Saint-Sébastien, « qui sera longue chose à faire, combien qu'il sera moult prouffitable »⁵. Tout aussitôt la ville constitue des équipes de terrassiers que l'on met, par six, avec un maçon, à rompre les murailles des fossés de la Lanterne. Le 4 août, trois conseillers sont commis à faire faire « le glassiz » des fossés de la Lanterne, et le 5 novembre, nous apprenons qu'on a payé deux cents setiers de chaux « pour emploier au gros mur qui se fait au pié des mottes de terre que l'en a faict au piés des murs d'entre la Lanterne et la porte Chenevier ». En d'autres termes, Imbert de Grôlée, homme de guerre averti, inspiré sans doute par son cousin qui a guerroyé contre Milan, ou par quelque chef de mercenaires lombards, a entrepris de donner à la ville de Lyon des remparts à la moderne, comme on venait de les construire à Plaisance, contre l'artillerie⁶.

Les consuls devaient trouver que la fantaisie leur coûtait cher, d'autant qu'ils n'aimaient guère les nouveautés : ils s'inclinèrent devant l'autorité et la compétence du bailli. Mais en avril 1422, la ville étant menacée précisément de ce côté, après s'être rendus eux-mêmes sur la place, ils décidèrent le 13 de mettre trois dizaines de la milice aux terreaux de Saint-Sébastien, et le surlendemain une assemblée approuvait d'enthousiasme leur décision et obligeait tout citoyen à y entretenir des ouvriers selon son pouvoir. Les groupes de trois dizaines se relayèrent, et sans doute beaucoup de terre fut remuée⁷. Dans le même temps la ville renforçait la porte des Farges d'une construction très solide, où l'on pût mettre un canon. Les en-

⁵ R. C., 2 juin, 31 déc. 1420, 11 fév. 1421.

⁶ R. C.: 19 fév., 11, 25 mars, 19 mai, 4 août, 5 nov. 1421, I, p. 286, 289, 291, 303, 317, 335.

⁷ R. C., 13, 15 avril 1422, II, p. 1.

trepreneurs reçurent des instructions précises, émanant sans aucun doute d'un personnage idoine que l'on avait consulté, et quelque temps après, l'un d'eux ayant proposé une modification de détail, on lui confirma vigoureusement l'ordre premièrement donné⁸.

Les années qui suivent sont celles des grandes résistances à l'impôt ; la ville privée de ressources, répugne d'autant plus à construire de nouvelles fortifications qu'elle se croit tout-à-fait en sécurité. Nous ne la voyons plus entreprendre que deux groupes de travaux, qui d'ailleurs sont menés lentement et semblent ne jamais devoir être terminés : la réfection de la tour Chenevier et celle de la tour devant Pierre Scise. Le 11 août 1422 on décide de faire abattre la tour Chenevier jusqu'à l'encorbellement afin de mettre en la place une grosse tour neuve ; un an plus tard, on fait faire sur la porte à côté « une egyna » de six pieds de gros et de haut et « une eschiffe de fuste » par dessus, et aussi une petite porte pour entrer à pied ; mais les travaux ne sont pas entrepris aussitôt, puisqu'en 1424 il est encore question de les adjuger à prix fait : on fait venir un expert pour « deviser » l'œuvre, et l'on répond au bailli qui insiste que pour le présent on ne peut faire que le mur Chenevier et, à grand peine, une « la pareille tour des deux autres noves ». En mars 1424 on aplanit la place de la tour, en mai on « plante » les fondements de la muraille,

⁸ R. C., 15 déc. 1421, 12 fév., 31 oct. 1422, I, p. 344, p. 358, II, p. 22 : « ont baillié à priffait à Symonet Bergier et Pierre Bertellot, de faire la maison des Forges, de la moyson qui s'ensuit, c'est assavoir de deux toyses d'ault dès le fondement, et autant de long et large... de deux piés de gros en fondement et d'un pié et demi dehors terre, emboschée dehors et dedans, à huisserie de pierre de taille et une fenestre carrée d'un pié et demi de toute carreure aussi de taille, à une croyzée de fer, et dedans ladite meson un fornél à une jambe de taille et le mantel de boys qui s'apuyera au mur de la ville, et avecque ce, parmy le gros du mur de la ville, faire une archière à voste, dessus de milliasse, regardant au chemin dehors, entre les deux portes, et les jambes de ladite archière par dehors de pierre de taille, et au bas de ladite archière ung pertuys rond pour tirer d'un petit canon; et l'œuvre de ladite meyson faicte et parfaicte, jusques la clef au poing, et ce pour le pris de trois cens livres tourn., dont l'en leur doit baillier cent livres avant la main, et le demourant ainsi qu'ilz feront l'œuvre ».

cependant qu'on renforce un mur qui est derrière les maisons depuis la porte Saint-Vincent jusqu'à la porte de la Roche ; puis les travaux se ralentissent ou s'arrêtent et l'on n'en parle plus⁹. Pour la tour de Pierre Scise où s'accrochait la chaîne d'amont, il faut croire que la nécessité de garder le cours de la Saône parut grave à l'automne 1423, car des mesures importantes furent ordonnées en grand détail comme à la maison des Farges, et l'on résolut de « mettre la main lundi prochain et de ne pas s'arrêter jusqu'à la fin » ; la tour devait elle aussi contenir de l'artillerie, et l'on tenta de la mettre à l'épreuve des boulets. Et le travail fut accompli, puisqu'il est contrôlé et payé en 1425¹⁰.

Un examen du plan sommaire des fortifications de Lyon nous montre dès 1422 la ville bien défendue : le seul problème qui reste posé, insoluble celui-là, est de garnir d'hommes ces belles murailles. Elles ne verront point l'ennemi dans leurs fossés, mais les alertes n'auront pas manqué à la ville durant ces deux années.

La première campagne de 1421, menée à l'aide d'un contingent écossais frais débarqué, fut l'occasion d'un beau succès à Baugé en Anjou (22 mars), et de la paix de Sablé (4 mai) avec le duc de Bretagne. La Fayette y fut nommé maréchal de France. Mais pour payer ses mercenaires, le

⁹ R. C., 11 août 1422, 22 sept. 1423 ; 3, 9, 14 fév., 19 mars, 12, 15 mai 1424 : II, p. 13, 63, 85, 87, 91, 99.

¹⁰ R. C., 30 sept. : II, p. 65 : « ont prins à priffait... à haussier tout à l'aviron, de massonnerie tant seulement, la tour de la cheyne de Pie-rencise, de tel ault comme voudront lesd. commis, et du gros des murs quy sont deesja, pour le pris chascune toyse Saint-George de trois frans moins deux gros, et y doivent faire en l'estage dessoub trois bombardiers et en l'estage dessus trois archières, une huysserie et une fenestre deffensable à deux croches pour marchecollez de pierre de taille, lesd. bombardières, archières, huysserie et fenestre et arrière voste de pierre munie et toute l'autre massonnerie de pierre menue, et leur doit songnier, aux despens de la ville, toute matière sus place, et y doivent mettre lundi prochain la main et non entrelessier l'ouvre jusques elle soit accomplie à dicte d'ovriers, senon par deffault de matière ». V. 20 juin, 7 juil., 9 sept., 8, 10 oct. 1425 : II, p. 140, 142, 149, 152.

Dauphin dut demander une aide à ses loyaux sujets et convoquer à Clermont-Ferrand les Etats de Languedoil. Une campagne d'été suivit, où il parcourut la Beauce avec son armée, prenant des places et faisant un moment espérer la victoire. A partir du mois d'août, toute activité cesse et les Anglais reviennent à la charge.

Les Lyonnais n'ont rien à espérer du « secours d'Ecosse » qui tant a réjoui leur prince ; nous les avons vus, privés du soutien et des conseils de leur bailli, refuser les offres du duc de Savoie. Ils amassent du salpêtre et gardent bien leurs portes, ils font aussi de grandes politesses, à son passage, au nouveau gouverneur du Dauphiné, le Sr de Joyeuse, pour obtenir de lui qu'on leur vende les vivres dont ils ont peur de manquer¹¹. Quand le bailli revient, c'est pour leur demander des bombardes, de la poudre et des pierres¹², et pour presser les travaux de leurs fortifications : les mouvements de troupes sont en effet très amples en Bourgogne. Le 26 janvier 1421, ayant ouï dire que « gens d'armes descendent sabas par le Nivernois et la Champagne », et n'osant plus envoyer aux nouvelles, car les Bourguignons font diligemment la chasse aux « espies », ils se sont adressés à la Dame de Villars. La maison de Villars et Thoire, la très ancienne amie de la ville, est en train de s'éteindre en la personne du vieux seigneur Humbert. Depuis 1402, celui-ci a dû reconnaître la suzeraineté du duc de Savoie, inclinant sa libre bannière devant son trop puissant voisin ; il n'en est pas moins resté de cœur absolument français, sa fille unique ayant épousé un Lévis dont le fils Philippe, Sr de la Roche, aventureux mais très fidèle, garda seul naguère au Dauphin la route du Rhône et les montagnes du Vivarais ; sa femme gouverne son Etat, et, tant qu'il vit, conserve à la Dombes son indépendance ; la ville de Lyon peut compter sur elle sans

¹¹ R. C., 1, 12, 15, 18, 25 janv. 1421: I, p. 275, 276 278, 279, 281; le 1^{er} janvier, passage du Sr de Joyeuse.

¹² R. C., 25 janv. 1421, I, p. 281: on prête deux bombardes, 24 pierres, 60 l. de la poudre vieille.

mesure. Donc Gillibert, le facteur de chez Dodieu, est allé lui demander qu'elle veuille bien envoyer de ses gens pour avoir des renseignements ; et Madame de Villars, ayant reçu les douze francs d'or en monnaie de roi qui avaient été remis au messenger, a donné aux siens de la monnaie de Savoie pour qu'ils pussent passer inaperçus. Les Registres consulaires nous font connaître la réponse de la Dame et le rapport de Gillibert, mais non les renseignements qui purent être recueillis ¹³.

Le Chapitre lui aussi s'occupe de son mieux à mettre ses châteaux en état de défense. Il a bien quelques embaras : tout son argent passe en Cour de Rome pour l'affaire de Jehan de Grôle, et l'on trouve des traîtres à Anse, et son châtelain, Antoine de Chiel, est un fameux brigand ¹⁴.

En février arrive à Lyon la lettre du Dauphin qui répond à la condamnation prononcée à Paris contre lui.

En mars on reçoit la convocation aux Etats de Clermont ¹⁵, et tout aussitôt par Etienne de Villeneuve qui revient de Bourges, de bonnes nouvelles de par delà ; enfin, le 4 avril, les lettres du Dauphin « faisant mention de la destrosse nouvellement faicte contre les Angloys en la Lande Charles près de Beaufort en Anjou » (la bataille de Baugé), et ces pauvres gens manifestent leur joie en donnant dix livres tournois au messenger ¹⁶. Pour les Etats de Clermont, on a, dès le 27 mars désigné Jehan le Viste, Aymé

¹³ R. C., 26, 27 janv., I, p. 282, 284.

¹⁴ A. C. Saint-J.: 22 janv. 1421: le doyen visite en personne tous les châteaux de la baronnie, avec les obéanciers et des experts, pour ordonner les réparations. 10 février: 8 l. 13 gros à L. Curtet pour dépenses faites à Anse pour une affaire secrète. Le 23 juin (*à rapprocher de ce qui précède*), le procureur de la Communauté d'Anse demande secours contre un certain J. Morel, d'Orgelet, qui s'est fixé à Anse, bien que suspect, au grand préjudice de la Communauté: en marge « proditorem ». 20, 25 février, 11 mars: on vend le blé de la Grenette, pour le procès, on amasse des écus, des florins et toutes monnaies d'or. 27, 29 mars: Ant. de Chiel à Anse, Ant. de Sure à Saint-Germain: tous deux brigands ou complices de brigands, tous deux liés à la politique savoisiennne.

¹⁵ A. A. 20-18: « pour le premier jour de may prouchain venant ».

¹⁶ R. C., 25 mars, 4 avril, après dîner, à Saint-Lorent, I, p. 291-294: Mons. de Lion et le chapitre donnent aussi chacun 10 l.

du Nyèvre et Aynard de Chaponnay, puis le 3 mai, au moment de partir, Aymé du Nyèvre et J. Durant, qui s'en vont le 6 munis de leurs lettres de créance et d'instructions leur prescrivant de consentir l'impôt qu'on leur demanderait, mais en déclarant « les povreté et neccessité de la ville »¹⁷.

Le 6 avril, les consuls ont servi de chacun douze torches et douze livres de confitures, comme des princes, le Pré-vôt de Paris et le « Président » qui passaient par Lyon à leur retour du Languedoc. Le 4, ils ont reçu par Mons. de Lespinasse une lettre de la duchesse de Bourbon demandant une aide pour la rançon de son mari et le 18, le messager est revenu à la charge ; ils lui ont fait répondre par le Procureur que « pour les grans charges que la ville a à faire les fortifications, et que riens n'a en commun pour le présent, l'en ne lui porroit de riens aider »¹⁸. Le 8 mai ils ont eu les lettres du duc de Savoie en faveur du prieur de Saint-Irénée, et ils ont répondu non au duc mais à Messire Paterin, lieutenant du bailli, que la chose concernait les officiers du roi, et que ceux-ci feraient ce qui leur semblerait bon, « combien que leur semble que la venue dudit prieur est périlleuse pour plusieurs causes... »¹⁹; un peu plus tard les Lyonnais sont informés par une lettre de Jehan Caille du traité de Sablé²⁰.

Enfin, le 19 mai, c'est le retour des envoyés aux Etats

17 R. C., 27 mars, I, p. 292: trois envoyés au Conseil mandé par le Dauphin, s'il se tient à Clermont, deux seulement s'il faut aller plus loin. 2, 3, 5 mai, I, p. 301 et 302: les deux députés sont élus, — pour leurs frais, il faut lever le plot du pont du Rhône, — on leur remet un « mémoire » ordonné le 2, vu le 5 par les conseillers. Les « ambassadeurs » ne partirent que le lendemain 6, ce qui explique la lettre de J. Caille, du 5 mai, qui leur reproche leur absence.

18 R. C., 6 avril, I, p. 296. 4 et 18 avril, I, p. 293 et 298. V. A. C. Saint-J., le 14 mai: le chapitre a remis 120 fr. dont le trésorier de Beaujolais a donné quittance le 26. A. C. Saint-Pol, le 21 mai: 40 fr. pour la rédemption du duc de Bourbon.

19 A. A. 25-52: publiée Caillet, R. C., 8 mai, I, p. 303.

20 A. A. 84-10, publié Beaucourt, I, P. J., n° 20. La lettre annonce la paix de Bretagne et l'aide militaire fournie par les Bretons. J. Caille se montre irrité de n'avoir vu, le 1^{er} mai, au Conseil (Etats généraux) à Clermont, aucun représentant de l'archevêque ni de la ville.

de Clermont, qui rapportent la nouvelle d'une lourde taille consentie par tous et que tout le monde paiera, même les monnoyers et les « singuliers » ecclésiastiques, mais dont la ville et le pays « ne sont point encore portionnés » ²¹. Le 9 juin, M^e G. Toreau, président de Parlement, a été servi de six torches ; on lui a fait visiter la fortification, pour qu'il pût recommander la ville au Régent ²².

Saison d'attente, où les contacts avec les traîtres et les mauvais français n'ont pas été épargnés aux bourgeois de Lyon !

A partir du mois de juin, les trêves ayant été renouvelées entre la Bourgogne et les Etats bourbonnais ²³, et bientôt toutes les forces bourguignonnes et leurs auxiliaires de Savoie se dirigeant vers le nord pour prendre part au siège de Meaux, il semble que le calme devrait régner dans la ville. C'est pourtant à cette époque que sont prises à Lyon les mesures de défense les plus rigoureuses : doutes du côté de la Savoie, du Prince d'Orange, des bandes de Périnet Grasset, ou, — qui peut savoir ? — des bandes armagnacques à peine moins redoutées ? ²⁴. Peut-être même une certaine agitation dans la ville, consécutive à l'imposition de la taille, à la cherté des vivres, à la baisse de la monnaie, ou aux divisions et querelles des grands de la cité ? ²⁵. De ces troubles, nous sommes avertis par deux documents : le Procureur, qui part après de longues « cavillations » pour demander remise de ladite taille, est sur-

²¹ R. C., 19 mai, I, p. 303.

²² R. C., 9 juin, I, p. 306 : G. Toreau est intervenu pour un accord entre la ville et les monnoyers, offrant l'occasion de terminer à l'amiable ce long procès.

²³ Le 27 juin, v. Huillard-Bréholles, II, p. 219.

²⁴ Ajouter que le 17 mai a été conclu l'accord entre les Anglais et le roi des Romains, au sujet du Dauphiné. V. ch. I, § 1, note (24).

²⁵ R. C., 9 juin 1421, I, p. 306. Toutes matières... ont enchéri de plus de la moitié. Noter — *ibid.* — les soupçons : on disait que M^{re} J. Ballard et J. Julien étaient « à Cuveres pour empêcher que les vivres ne feussent apportés en cette ville ». V. aussi 15 juillet, p. 316, la violente querelle entre A. du Nyèvre et Humbert de Varey. Cf. 1^{re} partie, ch. II, § 5.

tout chargé « d'excuser la ville de ce que l'en a donné à entendre audit Sr qu'il y a eu division »²⁶, et le Dauphin répond à cette ambassade par ses lettres du 16 août : par le rapport du Procureur, il a admis le contraire « d'aucuns rapports à nous sinistrement fais touchant le gouvernement de la bonne ville de Lyon..., dont sommes bien joyeux et contens ». Suivent protestations de bonne volonté et promesses d'assistance en termes très amicaux, et la phrase par laquelle nous avons cru pouvoir définir l'attitude de la Commune de Lyon : « *Entre toutes les notables villes de Monseigneur et nostres, a tousjours été l'une des plus entières et féables, celle qui oncques ne varia* »²⁷. Nous avons aussi au Registre consulaire, le 18 août, cette note précise que laisse passer le clerc de Rolin de Mâcon, moins discret que son maître : « Sur le fait des suspecteux, l'on n'en sercherat point, pour aucunes causes qui seroyent plus au damage et déshonneur de la ville que au profit, et pour ce sont d'accort de eslire cent personnes des meilleurs et plus seurs de la ville, lesquels seront tousjours armés et abbilliez en visitant la ville, affin que nul ne soit si hardis de soy eslever et esmuier contre la ville »²⁸. Le Dauphin, par ailleurs, tient les bourgeois au courant de sa campagne ; il leur annonce lui-même la prise de Galar-don et l'échec devant Chartres, l'excusant par la désertion qui ronge son armée et sur le grand nombre des ennemis, puis au mois de septembre il les informe de la retraite des Anglais sur Beaugency : son armée, avec Buchan et Richard de Bretagne, s'est lancée à la poursuite²⁹. Entre temps, les Lyonnais ont reçu comme les autres sujets du Dauphin une convocation à l'arrière-ban qui doit se réunir à Vendôme ; comme bien l'on pense, ils lui ont opposé un refus honorable, invoquant les nécessités de leur dé-

²⁶ R. C., 4 août, I, p. 318.

²⁷ A. A. 22-12, pub. Caillet.

²⁸ R. C., 18 août, I, p. 320. A Roanne: le même jour le bailli fait connaître son intention de passer en revue les estables de la ville.

²⁹ A. A. 22-30, du 9 juillet, pub. Beaucourt, I, P. J., 24.

fense et s'abritant derrière l'autorité du bailli ; d'ailleurs Chaponnay qui part pour l'armée, touché comme noble par la convocation du Régent, les excusera de son mieux³⁰. La convocation a aussi ravi à l'Eglise de Lyon son homme de guerre Antoine de Chiel, à qui le même bailli n'a point voulu consentir de sursis³¹.

Au commencement de septembre, après avoir renforcé l'autorité de Mandront sur le guet et la garde, les consuls, « pour certains nouvelles qui courent », ont mis un poste chez les Frères mineurs et ordonné des patrouilles le long du Rhône. Il s'agit cette fois du siège de Châteauneuf en Charolais, entrepris par Périnet Grasset. Une expédition s'organise en Dauphiné pour secourir la place ; les Lyonnais requis par le gouverneur d'envoyer à Saint Symphorien d'Ozon deux conseillers accompagnant le lieutenant du bailli, pour délibérer et pourvoir à cette affaire, s'y refusent énergiquement, craignant de créer un précédent fâcheux, et voulant garder pour eux toutes leurs forces, mais ils fournissent des munitions : « II mil de fustes de viretons », et tournent la difficulté en envoyant à leurs frais au Sr de Joyeuse un fonctionnaire royal, Etienne de Villeneuve, consul de la ville de Lyon, mais aussi lieutenant du viguier de Sainte Colombe³². Peu rassurés cepen-

³⁰ Ordonnances: T. XI, pièce 126, du 5 août: Convocation des nobles et des villes pour le 25 août à Vendôme. R. C., 14 août, I, p. 319: Les lettres s'adressent au bailli, c'est à lui qu'on envoie la réponse: « les charges, griefs, dommages, réparations de ville, la grant garde de la ville et le grant pourpris d'icelle, et le petit nombre des gens... et les grans embarras »... Le 20 août, p. 320: « ont chargé Jehan de Chaponnay de excuser la ville envers led. Mons. le Daulphin, pour les causes à ly bailliez par escript... XX l. pour sa « poyne, travail et diligence ».

³¹ A. C. Saint-J., 13 août: « a reçu du bailli, sous grosses peines, l'ordre de rejoindre l'armée du roi... s'il obtient du bailli de ne pas partir ». Le même jour, ordre au mansionnaire d'aller le remplacer.

³² R. C., 11, 18, 24 sept., 29 oct., I, p. 323, 325, 326, 331. Paterin a posé la question en présence de Simon Charles, commissaire du Dauphin; les Consuls ont attendu le départ de celui-ci pour répondre « que ledit Paterin preigne telle compagnie qu'il voudra, car nul des conseillers n'y yra pour ce, car la ville en porroit avoir charge ou temps avenir ». Le mandement de 10 l. t. passé à E. de Villeneuve, nous apprend seul la solution de l'affaire.

dant sur les mouvements de Périnet Grasset, et de ses « complisses », les consuls ont pris des mesures très graves : la ville aura deux chevaucheurs à demeure, pour savoir des nouvelles « au vray » ; quatre notables visiteront les harnois et feront armer ceux qui ne le sont pas ; on refera les établies, afin que chacun sache où il doit aller « se effroy venoit en la ville » ; on désignera cent ou six-vingts hommes qui seront jour et nuit sous les armes pour secourir plus promptement là où besoin sera ; enfin et surtout Messire Jehan le Viste, M^e J. Mulin, P. Chevrier. Aymé du Nyèvre « se trairont une foys le jour par devers le lieutenant pour savoir des nouvelles et conseiller de par la ville, et se aucune chose survenoit dont il fallut mander les conscillers, *l'en ne manderoit que lesdit III* » ³³. Ce comité de guerre n'eut pas à exercer ses pouvoirs extraordinaires, mais on apprécia sans doute les avantages d'une direction plus ferme, puisque le consulat fit prendre par une assemblée, le 21 octobre, des mesures analogues ayant un caractère de durée : des pouvoirs étendus en ce qui concerne la défense seraient confiés à sept notables citoyens, qui pourraient même emprunter de l'argent et engager les biens communs. On réunit, le lendemain 22, ceux qui n'avaient pu venir à la première assemblée, et le 23, commis et consuls ensemble décidaient d'envoyer en cour, au lieu des messagers ordinaires, « gens notables et d'estat, qui ayent l'audace de parler en la personne de Mons. le Dauphin » ; ceux-ci lui demanderont gens d'armes pour défendre le pays et traiteront avec lui les affaires instantes. Sire J. Tiboud fit alors observer qu'il conviendrait en ce cas d'avoir avec soi l'Eglise et le pays plat et l'on parla d'autre chose ; c'est le conseil du Dauphin qui reprendra pour son compte l'idée de J. Tiboud et convoquera bientôt les trois Etats du Lyonnais ³⁴.

³³ R. C., 15 sept., I, p. 324.

³⁴ R. C., 21, 22, 23 oct., I, p. 329, 330, 331. La première assemblée réunit 52 citoyens, la deuxième 35, et tous sont d'accord : malgré l'opposition de M^{re} G. de Bames, on décide de contraindre les ecclésiastiques à prendre part à la défense.

Les consuls, pour finir l'année, assistèrent aux funérailles du Sr de Beauchastel, et intervinrent auprès du Régent en faveur de leur bailli, menacé de quelque disgrâce : « Ilz ont concluz d'escrire à Monseigneur le Daulphin en faveur de Messire Humbert de Grôlece, que l'en dit vouloir estre désappointé de son office, et ce par la plus gracieuse manière que faire se porra, tellement que s'il estoit désappointé, cellui qui après lui seroit baillif n'en feust point malcontent. Lesquelles lettres devisera Mons. de Lyon, lequel et aussi le chapitre pour ce semblablement doivent escrire comme leur a dit Messire Jehan Patarin, par devers lequel Mons. de Lion pour ce ils ont envoyé Aymé de Nièvre et Jehan Tiboud, afin que lesdites lettres desdiz Mons. de Lion, chapitre et de la ville soient toutes d'un accors et effet... Ilz ont concluz d'envoier les lettres que a fait faire Mons. de Lion pour lui, chapitre, clergié et conseillers de la ville à Mons. le Régent sur le retènement de Messire Humbert de Grôlece que l'on doubtoit estre désappointé, desquelles lettres l'en a envoyé la copie audit Messire Humbert qui est devers Mondit seigneur le Régent, enclose dedans une autre lettre que lui ont envoié lesdis conseillers, afin que ledit Messire Humbert voye leur bon vouloir et qu'il aura sur ce à faire »³⁵. Ces deux textes sont significatifs, tant de l'estime que portaient à leur chef les habitants de Lyon, que de la bonne prudence des bourgeois : la crânerie de cette requête au Régent, près de qui ont accès les ennemis d'Imbert de Grôlece, jointe au souci de faire connaître leur démarche au bailli lui-même et de se ménager les bonnes grâces de son successeur, en dit long sur leur caractère.

Enfin, sur l'ordre du Chapitre, on fit dans toute la ville des processions solennelles pour la paix³⁶.

³⁵ R. C., 3, 4 novembre, I, p. 333, 334, « aux frères Prescheurs ».

³⁶ A. C. Saint-J., 25 nov. 1421.

7. La résistance en 1422.

Au commencement de 1422, toute l'activité militaire est du côté des anglo-bourguignons. Meaux fut prise en mai, et désormais tout le nord du Royaume fut perdu pour le Dauphin. Celui-ci avait confié au maréchal de Sévérac ce qui était alors sa frontière du nord-est : Nivernais, Charolais, Mâconnais ; puis il avait reçu un gros renfort de mercenaires lombards que lui envoyait son nouvel allié le duc de Milan. (Quelque portion de ces troupes étaient arrivées déjà en 1421, et le Régent avait comblé de ses faveurs leur chef, dit en France Le Borgne Caqueran). Le premier usage qu'il en fit, fut de rétablir ses communications avec Lyon et le Dauphiné, en débloquent Bourges du côté de l'est, où le tenait serré Périnet Grasset ; celui-ci, tapi à l'ordinaire dans sa place de La Charité, en sortait à bon escient, pour surprendre les châteaux, piller les campagnes, rançonner les marchands et les gens d'église, arrêter les messagers royaux. La Charité-sur-Loire prise le 20 juin, le maréchal de Sévérac entreprit le siège de Cosne, qu'il dut lever sans combat le 12 août devant une grosse armée bourguignonne renforcée de contingents anglais, lorrains et savoyards.

Sur toutes les autres frontières, les capitaines poussèrent activement les opérations : activement, mais isolément. Les campagnes les plus utiles eurent lieu dans nos régions, et le point d'appui en fut la ville de Lyon.

Le printemps avait commencé par une vive alerte ; en février déjà, des nouvelles graves étaient venues de Bourgogne, où l'on se hâta d'envoyer le plus sûr des observateurs, le gardien des Cordeliers ; on exigea de ceux de Saint Irénée une surveillance minutieuse : « qu'ilz tiennent une gayte en leur clochier, et pour chascun cheval férir ung cop de la grosse cloche par manière de signe »¹.

¹ R. C., 21 fév., 22 mars 1422, I, p. 360, 368 ; 26 fév., p. 362 : on pensait ainsi éviter de mettre des « guaytes » à Saint-Just, mais il faut y revenir aussitôt.

Le 17 mars on sait que le duc de Bourgogne doit être bientôt à Genève, et l'on ne sait pourquoi : aussi faut-il faire les établies, visiter les harnois, garnir de « blefs » les greniers, clore les portes et tendre les chaînes ; le 22, on met des guetteurs partout, on fait murer les portes secondaires, changer les clefs des grandes portes où se tiendront les premiers de la cité, on renforce la garde du faubourg Saint-Vincent dont Claude Tieulier prend la charge pour un mois, on fait garder la nuit le Rhône et la Saône et l'on entretient une patrouille de liaison. Jaquemet de Gès ira jusqu'à Genève, P. Contrevoz tout le long du Rhône jusqu'à Seyssel, et une fois de plus en Bourgogne le gardien des Cordeliers. Puis c'est une démarche auprès de l'archevêque pour qu'il permette de rompre le pas de la Chanal, attendu l'imminent péril : « et s'il ne vult, que l'en le fasse de fait ! »². Puis tout s'arrête : les assemblées de Genève ne semblent point dirigées contre la ville³. Le reste de la saison parut donc meilleur aux bourgeois, le temps de la foire fut calme : on put relâcher les consignes du guet ; le passage des ambassadeurs de Savoie qui se rendaient en France parut être de bon augure⁴.

Cette détente dura peu ; avant la fin de mai, les consuls ont connaissance de certains mouvements de troupes à

² R. C., 17 mars, 22 mars, I, p. 366, 368 : « Ilz ont ordonné que tous les soirs l'en enverra au forsbourg de Saint-Vincent, oultre ceulx dudit bourg, c'est assavoir V gués et IIII eschargés de ceulx de la ville, et que Glaude Tieulier en mettra tous les soirs VIII personnes aux champs, c'est assavoir deux sur Rosne et deux sur Saonne, et quatre qui yront et viendront, dès l'un bot jusques à l'autre, et I X^{ne} chascun jour pour terraillier ». 27 mars, p. 370 : « car l'en le passera bien devers led. Seigneur, attendu led. péril ».

³ V. Bazin, op. cit. : le duc demeura à Genève du 29 mars au 4 avril, en fêtes et tournois. Il était venu pour établir avec Amédée VIII la délimitation de leurs Etats dans les montagnes du Jura... Il profita cependant de son séjour pour recruter des contingents savoyards ; on verra marcher avec les Bourguignons au secours de Cosne non seulement les Viry, Salenove et les autres, mais encore Chandée, Gingins...

⁴ R. C., 17 mai, II, p. 4 : le péril étant moindre, les citoyens sont autorisés à se faire remplacer. On sert de 6 torches et 6 l. d'épices les ambassadeurs de Savoie qui vont en France... On honore aussi l'évêque de Bologne, qui s'en retourne vers le Pape, venant de la cour du Régent.

l'est et au nord de Lyon : « tout autour de la ville a grant nombre de gens d'armes, et qui croissent tousjours, et ne scet l'on à quelle fin » ; à leur intention on fait un pont-levis sur la trappe du pont du Rhône et l'on renforce la garde des portes, car certains sont fort insolents. Bientôt, « doubtant qu'ilz ne vueillent prendre aucune bonne ville pour icelle forraigier, ainsi comme aucuns l'ont donné à entendre, mesmement qu'ilz sont mal paiez de leurs gaiges », on fermera la plupart des portes et on ne les laissera passer que par celles de Saint-Marcel, du Bourg-neuf et du Pont, où un notable les reconnaîtra : ils entreront par petits groupes de vingt-cinq ou de trente, une troupe n'entrera que lorsque la précédente sera sortie ; un garde de la porte les accompagnera à leur logis où ils devront laisser leurs armes. Et que les gens de Saint-Just fassent bonne garde là-haut, et ne laissent entrer personne, on les aidera bien s'il le faut ! Le 5 juin, une assemblée décide que le bailli pourra passer quand il voudra, mais « à son simple estat », et que les soldats qui viennent du Dauphiné seront reçus par compagnies de cinquante hommes ; mais on ne prêtera à personne ni poudres ni bombardes, et l'on ne laissera pas sortir l'argent de la taille. Il va falloir écrire au bailli pour lui expliquer ce dernier refus, on l'avertira en même temps que les Lombards veulent passer et on lui demandera ses ordres à leur sujet ⁵.

Le bailli était sur les champs : en effet, répondant aux mouvements de troupes qui se faisaient au Dauphiné et sur la rive droite de la Saône, on avait signalé à l'ouest une vive reprise du brigandage. Le premier avis se trouve dans les registres consulaires à la date du 23 mai : « que l'on requière par chartre Mons. le bailli qu'il face fere jus-

⁵ R. C. 27 mai, 1, 2, 5, 6, 13 juin : II, p. 6, 7, 8, « les lombars à pié », qui sont en Dauphiné, viennent, sous les ordres de Th. de Valpergne, rejoindre leur capitaine le Borne Caqueran qui a fait sa montre à Aubigny le 20 mai. Ils combattront bientôt contre P. Grasset, avec le Maréchal de Séverac. Après la prise de la Charité, le 20 juin, le Borne a été fait châtelain de Queyras et Sr de Saint-Georges d'Espéranche en Dauphiné.

tice de ceulx qui ont été prins à Revirie, qui ont robbé trois pauvres gens venant de Bourges, lesqueulx prisonniers s'estoient mascherez et mis en guise de brigans ». Ceux qui sont nommés ici portent des noms de paysans, c'est qu'il s'agit d'une jacquerie : las d'être les éternels vaincus d'une guerre qui ne veut pas finir, les paysans se sont soulevés dans la montagne lyonnaise ; les hommes jeunes dont la famille a été massacrée et la maison brûlée se sont faits brigands à leur tour ; ils ont trouvé des chefs, ont pris des forteresses, et se sont montrés bientôt redoutables aux prêtres, aux nobles et aux bons bourgeois. Contre cette explosion de communisme populaire, Imbert de Grôleé a conduit une rapide expédition. Le 8 juin, de Saint-Jehan de Panissières, il écrit aux gens de Lyon deux lettres fort intéressantes : là seulement il a donné l'assaut, partout ailleurs les gens tranquilles ont livré les places et les désespérés ont fui dans les bois. A Saint-Jehan, il a pris le capitaine des brigands, qui lui a déclaré qu'on devait détruire toute noblesse, puis les prêtres, excepté un par paroisse, puis les bourgeois, marchands et autres notables des villes. A la fin de la deuxième lettre, le bailli répond au sujet des Lombards : « J'ai entendu que les lombars qui viennent au service de Mons. le Daulphin sont près de Lyon et demandent passage ; je vous prie que vous vous y gouvernés par bonne manière, toujours à la seurté de la ville, et quant ilz passeront, qu'il n'y aura point de rumeur » ⁶.

Cette expédition terminée, le bailli de Lyon rejoint avec ses troupes le maréchal de Sévérac qui bataille en Mâconnais. Le maréchal était un terrible pillard, et si l'on en croit les historiens bourguignons, le Mâconnais fut ravagé plutôt que conquis. Cependant les places autour de Mâcon

⁶ R. C., 23 mai, 2 juin, II, p. 5, 7 : Que l'on prête deux bombardes, « au cas qu'ilz voudront asségier les brigans ». A. A. 82, 48 et 51, pub. Caillet. Chroniqueurs français et bourguignons ont parlé de cette révolte des paysans, ils ne font que reproduire les faits contenus aux lettres de H. de Grôleé.

tombaient l'une après l'autre ; Grôlée écrit encore aux Lyonnais et leur raconte sa campagne : le 9 juillet, il est à Vinzelles, et l'on a si bien travaillé que de Lyon à Mâcon tout obéit à Mons. le Dauphin, et l'on fera mieux encore, mais on manque de pain, et le bailli demande à la ville d'en envoyer tout de suite deux « batelles » jusqu'à Germoles, puis une batelle tous les deux jours ; si la ville n'y pouvait suffire, il faudrait revenir en arrière et ce serait dommage ! Sur les champs emprès Germoles, le 4 août, il annonce la prise de Pierreclos, qui s'est rendu après avoir attendu quatre jours le secours que M. de Toulangeon et Philibert Andrevet devaient lui envoyer de Mâcon : on y a mis solide garnison. Un autre château, Chaintré, a été repris par Toulangeon, au retour des Armagnacs les gens se sont enfuis et la place a été brûlée : « Nous avons une très belle compagnie, dit le bailli, capable de faire beaucoup de bien si toutefois nous pouvons l'entretenir quelque temps ». Et la lettre se termine par un appel aux citoyens : « Si vous y savez remède sur le fait de finances »⁷.

A ce moment Humbert de Grôlée abandonne la campagne du Mâconnais pour courir à la rescousse de La Fayette et du comte de Pardiac : c'est l'expédition dite de Rochebaron. Un grand danger venait d'apparaître au cœur du Massif central : là nous savons que les positions politiques sont déterminées par les vieilles rivalités locales. En face des Polignac et de leurs clients du Velay, des Randon au Vivarais et en Gévaudan, partisans du Dauphin, la maison de Rochebaron, avec tous leurs adversaires, tenait le parti

⁷ La campagne du Mâconnais a été racontée par Bazin, d'après les registres de la Collection de Bourgogne et les archives de Dijon. Dans cette première partie, en juillet et en août, J. de Toulangeon commande la défense, Ph. Andrevet est seul à Mâcon, où se jette, à la fin d'août, J. de la Baume, Sr de Valussin, Maréchal de France. V. lettres d'H. de Grôlée, A. A. 42, 49, de Vinzelles le 9 juillet, et 47, sur les champs vers Jar-mole, le 4 août, pub. Caillet. L'appel aux citoyens de Lyon, pour avoir du pain, et, dans la 2^e lettre, pour avoir finances, est tout à fait intéressant. Aucune trace ne reste aux R. C. de l'aide accordée par la Ville.

de Bourgogne. La guerre durait depuis 1418, avec des remittences ; cette année-là, Héracle de Rochebaron, sénéchal du Velay pour le roi et le duc de Bourgogne, s'était jeté sur la ville du Puy, que maintenant fidèle au Dauphin la présence de J. Tudert ; il avait dû lever le siège et fuir devant le vicomte de Polignac et Philippe de Lévis jusqu'à Serverette en Gévaudan, où il avait été forcé comme un renard ; il n'avait pu recevoir les renforts de Savoie envoyés par le prince d'Orange, et Polignac avait peu à peu conquis tous les châteaux de ses rivaux ; puis il les avait tous remis contre rançon, selon l'usage. Le vieil homme étant mort en 1419, son fils Macé avait repris la lutte ; il courait sans relâche l'Auvergne, le Velay et le Gévaudan. Au mois d'août 1422, il avait avec lui trois cent soixante chevaux ; ayant reçu huit cents hommes d'armes de Savoie et de Bresse, amenés par Saleneuve, Viry et Varembon, il entra en Velay le 15 août et s'empara de quelques bicoques. Les nobles du pays, réunis au Puy pour une séance des trois Etats de la province, répondirent à la sermonce des gens du Dauphin ; Bernard, comte de Pardiac, fils cadet du feu connétable, accourut du Rouergue ; La Fayette, alors en disgrâce, vint de chez lui avec des contingents auvergnats, et sans doute fit appel au sénéchal de Lyon, qui les rejoignit à marches forcées : tous ensemble attaquèrent l'armée de Rochebaron, qui subit défaite sur défaite et fut vaincue et dispersée à Bouzols, dans les premiers jours de septembre ⁸.

⁸ V. D. Vaissete, T. IX, édition Molinier, p. 1061 à 1072. La guerre de Rochebaron a été fort mal traitée par les chroniqueurs qui ont mélangé les deux campagnes, écrit les noms et les dates au petit bonheur. Les faits, tels qu'ils ressortent des pièces d'archives, ont été rétablis par Molinier, avec un peu d'hésitation. De nouveaux renseignements sont donnés par diverses pièces concernant Rochebaron et les Lévis, in Huillard-Bréholles, II, 217 et seq. Nous avons vu l'expédition de Salenove, qui échoue au mois de juin 1419 : v. notes ci-dessus, § 3. V. aussi La Mure, qui nous apprend que tous les domaines des Rochebaron en Forez et en Velay étaient en 1419 « saisis en la main du duc » et du reste suit les chroniqueurs. Dom Plancher : Macé de Rochebaron reçut du duc de Bourgogne après sa défaite la baronnie de Berzé le Châtel et plusieurs autres châteaux en Mâconnais. Le P. Anselme : l'Auvergne et tout l'arrière-pays furent assez sûrs après la défaite des Rochebaron.

Puis Grôlée s'en retourna, emmenant avec lui le cadet Bernard, et se reprit à la campagne du Mâconnais. En son absence, le maréchal de Sévérac s'est avancé quelque peu vers le nord, évitant Mâcon où s'est jeté au premier danger le brave Jehan de la Baume avec sa compagnie. La guerre reprend donc dans la région de Tournus, et tout de suite le bailli de Lyon emporte un gros succès : le 24 septembre, il écrit aux conseillers : « Je pris hier au point du jour la ville de Tournus par eschielles »⁹. Mais l'abbaye résistait encore et la position de l'armée était précaire. Le 30, une autre lettre dit que le maréchal de Sévérac, Mons. le cadet et lui-même sont logés à Tournus avec cinq ou six mille chevaux et qu'ils ont des vivres en abondance : « Mâcon est en grant division », écrit-il encore, et Maître J. Mercier est prisonnier des habitants, avec le lieutenant de Messeigneurs. La nouvelle est fausse, et tandis que les routiers d'Amaury de Sévérac poussent leurs pillages jusqu'aux portes de Châlon, ramenant des prisonniers et du bétail, le Conseil de Bourgogne, qui a fait appel d'autre part à Périnet Grasset, assemble à Cuisery, sous les ordres du Sr de Saint-Georges, capitaine et gouverneur général des deux Bourgognes, une grosse armée de Savoyards et de Franc-Comtois : les Armagnacs se retirent, laissant des garnisons dans les places, et refluent vers le Charolais¹⁰.

⁹ A. A. 82-50, pub. Caillet. V. aussi Bazin, d'après la Coll^{on} de Bourgogne, 29, 73.

¹⁰ A. A. 82-52, pub. Caillet. Pour Bazin, les Armagnacs sont 20.000 : ce qui correspond assez bien aux 5 à 6.000 chevaux d'Humbert de Grôlée. V. aussi Juénin, Histoire de Tournus, qui a donné une chanson extraite des registres de la Ville de Mâcon, 13^e registre, f^o 1 :

L'an mil quatre cent vint et dos,
Fut prins Tournus et mis sus dos,
le vint et trois jour de septembre
de gens d'armes en très grant nombre.
Ço fit de Grôlée Humbert
qui conduisoit cadey Bernert
Frère du conte d'Armignac
Et Emery de Sévérac,
Qui ont le pays défoncé
et mis du tout en povreté.

L'hiver fut précocé et assez rude, et la guerre languit jusqu'à la suspension d'armes imposée par les Princes lors des conférences de Bourg. La ville de Lyon avait vécu sans crainte toute cette période ; à la fin de juillet, les mouvements pour la campagne de Cosne, dont le sens était visible, ne l'avaient pas troublée ; la prise de Tournus dut faire grand plaisir au peuple, bien qu'il ne soit fait mention d'aucunes réjouissances publiques. Si les consuls avaient compté y retrouver Chevillon et se payer sur sa personne des mécomptes qu'ils lui devaient, leur espoir fut déçu, car le bailli leur fait savoir dans sa deuxième lettre que le pauvre homme s'étant embarqué sur la Saône avec d'autres manants de Tournus, leur bateau sombra dans la rivière, et tous les fugitifs furent noyés. La prise de Tournus rendait possible celle de Mâcon, tout le monde en conçut de l'espoir pour la saison prochaine. Vers cette époque, le Régent rappela le maréchal de Sévérac et nomma lieutenant général au pays de Lyonnais Bernard,

Compagnons de Luen et de Branges
 Tenés vous fort,
 Ne faites pas comme Tornus
 qui a prins la mort.
 A Cusure nous manderons
 Qu'ils mettent bonne garnison,
 C'est un bon port.
 Pour bien garder nostre pays
 Nous fumes forts.
 Point n'ont voulu de garnison
 mais se sont mocqués de Mascon
 Dont ils orent tort.
 Ils ont été prins en leurs lits
 Comme un porc.
 Gentil capitain de Pieti
 Et Michelet de Remili
 Nous vous voudrions
 Pour Dieu prier soyés d'accord
 Que se nul passe par dessa
 Ils soyons morts.
 Vous y avés ung bel avis
 Et si estés sages aussi
 Loyaux avés estés tousdis.
 C'est un grant cop.
 Ne faites pas comme Tornus
 Qui est mis sus dos.

comte de Pardiac, qui devait faire meilleur ménage avec Imbert de Grôlée.

Ainsi passèrent pour la ville de Lyon ces deux pénibles années, sans dommage mais non sans peur et non sans troubles. Les ressources communes étaient petites en ce temps-là ; la dépense des fortifications avait été réduite depuis deux ans, faute d'argent, et les travaux venaient seulement d'être repris. Pour y suffire, nous avons vu les consuls imposer à la fin de 1420 une taille municipale dont la collecte s'effectua assez vite et dont l'emploi fut immédiat ; de même, grâce aux lettres du Régent et aux bons offices du bailli, on avait obtenu des ecclésiastiques la promesse de contribuer aux dépenses pour cinq cents livres tournois : ceux-ci furent priés au mois de mai d'acquitter leur quote-part ; ils ne s'y refusèrent pas. Le clergé tout entier délibérait depuis le commencement de l'année sur la meilleure façon de payer ces cinq cents livres ; mais il n'y eut pas d'accord, Saint-Pol paya sa part tout de suite, entraînant avec lui tout le bas clergé, tandis que le Chapitre de Saint-Jehan, ayant épuisé toutes ses ressources au procès de la custodie, auquel depuis peu s'ajoutait celui de Georges de Saluces, et d'ailleurs chargé de beaucoup d'autres obligations, ne versa que le 24 août les deux cent cinquante francs qu'il devait, avec grandes protestations ¹¹. La ville n'avait eu jusqu'alors à s'occuper que de sa défense : tant par suite des remises consenties que parce que le Dauphin n'avait pas encore convoqué les Etats généraux, il n'y avait pas eu d'impôt royal.

Le 29 juin arrivèrent les lettres de la taille votée aux Etats de Clermont, mais depuis le 15 la ville était saisie par le Régent d'une demande d'emprunt : les lettres écrites le 30 mai à La Ferté Bernard se plaignent que l'aide consentie à Clermont ne peut se cueillir assez tôt pour ser-

¹¹ R. C., 20, 23 déc. 1420, 19 mai 1421, v. note 282-283. A. C. Saint-J.: 21 janv., 8, 24 août 1421. A. C. Saint-Pol: 21 mai 1421: Saint-Pol paie 40 l. pour sa part.

Tableau des tailles royales, de 1416 à 1436 (PREMIER TABLEAU)

Années	IMPOTS	Cote de la Ville	Date de la commission	Date de la mise su
1416	Aide pour la reprise de Harfleur.	1770 l. t.	24 août.	24 août.
1417	Taille mandée par le Dauphin.	1475	4 mars.	22 mars.
1418-1419				
1420	Don pour la venue du Dauphin.	2500		4 janvier.
1421	Aide de Clermont.	1200 l. ou 1500 écus.	29 juin.	4-5- juillet. 1 ^{er} terme.
1422	Aide votée par les Etats du Lyonnais.	5250 l.	6 janvier.	13-24-février 1 ^{er} terme. 24 août. 2 ^e terme.
	Aide pour la guerre et la bonne monnaie.	1500 écus réduits à 1200.	14 août.	7 novembre 1 ^{er} terme. 21 décembre 2 ^e terme.
1423	Aide de Bourges.	4800 l. en 3 termes.	9 février.	9 février. 1 ^{er} terme. 17 juin. 2 ^e terme.
	Aide de Selles.	2400	26 octobre.	7-8 novembre 1 ^{er} terme.
	Equivalent aux aides (p. 3 ans)	1600	24 déc. 1423, 24 fév. 1424	
1424	Aide de Selles.		28 février.	10 avril, 2 ^e te
	2 ^e Aide de Selles.	3200	15 mai. 21 juillet	19 mai 1 ^{er} terme. 13 août. 2 ^e terme.
	Equivalent, 2 ^e année.	1600	Octobre.	
1425	Aide de Riom.	3500	16 janvier. 9 mai.	22 janvier. 1 ^{er} terme. 15 mai. 2 ^e terme
	Aide royale pour le connétable.	2300	14 août.	18 août.
				30 octobre

Sommes réellement payées par la ville de Lyon.

aux p. livre du vaillant.	Receveur	Somme payée	
denier et maille.	B. Jacot.	1470	— Remise de 300l. sur le 2 ^e terme.
1 denier.	B. Jacot.		— Remise totale le 24 juillet.
d. et obole.	F. Salavre.	2500	— Pompiere a prêté 1000 l.
5 d. (750 écus)	B. Jacot.	750 écus.	Payés en octobre 1422. Remise du 2 ^e terme en août. DON de 5000 l. DU ROI SUR SA MONNAIE.
2 d.	B. Jacot.	1000 fr.	Payée en mai (quittance de L. Caille).
2 d.	B. Jacot	2000 2250	— Le 13 nov., on doit encore à J. Caille 2250l qui lui sont payées par Haudry en 80 fr, mon- naie neuve, février 1423.
12 d.	A, Haudry.	600 écus.	
1 maille.	A. Haudry.	600 écus.	Payés à Enée de Pazzi en février 1423.
5 poyses.	G. Panoilliat et B. Jacot.	1100 fr. 500	— La ville doit 500 fr. de reste en octobre payée en novembre et en janv. 1434 (sur la t. e.)
3 poyses.	H. Chevrier.	1600	— Remise du 3 ^e terme en mai.
3 poyses.	E. Gondin.	500 fr.	Payés en janvier 1424 (hâté pour profiter de la mauvaise monnaie).
		700	Payés en avril (mandement à Beloyzel).
		1400	— Peut avoir été payé sur l'imposition suivante (700, le 19 avril 1424).
3 poyses	E. Gondin.		— Remise du 2 ^e terme en août 1424.
1 d.	A. du Nyèvre.	1600 fr.	Payés en juillet.
1 maille	A. Chenevier.		—Remise du 2 ^e terme en octobre.
1 d. (1500 l. 3 poyses (2000)	P. de la Fay.	500 fr. 444 (?)	Payés au comte de Vendôme. — Le 14 août, tout ce qui reste de cette taille soit 2556 l., est remis, sauf paiement de 1256 l. au Borne Caqueran.
1 d.	P. de la Fay.	900 f. 700 (?)	Versés par le Procureur à Angers. — 700 restent dûs.
1 d.	J. Cavier.	1000	Payés au Borne Caqueran.

vir à payer les soudoyers, aussi faut-il recourir à un emprunt sur les bonnes villes : « ...et entre les autres à vous de la somme de dix mille livres tournoys... si vous prions tant acertes que nous pouvons que de la dicte somme vous nous vueilliez promptement faire finance sus aucuns de vous en petit nombre ». P. Chevrier, commis à recevoir l'aide en l'élection de Lyon, recevra d'abord l'emprunt¹².

Les conseillers ont lu ces lettres devant une nombreuse assemblée : le premier geste a été d'envoyer au Dauphin — promptement — un messenger pour avoir rémission de tout ou partie, « considérées toutes choses qui sont à considérer... ». Le 26, on désigne pour partir Andry Chevrier et le Procureur, le 28 la lettre et le mémoire sont établis, le mandement passé. Puis des objections se sont présentées, « veu la contradiction et assupement », ils ont demandé de faire ce voyage à Cl. de Pompierre, qui a pris son temps pour réfléchir et a refusé ; alors ils ont réuni de nouveau, le 2 juillet, les maîtres des métiers¹³. Entre temps étaient arrivées les lettres de la taille : la part de la ville était fixée à douze mille livres. Les consuls et autres gros bourgeois ont de bonnes raisons de préférer douze mille livres de taille à dix mille livres d'emprunt ; en bons commerçants, ils ont aussitôt converti en écus d'or cette somme en apparence énorme : naguère encore, en 1417, un écu d'or valait plus d'une livre, 24 ou 25 sous, aujourd'hui il vaut huit livres, la taille se monte seulement à quinze cents écus¹⁴ ; le roi a nommé receveur un Lyonnais, ce qui est bon, et commissaires deux Lyonnais, les élus J. Caille et Ymbault de Bleterens. Certes de méchants bruits s'élèvent contre eux : « Y. de Bleterens et J. Caille

¹² R. C., 29 juin 1421, I, p. 310. A. A. 22-7, du 30 mai : pub. Beaucourt.

¹³ R. C., 25, 26, 28, 29, 30 juin, I, p. 308 à 311. L'emprunt doit être remboursé sur le produit de l'aide... mais les conseillers n'ont pas envie de payer l'aide.

¹⁴ R. C., 29 juin, I, p. 310. N'oublions pas que l'emprunt aurait dû peser uniquement sur les plus grands. Pour les monnaies, v. tableau, p. 437.

se sont plains d'aucuns tant conseilliers que d'autres qui ont semé aucunes parolles injurieuses contre eulx pour ce qu'ilz sont commissaires de la présente taille, à quoy les dits conseilliers leur ont respondu qu'ilz n'en scevent riens, et ont désadvoé ceulx qui l'ont dit ¹⁵ ». A l'assemblée du 2 juillet, Mandront parle : par emprunt ou autrement, envoyer tout de suite le premier terme de la taille demandée et « du remenant qui monte autant, lui demander rémission ». Et il s'en va. Tous les autres se rangent à son avis, et, par la voix du petit Enemond de Sivricu, accordent le premier terme, « attendu les affaires de Mons. le Régent ¹⁶ ». Le 4 au matin, double offensive des gens du roi : les élus avec leur greffier Haudry exposent au Conseil que le Doyen au nom de l'Eglise s'étant plaint de ce qu'ils avaient surchargé le plat pays, en faveur et à la requête de ceux de la ville, « ledit Ymbault lui a assés respondu ». Les gens du plat pays refusent de payer « jusqu'ilz aient veu que la ville de Lion fera » : que la ville donc donne l'exemple, et « se vueille avancer de paier ; — à quoi l'en leur a respondu que pour ce estoient-ilz assemblez ». Puis M^e Symon Charles, clerk des comptes, leur a présenté sa créance, et ne leur a plus demandé que d'avancer le premier paiement, « attendu lesdiz affaires d'icellui Sr et pour entretenir la belle compagnie qu'il a ». Et on lui a fait la même réponse.

Après avoir ainsi marqué leur mauvaise humeur, les consuls se sont réunis après dîner et ont imposé le premier terme de six mille livres, en mettant sus cinq deniers pour livre, à la manière accoutumée, sous réserve que les maîtres des métiers que l'on convoquera demain en soient consentants. Le 5, les maîtres des métiers ont approuvé ; la recette est confiée à Bérerd Jacot et commence tout aussitôt, activée par les sergents royaux à pied et à cheval

¹⁵ R. C., 30 juin, I, p. 311.

¹⁶ R. C., 2 juillet, I, p. 312.

¹⁷ R. C., 4, 5 juillet, I, p. 312, 313, 314. A. A. 22-13, lettre de créance de Simon Charles, pub. Caillet.

qui contraignent les « délaïans »¹⁷. L'Eglise de Lyon a été comprise aux lettres de la taille: elle baille en gage à Léonard Caille un « seillet » de son trésor ; puis le Doyen s'efforce de recueillir la somme demandée, tout en protestant qu'il ne doit ni impôt ni tribut et qu'il ne consent qu'un prêt ; il presse la recette, disant que si l'on ne paie pas, les vases sacrés vont être perdus... l'Eglise paie¹⁸.

Cependant Simon Charles, le plus habile peut-être et le plus insinuant des serviteurs du Régent, veut emporter de Lyon de l'argent et non des promesses ; le 9 juillet il obtient du Conseil que « pour subvenir audit Sr à ce besoing qui est si hastif, comme chascun scet, les grans de la ville prestent promptement la somme du premier terme, et puis l'en le recouvrera du pueple à lesir pour rendre à ceulx qui auront presté ». Mre J. le Viste s'engage alors pour 2.000 l., J. Tiboud pour 1.000, Poncet de Saint-Barthélemy pour autant ; M^e Estienne Giscle, sollicité de fournir 200 écus, fera son possible, mais veut aviser et répondra dans trois jours à J. le Viste. Simon Charles peut alors s'en aller, bien complimenté et gratifié par les consuls, qui espèrent qu'il fera sur la ville un bon rapport¹⁹. La levée de la taille se poursuit cependant et va très vite, de sorte qu'on peut dès le 11 septembre remettre aux sergents royaux la recette des arrérages, en même temps qu'aux agents de la ville ceux de la collecte des fortifications²⁰. Au mois d'août enfin on a envoyé le Procureur à Bourges pour avoir remise du second terme ; Rolin de Mâcon était aussi chargé de présenter au Régent une curieuse requête, qui obtint ausitôt satisfaction²¹. Il s'agissait de partager

¹⁸ A. C. Saint-J., 8 juillet. 5 août: « non per modum impositi aut tributi, sed per modum mutui »... 12 août: que le trésorier vende du blé, du sel, tout ce qu'il pourra pour avoir de l'argent. 6 sept.: la part de L. de Dortenc. Le 24 août: le chapitre a déjà payé à la ville sa part de contributions pour les fortifications.

¹⁹ R. C., 9 juillet, I, p. 315, et 30 août, I, p. 322. Le dernier jour, mandement pour le bâtarde Piégay, à qui on doit le poisson naguère servi à M^e Symon Charles.

²⁰ R. C., 12 juill., 5 août, 11 sept., I, p. 315, 318, 323.

²¹ R. C., 15 juil., 4 août, le procureur est rentré le 29, I, p. 317, 317, 322.

avec lui les bénéfices de sa monnaie de Lyon, qu'on lui proposait d'accroître.

Pendant l'année 1420 les bourgeois et marchands de Lyon ont vu s'accélérer la chute de la monnaie : la livre tournois ayant perdu de 1418 à 1419 à peu près la moitié de sa valeur, et en 1420 encore un quart. Ils avaient repris l'habitude de faire leurs comptes en écus d'or et acquis à leurs dépens l'expérience des choses monétaires : certains d'entre eux, les changeurs, que la création des foires avait multipliés et enrichis, en étaient particulièrement avertis. Enfin les gardes, receveurs et maîtres de la monnaie étaient en général des Lyonnais plus ou moins mêlés à la vie de la commune²².

Tous voyaient fuir le métal blanc devant les monnaies du Royaume de plus en plus altérées et dépréciées, et, résignés de mauvaise grâce à subir ce qu'ils ne pouvaient empêcher, ils conçurent le dessein de tirer de ce malheur même des avantages pour la ville. Lyon était alors comme aujourd'hui la porte de l'Italie, mais elle trafiquait aussi beaucoup avec les Allemagnes, où les gens du Dauphin devaient acheter de l'argent au marc. Les Lyonnais offrirent donc au Dauphin de faire rentrer de l'Empire le plus d'argent possible, moyennant une part du bénéfice, ou seigneurage, réalisé sur la frappe de la monnaie de Lyon. Un premier rapport fut soumis au Conseil de la ville par Léonard Caille le 31 janvier 1421 ; il faisait état du bénéfice actuellement réalisé par le souverain sur chaque marc d'argent fin, et, en escomptant un prix d'achat un peu plus élevé, prévoyait pour la ville, s'il le lui abandonnait, un profit brut de seize livres et treize sous : le Seigneur n'y perdrait rien, concluait-il, « pour ce que la Monnoye ovre-ra plus fort ». Au mois de mai, on ne lui demande plus que les trois quarts de ce bénéfice, et l'on prévoit encore un

²² Le Maître J. Clerebout n'est pas de Lyon, bien qu'il y ait des attaches, mais Loys Chapuis est aussi l'un des maîtres, E. de Villeneuve est garde, et J. Caille receveur de la monnaie de Lyon.

profit, net cette fois, de huit livres au marc. Et sans doute lui fit-on proposer l'affaire par le Procureur à son voyage d'août²³.

Le Conseil du Régent n'accueillit point leur proposition, mais, frappé de ce qu'elle supposait de relations avec les pays de l'Empire, et par suite reconnaissant la particulière importance que pouvaient prendre pour l'Etat les fortifications et la défense de Lyon, il leur accorda cinq mille livres à prendre sur sa Monnaie aux mains de ses monnoyers, et délivra tout aussitôt ses lettres à leur Procureur. Celui-ci revint le 30 août, rapportant les lettres, et les consuls en accusèrent réception à G. Charrier, receveur général de toutes finances du Régent²⁴. Mais il en est de ce don comme de celui des aides en 1417 : les officiers responsables, sollicités de toutes parts, ne considèrent pas les lettres comme suffisantes et ne veulent pas donner d'argent au receveur de la ville. C'est pourquoi Rolin de Mâcon doit repartir après s'être fait donner par ses mandants des garanties précises, car la guerre sévit sur le chemin qu'il doit suivre : « Se je estoie prisonnier ou destrossé, que Dieu ne vueille, ils me relèveront de toute charge et perde ». Il part en effet aux premiers jours d'octobre et revient pour le 30, étant resté vingt jours en route ; les ordres qu'il rapporte ne sont pas encore suffisants. Le chevaucheur de la Monnaie va donc trouver les Commissaires sur le fait de toutes finances et revient enfin avec les lettres en due forme, signées de leurs seings manuels²⁵. Il y a encore des difficultés, puisque le 2 décembre on supplie Jehan Caille et les gardes de la monnaie de bien vouloir prêter quatre ou cinq cents livres pour achever le glacis de la Lanterne, en obligeant les biens communs pour le cas où le don fait à la ville « ne sortiroit son effet ». Le 16 décembre, les monnoyers ont donné à sentir qu'ils

²³ R. C., 31 janv., 30 mai 1421, I, p. 284-305.

²⁴ R. C., 30 août, I, p. 322.

²⁵ R. C., 18 sept., 3, 29 et 31 oct., I, p. 325, 328, 331, 332.

avaient reçu l'ordre de payer les cinq mille livres en dix mois à partir du mois d'août dernier ; « afin que iceulx officiers y aient mieulx le cuer, comme ilz doivent, puisqu'ilz sont demourans en la ville », on leur donne cent cinquante livres à tous ensemble. Mais les monnoyers ne voudraient-ils pas mettre un autre receveur que Nantuas ! Les consuls tiennent beaucoup à n'en avoir qu'un, et le disent, mais ils se soumettront à cette exigence s'il le faut. Enfin J. Caille réclame la décharge de G. Charrier pour donner « sa contrelettre » ²⁶.

Rien n'est fait le 15 janvier 1422, et l'on prie encore Léonard Caille de demander à son frère « s'il voudra riens prester des V mil livres tournois ». Le 23 février enfin, on reçoit les offres de J. Caille et du maître de la monnaie : les consuls établiront les écritures nécessaires, et la monnaie donnera cinq cents livres en décharge des cinq mille ; le Procureur remettra toutes les lettres à Léonard Caille qui les donnera à son frère en renouvelant la promesse d'un cadeau de cent cinquante francs. Le 26, Nantuas a en mains l'argent du don ; il devra le dépenser pour les fortifications seulement, sur mandements particuliers, et il en tiendra un compte à part. Et ces premiers cinq cents francs versés, — ils valent en février environ sept à huit écus d'or, — Dieu sait quand on aura le reste ! On eut le reste assez vite, grâce à la peur que fit à tout le monde, aux monnoyers comme aux autres, le voyage de Genève ; le 27 mars, « le maistre de la monnaie de Lion, appelé Jehan Clerbout, veu les périlz a présenté de bailler de l'argent, tant du don que Mons. le Régent a fait à la ville que du sien propre, comme aussi de cellui dudit Sr, affin que les fortifications s'avancement diligemment ²⁷.

D'ailleurs, reprenant d'une main ce qu'il donnait de

²⁶ R. C., 2, 16 déc. 1421, I, p. 341, 345.

²⁷ R. C., 15 janv., 23, 26 février, 22 et 27 mars 1422, I, p. 352, 360, 361, 362, 368, 370.

l'autre, le Régent venait d'exiger de la ville et du pays un nouveau subside, convoquant à cette fin, pour la première fois d'après les documents existants, les trois Etats du Lyonnais. La lettre de convocation est du 1^{er} décembre 1421. Pour faire cesser les pilleries, dit-elle, nous enverrons de nos conseillers à Lyon le 8 janvier prochain ; envoyez de notables personnes avec des pouvoirs suffisants²⁸. La première séance eut lieu le 9 janvier 1422, au Chapitre de Saint Jehan ; Jehan le Viste, un des mandataires de la ville, en rendit compte le jour même, à Saint Jaqueme, à l'assemblée des consuls vieux et nouveaux et des maîtres des métiers : les commissaires du Dauphin, Messires G. Beaune et G. le Tur, ont exposé que le roi d'Angleterre ayant entretenu son armée tout l'hiver pour être plus tôt prêt à reprendre les hostilités, le Régent a dû faire de même, et ne peut y arriver sans l'aide de son peuple. Aussi demande-t-il aux trois Etats de la sénéchaussée, pour l'entretien de 250 hommes d'armes pendant six mois un subside de trente mille livres de la monnaie courante, ou deux mille cinq cents écus d'or, en deux termes, le 1^{er} mars et le 1^{er} juin. Les gens de la ville ont alors répondu : « Veu les affaires dudit Sr et que la besogne, au plaisir de Dieu, prendra fin en l'esté qui vient à l'onneur et au prouffit du Roy et de mondit Sr le Régent Daulphin », l'on fera l'aide la meilleure et la plus grande que l'on pourra, pourvu que la Commune soit plus largement représentée à la séance du lendemain. Le 11, nouvelle assemblée, où l'on apprend que la veille les gens d'église, ceux de la ville et les habitants du plat pays « se sont tous ensemble desclairés d'estre tous ungs et contribuer les ungs avec les autres » et où l'on décide d'envoyer au Dauphin 150 hommes d'armes, mais point d'argent, « pour ce que aucuns le dependent autrement qu'au prouffit dudit Sr ». Et les jours suivants, lundi, mardi, mercredi, ont lieu des discussions et des marchandages, car les commissaires, auxquels s'est

²⁸ A. A. 22-27, du 1^{er} décembre, pub. Beaucourt.

joint le bailli, « n'ont voulu ne ouzé » accepter l'aide qu'on leur offrait, qui est moindre que celle qu'ils avaient demandée. Le jeudi 15, les gens d'église se sont retirés et la ville et le plat pays ont décidé de faire l'aide sans restriction ; les commissaires, qui commençaient à évoquer l'indignation de leur maître, ont accepté et remercié. Le soir, pleins de bonne volonté, les Lyonnais renoncent au droit qu'on leur a reconnu de prendre part à la répartition, puisque les gens de la campagne n'y sont pas reçus ; puis ils en ont regret, car on les a un peu plus chargés que de coutume, et ils esquissent un projet tout à leur avantage, qui leur laisserait mille livres pour leurs fortifications : sans doute la ville est-elle moins malmenée par la guerre que le plat pays, mais il est bien vrai que les paysans ne se font point faute de s'y réfugier quand ils le peuvent. Enfin, le 13 février, tout est accompli : la ville paiera cinq mille deux cent cinquante francs pour le premier terme, qui est mis sus aussitôt à deux deniers pour livre ; Bérerd Jacot lèvera l'impôt et recouvrera en même temps les ar-rérages des tailles précédentes²⁹. La recette se fit assez bien, puisque dès le 17 avril nous savons que Bérerd verse à Léonard Caille, qui en donne quittance au nom de son frère, mille livres sur ce premier terme ; bien plus, il commence à lever le second terme qui n'est dû qu'en juin : il faut, le 20 mai, lui recommander de ne poursuivre personne et de mettre de côté ce qu'on lui versait de bon gré ; puis on mande les maîtres des métiers pour mettre sus le second terme aussi³⁰.

La procédure inusitée et les promesses assez imprudentes évoquant la fin prochaine de la guerre et la victoire ont stimulé les bonnes volontés, et la ville a contribué, selon

²⁹ R. C., 9, 10, 15, 19 janv., 13 fév. 1422, p. 349, 350, 352, 353, 359. A la fin de janvier, Simon Charles est à Lyon : V. A. C. Saint-J., 28 janvier.

³⁰ R. C., 17 avril, 20 mai, II, p. 2 et 5 : « que ce qu'il a levé du second terme de l'aide il mette à part, pour ce que ledit second terme n'a point esté octroyé par les maistres des mestiers, et si lui ont deffendu qu'il ne face nul contraindre à le paier, mès qu'il reçoive toujours de ceulx qui de leur gré voudront paier ».

la formule des conseillers, « de grant cuer ». Notons cependant la réserve exprimée d'abord au sujet des dépenses, indice de la méfiance déjà signalée contre l'entourage du Régent.

Dans le même temps, celui-ci, faisant flèche de tout bois, a mis un impôt sur les marchandises qui venaient à Lyon du centre du royaume en passant la Loire ou l'Allier. Contre ces droits la ville réclame vivement, appuyée par l'archevêque, le Chapitre et le plat pays : l'indignation des marchands entraîne ici tous leurs concitoyens, et les paysans suivent en vertu de la même solidarité qui s'est manifestée précédemment ; quant aux gens d'église, ils sont atteints aussi par cette mesure dans leurs droits divers, péages, leydes et autres. On a bien vite envoyé plusieurs messagers dans tout le pays et jusqu'en Beaujolais ; nous avons la réponse des conseillers de Villefranche, qui ne peuvent s'allier à ceux de Lyon sans l'aveu de Madame de Bourbon et ont envoyé quelqu'un à Moulins chercher ses ordres. Et tous ensemble iront « notablement » par devers le Dauphin pour en avoir remède. Mais les drapiers, informés dès auparavant de cette menace à leur commerce, avaient déjà fait agir auprès des conseillers du Régent Etienne de Villeneuve, naguère l'un d'entre eux, et toujours intéressé dans leurs affaires, qui était alors à Bourges pour le fait de ses charges. E. de Villeneuve écrivit aux consuls le 10 mars une lettre rassurante : le « truage » qui a été mis sur les draps et autres marchandises concerne seulement celles qui doivent passer en l'Empire et non celles qu'on apporte à Lyon ; des lettres précisant ce point ont été envoyées aux commissaires, le prévôt de Melun et le bailli de Mâcon, par Mons. de Laon, et tous les empêchements seront levés. Ce dernier ordre fut exécuté, et le commerce lyonnais ne fut pas autrement troublé ; cependant, étant donné l'extrême lenteur habituelle aux contrordres de ce genre, la ville se crut obligée de gratifier le prévôt de Melun de quarante livres « pour ce qu'il s'est porté gracieusement sur la franchise de la

foyre de may », en même temps qu'elle donnait vingt-cinq puis cinquante francs à E. de Villeneuve pour ses bons offices ³¹.

A ce moment les pays voisins commençaient à s'agiter, et la Jacquerie des montagnes lyonnaises et du Forez effrayait les bourgeois, qui fermèrent le 27 mai la porte de Saint-Georges « jusques les choses soient mieulx revenues qu'elles ne sont de présent », après s'être liés le 23 par un véritable serment de solidarité : « Ilz ont tous juré que se affāire vient à l'un d'eulx, que tous les autres seront avec lui de corps et de biens » ³². C'est que la ville est entrée, au moins depuis le 1^{er} avril, dans une série de troubles sur lesquels nous n'avons que de vagues renseignements, mais qui semblent avoir été, sinon très violents, du moins assez graves : d'abord quelqu'un, le bailli ou quelqu'autre officier du Régent, a parlé ou même tenté de réunir des assemblées de citoyens sans l'aveu des consuls, et le 1^{er} avril ceux-ci ont défendu « *que pour le commandement de quelques personnes que c'estoit l'on ne mande les maistres des mestiers, senon que Messieurs les conseilliers le comandent* » ³³. Et le même jour, ayant reçu l'avant-veille de « ceulx du Masconnois » une proposition de trêves de cinq ans, ils ont décidé d'envoyer le Procureur les réclamer au Régent, car nul d'entre eux n'ose le faire, et de tenir la chose secrète, « pour les desbas qui porroient ensuir ». Le Procureur revint le 2 mai avec une lettre close datée à Bourges du 17 avril, où le Régent leur refusait toute abstinence de guerre tant que les Bourguignons seraient en armes dans la région. La lettre ne manifeste pas l'indignation que les consuls craignaient d'encourir, mais le fait même qu'ils aient passé outre à cette crainte est significatif d'un état d'esprit moins

³¹ R. C., 8, 15, 17 mars, 10 et 30 mai 1422, I, p. 364, 365, II, p. 3 et 6. A. A. 76-49, lettre des gens de Villefranche. A. A. 104-54, lettre d'E. de Villeneuve, pub. Caillet.

³² R. C., 23, 27 mai 1422, II, p. 5.

³³ R. C., 1^{er} avril 1422, I, p. 372.

optimiste³⁴. Ajoutons que la ville de Lyon vit alors sous le coup ou sous l'appréhension du « cés », — de l'interdit —, à cause des affaires du Chapitre de Saint Jehan, et que depuis le commencement de l'année les menues affaires d'injures ou de rébellion se sont multipliées : le clerc de P. Chevrier, appelé Simon de Langres, a dit aux gardes des portes que Langres était mieux au roi que Lyon³⁵ ; en avril on a pris J. Jossart le jeune entrant en ville, la nuit, par la rivière, sur un petit bateau, après la fermeture des portes ; en mai un homme d'armes nommé Poypat a dit de grosses paroles à Aymé du Nyèvre et à Nantuas « hier en venant clore la porte du pont de Rosne » ; et le 2 juin on exige l'amende honorable, « piés nus et une chandoille au poing », d'un homme qui a « féru » Andry Chevrier, aux travaux des fossés de la Lanterne³⁶.

Les vivres sont rares et chers : il faut demander licence au bailli de faire sortir du charbon pour amener du seigle, et l'on ne sait comment l'on pourra nourrir les gens de la foire ; la taxe du pain, que l'on a maintenue jusqu'à ce jour malgré les protestations des panetiers, ne peut plus être imposée et le pauvre peuple va souffrir. La monnaie n'a plus de valeur fixe, et l'on ne peut plus trafiquer qu'en or ou en monnaies étrangères, malgré la défense du Régent. L'écu d'or est à vingt-cinq livres.

Dans ces conjonctures, et la guerre arrêtant tout commerce, on a reçu le 26 juin une lettre du Dauphin annonçant la venue à Lyon de commissaires sur le fait des monnaies pour le 4 juillet³⁷. Dès la nouvelle, la ville est en défense : lorsque les commissaires seront venus, les conseillers « yront par devers eulx et les orront », puis ils con-

³⁴ R. C., 30 mars, 1^{er} avril, 2 mai, I, p. 371, 372, II, p. 3. A. A. 22-28 : du 17 avril 1422 (P. J., XIX).

³⁵ R. C., 6 janv. 1422, I, p. 349, V. 1^{re} partie, ch. II, § 5 et 8.

³⁶ R. C., 15 avril, 27 mai, 2 juin, II, p. 1, 6, 7.

³⁷ A. A. 20-22, pub. Beaucourt. La lettre convoque les trois états du pays de Lyonnais, « pour adviser à des choses moins grevables que les récents changements de monoye ».

voqueront les maîtres des métiers. Le 6 juillet, M^{re} Jacques de Montmort, M^{re} J. le Viste et M^{re} G. Beaune ont dit que le Régent avait grand avantage à la mauvaise monnaie ; une assemblée de plus de deux cents personnes réunie aux Cordeliers répond : qu'il fasse courir la monnaie présente tant qu'il lui plaira, « mais qu'il ne mette sus aucunes aides quelconques ». Or on se doute bien que les commissaires ne sont point venus seulement pour faire cette déclaration, et qu'ils ont dans leurs bagages quelque demande d'argent qu'ils n'osent encore produire ; on prend les devants : le 28 juillet, tandis que cinq ou six notables veulent qu'on offre au Dauphin une aide supportable, consuls et maîtres des métiers rappellent les nécessités de la défense, puisque les Anglais sont à Auxerre, le duc de Bourgogne en armes à Dijon et le prince d'Orange à Cuisery, tout près, menaçant directement la ville, et refusent tout nouvel impôt jusqu'à la réunion des Etats généraux qu'ils supplient le Régent de bien vouloir ordonner³⁸. Quelques jours plus tard, au commencement d'août, M^e G. Beaune montre sa créance : le Dauphin demande au pays de Lyonnais une aide de huit mille écus d'or, (soit deux mille environ pour la ville, à notre estime), pour maintenir la guerre et rétablir la bonne monnaie. Le 14 on lui baille une lettre et un article contenant excusation de ce qu'on n'a pu faire l'aide, et dix moutons d'or qu'on a achetés pour lui au prix de dix-huit livres quatre gros la pièce, afin qu'il fasse plus gracieux rapport. — L'écu d'or est à vingt-neuf livres. — Un chevaucheur va porter la même réponse à M^e J. Girerd, qui est sur le plat pays.

Cependant, pour prouver sa bonne volonté, le conseil met sus le 24 août deux deniers pour livre pour le deuxième terme du subside octroyé en janvier. La somme est déjà levée, comme nous le savons, mais Jacot la gardera par devers lui jusqu'à ce qu'on soit allé s'excuser au

³⁸ R. C., 26, 28 juin, 6, 28 juillet, II, p. 9, 10, 11.

Dauphin et lui exposer les misères de la ville et lui demander partie de cet argent pour les fortifications³⁹.

Le 9 septembre, les commissaires, auxquels s'est joint M^e J. Mauloué, sont revenus à la charge. et toute la semaine suivante se succèdent les assemblées : le 13, les consuls ont avec eux trente-quatre notables qui veulent envoyer d'abord au Régent, et puis « à la fin, octroyer audit Sr corps et biens » ; M^e J. Mulin et Léonard Caille proposent de lui faire aucun grand aide promptement, et puis envoyer à lui ». Le 15, sur neuf consuls et trente-deux notables, quatorze parlent de faire l'aide tout d'abord, les autres d'envoyer à Bourges. Le 16, P. du Nyèvre est seul de ce dernier avis, tout le monde a décidé d'accorder l'aide : on ira trouver les commissaires et l'on offrira dix mille livres de « blaffars », à payer en deux termes, les plus longs que l'on pourra prendre. Enfin le 20, on ira jusqu'à mille livres de la bonne monnaie neuve à venir. Les commissaires, renforcés de M^e Antoine Greslé, font attendre leur réponse : le 2 octobre, on sait qu'ils accepteront quinze cents écus, et on leur offre de nouveau mille livres de bonne monnaie ; le 7, le Chancelier de France est annoncé pour le lendemain, et c'est à lui qu'on ira faire l'offre ; le 12, on en est à mille écus, au plus à douze cents, que l'on paiera moitié en blaffars ce mois d'octobre, moitié en bonne monnaie, le plus tard possible ; le 14, on enverra P. du Nyèvre au Dauphin ; le 18, le Chancelier, qui voulait quinze cents écus, est descendu à douze cents : on mettra sus les six cents du premier terme, et l'on ira au Dauphin pour le reste. Le 28, on impose douze deniers de blaffars par livre, que prend à charge de lever, le 7 novembre, Antoine Haudry⁴⁰.

Cette longue affaire est enfin résolue : la ville a cédé pied à pied, obtenant en fin de compte une assez forte réduction. La résistance eût été plus vigoureuse s'il n'avait

³⁹ R. C., 14, 24 août, II, p. 13, 14.

⁴⁰ R. C., 9, 13, 15, 16 ; 20 sept. ; 2, 7, 12, 14, 18, 28 oct. ; 7 nov. : II, p. 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22.

fallu faire face en même temps à une attaque des commissaires contre les marchands de Lyon et les changeurs en particulier, pour avoir trafiqué en monnaie d'or et spéculé sur le décri des monnaies du Dauphin. N'osant prendre l'affaire à leur compte, comme « fait commun », mais agissant au plus vite et au mieux, car les procès auraient atteint tout le monde à Lyon et ruiné la ville, les consuls offrirent pour leurs étrennes au Chancelier et à son avide compagnon M^e Denys du Moulin, cinquante écus d'or à quarante-sept livres l'un, pour qu'ils se désistent des poursuites ⁴¹.

Entre temps, on avait officiellement donné l'ordre à Bérerd Jacot, le 2 octobre, de verser entre les mains de J. Caille le produit de la dernière collecte, puis, hors de Saint Jaqueme, on lui avait fait dire par le Procureur de ne s'en pas dessaisir, car cet argent était destiné au paiement des gens d'armes, s'il venait « à la notisse » du Cadet Bernard, lieutenant du Régent, celui-ci pourrait bien s'en emparer, et il faudrait payer deux fois ; le 7, l'argent fut versé ⁴². De sorte que, d'assez mauvais gré, les Lyonnais se trouvèrent, par cette fin d'octobre, en règle avec les gens de finance du Régent, moins généreux à leur égard que leur maître et ses conseillers politiques.

Ceux-ci n'avaient pas eu, au cours de ces deux années beaucoup de rapports avec les Lyonnais : l'état intérieur de la ville, désormais assuré, ne sollicitait pas leur action ; d'autre part, dans l'espoir que l'on avait conçu d'une victoire militaire, toutes les négociations de paix s'étaient ralenties : en particulier, il n'était plus question de la médiation du duc de Savoie, qui s'était *tourné bourguignon*, et avait osé, en janvier 1421, tenter d'amener à lui la ville

⁴¹ R. C., 14, 25 oct... 31 décembre 1422: II, p. 20, 21, 30. Le Dauphin avait publié une ordonnance de décri de toutes les monnaies étrangères (v. Ord., XI, 101) annulant tous privilèges antérieurs. Lyon profitait alors des lettres de Charles VI du mois d'oct. 1417 [C. C. 343, 8].

⁴² R. C., 2, 7 octobre 1422, II, p. 18 et 19.

de Lyon. Les relations se sont dès lors refroidies entre les consuls et leur ancien allié : la réponse qu'ils font le 8 mai à sa lettre en faveur du prieur de Saint Irénée, est d'une raideur caractéristique, et celle de décembre a propos d'Antoine de Chiel est encore bien compassée ⁴³ ; le 17 mai, au passage de ses ambassadeurs, on a d'abord parlé de les servir de torches et d'épices comme de coutume, mais le service ne fut pas fait ⁴⁴. Toute l'année 1421, les échanges de vivres et de denrées ont donné lieu à des différends : en mars les Lyonnais se sont occupés de restreindre le grand passage de bestiaux qui se faisait du Languedoc en l'Empire par le Bas-Rhône ; ils ont envoyé P. du Nyèvre au gouverneur du Dauphiné, et par J. Caille leurs lettres ont touché les membres du Conseil du Régent qui étaient à Beaucaire ; des deux côtés ils ont obtenu l'interruption du trafic ⁴⁵. Pendant la foire même, on a interdit la sortie vers l'Empire, c'est-à-dire vers les domaines savoyards, des graisses et des huiles, de l'acier et du charbon de pierre ⁴⁶. Le besoin de se ravitailler soi-même et de constituer des réserves a détendu ce régime en juillet pour toutes denrées, y compris le sel dont les pays d'amont avaient le plus pressant besoin ; mais c'était « pour que ceulx du pays de Savoie aient mieulx cause de gracieuse-

⁴³ A. A. 25-52; R. C., 8 mai 1421, I, p. 303. A. A. 25-46; R. C., 5 déc. 1421, I, p. 342. V. plus haut § 6, note 20.

⁴⁴ R. C., 17 mai 1422, II, p. 4, en marge: « Cassatum est quia non fuit factum servicium ».

⁴⁵ R. C., 25 mars 1421, I, p. 291. « Pierre du Nièvre, qui avoit esté envoyé en Languedoch pour le grant nombre de bestial qui passe en l'Empire par la Sénéchaussée de Beaucaire, a rapporté qu'il a baillé ses lettres closes sur ce faictes aux gouverneur et gens du conseil du Dauphiné estant en Avignon et tramis par Jehan Caille au prévost de Paris, au président et au sénéchal de Beaucaire qui estoient à Beaucaire, celles qui leur estoient sur ce escriptes. Et en tant qu'il touche celles du gouverneur et conseil du Dauphiné, ilz lui ont dit qu'ilz se garderont bien que nul bestial ne passera pas leur district; et en tant que touche les prévost, président et sénéchal, ledit Pierre du Nièvre a dit que un secrétaire appellé Bout du Monde lui a dit en Avignon qu'ilz ont de ce chargé ledit sénéchal de Beaucaire de non riens lessier passer par sa sénéchaussée ».

⁴⁶ R. C., 13 avril 1421, I, p. 297.

ment traiter ceulx de ladite ville qui auront à besongner par delà », et aussi parce que, malgré toutes défenses, le passage des denrées et autres marchandises s'effectuait librement partout ailleurs, et que la ville de Lyon aurait eu grand tort d'en laisser le bénéfice aux voisins⁴⁷. Au mois d'août, le bailli renouvelle la défense de laisser sortir les blés, et le Conseil de la ville prend de sévères mesures d'exécution : la récolte est bonne, et l'on n'a plus besoin de personne⁴⁸.

En 1422, les prévisions favorables ayant été démenties par suite des dégâts que faisaient les gens d'armes et de leur excessive consommation, on laisse passer le charbon pour avoir du seigle en échange, et pendant la foire de mai, l'on ne retient que les denrées indispensables⁴⁹. Cette période de mauvaise humeur aboutit en octobre à la création par le duc de la foire de Bourg, rivale de celle de Lyon. Le 28 octobre, Charbucle vient à Lyon, porteur d'une lettre de créance l'accréditant auprès des consuls ; nous savons que Charbucle est un grand ami de la ville, qu'il lui a rendu d'importants services, et qu'on ferait beaucoup pour lui complaire : le duc demande que l'on retarde de quinze jours la foire de novembre. La réponse officielle est seulement courtoise, mais « de bouche », on fait savoir à Charbucle qu'il est impossible de rien changer⁵⁰.

C'est de Savoie qu'est venue au printemps la grande

47 R. C., 5 juillet 1421, I, p. 314.

48 R. C., 22 août 1421, I, p. 321.

49 R. C., 5 déc. 1421, 21 mars, 4 mai 1422, I, p. 342, 367, II, p. 3.

50 A. A. 25-47, du 27 déc., pub. Caillet. R. C., 28 oct. 1422, II, p. 21 : « Ilz ont receu unes lettres de créance de par Mons. de Savoye, que leur a aportées Charbucle, qui leur dit en sa créance de par ledit segneur que l'on voulsit remuer la foire de ceste ville du xv^e de novembre à quinze jours plus arreres, pour ce que la foire de Bourg-en-Breyse, qui commence le jour de la Saint Martin et dure huit jours, en vault pis. Sur quoy l'on a rescript audit segneur que tout ce que l'on y pourroit fere l'en y feroit, et a l'on dit de boche audit Charbucle, par response, qu'il seroit impossible de y riens changier, pour ce que l'en obtint lesdictes foires à très grans dangier et dispense et qui voudroit riens changier l'on seroit en aventure de les perdre. Item que quant elles furent mises sus, l'en ot principalement, regart aux foires de Genève, de Pézenas et autres, qu'elles

alarme, quand on a connu à Lyon le prochain voyage à Genève du duc de Bourgogne, et qu'on a interprété ce voyage comme une menace directe contre la cité. Les bourgeois se sont trompés : ils avaient de bonnes raisons de craindre le pire ; ils reconnurent assez vite leur erreur, mais se gardèrent tout de même du côté de l'est. Philippe le Bon fut à Genève du 29 mars au 4 avril ; il y était venu apparemment pour la délimitation de l'Etat savoyard et de la Comté de Bourgogne dans les monts Jura. Au milieu des tournois et des fêtes, on ne put manquer de parler des affaires du Royaume ; or, de son haut conseil, ce n'est pas Régnier Pot, l'homme de la paix de France, que le duc mit en rapport avec les conseillers du duc de Savoie, ce fut, avec l'habituel intermédiaire Philibert Andrevet, l'ennemi du Dauphin Charles, le dépositaire des vengeances de Montereau, le chancelier Rolin ⁵¹.

A ce moment, coïncidence curieuse, les Lyonnais font demander au Régent, en grand secret, les trêves de cinq ans ⁵². Les trêves couraient toujours entre Bourbon et Bourgogne, réprouvées jusqu'ici par les Conseillers du Régent ; le premier indice d'un retour à l'esprit de la paix fut leur confirmation par le Roi Charles VII quelques jours après son avènement, le 5 novembre ⁵³. Ainsi se préparaient les conférences de Bourg en Bresse, par où s'ouvrit le nouveau règne.

n'en vausissent moins, et par especial ladicte foire de Bourg qui commence le jour de ladicte Saint Martin et ne dure que ung jour queque dit ledit Charbucle, ainsi ladicte foire de ceste ville ne lui nuist riens, car elle n'est jusques trois jours francz et entier après ladicte Saint Martin ».

⁵¹ R. C., 17 mars 1422, I, p. 366. V. Bazin ; D. Plancher, IV, p. 70 ; Guichenon : Savoie, p. 500.

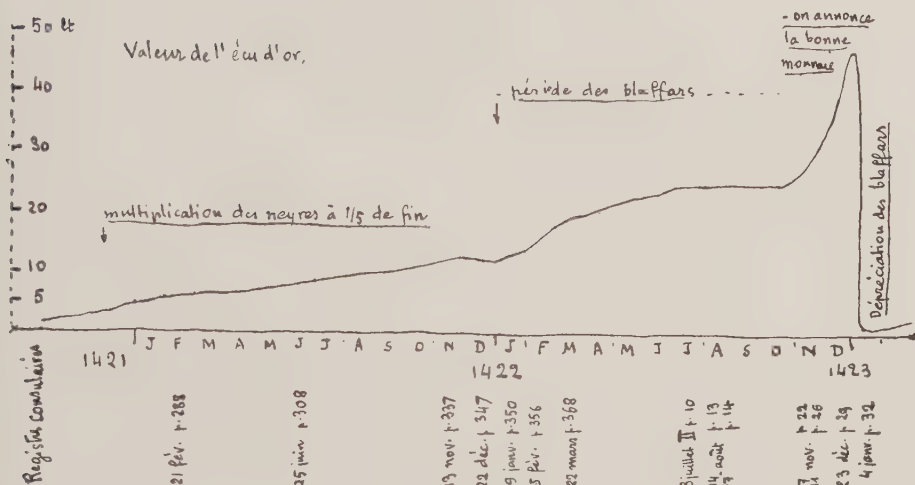
⁵² R. C., 30 mars, 1^{er} avril 1422, I, p. 372 : « Ilz ont concluz que aucuns de la ville yront par devers Mons. le Daulphin pour demander les trêves de cinq ans, *que demandent ceulx de Masconnois*... Ilz ont ordonné que moy Procureur yrey pardevers Mons. le Daulphin pour les trêves, veu qu'ilz ne se puevent accorder entre eulx lesquels y yront... et tous ont juré de le tenir secret pour les débats qui s'en porroient ensuir ».

⁵³ Les trêves avaient été renouvelées pour un an le 19 décembre 1421 : (V. Archives de la Côte-d'Or : 72-4, n° 57) nous avons vu le Dauphin s'y montrer hostile jusqu'alors. Le 5 déc. 1422, au contraire, il confirma les trêves et enjoignit à ses officiers de les respecter : Arch. Nat. P. 1359 1 65 1, cité Beaucourt.

Variation des monnaies royales

1° En 1421, 1422, 1423

(variation brusque)



2° De 1423 à 1436



CHAPITRE III

AU SERVICE DU ROI DE BOURGES (1423-1430)

1. Les impôts à Lyon, de 1423 à 1429.

La première fois que l'on examine les registres consulaires de ces sept années, l'œil d'abord, l'esprit ensuite sont sollicités par les affaires d'impôts : aides, tailles, gabelles, entrées, que l'on discute longuement et qui tiennent la plus grande place ; un observateur pressé est porté à croire qu'elles tiennent aussi la première place dans l'histoire de la ville, ce qui est faux. Certes les conseillers ont déployé la plus grande activité pour se dérober le plus possible au paiement des subsides votés par les Etats ou imposés par le roi ; mais le fait est qu'ils y ont réussi le plus souvent, et, s'ils ont dû sans relâche et sans répit crier misère, il est certain qu'ils n'ont pas payé grand chose aux receveurs du roi, se réservant de tout leur pouvoir pour la défense de la ville et du pays, qu'ils assuraient sans faute ni retard. Ces questions financières, sans être au tout premier plan, méritent d'être étudiées avec soin et d'ensemble, il convient donc de les grouper et de les traiter avant même d'aborder le récit des faits d'autre nature qui constituent l'histoire de Lyon à cette époque.

Pour elles aussi nous pouvons distinguer trois périodes correspondant à celles de l'histoire politique : les années 1423 et 1424, où les impôts sont payés réellement au roi,

parce que le roi fait la guerre et que la ville est à l'abri; 1425, 1426, 1427, où le roi ne perçoit presque rien, mais délègue une partie des recettes à faire à certains de ses serviteurs ou au connétable de Richemont, les dernières années 1428, 1429, où la ville ne paie pratiquement rien, et dispose de toutes ses ressources pour ses affaires qui sont de nouveau les affaires du royaume.

En 1422, après l'aide des gens d'armes, accordée au Dauphin par les trois Etats du Lyonnais, était venue la taille de la bonne monnaie, que nous avons vu discuter âprement et finalement réduire à deux paiements de six cents écus. Le premier, mis sus en octobre, fut livré par A. Haudry au receveur Bel Oyzel¹ ; pour le second, les consuls se proposaient d'attendre et d'obtenir remise², lorsque survint l'ordre de verser cette somme d'extrême urgence à un banquier d'Avignon, Année ou Enée de Passe (Pazzi), à qui le roi devait sept cent cinquante livres de bonne monnaie. La ville paya, grâce, une fois de plus, à l'obligance de Cl. de Pompierre qui avança la somme sur la garantie personnelle des consuls et du bailli³. Vers le même temps, on régla avec J. Caille et son frère, en bonne monnaie neuve, les comptes de l'aide précédente, dont il avait eu la commission ; — les comptes seulement, car le

¹ R. C., 9 nov. 1422, II, p. 23. Il semble que Beloyzel accepta de compenser le paiement de ce terme contre un prêt fait antérieurement par quelques citoyens au gouverneur du Dauphiné: « Léonard Caille a présenté que se Bel Oysel vult prendre en deschargement dudit aide l'argent deu du prest-naguères fait à mons. le gouverneur par aucuns de ceste ville, qu'il baillera de ses gaiges propres à ceulx qui ont presté or, afin qu'ilz consentent que les gaiges qu'ilz ont dudit gouverneur lui soient renduz ».

² R. C., 9, 12, 29 nov., 31 déc., II, p. 23, 27, 29. Violet va au Roy Dauphin pour avoir rémission. La taille est imposée le 21 déc.

³ R. C., 4, 5, 7 janv., 13 fév. 1423: II, p. 32, 33, 36. « Pour getter la ville et les habitans d'un grant dangier... Pompierre, L. Caille et Ant. Haudry se sont offerts de soy obligier ». Les conseillers vieux et nouveaux s'engagent à se rendre en prison à Roanne le lendemain de la Purification, « et de non partir d'illecques sans le vouloir et licence desdits Pompierre, Caille et Haudry, au cas que ledit Ant. Haudry n'aueroit audit lendemain ladite somme receue ». Le 3 février: « ils ont promis de se présenter à Roanne demain matin ».

versement définitif ne fut assuré que beaucoup plus tard, après force péripéties ⁴.

Le 9 février, les consuls reçurent les lettres de l'aide de Bourges, qui se montait pour la part de la ville à quatre mille huit cents livres, à payer en trois termes à J. Bel Oyzel. Le premier terme de seize cents livres, mis sus le jour même, fut l'occasion pour un certain nombre de citoyens de critiquer la gestion des consuls, qui imposaient plus qu'il n'était nécessaire et disposaient des restes pour la ville. Puis, après avoir pensé à s'informer de ce que feraient les autres villes, et selon le procédé passé en force de coutume, on décida d'envoyer demander au roi par le Procureur ou quelqu'autre la remise des deux autres termes : Oydel partit le 15 avril. Les receveurs, Bérerd Jacot pour le Royaume et Guillaume Panoilliat pour l'Empire, durent livrer le premier terme à Bel Oyzel aussitôt que possible, mais refuser tout autre versement ⁵. A la fin du mois, Bel Oyzel produit une lettre sur l'anticipation du second terme, et, sur le refus des conseillers, en fait arrêter six le 30 avril, les détient à Roanne, puis les relâche jusqu'au 5 mai ; le 4, consuls et maîtres des métiers protestent, invoquant les affaires de la ville, monnaies, blafars, gens d'armes, fortifications et artilleries, déclarent en appeler au roi et désignent pour aller par devers lui Paterin et Aymé du Nyèvre « quoi qu'il coûte à la ville ». Bel Oyzel répond le 6 qu'il tiendra en prison consuls et maîtres des métiers ; on va consulter pour savoir que faire ⁶. Oydel revenu de Bourges a eu du roi une lettre de

⁴ R. C., 13 nov., 4 janv., 4 fév., II, p. 24, 32, 36. Caille a consenti des délais, qui lui ont valu de grosses pertes, à cause des variations de la monnaie. On désigne de part et d'autres des arbitres, qui doivent prononcer avant « l'Apparission (la Noël) ». 4 janv., 4 fév., les comptes sont réglés, le mandement établi.

⁵ R. C., 9, 25 fév., 3, 11 mars, 9, 14, 15, 18 avril : II, p. 37, 39, 41, 43, 46.

⁶ R. C., 4, 6 mai : « par lesquelles lettres... il avait fait arrêté et détenir vendredi derrènement passé, à Roanne, six des conseillers de ladicte ville tout le jour et depuis relachez jusques à demain mercredy V^e de may ». Le 2^e terme était en *juin*.

remise de quatre mille livres pour tout le Lyonnais, que les gens des finances ont refusé de sceller, puis a pu leur faire céder mille livres pour la ville et autant pour le plat pays sur le *troisième* terme. La ville envoie quand même son ambassade, espérant obtenir quelque chose sur le second. Aymé du Nyèvre partira donc avec Guillaume Pannoilliat, malgré les périls et la cherté de toutes choses, tandis que les quatre conseillers arrêtés « ne tiendront point les arrêts », de l'avis des juristes et des gens d'expérience⁷. — Il faut remarquer que les arrêts dont on parle souvent ici ne sont pas ordinairement une détention personnelle et continue : les consuls passent dans ce cas une journée au palais de Roanne, où ils sont bien traités aux frais de la ville, le reste du temps ils sont simplement consignés à la maison ou même à l'intérieur de la cité ; cela ressort de tous les textes lyonnais de notre temps, et nous avons en plus le témoignage de Guy Pape qui déclare que celui qui a promis de ne pas s'en aller et qui a donné des gages est censé être en prison⁸. — Les envoyés, rentrés le 4 juin, rapportent la remise totale du troisième terme ; le second est alors imposé et la recette en est confiée le 17 à Henry Chevrier⁹. La ville versait alors à Bel Oyzel de petites sommes sur le premier terme à mesure qu'elle les recevait ; en septembre on devait encore plus de cinq cents livres pour lesquelles on demanda terme, et qui ne furent acquittées qu'en 1424¹⁰. Ces seize cents livres ne rapportèrent au roi qu'une somme déjà réduite, car la bonne monnaie n'avait pas duré longtemps : dès le mois de juin

⁷ R. C., 6, 8, 12 mai, II, p. 48, 49 : on a eu conseil de six juristes et de Nizier Greysieu : les quatre consuls arrêtés doivent s'en aller des arrêts où ils sont.

⁸ Guy Pape, *Decisiones*. *Questio* CCLIII.

⁹ R. C., 4, 7, 17, 18, 19 juin : II, p. 51, 53, 54. Les envoyés rapportent avant tout une lettre du roi interdisant l'anticipation du 2^e terme : C. C. 304-14, pub. Caillet.

¹⁰ R. C., 28 sept., II, p. 65 : « Le dommage que ont fait les gens d'armes ou pays et ville... le péril et les inconvénients qui peuvent advenir par moyen les aides, qui les mettra sus, obstant la guerre du Masconnois... demander terme des V^e francs que la Ville doit de reste du second paiement, qui n'en porra avoir rémission ».

l'écu d'or vaut trente sous tournois et les pièces de mauvais aloi, les « neyres », ont envahi le marché ; H. Chevrier a l'ordre de les accepter des « grans » pour un quart de la taille et de « prendre des povres ce qu'il porra avoir » ¹¹. La perception fut d'autant plus difficile que la Commune fit lever en septembre par le même receveur une égale contribution pour la défense ¹².

Entre temps les Etats généraux réunis à Selles le 12 août, après la défaite de Cravant, avaient voté au roi un nouveau subside. Les Lyonnais en sont encore à payer le précédent ; ils ont alors dans la ville, en la personne de l'archevêque de Toulouse, Denis du Moulin, et de M^{re} J. Girerd, un Conseil du roi auquel ils s'adressent pour avoir des dernières cinq cents livres remise ou délai, et qu'ils supplient d'intervenir auprès de Bel Oyzel pour qu'il relâche les conseillers et contraigne les receveurs, surtout les plus anciens, qui doivent de gros arrérages et dont on ne peut rien tirer ¹³. En octobre, ils sont informés de la somme : deux mille quatre cents livres, qu'ils auront à payer de l'aide de Selles, et tout aussitôt réclament aux élus, se disant trop imposés ; puis ils se réunissent le 2 novembre, mais ne sont pas en nombre ; le 3, nouvelle réclamation aux élus, qui sont en même temps commissaires de la taille, et refus de prendre leur commission ; on parle d'envoyer au prince, mais les élus ne cèdent pas ; le 7, on se fait à l'idée d'imposer le premier terme ; le 8, on discute encore : on ne peut mettre sus douze cents livres, puisque la ville est trop imposée et n'en devrait payer que mille, il faut attendre ; le 15 on se décide, et le 17,

¹¹ R. C., 22 juin, II, p. 55.

¹² R. C., 13. 24 sept., II, p. 61-64. Le 13, on lève poyse pour livre ; le 24, trois poyses, et les ecclésiastiques paieront... V. Compte Henry Chevrier pour les fortifications de la Ville, C. C. 197 et 198-1 avec le détail des dépenses.

¹³ R. C., 7 août, 8, 20, 22, 28 sept., II, p. 59, 60, 62. 63, 65. « Que l'on contraigne les receveurs le plus estroitement que l'on porra ». Les Consuls font intervenir Mons. de Lyon. V. Arrérages de Bérert Jacot, C. C. 67-1. V. aussi C. C. 304-17, la Commission de l'Archevêque de Toulouse et de M^e J. Girerd, pub. Caillet.

Enemond Gondin entreprend la levée, mais on tâchera d'en avoir remise du Chancelier de France qui doit bientôt venir à Lyon, et, s'il ne veut le faire, on ira jusqu'au roi ¹⁴.

Cependant quelque chose de fort désagréable menace les bourgeois : les Etats de Selles ont rétabli les aides d'avant la guerre bourguignonne, qui avaient été supprimées en 1418, et ce pour plusieurs années. Les conseillers du roi, sans doute informés très vite de l'extrême impopularité de ces impôts, les transformèrent en une taille équivalente, qu'ils appelèrent l'aide au lieu des aides ¹⁵ ; pour établir les cotes, ils tablèrent sur les années de meilleur rendement, et taxèrent ainsi les sujets du roi plus lourdement que d'habitude, et pour la seconde fois dans la même année. L'archevêque de Toulouse fut chargé avec le bailli de Senlis d'imposer dans le Sud-est l'aide au lieu des aides ¹⁶ : comme par sa nature même elle touchait les privilégiés, tant clercs que nobles, les deux commissaires rassemblèrent à Saint Jehan les trois Etats de la sénéchaussée de Lyon et leur *récitèrent* le 25 décembre de notables paroles : « les affaires de la guerre du roi notre sire, les petits emolumens tant de son domaine comme de ses monnoyes et autres droits royaulx ». Ils firent valoir qu'il ne pouvait « bonnement » soutenir sa guerre sans l'aide du peuple, et qu'il avait transformé les aides rétablies à Selles, « pour contemplation dudit pueple qui ne les avoit pas

¹⁴ R. C., 26 oct. : 2, 3, 7, 8, 15, 16. 17 nov., II, p. 69, 70, 72, 73, 74 : « les soy disans esleus » J. Caille et E. de Villeneuve. « pour éviter qu'ilz ne desclairient aucunes peines contre les conseillers... de quoy ilz se sont vantés ».

¹⁵ R. C., 1, 2 oct., II, p. 66. On avait d'abord, le 1^{er}, accepté de faire « crier les aides », puis d'envoyer au roi et de surseoir à la levée. Le lendemain a lieu une grande assemblée à Saint-Pol, en présence de Mons. de Lyon et du bailli; Mermet et Miraillier, au nom du peuple, déclarent « que ilz sont tout prest de aidier et obéyr de corps et de biens au Roy nostre S. et à ses commandemens, proveu que les gabelles ne soient point mises sus en aucune manière ».

¹⁶ A. A. 68-12, lettre de créance du 6 novembre, pour l'archevêque de Toulouse, et J. de Croissy, bailli de Senlis.

à gré ». Finalement ils réclamèrent seize mille livres par an pendant trois ans à la ville et au pays. Les consuls répondent le lendemain ; outre les plaintes habituelles, ils font remarquer que les aides, la dernière année qu'elles eurent cours, ne valaient pas plus de six mille livres, et que si on essayait de les lever aujourd'hui, elles n'en rendraient pas la moitié, et, d'accord avec les gens de l'Eglise et du plat pays, ils offrent quatre mille sept cent cinquante livres en tout, pour trois ans, et à toute extrémité pour quatre. Bien entendu, les envoyés du roi n'acceptent pas cette offre ; alors les députés du plat pays, surtout ceux des bourgs : Saint Chamond, Saint Symphorien, Anse, l'Arbresle et Condrieu, et ceux du Mont d'Or, établirent une cédule « adressant au Roi » qui fut lue, le 30 décembre, aux commissaires, en la salle basse du Chapitre, où tout le monde était mandé. Ceux-ci refusèrent de nouveau, et les conciliabules se prolongèrent plusieurs jours : les bourgeois ne voulaient augmenter leur offre, « pour ce qu'ilz ne l'eussent pu accomplir ». Enfin les gens du plat pays s'en furent, laissant aux Lyonnais le soin de les défendre. L'archevêque de Toulouse a attendu jusqu'au 12 janvier, et a fini par demander pour sa décharge des propositions écrites, qu'on lui a portées le lendemain : cinq mille livres pour la ville et le pays en deux termes, à la Saint Jean et à Calendes, et pour trois ans ; moyennant ce, on remettra le second terme de l'aide de Selles et l'on s'engagera à ne plus rien demander d'ici longtemps ; les consuls font remarquer qu'ils sont très généreux, puisque le roi sera payé en bonne monnaie neuve, meilleure d'un quart que celle qui a cours. Et si l'archevêque n'est pas content, on mandera de nouveau le plat pays et l'on enverra au roi ¹⁷.

17 R. C., 26, 30 déc. 1423, 12, 13 janv. 1424, II, p. 80, 81, 82, 83 : « Item lui pleise, parmy ce, remettre et quitter à iceulx ville et pais le dernier terme du don de Selles, et que durans lesd. trois ans l'on ne leur demande quelconques autre aide et aussi que ledit pays de Lyonois soit deschargié de toutes gens d'armes durant ledit temps. Et au cas que ledit Mons. de Tholose ne sera de ce content, que, mandé premièrement le plat pays, l'on envoie par devers le roy nostre dit S. qui en ordonnera à son bon plaisir, à quoy tous sont prests d'obéir ».

Pour ce qui est de la monnaie, les consuls, en bons ménagers, ont fait verser d'urgence à Bel Oyzel, par tous leurs receveurs, tout ce qu'ils en avaient de leurs diverses recettes, avant qu'elle soit décriée, et à l'égard des contribuables ils ont pris des mesures pour assurer la transition au mieux ¹⁸.

Bien entendu, l'archevêque de Toulouse n'a rien voulu céder, et les députés du plat pays sont revenus à Lyon. Le 17 on a vu les plus proches et donné jour aux autres pour le 21 ; ce jour-là, tout le monde étant présent, on décide d'envoyer une ambassade et de prendre contre les impatiences de Bel Oyzel les meilleures garanties de procédure que l'on pourra. Le 26, on demande au bailli de choisir deux envoyés sur six qu'on lui présente ; le 3 février, on désigne Oydél et Andry Chevrier qui ne partent pas ¹⁹ ; le 14, arrive la convocation aux Etats généraux qui se tiendront encore à Selles : on élit trois notables qui ne partiront que le 25 au plus tôt ²⁰. Et, rassurés pour le moment sur l'aide au lieu des aides, de laquelle ils s'occupent de faire dégrever la ville par les élus avant même que la somme en soit fixée, les consuls tâchent à « délayer » Bel Oyzel qui réclame le deuxième terme de la taille de Selles avec une certaine vivacité : ils vont jusqu'à lui offrir de lui faire du plésir » afin qu'il soit plus enclin à la patience, et accumulent contre lui les requêtes, appellations et autres procédures dilatoires. Bel Oyzel ne se laisse pas adoucir, et pour délivrer des arrêts les conseillers, on se décide le 28 février à mettre sus trois poyses pour livre, pour les douze cents francs du second terme, mais on ne désigne pas de receveur jusqu'au retour des députés ²¹.

Les députés ne rentrent que le 4 avril ; ils n'ont rien obtenu, et le Conseil du roi, informé de la mauvaise vo-

¹⁸ R. C., 10, 17, 22 janv. 1424, II, p. 81, 83, 84.

¹⁹ R. C., 17, 21, 22, 26 janv., 3 fév., II, p. 83, 84, 85.

²⁰ A. A. 68-11. R. C., 14, 25 fév., II, p. 87. 89.

²¹ R. C., 3, 14, 24, 25, 26, 28 février : II, p. 85, 87, 89. 90. Les élus prononcèrent le 15 mars une remise sur appellation : V. C. C. 304.

lonté de leurs mandants, leur a témoigné un vif mécontentement qu'il va falloir apaiser. Et tout d'abord Enemond Gondin lèvera le fameux deuxième terme à monnaie vieille ²².

L'aide au lieu des aides fut perçue au moins deux ans de suite, nous ne savons par qui, ni comment ; une seule mention, vague, en est faite aux Registres consulaires ; mais nous apprenons de diverses pièces annexées aux comptes des receveurs que la somme de cinq mille livres fut considérée à Bourges comme ayant été votée par les Etats du Lyonnais, que la ville y contribua pour mille quatre cents livres au lieu de seize cents d'abord assignés, que sur l'impôt de 1424 le roi remit six cents livres à la ville de Lyon, que la seconde annuité fut ordonnée par lettre des Elus du 12 novembre 1423 ²³ ; il est aussi fait mention de sept cents livres payées à Bel Oyzel par E. Gondin le 19 avril 1424, mais sans autre précision ²⁴.

Les Etats généraux de Languedoil tenus à Selles au mois de mars octroyèrent au roi un nouvel et très gros subside ; la part de la ville fut fixée le 15 mai à trois mille deux cents livres, en deux termes. Cette fois personne ne proteste, le premier terme est assis le 19, Aymé du Nyèvre, un des grands de la ville et l'un des députés aux Etats, le lèvera tout aussitôt : le retard, s'il y en a, sera dû à la résistance des monnayeurs que le roi vient de soumettre à la taille, et qui ne veulent pas la payer ²⁵. Le receveur

²² R. C., 4, 6, 7, 10 avril : II. p. 94, 95, 96.

²³ C. C. 290, n° 9. Lettre des élus, du 12 oct. 1424, concernant la 2^e année de l'aide au lieu des aides. On mande aux consuls d'asseoir et ordonner la somme de quatorze cents livres, pour leur part de 5000 jadis consentis au Roi par les Etats du Lyonnais. C. C. 304, n° 10 : Lettre du roi aux consuls, de Bourges, le 24 mars 1423 (vieux style), remettant six cents livres sur leur quote part. Vidimus d'Humbert de Grôle, 23 juin 1424. Quittance de J. Caille du 31 mars 1425, des 100 livres restantes, pour lesquelles les consuls ont versé 85 l.

²⁴ Cette somme, payée à Beloyzel par E. Gondin, trésorier de la Ville et receveur du 1^{er} terme de Selles, fut répartie : 100 l. au bailli, 200 à E. de Villeneuve, 200 à Buffart, 200 à Beloyzel lui-même.

royal est Guillaume Panoilliat, qui est allé en avril avec J. de Varey porter les excuses de la ville, et qui, de son voyage, a rapporté cette lucrative fonction. Il réclame le deuxième terme dès le 21 juillet ; le 22, les consuls convoquent les maîtres des métiers et semblent décidés à leur faire porter la peine d'un refus ; le 25, les maîtres, sous le coup, eux aussi, de récents et mauvais souvenirs, n'osent dire non, mais posent avec netteté la question des arrérages ²⁶.

A chaque taille, depuis plusieurs années, on a mis sus plus qu'il n'était nécessaire pour satisfaire les gens du roi ; on a levé beaucoup d'argent pour les dépenses de la Commune, en plus des ressources régulières ; et l'on n'a pas de quoi vivre. Sans doute le malheur des temps y est pour quelque chose, et certaines cotisations n'ont pu être recouvrées ; mais quand on examine de près les comptes d'arrérages, on s'aperçoit d'abord que beaucoup de citoyens, parmi les riches et les grands de la ville, n'ont pas payé leurs impôts depuis plusieurs années, et d'autre part, que certains receveurs plus énergiques ou plus soigneux ont peu ou point d'arrérages : Bérerd Jacot, qui a reçu plusieurs tailles, en a pour lui seul quatre ou cinq mille livres ; c'est donc à sa complaisance, à son laisser-aller, que l'on doit la pénurie continuelle des finances de la ville. Cette pénurie a servi les consuls dans leur longue résistance, mais elle déplaît au peuple, qui s'en indigne et volontiers lui trouve d'autres raisons ; les consuls eux-mêmes, depuis que Bel Oyzel leur inflige, au lieu d'arrêts sans rigueur, de pleines journées d'emprisonnement effectif, sont d'avis d'y remédier ²⁷.

²⁵ R. C., 15, 19, 26 mai, II, p. 99, 100, 101, pour les monnayeurs, V. C. C. 311.

²⁶ R. C., 21, 22, 25 juillet, II, p. 104, 105 : « l'on enduyra demain les maistres des mestiers à mettre sus le second paiement, et s'ilz ne le vuellent faire, que l'on s'en excusera sus eulx ».

²⁷ V. Comptes d'arrérages et « gens noveaulx » : C. C. 66, 1, H. Chevrier, 1422, où sont les plus gros contribuables. C. C. 67 : l'énorme compte de B. Jacot. C. C. 66-2, celui de Condeyssie de 1429 ; 3, celui de François

Donc, avant de mettre sus, on va examiner tous les anciens comptes « afin que le peuple sache s'il y a argent de demorent ou non ». Mais c'est affaire de longue haleine, et Panoilliat, si bien disposé qu'il soit envers ses compères, en vient aux procédés mêmes de Bel Oyzel. Les maîtres de métiers d'abord se bornent à prodiguer, aux consuls arrêtés, encouragements et consolations, puis on contraint les receveurs..., et les jours passent ; le 7 août, on confie à Aynard Chenevier la recette de la taille, qu'il lèvera quand elle aura été assise ; enfin le 13, on met sus maille pour livre, impôt que l'on sait insuffisant, mais « ce qui fauldra s'en prendra tant sur les arrérages comme sur le sel au autres aides de la ville »²⁸. On pourrait croire que le Conseil va diligemment poursuivre Bérerd Jacot ; ce serait mal connaître nos Lyonnais, qui ne s'y décideront que beaucoup plus tard, et pourtant ne lui confieront plus de nouvelles tailles.

L'époque, d'ailleurs, est fort troublée et la région peu sûre : à la suite de la victoire anglaise de Verneuil, le duc de Bourgogne s'est mis en mesure de reprendre ce qu'il a perdu dans le Mâconnais, et nul ne sait où il s'arrêtera. On en vient donc à employer pour la défense, après de mémorables assemblées, les sommes déjà levées par Aynard Chenevier : « *car plus bel service ne peut l'on faire que de garder sa ville* ». Pour la taille de Panoilliat, on fera une autre collecte, si du moins le roi n'en fait pas la remise : J. Cavier part le 7 septembre la demander et rentre le 7 octobre ; les registres consulaires ne disent pas explicitement qu'il a obtenu gain de cause, mais nous devons l'admettre, puisqu'il reçoit huit écus pour les frais

Loup de 1430 et 1432; 4, celui de Jaquemet Garin de 1431. C. C. 288, autre série d'arrérages, parmi lesquels le compte de la recette de J. Cornu en 1430, qui reprenait tous les précédents depuis Fr. Salavre en 1418.

²⁸ R. C., 26 juillet, 1, 7, 13 août, II, p. 105, 107, 108. 109. On demande à Panoilliat le 26 juillet, qu'il veuille bien relâcher les conseillers; s'il ne veut le faire, ceux-ci demeureront à Roanne aux dépens communs. Entre temps, on aura fait prendre à leur place tous ceux qui doivent à la ville.

de scel et d'expédition des lettres royaux, et d'autre part il n'est plus jamais question du deuxième terme de Selles²⁹.

Le 24 novembre 1424, nouvelle session des Etats généraux, à Riom, nouvelle taille, sur laquelle les députés qui sont Jehan de Varey et le Procureur obtiennent séance tenante une forte remise³⁰. Restent quatre mille livres, dont le premier terme de quinze cents est imposé au mois de janvier 1425. Les consuls, non contents de la grâce précédente, avaient encore demandé quelque chose sur ce premier terme au Chancelier qui se trouvait là : celui-ci leur remit cinq cents livres, bien qu'il n'en eût pas le droit ; les consuls en firent état. Dès le 16, ils avaient proposé au bailli, si on leur accordait un dégrèvement de moitié, de mettre sus incontinent l'autre partie « pour finer aux Seigneurs qui vont pour le fait de la paix », c'est-à-dire qui passent par Lyon, se rendant aux conférences de Mâcon et de Montluel. Le 22, ils mettent en recouvrement la somme de mille cinq cents livres, par les mains de P. de la Fay³¹.

Mais là commence le système des assignations, qui va sévir trois ans et jeter dans le plus grand désordre les finances de la ville. La première, sur cette taille, est de cinq cents livres à verser au comte de Vendôme pour sa rançon ; en plus, ils doivent l'aider de leurs propres de-

²⁹ R. C., 4 septembre, II, p. 110: le soir, en présence du bailli, on donne à Chenevier l'ordre de lever le second terme à cet effet. 7 sept., p. 111, départ de Cavier: « un compagnon à cheval, bien besoignant ». 7 oct., retour de l'envoyé. La lettre du Roi du 25 août 1424, C. C. 304, n° 12 (publiée par Caillet, qui a lu *avril*), accorde aux citoyens remise de l'un des deux termes, pour leurs fortifications.

³⁰ R. C., 17, 18 octobre, II, p. 115, 116. V. C. C. 304-13, pub. Caillet: les Etats ayant été tenus à Riom le 24 nov., le Roi ordonne par lettre du 27 aux généraux des finances, de ramener de 6400 à 4000 l. la quote part des habitants de Lyon. Le mérite en revient à J. de Varey et à M^e Dreux, secrétaire du roy, que l'on gratifie de 80 l. R. C., 8 janv. 1425, II, p. 125.

³¹ I. C., 16, 19, 22, 26 janv. 1425, II, p. 126, 127, 128. V. plus bas note 33, pour les 500 fr. du chancelier.

niers, et pour ce prendront deux cents francs sur les arrérages, « par l'octroy et bonne voulenté des maistres de mestiers ». Puis le Parlement a réclamé quatre cents livres : — à plus tard. Pour le moment, il s'agit de satisfaire Mons. de Vendôme ³².

Le 9 mai, on leur réclame le second terme, qui monte à deux mille cinq cents livres pour le receveur général L'Arbalestrier, à deux mille suivant leur propre compte. Vite ils demandent un délai, offrent les arriérés de toutes les tailles anciennes, offrent les receveurs eux-mêmes à contraindre, et même les fermiers de 1417, de qui l'on a pourtant extrait tout ce qu'ils peuvent donner, puis se décident le 15 à mettre sus trois poyses, espérant trouver le surplus dans leurs arrérages, — espérant surtout que le roi leur fera grâce, car ils ont envoyé par devers lui ; mais bien entendu, la levée n'est pas entreprise ³³. Et c'est alors la comédie classique des atermoiements, avec quelques variantes : le comte de Richemont rentré en faveur a chassé de la cour les favoris du roi, que l'on ne se hâte point de payer ; les conférences pour la paix sont en bonne voie, la paix sera faite à la Madeleine : « soy supercéder » ; Richemont leur a demandé leurs bonnes grâces, qu'ils lui ont accordées, et tout aussitôt il s'est octroyé mille francs sur leurs tailles et le bailli a fait mettre les conseillers à Roanne : on ira trouver le connétable, et si le bailli ne cède à leurs bonnes raisons, les consuls resteront arrêtés, mais l'on ne paiera pas. Tout de même, les conseillers sont encore à Roanne le 29 juillet : qu'ils aient patience de la prison, et qu'ils y vivent aux dépens de la ville, le plus gracieusement qu'ils pourront, tout à leur aise ! Le 12 août enfin, on impose les trois poyses, et le 14, on élève le taux à un denier, mais ce jour-là on vient d'apprendre que le

³² I. C., 22 janv., 4 février, II, p. 127, 129. A. A. 69-53, lettre des « gens tenant le Parlement du Roy à Poitiers », du 27 janvier : pub. Caillet.

³³ R. C., 9, 15, 20 23, 27 mai, II, p. 132, 133, 134, 135 : « obtenir la plus grant remission que l'on porra... au moins lé V^e francs que remist Mons. le Chancellier lui estant à Lion ».

roi a remis à la ville la moitié de ce que l'on devait payer. La taille sera donc levée aussi pour le premier terme du nouveau subside que le roi vient d'ordonner ³⁴.

Le roi, dit la délibération du 14 août, a quitté à la ville la moitié de *la reste* de Riom, qui montait à deux mille cinq cent cinquante-six livres (soit mille deux cent soixante-dix-huit), et a donné l'autre moitié au Borne Caqueran : la lettre du roi aux généraux des finances, datée seulement du 20 octobre, ajoute aux douze cents livres du Borne les quatre cents du Parlement ³⁵.

Désormais les consuls vont avoir affaire directement aux bénéficiaires de ce don, qui ne cesseront de les harceler jusqu'à complet paiement. Les conseillers du Parlement écrivirent le 27 janvier, le 17 mars, le 19 juin, des lettres parfaitement courtoises, et qu'à leur ton les Lyonnais jugèrent sans doute inoffensives ; la quatrième, du 7 septembre, est un peu plus vive : les magistrats sont offensés qu'on leur ait préféré le capitaine lombard. Enfin, ils envoyèrent en octobre Draperie, leur « huissier de roi », qui reçut, avec un beau cadeau de deux moutons d'or, l'assurance que l'on paierait ces Messieurs... plus tard ; comme il insistait, on donna au censier du vin de tels ordres qu'il n'obéit pas, et on chargea Paterin d'engager un procès ; Paterin dut leur remontrer que cette action était pour le moins imprudente, car les quatre cents livres furent versées en décembre, prises tant sur la taille que sur les ressources propres de la commune, — du moins les mandements en furent établis ³⁶. Quant à Messire le Borne Caqueran, ce n'était pas un mauvais homme, mais il conve-

³⁴ R. C., 27 mai, 20 juin, 12, 14 août, II, p. 135, 140, 144, 145.

³⁵ R. C., 14, 18 août, II, p. 145, 146. Nous n'avons pas la lettre rapportée par P. Turrel dit la Barbe — mais bien celle que le roi adressa à ses généraux des finances, le 20 octobre. C. C. 371-4 : pub. Caillet. La lettre du mois d'août ordonnait la libération des conseillers.

³⁶ A. A. 69, 53, 54, 56, 57, publiées Caillet. R. C. : 23, 29 oct., 2 nov., 6 déc., II, p. 154, 155, 156, 160 : *Cavier sur la taille*, *Andrevet sur le X^e du vin*, paieront chacun 200 l. à E. de Villeneuve, mandataire du Parlement.

nait de ne pas l'irriter : on le savait grand ami du bailli, il disposait de beaucoup de gens d'armes, et de plus la générosité du roi en avait fait un proche voisin ; aussi, bien que la somme fût assez grosse, ne la lui fit-on pas attendre plus d'un an. On lui avait d'abord représenté (23 octobre), que le Connétable et le Parlement pressaient et qu'il devrait bien « se déporter » de quelque chose ; un conseiller lui fut envoyé ; il répondit qu'on se moquait de lui, après l'avoir fait intervenir pour avoir grâce du roi : alors on le paya, trois cents francs, le 16 novembre, à Thomas Broad, son facteur à Lyon, puis cinq cents le 21, sur la taille qui se levait ; le 6 décembre, on lui assigna encore deux cents francs qui furent versés, et le 16, deux cents autres qui ne le furent pas. Pour le reste, il dut attendre l'année suivante : le 13 février, le Procureur alla quérir Thomas à Saint-Georges-d'Espéranche pour donner quittance des deux cent cinquante livres qui restaient ; on ne lui en bailla encore que cent cinquante, et le reste ne fut versé qu'au mois de mai. Le Borne s'était montré accommodant au delà de toute espérance, acceptant la monnaie qu'on voulait bien lui donner : il avait sans doute, comme un certain nombre de ses pareils, sa fortune en dépôt chez les banquiers de Lyon, et tenait à rester en bons termes avec les bourgeois ³⁷.

Si les deniers de l'aide de Riom ont eu partout la même destinée, nous ne serons pas étonnés d'apprendre que le roi eut tout de suite besoin d'argent. Il convoqua donc une fois de plus les Etats de Languedoil, le 25 juillet pour le 12 août ; puis le 31 une seconde lettre annulant la pre-

³⁷ R. C., 23 oct., 16, 21 nov., 6, 16, 21 déc. 1425, 12 fév., 26 mars, 28 avril, 8 mai, II, p. 154, 157, 158, 160, 162, 171, 179, 181, 183. Après Verneuil, le Borne se mit au repos dans son château de Saint-George d'Espéranche, en Dauphiné, que le Roi lui avait donné. P. du Nyèvre l'alla trouver de la part de la ville. V. A. A. 82, 65, sa lettre du 24 octobre, pub. Caillet.

mière les appela seulement pour le 1^{er} octobre³⁸. Mais si la session est repoussée, les besoins d'argent sont tout aussi pressants, et le Conseil du roi a provisoirement ordonné (26 juillet) la levée d'une aide que devront ratifier les États. La ville reçut en même temps le dégrèvement sur le second terme de Riom et de l'avis de cette taille, dont elle devait payer deux mille trois cents livres, presque entièrement affectées au Connétable de Richemont. Girard Blanchet, maître des requêtes, lui en apporta les lettres. Elle décida de mettre un impôt d'un denier pour payer tout cela, en comptant toujours sur les arrérages ; P. de la Fay fut désigné comme receveur³⁹. Le 21 août, on s'inquiéta de faire délivrer les consuls que L'Arbalestrier tenait arrêtés malgré les lettres du roi, et l'on s'enquit à Blanchet des mille livres réclamées précédemment par le Connétable ; le commissaire royal rassura le Conseil sur ce point, et on lui fit un beau cadeau pour son obligeance⁴⁰. Les paiements commencèrent aussitôt, et le Connétable reçut au courant d'octobre des mains du Procureur, représentant la ville aux États de Poitiers, une somme de neuf cents livres. Les consuls avaient fait diligence, espérant avoir de lui quelque diminution ou du moins quelque long délai ; mais Richemont ne consentit à rien : cet argent lui a été donné, écrit-il, pour les dépenses de la guerre, et il n'en peut rien remettre. Du moins le Procureur s'est-il rendu compte que sa première demande de mille livres n'était pas régulière, et qu'on pouvait s'y dérober sans crainte ni scrupule⁴¹. Le 15 octobre, le Connétable écrit

38 A. A. 22-36 : Convocation à Poitiers pour le 12 août. A. A. 22-37 : Sur le conseil de la reine de Sicile et du Connétable, convocation au même lieu pour le 1^{er} octobre.

39 R. C., 14, 16, 18, 21 août. II, p. 145 146, 147. Dès le 16 on offre un « gobellet » d'argent à M^e Girerd, pour qu'il les « amodore », car la ville a coutume de payer seulement le cinquième de la quote imposée en Lyonnais, et les élus lui en ont imposé le tiers.

40 R. C., 21 août, II, p. 147. Le Connétable faisait réclamer ces mille livres par le bailli.

41 Dès la fin d'août, le connétable s'impatiente et se plaint au roi de n'avoir rien reçu, d'où la lettre du 31 août, où le roi avertit les consuls qu'ils n'ont pas à lui envoyer de réclamation et qu'il ne leur ac-

qu'il envoie à Lyon son trésorier qui peut recueillir encore quelque argent aux mains du receveur général Paumier ; le 24, il annonce l'arrivée de son secrétaire, G. Charrier, pour lequel on fait le compte de ce qui reste dû ⁴². Toute la recette de P. de la Fay a été versée aux gens du Connétable, et il ne reste plus à lui donner que sept cents livres, mais ni le Borne ni le Parlement ne sont payés ; aussi met-on sus le 30 une nouvelle taille d'un denier que lèvera Cavier, et sur laquelle toutes ces créances pourront être acquittées ⁴³.

Sur ces entrefaites, arrivèrent les nouvelles des Etats généraux. Ceux-ci, en présence des plus graves difficultés, avaient consenti d'abord une aide comme de coutume, puis une taxe indirecte d'un onzième sur toutes les marchandises, le *onzain* ; G. Blanchet eut encore la charge d'établir en Lyonnais ces deux impôts. Les bourgeois sa-

cordera rien : v. A. A. 20-11. La mention des 900 l. est faite en une lettre de R. de Mâcon, du 12 octobre : A. A. 103-57. « Il faudrait lui envoyer encore VI^e l. *en plus des IX^e déjà versées* »... dans la même lettre : « quant aux mil livres, le chancelier a dit que le connestable n'en avoit nul assignation ».

⁴² Les Lettres du connétable de Richemont ont été publiées d'abord par Gauthier (in Revue du Lyonnais, 1859) puis de nouveau par Caillet. A. A. 77-101, de Saumur, le 6 octobre : a vu le procureur, ne peut faire diminuer la taille de la ville... car il y est assigné de 2200 l... A. A. 77-93, d'Angers, le 15 octobre : les gens d'armes de la frontière n'ont pas touché leur solde : « j'envoie mon trésorier »... Payez incontinent à Paumier. A. A. 77-94, de Poitiers, le 24 octobre, charge G. Charrier, envoyé de par le roi, et qu'il appelle son secrétaire, de recouvrer le reste des 2200 l. A Lyon, les consuls font pour le mieux. R. C., 24 sept., 10 oct., II. p. 150, 152 : « Ilz ont ordonné que Pierre de la Fay, baillie à Paumier, receveur de l'aide derrenièrement octroyé, samedi prochain venant, cent livrez et de samedi en huit jours autres cent, affin que il se supersède tant comme il pourra, et entre deux l'on aura nouvelle de mon meistre le procureur s'il aura eu point de rabat de ladite aide... » « Ilz ont ordonné que l'on baillie de rechiez à Paumier cent francs, le plus tart que l'on porra, affin qu'il se supersède s'il veult tart, que l'on ayt nouvelles de mon meistre ». Le 30 octobre, il reste sept cent livres. Le 31, E. de Villeneuve contraindra P. de la Fay à verser encore 300 l. à Paumier. V. encore 13 février 1426.

⁴³ A. A. 103-57 : lettre de R. de Mâcon : « ...me semble, sauf vostre correction, qu'il faudroit complaires à Mres de Parlement ». La taille fut imposée le 30 oct. et le 2 nov. V. R. C., II, p. 155-156.

Tableau des tailles royales, de 1416 à 1436 (DEUXIÈME TABLEAU)

Années	IMPOTS	Cote de la Ville	Date de la commission	Date de la mise
1426	Aide de Poitiers.	6300 en 3 termes) dont 3.000 p. le connétable.	3 janvier.	11-16 janv.
	Aide au lieu du onzain	3200	14 juillet.	20 février compl. du 1 ^{er}
	et reste de Poitiers.	2173	17 novembre.	Refus le 13 25 novemb.
1427	Aide de Montluçon	2000 pour solde au roi réduits à 1000.	26 janvier. 2 février.	10 février 1 ^{er} term. 30 mars 2 ^e term.
	Aide au lieu des 5 sous.	2500	15 août	
1428	Aide de Chinon.	4600	9 novembre.	16 novemb. (2.000 l.)
1429	Taille pour ravitaillement d'Orléans.	400		
1430	Aide du couronnement. Aide de l'ambassade.	840 1200 (?)	Avril	?
1431	Aide pour l'entretien de l'armée.	1000	Avril.	
1432	Aide de Poitiers.	2200		
1433	Aide de Tours.	1900	3 décembre.	6-8-décem. 1 ^{er} term.
1434	Don de joyeux avènement.	800 royaux.		25 mars
	Aide au lieu des 5 sous.	Réduite à 1650 fr.	4 mai.	30 mai
1435	Composition pour la transgression des monnaies.	500	21 avril.	21 avril
	Aide d'Amboise et taille au lieu des gabelles.	3800 pour 4 ans.	22 juillet.	23 oct.-21 1 ^{er} terme
1436	Quatre termes de l'aide d'Amboise avant la St-Jean. Aide de Poitiers à St-Jean. Gabelles de Poitiers.		20 mars.	6-7 janvi pour 2 ter

Sommes réellement payées par la vil'e de Lyon

p. livre du aillant.	Receveur	Somme payée	
maille.		800 fr.	Payés immédiatement au connétable, à Lyon, mais
1 d	E. Gondin.	640.	Cl. de Pompière, J. et B. de Varey en ont prêté 600
		250.	<i>Aide remise pour a part du roi moyennant 640 fr.</i> à payer au bailli. Payés au Borne.
maille es arrérages.	E. Gondin.		— Pour les frais divers et le voyage vers le roi
		500	<i>= Le 26 janvier, les restes de tous aides sont.</i> <i>évalués à 4.600 f. pour le roi — réduit à 2 000</i> — et à 2.200 pour le connétable : voir en 1434).
es arrérages,		500.	
poyses.	J. de Condeyssie.		— Remise de 1.500 f en janvier 1428 et de 1000 le 11 août 1429. — Remise pour la fo tification, août 1429. — Remise (21 av il 1436).
1 d.	Fr. Loup.	400.	— Remise de 440 fr. (21 av il 1436).
?	Fr. Loup.	?	
	Jaquemet Garit ?	350.	Payés le 7 juin (prêtés par le Maître de la monnaie qui fut remboursé en décembre.)
?	Jaquemet Garit ?	1200.	Payés en avril, (quittance de 600 royaux).
maille.	A. de Villeneuve. G. de Varey.	700.	— Reste dû 250 f. en mars 1434.
1 d.	J de Chaponnay. E. de Sivrieu. J. Brunicart.	800 royaux.	Payés le 21 juin.
		(200)	— Le 4 mai, le connétable a réclamé ses 2200 f. il a composé à 800, donné terme, et reçu 200.
1 d.	Simonet Doble.	850 f	Payés le 4 juin : P. Chocart a prêté 400 f. <i>= Le 6 septemb e, la ville doit aux receveurs</i> <i>du roi plus de 1.600 l.</i>
es arrérages,		500	
maille			
	P. Offrey.		— Le receveur est nommé par le commissaire royal avec l'agrément des consuls. EMEUTE en juin.

vaient d'avance à quoi s'en tenir, par leur Procureur, et dès lors ils songèrent à esquiver : des messagers vont dans les autres bonnes villes « sçavoir comme ilz sont gouvernés de l'aide et du onziesme » ; et l'on parle d'envoyer au roi pour en avoir remise, avant même d'en avoir pris la commission ; on parle aussi d'obtenir de lui des droits d'entrées et issues sur tous vivres pour plus facilement payer ; enfin on a convoqué les gens du plat pays pour s'entendre avec eux ⁴⁴. Ceux-ci viennent nombreux le jeudi 3 janvier 1426, et, d'un commun accord, l'assemblée désigne pour aller au roi le premier personnage ecclésiastique après l'archevêque, le Doyen du Chapitre, Geoffroy de Montchenu, avec un gentilhomme. Le Doyen, sollicité, écrit de Vienne qu'il accepte la mission, et, d'accord avec les gens des paroisses, on commence à organiser l'ambassade. L'ambassade n'eut pas lieu ⁴⁵.

L'aide était de six mille quatre cents livres pour la seule ville de Lyon, payable en trois termes : le 15 janvier, le 15 mars et le 15 juin ; trois mille livres sur cette part étaient allouées au Connétable. Or celui-ci doit passer par Lyon prochainement, allant à Montluel pour la paix. On met donc sus hâtivement cinq cents livres pour les lui offrir, car « il n'apporte point de finance pour accomplir son voyage », pensant que cet acompte le rendrait favorable, et qu'il serait plus enclin à remettre quelque chose de son dû, et interviendrait pour le reste auprès du roi ; on les lui offrirait au cours de la réception qu'on veut lui faire, on irait même au-devant de lui. Le 16 janvier, on apprend que le plat pays s'est entendu directement avec

⁴⁴ R. C., 23, 27, 30 décembre, II, p. 163-164.

⁴⁵ R. C., 3, 7, 8 janv. 1426, II, p. 164, 165, 166. Quarante-deux localités furent représentées — on élit le Doyen avec Mre Guicherd d'Albon : on envoya une délégation au doyen, un messenger à G. d'Albon, puis on attendit la réponse. La réponse du Doyen arrive le 7. Mre Claude Rostaing, prieur de Bries, apporte son acceptation : v. lettre du 6 janvier, A. A. 79-43 ; il demande 100 écus, et la compagnie de M^e Guicherd Bastier. Le 7, on s'occupe du voyage, « pour ce que la finance n'est pas juste » ; le 8, l'ambassade est organisée à 12 chevaux, on prévoit une dépense de 300 l.

le Connétable, et ne lui paiera, pour le moment, que le tiers du premier terme de l'aide ; on essaie de prendre avec lui le même arrangement. Le 17, il accepte de recevoir huit cents livres au lieu de sept cents qu'on lui proposait par l'intermédiaire d'Imbert de Grôle, et, comme le hautain personnage n'admet point de délai, c'est par l'emprunt qu'on se procure la plus grande partie de la somme, en attendant le produit d'une taille de maille naguère ordonnée. Puis, la somme versée, P. du Nyèvre va trouver le Connétable à l'Hôpital de Rochefort pour avoir « aucun rebat » des trois mille livres, mais n'obtient qu'un brutal refus⁴⁶. La ville en est pour ses frais : elle a payé huit cents livres, c'est deux mille deux cents qu'il lui reste à donner, et pendant un an et demi, elle s'y évertuera, ou fera semblant, malmenée de toutes façons par Richemont qui a fort bien compris le jeu des bourgeois et le leur dit en termes assez crus dans sa lettre du 12 juin 1427 : « attendu les petites charges que vous avez au regart des autres sujets du roi... », il les menace même de s'en prendre au premier d'entre eux qu'il trouvera sur les chemins⁴⁷.

Tout ce temps-là, P. Offrey ou Paumier, receveurs généraux pour le roi, sont surtout aux ordres de Richemont.

La taille d'un denier pour parfaire le paiement du Connétable a été confiée le 20 février à Enemond Gondin, qui dès le 4 mars est en mesure de rembourser l'emprunt⁴⁸. A la fin de mars, avec le plat pays, on envoie encore au roi et au Connétable Jehan Garnier, secrétaire du bailli, et un homme de Saint-Chamond⁴⁹. Ceux-ci n'obtiennent

⁴⁶ R. C., 11, 13, 16, 17, 23 janv., 12 février (« le mardi après Caresmentrant le jeusne »), II, p. 167, 168, 160, 171. Pompière, Bernerd et J. de Varey ont prêté la somme. Il a fallu envoyer au roi Jaqueme Panoilliat.

⁴⁷ A. A. 77-102, 103. Déjà en octobre 1425, le Procureur avait entendu dire autour du roi : « n'y a ville obéissant en ce royaume qui tant ait tousjours demandé ne heu des dons du Roy, ne moins payé que la ville de Lion ».

⁴⁸ R. C., 20 février, 3, 4 mars, II, p. 171, 175, 176. L'emprunt est remboursé par Cavier à qui Gondin doit en tenir compte.

⁴⁹ R. C., 12, 17, 27 mars, 1^{er} avril, II, p. 177, 178, 179, 180.

rien pour le moment, et le 25 avril se présente l'huissier d'armes Rascart, qui assigne les conseillers à comparaître devant les Généraux des finances pour n'avoir pas mis sus le second terme de l'aide : on lui demande copie de sa commission, on se prépare à engager une procédure dilatoire, faisant procureur à cette fin Jacqueme Panoilliat, et entre temps on défend à Gondin de verser à P. Offrey ce qui reste dû du premier terme. Cependant le malheureux huissier, qui s'est ainsi laissé faire et a poursuivi quelque autre mission, leur écrit le 6 mai, d'Avignon, où il est arrêté par la maladie, les suppliant de mettre sus le second terme avant le 20 mai, pour qu'on ne lui reproche pas d'avoir lâchement exécuté sa commission ; la ville, en réponse, lui octroie superbement dix francs pour sa récompense ⁵⁰.

Dès le 8, en effet, les consuls étaient informés de la grâce que le roi, plusieurs fois sollicité, leur accordait enfin : sur la quote-part du Lyonnais, ville et campagne, il remettait sept mille livres, moyennant qu'on en reversât deux mille au bailli Humbert de Grôle. La ville trouva tout de suite sur les arrérages de Béreud Jacot, qui commençaient à rentrer, les six cent quarante livres où se montait sa part de ce cadeau, et les offrit aussitôt à leur destinataire, en le priant d'aider à recouvrer les autres arrérages ⁵¹. Les consuls se crurent ainsi déchargés du second terme de l'aide, même à l'égard du Connétable : une lettre du 10 mai, puis un sergent qui vint pour les exécuter, leur rappelèrent que Richemont ne céderait pas : il fallut bien trouver encore deux ou trois cents livres pour éloigner ce cauchemar ⁵². D'ailleurs le Connétable devait leur montrer un peu plus tard (13 septembre) sa puissance et son mauvais vouloir dans une lettre singulière, où il re-

⁵⁰ R. C., 25, 28 avril, 17 mai, II, 181, 185. V. lettre de Rascart, A. A. 82-94, pub. Caillet. (Je lis Rascard, et non Rastard, comme Caillet : le nom est écrit Rasquart, R. C., 7 sept., 1418, p. 285).

⁵¹ R. C., 8 mai, « le mardy de roveysons », II, p. 183.

⁵² A. A. 77-85, R. C., 5 mai.

fusait pour sa part d'acquiescer à un certain délai que le roi leur avait accordé : les devoirs de sa charge sont tels, disait-il, que même si notre dit Seigneur vous avait octroyé cette faveur, vous auriez dû payer ce que vous me deviez. En même temps, il exigeait du pauvre Charles qu'il révoquât la grâce qu'il avait faite ⁵³. Le 7 septembre, les consuls s'acquittèrent enfin de ce qu'ils lui devaient de reste de la première taille de Poitiers, soit six cent trente-quatre livres, sur lesquelles « il en a quitté CCC », et versèrent à Paumier pour son compte cent francs ce jour et deux cent-quarante le 12 octobre. Mais ils n'avaient encore rien payé des deux mille deux cents francs pour lesquels les fêtes de Noël 1426 les retrouvent en prison.

L'affaire du onzain n'était pas enterrée : Messire Jehan Girard vint au mois de juillet en réclamer l'équivalent ; accompagné du bailli, il réunit le 12 à Saint-Jehan, par-devant Mons. de Lyon, les représentants de tout le Lyonnais, et en ordonna l'imposition, soit pour la ville trois mille deux cents livres. Puis le receveur général P. Offrey, profitant de l'occasion, réclama deux mille cent soixante-treize livres qui restaient de l'aide de Poitiers. Consuls et maîtres des métiers répondirent, après avoir invoqué les raisons habituelles : « et protesté vivement de leur fidélité : « *Qu'il plaise au roi N. S. avoir la ville pour excusée* » ⁵⁴.

Puis le consulat se livre aux travaux des fortifications avec une ardeur qui semble destinée à justifier son refus. Réponse du roi le 31 juillet, sur le rapport de son agent : imposez vite, et pour mieux avancer, différez jusqu'au

⁵³ A. A. 77-100. V. la lettre du roi, A. A. 68-19, publiée Caillet; elle est du 7 septembre, à Mehun-sur-Yèvre. R. C., 7 sept., 12 oct., II, p. 192, 197.

⁵⁴ R. C., 14 juillet. Le Sire P. de Cuysel rend compte de la réunion du 12; la réponse doit-être donnée le dimanche 14 après dîner; l'assemblée de la Commune prend sa décision le matin: « car quoy qu'ils lui octroyassent, ils n'auroient de quoy le payer »...

mois d'octobre le dernier terme de l'aide précédente⁵⁵. Mais les ennemis ont fait une course à travers le sud de l'Auvergne et jusqu'en Velay ; aussi le 13 août, le refus est-il renouvelé purement et simplement par une assemblée de *deux cent soixante-deux* citoyens, outre les consuls, réunie aux Cordeliers⁵⁶. Cependant on fait un cadeau à Paumier, receveur du onzième, et l'on remet aux deux élus leur taille de P. de la Fay, « afin qu'ils aient les causes de la ville pour recommandées ». Puis, à mesure que les jours passent, on prend conscience de la gravité de la situation, et l'inquiétude monte : le 8 septembre, « ilz ont conclus que l'on escripve au roi N. S. les povretez et affaires de la ville, affin qu'il n'ait point la ville en male grace de ce que l'on ne paye pas les tailles passées... ». Et ils veulent voir les lettres avant qu'on les expédie ; le 16, les lettres ne sont pas écrites ; le 17, on se rejette sur le bailli, qui « scet assès les povretés et charges, et est si amis de la ville » ; c'est lui qui écrira ; et, comme l'on vient d'apprendre que le roi a donné satisfaction aux gens du Languedoc sur le fait des monnaies, et qu'on n'ose rien lui demander en un pareil moment, on priera le député de l'Eglise aux Etats généraux de s'en charger⁵⁷.

Le 21, Messire Paterin apporte une lettre royale reçue par le bailli, on n'ose l'ouvrir ; on l'ouvre le 22 au matin en présence des maîtres : elle n'a pas trait directement à la présente affaire, mais n'est pas du tout favorable : sur la demande du Connétable, le roi révoque le délai qu'il avait accordé pour la première taille de Poitiers⁵⁸.

⁵⁵ A. A. 68-5: pub. Caillet sous la date de 1428. Lettre du 31 juillet, au Sénéchal et à M^e G. Blanchet, « nous mandons au receveur d'aujourd'hui ».

⁵⁶ R. C., 13 août, II, p. 189, v. I^{re} partie, ch. III, § 4, l'Assemblée.

⁵⁷ R. C., 25 août, I, 8, 15, 17 sept., II, p. 191, 192. L'accord du 3 août 1423, entre le roi Charles VII et les villes du Languedoc au sujet de la faible monnoye, a été publié par D. Vaissète, t. X. Preuves, Col. 2032, Pièce 831 (P. Gentien, général des monnaies, est aussi en 1426, Président du Parlement de Languedoc à Béziers).

⁵⁸ R. C., 21, 22 sept., II, p. 194. Il s'agit de la lettre du 31 août, citée plus haut (note 53).

L'après-dîner, en protestant encore une fois de leur désir de bien faire, ils décident d'envoyer au roi un « homme notable et saichant » et qui ne revienne point sans réponse suffisante ; P. du Nyèvre le jeune part le 28. Dès lors le peuple est agité et les bons bourgeois dans les transes ; le paiement du Connétable, à défaut d'argent des tailles, est ordonné sur les *deniers du Pont*. Le 1^{er} novembre, P. du Nyèvre est revenu : rien encore. Le 14, G. Blanchet s'est présenté à Saint-Jehan, a dit de payer le onzième, et, sur *la reste* de Poitiers, seulement la part du Connétable ; on a répondu le 17 : le roi va faire mander les gens des trois Etats, la ville y enverra, « et lui supplira pitié et compassion ».

Le 20, grande assemblée de plus de cent citoyens : une trentaine — et les plus « grans » — sont d'avis d'offrir tout de suite à Messire G. Blanchet mille francs en tout et pour tout ; mais tous les autres, par la voix de Tévenet de Brébant, déclarent que l'on ne peut faire de bonne composition qu'à Bourges, et qu'il faut y envoyer se plaindre des monnaies et demander les mêmes lettres qu'ont obtenues ceux du Languedoc ; les assemblées continuent. Le 21, on est allé trouver G. Blanchet, qui a déclaré n'avoir point de pouvoirs pour le Connétable : qu'on aille donc au roi, répond le plus grand nombre ; encore une fois, les principaux bourgeois désirent qu'on s'accorde avec le commissaire : le 24, ils insistent auprès des maîtres, mais n'en obtiennent rien, sinon que l'on demande à G. Blanchet et au bailli un délai que ceux-ci refusent. Le 25, donc, on enverra au roi ; le commun concède aux partisans de la composition de mettre sus maille tournois, « affin de demourer dans la grâce du roi et de son Conseil, qui par aventure seroient mal contens ». Sur cet impôt on donnera cent francs au bailli et cent à G. Blanchet, procédé de petites gens que les commissaires ne peuvent agréer ; mais ils en profitent pour conseiller de convertir au paiement du onzième ces deux cents francs, avec le reste de ce qu'on lèvera : le roi s'en contentera peut-être, surtout si l'on en-

voie vers lui avant la Noël, et si le messager accompagne à son retour Messire G. Blanchet qui s'en va et qui craint d'être mal reçu et de se voir reprocher sa conduite envers la ville ⁵⁹.

Ainsi fait-on : on envoie aux Etats généraux de Montluçon, où le roi vient de convoquer la ville, Aynard de Villedeneuve, Barthelémy de Varey et Mathe Odebert, chargés de lettres dont le texte a été soigneusement établi. Ils partent le 12 décembre avec Messire G. Blanchet, et, revenus avec lui le 17 janvier 1427, font leur rapport le 19 : ils ont obtenu « certaines lettres » en faveur de la ville, et sans doute aussi convaincu leurs concitoyens, car le 24 ceux-ci sont décidés à faire l'aide, et commencent à discuter avec les commissaires royaux la composition la plus avantageuse ⁶⁰. Le bilan est d'abord établi : la ville doit au Connétable deux mille deux cents livres dont il ne sera pas question, au roi, du onzième et de la reste de Poitiers, quatre mille six cents livres, dont G. Blanchet consent à la tenir quitte pour deux mille : la ville offre quinze cents francs, en y comprenant certain fouage de cinq sous qui vient d'être voté ; les commissaires ne voulant s'occuper des cinq sous, l'offre est réduite à huit cents livres, qu'ils refusent, d'autant plus que les bourgeois parlent de ne rien donner si les nouvelles du Prince d'Orange ne sont pas bonnes. Le 30 janvier, les consuls et les grands sont arrivés à la somme qu'il leur convient donner ; d'autre part, l'état d'esprit du moyen et petit peuple est devenu favorable à la taille : l'affaire est au point.

Alors on réunit aux Cordeliers la plus grande assemblée dont nous ayons connaissance à cette époque, plus de six cents personnes : là Sire Jehan de Varey prit la parole le premier ; il déclara « que l'on doit et est nécessaire obéir au roy et à ses commis et lui aidier à son pouvoir », et pro-

⁵⁹ R. C., 22. 28 sept., 1, 13, 7, 20, 21, 24, 25, 26 nov., II, p. 194, 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204.

⁶⁰ R. C., 29 nov., 1, 3, 6, 8, 10 déc. 1426, 19 janv. 1427, II, p. 206, 207, 208, 209, 214.

posa d'accorder mille francs. Le peuple l'approuva, et les commissaires acceptèrent sans plus discuter. Le 2 février on prend termes, et le 10 on met sus les premiers cinq cents francs, que paie séance tenante Enemond Gondin sur la taille de maille de décembre et les arrérages ; le deuxième terme, échéant à la Saint-Jehan, sera payé sur les arrérages, qui sont bien suffisants⁶¹. Le 2 avril, trois notables sont chargés de pourchasser les receveurs et font verser à Paumier la moitié de la somme, et, le 28 mai, on répartit le reste entre les anciens receveurs solvables autres que B. Jacot ; ces derniers paiements se font d'ailleurs avec une lenteur extrême, et ne sont point terminés le 13 novembre 1427, ni même, en ce qui concerne J. Panoilliat, le 7 mars suivant⁶².

L'affaire du onzain, dont les péripéties tragi-comiques nous ont peut-être fait exagérer l'importance, était à peine réglée que le Connétable revenait à la charge. Les consuls ont reçu, le 16 février 1427, sa lettre du 20 janvier, par laquelle il réclamait deux mille trois cents livres et confiait ses intérêts à Ymbaud de Bleterens, devenu depuis lieutenant du bailli ; ils ont ouvert la lettre le 18 : elle est toute pleine de menaces, mais les conseillers, qui sont au courant de l'affaire de Giac et comptent profiter « de la division qui est maintenant », ne s'en émeuvent pas, et envoient au Connétable J. Violet le 23, pour avoir meilleur marché et plus grand rabais. Arrivent ensuite plusieurs lettres, leur annonçant une nouvelle assignation de cinq cents livres, qui doit être payée pour la Saint-Jehan, puis l'arrivée de Jehan de Dijon, qui a pouvoir de composer ; le 16 mars, Violet est rentré, et le 27, M^e J. de Dijon a présenté sa créance : on l'a discutée le 28 et le 30, on a offert huit cents livres pour les deux mille deux cents, J. de Dijon

⁶¹ R. C., 24, 26, 27, 30 janvier, 2, 10 février 1427, II, p. 215, 216, 217, 218. Pour la grande assemblée du 2 février, V. I^{re} partie, ch. III, § 4.

⁶² 2 et 30 avril, 28 mai, 13 novembre 1427, 7 mars 1428, II, p. 227, 229, 231. 251.

s'est tenu à onze cents ; mais comme les affaires de Mons. le Connétable ne sont pas en très bon état et semblent aller de mal en pis, on a rompu les pourparlers avec son serviteur et envoyé au maître un simple messenger à cheval ; le 15 avril, on a réitéré l'offre de huit cents livres pour la Saint-Michel, J. de Dijon l'a acceptée. Les deux lettres du Connétable des 12 et 13 juin et la délibération du 6 juillet nous apprennent que l'accord a été ratifié, mais que le paiement devra se faire au jour dit, sans retard ⁶³.

Sur les cinq cents francs de la Saint-Jehan, rien n'a été conclu ; le 17 juillet, on a fait dire par le bailli : « que le pueple n'est point d'entention de mettre taille sus, pour quelconque cause que soit », mais que si les arrérages étaient enfin recouvrés, on pourrait payer tout le monde, le bailli seul et les gens du roi ayant qualité pour les arracher à ceux qui en doivent. Le créancier alléché fait décerner des lettres de contrainte contre Bérerd Jacot, et en rend compte aux consuls : c'est Ligier, le clerc de J. de Dijon, qui rapporte les lettres. Tandis que le bailli presse l'affaire devant sa propre cour et condamne le débiteur récalcitrant, Offrey, pour toute recette, doit se contenter des bénéfices des entrées, qui sont fort peu de chose ⁶⁴.

La dernière lettre que nous ayons du Connétable est du mois de novembre, il est alors en disgrâce et presque en guerre avec le Seigneur de la Trémoille, favori du roi. Il se plaint de n'avoir rien reçu, déclare nul l'appointement fait en avril, et menace les bourgeois, comme il en a pris l'habitude. Mais ceux-ci ne bougent plus, bien que le bailli les ait encore mis aux arrêts à la fin de décembre, car ils savent maintenant que Richemont est devenu tout à fait

⁶³ R. C., 16, 18, 20, 23 février 1427, 16, 27, 28, 30, 31 mars, 15, 30 avril, 29 juin, 6 juil., II, p. 220, 221, 224, 225, 226, 227, 229, 233. A. A. 77 - 96, 98, 98, 95, 99, 102, 103.

⁶⁴ R. C., 17, 24, 30 juil., 25 sept. 1427, II, p. 234, 236, 237, 245. A. A. 77, 104, 105, du 8 août et du 6 sept. C. C. 305, du 5 août, ordre du roi à G. Vassault de procéder contre B. Jacot. Pour le procès de B. Jacot, v. I^{re} partie, ch. IV, § 4.

inoffensif, et que la volonté du roi les couvre : la décision se fit attendre, — mais elle vint —, de ne plus rien payer sans son ordre formel ⁶⁵.

Le prince breton ne les tint pas quitte pour autant ; lors de son retour au pouvoir en 1434, il reprit sa poursuite, qui durait encore en 1436. Mais, bien que l'absence des principaux documents lyonnais pendant les dix années qui suivent rendent toute affirmation impossible, l'examen des pièces de comptabilité qui subsistent semble établir qu'il ne fut jamais payé ⁶⁶.

Ici finit la liste des impôts que payèrent les Lyonnais, ou sur lesquels ils payèrent quelque chose. Désormais et pour plusieurs années, à notre connaissance, ils n'ont plus rien versé : toutes les tailles leur furent remises tôt ou tard par le roi ; les sommes qui furent levées trouvèrent leur emploi dans l'achèvement des fortifications et les dépenses de guerre. Il faut pourtant s'en occuper encore, ne serait-ce que pour les réactions diverses qui accueillirent chaque demande des gens du roi.

Nous avons vu les consuls se préoccuper, lors de leur composition avec G. Blanchet, des cinq sous par semaine votés en décembre 1426 par les Etats de Montluçon. Cet impôt fut réclamé le 16 avril par Messire Geoffroy Vassal, et la réponse, brève, fut que « pour toutes autres charges, la chose ne se puet mettre sus ne supporter ores ne pour le temps avenir ». Et de fait les affaires du onzain étaient à peine terminées ; les gens du roi se retirèrent donc, en faisant toutes réserves. Le fouage, d'ailleurs, était difficile à asseoir dans la forme où il avait été octroyé, et le roi le transforma en une taille au mois de mai. De cette taille, la part de la ville de Lyon fut fixée à deux mille cinq cents livres, et Messire G. Vassal revint en août pour l'imposer.

⁶⁵ A. A. 77-86, du 23 nov. R. C., 22 déc. 1427. A. A. 20, 3, du 13 avril 1428.

⁶⁶ R. C. 4 mai 1434, 10 avril, 28, 29 août, 9, 10 sept. 1435, II. p. 378, 419, 430, 431, 432.

avec le bailli et les élus. Les consuls gagnèrent quelques jours à convoquer les maîtres des métiers ; ceux-ci invoquèrent pour « délayer » les raisons ordinaires, et de plus récusèrent J. Caille, « qui plédoie à la ville », puis revinrent encore deux fois à Saint-Jaqueme, pour décider qu'on attendrait le plus longtemps possible. Cependant la commission de G. Vassal finit par être acceptée, comme nous l'apprend une lettre du roi, datée du 3 octobre, arrivée à Lyon le 15, qui remercie les bourgeois et les prie de payer au plus vite. Ceux-ci allèguent pour ne rien faire que les gens d'église étant déjà convoqués aux Etats de Poitiers, eux-mêmes vont l'être bientôt : cependant on prescrit de faire grande diligence sur les arrérages ⁶⁷.

Les députés aux Etats généraux, Bernerd de Varey et Jaqueme Panoilliat, désignés le 2 novembre, après qu'on eut refusé de faire cause commune avec le plat pays, partirent le 9, garantis par la ville de toute aventure, car les chemins n'étaient pas sûrs, et chargés de demander rémission de la taille présente et future. Les Etats ne furent point tenus, à cause de la guerre civile des princes contre La Trémoille, mais les députés rapportèrent à leur retour, le 13 décembre, des lettres du roi remettant quinze cents livres sur la taille ; les mille livres qui restaient ne furent jamais perçues, le roi les remit à la ville en 1429, en même temps que la taille suivante : les Lyonnais furent donc libres de tous impôts pendant toute une année ⁶⁸.

Les Etats généraux, convoqués une première fois à Tours pour le 18 août 1428, furent prorogés au 10 septembre ; ils se réunirent à Chinon, et parmi les graves questions politiques dont ils eurent à connaître, votèrent un subside

⁶⁷ R. C., 27 janv. 1427, 16 avril, 15, 19, 20, 21 août, 15 oct., II, p. 217, 228, 238, 239, 240, 247. C. C. 304, Lettres de G. Vassal, en vertu des ordres du roi, du 8 août 1427. A. A. 20-6, de Lésignan (Lusignan), le 3 oct. La lettre de convocation des Consuls aux Etats de Poitiers, A. A. 22-35, est datée du même jour. Celle des gens d'église est sans doute déjà arrivée : « attendu qu'il a desja lettres autres en ceste ville, par lesquelles le roy N. S. mande les trois estas à Poitiers »...

⁶⁸ R. C., 2, 9 nov., 13 déc., II, p. 249, 253.

important⁶⁹. Aynard de Villeneuve y avait représenté la ville ; il ne rentra à Lyon que le 30 octobre, en compagnie de Messire Adam de Cambray et de ses consorts, qui venaient requérir une aide de quatre mille six cents livres. Cette fois la commission fut prise à peu près sans protestation : le 12 et le 14 novembre, on offrit quinze cents livres à lever incontinent ; le 16 on accepta d'en lever deux mille, et on les leva. La taille fut assise le 27, Condeyssie se chargea de recevoir trois poyses, qui devaient suffire au premier terme, avec les arrérages ; quant au deuxième terme, on irait en demander au roi la rémission. La taille de Condeyssie fut promptement levée, mais ne fut pas versée dans les caisses royales, elle servit à la ville pour les frais de la guerre d'Anthon⁷⁰. Nos documents deviennent ici moins explicites, nous savons seulement que la chose ne se passa pas sans incidents, et que les consuls allèrent encore en prison⁷¹ ; mais nous avons aussi trouvé, annexée aux pièces comptables, une lettre du roi à Régnier de Bouligny, du 11 août 1429, remettant aux gens de Lyon le fouage des cinq sous et la taille de Chinon, moyennant le versement de huit cents écus d'or, que ledit M^e Régnier exigea tout aussitôt, mais ne reçut que l'année suivante⁷². Si l'on ajoute à cette somme l'aide du couronnement qui fut mise sus à un denier pour livre au mois d'avril 1430 et une autre taille, dite de l'ambassade, un peu plus tard, comme nous savons par une pièce

⁶⁹ R. C., 6 juill. 1428, II, p. 274 A. A. 22-41, du 22 juillet : convocation à Tours pour le 10 sept.

⁷⁰ R. C., 30 août, 1, 3, 14 sept., 31 oct., 9, 12, 14, 16, 17, 27 oct., II, p. 283, 284, 291, 292, 293, 294, 295. Ces deux mille livres ont pu être versées au Sr de Conflans, lieutenant du roi en Champagne, pour la défense de Mouzon, comme l'ordonnait une lettre royale du 6 octobre : V. A. A. 22-55, publiée Beaucourt.

⁷¹ R. C., 1^{er} et 7 mars 1429, II, p. 310, 311 : les consuls « sont et ont esté prisonniers ja longuement à Roanne pour IIII^m VI^e francs deus de l'aide de Chinon ».

⁷² C. C. 305, lettre du roi à Régnier de Bouligny, de la Ferté Milon, le 11 août 1429. Au dos, reçu de Paumier. C. C. 307. Commission de receveur pour G. Charrier, le 31 août 1429. Ordre aux Lyonnais de mettre sus 800 écus d'or, le 21 août. Le tout publié Caillet.

de 1436 que François Loup leva pour le tout, en 1430, la somme de trois mille livres environ, nous aurons l'idée sommaire que l'on peut avoir des charges réelles de la ville en ces deux dernières années⁷³. Il en est de cette période comme de celle du début de la guerre bourguignonne : le roi dérobe les Lyonnais aux poursuites de ses gens de finances, car il a grand besoin d'eux par ailleurs ; il achète à peu de frais la sécurité de toute la région. Que lui importent quelques centaines de livres, si le Pont du Rhône est bien gardé, si les trahisons possibles des seigneurs et des princes sont décelées à temps par l'attention constante et perspicace du Consulat, entravées par l'immuable fidélité de la commune.

⁷³ L'aide du couronnement fut perçue à Lyon, au mois d'avril 1430, et encore en mai, les consuls sont arrêtés à Roanne, v. C. C. 395, n° 8, et R. C., II, p. 317, Ponchon et Gontier ont payé le 7 juin 1431, à Paumier, 350 l. qui lui étaient dues sur l'aide « ordonnée » l'année dernière pour l'entretien de l'armée du Roy N. S. ». C. C. 394, n° 35, in R. C., II, p. 320. Une lettre du bailli de Mâcon du 12 mai 1433, à peu près illisible, laisse voir les mots : « la quote et porcion du coronement et de l'ambassade ». C. C. 289-6. Au même registre existe un fragment de comptes d'arrérages « pour l'ambaxade ».

2. Les grands désastres.

L'automne 1422, après la mort prématurée du roi d'Angleterre, vit celle du pauvre Charles VI. A Saint-Denis puis à Paris, le 21 octobre, fut proclamé en son lieu le jeune Henri VI, fils du conquérant anglais. Charles VII prit le titre de roi seulement le 30, et le 31, annonça aux bonnes villes son avènement par une lettre grave et cependant joyeuse¹.

C'est que le problème, déjà simplifié par le traité de Troyes, devenait dès lors absolument clair : l'humble personne du roi fou qu'ils détenaient, avait jusqu'alors permis aux Bourguignons de créer la fiction d'un seul royaume subsistant, où le Dauphin tenait le rôle d'un rebelle. Aujourd'hui, il y a deux rois, celui de Bourges, qui est de France toute seule, et celui de Paris, qui est aussi de Londres : beaucoup de bonnes gens comprirent, et malgré leurs convictions ou leurs intérêts, penchèrent dès lors en secret pour le roi de Bourges, et n'attendirent plus que l'occasion favorable de se rallier à lui.

Il ne pouvait être question à Lyon de semblable chose : la ville ne pouvait devenir plus française qu'elle n'était déjà. Comme elle avait servi le Régent, elle servit le roi de Bourges ; mais, désormais, puisque le droit n'est plus discutable, et qu'il s'agit seulement, pour chasser l'ennemi, de tenir bon et de durer, il conviendra que la ville soit plus soucieuse de ses propres intérêts, dans l'intérêt même de son prince et du Royaume

A la nouvelle officielle de la mort de Charles VI, les bourgeois de Lyon lui firent en leur église de Saint-Nizier de solennelles funérailles : cinquante torches de trois livres y furent portées, avec des panonceaux aux armes de la

¹ Lettre du 31 octobre; manque aux Archives de Lyon. Beaucourt en parle d'après les archives de Tours: Registre des délibérations, vol. II, f° 11.

ville, que l'on avait fait peindre à cette occasion. Ils voulurent, comme bien l'on pense, ignorer la proclamation d'Henri VI à Paris, et tout de suite le prince Charles, qui de Mehun-sur-Yèvre leur écrivait, devint pour eux le roi-dauphin. Au chevaucheur qui apportait la nouvelle de son avènement, on donna deux écus d'or, qui valaient trente-six livres de blaffards ².

Le titre royal, qui fit grande impression sur beaucoup de Français, rendit à Charles VII l'autorité nécessaire pour tenter de nouveau de procurer la paix à son malheureux royaume. Son premier acte de roi, avant même de convoquer les pays de son obéissance aux Etats d'Issoudun, fut d'approuver et de confirmer les trêves qui existaient de fait entre la duchesse de Bourbon et les Etats bourguignons, et que le Dauphin avait jusqu'alors désavoués; et, tout de suite, il renoua les relations rompues avec le duc de Savoie. L'approbation des trêves garantissait la sécurité de la ville du côté des domaines bourbonnaïis, mais les Lyonnais ne cessèrent de se garder à l'est, où le Savoyard n'était pas sûr, bien qu'il eût engagé tout aussitôt des négociations pacifiques ³.

Tout le mois de décembre, on avait observé à Lyon les allées et venues de gens de toute espèce, se rendant aux conférences que le duc de Savoie avait convoquées à Bourg-en-Bresse pour les premiers jours de janvier 1423. Dès ce moment, il y eut suspension d'armes dans toute la région; l'assemblée s'ouvrit le 6, et fut nombreuse et animée: Amédée VIII tint table ouverte jusqu'au 22. Le 20, il avait proclamé ses décisions: une première trêve jusqu'au

² R. C., 11, 12 nov. 1422, II, p. 23; 27 nov. 1423, II, p. 76, pour le paiement des « penunciaulx » à J. Célarier. Charles VII est appelé le Roy N. S. Daulphin, le 12 novembre.

³ Les trêves ont été approuvées le 5 novembre, la convocation aux Etats est du 8 déc. cf. A. A. 68-15. Des négociations sont aussitôt engagées en vue des conférences de Bourg. Les Etats se tinrent à Bourges, le 16 janv. 1423; Bernert de Varey et J. Gontier y représentèrent la ville (R. C., 10 janvier) et R. d'Albon le clergé (A. C. Saint-J., 15 janvier).

15 février permettrait aux gens d'armes des deux partis d'évacuer entièrement le Mâconnais ; toutes les troupes devraient se retirer sur Châlon et sur Lyon. Puis une deuxième trêve serait conclue pour trois mois ; toutes les places seraient remises au duc de Savoie, conservateur des trêves, qui promit de les rendre plus tard à qui de droit. G. de Vienne, maréchal de Bourgogne, mit pour sa part les trêves à exécution : Mâcon, en particulier, fut livré au duc, qui y installa un gouverneur et reçut le 7 mai le serment des bourgeois ⁴. Séverac reçut du roi Charles l'ordre de se replier ; il le fit de mauvaise grâce, non sur Lyon, comme il avait été dit, mais sur le Charolais et le Nivernais ; s'il n'était pas de mauvaise foi, ses routiers lui obéissaient mal : ils attaquèrent en chemin la place de Marcigny, dont la garnison leur infligea un sanglant échec. Le 24 avril, le roi lui écrivit à nouveau : qu'il ne devait pas recevoir les places qu'à l'expiration des trêves s'était engagé à remettre le duc de Savoie, mais qu'il s'en vînt, et les laissât prendre au bailli de Lyon ⁵.

Les armagnacs avaient mal observé les trêves, elles ne furent pas renouvelées au mois de mai, et le duc de Savoie en demeura plus mal disposé. La ville de Lyon avait quelques semaines goûté la paix, du moins de la part des Bourguignons, car les gens du roi prirent justement ce temps-là pour s'attaquer aux libertés municipales.

La Ville souffrait alors de diverses manières, d'abord par le fait des monnaies ⁶ : placés aux confins de plusieurs contrées, et d'autre part faisant la banque, les commerçants de Lyon usaient de toutes sortes de monnaies ; les foires avaient encore développé le change, et leurs coffres

⁴ Bazin, d'après la relation du Chancelier Rolin, 7^e compte de J. Fraignot, Arch. de la Côte-d'Or, B. 1623. Plancher, IV, 83, donne le texte du traité. On traite à Bourg, sérieusement et à fond, de la paix générale, mais seules les trêves nous intéressent directement.

⁵ Lettres du Roi au Maréchal de Séverac, B. N. Doat, vol. 9, f^o 268-283, du 7 février 1423 et du 24 avril 1423, la dernière pub. Beaucourt.

⁶ V. plus haut, ch. II, § 7, note 41, et R. C., 25 janv. 1423, II, p. 35.

étaient pleins de monnaies de Savoie et de l'Empire, de Florence, de Gênes et de Venise, et de tout ce qui passait en Avignon. Quand se produisit la chute de la monnaie de France, il fut impossible de trafiquer autrement qu'en écus d'or : lorsque le Régent s'avisa, pour remplir son trésor, d'interdire et de poursuivre précisément ce trafic, comme une transgression formelle de ses ordonnances, on peut dire que tout le monde à Lyon était plus ou moins coupable, et que les principaux commerçants, changeurs, drapiers, merciers, épiciers, saulniers, ferratiers, étaient passibles des plus lourdes peines et de la confiscation de leurs biens. Nous avons vu avec quelle méfiance avaient été accueillis les commissaires sur la transgression des monnaies. Le plus important était l'archevêque de Toulouse, Messire Denis du Moulin, fort habile homme et peu scrupuleux, qui avait la réputation d'être sensible aux bons procédés : on obtint de lui qu'il ne s'occuperait que des changeurs, puis quelques semaines passèrent, et l'assiette de l'aide, dont il était aussi chargé, n'avançant pas à son gré, l'archevêque fit semblant d'engager quelques poursuites. Aussitôt on lui offrit de belles étrennes, qu'il dut partager avec le Chancelier Martin Gouge qui se trouvait là. Un peu plus tard, le danger immédiat passé, et pour qu'il ne revint pas, les consuls déclarèrent que si d'aucuns réformateurs venaient contre ceux qui « ont marchandé à escus d'or ou autres monnoyes estranges », on en ferait fait commun, c'est-à-dire qu'ils auraient affaire à la ville de Lyon tout entière, à la *Commune*.

Une autre grande gêne venait aux habitants des procès du Chapitre contre Jehan de Grôlée d'abord, Georges de Saluces ensuite. A plusieurs reprises des menaces d'interdit avaient pesé sur la vie religieuse de la cité ; nous ne savons pas si le « cés » qui avait déjà été mis sur certaines églises aux mois de novembre et décembre 1422, frappa toute la ville : les consuls firent plusieurs démar-

ches, dont une en cour de Rome, pour écarter d'eux cette calamité ⁷.

Les rivalités municipales, qui s'étaient assoupies au temps périlleux, se réveillèrent en ce mois de mars, et prirent une tournure assez violente, aggravées par on ne sait quelle tentative de mainmise des officiers royaux sur l'un des privilèges les plus précieux de la commune. L'année précédente déjà certaines décisions des consuls paraissaient être un réflexe de défense contre quelque autorité étrangère à la ville, qui se serait arrogé le droit de convoquer les maîtres des métiers ; d'autre part, nous avons vu, surtout à propos du onzain, un petit groupe de grands conseiller, à plusieurs reprises, une soumission plus rapide aux volontés des gens du roi. Certains d'entre eux, juristes nourris de droit romain, fonctionnaires du roi et de l'Eglise, auraient vu sans déplaisir se constituer une aristocratie assez étroite, et auraient volontiers cédé quelque chose des libertés communales, pourvu que l'autorité royale leur assurât à demeure la maîtrise de la cité. L'histoire du vieux Jehan le Viste, en 1418, est un épisode de ce mouvement. En dehors des brèves manifestations populaires que nous entrevoyons sans pouvoir les décrire, et dont ce groupe de gens habiles savait absorber les chefs, leur action fut contrariée d'abord par l'opposition tenace de quelques hommes appartenant à la petite bourgeoisie, vieillis au service de la ville, techniciens avertis et dont la compétence était toujours nécessaire, tel ce Niziès Greyzieu à l'avis duquel tant de décisions importantes demeurèrent suspendues, et qui plusieurs fois « n'a pas consentu » ; tels aussi Oydel ou Andry de la Fay dit Nantuas, ou même le discret procureur Rolin de Mâcon. Un

⁷ R. C., 3 déc., II, p. 27 : « un rescript obtenu par la Ville en court de Rome contre messire George de Saluces qui vouloit le cès en ville ». A. C. S^t Pol, 28 mai-4 déc. 1422 : deux septeniers qui sont morts sont *enterrés de nuit*, « *quia cessus tenebatur* ». L'interdit avait déjà été jeté au commencement de l'année, pour l'affaire de la Custodie : le doyen rentrant de Rome rapportait : l'absolution (*amotionem cessus*.) V. A. C. S. J. 16 juil. 1422.

autre obstacle était constitué par les anciens des grandes familles, Pompierre, Chaponnay, Jehan du Nyèvre et Pierre de Cuyssel « les grans », Humbert de Varey le prévôt, attachés de toutes leurs forces à la tradition, et qui se souvenaient des belles années du siècle passé, et des terribles combats qu'avaient livrés leurs pères au siècle avant-dernier. Enfin les jalousies entre ces hommes étaient très âpres et leur interdisaient l'action commune. C'est ainsi que l'autorité du bailli royal s'arrêtait encore en 1423 à des limites précises, que nul n'osait franchir ; les aventures du lieutenant Jérôme Balard avaient encore élevé les barrières. En ce temps-là pourtant, où le fréquent séjour de divers membres du Conseil royal avait fait sentir de plus près aux Lyonnais le poids de l'autorité centrale, le bailli Imbert de Grôleé était devenu par ses propres mérites un grand personnage, et maintes fois la confiance de la ville lui avait ouvert les portes jusque-là jalousement gardées ; les lenteurs et les roueries du consulat en matière de tailles devaient irriter son esprit et provoquer de sa part des réactions assez amples. D'autre part, s'il lui plaisait d'empiéter sur les privilèges, son lieutenant Paterin, juriste et Lyonnais de fraîche date, mais bon Lyonnais quand même, pouvait du moins servir de frein, mais ni Gillet de Saint-Priest, ni surtout plus tard Imbaut de Bleterens n'étaient d'humeur à contrarier son action, et cette action se trouvait renforcée de celle de Jehan Caille, presque aussi grand que lui, et plus que lui sujet aux haines de clocher.

Donc, à la fin de février 1423, les plus jeunes d'entre les grands, le courrier J. de Varey, les deux Villeneuve, d'autres encore, engagèrent contre les consuls de l'année une offensive vigoureuse, et derrière eux on put entrevoir l'ombre du puissant sénéchal : la chose se fit à propos du premier terme de l'aide de Bourges, pour lequel les conseillers avaient mis sus un denier et poyse ; J. de Varey trouva l'imposition excessive, et le dit à haute voix dans l'assemblée ; P. du Nyèvre répondit en justifiant la déci-

sion du conseil par les besoins de la ville et la grande somme d'arrérages que l'on ne pouvait recouvrer ; le courrier maintint son avis, et, geste démagogique par excellence et toujours applaudi, offrit de payer aussitôt sa part de l'impôt si on le réduisait à un denier pour livre. Les conseillers attendirent cinq ou six jours, puis, réunissant quelques anciens, parmi lesquels Messire Jehan le Viste et Léonard Caille, adversaires des proposants, ils leur découvrirent l'intervention du bailli, auquel s'étaient plaints de l'impôt J. de Varey et ceux de Villeneuve, « le voulant faire repareiller et faire mettre autres receveurs et auditeurs de comptes et faiseurs de papiers par ledit Mons. le baillif, contre les privilèges et coutumes anciennes du consulat de ladite ville ». Ils rappelèrent que seuls devaient s'en occuper les conseillers et maîtres des métiers, « sans ce que aucun justicier ou officier ait aucunement acoustumé, de soy en entremettre ». Le problème ainsi posé, les ennemis du consulat ne pouvaient plus trouver de majorité parmi les citoyens, aussi se bornèrent-ils, le lendemain 2 mars, à quelques propositions concrètes présentées par Aymé du Nyèvre, ne réclamant plus pour eux qu'un contrôle sur les opérations, en compagnie de quelques personnalités neutres et sympathiques aux moyens bourgeois, comme Bernerd et Barthelémy de Varey. Les conseillers accueillirent ces projets en les amendant et en écartant du contrôle leurs adversaires directs, pour le commettre aux hommes mêmes de juste milieu dont ceux-ci avaient prétendu se couvrir.

L'effervescence calmée, succèdent toute une série de précautions : le 9 février on confie les clefs des arches à deux des consuls, pour qu'ils puissent donner aux amodureurs les papiers des tailles, « pourveu que lesdits amodureurs ne les getteront point hors de Saint-Jaqueme ». Le 11, c'est la précaution suprême de faire les nouveaux papiers du vaillant « à la moitié des vaillans des habitans de la ville », dont seule nous intéresse ici la raison qu'ils en donnent : « affin que se aucuns officiers vouloient de force

prendre lesdits papiers, qu'ilz ne puissent vrayment savoir les vaillans de la ville ». Le 16 enfin, Messire J. Paterin ayant demandé communication des registres, « on ne les lui baillera point », mais on le priera d'attendre jusqu'au retour du bailli qui est devers le roi⁸.

Chose assez curieuse, tandis que la commune défendait aussitôt âprement ses franchises contre les empiètements des gens du roi, le Chapitre lui aussi avait à se plaindre de semblables violations de ses droits : nous l'avons vu ne faire qu'une opposition de forme à l'occupation de ses forteresses par La Fayette, qui était un acte de guerre et se justifiait par l'imminent péril ; cette fois, c'était le grand maître des eaux et forêts, Messire Jacques de Montmort, qui avait fait prendre et juger à Sainte-Colombe des hommes de l'Eglise de Lyon, pour délit de chasse commis sur les terres de la baronnie⁹.

Vers le même temps, la commune eut aussi à repousser une nouvelle gabelle que les gens du roi voulaient lui imposer au détriment de son commerce et au mépris de ses privilèges. Le piège était habilement tendu : le plus clair des revenus de cette gabelle devait être attribué à la ville pour la fortification ; bien que tentés par cette aubaine, en un temps où ils en avaient grand besoin, les bourgeois résistèrent par principe, et, forcés tout d'abord d'accepter le dangereux présent, finirent par avoir gain de cause. Il s'agit d'un impôt de trois deniers outre la rève et le cartulaire, dont les consuls ont connaissance le 30 mars, et dont on décide de faire fait commun. On a envoyé demander l'abolition, et l'on a reçu réponse : la moitié des trois deniers doit revenir à la ville, et c'est Pompierre qui en sera commissaire pour toute la sénéchaussée¹⁰. Plusieurs opinions se font jour aussitôt : que l'on ne prenne aucune

⁸ R. C., 25 fév., 1. 2, 9, 11, 16 mars 1423, II, p. 39, 40, 41, 42, 43. Les papiers refaits en 1423 ont été perdus, il en subsiste quelques folios conservés aux Archives municipales sous la cote C. C. 13.

⁹ A. C. S. J., 23 mai, le procès dura plusieurs années, le chapitre fut soutenu par les autres églises et même par la ville.

¹⁰ R. C., 30-31 mars, 23, 24, 30 juin. II, p. 44, 45, 55, 56.

part de l'impôt, dit J. de Varey, qu'on ne laisse commettre, et qu'on n'accepte point d'accommodements ; Etienne de Villeneuve et J. du Nyèvre veulent qu'on prenne des trois deniers pour livre ce qu'on en pourra avoir ; Mandront et Andry Chevrier, — les chefs de la défense —, pensent qu'il vaudrait mieux en prendre partie que de n'en rien avoir, et tâcher d'obtenir la moitié de ce que paiera toute la sénéchaussée ; enfin quelques autres laisseraient aller, pourvu que ceux de la ville en fussent francs. Le plus grand nombre approuve d'abord la première proposition, puis on cède à la tentation, « excepté Bernerd de Varey et six autres, qui ont dit que *pour l'honneur de la ville*, l'on ne prenne aucune portion dudit aide, mès en attendre et accomplir la voulenté du roy ». On nomma donc deux receveurs, P. de la Fay et Guienon Michelet ; mais le 1^{er} octobre suivant, les opposants invoquèrent le mécontentement du peuple, et le 2, Mermet et Mirailler, gens de métiers modestes, vinrent protester de leur bon vouloir en toutes choses, « pourveu que les gabelles ne soient point mises en aucune manière ». Pendant quatre ans on ne cessera, tout en usant des ressources qu'elles donnent, d'en procurer l'abolition par tous les moyens ¹¹.

L'honneur de la ville, a dit Bernerd de Varey, fier de sa bourgeoisie, et qui, malgré ses grandes richesses et la belle seigneurie que lui a laissée son père, se glorifia toute sa vie d'être drapier. Malheureusement pour la Commune, peu de ses grands citoyens sont ainsi disposés : tous cherchent la noblesse, et petit à petit sortent de la cité et l'abandonnent aux mains des parvenus que la royauté plus forte n'aura pas de peine à domestiquer. Dans l'ensemble, et pour toutes choses graves, la Commune de Lyon a été aussi obéissante et plus fidèle qu'aucune ville de bourgeoisie royale : ils est beau qu'en ces temps obscurs elle l'ait été

¹¹ R. C., 2, 9, 11 juil., 2, 5, 7 12 août, 8 sept., 1^{er} et 2 oct., II, p. 57, 58, 50, 60, 65 ; le 8 sept. : « on prendra la moytié de l'argent desdits III deniers, et puis on demandera abolir les d. III deniers ».

volontairement, sans perdre conscience de ses droits et de son honneur.

Les conflits locaux avec les officiers du roi eurent dans les premiers mois de l'année 1423 de singulières conséquences. Des événements se sont-ils passés que nous ne parvenons pas à connaître ? Qu'est-ce au juste que « ces assemblées et mauvaises sextes que l'on a dit le temps passé qui estoient à Lyon ? » et dont fait mention le registre consulaire du mois de novembre suivant ? S'agit-il bien seulement de racontars et de calomnies ¹² ? Quoi qu'il en soit, une accusation de trahison fut portée contre la ville, et le bailli semble ne pas y avoir été étranger. L'époque est pleine de trahisures, les partisans servent qui les paie, et pour leurs querelles privées compromettent souvent les affaires de leur parti ; dans toute la France anglaise, les complots se multiplient : à Paris ni à Rouen, ni dans mainte autre ville, ne chôment juges et bourreaux ; en Bourgogne même... Il ne peut s'agir à Lyon d'une conspiration en faveur des Anglais ni même des Bourguignons, mais une intrigue savoyarde est toujours possible. Le dernier rempart de la ville et du pays contre l'ambition d'Amédée VIII vient de tomber : gravement malade depuis des années, mourant depuis des semaines, s'est éteint au commencement du mois de mai le vieux Seigneur Humbert de Villars ¹³. Son petit-fils Philippe de Lévis est un des fidèles du roi-dauphin, mais ses forces sont médiocres et ses droits plus que douteux. Depuis 1402, la vieille seigneurie, amie intime de la ville et non moins intime ennemie de l'Eglise de Lyon, noble entre toutes et qui ne relevait que de Dieu et peut-être de l'empereur, est entrée dans la mouvance de son puissant voisin, et si nul ne

¹² R. C., 23 nov., II, p. 74 : aler veoir, interroguer et questioner Jehannin Leroy, prisonnier en la court de Mons. de Lion, pour ung murtre qu'il a fait, afin de savoir à lui s'il scet riens des assemblées et autres mauvaises *sextes* que l'en a dit, le temps passé, qui estoient à Lion ».

¹³ A. C. S^t J., 15 mai, le chapitre célèbre ce jour la sépulture solennelle du S^r de Villars.

connaît où s'arrêtent les droits du Savoyard, tout le monde à Lyon sait jusqu'où vont ses pensées. Le duc réclame jusqu'aux parcelles de la terre de Villars, comme Trévoux et Le Châtelard, qui ont été jadis aliénées au duc de Bourbon, et conteste les droits de l'archevêque et des chapitres sur leurs châteaux d'outre Saône ¹⁴. La personne du Seigneur Humbert, tant qu'il dura, protégeait tout le monde ; depuis sa mort, il y a hostilités virtuelles entre le duc de Savoie et le vaillant cadet de Gascogne qui guerroyait en Vivarais : entre les deux il y a le pont et la ville de Lyon, eux-mêmes depuis longtemps convoités.

Pendant les conférences de Bourg, P. du Nyèvre fut envoyé dans cette ville au Chancelier de France, pour suivre les négociations et renseigner la ville, mais aussi « pour trouver manière d'avoir par le moyen de Mons. de Savoye et des gens de son pays rémission de la transgression des monnoyes et licence pour l'avenir » ; et enfin pour demander à ce haut personnage « s'il voulait riens commander à la ville de Lyon ». Cette dernière mission, assez énigmatique, est suivie au registre de ces mots en latin : « vacat in mandamento causa secreti » ¹⁵. La ville est donc de nouveau en très bons rapports avec les gens de Savoie, et certaines affaires se traitent secrètement : peut-être n'y a-t-il aucune relation entre ces deux faits, rien n'empêche les hommes de mauvaise volonté de les rapprocher et d'en tirer toutes les conclusions qu'ils désirent. Le bailli fit en mars un voyage à Bourges, dans le même temps les officiers royaux furent malmenés, au moins en paroles, par les bonnes gens de Lyon ¹⁶. Le 24 mai, en pleine discussion de l'aide de Bourges, au moment où l'on rompt les

¹⁴ Du moins réclame-t-il la suzeraineté et l'hommage, tous ces biens étant fiefs liges de la tour de Villars.

¹⁵ R. C., 10 mars, II p. 43.

¹⁶ R. C., 16 mars, II, p. 44 : on fera attendre M^{re} Paterin « jusques après la venue de Mons. le baillif qui est vers le Roy ». Le bailli est mis en cause à propos des papiers du Vaillant : v. plus haut, p. 176, 177. D'autre part Cadart passe le 18 mars, on propose de lui offrir 6 torches et 6 boîtes d'épices, mais « non fuit servitus ». V. R. C. 18 mars, p. 44.

arrêts donnés par Bel Oyzel, tout s'arrête, et les assemblées ne s'occupent plus que d'une seule chose : « L'on dira à Mons. le bailli que les parolles qu'il a dites *de la vendition de la ville* déplaît au peuple, et s'en vuellent faire nés envers le roy et autres ». On le prie de faire diligence et de « pugnir les coupables », puis, tandis qu'on se met en garde à grand émoi, en vue de la guerre toute proche, le 28, « on yra à Mons. le bailli pour les parolles de quoy il a chargié la ville touchans la machination ». Les soins de la défense absorbent toute l'activité des bourgeois pendant quelques jours, mais le 15 juin : « Que l'on escripve au roy qu'il lui pleise mander à Mons. le bailli qu'il nomme celui qui a dit que *sept de la ville de Lyon l'ont vendue* ». Enfin le 2 août, il est encore dit : « De l'enjuire dicte par Mons. le baillif à P. Chevrier, P. du Nyèvre et G. Testu, l'on manderat plus de gens avant que l'on le die à Mons. le baillif ». Et c'est tout : de l'assemblée qui devait se tenir à la suite de ce renvoi, aucune mention n'est faite nulle part ; aucune lettre royale ne subsiste aux archives ; nous ne saurons plus rien, que la mention du 23 novembre au sujet des mauvaises assemblées¹⁷.

¹⁷ R. C., 24, 28 mai, 15 juin, 2 août, II, p. 50, 51, 52, 58. — N'étaient les dates qui diffèrent d'une année, — il faudrait rapprocher cette affaire de celle d'Odette de Champdivers rapportée par Vallet de Viriville... Celui-ci a pris sa documentation dans Besse et dans La Barre, et suit l'opuscule de Lavirotte, — Mémoire sur Odette de Champdivers. Académie de Dijon, 1854 — qui interprète surtout les pièces du procès d'Et. Charlot. Odette, « la petite reine », qui avait été la maîtresse de Charles VI, vivait en 1423 à Saint-Jean-de-Losne, des libéralités de Philippe le Bon. En avril 1424, étant à Dijon, elle voit Frère Etienne Charlot, cordelier, du couvent de Beuvray-lès-Autun, agent de Charles VII. Elle l'invite à informer Madame de Bourbon : « qu'il y avoit plusieurs notables de la ville de Lyon qui avoient vendu ceste ville au comte de Salisbury, où sitost leur entrée, les Anglois devoient massacrer tous les habitans qui tenoient le parti du Dauphin ». Le Cordelier se rend à Chantelle, de là à Bourges où il voit la duchesse et le roi. Puis il revient à son couvent, où il est arrêté ; on l'emprisonne à Autun, on l'interroge le 10 avril et les jours suivans. Odette et sa fille sont aussi interrogées par le chancelier : la petite reine s'excuse, elle devait beaucoup au duc de Bourgogne, mais ne voulait point perdre son âme... elle ajoute que le lieutenant du bailli de Châlon lui avait appris cette nouvelle : Salisbury devait venir à Châlon, « auquel lieu les plus considérables de Lyon devaient le venir trouver pour aviser aux moyens de livrer la ville... ». Pressée de

Ayant reçu à ce moment (5 août) une convocation aux Etats généraux de Selles, les consuls n'y envoyèrent qu'un messager à cheval et une lettre missoire narrant la brièveté du temps, les périls des chemins, et s'excusant de n'y pas commettre aussi notablement que le roi l'avait mandé. Mais comme, également en ces jours, était né au roi Charles un enfant qui fut le dauphin et le roi Louis XI, la ville menacée de tous côtés par la guerre ne put célébrer fêtes ni réjouissances, mais elle donna au cheveu-queur quatre écus d'or de ses misérables ressources¹⁸.

Voilà comme une réponse aux soupçons qui précèdent : il est possible que sept de la ville de Lyon l'aient vendue, mais la ville elle-même ne s'est pas laissé vendre. Une autre réponse fut faite directement par les Lyonnais au moment même de l'accusation : « **Premièrement, disent les instructions données le 8 mai à Aymé du Nyèvre et G. Panoilliat envoyés au roi par la ville, que les conseillers et habitans de ladite ville de Lion ont este, sont et seront au plaisir de Dieu vrays et loyaulx obéissans au Roy Nostredit Seigneur et à ses prédécesseurs sans aulcun deffault, et tellement qu'il semble à iceulx conseillers et habitans que de leur loyaulté et entière obéissance doit estre partout publique et perpétuelle mémoire, et qu'ils sont cause de la rétention de la plus grant partie du pays obéissant audit Seigneur, car s'ilz eussent failli à faire leur loyal devoir comme ont des aultres des plus grosses villes**

questions elle ajoute que c'étaient l'archevêque et son frère qui voulaient livrer la ville aux Anglais. L'interrogatoire de Fr. Etienne est daté sans contestation, du 10 avril 1424, nouveau style. V. de V. place la première entrevue en avril 1424. Il entasse donc en moins de 10 jours une quantité de voyages et d'événements. Tous les événements qui précèdent doivent être datés de 1423, comme il ressort des registres consulaires de Lyon. L'expédition de Salisbury est bien de mars 1424, mais il y a eu l'année précédente celle du duc de Suffolk, qui a pu donner lieu à la méprise. L'accusation portée par Odette, qui est folle, ou qui ment, contre Amé de Talaru, est invraisemblable, mais elle explique la discrétion gardée par les gens du roi.

¹⁸ R. C., 9 juil., 5 août, II, p. 58, 59. A. A., 22, 34, convocation à l'assemblée de Selles, du 24 juil. pour le 12 août.

de ce royaume, Dieu scet en quel party feust le fait et seignourie dudit seigneur, et n'ont mie honte iceulx conseilliers de souventes fois ramentevoir à leur souverain Seigneur leur dicte loyaulté adfin qu'il les ait toujours de bien en mieulx pour espécialement recommandés »¹⁹.



La seconde moitié de l'année 1423 est toute en guerre et en alarmes. Cela commence dès le moi de mai, à la fin des trêves de Savoie : le 24, les clefs des quatre grandes portes sont confiées à des notables et les issues du « forsbourg » sont murées ; le 28, grande revue de tous les harinois ; les jours suivant sont pleins de choses militaires ; le 7 juin, on commet pour un mois à P. du Nyèvre et Enemond Gondin le soin de la défense. Le 17, on envoie un homme « sentir des nouvelles au plus près qu'il pourra de Châlon ». Celui-ci peut rapporter deux nouvelles au moins : la place de Cravant-sur-Yonne a été livrée le 24 mai aux gens du roi Charles par son capitaine bourguignon, et le 26, a été donnée solennellement au duc de Bourgogne, de la part d'Henry VI, l'investiture des ville et comté de Mâcon. D'autre part on apprend que la défense du pays n'est pas confiée à Imbert de Grôlée, comme on l'aurait pu croire, mais que le roi a nommé lieutenant général en ses provinces de par deçà l'amiral de France, Loys de Culant, que l'on reçoit, le 30, avec un présent de six torches et de six boîtes d'épices, pour se recommander « ou regart de lui et de ses gens d'armes » ; car ce Seigneur, comme jadis Sévérac, passe pour un grand pillard et grand ami des routiers, et sa compagnie est assez mal famée. En fait on ne vit guère l'amiral combattre en Mâ-

¹⁹ A. A., 160, pub. Caillet.

connais, la charge effective de la guerre et le commandement réel demeurèrent au Sénéchal de Lyon²⁰.

L'affaire de Cravant avait pris tout d'un coup une grande importance. Pour recouvrer la place, Anglais et Bourguignons s'étaient précipités ; partis d'Auxerre « en grant fraternité et union », avec des contingents savoyards sous Viry et Salenove, ils avaient rencontré les bandes écossaïses et castillanes au service du roi de France et beaucoup de chevaliers dont quelques dauphinois conduits par le gouverneur du Dauphiné, Seigneur de Joyeuse. Le 31 juillet eut lieu grande bataille, la déroute des Français fut complète : les routiers, dit Berry, s'esquivèrent, et laissèrent les vaillants mourir ; le Seigneur de Joyeuse fut pris avec beaucoup d'autres. Le roi annonça la défaite aux bourgeois de Lyon par une lettre du 2 août : il cherche à en atténuer la gravité par de singuliers arguments : il a péri peu de noblesse, dit-il, mais « escoz, espaignaulx et autres », et il ajoute : ne vous laissez point « esbahir », car nous avons pourvu au fait de passages plus dange-reux²¹.

Les conséquences de la défaite de Cravant furent graves pour notre région : encore une fois la ville de Lyon se replia sur elle-même ; elle refusa d'abord à l'amiral le blé qu'il lui demandait pour « fornir les places du Masconnois », puis les consuls mirent sus une taille communale de trois poyses pour les frais de la défense et l'achèvement des travaux entrepris, et confièrent tous pouvoirs utiles à quatre commis : Claude de Pompierre, Andry Chevrier, Bernerd de Varey, Etienne de Villeneuve, en les priant de s'entendre avec l'Eglise et de prendre avec eux un ou deux des Seigneurs de Saint-Jehan. Aynard de Chaponnay reçut le commandement de tout le front nord-ouest, vers Saint-Just et Fourvière, et Mandront dut « cuchier et gésir sur les tours ». Les ecclésiastiques furent sollicités de

²⁰ R. C., 24, 28 mai, 4, 7, 17, 30 juin, II, p. 50, 51, 52, 53, 56.

²¹ A. A., 68, 10, p. Beaucourt, III, p. 493.

prendre part à la défense : eux-mêmes s'étaient émus, et c'est par eux que nous savons que la guerre était venue de ce côté de Belleville²².

Aussitôt après Cravant, le nouveau maréchal de Bourgogne, Jehan de Toulangeon, s'était porté vers le sud-est, en intention de nettoyer le Mâconnais des Armagnacs. Il tint quelques jours la campagne, puis s'attaqua aux places et châteaux ; il prit d'abord Uchizy, et vint devant La Bussière, sur la Grosne, entre Mâcon et Cluny. Le capitaine de La Bussière, ne pouvant tenir, et chacun voulant éviter l'assaut de vive force, obtint un délai de onze jours et promit de rendre la place s'il n'était secouru avant ce terme. A l'expiration du délai, le 27 août, les portes s'ouvrirent et le maréchal les franchit avec quelques soldats seulement pour prendre possession. Il se trouvait dans la baille, entre le châtelet d'entrée et le donjon, quand arrivèrent les premiers cavaliers du bailli de Lyon. Imbert de Grôle, averti tardivement, avait fait diligence : avec les cinq cents lances du Borne Caqueran et mille fantassins lombards de Théode de Valpergue, il marcha sur La Bussière, et bousculant les Bourguignons surpris par sa venue, il prit leur chef et les dispersa. Le coup de main de La Bussière fit sa fortune ; J. de Toulangeon fut amené à Lyon et gardé assez étroitement au palais de Roanne jusqu'à ce qu'il eût donné rançon ; la rançon fut fixée à quatorze mille écus, que paya pour moitié le duc de Bourgogne. Le roi Charles échangea au bailli son prisonnier contre la terre et baronnie de Châteauvillain en Dauphiné, qui valait bien le double : il récompensait ainsi, tout autant que le fait de guerre, la vigilance et la fidélité de ce bon serviteur. Les Registres consulaires ne font aucune mention de la prise du maréchal de Bourgogne : les consuls n'étaient pas alors en très bons termes avec leur bailli, et nous savons qu'il

²² R. C., 2 août, 13, 16, 20, 22 sept., II. p. 58, 61, 62, 63. A. C. S^t J., 13 août : « Pour le péril présent, attendu que depuis trois jours la guerre est venue de ce côté de Belleville ».

leur déplaisait fort qu'on retirât dans leur ville des prisonniers de guerre²³.

Le succès de La Bussière n'eut pas de lendemain : le Conseil de Bourgogne réuni à Châlon par le Chancelier Rolin, fit avancer en Charolais la compagnie de Périnet Grasset ; Antoine de Toulangeon vint à Mâcon, s'assura des bonnes dispositions des habitants, donna des ordres à l'abbé de Cluny, et fit face aux ennemis en attendant les Anglais. Ceux-ci arrivèrent bientôt : les documents bourguignons nous montrent le comte de Suffolk au travail, reprenant Vinzelles, Germales et plusieurs autres châteaux qu'il incendia ou démolit, et se livrant à une véritable chasse aux Armagnacs ; toutefois, il ne put reprendre La Bussière ni surtout la Roche de Solutré, dont la garnison, ensauvagée par son isolement même, demeura une menace permanente au cœur du pays²⁴.

Aux premiers jours d'octobre, les Lyonnais eurent probablement connaissance d'un autre succès remporté sur les Anglais par le comte d'Aumale, à la Gravelle, dans la province du Maine, comme le fait penser la copie du compte rendu au roi par le vainqueur qui se trouve dans leurs archives²⁵.

Mais il se passait dans leur voisinage des choses beaucoup plus importantes : les bourgeois de Lyon ne pouvaient ignorer que la nouvelle de la bataille de Cravant, annoncée à la cour de Savoie, y avait été joyeusement accueillie, et que le duc Amédée avait envoyé au duc de Bourgogne ses félicitations ; leurs alarmes furent au comble quand ils apprirent que le duc de Savoie s'en allait à

²³ Sur le fait d'armes de la Bussière, v. avec les chroniqueurs français, qui l'ont tous rapporté plus ou moins inexactement, les récits bourguignons : dans Bazin, et surtout, Coll^{en} de Bourgogne, 57, 262 et les registres secrétaires de Mâcon, où se trouve une chanson sur la bataille. Toulangeon aurait été traité durement : il recouvra sa liberté en juillet 1425. Le duc de Bourgogne lui écrivait : « pour un tel serviteur, ne voudrions en rien faillir », v. Plancher, IV, 78.

²⁴ Ici encore, les documents — à peu près tous bourguignons — sont réunis par Bazin.

²⁵ A. A., 25, 8.

Châlon rendre à son voisin et allié sa visite de l'année précédente²⁶. Au temps même de cette visite, un marchand de Genève nommé Jehan de Laon, qui était venu à Lyon acheter de la marchandise pour Mons. de Savoie, fut suivi à la sortie de la ville par quatre gentilshommes de grand chemin qui l'attaquèrent et le dévalisèrent, et, sous prétexte qu'il était des ennemis du roi, voulurent l'emmener en Dauphiné. Imprudents, les pillards traversèrent à leur retour la ville de Lyon, où ils furent arrêtés à leur tour, et l'un d'eux mis en prison, à la disposition du bailli, par les gens de la ville. Quant à J. de Laon, les conseillers, en lui rendant ses bagages, le supplièrent de ne point en blâmer ni diffamer la ville, et, considérant cette prise comme une injure à elle faite, se joignirent à lui et firent partie à l'encontre desdits gentilshommes, aux dépens communs. Ce n'était certes pas le moment de tolérer de pareils incidents²⁷ !

Rien d'ailleurs ne transpira de ce qui put être conclu ou projeté à Châlon, au milieu des fêtes qui durèrent du 20 novembre au 7 décembre 1423 : était-ce l'alliance étroite des deux princes en vue d'une action commune, qui eût été pour la ville de Lyon la plus dangereuse des menaces, d'autant que Périnet Grasset, ayant repris en décembre La Charité, pouvait leur couper la route vers la France centrale ? Il fallait attendre le printemps pour s'en rendre compte, et les Lyonnais passèrent un hiver attentif à tous bruits, au guet de la frémissante année 1424.

Février, assez doux et pluvieux, permit la reprise rapide des hostilités. Dans le nord de la France, les capitaines du roi remportèrent quelques succès, et leurs coureurs vinrent jusqu'à Paris : « Les Arminalx sont hardiz et entreprenans... », dit le Bourgeois de Paris. Aussi le parti de la

²⁶ Plancher, IV, 76 et Bazin : le duc de Savoie partit de Chambéry le 7 déc. et séjourna à Châlon du 20 nov. au 7 déc.

²⁷ Le chef des brigands n'est autre que le Sr des Marches, Ant. de Cordon, sujet savoyard. C'est donc à Mons. de Savoie que J. de Laon fera sa plainte, d'accord avec les bourgeois de Lyon.

paix de Bourgogne, que constituaient auprès du roi la reine Yolande et les Bourbons, avec le Chancelier Martin Gouge et l'archevêque de Reims, dut-il rendre du terrain. Les vrais Armagnacs et leurs alliés : Frotier, Louvet, Cadart, le prévôt de Paris Tanguy du Châtel, renforcés de l'amiral et du maréchal de Sévérac dont les routiers demandaient embauche, poussèrent alors le roi à prendre l'offensive par la diplomatie en même temps que par les armes. Et d'abord, loin de chercher à ramener le duc de Savoie à son office de médiateur, ils montrèrent l'intention de l'isoler, et, sinon de l'attaquer directement, du moins de lui susciter des adversaires : une ambassade confiée à l'abbé de Saint-Antoine de Viennois s'en fut en Italie le 26 février, et conclut des alliances avec le duc de Milan et les autres rivaux de la maison de Savoie ; du même coup ils enrôlèrent des mercenaires pour renforcer les bandes lombardes déjà installées dans la guerre de France. Peu après Jacques Gelu partait pour Rome à grand bruit, portant au Pape Martin V l'adhésion du roi : les favoris de Charles VII abandonnaient pour le moment la politique gallicane, afin de détacher le Pape du parti bourguignon.

Toute action contre le duc de Savoie contrarie les intérêts privés de la ville de Lyon, et, au sens des Lyonnais, va contre les intérêts du roi et du royaume. La ville n'a aucun moyen de s'y opposer, mais elle se garde de plus en plus activement. Quant au changement de position en matière ecclésiastique, il choque tout le monde à Lyon : on sait que l'archevêque Amé de Talaru, secondé de son Chapitre et de l'archevêque d'Arles, Louis Aleman, jadis chanoine de Saint-Jehan, est alors et va rester l'adversaire le plus rude et le plus fougueux de la politique et de la doctrine pontificale dans les deux Conciles. Naguère, le légat Albergati ayant voulu proclamer à Lyon une bulle ultramontaine, il s'y est opposé avec force, suivi de son clergé et du peuple tout entier, qui entendait alors la grande voix de Gerson. Le Chapitre de Saint-Jehan et les autres églises de la ville sont engagés dans de grands procès et se sont

ruinés en cour de Rome, pour avoir refusé d'accueillir les personnages que le Pape leur envoyait munis de lettres apostoliques, et plusieurs fois pour ce fait le « cès » avait été mis dans la ville. Jusqu'alors soutenus, ou tout au moins encouragés par le roi dans les limites de sa puissance, l'accord projeté les irrite et réconcilie pour la résistance l'Eglise et les bourgeois, que déjà rapprochait une fiscalité non excessive mais maladroite, au point que le député du Chapitre aux Etats de Selles a reçu le mandat d'y « consentir à ce que fera la ville »²⁸.

Ainsi pourrait s'expliquer, en l'absence de tout autre document, « l'effroy qui fut faite au Chapel roge à la personne de Messeigneurs les Chancellier et prévôt de Paris », aux premiers jours d'avril²⁹.

La convocation aux Etats de Selles, arrivée le 14 février, rappelant que la ville n'a pas envoyé à la précédente journée de députés qualifiés, et exigeant cette fois deux ou trois des plus notables, est d'un ton agressif : « En cas que fault y aroit, il les feroit punir tellement... ». Les bourgeois n'y sont pas accoutumés, et le notent dans leur registre. Aussi la désignation des députés ne se fit-elle pas facilement : à la fin de décembre 1423, Aymé du Nyèvre devait partir avec Oydel pour demander quelque remise de taille, et n'était point parti ; il resta désigné, et comme il fallait un autre notable, à la place d'Oydel on élut le populaire Bernard de Varey ; le Procureur devait les accompagner, mais il se déroba. Elus, on ne se pressait pas de les mettre en route, malgré les protestations de quelques citoyens qui

²⁸ A. C. S^t J., 3 mars 1424 : Ils ont donné mandat au S^r Jehan d'Amanzé de les représenter à Selles et *de consentir ce que fera la ville de Lyon*. Amanzé, en outre, fera le fief au roi. Le 11 février, le roi leur ayant fait demander une dîme pour envoyer une ambassade au Pape, « pour le bien de l'Eglise », les chanoines ont refusé, et se sont mis à l'abri derrière l'archevêque.

²⁹ R. C. 7 avril, II, p. 95 : La coïncidence est assez frappante entre la divulgation de la lettre de J. Caille contre les envoyés de la ville, — contre la ville, — le 6 avril, et le mauvais accueil fait au *chancelier*, l'un des destinataires de la lettre, pour qu'on établisse une liaison entre les deux faits. Aussitôt l'imprudence faite, les consuls pensent à envoyer J. le Viste pour excuser la ville : le projet ne fut pas exécuté.

craignaient le mal que ce retard pouvait faire à la ville, et ils ne quittèrent Lyon que le 25 février. De retour le 4 avril, sans avoir obtenu la grâce qu'ils étaient allés chercher, ils rapportèrent à Lyon que le roi et son Conseil étaient mal contents de la commune : certains des familiers du roi les avaient pourtant bien reçus, tel ce M^e Jehan Girart à qui l'on fit cadeau de six écus pour l'en remercier³⁰ ; ainsi l'on apprit bientôt qu'une lettre de J. Caille les avait précédés, et l'on eut connaissance de la lettre.

Jehan Caille avait été longtemps l'homme de la ville de Lyon, et son frère Léonard était l'un des premiers parmi les citoyens. On l'a vu en 1418 prendre en mains les intérêts de la ville en de graves circonstances, et maintes fois dès lors on avait eu recours à lui ; dans ses fonctions d'élu, qu'il exerçait depuis plusieurs années, les services rendus, « le plaisir qu'il avait fait au commun », avaient égalé sans peine les désagréments dont il avait pu être la cause. Quand il eut été une fois, puis une autre encore commissaire de la taille, et qu'il eut en cette qualité et en celle de receveur général exercé plusieurs fois des contraintes, on se prit à l'envier, puis à le détester. Il avait d'abord aidé à la fortune de son frère, maintenant Léonard le couvrait.

Or, ce mois de février, il avait écrit en secret au Chancelier et au Président Louvet « à l'encontre d'Aymé du Nyèvre et Bernerd de Varey qui alloyent au mandement de Selles, en les blasmant et accusant et les recommandans à eulx ». La ville décida de le poursuivre et de le faire punir par le bailli. Les passions sont très excitées, puisque la commune refuse le 14 avril à Imbert de Grôle qui le lui demandait, ne se souciant pas d'arbitrer seul cette épineuse affaire, de la soumettre au maréchal de La Fayette et au comte dauphin d'Auvergne, Béraud, nouveau gouverneur du Dauphiné, tous deux de passage à Lyon. Dès ce jour, les bourgeois demandent « exemption dudit Caille,

³⁰ A. A., 68, 11, du 6 février, pour le 10 mars. R. C., 14, 19, 24, 25 fév., 4 avril, II, p. 87, 88, 89, 94.

attendu la suspicion qui est contre lui » ; le 15 mai on le démet de tous privilèges et honneurs communs de ville, et l'on « pourchasse qu'il n'ait recette » ni en la ville ni au dehors, malgré toutes lettres qu'il pourrait avoir du roi, et qu'il soit puni du mal qu'il a fait en écrivant ces lettres. Le fonctionnaire trop zélé, ambitieux aussi, dévoué comme il sied à l'entourage actuel de son maître, s'écarte de plus en plus de la ville qui n'est qu'au roi et où l'équipe des vieux Armagnacs n'est pas bien vue. L'affaire dura plusieurs années, elle rebondit en 1426, après la chute du Président, et n'était pas terminée en 1428, à la mort de Léonard.

La lettre avait produit à Bourges grand effet, et, le mécontentement royal devant s'aggraver de l'effroi du Chapeau rouge, furent désignés le 8 avril, pour aller apaiser le roi et son Conseil, J. le Viste et J. de Varey, courrier, et partirent pour la cour, le 10, J. de Varey avec G. Panoilliat, qui revinrent le 8 mai, chargés des bienfaits du roi ³¹.

La mauvaise humeur s'était vite apaisée, car de nouveau, depuis quelque temps, Charles VII avait le plus grand besoin de la constance et de la fidélité des Lyonnais. D'une part, en effet, les relations avec la Savoie devenaient inquiétantes, et par la faute des Seigneurs de Saint-Jehan, un prétexte plausible venait d'être offert au duc pour toute action qu'il lui plairait d'engager, d'autre part et surtout, les Anglais faisaient dans la région leur première apparition.

Au nombre des chanoines comptaient deux hommes de guerre très sûrs, à qui l'on pouvait confier les postes avancés : Regnault d'Albon à Anse, Antoine d'Ars à Rochetaillee. Celui-ci, mansionnaire du lieu et à ce titre responsable, en assurait la défense depuis deux ans ; il y résidait le plus souvent et y menait une vie soldatesque, entouré de gens à lui, parmi lesquels le cellérier qu'il nomma plus tard

³¹ R. C., 6, 9, 12, 14 avril, 8, 2, 15 mai, II, p. 95, 96, 97, 98, 99.

châtelain et qui commandait dès lors en sous-ordre. Les obéanciers ne payant pas à cet homme ce qu'ils lui devaient, A. d'Ars les y fit contraindre. Quelques jours après, le chanoine Louis d'Orly, mansionnaire de Coson et l'un des obéanciers poursuivis, trouvant le cellérier de Rochetaillée sur son territoire, l'attaqua l'épée à la main et le blessa sérieusement ; bientôt, A. d'Ars rencontra L. d'Orly qui était à la chasse dans une garenne près de la Saône, en face de Fontaines ; il y eut une rixe, où les serviteurs d'Orly furent battus, celui-ci même eut un moment sur la gorge la pointe de l'épée de son collègue, et dut rendre son épieu. L'affaire se poursuivit devant le juge du cloître et devant le Chapitre lui-même, mais on apprit le 21 juin qu'A. d'Ars avait intenté une action en la cour du duc de Savoie, à Bourg en Bresse : il a été cité à comparaître à Miribel et a comparu ; Charbucle, au nom du bailli de Bresse, a mis les mains du duc sur toute la terre de Rochetaillée, et apposé sur la porte de la basse cour du château les armes de Savoie. Le conflit est d'autant plus grave que dans la bagarre a été blessé un sergent de Mons. le duc ; il s'apaise assez vite par des moyens amiables, mais on a eu grand peur à Lyon que ce médiocre incident ne soit le point de départ d'irréremédiables aventures. A ce moment d'ailleurs, l'obstination des obéanciers maintient sur les tours d'Anse avec l'office de courrier, malgré Regnault d'Albon, cet Antoine de Chiel dit Graton, chassé jadis par La Fayette de son château de Beaulieu, et dont les affinités savoisiennes sont bien connues. Le Chapitre se décide enfin, à lui rembourser son office, et à le remplacer par Jehan d'Albon de Saint-André, chevalier, proche parent du mansionnaire ³².

Si gênante qu'ait pu être l'affaire de Rochetaillée, c'était peu de chose à côté de la menace anglaise. C'est par une lettre du roi aux Lyonnais que nous en avons connais-

³² A. C. S^t J., 3, 4, 7, 9 fév., 25 mai, 21 juin. Pour Ant. de Chiel dit Graton, on ne pourra le chasser qu'en 1425 : un premier essai a échoué le 22 juin, par la mauvaise volonté des obéanciers ; la charge de courrier et châtelain lui est enfin ôtée le 20 août. Graton se retrouve ensuite parmi les capitaines et chefs de bandes *savoyards*.

sance : « Le comte de Salsbury à toute sa puissance, dit-il, s'avance par delà, en ferme espérance d'entrer au pays et mesme en la ville de Lyon par certains moyens dont il se vante... ». Et il ajoute : nous avons fait partir le Sire de La Fayette, notre maréchal, avec bon nombre de gens, notre cousin de Bourbon le suivra bientôt..., faites bon guet et garde à présent que vous êtes avertis, « vous serez en brief grandement confortés ». La lettre de créance remise au maréchal dit aussi qu'il vient « à puissance de gens »³³. Le maréchal avait été désigné pour défendre la ville et le pays en même temps que Charles de Bourbon, comte de Clermont, y était nommé lieutenant général. Une autre lettre royale du 5 avril félicite les Lyonnais des mesures qu'ils ont prises tant pour la défense de la ville que « sur le bruit de l'entreprise que on disoit nos ennemis avoir en ladite ville ». Elle explique le retard de Ch. de Bourbon, que le roi veut garder avec lui jusqu'au 15, pour la venue des seigneurs d'Ecosse : les projets, comme nous allons le voir, étaient changés³⁴.

La ville de Lyon n'avait pas attendu le renfort des gens du roi : dès la reprise des courses de routiers dans le Maconnais, les gens de Villefranche lui avaient demandé secours, « au cas que affaire leur surviendrait, par siège ou autrement, dont ilz ont grant doubte » ; la ville avait promis toute l'aide qui serait possible. En même temps, elle avait remis sur pied ses milices, fourni au bailli les hommes qu'il pouvait désirer, et pris livraison des deux grosses bombardes et des dix-sept canons commandés à Ruboud l'année précédente³⁵.

L'armée de Salisbury ne tenta rien contre le Lyonnais, et celle de La Fayette n'eut pas à la combattre ; le plat pays ne supporta que les passages de gens d'armes, beaucoup trop fréquents au gré des bonnes gens.

³³ A. A., 22, 62; A. A., 68, 7, pub. Caillet.

³⁴ A. A., 22, 58, pub. Caillet : « L'entreprise que on disoit nos ennemis avoir en la ville ». C'est un écho des dénonciations de J. Caille.

³⁵ S. C., 21 janvier, 19 mars, 1^{er}, 3, 8 avril, II p. 84, 92, 93, 96 : « que l'on die à Mandront qu'il couche lassus avec le guet » — « les deux grosses bombardes devaient jeter 25 l. et en jetteront 30 ».

De tous côtés les soldats venaient au roi : les Ecossais étaient arrivés, deux mille chevaliers et écuyers, six mille bons archers, deux mille « escoz sauvages à haches » ; des castillans, des gascons, car le comte de Foix préparait sa rentrée en faveur, les arbalétriers corses loués à la République de Gênes, enfin les grosses bandes de Lombards, dont l'armement était supérieur même à celui des Anglais, mais dont le courage n'était pas à toute épreuve. Le 15 mai, le roi fit crier le ban, et nombre de gentilshommes se rendirent à Jargeau, où était la journée : plus de mille chevaliers dauphinois partirent avec leur gouverneur ; La Fayette emmena ses troupes, et aussi la noblesse du Lyonnais, ne laissant à Imbert de Grôlée pour garder la frontière qu'une compagnie médiocre, où figuraient quelques citoyens de Lyon ³⁶. La Fayette, comme maréchal de France, prit avec Gaucourt le commandement de cette redoutable armée.

Tout cet effort aboutit, le 17 août, à la défaite de Verneuil, où périrent beaucoup de gentilshommes de notre pays ; La Fayette et Gaucourt tombèrent aux mains des Anglais.

Aux sujets du roi de Bourges, la défaite de Verneuil marque pour longtemps la fin de toute espérance : on sut dès lors qu'on ne vaincrait plus l'ennemi par la seule force des armes, et, tandis que dans l'entourage du roi les plus habiles s'efforçaient de durer, tout en se préparant de fructueuses retraites, et que les plus fidèles pensaient à s'effacer d'eux-mêmes pour que se fit la paix de la Maison de France, beaucoup de petites gens attendirent un miracle.

A Lyon, la nouvelle arriva le 3 ou le 4 septembre : les consuls proposèrent d'affecter à la fortification le produit de la taille que l'on allait lever, et d'en voter une autre pour le roi, plus tard, s'il le voulait, « *quar plus bel ser-*

³⁶ La Fayette était à Lyon le 14 avril, où les consuls refusèrent de lui soumettre l'affaire de J. Caille. Les montres des 1^{er} et 3 avril, où les milices furent présentées au bailli à titre de capitaine de la ville, devaient lui permettre de choisir les hommes dont il avait besoin.

vice ne peut l'on faire que de garder sa ville ». Ils multiplièrent les mesures de défense de toute sorte et attendirent³⁷.

Le duc de Bourgogne n'avait pris aucune part à la campagne de Verneuil ; avec son armée intacte, il s'abattit sur le Mâconnais et le Charolais, qui furent conquis en quelques jours. Antoine de Vergy mit le siège devant La Busnière le 8 septembre et la prit le 24, tandis que Glansdale, bailli d'Alençon, lieutenant en Mâconnais pour le roi de France et d'Angleterre, s'installait le 6 devant la Roche de Solutré. Les gens d'armes bourguignons affluaient, le duc arriva quand Tournus se fut rendu (11 septembre) et s'y établit le 30 ; il avait amené avec lui par la Saône une puissante artillerie et tout un matériel de siège. Tout cela fut accumulé devant la Roche, — le duc de Bourgogne, de Mâcon, commandait son armée, — le capitaine de Solutré n'attendit pas l'assaut : il prit jour, donna des otages, et rendit le château le 4 octobre. C'était la dernière place qui restait aux Armagnacs en Mâconnais ; tant de souvenirs désagréables s'y attachaient que les gens de Mâcon demandèrent au duc la permission de la démolir, et se mirent au travail sans tarder³⁸. Il semble qu'aucune résistance, à part ces deux ou trois places fortes, ne fut opposée à la ruée des Bourguignons : Imbert de Grôle, qui seul se trouvait à pied d'œuvre, douta de sa force, à juste titre, et se replia sur le Beaujolais pour couvrir la ville. Le duc de Bourgogne reçut le serment des habitants de Mâcon, puis il organisa la province : du comté de Mâcon, qu'il réputait sa propriété particulière, il fit un bailliage dont fut bailli le bressan Lancelot de Luyrieux ; le siège de l'an-

³⁷ R. C., 4 sept., II, p. 110. « Ilz ont concluz que l'on die à mons. le bailli le nouvelles qui corent et lui prier qu'il se vuillie superséder de la taillie du roy que doit lever Eynart Chénevier, quar si besoing est, il la faudra employer en la fortiffication, et puis, se le Roy vneult avoir la somme de ladicte taillie, l'on la lui paiera en mettant sus ung autre taillie, *quar plus bel service ne puet l'on faire que de garder sa ville.* »

³⁸ V. récit détaillé de ces événements dans Bazin, d'après : Coll^{on}. de Bourgogne, 20, 201 ; 29, 129 ; 65, 131.

cienne juridiction royale, avec autorité sur le reste de la province, — et les prétentions sur Lyon — fut transféré à Saint-Gengoux : il y nomma Louis de Luyrieux, frère du précédent. La frontière se refermait donc, plus solide, au nord de Lyon ³⁹.

Les honnes gens de la ville s'étaient tenus prêts à tout événement ; ils écrivirent au roi pour lui faire connaître la grande peur qu'ils avaient, si grande qu'ils osèrent pour la première fois parler ouvertement du danger qui les obsédait : l'empereur aurait transféré au duc de Savoie ses droits sur Lyon ! Le roi répondit « Bourgogne », et gaillement : le duc aurait assez de besogne chez lui pour ne pouvoir intervenir ailleurs... et, ajoute-t-il, car la sollicitation des bourgeois fut sans doute pressante, « si le cas se produisait (qu'il vous vint assiéger), laissant toutes autres affaires, nous irions à votre secours » ⁴⁰.

Le duc de Bourgogne s'était hâté, car dès avant la fin de la campagne, Amédée VIII était intervenu en faveur de la paix, il avait réuni à Mâcon même des représentants des deux adversaires, et fait signer le 28 septembre une trêve de trois mois, à partir du 1^{er} octobre.

³⁹ Bazin, Coll^{on} de Bourgogne, 29, 244, Registres secrétaires de Mâcon B. B. 14, Journal du Lieut^t Bernard.

⁴⁰ A. A., 22, 59, du 16 sept. 1424. Pub. Caillet.

3. Le temps des trêves, 1424-1428.

Le Connétable de Richemont.

Les trêves signées à Chambéry, le 28 septembre, obligeaient d'une part le roi et le duc de Bourbon, d'autre part le duc de Bourgogne. Elles s'appliquaient aux Etats bourbonnais, à la ville de Lyon et au pays de Lyonnais, à la terre de Villars, au Mâconnais, Charolais, comtés de Nevers et de Donzy ; elles comportaient d'abord l'abstinance de guerre, chacun des princes étant responsable de ses capitaines, et aussi la liberté du commerce, avec, probablement, l'abolition des marques et de toutes crues aux rêves anciennes, ce dernier avantage étant aussi convenu pour le Dauphiné et les Etats savoyards. Le duc de Savoie en était nommé conservateur, et il semble qu'on lui ait donné à cet effet de part et d'autre des droits de police et une certaine somme de deniers à prélever sur les passages de la Saône ¹. Indépendamment des négociations générales pour la paix qui se nouèrent à plusieurs reprises de 1424 à 1429, les trêves furent renouvelées le 5 décembre 1424, encore pour trois mois, puis pour un an le 10 janvier 1425, et de même en 1426 et 1427.

Ce retour de l'esprit pacifique coïncide chez le médiateur et les deux adversaires. Pour Amédée VIII, les affaires des successions de Villars et de Valentinois et l'ambition inquiète de Louis de Châlon, prince d'Orange, alors dirigée vers le comté de Genève, accompagnent la guerre en Italie contre le duc de Milan, pour laquelle il a besoin de toutes ses ressources et ne refuse pas l'aide des chevaliers francs comtois et bourguignons ; la paix sur sa frontière de

¹ Texte dans Plancher, IV. Preuves, p. XLIV-XLV (original aux Archives de la Côte-d'Or). Les pouvoirs du roi avaient été remis au C^{te} de Clermont, au gouverneur du Dauphiné et au Sénéchal de Lyon. Le roi se fit représenter par M^e J. Girard, les Seigneurs par P. de Chantelle, Gilet de Saint-Priest et Guichard d'Albon. Le traité fut ratifié par le roi et les princes du 6 au 31 octobre. V. aussi Guichenon, H^{re} de Savoie, I, p. 481.

l'ouest lui est tout à fait nécessaire. D'autre part le duc vieillit, et, son esprit se tournant vers la dévotion, il pense dès lors à se dévouer au salut de l'Eglise, dont il sera quelque jour le pape malgré lui schismatique ; et son héritier, le prince Louis de Piémont, qui vit presque toujours en Bresse, est plus que lui favorable à Charles VII.

Le duc de Bourgogne Philippe le Bon n'est plus acharné à combattre le roi de Bourges ; l'extension récente de ses domaines aux Pays-Bas a fait naître en lui de hautes ambitions et l'a quelque peu détourné des affaires de France : moyennant des satisfactions d'amour-propre et de piété filiale et de solides garanties d'indépendance, il ferait sa paix volontiers. Les Anglais, d'ailleurs, l'irritent par leur cupidité et leur arrogance : Bedford n'est pas plus hautain qu'Henry V, il est plus sec et moins courtois, et ne veut pas comprendre que le duc de Bourgogne, qui s'inclinait devant son frère, le traite d'égal à égal ; peu convaincu dès cette époque de la durée du royaume anglo-français, il le laisse piller et distribue à ses gens d'armes les biens des chevaliers français dépossédés, lui-même s'accorderait peut-être avec Charles VII moyennant la Guyenne et la Normandie². Le Bourguignon s'en doute et voudrait prendre les devants, il est donc fort accessible aux ouvertures d'Amédée VIII.

Quant au pauvre roi de France, il est, depuis Verneuil, tout à fait découragé : son royaume exténué ne demande que le repos. Mais surtout l'échec de la politique offensive a diminué singulièrement l'autorité de ses ministres armagnacs : certains d'entre eux, comme Tanguy du Châtel, accepteraient de se sacrifier à la paix de la Maison de France et céderaient la place à de moins compromis, s'ils étaient sûrs de s'en tirer sans dommage. Cet effacement des précédents conseillers met en avant des gens équivoques comme Regnault de Chartres ou Georges de La Tré-

² Voir la distribution des fiefs des biens nobles du Maine... Pour la première fois, au traité de Chambéry, le duc de Bourgogne donne à Charles VII le titre de Roi.

moille, mais surtout rend à la reine de Sicile l'influence qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Longtemps éloignée des affaires de son gendre et toute occupée de sauver pour ses enfants, à défaut de l'héritage d'Anjou que les Anglais détiennent ou ravagent, et des royaumes italiens toujours à reconquérir, du moins la bonne et paisible Provence, la reine Yolande est revenue à la cour, et, se sentant assez faible en face de la coterie des gens de Montereau, elle a pour revenir à la paix bourguignonne demandé le concours de la maison de Bretagne.

A défaut de Jehan VI, traître par nature et par position, et qui se trouve en ce moment bien disposé pour le roi Charles, en attendant de retourner à l'alliance anglaise, elle amène au roi son frère Arthur, comte de Richemont.

Le prince breton était par tradition partisan de la réconciliation des princes, il subit à son insu l'influence de la reine et fut dès lors le tenant irréductible de la paix³.

La paix existait aux frontières du sud-est. Fragile encore, elle se trouva renforcée par une nouvelle brouille entre le duc de Bourgogne et les Anglais⁴.

Les gens de Lyon espéraient fort en la paix générale et appréciaient les trêves. Pour le moment, ils auraient voulu être délivrés des gens d'armes : c'est ce que demandèrent à Charles de Bourbon, lieutenant général du roi, les trois Etats du Lyonnais réunis à Saint-Jehan le 25 octobre, et qui ne semblent pas avoir eu d'autre programme ; les consuls vieux et nouveaux y étaient allés en nombre⁵. La foire de novembre en fut plus libre et meilleure, on laissa

³ Richemont rentre de Bourgogne où il a épousé la sœur du duc Philippe, duchesse de Guyenne, veuve du premier dauphin. A la même époque, Philippe le Bon, devenu veuf, s'est remarié avec sa tante Bonne d'Artois, comtesse de Nevers, qui est toute française. On négocie le mariage de Ch. de Bourbon avec une autre sœur du duc.

⁴ C'est l'offensive du duc de Gloucester en Hainaut.

⁵ R. C., 25, 26 oct. 1424, II, p. 117. Les douze conseillers s'y rendirent (dix grands un homme de loi et un marchand) ; la ville adjoignit le lendemain M^e Etienne de Vaux, « licencié en loys », aux ambassadeurs que l'Eglise envoyait à Ch. de Bourbon.

passer les denrées qu'on arrêtaît naguère ⁶. Bientôt ils sont au courant de l'entrevue d'Angers, et le bruit court que Mons. de Richemont va venir avec l'archevêque de Reims vers Mons. de Savoie pour la paix du royaume : on le recevra à la porte de la ville, « bien abillés et bien armés », puis on le servira de dix-huit torches et dix-huit boîtes d'épices, en son honneur de prince, certes, mais aussi en l'honneur de la paix ⁷.

Richemont, en effet, s'était fait envoyer tout de suite auprès d'Amédée VIII, qui l'avait mis en rapport à Mâcon avec le duc de Bourgogne ; celui-ci était pressé de partir pour ses affaires de Hainaut, les trêves furent donc prolongées et la conférence reportée aux premiers jours de janvier 1425. A cette date, Richemont étant à Mâcon avec le comte de Vendôme et le chancelier Martin Gouge, Charles de Bourbon les y rejoignit, le duc de Bourgogne y vint avec le prince d'Orange : on festoya beaucoup, la ville de Mâcon offrit aux princes de grands présents de bon vin ; on se sépara le 26, après avoir convenu de prolonger les trêves jusqu'à la Noël, puis les Français s'installèrent à Pont-de-Veyle, le duc de Savoie et les Bourguignons au château de Bâgé ⁸. Le 10 janvier, les trois ambassadeurs du roi étaient passés par Lyon, où la Commune leur avait fait joyeux accueil : les consuls sont si contents de la paix et si confiants dans sa durée qu'ils s'engagent dès ce moment dans l'achat de la maison de ville par laquelle ils veulent remplacer l'antique chapelle de Saint-Jaqueme ; à Pont-de-Veyle, les Seigneurs vivent à leurs

⁶ R. C., 17 novembre, II, p. 118.

⁷ R. C., 12 déc., II, p. 117. Dès ce jour, les consuls attendent le passage du Comte de Richemont et se préparent à le bien accueillir.

⁸ Les princes à Mâcon approuvèrent les articles rédigés par leurs envoyés à Chambéry le 28 sept. précédent. V. pour les détails des fêtes, Bazin, d'après Coll^{on} de Bourgogne, 29, 244, et le Journal du Lieut^e Bernard : la ville de Mâcon offrit 6 bottes de vin au duc, 2 au prince d'Orange, 1 au chancelier Rolin, 4 au duc de Savoie et 2 au comte de Richemont. Un traité d'alliance très étroit fut conclu le 28 janv. entre les ducs de Savoie et de Bourgogne, mais il demeura secret. L'acte de prolongation des trêves est du 30 janvier, à Bagé. V. Plancher, IV, Preuves, pièce LII.

dépens, et le comte de Vendôme reçoit tout de suite deux cents livres sur les cinq cents de son assignation⁹.

De nouvelles conférences doivent s'ouvrir à Montluel le 15 mai. Richemont n'est plus là : il est retourné en France, car le roi, après l'assemblée du 25 février, l'a nommé connétable et retenu avec deux mille hommes d'armes et mille hommes de trait, et il va s'occuper tout de suite de réorganiser l'armée et d'éloigner de la cour ses adversaires¹⁰. Mais la délégation s'est renforcée du comte dauphin d'Auvergne, des archevêques de Reims et de Toulouse, de Messire Adam de Cambrai, et le roi a invité à en faire partie Mons. de Lyon, le bailli Imbert de Grôlée et même les bourgeois de sa bonne ville : désignez, leur a-t-il écrit, « ung homme honneste et bien savant pour envoyer au lieu de Montluel au jour dessus dit »¹¹. Les consuls savaient tenir leur place, ils ne prirent pas à la lettre les termes de cet ordre : s'ils eussent député, par exemple, Messire J. le Viste ou Messire Paterin, on eût pu croire qu'ils voulaient prendre une part effective à la conférence et ils se fussent exposés à quelque rebuffade. Bien que tenus au courant jour par jour de ce qui se passait à leurs portes et qui les intéressait tant, ils se contentèrent d'envoyer Aynard de Chaponnay, bon bourgeois, certes, et tout près de noblesse, mais homme de second plan, « pour savoir des nouvelles, ainsi que le roi l'a mandé ». Le 18,

⁹ R. C., 10, 16, 22 janvier, 1^{er}, 4 février 1425, II, p. 126, 127, 128, 129. Le 1^{er} février : « Ilz ont commandé que Pierre de la Fay, receveur du premier terme de Lyon, baille sus sa recepte à deux chivaucheurs que mons. le chancelier de France estant ou Pont-de-Veile pour le tratié de la paix a envoyé l'un par devers le Roy et l'autre par devers mons. de Bretagne, la somme de quarente livres t., ainsi que mond. s^r le chancelier le mandat par sa cédule escripte et signée de sa main, laquelle demourra par devers ledit Pierre de la Fay. Pour la maison de ville, l'affaire est engagée le 15 déc. V. 1^{re} partie, ch. IV, § 4. Ce sont les lyonnais qui payèrent le voyage des chevaucheurs emportant les trêves au roi.

¹⁰ L'investiture du Connétable est du 7 mars. Ni la ville, ni l'église ne paraissent avoir été convoquées à l'assemblée de Chinon du 25 février; il s'y trouva pourtant des représentants des bonnes villes, sans doute les plus proches (Tours). Le Connétable, qui y fait allusion dans sa lettre du 2 juin (A. A., 77, 88), ne parle pas de leur participation, ce qu'il n'eût pas manqué de faire le cas échéant.

¹¹ A. A., 22, 70, du 30 mars, citée Beaucourt, II, p. 367.

ils lui écrivirent de revenir, alléguant la dépense ; il resta cinq jours à Montluel « au traitey de la paix »¹².

Tout en réorganisant eux aussi leurs milices, en déchargeant le guet, en déblayant le lit de leur rivière des bateaux qu'on avait coulés sous les chaines, et en réglant un vieux différend qu'ils ont avec Mandront, les Lyonnais se flattent d'avoir la paix définitive à la Madeleine et se plaisent à le répéter à toute occasion¹³. Ils sont hélas loin de compte.

Les négociateurs du roi de France, tant à Mâcon qu'à Montluel, se sont heurtés tout d'abord à une exigence absolue du duc de Bourgogne, tenu de court ici par les anciens serviteurs de son père, surtout le chancelier Rolin : aucune paix ne sera faite si le roi Charles n'éloigne de lui ses conseillers armagnacs et tous ceux qui de près ou de loin ont pris part au meurtre de Jehan sans Peur. Impopulaires, ceux-ci ont dans les chambres et les bureaux du Palais et au Parlement une clientèle solide ; dans les provinces même, de bons officiers comme J. Caille leur sont obstinément fidèles. Le faible roi n'ose s'en débarrasser, d'autant qu'il a contracté envers certains d'entre eux une dette de reconnaissance personnelle qu'un prince même n'ose renier, et que tous le tiennent de court, lui ayant prêté à gros intérêt l'argent qu'ils ont reçu de ses largesses. A les chasser de la cour et des conseils, Richemont va s'employer tout d'abord, à l'aide de la reine Yolande et des princes, de Georges de la Trémoille et de Regnault de Chartres qui a senti le vent. La chose se fit sans retard : en donnant à Richemont l'épée de connétable, le roi lui avait demandé de jurer bonne amitié à ses autres serviteurs ; celui-ci avait consenti, puis il était parti pour le Maine, où l'armée tenait péniblement contre les Anglais, et pour la Bretagne, où il voulait recruter des soldats pour

¹² R. C., 15, 18, 21 mai, II, p. 133, 134.

¹³ R. C., 12 nov., 15 déc. 1424, 27 fév., 1^{er} mars, 10 avril, 27 mai, 8 juin 1425, II, p. 117, 122, 129, 130, 135, 138.

sa compagnie. Pendant ce temps, Louvet et Giac avaient circonvenu le roi, et convoquant à Poitiers les mercenaires lombards, avec quelques grands seigneurs déjà mécontents de la rudesse du connétable, ils s'étaient mis en défense contre lui. Richemont revint de Bretagne avec ses troupes, et, s'installant à Tours et à Bourges, défia les favoris du roi ¹⁴.

Les Lyonnais eurent connaissance de ces événements le 27 mai, dimanche de la Pentecôte, où devant une nombreuse assemblée, « Guillermin Cloet a rapporté que, lui s'en allant à Bourge, il trova sur chemin, c'est assavoir à Saint-Saphorien-le-Châtel, ung appelé Thomassin, qui est à Mons. de Vienne, qui lui dist que il venoit de Bourges et que l'on y disoit que le Roy y levoit et que l'on avait crié à Bourges que tous ceulx qui tindroyent le parti du Président, de Frottier et du Seigneur de Giach, que l'on y disoit publiquement estres traîtres au Roy, qu'il vuidassent la ville dedans deux jour après, et pluseurs autres nouvelles. Lequel Guillermin incontinent s'en retourna à Lion avec led. Thomassin, lequel Thomassin s'en ala à Vienne par devers son meistre, et ledit Cloet, attendu qu'il ayme la ville et qu'il y a ses femme et enfans, vint dire ces nouvelles pour avoir bon advis ou bon gouvernement de ladiete ville de Lyon » ¹⁵.

Les bourgeois, rapprochant ces faits de ce qu'ils ont su par Aynard de Chaponnay que Mons. de Savoie leur faisait dire d'attendre la journée de la Madeleine, décident d'abord de surseoir à tous paiements, puis d'écrire au roi, au connétable, à la reine de Sicile et au duc de Bretagne,

¹⁴ La question a été traitée largement par Beaucourt, II, p. 81, 88 et 363-366. Richemont s'est engagé envers le duc de Bourgogne à débarasser le roi Dauphin de ses conseillers (v. texte dans Plancher, IV, Preuves, pièce LXIII), mais avant de recevoir l'épée de connétable, il lui avait fallu jurer de se réconcilier avec eux (v. la pièce citée par Beaucourt, II, p. 86, d'après les Archives d'Angers) : on remarque l'attitude de Tanguy du Chastel et de G. d'Avaugour.

¹⁵ R. C., 27 mai 1425, II, p. 135. Guillemin Clouet est un chevaucheur du roi en résidence à Lyon (v. A. A., 20, 7 et A. A., 68, 14, les lettres royales priant les consuls de l'exempter de la taille et de tous faits de ville).

« leur prier qu'ilz aient le fait et avancement de la paix ». Enfin, de faire tenir ces nouvelles au plat pays, « afin qu'ils sachent comme ils se devront gouverner ». Deux notables seulement, sur plus de quarante, voudraient attendre confirmation. Le surlendemain 29, il est entendu que les lettres seront portées à Bourges par Colin Gerlot, et qu'on en écrirait deux autres, à Mons. de Clermont (Martin Gouge), et à Mons. le Prévôt (Duchâtel), c'est-à-dire à ceux des conseillers anciens que l'on savait favorables à un changement de régime¹⁶. Le 31, l'archevêque et le bailli ont reçu une lettre du connétable, « touchant le traité de la paix et la répression des pilleries et roberies de ce royaume », dont ils ont donné connaissance au consulat : sur la réponse à faire, on mandera plus grand nombre de gens, puis l'on ira à Saint-Jehan rapporter l'avis du peuple. L'avis du peuple est favorable à l'entreprise du connétable, avec certaines réserves : l'envoyé n'emportera qu'une lettre de créance, et demandera la réunion des Etats généraux. Puis arrive la lettre adressée directement par le connétable à la communauté : désormais, plus de réserves, plus de lettres de créance ambiguë, plus d'Etats généraux ; on écrira plus largement, disent les Registres consulaires, et, « *quant est de soy adhérer avec luy, l'en le puet faire, à l'enneur et proffit du Roy* ». A cette lettre, qui est belle, la réponse est ce qu'elle devait être, la plus nette et la plus noble qui soit¹⁷.

La ville avait été sollicitée aussi par les adversaires du connétable, en particulier par le comte de Vendôme, jeune mécontent que le Président Louvet avait su attirer dans son parti, et que les Lyonnais aimaient comme l'un des artisans de la paix tant désirée. Ses lettres, avec d'autres, furent détournées par les consuls, mais on avait su dans la ville qu'elles étaient arrivées, et, le 8 juin, les maîtres

16 R. C., 27, 29 mai, 8 juin, II, p. 135, 136, 138. J. Tiboud, qui est très vieux et Hugonin de Bourg voudraient attendre.

17 R. C., 31 mai, 1^{er}, 4 juin, II, p. 136, 137 A. A., 77, 87. Lettre du Connétable, du 25 mai. Il y annonce, déjà, son « vouloir » de chasser le Président de Provence, et demande explicitement l'aide de la ville.

des métiers en demandèrent vision : « Item, quant ès lettres que l'on trouva à St-Nizier... les conseillers leurs ont respondu que, pour obvier à l'exclandre, il est besoing de les tenir secrètes ; et quant à autres lettres que l'on dit que Mons. de Vandosme a tramis, lesdis conseilliers ont respondu qu'ilz ne sevent point... ». Et l'on conclut de vivre et mourir à la vraie obéissance du roi, et « *tenir le party du Roy que qu'il le voudra tenir* »¹⁸. Le 10, ils envoient P. de Givors à Bourges, qui remettra premièrement des lettres au connétable et à la reine de Sicile, et « *derrenièrement* » au roi, à la reine et à l'archevêque de Reims¹⁹.

Cependant, tandis que le roi approchait de Bourges avec les forces qu'avait réunies Louvet, la reine Yolande était venue trouver Richemont et de là s'était portée au-devant de son gendre ; elle le rencontra à Vierzon et le détourna d'aller plus avant. Charles se retira sur Selles, où se joua le dernier acte du drame : appuyant l'action de la reine de Sicile, Tanguy Duchâtel offrit de se retirer et se déclara content d'aller exercer ses fonctions de Sénéchal de Beaucaire ; Cadart, Frotier, d'Avaugour se laissèrent éliminer moyennant de solides compensations ; Louvet, appuyé sur son gendre le bâtard d'Orléans, fit plus de résistance, il fut enfin (12 juin), chargé d'une mission de confiance en Dauphiné, et partit pour régler la succession de Valentinois ; l'insignifiance de Giac le sauva : ce n'était qu'un bouffon que le mépris du connétable épargna pour le plaisir de son maître. Le roi tint à ménager au Président une retraite honorable : il écrivit aux Lyonnais de le bien recevoir ; la ville dut obéir sans bonne volonté, et, pour marquer le coup, elle fit excellent accueil à son retour au bâtard d'Orléans qui venait de le con-

¹⁸ R. C., 8 juin, II, p. 138 : « Item, quant ès lettres... et néantmoins les d. meistres des meisters ont demandé vision de ladicte lettre trouvée à Saint Nizier, ès queulx les dix conseillers ont respondu qu'ils s'assembleront les dix d'eulx qui la virent et tout ce qu'ils pourront faire sans avoir bruit ne noyse ils feront bien et volentiers en complaisans ausd. mestres des mestiers en tout ce qu'ilz pourront, et pareilliement se sont offers lesd. meistres des mestiers d'obéir toujours aux commandmens desd. conseillers. »

¹⁹ R. C., 10 juin, II, p. 139.

voyer jusqu'en Provence²⁰. En effet, le Président absent, il fut facile à la très habile reine de le perdre entièrement dans l'esprit du faible Charles VII, et le même homme qui était parti le 12 juin chargé d'une des affaires les plus délicates et les plus importantes, se trouva le 5 juillet déchu de toutes ses charges, privé de sa mission et rélégué dans sa terre de Mérindol. Richemont avait partout gain de cause, mais le roi ne voulait pas le voir ; quelques jours encore passèrent, et la réconciliation fut complète : Charles VII fit son entrée solennelle dans la ville de Bourges, ayant à ses côtés le connétable, désormais pour un temps le véritable maître du royaume.

La ville s'était tenue au courant par ses moyens habituels, la plupart des lettres et rapports de ses messagers sont perdus : nous ne savons ce que fit P. Turrel, dit de Givors, dit la grande barbe, l'un des chevaucheurs appointés de la commune, qui partit à la fin de juin, resta deux mois à Bourges et à Poitiers, et correspondit plusieurs fois avec les conseillers²¹ ; nous avons par contre une lettre de Colin Gerlot datée du 8 juin. Cette lettre nous apprend que l'envoyé a vu l'évêque de Clermont et le connétable qui a eu grande joie des lettres à lui « tramises », mais surtout la reine de Sicile, au moment où elle partait avec le prévôt de Paris trouver le roi à Vierzon, « là où personne ne peut parler à lui »²². Mais bientôt les bourgeois n'eurent plus besoin d'envoyer aux nouvelles : tout le monde se mit à leur écrire, tant leur adhésion au connétable avait eu de prix, tant en avait

²⁰ A. A., 68, 8, de Selles, ce 16 juin « le Sire de Mirandol... s'en va en Languedoc et Dauphiné... faites-lui tout le bien, honneur, plaisir et faveur que vous pourrez ; car nous vous acertenons que en nos bonne grâce et bienveillance l'avons plus que nul de nos autres plus notables officiers ». R. C., 16 juillet, « XII torches et XII confitures, à Mons. le bastard... à son retour ». Aucune dépense n'est inscrite pour le premier passage ; le Président a peut-être évité Lyon de lui-même, se souvenant de l'« effroy » de l'année précédente.

²¹ 23, 29 juillet, 1^{er}, 18 août, II, p. 142, 143, 146. Les consuls ont quelque inquiétude sur son sort, et envoient Miraillier le chercher « out qu'il soit » ; le messager est rentré le 18 août avec la rémission de l'aide de Riom.

encore leur persévérance. C'est d'abord, le 14 juin, le duc de Bretagne, Jehan VI, qui accuse le Président de Provence d'avoir médité l'assassinat de son frère, qui parle d'intervenir en armes pour le bien de la paix, et se dit content de ce que les bourgeois aient été de son avis²³. Puis, le 28, la reine Yolande, heureuse d'avoir ramené le connétable et fait chasser le Président et les autres qui avaient « perturbé le bien de la paix »²⁴. Le 25 juillet, le roi écrit aux consuls pour leur annoncer que le comte de Richemont était rentré en sa grâce²⁵. Enfin, les 28 et 30 juillet et le 3 août, partent coup sur coup trois lettres du connétable lui-même : le roi l'avait très joyeusement reçu, l'avait chargé de tout le fait de la guerre et des gens d'armes, et l'on avait exterminé « aucune semence » qu'avait laissée le Président ; les trois Etats seront convoqués à bref délai, il y faudra venir sans faute et bien appuyer son action. En attendant et bien qu'un subside ait été imposé avant leur réunion, comme il a grand besoin d'argent, il prie les consuls de lui faire avancer par les receveurs mille livres que le roi lui a assignées sur la ville. Dorénavant, aux lettres du connétable, les demandes d'argent vont accompagner, puis dominer de haut les nouvelles de la politique, mais les Lyonnais savent faire à propos la sourde oreille²⁶.

Ils avaient aussi reçu de l'archevêque de Reims, Renault de Chartres, par les mains de son vicaire, la réponse à une lettre qu'ils avaient écrite « au sujet du partement du Président » ; le ton en est optimiste : le roi, la reine de Sicile, le connétable et les princes, parmi lesquels Mons. de Vendôme, sont tous « en union » ; ils se disposent avec ledit archevêque à aller voir le duc de Savoie pour la paix, et, en attendant, lui envoient de bonnes gens pour

²² A. A., 100, 50, pub. Caillet : la lettre est ainsi adressée : Soit bailliée au Sire Bernerd de Varey ».

²³ A. A., 68, 33, publiée Caillet.

²⁴ A. A., 68, 42, publiée Caillet.

²⁵ A. A., 22, 36, 37, 50. V. aussi les lettres du 25 et du 31 juil. convoquant les lyonnais aux Etats de Poitiers.

²⁶ A. A., 77-90, 91, 92.

entretenir la matière ; et là encore, ce sont, à la fin de la page, des offres de services un peu plus empressées que le protocole ne l'exige ²⁷. Mons. de Vendôme lui-même, désireux de revenir sur ses lettres du mois de juin, leur écrit cordialement, parlant surtout de la paix, sujet qu'il sait agréable aux bourgeois de Lyon ²⁸.

Sur l'aide ordonnée par le roi en son conseil le 26 juillet, et sur la part de la ville, une somme importante a été allouée au connétable pour la réorganisation de l'armée ²⁹. Les consuls à qui tant d'attentions auraient montré, s'ils ne le voyaient pas d'eux-mêmes, l'importance du service rendu par la ville au connétable, espèrent de lui quelque rabais, et par leur Procureur, député aux Etats de Poitiers, lui font demander remise totale ou partielle de sa créance. Nous savons déjà que Richemont refusa, étant par principe et par tempérament ennemi de ce qu'il considérait comme un désordre, et d'ailleurs convaincu à juste titre de la solvabilité de nos bourgeois. Il leur avait fait écrire par le roi le 31 août, pour leur annoncer qu'ils n'avaient rien à espérer ; aussi avaient-ils, à tout hasard, réalisé une somme importante, que le Procureur pourrait offrir immédiatement ³⁰. Les quatre lettres de Rolin de Mâcon nous placent une fois de plus au milieu même des gens et des choses qui s'agitaient autour du roi et du connétable : la première est datée de Bourges (26 septembre), Rolin de Mâcon a vu Messire Girerd Blanchet, qui a fait preuve de la plus grande bienveillance et l'a fortement recommandé aux Généraux des finances, mais lui a conseillé de s'adresser d'abord au connétable en personne, doutant d'ailleurs qu'il pût arriver jusqu'à lui, « car il est oultre la rivière de Loyre au plus près de la frontière », avec tous ses gens d'armes, « et vont le rejoindre les gens du comte de Foix ». Mais cette fois la chance favorise l'en-

²⁷ A. A., 77, 89, de Poitiers, le 2 août (publiée avec les lettres de Richemont) « ...Ecrivez-moi de vos affaires envers le Roy... »

²⁸ A. A., 25, 7 pub. Caillet.

²⁹ R. C., 14, 21 août, II, p. 145, 147.

³⁰ V § 1., note 41.

voyé de Lyon : « Ung chevalcheur est arrivé aujourd'hui tout tard », et dit que le roi est parti de Poitiers pour Angers, *voir Mons. de Bretagne* ; le connétable sera de l'entrevue, et on pourra l'y aborder. Ce jour-là même, Rolin est parti hâtivement, parce qu'il avait trouvé compagnie pour aller à Poitiers, et qu'il en fallait profiter, à cause des périls des chemins. A Poitiers, du 28 au 30, il a trouvé bon accueil chez les gens du roi ; mais pour l'affaire du connétable, les Généraux n'ont pu prendre aucune décision, « n'osant riens faire sans lui, car il lui appartient... bien qu'il ne se mesle point de finances ». Puis ils ont emmené avec eux le Procureur jusqu'à « Samur en Anjo, près d'Angiers, à dix lieues ». Il y a rencontré le connétable, et lui a été présenté par Buffart, le 3 octobre : « Avant d'ouïr vos lettres, il m'a demandé si l'argent était prêt ». Rolin a répondu qu'on en avait déjà payé une grande partie, espérant ainsi avoir grâce du reste, et il a entamé le long chapitre des charges et nécessités de la ville ; Richemont l'a interrompu, disant qu'il lui était égal que le roi fit à la ville tel rabat qu'il lui plût de faire, pourvu qu'il eût l'argent qui lui avait été assigné. La requête est donc rejetée, et pour la pouvoir soumettre de nouveau au conseil du roi, le procureur demande aux consuls d'ajouter encore six cents francs aux neuf cents déjà versés. Ici intervient Théode de Valpergue, capitaine lombard, qui se met à son service pour l'obtention et la prompte expédition des lettres dont il aura besoin, mais insiste pour que l'on paie aussitôt l'assignation du Borne Caqueran : Rolin ne sait auquel entendre... « mès ung amy de la ville... et qui scet des besongnes, me dist qu'on ne s'en avançast pas trop, car dedans brief tems il y aura des changemens... » et il ajoute amèrement : « nous avons peu amis par dessa, qui nous est grant dommaige ». Il rend compte ensuite aux conseillers des négociations et des fêtes de Saumur, du grand concours de princes et de seigneurs, des politesses qu'ils se font entre eux, où il veut voir un gage de la paix prochaine, de tout ce qu'il voit et de ce qu'on lui raconte.

De retour à Poitiers, où il écrivit cette lettre, le vendredi XII^e d'octobre, à la chandoile, il a présenté sa demande au conseil du roi : un maître des requêtes l'a reçue et rapportée tout de suite ; le conseil a répondu qu'il ne ferait rien outre la volonté du connétable ; une démarche auprès du Chancelier n'a pas mieux réussi. D'autre part, dit Rolin, les Seigneurs de Parlement sont « maulx contens de vous » à cause des quatre cents livres, et m'ont fait savoir « qu'ils me nuyront de tout leur pouvoir ». Il n'a plus rien à faire : le connétable a convaincu beaucoup de gens autour du roi, que « *n'y a ville obéissant en ce royaume qui tant ait tousjours demandé ne heu des dons du Roy ne moins payé que la ville de Lion* ». Rolin est tout à fait découragé : « car le temps me commence à ennuyer, attendu que je ne fois mie ce que je vueil... le pourteur de ces présentes a mieulx gagnié ses gaiges que moy les miens ». A la fin de cette lettre, il fait part à la ville d'un bruit qui court : « l'on dit que le Roy s'en yra bien brief en Lyonnais » ; mais il est quelque peu sceptique : « Qu'il en sera, je ne say ».

La quatrième lettre, du 23 octobre, rend compte des Etats généraux, où il a représenté la ville, et qui ont voté la taille et le onzain, et annonce qu'il a tout de même gagné trois cents livres sur les deux mille deux cents du connétable ³¹.

Après chaque démarche du Procureur, Richemont confirme par une lettre aux consuls sa décision et son refus, donnant des raisons graves : les gens d'armes de par deçà n'ont point touché de solde depuis deux mois ³² ; ces raisons devraient toucher les Lyonnais, qui savent ce que font les gens d'armes quand ils ne reçoivent pas leur solde, mais ces routiers-ci sont bien loin, et l'on a vraiment beaucoup à payer.

*
**

³¹ A. A., 103, 55 et 56, des 26 et 30 sept., 57 et 54, des 12 et 23 octobre, publiées par Beaucourt.

³² A. A. 77-101, 93, 94, des 5 6 et 24 octobre.

Les trêves du Sud-Est étaient assez bien observées : les Bourguignons se plaignaient volontiers des Armagnacs, et provoquèrent plusieurs fois l'intervention du bailli de Bresse, lieutenant du conservateur, mais eux-mêmes désespéraient de plier à la discipline le terrible partisan Périnet Grasset, qui tenait La Charité-sur-Loire, et, combattant sous la croix de Bourgogne, entassait méfaits sur méfaits. En décembre 1425, il enleva Georges de La Trémoille et le mit à rançon ; en 1426, ses hommes osèrent s'attaquer à Régnier Pot. Mais c'étaient là menus faits dont les pauvres gens de ce temps avaient la grande habitude ; on prenait ses précautions, les envoyés de la ville de Lyon se faisaient garantir par les consuls contre ce genre d'aventures : c'était la paix quand même, et le commerce renaissait.

Après le traité de Saumur, le duc de Savoie tenta encore une fois de procurer la paix générale ; nous savons par la lettre de l'archevêque de Reims qu'il entretenait les négociations avec la cour de France ; avec celle de Bourgogne, ses relations étaient constantes, Ph. Andrevet allait et venait entre les deux princes. Il se servait aussi des bourgeois de Lyon, qui durent lui envoyer le 3 octobre Aynard de Chaponnay, — leur observateur de Montluel —, avec une lettre missoire³³. Lui-même, de sa propre autorité, continua les trêves jusqu'à la Chandeleur. Dès le mois de janvier 1426, le connétable revint à Montluel, où l'attendait le duc de Savoie et, de la part de Bourgogne, le maréchal de Toulangeon. Arrivé le 16, il y séjourna peu de temps, puisque les Lyonnais, pour leurs affaires, durent l'aller trouver à l'Hôpital de Rochefort en Forez, sur le chemin du retour. On ne fit cependant que prolonger les trêves, jusqu'au 31 mai d'abord, puis jusqu'à la Noël, assurant au pays encore un an de paix³⁴.

La guerre se fit surtout cette année-là dans l'ouest, sur

³³ R. C., 3 oct., II, p. 151.

³⁴ R. C., 16, 17, 23 janv., 12 fév. 1426, II, p. 168, 169, 171. Le 12 fév. est la date du mandement, et non celle du voyage. Mais le 23 janv. on discutait encore.

les confins bretons et normands. Dans nos régions, une troupe de partisans, qualifiés anglais pour les besoins de la cause, parcourut les montagnes du Velay, ce qui permit aux Lyonnais de motiver leur refus de l'aide, le 13 août ³⁵. Enfin, comme nous le verrons bientôt, c'est à la fin de 1426 que commença l'affaire des chevaux du prince d'Orange. C'est aussi en 1426 que se réveilla le procès de Jehan Caille : les deux offensés de 1424, Aymé du Nyèvre et Bernerd de Varey, avaient alors entamé au Parlement de Poitiers une vaste procédure qui sommeillait depuis deux ans et reprit activité quand le Président et ses « complisses » eurent été renversés ; la ville, qui avait payé tous les frais jusqu'à ce jour, décida le 24 février, sur l'avis de ses juristes, de ne point faire partie avec eux, pour garder le droit de témoigner en leur faveur. J. Caille se servit habilement de ce fait quand vinrent à Lyon, quelques jours après, deux commissaires du roi ; il allègue pour sa défense : « qu'il est natif de la ville, qu'il s'y est bien gouverné, qu'il a amé le fait du commun, qu'il escrit la lettre à bonne fin... que la chose ne touche que lui et aucuns particuliers, et *que pour ce le commun ne s'en doit point mesler* » ³⁶. Le procès, redevenu privé, retourne donc au Parlement, et le 25 avril Aymé du Nyèvre va à Poitiers pour sa journée ; les consuls, poussés par Mandront, ont écrit pour lui une lettre de recommandation. Le 8 mai, Mandront réclame que la ville lui envoie de l'argent sans retard, et s'ensuit la scène la plus vive que l'on puisse trouver dans les actes consulaires de ce temps :

« En la présence des dessus nommés conseillers et maistres des mestiers, Pierre Mandront est venus et leur a dit telles parolles en effet.

« Comme vous savés tous, mon frère Aymé de Nyèvre est allés à Poictiers à sa journée qu'il y a pour le fait de

³⁵ R. C., 13 août 1426, II p. 191 : « et aussi que l'on dit que les Englois ont de nouvel prins Bonzont, Rocheague et autres places emprès le Puy ».

³⁶ R. C., 24 fév., 10, 11 mars, II, p. 173, 176, 177. La commission est revenue à Lyon sur la demande de J. Caille : « il se fait fort de ramener sadicte lettre à bon entendement au profit dudit commun ».

la ville, et pour une faulce lettre que Jehan Caille escript contre lui et autres ambassadeurs qui estoient allés par devers le Roy pour le fait de la ville, et jassoit ce que il ait esté ordonné par deux ou trois fois que la chose se poursuist aux despens communs, toutesfois ledit Aymé y est allé à ses despens, et mieulx vauldroit que l'on parlast d'envoyer argent audit Aymé, qui est en tel danger pour le fait de la ville, *par le moyen de cellui puant pelletier*, et lessier toutes autres choses. Mais vous et vous, — en monstrans au doy lesdis Pompierre et Léonart Caille, — le destourbés tout. »

« A quoy ledit Léonart lui a répondu que ledit Mandront estoit aussi puant comme ledit Caille.

« Et ledit Mandront lui a respondu qu'il mentoit.

« Et ledit Caille lui a respondu que mès ledit Mandront mentoit.

« Et ledit Pompierre respondit audit Mandront que ledit Aymé avoit ladicte peine à sa coulpe, pour ce que s'il eust voulu il s'en feust aussi bien mis hors comme les autres à qui la chose touchoit comme audit Aymé de Nièvre.

« Et sur ce ledit Mandront s'en ala hors de ladicte chapelle soy corrossant très assertes, dont la cause pourquoy ilz estoient tous assemblés se cuida enterrompre. »

Le 26 novembre de la même année, le procès gagné au civil, mais sans autre conséquence, les consuls proposèrent aux maîtres des métiers de dédommager Aymé du Nyèvre de tous ses frais, et les maîtres en furent d'accord. Alors Bernerd de Varey, et Jehan de Varey pour lui, réclamèrent semblable traitement, qui leur fut accordé sans discussion ³⁷.

Ainsi finit, d'après nos documents, l'affaire de Jehan Caille ; mais la rancune des citoyens fut tenace : en août 1428, après la mort de Léonard, « on baille le pennon qu'il avait à Fr. Loup, ou à autre tel que bon semblera auxdits

³⁷ R. C., 8, 13 mai, II, p. 183, 184, le 13 mai, les conseillers délibèrent de nouveau, s'il convient de faire fait commun du procès de J. Caille ; ils remettent leur décision à plus tard, Mandront étant présent. 24 nov., II, p. 204.

conseillers, *autre que ledit Jehan Caille* ». De longtemps, le nom du personnage ne paraît plus aux registres qu'à son rang, lorsqu'en bon citoyen il assiste à quelque assemblée ; il fait régler les affaires de sa charge qui concernent la ville par son greffier Haudry, ou les abandonne à son collègue Etienne de Villeneuve, dont la faveur est alors assez grande.

L'année fut donc remplie à Lyon par l'agitation intérieure contre ledit J. Caille, et surtout contre l'aide de Poitiers et le onzain, tandis que reprenaient les transactions commerciales, et que peu à peu on revenait à la vie normale. Les Actes capitulaires signalent, au mois de novembre, la prédication d'un certain frère mineur, nommé frère Olivier, que les chanoines récompensent et que les bonnes gens de Lyon voudraient garder longtemps dans leur ville pour le bien de leurs âmes, ils nous font savoir aussi qu'il y eut de grands froids tout au début de l'hiver³⁸.

Les marchands de Bourgogne, de Savoie et du Midi, profitant des trêves, avaient repris leur commerce avec la ville et entre eux, mais les relations étaient interrompues depuis dix ans, et la crainte des espions et des traîtres sévissait partout, aussi les incidents furent-ils nombreux. Au mois de mai, on voit le juge de Bresse, Pierre Loriol, invoquant ses vieilles et bonnes relations avec les Lyonnais, intervenir en faveur d'un nommé P. Gage à qui l'on a fait du tort³⁹ ; l'abbé de Saint-Oyant réclame aussi la protection des conseillers pour deux de ses marchands que le bailli a fait prendre⁴⁰. Un peu plus tard, en représailles sans doute de quelques mesures de police intempestives, Charbucle arrête à Miribel les marchands de Lyon et con-

38 R. C., 26 août 1426, II, p. 181 : « les Consuls ont demandé au maître des Frères Mineurs... » A. C. S^t J., 14 nov. : 6 florins à F. Olivier, prédicateur excellent, pour un habit. 5 nov. : ordre de porter les chapes noires au chœur, bien que ce ne soit pas l'usage parce qu'il fait très froid...

39 A. A., 82, 15 : pub. Caillet.

40 A. A., 79, 47 : « l'abbé et le monastère de S^t Oyant de Joux », c'est-à-dire de S^t Claude.

fisque leurs marchandises : le 19 juillet, les consuls décident d'écrire au duc de Savoie et à son Conseil pour avoir mainlevée, et à « ceulx de Genève » pour avoir leur appui. Les Genevois répondent, en concurrents, d'un ton rogue, que l'affaire ne les concerne pas. Mais cet incident fournit au duc de Savoie l'occasion d'une lettre particulièrement courtoise, indice de sa bonne volonté à l'égard de la ville, — de quelque façon qu'on veuille l'interpréter. « Le duc n'a d'autre information en cette matière » que la lettre des consuls de Lyon, mais, sur leur parole et sans aucun délai, il écrit au bailli de Bresse « qu'il y fasse telle provision que vous ayez lieu d'en estre bien contens » ; et il ajoute : « Car tousjours vous voulrions-nous complaire en toutes chouses à nous poussibles, et aussi tracter et préserver lesdicts marchans comme les nostres » ⁴¹. Le 28 août, c'est le Conseil de Bourgogne qui demande à la ville d'intercéder pour un marchand d'Avignon que l'on a arrêté à Villefranche ⁴². A cette année aussi peut-on rapporter la mésaventure de ceux de Montpellier qui étaient venus « en Borgonha emprar telas », et que l'on prit pour des Anglais, ce qui nous vaut aux archives municipales une belle lettre en patois des « cossols » de Montpellier, protestant qu'ils ne sont « Anglès ne traytors al Rey » ⁴³. Enfin la traite des grains et du sel se rétablit le long de la Saône vers la Bourgogne, gênée par les gens d'armes et leurs capitaines, mais procurant aux habitants des villes l'occasion de profitables rapprochements : à la fin de 1427, les consuls de Mâcon peuvent écrire plusieurs fois à ceux de Lyon et entretenir à ce sujet toute une correspondance amicale ⁴⁴. Ces gens, de part et d'autre, sont tout prêts à la paix défi-

⁴¹ R. C., 19 juillet, II, p. 188. A. A., 71, 12, du 21 juillet, pub. Caillet in Bulletin d'Histoire et d'Archéologie de Genève t. III, livraison 4, 1909. A. A., 25, 61, du 2 août, pub. Caillet.

⁴² A. A., 69, du 28 août, pub. Caillet, sous la date de 1427, qui est possible, mais improbable ; en 1427, on n'arrêtait plus les marchands à Villefranche.

⁴³ A. A., 73, 92, du 3 septembre.

⁴⁴ A. A. 72, 1 et 10, des 19 déc. 1427, pub. Caillet, et 10 janv. 1428. Ces lettres mêlent aux affaires de commerce celle des chevaux du Prince d'Orange et témoignent d'une grande cordialité.

nitive, qu'ils appellent de tous leurs vœux, et rien ne subsiste entre eux des anciennes querelles.

Au mois de janvier 1427, les négociations pour la paix reprirent entre le connétable et le comte de Clermont, de la part du roi, Toulangeon et Philibert Andrevet, de celle de Bourgogne. Amédée VIII avait assigné la première assemblée à Paray-le-Monial pour le 5 janvier ; il la remit au 12 du même mois, elle se tint alors à Bourbon-Lancy, chez La Trémoille. Rien n'y fut gagné : d'un commun accord on prorogea les trêves jusqu'à la Saint-Jean d'été (24 juin), puis le duc de Savoie en reporta le terme à la Saint-Martin par ses lettres datées à Montluel du 20 janvier. En quittant Bourbon-Lancy, les négociateurs s'étaient ajournés à Genève pour la fin de mars : là furent en effet les envoyés bourguignons, mais le connétable et le comte de Clermont manquèrent au rendez-vous.

Le Sire de Giac avait assisté aux conférences de Bourbon-Lancy : c'était un maître sot, mais fort vénal et capable de tout. Richemont se rendit compte, peut-être à cette occasion, que cet homme était un obstacle à ses projets de rapprochement et à toute sa politique. Il le fit enlever du logis même du roi Charles, à Issoudun, et le fit mettre à mort (8 février). L'affront parut au roi dépasser la mesure et provoqua sa colère ; le connétable en fut d'abord effrayé, et, quittant le ton rogue qu'il avait adopté depuis son avènement, il écrivit aux bourgeois de Lyon, le 11 février, pour avoir leur appui : il leur présente Giac comme une « semence » demeurée du mauvais gouvernement d'autrefois, plein de déloyauté, de mauvaiseté et de trahison, et dit que de son chef de connétable, « portant l'espée de la conservation de la Seigneurie et justice de Mondit Sr », il a « prins de fait, privé et débouté à tous-jours ledit Giac de sa compagnie... », que le roi en est mécontent : « s'est indigné à l'encontre de nous... et prins dans son cueur courroux et desplaisance ». Sur quoi, Richemont s'adresse aux Lyonnais : « Ayant regart aux inconvéniens irréparables que par son courroux ensuir se

pourroient... vous prions... que vous vueillez employer et tenir la main de vos puissances avecques nous au bien de Mondit Sr et de sa Seigneurie... lui vueillez rescripre attendu que ce est fait pour le très grant bien... en tenant de votre part tels termes envers nous comme seurté et fiance y avons ». Il termine en leur demandant de l'aider de leur bon conseil, et de lui faire savoir leurs intentions ⁴⁵.

Les consuls venaient de recevoir de lui une lettre fort arrogante, dictée sans doute depuis quelques jours, mais expédiée en retard par sa chancellerie, où il les menaçait, s'ils ne le payaient vite, de s'en prendre au premier d'entre eux qu'il trouverait sur les chemins (18 février), ils avaient remis au lendemain leur délibération : le lendemain, ils ont en mains la seconde lettre et pensent avoir de tout cela meilleur marché et plus grand rabais. « Quant aux lettres de l'exécution de Gyach », que l'on s'assemble avec Mons. de Lyon, les gens d'église et Mons. le bailli, « avec lesquels se fera la conclusion que sera de faire sur ce ». Jehan Violet qui partit vers le connétable le 28 février emporta la réponse. L'affaire de Giac s'arrangea assez vite, et le 7 mars, tout en les priant encore d'écrire au roi, Richemont pouvait en parler sur un ton dégagé : « Combien que, Dieu mercy, il est bien appaisié et bien content de nous » ⁴⁶. On avait remplacé auprès de Charles VII le misérable Giac par un nouveau favori, encore plus bas que lui, et qu'on se vit obligé de faire disparaître bientôt (juin). Richemont, habilement circonvenu, commit alors l'imprudence d'imposer au roi la compagnie de Georges de La Trémoille.

La Trémoille est trop grand seigneur, trop intelligent aussi pour se contenter d'un rôle subalterne : ses appétits sont grands et ses ambitions illimitées. Ses domaines s'échelonnent, de part et d'autre de la Loire, du Poitou jusqu'en Bourgogne, où son frère Jonvelle occupe de hautes fonctions : il a une politique à lui, et travaille à

⁴⁵ A. A., 77, 97, de Bourges, le 11 février.

⁴⁶ R. C., 16, 18, 20, 23, 28 fév., 16, 17, 28, 30, 31 mars, II, p. 220, 221, 222, 224, 225, 226. A. A., 77, 96, 95, 96, des 20 janv., 28 fév., 7 mars.

éliminer le connétable pour prendre sa place. Il s'attache d'abord à diminuer son importance en rejetant le duc de Bretagne hors de l'alliance du roi, puis à lui ôter ses meilleurs appuis en éloignant les princes de Bourbon. Au mois de mars, la campagne de Dinan fut un nouvel échec : il parut que le duc Jehan VI l'avait détournée quelque peu pour les intérêts de son duché ; le connétable en fut rendu responsable. Vers le même temps, les Bourbons, entourés d'intrigues, se rendent compte du travail commencé contre eux : tout à coup le comte de Clermont, chef de la maison, le plus puissant et le plus jeune, riposte, fait enlever le Chancelier Martin Gouge et le garde en secrète prison.

La Commune de Lyon fut consultée sur cet événement, et les bourgeois en délibérèrent le 6 avril. Huit consuls et dix-neuf notables étaient présents : des quatre consuls qui ne siégèrent pas, deux sont vraiment absents ou empêchés, les deux autres, Aymé du Nyèvre et J. Durant, ont pu n'être pas venus ce jour-là pour n'avoir pas à répondre. Les « signés à oy », soit deux consuls et dix notables, parmi lesquels les plus grands de la ville, Paterin, Pompierre, Mandront, Aynard de Villeneuve, J. et Barthélemy de Varey, Aynard de Chaponnay, et les juristes, G. de Bames, J. Palmier, P. Bullioud, « ont esté de conclusion que l'on escripve au Roy et à Mons. le Conte de Clermont sur la prinse de Mons. le Chancellier, en les advertissans des dommages, inconveniens irréparables que par moyen de ladite prinse et autres divisions se puevent ensuir en ce royaume ». Mais l'affaire n'est pas claire, et l'on ne sait vraiment où l'on va ; aussi contre eux les « signés à non », six consuls et neuf notables, gens de moindre état en général, sauf P. du Nyèvre, Humbert de Varey le prévôt et son cousin le sage Bernerd, « ont esté de contraire oppinion que la ville ne s'en mesle ». Et il semble bien que la ville ne s'en mêla⁴⁷. Le Pape intervint en faveur de l'évêque, le Parlement réclama le chef de toute la justice, et les gens du Dauphiné, moins circonspects que les Lyon-

⁴⁷ R. C., 6 avril, II, p. 227. Fr. Loup est absent du 7 mars au 26 avril. E. Garin est absent du 16 mars au 25 avril.

nais, blâmèrent l'acte du prince, qui fit la sourde oreille et ne rendit son prisonnier qu'en septembre, contre bonne rançon.

Les princes de Bourbon sont dès lors à l'écart ; avec eux s'est retiré le comte de Pardiac, devenu le gendre du roi Jacques. La Trémouille agit ensuite directement contre les Bretons ; le duc en fut rejeté vers l'alliance anglaise, et finit, le 8 septembre, par donner son adhésion publique au traité de Troyes. Richemont ne suivit pas son frère dans sa palinodie ; rudement touché devant l'opinion de la cour et du royaume, mais resté fidèle à son serment et à sa politique, il chercha d'abord dans un succès militaire contre les Anglais, l'occasion de remonter son crédit, et prépara soigneusement une expédition entre Seine et Loire, tandis que La Trémouille, au contraire, obtenait du régent Bedford une trêve pour les domaines de la maison d'Orléans (17 juillet).

La campagne d'été qu'avait organisée le connétable se fit sans lui : après avoir rassemblé l'armée royale à Gien vers la mi-août, le Bâtard d'Orléans et La Hire marchèrent au secours de Montargis investi par les Anglais, les forcèrent à lever le siège et infligèrent aux ennemis de lourdes pertes. La victoire fit grand effet dans le royaume de Bourges : le roi, poussé par son malin conseiller, s'en attribua tout l'honneur, la publia partout et la célébra dans ses lettres patentes ; plus tard il écrira qu'elle fut « *le commencement et la cause de notre bonheur contre nos ennemis* ». Le connétable, lui aussi, revendiqua comme un succès personnel la « *rescousse* » de Montargis : de Jargeau, le 6 septembre, il écrivit aux Lyonnais pour la leur annoncer, leur en montrer l'importance et les développements, le déblaiement de la Beauce, la prise de Marchenoir et de Montdoubleau (au Perche), avec une belle artillerie que les Anglais y ont laissée ⁴⁸.

A ce moment déjà, Richemont était un rebelle : le 4 août,

⁴⁸ A. A., 77, 105, de Jargeau, le 6 septembre.

il avait traité avec le comte de Clermont et le Cadet Bernard. Après une expédition dans le Maine, où il tenta d'exploiter le succès et n'y réussit pas, il se retira dans ses domaines du Poitou et se prépara à faire la guerre au favori triomphant ; là même, il eût bien voulu recevoir des Lyonnais l'argent qui lui restait dû, mais, cette fois à bon escient, les consuls se tinrent cois ⁴⁹.

Ses alliés, d'ailleurs, courtoisaient la ville de Lyon, tandis qu'il la malmenait de grossières paroles : au mois de juin, les pays bourbonnais étant sur la défensive, et la sortie de toutes denrées étant interdite, la Duchesse autorise en faveur des Lyonnais la sortie des bestiaux achetés à la foire de Saint-Jehan-de-Panissières. Fidèles à leur attitude expectante, les consuls reçoivent cette avance et la très courtoise lettre qui l'accompagne avec un air d'indifférence : « Ils ont vu les lettres closes de Madame de Bourbon sur le fait du bestial » ⁵⁰.

Avec les Etats bourguignons, les relations commerciales ne sont pas des plus faciles : les habitants de Châlon ont écrit sur le fait des laines une lettre qui constitue pour la ville une menace, et l'on s'adresse au bailli pour y porter remède (1^{er} septembre), puis sur son conseil, on leur répond le plus « gracieusement » possible, « à la descusation et décharge de ceux de la ville », et l'on pense de nouveau à pourvoir à la défense ⁵¹.

Quant aux affaires de Savoie, le duc, tout à sa guerre contre Milan, se plait à considérer la pacification du pays comme une chose acquise, et ne craint pas de demander à Imbert de Grôle le passage pour une grosse troupe de gens d'armes « anglais » que lui amènent en renfort Ph. Andrevet, dont la parole a quelque valeur, mais avec lui un bandit notoire, le Galois de Sure, et un ennemi mortel de la ville, le Seigneur de Bouligneux. Les conseillers l'apprennent et s'en émeuvent, vont trouver le bailli le 18 juil-

⁴⁹ A. A., 77, 96, de Chauvigny le 23 novembre.

⁵⁰ A. A., 25, 6, de Sury-le-Bois, le 21 juin, pub. Caillet. R. C., 29 juin, II, p. 233.

⁵¹ R. C., 1^{er}, 4 sept., II, p. 241-242.

let, et le lendemain, vu la copie des lettres, ferment les portes et tendent les chaînes, puis, avec les gens d'église, écrivent au roi, pour qu'il dise ce que l'on doit faire, et au duc de Savoie, « qu'il ne vueille dommager ce pays, attendu qu'il a des autres passages plus aisés que par cette ville »⁵².

La ville était toute occupée du péril de la guerre dont la menaçait dès lors le prince d'Orange, et qui gâta pour tout le monde le bon temps de la trêve bourguignonne ; mais on n'en était pas encore aux voies de fait et les précautions d'usage suffisaient, d'autant qu'on était bien d'accord avec l'Eglise et le plat pays.

Les trêves devaient expirer à la Saint-Martin, et, dans le grand désordre où se trouvait alors la cour de France, aucun haut personnage ne se présentait pour parler de la paix. Le duc de Savoie conclut à Yenne, le 26 novembre, avec Messire J. Girerd et le bailli Imbert de Grôle, une nouvelle suspension d'armes pour trois ans ; les lettres en furent portées à La Trémoille par le poursuivant d'armes du maréchal de Toulangeon ; les ratifications s'échangèrent au cours de l'année 1428, et l'on eût pu espérer un long repos pour les pays du Sud-Est. Mais au même moment se nouait auprès du duc de Savoie l'intrigue du prince d'Orange, et bientôt allait se dérouler une aventure toute locale, mais aussi grave pour le pays qu'aurait pu l'être une reprise de la guerre bourguignonne.

Mais il faut, avant d'en entreprendre le récit, en finir avec les affaires intérieures de la ville, avec les princes et les favoris du roi.

Les princes, — les trois comtes, comme on disait, — suivis à regret par Jacques de Bourbon, comte de la Marche et roi de Hongrie, et par La Fayette, avaient fini par être en guerre ouverte avec le Seigneur de La Trémoille ; réfugié dans sa grande place de Parthenay, Richemont conduisait les hostilités. Tout le Massif central était

⁵² R. C., 18, 19 juillet, II, p. 235-236.

agité, la plupart des vassaux n'obéissant plus au roi. Bientôt il leur fallut aussi l'assentiment des villes, et d'abord de la ville de Lyon : se posant en réformateurs en face du favori, opposant à la politique versatile qu'il menait comme un jeu avec Regnault de Chartres, la ligne de conduite invariable tenue jadis par le connétable, à son insatiable cupidité leur relatif désintéressement, ils demandaient à la bourgeoisie d'appuyer leurs démarches auprès du roi et au besoin leurs salutaires violences. Des trois, Bernard, comte de Pardiac, était le plus sympathique, chevalier sans reproche et rude batailleur, mais qui n'avait jamais encore occupé le premier plan ; le comte de Clermont, Charles de Bourbon, est aussi un beau chevalier, mais il a été jusqu'ici malheureux dans toutes ses entreprises, et il est mal entouré : quelle confiance peuvent avoir les bons marchands dans ce prince des routiers, qui fait des pires chefs de bandes ses commensaux et ses amis ? Pour le connétable, tous connaissent sa valeur et sa ténacité, mais tous redoutent sa rudesse et son avarice. Le pire des trois vaut mieux que Georges de La Trémoille, mais, couvrant le ministre détestable, il y a pour le bourgeois des bonnes villes, celui qu'on ne discute pas, le roi. Ceux-là mêmes qui ont travaillé de toutes leurs forces en d'autres temps à l'avènement du connétable, maintenant rassasiés d'intrigues, ne feront plus un geste en sa faveur : il faudra bien autre chose pour les remuer ! D'ailleurs, du côté de Lyon, nous savons que les circonstances sont mauvaises et que la paix, sur nos frontières, est bien compromise.

Le 19 janvier 1428, comme la ville se débattait dans les affaires du prince d'Orange et se sentait entraînée je ne sais où par la complicité du duc de Savoie, tandis que, se dégageant péniblement de trames savamment ourdies, elle ne songeait plus qu'à implorer le secours du roi, lui arriva une lettre des princes : « Ils ont reçu et vu les lettres de Nosseigneurs les comtes de Clermont, de Richemont et de Pardiac, faisans mention des remèdes nécessaires au gouvernement du Roy et du Royaume, et à fin

de paix avoir, en requérans que l'on se vueille adjoindre avec eulx contre ceulx qui gouvernent et sur ce leur faire response » ⁵³. Les consuls n'ont pas fait réponse tout de suite, ils se sont occupés de leurs propres affaires, qui étaient graves, et ils ont voulu attendre et voir. Deux semaines plus tard, la cause des princes n'avait pas fait de progrès décisifs ; bien mieux, La Trémoille avait su attirer à lui tous ceux de la maison de Foix, avec l'un desquels précisément nos bourgeois avaient fort à faire. Aussi, le 10 mars, ont-ils décidé simplement d'écrire au roi en lui envoyant les lettres des princes, et le priant qu'il mande son bon plaisir ; en même temps, on ferait savoir aux princes « qu'on est toujours prest d'obéir en tout aux bons commandements du Roy, en leur remercians le bon vouloir qu'ilz montrent avoir aux affaires de ce royaume ». Les conseillers ont choisi nommément pour traiter la réponse avec eux trente-trois notables citoyens. Puis Mons. de Lyon, le Chapitre et les chefs de la ville se sont réunis le 16 au trésor de Saint-Jehan, et ont réglé ensemble les détails de l'ambassade : on ira bien à Montluçon, à la journée mandée par les comtes, — Mons. le Chantre et Messire Amanzé pour l'Eglise, Jehan de Varey pour la ville et Jehan Garnier pour les officiers, — mais les députés n'auront que le mandat de requérir du roi la convocation des trois Etats « quant et où bon lui semblera », sans aucun autre pouvoir ; et l'on insiste : accorder cette assemblée « tant seulement au gré et bon plésir du Roy ». En même temps partiront pour Chinon, au nom du clergé et des nobles, G. de Salemard, que rejoindra bientôt Messire Amanzé, et des bourgeois Aynard de Villeneuve avec un des gens du bailli. Ceux-ci porteront au roi « les deux peres de lettres et articles tramis par lesdits Srs comtes, en lui suppliant le mandement desdits trois Etats et la union des Segneurs de son sang et lignage... et lui signifieront aussi la querelle et exploits fais par le prince d'Orange par deçà à cause de ses chevaux ». Et même l'avis d'Ay-

⁵³ R. C., 19 janv. 1428, II, p. 259.

nard de Villeneuve, appuyé par Nizier Greyzieu avait été d'aller seulement au roi, et de n'envoyer aux comtes que des lettres d'excuse.

Les lettres sont revues, le jour même, après dîner, scellées le lendemain pour les princes, le surlendemain pour le roi ; les envoyés sont partis. Jehan de Varey rentre le 30 mars ⁵⁴ ; les princes lui ont confié encore quelque demande, mais on n'accordera rien avant le retour du messager qui est allé au roi. Celui-ci demeure à Chinon plus longtemps ; il a écrit aux consuls le 10 avril une lettre qu'ils ont reçue le 18, et qu'a suivie une lettre du roi leur défendant de bailler ou de livrer à qui que ce soit aucune chose des deniers restant dûs, leur promettant de les protéger de toute exécution ou empêchement, et annonçant qu'il garde par devers lui leur envoyé jusqu'au retour de ceux qui viennent de Montluçon : quand il aura vu les propositions des comtes, Aynard pourra rentrer à Lyon ⁵⁵.

Cependant la querelle avait passé tout à coup par une période très aiguë : les conjurés avaient tenté un coup de main sur Bourges et s'étaient emparés de la ville, mais ils n'avaient pu prendre le château, et s'étaient donc repliés au premier mouvement des troupes royales.

Aynard de Villeneuve ne rentra pas à Lyon ; sur le chemin du retour, comme il était encore sur les terres de Jacques de la Marche, il fut enlevé par les gens du comte de Pardiac, emmené au château de Montaignu en Combrailles avec le chevalier Guicherd de Salemard, et jeté dans un cul de basse bosse, où il se trouva fort mal, ayant bien de la peine, moult troublé, et mal résigné à « boire la mort » le cas échéant. Il fut gardé en prison jusqu'à la fin de juillet, les princes le tenant pour responsable de la mauvaise volonté des Lyonnais à leur égard. On lui prit ses lettres, où l'on vit sans doute que la cause était perdue, car, abandonnant le connétable à son malheureux sort, les princes de Bourbon s'employèrent aussitôt à rentrer en

⁵⁴ R. C., 10, 12, 16, 17, 18 mars 1428, II, p. 264, 265, 266.

⁵⁵ R. C., 30 mars, 18 avril, II, p. 266, 267. A. A., 20, 3 du 13 avril.

grâce, et y parvinrent avant même que le pauvre homme fût relâché.

Rien pourtant n'avait été épargné à Lyon pour obtenir sa délivrance. Dès les premiers jours de mai, les conseillers avaient eu connaissance de l'incident, et tout aussitôt ils avaient envoyé Guillermin le sellier « savoir de l'estat et de la prinse dudit Aynart ». Celui-ci avait eu grand-peine à se renseigner : les deux prisonniers avaient été séparés de leurs gens, simplement retenus à Chénérailles, au lieu même de leur prise ; Aynard était « demouré quelque temps enserré, mès à la fin il a esté relaché des fers » ; l'envoyé n'a pu le voir, car on le tenait étroitement, et il n'a pas osé aller de Montluçon à Montaigu ; il croit que si l'on écrivait aux princes, ce pourrait être « abrègement de leur délivrance ». Ainsi fit son rapport, le 23 mai, Guillermin le sellier ; Etienne de Villeneuve, qui avait déjà réclamé pour son frère l'aide de la ville, et que l'on avait prié d'attendre, requiert alors qu'on fasse toute diligence et qu'on écrive au roi incontinent : on mandera demain les maîtres des métiers. Les grands bourgeois lyonnais n'aiment pas les Villeneuve, qui se sont trop éloignés de la vie bourgeoise, et qui, nobles et fonctionnaires du roi, n'ont pas toujours bien servi la commune ; les deux frères sont des orgueilleux, ils ont beaucoup d'ennemis. Aynard de Chaponnay rappelle que l'on dit « qu'il est détenu par le moyen de ses malveillans et qu'il a esté prins en venant de la poursuyte de ses offices et pledoyeries », et qu'il a déclaré en partant qu'on ne le défraierait de rien s'il était « prins ou destrossé », et qu'il a demandé pour cela des gages plus élevés ; d'ailleurs les comtes en ont écrit à l'archevêque et au bailli, il faut d'abord savoir ce qu'ils en disent. Etienne répond qu'il allait pour les affaires de la ville, et qu'il est des notables et l'un des conseillers. En fait, les querelles municipales ne doivent pas sortir de la commune, et tout le monde en pareil cas doit prendre parti : tout le monde le sait, et on décide de

poursuivre la délivrance d'Aynard de Villeneuve aux dépens du commun⁵⁶.

Mais il ne s'agit pas de se plaindre au roi dès l'abord, ce qui serait aggraver à l'égard des princes la faute de la ville. Jehan Violet est donc allé trouver les seigneurs de Bourbon, porteur de lettres pour tous ceux qu'il pourra toucher ; il est revenu le 7 juin avec des réponses du comte de Clermont, de La Fayette et du chancelier de Bourbonnais, qui sont à Moulins ; tous trois disent la même chose : votre concitoyen est aux mains du comte de Pardiac, qui est absent et sera de retour dans huit jours, et chacun s'engage, le prince assez froidement, les deux autres avec beaucoup de bonne grâce, à intervenir en sa faveur. On écrit de nouveau, et l'on renvoie J. Violet à Riom, où doivent être les comtes ; le 14 on a une lettre de lui : Pardiac n'est pas encore arrivé, on l'attend pour demain au plus tard ; il a pu écrire aux prisonniers qui l'ont chargé, « après leurs personnes », de recouvrer leurs lettres ; doit-il demeurer ? Les consuls lui mandent qu'il demeure et lui envoient de l'argent, vingt-cinq écus d'or, qu'il fera tenir à Aynard ; lettres et argent partent le 16, par un messenger « de pié ». Le 20, Violet écrit de nouveau : il a vu Mons. de Pardiac et attend des lettres qui sont « commandez au jour d'huy, hure de vespres », quand il les aura, il reviendra, car, il n'a pas grand'chance de recouvrer les papiers d'Aynard, quoiqu'il sache bien qui les a ; le 25, il est revenu : Pardiac ne veut encore rien rendre, « pour ce que ledit Aynard avoit grandement mesprins envers eulx en l'ambassade où il a esté prins et dont ilz lui donnoient grant blasme ». Le comte de Clermont s'excusait de n'avoir pu adoucir son compagnon. Les consuls décident alors de renvoyer Violet aux princes, puis, si Aynard n'est point promptement délivré, de s'adresser au roi : certains seraient d'avis d'aller au roi tout de suite.

⁵⁶ R. C., 21, 23, 24 mai, 2, p. 268, 269 : E. de Villenove réclame le secours de la Commune : on lui répond que les consuls ont déjà envoyé G. le sellier et qu'on attend son retour : E. de Villenove insiste, disant qu'Aynard « a desja esté longuement prisonnier ».

Violet revint encore sans la délivrance, mais il rapportait une lettre du captif, qui les supplie de s'adresser au roi, proteste de les avoir bien servis, et leur fait part de ses souffrances et de ses craintes, en s'excusant d'être troublé, « non mie sans cause »⁵⁷.

Ne voyant rien venir, le conseil de la ville avait appelé en renfort la bonne duchesse de Bourbon, mère du comte de Clermont, grande amie de la ville ; J. Violet l'avait trouvée le 6 juillet en son château de Sury, malade et assistée de Maître Etienne Giscle, le grand médecin de Lyon. Tous deux avaient raconté à la pauvre dame l'aventure de leur concitoyen ; la duchesse s'était montrée très mal contente, car Aynard de Villeneuve avait été le serviteur de son père, le feu duc de Berry, et il se trouvait être son « compère » ; aussi en écrivit-elle à son fils, et « ce pour prière de nul il doit estre délivré, de présent il le sera ». De Sury-au-Bois, Violet continua sa route sur Clermont, où il devait voir le Chancelier de France, puis il s'en fut à Bourges, « qui est, dit-il, une moult dangeruze chose à moy d'aller là »⁵⁸.

Violet ne courut point de dangers en ce dernier voyage, il trouva même en route un sérieux renfort : les bourgeois s'étaient enfin adressés au comte de la Marche, Jacques de Bourbon, beau-père du comte de Pardiac. Celui-ci ne leur répondit que le 5 août, quand le prisonnier était déjà rentré, mais par sa lettre nous savons que, mécontent de ce qu'on eût arrêté sur ses terres et détenu dans un de ses châteaux un serviteur du roi et un citoyen de la bonne ville de Lyon, sans l'en avoir averti, il avait insisté auprès de son gendre pour la délivrance, mais qu'on avait tardé à lui répondre, et qu'à l'arrivée du dernier messenger de la ville, il avait envoyé avec lui au roi un de ses secrétaires,

⁵⁷ R. C., 7, 8, 14, 25 juin, 2, 3 juill., II, p. 270, 272, 273. A. A., 80, 17 (P. de Toulon), 3 juin ; A. A. 78, 26 (La Fayette), 3 juin. A. A., 20, 16 et 20 (C^{te} de Clermont), 3 et 21 juin. A. A., 104, 62 et 63 (J. Violet), 11 et 20 juin ; au verso du n° 62, copie de la lettre des consuls à J. Violet, du 16 juin. A. A., 104, 53 (Ayn. de Villeneuve), 21 juin. Toutes ces lettres pub. par Caillet.

⁵⁸ A. A., 104-61, lettre de J. Violet, du 6 juillet, pub. Caillet.

qui, revenu avec des ordres royaux, avait délivré les prisonniers et les avait accompagnés jusqu'à Clermont⁵⁹. L'agent du comte de la Marche avait en même temps ménagé le retour en faveur de ses maîtres ; l'accord signé le 22 juillet ayant été suivi le 27 d'une lettre de rémission très généreuse

Aynard de Villeneuve était de retour à Lyon au commencement d'août et, le 4, il reprenait sa place au conseil de la ville, rendant justice aux soins du consulat et aux efforts de J. Violet, et regrettant de n'avoir pu recouvrer toutes les lettres qu'il avait impétrées. Consuls et maîtres des métiers ont alors « voulu, consentu et ordonné que l'on face tant audit Aynart qu'il soit content de son voyage »⁶⁰.

Cependant le roi avait convoqué en juillet les États gé-

néraux : les Lyonnais reçurent d'abord le 6 juillet des lettres les mandant à Tours pour le 18 ; le roi renouvelait en même temps l'ordre de n'ouvrir lettres de quelque lieu qu'elles viennent sinon de lui, de les lui envoyer toutes closes et retenir les porteurs jusqu'à nouvel avis, il voulait ainsi couper court à toute correspondance des bonnes villes

⁵⁹ A. A. 68, 31, lettre de Jacques, C^{te} de la Marche, du 5 août, pub. Caillet.

⁶⁰ R. C., 4 août, 7, 8 sept. II, p. 278, 285. On reparlera des lettres, les 7 et 8 sept., avant le départ d'Aynard pour les États de Chinon, où il devait représenter la ville. « Jehan Violet a rapporté que quant Aynart de Villenove fut délivré de la prison de Montagut en Combraille, que l'on lui rendi des letres beaucoup, et tant que au departement dudit Aynart l'on lui demanda s'il avoit bien toutes ses lettres, icellui Aynart respondi qu'il lui sembloit que ouy et que plus riens ne ly falloit de sesd. lettres. Dist plus que ung appellé Girerdin, en la présence du capitaine de Montagut, de sa femme, de son lieutenant et de Rasquart, huissier d'armes, apporta audit Aynart à sadicte délivrance beaucoup de lettres, et toutes celles où il avoit escript Lyon et Villenove dessus furent rendues et baillées audit Aynart, tant que ledit Aynart fut content, comme dit est, semblans audit Aynart, comme il disoit, qu'il avoit bien toutes sesdictes lettres... L'on a dit audit Aynart ce que dist yer, de lui Jeh. Violet, lequel en a respondu et dit que pour le grant désir qu'il avoit d'estre délivré et pour doubte destre reempeschés par mons. le connestable, il lui convient dire qu'il avoit toutes ses besoingnes, combien qu'il n'en estoit riens, et encoures, pour estre plus tost délivré et pour obvier au reempeschement dessusdit, il lui convint donner, au secrétaire du roi Jaques qui le délivra, six escus d'or. »

avec les princes ⁶¹. Puis, comme personne n'était venu de Lyon ni d'ailleurs, Charles, par lettres du 22 juillet, reporta au 10 septembre l'assemblée, qui devait être générale pour tout le royaume de Bourges et le Dauphiné. Cette fois, comme il venait de traiter avec les comtes, il s'autorisait du conseil de « beaux cousins d'Alençon, de Clermont et de Pardiac », et terminait en assurant : « Aura chascun des assistens franche liberté de en ce acquiter sa loyauté et de dire pour le bien des besongnes tout ce que bon luy semblera » ⁶². Les consuls ne se hâtèrent pas de nommer leurs députés, bien que d'aucuns les en aient requis pour leur décharge ; le 1^{er} septembre seulement, l'assemblée de la ville décida d'envoyer notablement à la journée des trois Etats, et désigna d'une seule voix pour y aller Aynard de Villeneuve, s'il en voulait bien prendre la charge. Il accepta le 3, mais ne partit que le 14 au plus tôt, après s'être fait prier pour prendre les lettres et mémoires de la ville aux conditions qu'on lui offrait ⁶³.

Les Etats se tinrent à Chinon, Aynard de Villeneuve y régla les affaires de la ville et les siennes et revint le 30 octobre ⁶⁴.

Tandis que s'apaisait le conflit des princes et que Messire Aynard se remettait de ses fatigues, que d'autre part s'amoncelait du côté de l'Est l'orage des revendications d'Orange et de Savoie, un incident très grave du point de vue de la commune se produisait à Lyon : sous la pression du moyen et du petit peuple, les consuls destituèrent trois d'entre eux et firent procéder incontinent à l'élection de leurs remplaçants. Au cours d'un procès que la ville soutenait contre l'archevêque et les chanoines, à propos de

⁶¹ R. C., 6 juillet, II, p. 274.

⁶² A. A. 22, 41, de Bourges, le 22 juillet.

⁶³ R. C., 1^{er}, 2, 3, 5, 8 sept., II, p. 283, 284 295. Les consuls hésitent à le garantir de toute mésaventure. Aynard ne veut pas partir sans être dûment couvert : il a finalement gain de cause. A. C. S^t J., 14 sept., le chapitre envoya avec lui J. de Montmorin.

⁶⁴ R. C., 31 oct., 1^{er} déc., II, p. 291 295. Il rapportait pour la ville, les lettres des « entrées » que les gens de son parti auraient voulu substituer aux tailles.

certains « bancs » que l'on avait fait sur le pont de la Saône, et que la ville voulait ôter, Messires Guillaume de Bames et Pierre Bullioud, fonctionnaires du Chapitre en même temps que conseillers de la ville, tinrent le parti de l'Eglise et plaidèrent « contre le commun ». Semblable chose s'était déjà vue, et les procès, en ce temps-là, n'empêchaient pas la bonne amitié. Celui-ci tenait à cœur aux bonnes gens de Lyon, tant que le 14 août les consuls furent requis par la voix de Jehan de Condeissie de poursuivre les deux personnages, et tout d'abord d'ôter à G. de Bames le pennon qu'il avait au quartier Saint-Georges, « attendu qu'il est contre ledit commun ». Les conseillers accueillirent la requête et mandèrent aux Cordeliers la grande assemblée des maîtres des métiers et des notables, soit plus de deux cents personnes. Là fut ordonnée la destitution de G. de Bames et de P. Bullioud, et l'on décida de soutenir Claude Tieulier qui les avait malmenés et injuriés, s'ils jugeaient à propos de le poursuivre en justice. Après dîner l'on revint aux Cordeliers et l'on nomma leurs successeurs. On crut bien faire d'élire aussi quelqu'un au lieu de J. Bastier qui était en prison : Jehan Sala dit Bastier avait été accusé, ainsi que son frère Pierre, « d'avoir retiré aucuns ennemis du Roy N. S. en leur hostel par plusieurs fois », et nul ne savait quand ils seraient hors de cause. Tout cela se fit avec force protestations : qu'on n'entendait rien innover aux Syndicats présents et à venir, ni aussi aux bonnes coutumes anciennes ; mais toutes protestations demeurent vaines, et le fait est qu'on a touché là au plus solide des fondements de la commune ⁶⁵.

Ici finit, pratiquement, le temps des trêves. Dès le mois de juillet, le prince d'Orange avait pris des otages à la ville, et bientôt il commençait la guerre en Dauphiné. D'autre part, tout le pays d'alentour se garnissait de gens d'armes, et l'on voyait arriver au mois d'octobre les bandes de Rodrigue de Villandrando.

⁶⁵ R. C., 14, 17 août, matin et soir, II, p. 280, 281, 182. V. le procès des *bancs*, et pour l'assemblée du 17, 1^{re} partie, ch. IV, § 4.

CHAPITRE IV

LES AFFAIRES DU SUD-EST (1428-1435)

1. Le prince d'Orange et le duc de Savoie. Anthon.

L'évolution de la politique savoyarde à l'égard du royaume de France et de la ville de Lyon paraît incontestable en ces dernières années. Au moins depuis la proposition d'alliance faite aux bourgeois en janvier 1421, le duc de Savoie, tout en s'efforçant de rétablir la paix entre son neveu de Bourgogne et le Dauphin puis le roi Charles, admet la possibilité d'un démembrement du royaume, et se prépare à y participer. Le Dauphiné lui paraît bon à prendre, et nulle capitale ne lui conviendrait aussi bien que Lyon. Mais la très prudente maison n'entend rien laisser à l'aventure, et la main qu'elle avance à l'occasion est toujours prête à se retirer. Du vivant de Charles VI et d'Henry V, on ne pouvait espérer grand'chose, mais aussitôt ces deux hommes disparus, il devint patent que les Anglais se contenteraient bien de la moitié du royaume, au prix d'une alliance de tous points désirable, et que le duc de Bourgogne ne tenait pas à les voir trop puissants. D'autre part, le principe monarchique n'était plus en cause, et l'on pourrait toujours mettre en avant l'autorité de l'Empereur. Dès ce moment-là donc, les intrigues se resserrèrent ; le prétexte de la rupture était trouvé, c'était la succession de Valentinois.

Le dernier comte de Valence et de Die était mort en 1422 sans postérité, laissant par son testament l'héritage de

ses domaines au roi de France, Dauphin de Viennois, et lui substituant en seconde ligne le duc de Savoie. La condition posée à l'envoi en possession était le paiement des dettes du comte, évaluées à cinquante mille écus d'or. Le Dauphin Charles accepta la succession, mais ne paya rien. Le duc de Savoie, dont les terres, depuis sa main-mise sur la Seigneurie de Villars, bordaient virtuellement la Saône jusqu'aux portes de Lyon, et qui eût été bien aise en attendant mieux de continuer vers le Sud l'encerclement du Dauphiné, fit, dès l'année suivante, acte de propriétaire, et la querelle s'envenima, discrètement, à la Savoyarde, sans sortir des limites contestées. Le Dauphin avait investi du comté le Seigneur de Saint-Vallier, de la maison de Poitiers, puissant feudataire dont le frère tenait l'évêché de Valence ; les Saint-Vallier luttèrent contre les envoyés savoisiens jusqu'en 1425, où le roi se décida à payer les dettes, engageant pour cet objet le quatrième fleuron de sa couronne : nous avons vu le Président Louvet chargé de conclure cette affaire lors de sa disgrâce. Comme la chose coïncidait avec l'arrivée au pouvoir du connétable de Richemont, et qu'il fallait prévoir à cette occasion un relèvement de la royauté des Valois, le duc n'y mit pas obstacle, mais aucun traité formel ne fut signé¹.

En 1426, l'affaire rebondit par le fait du prince d'Orange. Louis de Châlon, Seigneur d'Arlay en Franche-Comté, et Prince d'Orange au royaume d'Arles, comme héritier de la maison des Baux, était l'un des principaux vassaux et des meilleurs serviteurs du duc de Bourgogne ; envoyé en Languedoc par Jehan sans Peur, puis chassé de ce pays par l'accord entre les gens du Dauphin et le comte de

¹ V. Chorier. Le testament est du 2 juin 1419. A la mort du Comte, et les dettes n'étant pas payées, le C^{te} de Savoie déclare accepter la succession le 24 août. Louis de Poitiers, S^r de S^t Vallier, prend le titre de Comte, et, appuyé sur son frère Jehan, évêque de Valence, résiste aux Savoyards. C'est au S^r de S^t Vallier que le roi engagea d'abord les joyaux de la Couronne, puis donna, en compensation des sommes qu'il lui devait et des services rendus, plusieurs terres et châteaux en Dauphiné. V. Ulysse Chevallier *Choix de Documents...*, p. 286 et 380. Le duc de Savoie ne fait pas la guerre au roi de France, ni au Dauphin, mais au S^r de S^t Vallier. En 1426, il se retire, en fait, à cause de sa guerre contre Milan.

Foix, il avait d'abord tenté de reprendre l'avantage dans les montagnes du Vivarais, puis, revenu dans la Comté, il avait été de toutes les campagnes jusqu'au traité de Troyes ; à ce moment, comme il avait refusé de servir le roi d'Angleterre, il avait été mis à l'écart. Très courageux et très ambitieux, il avait tourné ailleurs son activité brouillonne : il se trouvait être l'adversaire du duc de Savoie, et lui disputait devant la cour impériale le comté de Genève dont il se prétendait héritier ; une sentence fut rendue contre lui, en 1424, par l'Empereur Sigismond, pour ce qui est du comté lui-même, laissant toutefois subsister ses droits au reste de l'héritage. C'est alors qu'intervint entre Amédée VIII et son concurrent débouté un certain traité secret par lequel les deux Seigneurs se partageaient le Dauphiné : le prince revendiquant les territoires riverains du Rhône, avec Valence et Vienne, le duc s'emparant de Grenoble et de toute la montagne. On ne parlait pas au traité de la ville de Lyon, que le souverain savoyard visait particulièrement ; on n'y disait pas non plus qu'Amédée VIII se proposait en cas de succès d'éliminer sans délai son aventureux complice, et de rejeter sur lui en cas d'échec tout l'odieux et le ridicule du projet, mais la chose était certainement sous-entendue².

Il convenait que le prince d'Orange fit les premiers pas. Il entreprit donc de mettre en valeur les droits très divers et très étendus qu'il possédait en Dauphiné : héritier par les femmes du dernier Dauphin du Viennois, il réclamait une rente qui lui était due de ce chef par le roi de France et n'avait jamais été payée, ni à lui, ni à ses ascendants ; il réclamait aussi, comme héritier de la maison de Genève, les châteaux de Domène, de Fallavier et plusieurs autres, sur lesquels les gens du roi avaient mis la main, et qui étaient présentement au pouvoir du bâtard d'Orléans, après avoir appartenu à son beau-père le Président Louvet ; enfin, prétendant à la succession de Saluces, qui comprenait entre autres la forteresse d'Anthon, il s'indignait

2 V. Guichenon, Savoie, p. 41, Preuves...

de ce que le conseil delphinal lui en eût refusé l'investiture³.

A ce moment-là même, par la pire des maladresses, le roi Charles livre son Dauphiné entre les mains d'un fort malhonnête homme, qui ne pourra que le trahir, comme il a trahi tout le monde. Au Seigneur de Joyeuse, gouverneur, pris par les Anglais à Cravant, avait succédé le comte-dauphin d'Auvergne, Béraud, qui avait bien servi. Celui-ci mourut en 1426, au temps où la maison de Foix revenait en faveur : le puissant tyran pyrénéen, attiré probablement par le regain de vigueur du royaume, et désireux de recouvrer, avec le gouvernement du Languedoc, la possibilité de fructueuses exactions, était venu jusqu'à Mehun offrir au roi de Bourges le secours de ses Gascons ; il fut accueilli à bras ouverts et comblé de présents ; on engagea à grands frais force compagnies de ses sujets, qui ne firent jamais que « manger pays » ; on lui fit condoléance pour son frère de Navailles tué naguère à Montereau près du duc de Bourgogne ; on ne lui parla pas de son autre frère le captal de Buch qui servait les Anglais ; mais, trop heureux de pouvoir compter quelque temps sur son appui, les gens du roi reçurent en France le quatrième frère, Mathieu, comte de Comminges en vertu d'un crime et par la grâce du roi d'Angleterre, et le nommèrent gouverneur du Dauphiné. Heureusement, vers le même temps, le vieux Seigneur du Bouchage, qui était maréchal de la province, et comme tel en menait à la guerre la belliqueuse noblesse, vint à mourir, laissant titre et commandement à Imbert de Grôlée. Celui-ci donc, en sa qualité, non de Sénéchal de Lyon, mais de maréchal du Dauphiné, tint tête victorieusement aux entreprises de Louis de Châlon, et, au cours d'une escarmouche, ses gens s'emparèrent de quatre chevaux de guerre qu'on lui amenait en Dauphiné.

Le prince écrivit de Lille, le 15 novembre 1426, à la ville de Lyon, à l'archevêque et au Chapitre des lettres de défi.

³ V. lettre du Prince aux Lyonnais du 15 nov. 1426, citée plus bas.

Les consuls en délibérèrent avec le clergé : la plupart voulaient répondre tout de suite, « pour obvier au dommage des marchans, qui n'oseront aler dehors », mais Messire J. le Viste et quelques autres grands furent d'avis qu'il fallait demander la permission du roi ; on fit donc un beau cadeau au chevaucheur du prince, mais on envoya ses lettres au roi ⁴. Cependant, on députait le Procureur au bailli, qui fit savoir qu'il était prêt à rendre les chevaux, mais que ceux-ci avaient été remis au conseil de Grenoble, sous et en la main du gouverneur. La chose préoccupe fort les habitants toute la fin de janvier et les premiers jours de février : on en ferait volontiers une condition de l'appointement que l'on traite avec M^e Girerd Blanchet... on dut en parler au comte de Comminges, qui passa par Lyon quelques jours après avec son frère le comte de Foix et l'évêque de Laon, et que l'on servit honorablement de torches et d'épices, mais on n'eut pas sans doute de réponse précise, le gouverneur étant à peine informé des faits de la cause ⁵. Plusieurs mois s'écoulaient sans que la ville en ait autre semonce ; le pays viennois est agité, le Chapitre fortifie ses places du sud de Lyon, à tout événement ⁶.

Au mois d'août, les mouvements de troupes se rapprochent : le prince d'Orange « fait gens d'armes, comme l'on dit, vers Romenay » ; on a envoyé aux nouvelles, et, à quelque heure que vienne le messenger, Etienne Garin et Mandront iront lui ouvrir la porte de Saint-Marcel, avec huit ou neuf personnes « bien abilliéz ». En novembre, la situation n'est plus tenable : il y a « mussés par les boys », des gens qui « espient » les marchands de Lyon pour les prendre, à cause des chevaux ; ils ont déjà pris Barthélemy Codurier d'Anse et plusieurs autres ; que l'on envoie donc au prince d'Orange un homme notable, lui dire que la ville « ne puet mès de la prinse de ses chevaulx, mais

⁴ A. A., 68, 34, pub. Caillet avec toutes les autres. Les mêmes lettres furent envoyées à Mons. de Lyon. R. C., 27, 28, 29 déc. 1426, II, p. 211, 212.

⁵ R. C., 21, 24, 27, 30 janv., 21 fév. 1427, II, p. 215, 217, 218, 221.

⁶ A. C. S^t J., 28 juin : Construction d'un « barrio » à S^t Andéol, en ce temps d'imminent péril.

leur desplait... », qu'il s'en prenne à ceux qui l'ont fait et qui l'avouent, et ceux qui vont aux Etats de Poitiers devront s'en plaindre au roi. Les petites gens sont indignés et les consuls doivent écouter la plainte d'une bonne femme dont on veut « mulcter par peines » le mari qui a dit de mauvaises paroles contre Mons. le bailli⁷.

Tant y a qu'on finit par s'adresser au conseil de Bourgogne, qui, saisi d'une plainte en rupture des « abstinences de guerre », répondit le 5 décembre à l'archevêque, aux gens d'église et aux bourgeois : le Chancelier et les gens du conseil ont mandé le prince d'Orange, qui a comparu et leur a déclaré que les chevaux lui ont été pris par le bailli de Lyon et certains bourgeois de la ville, malgré un sauf-conduit du connétable de Richemont, et qu'on a refusé de les lui rendre malgré les instances réitérées du connétable ; qu'il était donc bien content des dommages qui s'ensuivaient pour les Lyonnais, et qu'il continuerait de plus belle, jusqu'à ce qu'on lui rendît ses quatre coursiers. On avait écrit de même aux habitants de Mâcon, qui s'étaient entremis auprès du conseil et répondirent le 8, mais dont nous n'avons pas la lettre. L'archevêque et les consuls renvoient, le 17 décembre, le neveu du trompette, porteur de leurs lettres, à Mâcon d'abord, à Châlon ensuite : aux Mâconnais, ils affirment que les gens pris par Imbert de Grôleé n'avaient pas de sauf-conduit, que le « petit » P. Chevrier, qui en était, n'était plus citoyen de Lyon et vivait noblement, et les supplient d'aider au retour des prisonniers, dont aucuns sont à Vitry-en-Charolais, aux mains d'un certain capitaine « provençal ». Au conseil de Bourgogne, ils adressent un long et habile plaidoyer, où, pour la première fois, ils font mention de l'arbitrage du duc de Savoie, demandé à Yenne par Grôleé, qui y était pour la prolongation des trêves. Les réponses à ces requêtes ne nous sont point parvenues⁸.

⁷ R. C. 9 août, 25 sept., 10, 24 nov., II, p. 238, 245, 250, 251, il s'agit surtout de « savoir l'entencion dud. Prince ».

⁸ A. A., 68, 38-39. Première réponse du Conseil de Bourgogne, le 5 décembre. Minute des deux lettres des Consuls du 14 déc. A. A., 72, 1. Procès verbal de la réception de ces lettres à Mâcon le 19 déc. R. C., 17 déc. 1427, II, p. 255.

En même temps qu'on écrivait en Bourgogne, le chevaucheur du bailli s'en allait à la recherche du comte de Comminges absent, « à Montpellier ou là où il sera », pour le supplier de rendre les deux chevaux qui lui avaient été attribués, le bailli consentant à donner les deux autres pour le bien de la paix. Le gouverneur répondit aux conseillers le 5 janvier 1428 qu'il ne pouvait rendre ses deux chevaux, en ayant déjà disposé ; il leur promit de leur venir en aide, quand il rentrerait en Dauphiné⁹.

Le 31 décembre, Jehan de Varey, courrier de Lyon, s'en fut en Savoie avec l'official P. Charpin, porter plainte au conservateur des trêves¹⁰.

Cependant, le 2 janvier 1428, le prince d'Orange renouvelait ses menaces, les aggravait et les précisait ; ses lettres arrivèrent à Lyon le 8 janvier. On décida d'attendre pour y répondre le retour des ambassadeurs en Savoie ; on prépara toutefois ce qu'on aurait à dire : les gens que le prince exige qu'on lui livre ne sont point au pouvoir de la ville, Pierre Chevrier le jeune est bien citoyen de Lyon, mais il n'y habite pas, n'y a nuls biens, et son père l'a désavoué. D'autre part, la ville devrait s'arranger directement avec le prince, si le roi le permet, parce qu'elle est en meilleure position pour traiter que le bailli, l'archevêque ou le Chapitre¹¹.

Le 10, J. de Varey est de retour, il ramène avec lui J. de Genost, serviteur du duc de Savoie, qui s'en va au prince de sa part, et vient chercher son viatique. Le même J. de Genost, revenu le 19, rapporte de singulières propositions : il faudra rendre au prince ses quatre chevaux, ou bien les deux qui restent et la valeur des autres, et lui

⁹ R. C., 17 déc. 1427. A. A., 78, 14, de Béziers, le 5 janvier 1428, pub. Caillet.

¹⁰ R. C., 31 déc. 1427, II, p. 256.

¹¹ A. A., 68, 41, du 2 janvier 1428. R. C., 8 janv. 1428, II, p. 257. Le Prince exige qu'on lui livre le bailli (!), P. Chevrier et J. Coppiet, écuyer de Crémieu... Notons en passant que ces derniers sont de tout jeunes gens. Coppiet accuse 26 ans au procès de Pélerin en 1431, v. plus bas note 39.

payer *dix mille écus d'or* pour ses dommages ; si l'on accepte, il donnera une trêve jusqu'au 15 février, si l'on refuse, la guerre commencera dimanche prochain. Or, chose très grave, ces propositions ne viennent pas du prince d'Orange, *mais du duc de Savoie*, et les yeux des bourgeois commencent à s'ouvrir. Leur premier mouvement est de mauvaise humeur contre Imbert de Grôle, cause de toute cette affaire, et qui ne peut à lui tout seul « getter la ville de ce dangier », puis on décide « d'envoyer bien et diligemment par devers le roi pour y avoir remède et provision, attendu que l'on ne se puet mettre en composition de tel matière sans le congié du Roy ». Et, le même jour, on a reçu la lettre des trois comtes ! Puis l'on réfléchit : il faut refuser tout de suite, on avertira le roi après ; et le lendemain, sans aucun de ces délais familiers aux consuls de Lyon, J. de Varey reçoit l'ordre d'aller en Savoie avec J. de Genost, « pour excuser la ville de ce qu'elle ne se submet à l'ordonnance de Mons. de Savoie,... comme ont fait Mons. de Lyon et Messrs des églises,... que l'on ne l'oseroit faire sans la licence du Roy ». Une fois de plus le bon sens aiguisé des bourgeois a deviné le vrai danger : on peut dire que le roi de Bourges est dès longtemps à Lyon Charles le bien servi¹².

J. de Varey n'est parti que le 24, retardé par l'accord qu'il a convenu conclure d'abord avec l'archevêque, mais il est revenu le 30, apportant une bonne nouvelle : Mons. de Savoie « n'a point esté mal content » et a dit que la ville avait été sage et que le prince, de quelque temps, ne ferait point « œuvre de fait ». L'archevêque, les chanoines et le bailli s'arrangeront de leur côté. Cependant les Seigneurs ont remis la ville en cause ; février passe, et l'on renvoie J. de Varey à Chambéry demander six ou huit semaines de trêve pour en écrire au roi. Le 2 mars, on fera dire au prince, une fois de plus, que la ville n'en peut mais, et l'on priera le petit P. Chevrier de prendre

¹² R. C., 10, 18, 19, 20 janv., II, p. 257, 258, 259. On donne 30 écus à J. de Genost, qui est bien vu des habitants de Lyon.

lui aussi ses responsabilités. Pour l'ambassade, il vaudra mieux attendre quelques jours, car on doit tenir à Saint Jehan une journée des trois Etats du Lyonnais, convoqués pour la querelle des princes. Aymé du Nyèvre, Bernerd de Varey, Aynard de Villeneuve et P. Bullioud y représenteront la commune. Puis J. Violet est parti avec deux députés de l'Eglise, mais s'est arrêté près du duc de Savoie, qui lui a conseillé de ne pas aller trouver le prince d'Orange, et lui a fait savoir qu'il avait prolongé les trêves jusqu'à la fin d'avril. Le 16 mars, a lieu l'assemblée qui désigne des députés pour aller à Montluçon à l'appel des comtes, et d'autres pour se rendre auprès du roi ; ces derniers traiteront au conseil royal l'affaire des chevaux du prince d'Orange. Aynard de Villeneuve écrivit de Chinon aux consuls le 10 avril, on reçut sa lettre le 18 ; puis à son retour, enlevé et détenu trois mois par ordre du comte de Pardiac, il perdit ses papiers, où se trouvaient sans doute les instructions du roi ¹³.

Mais l'affaire des chevaux passe dès lors au second plan : il semble que les bourgeois et les gens d'église, affolés par les représailles, et comptant peut-être échapper ainsi à la guerre imminente, aient conclu avec le prince un accord au prix de deux mille écus ; la ville, engagée pour la moitié de cette somme, écrivit encore au roi le 20 janvier 1429 pour qu'il la fit payer sur la taille par son receveur Robin Pain : la victoire d'Anthon vint plus tard annuler la dette ¹⁴.

Aux premiers jours de mai, on était allé jusque vers Cuisery savoir ce qu'y faisaient les gens d'armes du prince, puis il avait fallu « obvier aux inconvénients qui présentement pourraient advenir pour la guerre d'An-

13 R. C., 22, 24, 30 janv., 15, 28 fév., 2, 14, 16, 18 mars, 18 avril, II, p. 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267. A. C. S^t J., 7 mars. Les bourgeois ne sont pas allés à la « journée » convoquée par le duc de Savoie, car l'affaire ne touche en rien la ville, mais les autres parties l'ont chargée et l'on remise en cause. bien que le Prince ait fait savoir par une lettre que « la ville n'en puet mès ». Quant au petit P. Chevrier, on le requiert « qu'il trouve manière de getter la ville de ce dangier et rendans ce que desja la ville a frayé pour ceste cause ».

14 R. C., 20 janv. 1429, II, p. 303.

thon », aussi tout le mois de juin la ville est-elle en préparatifs de défense : on ajoute aux précautions habituelles celle de visiter les hôtelleries, « pour savoir queulx gens y seront lougés », et de faire crier de par le roi et Mons. de Lyon « que tous les estrangers et coquins vagabondes vuident incontinent », signe certain que les espions foisonnent. Le bailli s'occupe de Saint-Just, de Saint-Irénée et des châteaux de l'Eglise, et doit, s'il s'absente et qu'il soit occupé ailleurs pour le fait de la guerre, mettre en sa place Mre Guicherd de Marzé ¹⁵.

Ces mesures, les plus graves peut-être qu'on ait prises de toute cette époque, reçoivent aussitôt leur justification : le 30 juin, en effet, les consuls ouvrent des lettres du prince, où il ne dit mot de ses chevaux, mais se plaint « du tort que l'on lui tient en Dauphiné, en signifiant, se inconvenient y avient, que l'on l'en ait pour excusé ». La lettre est un solennel exposé de tous ses griefs contre le roi Dauphin : « Jà par plusieurs foys j'ay supplié et requis au Roy Dauphin que de sa grace il luy pleust moy fere raison des quereles que j'ay à l'encontre de luy... Pourtant j'estoye prest à faire mon fief et devoir... » Et il ajoute, rappelant son attitude à l'égard d'Henry V, « savez assez que je n'ay onques voulsu pranre partie avec ses ennemis anciens ». Il menace alors précisément de prendre ce parti et de mettre à perdition ledit pays de Dauphiné. Pour la forme, il demande encore une fois l'intercession des Lyonnais auprès de leur roi ; mais les bourgeois ne s'y trompèrent pas, cette fois c'était bien la guerre. Ils enregistrent le 2 juillet qu'ils

¹⁵ R. C., 21 mai, 16, 22 juin, II, p. 268, 270, 271, 272. « Chaque semaine III conseillers à tour de papier verront... quand bon leur semblera mettront trompette sans gaiges à Fourvière... Feront murer ou clorre toutes portes et rues foraines... et d'abord la porte Chenevier... ». « Mons. le bailli... pour obvier aux inconveniens qui présentement pourraient advenir par la guerre d'Anthon... visitera S^t Just et S^t Irigny, que rien n'arrive par là... parlera à ceux de S^t Jehan du chastel de Rochetaillée... visitera les fossés de la Lanterne en fera oster les colonnes des treilles... afin que l'on puisse y passer à char ou charrete... Fera murer à Barth. de Varey les parties de ses vignes de terrailles, par où l'on peut entrer... sans dangier des portes... Mettra à sa place Guicherd de Marzé s'il doit s'en aller ailleurs par le fait de guerre. »

ont fait réponse à ces lettres, et redoublent de précautions¹⁶. Le 7, ils apprennent qu'Antoine de Chaponnay, frère d'Aynard et chef de la famille, est prisonnier du prince avec Martin Lamoyreux : les maîtres des métiers décident qu'on poursuivra leur délivrance, et les consuls, délibérant à part, les envoient réclamer aux frais de la ville, mais sans offrir de rançon : pour savoir où ils étaient, le trompette est allé à Anthon. Le prince d'Orange, en effet, s'était jeté en armes sur les biens qu'il convoitait et s'en était emparé de vive force, et maintenant, installé au redoutable château d'Anthon, sur la rive dauphinoise du Rhône, au confluent de la rivière d'Ain, à six lieues de Lyon, il menaçait directement la ville. D'autre part, on parle de nombreux gens d'armes qui sont en amont vers Cuisery et Tournus, et veulent descendre au pays de Lyonnais, et le trompette de Fourvière veille jour et nuit¹⁷.

Mathieu de Comminges n'a opposé à l'attaque du prince aucune résistance, il lui cédait ses conquêtes au fur et à mesure, contre promesse d'hommage au roi : connaissant l'homme, on pouvait le croire acheté. Les bourgeois tremblent qu'il ne conclue un accord avec l'adversaire, et ne les abandonne à son ressentiment ; ils en écrivent, non au gouverneur, mais au conseil delphinal, qui, sous la présidence d'Adam de Cambrai, compte dans ses services quelques Lyonnais fidèles à leur ville, et où ne sont en tout cas que de bons serviteurs du roi. Les gens du Dauphiné, sous la signature d'Etienne Guillon, leur répondent dès le 12

¹⁶ A. A., 68, 40, pub. Caillet sous la date du 24 juin 1426. R. C., 30 juin, 2 juillet, II, p. 273 : « Ilz ont ouvert les lettres par lesquelles *il se plaint du tort que l'on lui tient ou Dauphiné*, en signifiant se inconvenient y avient, que l'on l'en ait pour excusé. » Le prince d'Orange est alors à Anthon, où il installe sa garnison. V. Processus..., XVII.

¹⁷ R. C., 7, 11. 30 juil., 1^{er} août, II, p. 274, 275, 278. « Ilz ont receu unes lettres de Guillaume Baron, englois, maistre d'Anthoine de Chaponnay et de Martin Lamoyreux, par lesquelles il mande que l'on lui remette ledit Martin ou que l'on face qu'il ait sa finance. Sur quoy ilz ont conclus les envoyer à Mons. le bailli, en lui priant qu'il s'en viegne incontinent pour en ordonner son bon plesir. » Ant. de Chaponnay, écuyer, est compté parmi les prisonniers : Processus..., IX. Les premières lettres du Prince à Ant. Ferrière sont du 20 juin 1428. Dès cette époque, il munit ses châteaux et fait des prisonniers.

qu'ils ne les laisseront pas au danger, et qu'à défaut du gouverneur, ils en parleront aux Etats de la province¹⁸.

Ce sera d'ailleurs le dernier méfait du comte de Comminges, car en même temps qu'il transférait à son jeune fils, le 27 juillet 1428, le titre de Dauphin avec tout l'apanage, le roi y nommait gouverneur Raoul de Gaucourt, que nous verrons bientôt à l'œuvre avec notre bailli.

La guerre d'Anthon avait amené dans le pays une véritable invasion de gens d'armes et de brigands : le château de Beaulieu en particulier, enlevé naguère par le maréchal de La Fayette à Graton de Chiel, et que Grôlec n'avait jamais voulu rendre à son propriétaire, malgré ou à cause de lettres de recommandation de Mons. de Savoie, abandonné depuis dix ans et à demi-ruiné, était devenu un repaire dangereux, hanté par les routiers ; les conseillers et les chanoines s'en plaignirent le 3 septembre au bailli qui « habandonna » les pillards et dit que leur dépouille serait à ceux qui la prendraient¹⁹. Mais la calamité majeure fut l'arrivée un peu plus tard des bandes de Rodrigue de Villandrando.

Appelé peut-être par Imbert de Grôlec, qui tenait difficilement en face du prince d'Orange, et devait redouter une intervention savoisienne, le déjà célèbre partisan, alors à la solde du comte de Pardiac, s'était installé près d'Anse et dans la vallée de l'Azergues, avec Valette, P. de Challes et plusieurs autres capitaines, vivant sur le pays « et faisant mauix innumérables et inhumains ». Les gens d'église et leurs sujets s'unirent à la ville pour essayer de les faire partir à prix d'argent : ils sont si nombreux qu'on ne peut leur résister, et ils ont accepté de « vui-

¹⁸ R. C., 9 août, II, p. 279. Mons. de Lion, les églises et la ville écrivent, et le bailli portera la lettre. A. A., 69, 33, réponse du conseil delphinal et des Etats [P. J. XX]. V. pour la collusion entre Math. de Comminges et le Prince d'Orange : Processus... XII, le traité conclu à Vienne et à Grenoble, contre l'avis déclaré d'Et. Guillon, procureur des Etats : Une seule condition fut posée, qu'il n'arrive rien au pays de Lyon.

¹⁹ R. C., 3 sept., II, p. 284. Ant. de Chiel est dit Maître de l'Hôtel du duc de Savoie en 1430.

der » pour quatre cents écus d'or, qu'on lèverait sur les citoyens. Cinq bourgeois de Lyon, parmi lesquels P. du Nyèvre et Nizier Greysieu, firent des objections : si on les paie pour qu'ils partent, ils reviendront, et il faudra bien souvent recommencer ; d'autre part, « onques mès dont il soit mémoire ne fut fait ainsi qu'il fallut se rançonner à gens d'armes ». La ville de Lyon, derrière ses murailles, hésite donc à se racheter, mais le plat pays entraîne son acquiescement, et les quatre cents écus leur sont offerts par Gilet de Saint-Priest ; ils les refusent, en exigeant mille ou tout au moins huit cents, et prétendent lever avant leur départ les « pals » déjà imposés. La ville trouvera quatre cents écus tout de suite et quatre cents dans quinze jours, dont elle répond dès aujourd'hui, mais ce sera pour fournir au bailli la solde de cent vingt hommes d'armes qui, avec les communes, jetteront dehors les routiers. Le bailli trouva sans doute l'opération dangereuse, surtout en présence des troupes du prince d'Orange, il refusa de s'en charger ; on lui offrit cent écus pour sa peine, il refusa encore ; l'assemblée, fièrement, proposa le lendemain d'envoyer à Chazay cent compagnons de la ville de Lyon, qui iront à l'encontre des gens d'armes avec les communes du plat pays. Le peuple, très excité, renouvela le 29 octobre cette offre aux gens d'église, qui préféraient payer et mandèrent encore à en délibérer.

Cependant le bailli avait agi de son côté, d'une part sur Rodrigue qui n'était pas un bandit ordinaire et demeurerait accessible à certains sentiments d'honneur et d'amitié, d'autre part sur les principaux des bourgeois, qui persuadèrent les bonnes gens. Le 31, « la plus grant et saine partie des assemblés ont conclu que Mons. le bailli face vuidier les gens d'armes à la plus gracieuse somme qu'il pourra ». On lui donna quatre-vingts écus pour en faire son bon plaisir, et l'on écrivit bien vite au roi pour demander rebat ou décharge de la taille à cause des routiers. Rodrigue s'en alla dans la direction du Languedoc, à si petites journées

qu'à l'été 1430 il se trouvait fort à point dans les montagnes du Vivarais quand on eut besoin de lui ²⁰.

Mais le pays était déjà gâté, et la ville au plus bas, toutes les routes étant maintenant coupées et tout commerce impossible depuis de longs mois ; elle se débattait en ce temps-là pour ne pas payer la taille de Chinon ; aussi, lors de l'appel fait aux bonnes villes à l'occasion du siège d'Orléans, n'osa-t-on pas lui demander de l'argent. La lettre de « Charles Monseigneur », Charles de Bourbon, lieutenant général aux pays de par delà, reçue le 3 décembre, la priait seulement d'aider « à ceulx d'Orléans assiégés des Anglois, de pouldres, acier et trait pour résister ». De tout cela la ville était fournie, et savait pouvoir renouveler au besoin sa « fournison » ; les conseillers décidèrent d'envoyer tout ce qui serait possible, et mirent à la disposition du chevaucheur, avec le charroi nécessaire, deux quintaux de salpêtre, six « ballons » d'acier, trois quintaux de soufre « et le demeurant de trait, jusques à six charges ». Ce fut la contribution des Lyonnais à la défense d'Orléans, la ville entourée d'ennemis, à la veille d'être elle-même assiégée, ne pouvait faire plus ni mieux ²¹.

L'armée du duc de Bourgogne avait été convoquée à l'automne pour aller avec les Anglais au siège d'Orléans : le duc Philippe y avait entrevu le Régent Bedford, mais la rencontre avait manqué de cordialité, et le duc avait, le 28 novembre, congédié ses vassaux. Tout ce qui venait de Bresse et de Savoie, ou même du sud des Etats bourguignons, avait alors reflué sur le Mâconnais pour se mettre au service du prince d'Orange, que l'hiver seul avait empêché d'entreprendre une action décisive. Aux beaux jours de 1429, les grands événements de France rappelèrent toutes ces forces dans le duché d'abord, puis autour de Paris ; mais la plupart des savoyards étaient restés, on signale Salenove à Tournus au mois d'août de cette année ²².

²⁰ R. C., 16, 25, 26, 28, 29, 31 oct., II. p. 288, 289, 290, 291.

²¹ R. C., 3, 13 déc., II, p. 297, 298.

²² Bazin, d'après Coll^{on} de Bourgogne, 29, 182. L'armée réunie à Montbard, pour le 28 novembre, est aussitôt renvoyée. Les gens de Salenove sont à Tournus en août, bien que la journée soit mandée à Vougeot pour aller au secours de Paris.

L'entente d'Amédée VIII avec Louis de Châlon, décelée aux yeux attentifs des Lyonnais par l'arbitrage de mars 1428, contenait pour la ville une terrible menace : c'est contre elle, en même temps que contre les réactions imprévues du baron jurassien que les consuls se gardaient. Quelques incidents eurent lieu, qui la précisèrent de plus en plus, et faisaient prévoir la rupture très prochaine²³.

Une réclamation transmise par le châtelain de Miribel, en faveur d'un homme d'Ambronay auquel, cinq ans auparavant, le Maître des ports avait pris son argent et son cheval, parut d'abord suspecte : on répondit que la ville n'y pouvait rien, n'ayant pas de juridiction²⁴.

Puis survint un conflit entre le duc et le Chapitre de Saint-Jean : Au mois de septembre 1428, un écuyer au service de l'Eglise, neveu du chanoine Gilles de Saint-Point, avec la complicité de son oncle et l'aide de quelques gentilshommes, prit dans la campagne le Sr Liébaud de Lugny, dans l'intention de le mettre à rançon. Le man-sionnaire de Saint-Bernard, Antoine de Trézettes, surveillant, « insoucieux de l'honneur de l'Eglise », ne le fit pas mettre en liberté. La famille de Lugny, très considérable en Mâconnais, fit sa plainte au Chapitre ; aussitôt les Seigneurs de Saint-Jehan envoyèrent à Saint-Bernard Antoine d'Ars et Jehan d'Amanzé, qui délivrèrent le prisonnier en lui donnant un cheval et quatre florins d'or pour sa peine, et emprisonnèrent les auteurs du coup de main ; le Chapitre mit aux arrêts Trézettes et Gilles de Saint-Point, privant ce dernier de ses biens et de tous ses droits, et le tenant étroitement dans la manécanterie : cela fait, l'incident pouvait être clos. Cependant nous voyons les chanoines armer leurs châteaux fiévreusement, et, pour l'imminent péril de guerre, nommer bailli de toute la ba-

23 Les conditions posées à la ville dénonçaient la complicité d'Amédée VIII ; les délais prévus furent prolongés à plusieurs reprises : le 16 août 1429, L. de Chalon écrivait au duc, de Lons-le-Saulnier : « Si vous supplie que lad. journée vous plaise prolonguer *jusqu'à certain terme long* pendant lequel l'en puisse voir quel branle et quelle conclusion prendrôn les affaires du royaume ». Processus, XIV. Cependant le Prince renforçait ses garnisons.

24 R. C., 7 juil., II, p. 274.

ronnie, le 6 novembre, Philibert de Montchenu, chevalier, frère du Doyen. Un procès criminel est en cours devant les juges du cloître, dont on paie les frais sur les revenus du Sr de Saint-Point; en décembre, les deux chanoines poursuivis ont repris leur place au chœur, mais la mansion et les obéances de G. de Saint-Point sont encore sous la main de l'Eglise²⁵.

Le fait relevait du duc de Savoie, à son titre de conservateur des trêves, aussi l'évoqua-t-il devant lui ; le 10 février, Mre Guicherd Bastier est désigné pour comparaître le 15, avec l'archidiacre et l'official, devant le duc et son conseil : l'homme de loi hésite à partir, craignant pour sa personne. Mais tout d'abord et pour avoir un gage, le duc s'était emparé du château de Saint-Bernard, qu'il devait garder deux ans; il y eut une certaine résistance, au cours de laquelle le bailli de Bresse saisit plusieurs autres terres des bords de la Saône et brûla quelques maisons de paysans. Le 28 mai, défense est faite aux hommes de Saint-Bernard de contribuer aux subsides avec les sujets du duc de Savoie ; le 14 juillet, des poursuites sont engagées contre les officiers qui ont occupé les droits et émoluments de l'Eglise à la partie de l'Empire ; le 13 août, deux frères prêcheurs qui passaient par Lyon sont chargés d'une mission spéciale ; le 15 septembre, frère Raphaël de Cardona, rapporte la réponse « bienveillante » d'Amé VIII ; voici ce que proposait le Chapitre : on instituera pour Mons. de Savoie un anniversaire comme celui du feu duc de Berry, on lui donnera des reliques dans un joyau précieux, moyennant quoi, il restituera libéralement le château de l'Eglise. Saint-Bernard fut remis à Jehan de Grôle, cus-

²⁵ A. C. Saint-J. : 10, 11, 13 sept., 1^{er} oct., 3, 6, 17 nov., 9 déc. Le Sr Gilles était de l'expédition ! Quand il fut en prison, on envoya le badel saisir à Tassin ses chevaux, bœufs, moutons et autres biens meubles, et on donna l'ordre de le poursuivre jusqu'à la privation d'habit inclusivement. G. de Saint-Point se plaint que dans la manécanterie, où il est détenu, il fait si froid qu'on ne peut s'y réchauffer, à cause des vents et des bises qui soufflent.

tode, par le bailli de Bresse, Eustache de Chandée, le 5 septembre 1430²⁶.

Au commencement de 1429, en plein conflit, le duc s'avisait de réclamer trois mille écus qui lui étaient dus sur la rêve, prétendait-il, depuis trois ans, et, sous ce prétexte, ses officiers arrêtaient et retinrent à Montluel des marchands de Lyon qui revenaient de la foire de Genève, et reprirent l'affaire de l'homme d'Ambronay²⁷. La ville ne sut que répondre et transmit la plainte au bailli. Puis, au reçu d'une lettre d'Aynard de Villeneuve qui donne des nouvelles du siège d'Orléans, les avertit des périls qu'ils courent et les conjure au nom du roi de se bien garder, ils supplient Imbert de Grôlée de revenir incontinent pourvoir à la défense. La lacune qui commence au 7 mars dans les documents municipaux et la sécheresse des archives ecclésiastiques ne nous permettent pas d'en savoir plus long ; toutefois une pièce de comptabilité nous fait connaître qu'à la fin de mai les arches du pont du Rhône étaient barrées²⁸.

Mais alors surviennent en France de grands événements, qui montrent au moins clairvoyant la vitalité du royaume. Amédée VIII ne fut pas des derniers à s'en rendre compte, et remit à beaucoup plus tard, aux bons soins de quelqu'un de ses successeurs, ce qui pouvait lui rester d'espérances .

La guerre continua entre le prince d'Orange et le Sénéchal de Lyon pendant toute l'année 1429, sans incidents notables : de part et d'autre les effectifs étaient réduits, et l'attention était ailleurs. Les pièces comptables signalent

²⁶ A. C. Saint-J., 10, 11 fév., 28 mai, 14, 24 juill., 13 août. 15, 23 sept., 5 nov. 1429 ; 12 janv., 15, 21 mars, 5 sept. 1430.

²⁷ R. C., 8, 13, 14 fév., II, p. 305, 306. 307. Pasquet le Charron était parmi les prisonniers. Ajouter une réclamation du duc de Savoie, pour la pension de Léonard de Molon : A. A., 25, 42, de Morges, le 4 mars, pub. Caillet.

²⁸ C. C., 395, n° 1 « ...pour fere bara les ars du Pont de Ron de grantes et grosses pièges de futa mises ad traber desdit ars afin que nul navey ne puet passer... et fut en la semaine commansen le lendi XXIX^e jour de may mil CCCC et XXIX », R. C., II, p. 324.

en octobre le passage d'un neveu de l'Empereur, et les Actes capitulaires de Saint-Jean nous font connaître une épidémie à la même saison. Alors aussi commença, contre Mons. de Lyon, le grand procès des armes de la ville. A cela pour le moment se borne l'histoire de Lyon ²⁹.

Pour 1430, les chroniqueurs nous viennent en aide à cause de la bataille d'Anthon ; cette année-là aussi commence le Journal de Jehan Denis, bourgeois de Mâcon.

Lors de l'abandon par le roi Charles de la campagne de Paris, quand les Français se furent dispersés et que le gros de leurs forces fut revenu vers la Loire, l'armée bourguignonne elle aussi se disloqua, laissant libres les contingents de la Comté et les auxiliaires savoyards et bressans. Le prince d'Orange se mit alors à lever de grosses troupes pour les mener en Dauphiné, dans l'intention manifeste de s'emparer de la province, de compte à demi avec le duc de Savoie. Il était maintenant pressé d'agir, car les Anglais vaincus avaient virtuellement abandonné au duc de Bourgogne la régence et le gouvernement de ce qu'ils tenaient en France, et la paix dès lors pouvait survenir, qui détruirait tous ses projets ³⁰.

Le gouverneur du Dauphiné, R. de Gaucourt, est à pré-

²⁹ C. C., 394, n° 4, in R. C., II, p. 316, A. C. Saint-J., 24 sept.

³⁰ Pendant toute la fin de 1429 et l'hiver 1430, le Prince d'Orange prépare son expédition : il fortifie le port d'Anthon, garnit Anthon, le Colombier Saint-Romain, Fallavier, Auberive, et aussi, avec la complicité de Madame de la Baume, Pusignan, de munitions, de vivres (farine, sel, salaisons, vin) et y entasse tous les soldats qu'il peut trouver. Puis il renonce au procès, envoie son défi à toutes les personnes féodales du pays (6 mars), il est condamné le 18 mars. Processus, XV, XVI. Une série de lettres furent trouvées à Anthon, dans la chambre du capitaine ; celle du 18 avril dit : « le duc de Bourgogne veut que nous fassions guerre au Daulphiné, la plus fort que nous porrons... le duc nous advouera de tout... laissez les capitaines prendre gracieusement des vivres sur *notre terre*, car aussi bien sera elle détruite quand nous y passerons, que *sera bien brief*... pour ce qu'est des prisonniers ne faut pas les faire mourir avant ». Le 24 : « Nous serons tout prest passé jeudi qui vient... ne laissez point partir les compagnons, *entretenez-les*... si vous en trouvez d'autres, « les boutez tousjour dedens ». Le 3 mai, il annonce son arrivée pour le 14 ; le 6 : les hommes d'armes sont arrivés, exécutez vos entreprises. Processus, XVII. A partir du 1^{er} mai, ses gens commencèrent à courir le pays, et à tout râfler, hommes et biens, moutons, bœufs, vaches, chevaux... et tout emporter en Bourgogne ou en Savoie. Ils prirent le château delphinal d'Azieu : Processus... XVIII.

sent dans sa province : il proteste auprès du duc de Savoie contre l'appui donné au prince d'Orange par la noblesse de son pays, et n'obtient qu'une réponse évasive : « Un des privilèges de la noblesse de Savoie est de servir indifféremment ceux qui lui plaisent..., la voie la plus sûre pour l'avoir de son côté est de lui faire les offres les plus avantageuses » ³¹. Au mois de mai, Louis de Châlon, avec une grosse armée, où figurent tous nos vieux adversaires, Viry, Saleneuve, Varambon, Humbert Maréchal, et les Suisses du comte de Fribourg, est entré en campagne ; Gaucourt et Grôleé n'ont pas assez de troupes pour lui résister. C'est alors que le Sénéchal de Lyon fait appel à Rodrigue : les deux chefs, en grand secret, sans armes, se rendirent à Annonay, et là, ils engagèrent les routiers, « sous leur serment et leur sceau ». Les Compagnies descendirent des montagnes, passèrent le Rhône au pont de Vienne, le 26 mai après minuit, prirent le 27 le château d'Auberive, après avoir fait leur jonction avec l'armée dauphinoise ³².

Les Etats de la province, réunis à La Côte-Saint-André,

³¹ La protestation n'est pas mal accueillie : le duc fait « de bouche » une réponse favorable, mais se refuse à rien écrire ; après le départ de l'envoyé dauphinois il rejoint à Saint-Claude le Prince d'Orange : Processus, XIX et XX. Gaucourt renvoie son messenger le 10 juin, après ses premiers succès. C'est alors que le chancelier de Savoie fait de la part du duc la réponse ci-dessus. Le Dauphinois demande alors si les siens auront aussi le droit, quand ils seront vainqueurs, « d'aller chercher où ils savent qu'ils sont, leurs biens qu'on leur a pris ». Le messenger avait déjà pris congé quand un homme de la maison du duc de Savoie, qui connaissait beaucoup de secrets et qu'on ne nomme pas, et pour cause... (Bolomier ?) lui demanda d'attendre les nouvelles de l'exploit que Louis de Châlon était en train de faire contre les Dauphinois. C'était le dimanche 11 juin, jour de la bataille d'Anthon : Processus, XXIII.

³² Processus XX et XXI. La ville fut prise à l'heure de prime, la basse cour du château à tierce, la seconde enceinte avant midi. Alors les hommes se reposèrent un temps, burent et mangèrent. Restait la grosse tour du donjon, on fit venir de l'artillerie ; la brèche faite, l'assaut dura jusqu'à vêpres ; les défenseurs, presque tous blessés au visage par les traits d'arbalète, demandèrent trêve jusqu'au lever du soleil ; le lendemain matin, ils se rendirent à merci ; le gouverneur leur fit grâce de la vie, et fit reconduire les Savoyards en Savoie les Bourguignons en Bourgogne, « avec leur gippon et ung bâton, mais sans épée ni chaperon ». On trouva « au cul de la tour » plus de trente prisonniers qu'on libéra aussitôt sans dépens. La tour fut détruite, en souvenir de la trahison, et pour qu'elle ne nuisît plus jamais à personne.

votent un important subside ³³. La noblesse dauphinoise suit Gaucourt et Imbert de Grôle, le gouverneur et le maréchal ; aux ordres de leur sénéchal sont accourus les gentilshommes du Lyonnais et quelques bourgeois de Lyon ; du Beaujolais et du Forez, beaucoup sont venus à l'appel du lieutenant du roi. Des trois chefs, Gaucourt a le commandement suprême : outre ses hautes fonctions de gouverneur du Dauphiné, c'est un vétéran des grandes guerres de « par delà », tout auréolé de la gloire de la Pucelle ; Rodrigue est le premier des coureurs d'aventures ; Imbert de Grôle, depuis dix ans, couvre tout le pays de ses exploits.

Après s'être reposée pendant les Fêtes de la Pentecôte, l'armée attaqua le groupe de forteresses situé près du Rhône, centre des opérations de l'adversaire : le 7 juin, on prend le château de Pusignan, que le gouverneur donne aussitôt à Rodrigue, ou nom du roi-dauphin ³⁴, le 8 Azieu ; le 10, après s'être emparés encore du Colombier, les Dauphinois sont arrêtés devant la grande place forte d'Anthon³⁵. A la nouvelle de cette offensive, le prince qui était en Comté, prend le titre de Dauphin de Viennois, assemble ses vassaux directs, convoque à Meximieux ses capitaines savo-

³³ Les Etats se tinrent le 30 et le 31 mai, Rodrigue y fut admis ; la somme votée fut de 50.000 florins : Processus XXII.

³⁴ V. Quicherat : Rodrigue de Villandrando : le routier reçut la confirmation royale, et la concession en règle du château de Pusignan, confisqué sur la Dame de la Baume, le 7 mars 1431 : Processus XXIII.

³⁵ Processus : XXVI, XXVII. Le vendredi 9, on est devant le Colombier. On prend la ville sous la pluie, et on passe la nuit sous les arbres, tout mouillés, à défaut de maisons — les avait-on toutes brûlées ? — Au matin, quand la pluie cesse, commence l'attaque du château. Mais, tandis qu'on se bat, survient une grande troupe de gendarmes, débarqués de la veille au Port d'Anthon ; les chevaliers se détournent et font face, les gens de pied continuent seuls l'assaut. Gaucourt venait de recevoir des Lombards qu'envoyait le Borne Caqueran. L'armée fait si bonne figure, que les gens d'armes d'Orange tournent bride et s'enfuient, courant s'enfermer dans la forteresse. Bientôt le Colombier se rend aussi, et les troupes y trouvent le repos de la nuit. Les chefs délibèrent avec les capitaines : Maubec, du Bouchage, le Borne et quelques autres, le lendemain, dimanche de la Trinité. On entendra la messe, puis on attaquera le château d'Anthon sans désespérer, car Louis de Châlon est arrivé, et il vaut mieux ne pas l'attendre. Rien ne pourrait empêcher de se débarrasser des soldats qui ont peiné 4 jours, surtout qu'il est dimanche...

yards, accourt d'Arlay à marches forcées, et, débarquant au port d'Anthon, mène ses troupes au combat. La bataille se livra le 11 juin, sous les murs même du château : elle fut très acharnée en donna lieu à beaucoup de faits d'armes.

La messe et les préparatifs occupèrent tout le matin, le boute-selle ne sonna qu'à midi, mais alors chacun prit sa place, confiant en Dieu : pour toute consigne, le gouverneur avait ordonné de rester à son rang pendant le combat ; il avait dit aussi de frapper « dur » et de ne pas faire de prisonniers. Rodrigue commandait l'avant garde, au mépris des droits d'Imbert de Grôlée, maréchal du Dauphiné³⁶ ; les lombards du Borne, à gauche, les routiers de Valette, à droite, encadraient la lourde compagnie des chevaliers. Les adversaires se rencontrèrent en ordre de marche, à mi-chemin d'Anthon. Louis de Châlon demanda bataille, et ce fut tout de suite la mêlée, lances rompues, à l'épée et à la hache : le choc fut effroyable entre une et deux heures après-midi.

On dit que le maréchal, au moment où le combat s'engageait, ôta son heaume, et, genoux fléchis, mains jointes, cria : « Dieu, par ta sainte justice, bonté et miséricorde, playse-toy de fere droyt en ceste présente journée ! » On dit aussi que les Bourguignons s'enfuirent comme des lièvres, et qu'un seul homme fut tué dans l'armée dauphinoise³⁷.

En fait, la victoire fut entière, due sans doute à l'impétuosité des Armagnacs, qui se battirent à mort. Tous ceux

³⁶ Processus XXIII, XXIX. Le gouverneur donne l'avant-garde à Rodrigue qui la demandait, « humblement » et disait qu'on la lui devait pour deux raisons : 1° parce qu'il était étranger, venu au secours du pays ; 2° parce que, si les choses tournaient mal, et que Rodrigue et sa compagnie (si Dieu, en ce jour, voulait du mal au gouverneur), soient vaincus, le pays n'y perdrait rien, et que les nobles pourraient se sauver et retirer. Le gouverneur la lui donna, bien que la chose déplût fort au maréchal disant que la place était à lui de par son office. Rodrigue le supplia de ne s'en point fâcher, car il ferait si bien, se sentant soutenu, que tout le monde en tirerait honneur. Le maréchal se tut et obéit à son chef.

³⁷ Les chroniqueurs, qui tous parlent par ouï-dire, nous montrent le Prince d'Orange blessé, fuyant, passant le Rhône à gué sur son grand cheval, qu'il remercie à genoux en arrivant sur l'autre rive.

d'Orange qui ne purent se réfugier dans le château se noyèrent dans le Rhône, ou, dispersés par les buissons et par les blés, furent pourchassés par les paysans et périrent obscurément. Le prince et les siens quittèrent le château dans la nuit, et passèrent le Rhône en silence, regagnant Meximieux, où les reçut Humbert Maréchal. Le lendemain, les Dauphinois occupèrent la forteresse abandonnée, qui fut confiée à Gillet Richerd, Sr de Saint-Priest, déjà engagiste de Jonages.

L'armée du prince d'Orange comptait sept cents chevaliers ou écuyers avec leurs sergents, des arbalétriers, des archers, d'autres piétons armés de gros maillets plombés³⁸; On dépouilla près de cinq cents morts, on fit cinq cents prisonniers, qui fournirent d'abondantes rançons; douze cents chevaux et des monceaux d'armes furent vendus les jours suivants sur la place de Crémieu. On prit aussi la bannière et l'étendard du prince, beaucoup d'autres bannières et pennons: l'étendard rouge et noir, immense, avec un soleil d'or en chef, envoyant ses rayons partout, fut emporté à Grenoble, en la chapelle des Dauphins³⁹.

³⁸ Processus XXX et XXXI. Louis en avait fait apporter de chez lui en Bourgogne sept mulets chargés, ainsi qu'en déposèrent certains prisonniers, en particulier Hérail Ferrière, neveu d'Antoine, qui vit décharger les mulets et y prêta la main.

³⁹ Processus XXXII: la proportion des morts fut grande: l'attaque très brutale surprit les ennemis habitués au jeu des rançons; on obéit d'abord à Gaucourt, puis la cupidité l'emporta. Quicherat, sur la foi des chroniques, raconte que Rodrigue rachetait à vil prix les prisonniers dont les soldats ne savaient que faire, et les taxait ensuite à très forte rançon, suivant leurs moyens; Gaucourt et Grôlée l'auraient imité, et la victoire d'Anthon leur aurait rapporté 100.000 livres. Varambon, blessé et pris, dut payer 8.000 florins. Mais le prince d'Orange, de sa part, avait longtemps pratiqué ce fructueux trafic: il écrivait à ses capitaines au mois de mai, de lui réserver la moitié des rançons, puisqu'il assurait le « retrait » des captifs. Au cours de la journée, il arriva que des Dauphinois, emportés à l'écart par le désir du butin, furent pris par des Bourguignons: P. Pélerin, écuyer de Crémieux, ami de Coppier et du petit P. Chevrier, fut ainsi emmené par un écuyer comtois jusqu'à la porte de la basse-cour où se pressaient les fuyards, il profita du désordre pour se dérober, rejoignit les vainqueurs, et renia son gage. Gaucourt reçut la plainte du soldat lésé, et, le 10 juillet, tint son plaid à Vienne, assisté d'I. de Grôlée et de toute la noblesse du Dauphiné: les avocats de Pélerin étaient J. Paterin et Guicherd Bastier. Le gouverneur évita le duel judiciaire, et renvoya tout le monde content: la mauvaise foi était la règle en pareil cas.

Gaucourt emmena ensuite Rodrigue et ses bandes à la conquête de la terre d'Orange, qui fut achevée le 3 juillet par la prise de la ville. Quant au bailli de Lyon, comme à ce moment reprenait la guerre bourguignonne, et que le prince d'Orange s'était réfugié dans le Mâconnais, il se remit aussitôt en campagne en compagnie des gens de Charles de Bourbon.

Les Lyonnais avaient reçu la bonne nouvelle le jour même de la bataille, et en avaient rendu grâce à Notre-Dame de Saint-Nizier. Nul doute qu'ils crurent alors revivre et pensèrent à la paix prochaine ⁴⁰.

Pendant que nos gens procuraient ainsi l'échec des ambitions du prince d'Orange, autour du roi, sur la Loire et bientôt jusqu'à Reims, se déroulait l'aventure épique de la Pucelle d'Orléans.

Mais aucun document ne nous permet d'établir la part qu'y ont pu prendre les Lyonnais.

⁴⁰ R. C., 11 juin 1430 II, p. 316.

NOTE SUR JEANNE D'ARC ET LA CAMPAGNE DU SACRE (1429-1430)

Aucun texte lyonnais ne parle de Jeanne d'Arc : aucune mention d'aucune sorte n'est faite de son nom ou de son œuvre dans aucun de nos documents ; nous ne connaissons le sacre même de Charles VII que par l'aide du couronnement qu'il fallut payer l'année suivante. Rien n'existe aux Actes capitulaires de Saint-Jehan, de Saint-Just et de Saint-Pol, que nous possédons en entier ; rien dans les pièces très nombreuses que nous avons vues provenant de l'archevêque, des chapitres ou des monastères, rien dans les testaments. Quelques mentions, pour la dépense qui y fut faite, et entre beaucoup d'autres, de processions ou de *Te Deum* pour la victoire du roi ; aucune cérémonie dont nous ayons gardé la trace ne célébra le Sacre dans toutes nos églises.

Aux registres consulaires, s'ils existaient, nous trouverions tout cela et sans doute bien autre chose, mais un accident ancien que nous ne pouvons préciser, incendie au xvi^e siècle ou pillage et dispersion par les protestants en 1562, a détruit une des arches de Saint-Jaqueme avec tout son contenu. Une lacune dans les délibérations du Consulat du 7 mars 1429 au 21 septembre 1433 s'accompagne de la perte de tous les documents conservés d'habitude avec celles-là : lettres du roi ou de ses gens, des princes, des envoyés de la ville, minutes, instructions, pièces de procédure et même de comptabilité.

Les quelques renseignements que nous possédons pour cette période nous viennent des chroniqueurs français, dauphinois, bourguignons, qui ont traité la guerre d'Anthon, du journal de J. Denis et des autres ar-

chives mâconnaïses, enfin de quelques comptes isolés, produits en retard au Consulat, et pour cette raison conservés dans un coffre voisin. Et rien de tout cela ne parle de Jeanne d'Arc.

Lors de l'arrivée de Jeanne à Chinon, le confesseur du roi, Mre Gérard Machet, évêque élu de Castres mais naguère chanoine capitulant de Saint-Pol, fut chargé avec quelques autres docteurs d'un premier examen, et demanda l'avis de son maître Gerson. Le Maître, de Lyon où il y avait alors ses derniers jours, lui fit tenir une consultation en plusieurs points, où il établit, d'après la Sainte Ecriture, par des raisons ingénieusement déduites et par des exemples judicieusement choisis, qu'il n'est pas certain que la Pucelle vienne du diable, et déclare qu'il convient de l'utiliser, — prudemment, — le cas du roi de Bourges étant désespéré. Le texte qui nous est parvenu, encombré selon l'usage de citations et de dissertations oiseuses, marque à l'égard de la voyante une certaine méfiance et de la sévérité: d'où vint le second examen, en forme celui-là le procès de Poitiers. Gerson, Opera, II, 870. Opusculum de Pulcella aut viragine aurelianensi, (le titre, postérieur, a été rédigé par les éditeurs, mais le mot virago vient du texte même). Ajouter que l'attribution de cet opusculum n'est pas certaine.

Il ne faut pas chercher des notions précises chez les Lyonnais cultivés qui ont laissé des écrits: Thomassin, célébrant la victoire d'Anthon dans son Registre delphinal, n'a pas un mot pour la Pucelle; Gui Pape n'était pas à Lyon, mais à Bologne, où il achevait ses études, il y a entendu parler d'elle, et lui consacre dans ses Décisions quelques lignes indifférentes. Pierre Sala enfin, au xvi^e siècle, s'occupe de Jeanne d'Arc, mais il tient ses renseignements des Seigneurs de la cour qu'il a fréquentés, et rien n'y paraît qui pourrait être une tradition de famille.

2. Lyon dans les grandes luttes féodales, 1431-1434.

La période de la guerre de Cent ans qui suit la campagne du Sacre présente un caractère particulier : alors que toutes les forces du vieux royaume sont consacrées à la lutte contre les Anglais que le duc de Bourgogne ne soutient plus, dans toutes les régions de l'Est, la guerre se rallume entre les quatre grandes unités féodales : Lorraine, Bourgogne, Savoie, Bourbon ; le pays lyonnais est plus agité et paraît plus directement menacé qu'il ne l'a jamais été. Aux chefs des compagnies de routiers, dont l'importance croît, appartient désormais la conduite des opérations : Rodrigue de Villandrando et Périnet Grasset sont devenus des puissances. D'autre part, si les grandes trêves sont rompues par ceux-là même qui les avaient imposées naguère, chaque année on y revient momentanément, et chacune de ces négociations intéresse la paix générale : c'est de la dernière trêve entre les princes qu'est sorti, après un an de négociations, le traité d'Arras.

Le foisonnement des gens de guerre qui avait accompagné l'offensive du prince d'Orange ne s'arrêta pas après la bataille d'Anthon, et, d'être devenus les commensaux des princes, l'audace des capitaines routiers ne fit que s'accroître. Périnet Grasset, après sa résistance victorieuse de 1429 et la retraite de Jeanne d'Arc et de ses compagnons, a reçu du duc de Bourgogne des titres de cour et le gouvernement des pays nivernais : il arrête tout ce qui passe à sa portée ; le 1^{er} avril 1430, il s'empara d'Antoine d'Ars, chanoine de Lyon, l'homme de guerre du Chapitre de Saint-Jehan, et le mit à si haute rançon que toutes les ressources disponibles de la baronnie de l'Eglise ne le purent délivrer avant le mois de janvier de l'année suivante¹. Vers le même temps, des routiers bourguignons qui allaient re-

¹ A. C. Saint-J., 20 av., 4 mai, 1^{er} juin, 11 oct., 7 nov. 1430, 13 janv., 8 fév. 1431.

joindre le prince d'Orange prirent en passant et saccagèrent Belleville et son abbaye, sans aucun souci de l'occuper ensuite ².

Bientôt arrivèrent en Bourgogne les nouvelles de la bataille d'Anthon, vagues d'abord : on disait que le prince d'Orange avait été pris en Dauphiné, et « rué jùs » avec ceux de sa compagnie ; puis vinrent les premiers fuyards et le prince lui-même, qui s'arrêta à Tournus pour les recueillir. Ph. Andrevet partit alors pour les Flandres afin de rendre compte au duc de Bourgogne. On disait que les ennemis étaient assemblés en Lyonnais « à grant puissance » pour venir assiéger Mâcon ; on cria le retrait et l'on « tira dehors » les bateaux de la Saône, pour empêcher les passages en l'Empire ³.

En effet, les bandes armagnacques refluaient en pays bourguignon ; Gaucourt, revenu de sa rapide campagne dans la vallée du Rhône, se joignit aux troupes d'Imbert de Grôlée ; ils emmenèrent en Mâconnais, avec leurs Dauphinois, un certain nombre des compagnons de Rodrigue ; les deux chefs passèrent ensemble par Lyon au commencement d'août, et dînèrent aux frais de la ville ⁴. Dans le cours du mois d'août, après avoir rôdé de nuit sous les murs de Tournus, ils prirent Mazilles, le Bois Sainte-Marie et Château près de Cluny, et inquiétèrent sérieusement les deux villes. De leurs châteaux, les gens d'armes couraient le pays, ravageant tout sur leur passage : « Les habitants du plat pays ont vuïdé leurs lieux, et demorent vendanges à faire et aussi les laboraïges de terres. » ⁵

On signalait même des pointes audacieuses en Châlonnais, jusqu'aux bois de Brancion. Le maréchal de Bourgogne et le prince d'Orange exhortèrent assez vivement à faire son devoir l'abbé de Cluny, qui, de vrai, songeait à

² A. C. Saint-J., 12 novembre: supplique de l'abbé de Belleville pour avoir remise de quatre marcs d'argent: les Bourguignons ont occupé furtivement la ville et l'abbaye « et les ont dépouillés de tous leurs biens, l'abbaye surtout ».

³ 3^e compte de Janly, 13, 18 juin, 10 août 1430.

⁴ C. C. 3687, pièce 2, compte de Fr. Loup, in R. C., II, p. 317.

⁵ Journal de J. Denis, 3^e compte de Janly, août.

négociier avec les ennemis, et promirent « bien brief, aide et secours ». Aux premiers jours de septembre, Cluny et Paray-le-Monial furent assaillis sans succès, mais les Mâconnais en eurent une telle peur qu'ils envoyèrent leur bailli au prince pour avoir la permission de traiter ⁶. Louis de Châlon répondit en leur expédiant le Sr de Varembon, qui leur fit pousser activement leurs préparatifs de défense ⁷.

Le maréchal de Toulangeon, arrivé à Cluny le 27 septembre avec un gros renfort, en partit le 28, et alla d'abord couvrir Brancion, puis le 30, il essaya de secourir Mâcon pendant la nuit, mais fut obligé de rebrousser chemin, car les ennemis occupaient tout le pays à une lieue de la ville. Il y revint le 3 octobre, « bien tard dans la soirée » : les bourgeois étaient en émeute contre Varembon et ses hommes, « cinquante hommes d'armes qui ne savent que piller et rober » ; ils avaient fermé les portes et assemblé le commun ; le maréchal calma les Mâconnais et fit partir le capitaine savoyard. Mais ils refusaient de recevoir de nouveaux gens d'armes, et entraient en relations avec les espions de l'ennemi, tant que vint à Mâcon Régnier Pot en personne « pour besoigner sur aucunes matières touchans aucuns habitans de Mascon qui avaient été accusés de tenir le party des adversaires » ⁸.

L'hiver n'amena pas de répit : infatigable, Imbert de Grôlece harcelait les Bourguignons, prenait Berzé, Pierreclos, de nouveau Châtel sous Cluny : ses succès ébranlaient la fidélité des bonnes gens. L'armée bourguignonne

⁶ Journal de J. Denis, 5 et 6 sept., 4^e compte de Regnault, septembre.

⁷ Journal de J. Denis, 17 sept. : une botte de vin au Sr de Varembon. On fabrique quatre grosses colouvres de fer, de deux doigts de gros, cerclées de fer, et tirant 1 livre de fer, avec 100 billes pour chacune, et une bombarde jetant 20 l. de pierre.

⁸ Journ. de J. Denis, 20 septembre : faire départir le Sr de Varembon : « on lui donne 25 l. pour qu'il ne forraige les villages jusques à jedy prochain »... 3 octobre : « entré à Mascon bien tard, Mre Ant. de Tholonjon ». 5 oct. : le maréchal décide Varembon à partir, on lui donne 100 écus. 12 oct. : refus de recevoir d'autres gens d'armes. 3^e Compte de Janly : 27 28, 30 sept., 6 octobre : les Mâconnais cherchent à nouer des rapports avec les gens de Bourbon. 5^e Compte de Regnault, 10 au 19 janvier : Régnier Pot...

avec le maréchal de Toulangeon était alors occupée vers le Nord du duché, aux affaires de Lorraine, et le pays n'était défendu que par les aventuriers. Le comte de Clermont faisait de grands mouvements de Thizy à Villefranche⁹. En mars 1431, le Chancelier Rolin donna au prince d'Orange quelques compagnies, avec lesquelles il traversa le Charolais, repris au passage Sancenay, sous Paray-le-Monial, et réunit à Semur-en-Brionnais les vassaux des bailliages du Sud, promettant de confisquer et mettre sous la main du duc les fiefs de ceux qui ne marcheraient pas. Cependant Rodrigue avait envoyé son défi le 9 avril, et ses bandes avaient pris les champs ; quelques jours plus tard la grande armée de Bourbon se mit en marche et bientôt Charles installait à Charlieu ses capitaines ; mais là s'arrêta son effort, il se retira en Bourbonnais, interdisant les courses aux soldats. Des deux côtés, le pillage allait son train : les gens d'armes de Marcigny faisaient d'infinies voleries, ceux de Villefranche allaient jusqu'aux portes de Mâcon¹⁰.

Varembon, dont le naturel farouche était déjà célèbre, exaspéré par les mauvais traitements qui avaient été infligés aux siens après Anthon, était devenu le plus féroce et le plus téméraire des partisans ; le 18 mars, il se jeta sur la ville de Trévoux, appartenant au duc de Bourbon, la prit par surprise, massacra une partie des habitants, emmena les autres, emporta les archives, dont il comptait tirer bon profit ; de là, désavoué pour l'heure par le duc de Savoie, il avait couru d'une traite jusqu'en Châlonnais, et s'était enfermé dans Paray-le-Monial et Charolles, d'où les ordres même de Philippe le Bon ne purent d'abord le faire déloger. De toutes parts, en juin, les bonnes gens

⁹ Journal de J. Denis: il n'est question que d'obtenir secours, « le pays est en perdition ». Plaintes contre le châtelain savoyard de Bâgé, contre le bailli Lancelot de Luyrieux, voyages à Dijon : V. 3, 25 nov., 22 déc., 3, 8, 21 janvier, 4 mars. ^{5°} Compte de Regnault, 25 février.

¹⁰ ^{5°} Compte de Regnault: 18 mars, 6 avril, assemblée de Semur ; 9 avril, on arrête Formeuse *poursuivant* de Rodrigue, porteur de son défi. Bazin, d'après Coll^{on} de Bourgogne: 21, 69.

demandent trêves, et l'on ne sait que leur répondre de gagner du temps ¹¹.

La campagne de Lorraine tourna enfin au profit des Bourguignons : René d'Anjou, fils de la reine Yolande, héritier du duché de Bar, avait hérité aussi de celui de Lorraine, et le duc de Bourgogne lui avait opposé un compétiteur. La guerre, conduite par Barbazan, avait été longtemps heureuse et avait absorbé, tout l'hiver, le principal effort des Bourguignons. La bataille de Bulgnéville, le 2 juillet, où Barbazan fut tué et René fait prisonnier, venait de la terminer brusquement à leur avantage et rendait disponibles des forces redoutables. Aussi la nouvelle armée que Charles de Bourbon avait mise sur pied en août ne prit-elle pas l'offensive : les adversaires, s'étant comptés, s'observaient.

Vers la mi-septembre, on apprit à Mâcon que des projets de trêves de deux ans entre Charles VII et le duc de Bourgogne avaient été établis par le Sr de Jonvelle avec son frère G. de La Trémoille, le favori tout-puissant du roi ; l'abbé de Cluny s'en saisit aussitôt, et, en attendant les ratifications qui pouvaient tarder à venir, une conférence se tint à Bourg, pardevant le bailli et le juge de Bresse, entre Ph. Andrevet, le Sr de La Guiche, Lancelot

¹¹ Sur la prise de Trévoux, il existe toute une documentation : V. la Mure, II, 150. Aubret, II, 533. Bibl. Dumbensis, I, 343. Huillard Bréholles, II, 246 et seq. Costa de Beauregard, p. 77, et Preuves n° 10 et 11. Canat, 4^e Compte de Janly. Varenbon a eu le nez coupé d'une taillade à Anthon ; pour avoir sa rançon, on a dilapidé ses biens et maltraité ses enfants. A Trévoux, il a pris les monnoyers du duc de Bourbon et les « coings à seigner monnoies », dont certains étaient aux armes de Bourgogne et servaient à la fausse monnaie. V. 4^e Janly. Au traité du 18 mai signé à Saint-Jehan de Lyon, la prise de Trévoux fut désavouée par le duc de Savoie qui fit faire une enquête, abandonna les coupables, remboursa les rançons, versa 10.000 écus d'or. Les châteaux de Varenbon, Bouligneux, Foyssia, furent saisis. Le coupable vint à Thonon, fut mal reçu, s'avoua anglais, et se réfugia en Bourgogne ; il disait « en renyant Dieu » et s'adressant au duc de Savoie : « Je feray de tels feux qu'il verra bien la fumée des montaignes, s'il la vuelt regarder ». Varenbon ne rentra jamais en Savoie, le duc de Bourgogne l'ayant installé en Franche-Comté. Ses lieutenants dans l'affaire étaient le Galois de Sure et le Sr des Marches, Aynard de Cordon, frère de l'abbé de l'Île Barbe, qui tentèrent bientôt d'enlever Amédée VIII et de le vendre au duc de Bourbon.

de Luyricux, d'une part, et le Sr de Lespinasse et Mre Odoard de Cleppé, envoyés du duc de Bourbon ; on aboutit le 24 à une « abstinence de guerre ». Périnet Grasset, sans qui l'on ne pouvait rien faire, donna d'abord, le 5 octobre, son contre-scing, puis le comte de Clermont et la duchesse Marie, le 8, et Philippe le Bon, le 19, ratifièrent la trêve¹². Mais, tandis qu'on attendait encore la réponse du duc de Bourgogne, Imbert de Grôlée, parti de Charlieu, avait pris par escalade, dans la nuit du 15 au 16, la très forte place de Marcigny les Nonnains, depuis si longtemps convoitée¹³ ; l'accord fut ainsi rompu, et l'on s'en tint à une sorte d'armistice tout à fait précaire. Le traité plus compréhensif de septembre ne fut ratifié par le duc de Bourgogne que le 13 décembre, à Lille ; et le roi tarda jusqu'en février 1432. Mais ce fut précisément à cette date que reprirent les hostilités dans notre région.

La ville de Lyon avait tremblé lors de la prise de Trévoux ; pour hâter l'achèvement des travaux en train, elle avait imposé immédiatement une taille d'un denier, dont le produit fut dispersé en mille dépenses urgentes¹⁴. Le Chapitre, de son côté, après avoir autorisé les habitants d'Anse à compléter à leurs frais la défense de leurs tours, avait donné à Gilet de Saint-Priest la charge de bailli de l'Eglise¹⁵. Vers la Saint-Jean, les conseillers envoyèrent à Mâcon « et au pays » savoir des nouvelles : le voyage de Jehan Curt coïncide singulièrement avec les soupçons que nous avons vu peser sur les Mâconnais ; un autre homme qui s'était aventuré plus loin ne revint jamais, et la ville secourut sa veuve. Eux-mêmes eurent à répondre à des

¹² Les trêves de Jonvelle, du 8 sept., sont publiées à Mâcon le 17 sept. (Journal de J. Denis) ; les habitants les réclamaient surtout depuis qu'ils connaissaient la victoire de Bulgnéville (2 juillet).

¹³ A. A. 82-53, de Marcigny le 23 octobre, pub. Caillet. Lettre du bailli I. de Grôlée aux bourgeois de Lyon.

¹⁴ C. C. 194, f° 14 in R. C., II, p. 339. Compte de P. Ponchon et P. Gontier, d'une taille mise sus au mois d'avril 1431, pour les réparations et affaires de la ville, dont la recette monte à 2.800 l. 3 sous 11 deniers.

¹⁵ A. C. Saint-J., 17, 21 fév., 18 mars, 5 mai.

soupçons du même genre : les comptes nous ont gardé la trace du voyage que fit devers le duc de Bar un certain *espinolier* natif de Lorraine, « qui porta lettres closes et rapporta réponse... touchans certaines paroles qui ont corru que cette ville devait être remise, que Dieu ne vueille, aux enemis du Roi », et les consuls ajoutent : « par lad. response ne autrement par diligence que faite en aions... n'avons pu trouver qui avait lad. traïson faire conspiré ou traictié » ¹⁶.

Mais la grosse affaire de l'année fut la rupture et la chute de deux arches du pont du Rhône, qui réduisirent dangereusement les ressources déjà précaires de la ville et la menacèrent de famine en arrêtant toute arrivée de blé du Dauphiné : le Chapitre lui-même est obligé d'en tenir compte et de diminuer la redevance de son censier de la Grenette. Tout l'effort des gens de Lyon se porte alors sur la réparation de leur pont, raison d'être de la ville et nourricier de son commerce, et que respectent même les ennemis, — du moins ceux qui sont domiciliés et ont quelque intérêt à la vie locale. C'est à ce propos que furent largement étendues par le Pape Eugène IV les indulgences du pont du Rhône, et cette année-là reprit vigueur et se développa le curieux et fructueux trafic des *questans* ¹⁷.

En attendant, la ville appauvrie, et qui ne pouvait aucunement vivre tant que le pont ne serait pas réparé, dut payer et paya réellement en novembre mille livres sur deux mille deux cents, montant d'une aide ordonnée par le roi et consentie par les Etats de Poitiers de mars-avril 1431; le paiement fut assuré au moyen d'un emprunt remboursé aux prêteurs sur la taille de la fortification; la monnaie était de nouveau dévaluée de moitié, — un royal d'or valant quarante-deux sous --, et, bien que les princes de

¹⁶ C. C. 394, n° 27. C. C. 395, n°s 10, 11, 95 et 98, f° 14, in R. C. II, p. 317, 322, 325, 327, 340, 341.

¹⁷ V. I^{re} partie, ch. II, § 1. A. C. Saint-J., 26 juin 1431. Remise de cens à J. Andrevet censier de la Grenette, à cause de la rupture des ars du pont du Rhône, car personne ne passe pendant la réparation. Aucune marchandise ne vient du Dauphiné, il y a peu de blés à Lyon.

par deçà eussent fait trêve, leurs soldats sur les grand routes n'avaient pas ratifié leur décision ¹⁸.

L'hiver 1431-32 est sans histoire dans la région du Sud-Est. Au printemps le duc Jehan de Bourbon mourut en Angleterre, et son fils s'affranchit tout à fait de la tutelle de Marie de Berry. Par son ordre ou avec sa permission, la lutte se ranima en Mâconnais et en Charolais : on ne signale pas de grandes entreprises, mais deux coups de main heureux en sens contraire, de Jacques de Grôle, Sr de Juis, au service de Bourbon, sur la Roche de Solutré, et d'un lieutenant de Périnet Grasset sur Marcigny. Le reste de l'année est tout en négociations de paix ¹⁹.

L'initiative vint cette fois du Pape, et semble avoir été mieux accueillie que de coutume par le duc de Bourgogne. Dès le mois de février, Philippe le Bon envoya le prince d'Orange à Nevers pour assurer sur le terrain de chasse de Périnet Grasset la sécurité des ambassadeurs de Charles VII convoqués à la journée d'Auxerre. Le légat Albergati, cardinal de Sainte-Croix, tarde à venir, et les gens du roi de France sont les premiers au rendez-vous ; ils poussent jusqu'à Dijon, où ils séjournent, attendant les autres ; le duc est en Bourgogne et les traite fort agréa-

¹⁸ C. C. 395, n^{os} 95, 76. En novembre 1431, on a envoyé à Poitiers J. Chapuis, Procureur en Parlement, pour avoir rabais. 20 royaux valent alors 37 l. 10 sous. Le 14 décembre, on rembourse à G. Moreau, maître de la monnaie, trente royaux qu'il a prêtés pour le paiement de 1.000 l. de l'aide: les 30 royaux valent 63 l. 15 s., in R. C., II, p. 326-329.

¹⁹ Le Roi, le 2 novembre, avait défendu au duc de Bourbon de rendre Marcigny (Plancher, IV, Preuves, p. 84). Le Journal de J. Denis dit que P. Grasset et Fr. l'Aragonais se sont emparés de Marcigny par eschielles. R. C. p. 332, 7 déc. 1432: « ...hodie (V^{ta} decembris), fuimus per litteras certificati in concilio Foris quod vila de Marcigni fuit capta per Franciscum l'arragoneys, socium Perrineti Grasset, qui crucem rubeam etiam tota ejus comitiva defferunt, per quam tota patria Roddaniensis, Forensis etiam Bellijoci multa sustinebunt discrimina, nisi Deo auxiliante provideatur... (Lettre de Joh. du Puys à Pierre Charpin, chammarier de Saint-Pol, reçue le 7 décembre; Arch. du Rhône, Fonds de Saint-Paul, titres Charpin). En février, le Sr de Juys et Philibert Rosset avaient enlevé par surprise la roche de Solutré, et les Mâconnais demandent secours et garnissent leurs remparts. Journal de J. Denis, 13 février, 8 mars.

blement. Le 8 juillet, G. de La Trémoille, accompagné de l'archevêque de Reims et de Christophe de Harcourt, rencontre à Auxerre, sous la présidence du légat, le Chancelier et le maréchal de Bourgogne, mais « ils n'ont rien pu besoinner ». A Dijon, on fait des processions pour la paix, et en même temps bon guet et bonne garde, car la présence des envoyés du roi suscite les complots. La conférence, remise une première fois au 30 septembre, puis à la Toussaint, se tint enfin du 11 novembre au 15 décembre, sans le légat et sans les Anglais : on ne put qu'y renouveler les trêves ²⁰.

Celles-ci étaient toujours aussi fragiles : le nouveau duc de Bourbon tenait toujours à sa solde les compagnies de Rodrigue de Villandrando, et partout sévissaient les routiers. A Mâcon, dès le mois de janvier 1433, les espions signalent de grands rassemblements autour de Feurs en Forez; en mars, on dit que le duc de Bourbon est à Villefranche avec le bailli de Lyon, Rodrigue et beaucoup de gens d'armes ; les paysans fuient devant les sorties de la garnison de Solutré, et la ville munit ses remparts, pour éviter « l'emb  e d'eschielles » ²¹.

Mais les princes avaient d'autres pensées : les gens du duc de Bourgogne, envoyés au roi pour réclamer la restitution d'Avallon, surpris l'année précédente par le routier F  rte pièce, revinrent le 16 mars avec des propositions de paix générale, et tandis que sur la haute Seine s'ouvraient les négociations pour la Lorraine, le 24 mars, à Mâcon, le Chancelier Rolin rencontra le Sr de Saint-Priest, mandataire du duc de Bourbon. Il y fut décidé que l'on entretiendrait les abstinences de guerre, et que chaque parti rendrait ses d  rni  res conquêtes, dont la perte était particulièrement sensible à son adversaire : Bourbon restituerait Solutré, Bourgogne ferait vider Marcigny. Le duc de

20 4   Abonnel: « que l'on fasse processions » — et, à Dijon, bon guet de jour et de nuit... trois « espies » arrêtés ont fait des aveux, dont était le héraut Guyenne venu avec des lettres du roi; se méfier des Srs de Jonvelle, de Thil et de Châteauvillain.

21 Journal de J. Denis: 19, 20 mars... 11.000 chevaux pour venir en Bourgogne.

Bourgogne, en effet, s'efforça d'obtenir de Périnet Grasset qu'il décidât son lieutenant à évacuer la place, mais celui-ci exigea une grosse rançon et mit à la restitution tous les retards qu'il put imaginer ; les gens de Bourbon attendaient ; rien n'était fait à la fin d'avril : « Ceux de Solutré boutoyaient feux et tuoyent gens ». Enfin, le 29 avril, après intervention des Etats de Bourgogne, et quand il eut reçu sa finance, François l'Aragonnais et son chef daignèrent traiter avec le duc de Bourgogne : on prit délai des capitaines de Solutré, et le 15 mai, la trêve fut signée à Moulins en Gilbert, chez Périnet Grasset. Il fallut ensuite plusieurs mois d'allées et venues pour opérer de fait les restitutions. D'autres négociations étaient en cours entre le roi de France et le duc de Savoie : à cet effet, Antoine de Varennes passe par Lyon le 30 mars avec Humbert Marchal ²².

Et toujours l'inquiétude régnait, surtout en pays bourguignon, car l'armée était en Morvan, et d'autre part on redoutait particulièrement les compagnons « Rodigois » ; le gouvernement de Dijon prend la peine d'alerter ses capitaines des châteaux mâconnais. Quant aux bonnes gens du

²² Journal de J. Denis: 28 mars, 27 avril: aucun ne veut vider sa forteresse le premier; 6 et 13 juin: trouver remède pour faire la récolte... éviter la perdition des fruits... V. Archives de la Côte-d'Or, 73-7, le traité entre le duc de Bourgogne et Fr. l'Aragonnais, écuyer d'écurie, bailli de Saint-Pierre le Moutier et Périnet Grasset, panetier du duc de Bourgogne, capitaine général de Nivernais, Donzyois et de la Charité sur Loire... Les Etats de Bourgogne réunis à Dijon ont obtenu en juin que l'Aragonnais, *qui a reçu sa finance*, s'engage à rendre la place pour le 20 juin au bailli de Saint-Gengoux, Louis de Luyrieu. Celui-ci est en Savoie, les Mâconnais vont le chercher d'urgence, car le bailli de Beaujolois ne fera pas vider Solutré avant que Marcigny soit livré. Le bailli de Saint-Gengoux envoie ses deux frères; ceux-ci hésitent « doutant le péril du chemin », les bourgeois les accompagnent « à 20 chevaux ». Le 26 juin, ils sont à Marcigny: l'Aragonnais n'y est pas, il est à Montargis, son lieutenant n'a pas d'ordres. « Et pour ce que ceste matière est encore en voye de pranre long trait et faut recueillir les fruyts de moyssons »... on retourne à Villefranche... refus — on s'accorde directement (à quel prix?) avec les capitaines de Solutré, qui donnent un délai. Le 17 juillet, on a lettres de Villefranche et de Montargis, mais les difficultés succèdent aux lenteurs. *La remise de Marcigny ne fut faite que le 24 février 1435.*

pays, ils semblent tout prêts à se soumettre au vainqueur²³; le prévôt de Mâcon s'en va vers la duchesse au mois de juillet, rappeler que les trêves « failloient le mois suivant » et crier misère. Les trêves furent pourtant renouvelées encore une fois le 24 octobre, jusqu'au 1^{er} janvier²⁴ : les deux princes s'engageaient cette fois à contenir leurs gens, mais ils n'en étaient guère capables. Sur sa frontière de l'ouest, au mois d'octobre, le duc de Bourgogne, à grand peine, avait repris Avallon; il en avait écrit au Pape et au Concile de Bâle, au duc de Savoie et même au roi de France : c'était une victoire sur les soudards, non sur les Français²⁵. Depuis la chute de La Trémoille, survenue au mois de juin, lui-même cherchait de toutes manières à reprendre les négociations pour la paix définitive; il comptait sur le retour aux affaires du connétable de Richemont, qui ne se produisit pas immédiatement; en attendant, et pour « entretenir la matière », il usa de son prisonnier René d'Anjou, qu'il envoya devers le roi en novembre²⁶.

Le grand danger de ce temps-là, ce sont les gens de guerre, et c'est aussi d'eux et de leurs exploits que les Lyonnais ont à se garantir, comme les Bourguignons. La ville ne cessa toute cette année (1433) d'être sous les armes, à

23 Juénin, Histoire de Tournus. Au mois de juillet 1433, le domestique d'un barbier de Tournus eut la tête coupée et posée près la porte du chastel, et son corps jeté en Saône dans un sac, pour avoir voulu, moyennant 30 l., livrer la Ville aux troupes de Charles VII, et y introduire Antoine de Juis qui occupait le château de la Roche, en lui indiquant l'endroit par où ils pouvaient prendre cette place.

24 6^e de Jeanly: lettres portées de nuit de Châlon aux capitaines bourguignons de Germoles et Montaigu: « les enemis ont entencion de prendre par emblée le chasteau de Montagu »... Lettre de Mâcon au chancelier Rolin « touchans certaines nouvelles d'aucuns habitans de Mâcon, que l'on disoit estre en disposition de faire obeyssance aux enemis de mondît Sr ».

25 5^e Abonnel: lettres au pape, au Concile, au duc de Savoie, au roi de France.

26 Journal de J. Denis. Passage à Mâcon le 11 nov. du duc de Bar et de Lorraine, qui vient de Bourgogne et va à Lyon vers le roi Charles (1 botte de vin, 8 torches, 6 livres de confitures et 1 chopine d'estain). R. C., 30 nov., II, p. 355, « XXIIII torches et XXIIII boittes de dragié données au duc de Bar quant il a esté en ceste ville ou commencement de ce moys de novembre ».

cause de la concentration des troupes à Villefranche : la terreur qu'inspirait Rodrigue était si grande que la propre mère du duc de Bourbon, la duchesse Marie, qui tant d'années avait gouverné virilement les terres bourbonnaises, étant à Lyon, au cloître de Saint-Jehan, fit demander au Chapitre par Odoard de Cleppé, « Président de Bourbon » et l'un des chevaliers de l'Eglise, que les portes en fussent fermées la nuit, car les gens d'armes pourraient bien entrer dans la ville, « quod Deus avertat ! » On fit donc, pour lui plaire, fermer les grandes portes et même les guichets ²⁷.

En août, le plus taré des capitaines savoyards, le Galois de Sure, qui devait bientôt périr décapité par ordre d'Amédée VIII, met la main sur le port de Vimy et ses bateaux, rançonne et séquestre les hommes de l'Eglise ²⁸. Aussi l'annonce de la reprise d'Avallon par le duc de Bourgogne déclina-t-elle à Lyon une véritable panique : on imagine ce que pourrait être le reflux, la ruée vers le Sud des bandes désormais oisives. En plus de toutes les mesures déjà prises, l'ordre fut donné de « pallicier » en travers de la Saône, et d'y faire un « plantis » au-dessous de Pierre-Scise, et l'on acheta pour cela en Savoie cinquante chênes de deux pieds de gros ²⁹. Les conseillers n'étaient pas encore remis de cette émotion, qu'ils reçoivent une lettre du terrible Rodrigue, réclamant de l'argent qu'il a naguère

²⁷ A. C. Saint-J., 13 avril 1433. La duchesse de Bourbon est venue faire sa résidence au cloître, en la maison de Beaujeu; elle fait demander par Odoard de Cleppé, président de Bourbon, que les portes en soient fermées la nuit, parce que pour faire la guerre au pays de Savoie proche de Lyon, son fils Charles, Cte de Clermont, a mandé Rodrigue de Villandrando avec toute sa bande, et plusieurs autres capitaines, et que ces gens d'armes pourraient bien entrer dans la ville : « Quod deus avertat ! » Le chamarier désigne un portier, qui fera fermer les grandes portes au sèral de Saint-Jehan et les guichets au gros sèral de Saint-Nizier, rouvrir les guichets le matin : « ad primum cimbalum » et les portes « à la gueyte ». Il y a beaucoup de poternes qui ne ferment pas à clef; qu'on les visite, et qu'on les fasse fermer.

²⁸ A. C. Saint-J., 5 et 12 août. Le brigandage du Galois de Sure n'est pas très grave en lui-même, cette fois, mais il a fait mettre la main du duc de Savoie sur toutes les terres de l'Eglise à la part de l'Empire... et Antoine de Chiel est de nouveau capitaine d'Anse!

²⁹ R. C., 26, 30 oct. 1433 II, p. 351, 352.

déposé chez Eustache de Pompierre, et menaçant la ville de s'en prendre à tous les citoyens. On l'avait bien reçu pourtant, lors de son passage en septembre, et honoré de douze torches et de douze boîtes d'épices, où il n'était pas obligé de s'apercevoir qu'on n'en avait mis que neuf livres; le Chapitre avait, sur sa recommandation, rendu l'habit religieux à un prêtre qui en était privé, et tout le monde, sauf Pompierre, était prêt à lui faire toute satisfaction ³⁰. C'est que Rodrigue était l'homme du jour et remplissait le royaume du bruit qu'il faisait : une renommée convenablement nourrie célébrait ses exploits et lui prêtait même ceux des autres : tout le monde en France lui attribuait la prise de Marcigny, alors qu'on savait bien à Lyon comme en Bourgogne qu'elle avait été le fait d'Imbert de Grôlée. Bientôt l'aventurier allait devenir un haut baron : Charles de Bourbon, qui vivait avec lui en grande intimité, le comblait de biens sans mesure, et lui fit épouser sa sœur bâtarde cette même année. De ce côté-ci du front de guerre, Rodrigue était donc le véritable maître, et tout obéissait aux Rodigois.

Le 27 octobre, on eut connaissance de la prise de Thoisse, à l'escalade, pendant la nuit ; et ce n'était pas le fait des Bourguignons, car le même fait d'armes est enregistré sans enthousiasme à Mâcon : « les gens et souldats et hommes d'armes et gens de trait avoyent prins le chastel de Toisse en l'Empire » ³¹. Enfin, en décembre, des pays désolés du Nord, les routiers sont descendus, et se sont jetés sur la riche banlieue lyonnaise, jusqu'alors à peu près épargnée. Le bâtard de Bourbon a installé sa compagnie à Saint-Genis-Laval, et nul ne saurait énumérer les maux qu'ils font. Le Chapitre envoie à Rodrigue le chevaucheur du bailli jusqu'à Charlieu, pour lui dire ce que font ses gens, et, comme Gaucourt vient à passer, à lui aussi l'on

³⁰ R. C., 2 nov., II, p. 353. C. C. 296, n° 71, f° 14 v°. In R. C., II, p. 338 : la semaine de N. D. d'août... « pour IX livres de confitures qui furent mises en XII boytes »... A. A. 82-100, pub. Quicherat.

³¹ A. C. Saint-J., 27 octobre : Thoisse vient d'être pris, la nuit. L'année précédente, le Sr de Varax, avec une bande de soudards bressans avait de même échellé le Châtelard, V. Aubret, la Mure.

demande de parler au roi du bâtard de Bourbon, dont les gens d'armes volent tout ce qu'ils trouvent, brûlent et détruisent les maisons, « appâtissent » tout le pays, « mettent les gens à rançon de plus qu'ils ne possèdent, mutilent et tuent les hommes, violent les femmes devant leurs maris et tuent les enfants »³². La ville a clos ses portes et garni ses remparts, les bourgeois regardent la ruine d'alentour, invulnérables sans doute, mais aussi incapables d'agir et, pour protester contre l'abominable chose, qu'ils n'avaient jamais vue de si près, ils osent encore, en 1433, refuser l'impôt aux commissaires du roi.

Les impôts ont été lourds et nombreux en 1433 : le 9 février fut mise sus pour la ville une taille en « réaulx » ou royaux d'or, que dut lever Hugonin Bonet, la recette fut toute employée à la défense et à la reconstruction du pont³³ ; le 22 juin, un mandement des consuls nous apprend qu'ils sont poursuivis par Paumier pour l'aide dernièrement octroyée au roi, et dont « la quocte baillée à la ville » est de mille neuf cents francs³⁴. Puis la ville, qui s'est jointe au plat pays pour envoyer aux Etats de Tours, en septembre, un homme de Jarniost, se voit imposée en décembre de huit cents livres pour sa part de la taille, et d'un fouage allant de deux à cinq sous par semaine, du plus pauvre au plus riche³⁵. Les commissaires, nombreux, — à Me Arnault de Marle et à G. Jouvenel sont adjoints le bailli, les élus, le courrier, — ont présenté leurs lettres devant l'assemblée du peuple ; les consuls re-

³² R. C., 6, 13 déc. 1433, II, p. 357, 361. A. C. Saint-J., 10, 17 déc.

³³ C. C. 296, 1 : le compte des royaux reçus par Hugonin Bonnet, mis sus par Mons. le Bailli et Mess. les Conseillers pour les affaires de la Ville, le 9 fév. 1433.

³⁴ C. C. 395 n° 12 ; in R. C., p. 335. « Baillez et délivrez à J. Paumier, receveur pour le Roy... de l'aide derrenièrement octroyé aud. Sr pour le pais, la somme de cent livres, en deschargement de la somme de XIX^e livres, quocte baillée à lad. ville dud. aide, et pour laquelle somme ledit receveur poursuit icelle ».

³⁵ C. C. 296-57, 6 sept. 1433 : Primo à Colin Teven de Jarnioust pour aler par devers le roy pour la ville... C. C. 296-71... à Colin Tainturié de Jarrussa pour le viage que il doyt fayre devert le Roy où Mess. les Concelleurs l'envoyen... in R. C., p. 336, 339.

fusent de répondre, « pour ce que chacun, par aventure, n'oseroit pas bien dire son avis en si grant assemblée », et convoquent pour le soir à Saint-Aubain quelques notables pour délibérer avec eux. Leur réponse fut qu'on ne pouvait payer. Le 6, une nouvelle assemblée accorde la taille sous conditions, et propose de mettre sus maille pour livre, « parmi ce que Mons. le bailli face vuidier les pilleries et gens d'armes qui sont à Saint-Genis ». Il faut aussi que les commissaires renoncent à faire des emprunts sur les principaux citoyens pour avancer la recette. On est allé aux commissaires, qui ont dit que cet argent étant destiné à « oster les pilleries », il le faut verser d'abord, afin que les pilleries cessent ; pour l'emprunt, ils ont promis de surseoir, pourvu que la taille soit imposée tout de suite : et la taille fut imposée. Aynard de Villeneuve et Girerd de Varey acceptèrent d'en faire la recette : c'était là, certes, caution bourgeoise, pourtant les commissaires harcelaient encore les consuls, qui ne voulaient rien entendre au sujet du fouage, parlaient toujours d'envoyer au roi et ne s'y décidaient jamais, redoutant de « recevoir aucun blasmé de l'assemblée dernièrement faite », et, d'autre part, le voyage étant alors plus dangereux qu'il eût jamais été ³⁶.

Cependant, d'accord avec les églises, ils avaient, le 13 décembre, confié à Mre J. Chappuis qui allait en France leurs requêtes contre les gens d'armes, et ils attendaient son retour pour savoir « comme les autres pays s'en gouvernent ». Pour le moment, ils se débattaient de leur mieux, disant que Fortepièce était en route pour venir à Lyon, avec une assignation de six cents livres, ou bien que Mons. de Vienne allait arriver, qui avait toute puissance sur tous « tréhus », ou enfin qu'il y avait tant de commissaires de toute sorte qu'on ne savait auquel entendre. J. Chappuis était revenu à Lyon le 12 janvier : nous ne savons pas bien ce qu'il rapportait ; il n'avait rien obtenu

³⁶ R. C. : 3, 6, 18, 17, 20, 25, 28 déc. 1433, 26 mars 1434 II, p. 356, 357, 359, 361, 362, 363, 373.

pour la taille, qui fut payée, et dont on hâta la recette, tant qu'elle fut terminée à Pâques³⁷.

Toutefois, comme d'habitude, en réponse aux protestations des Lyonnais et des autres habitants des villes, le roi avait changé le fouage en une taille, qui fut pour Lyon de mille six cent cinquante livres. Beloyzel, chargé de la recouvrer, présenta sa commission le 4 mai 1434, et fut assez mal reçu. Quelques jours après, Mons. le connétable réclamait ses deux mille deux cents livres, mais, comme il était présent, ayant accompagné le roi dans son voyage, et qu'il pouvait voir de ses yeux où en étaient la ville et le pays, il concéda aux conseillers une forte remise : on s'accorda avec lui à huit cents livres, mais on espérait en être quitte pour quatre ou cinq cents, et l'on ne se sentait pas pressé de le payer. Bien plus pressante la taille au lieu des cinq sous : Beloyzel procédait de rude manière, et se vantait de faire « rigoureuse contraincte » ; quelqu'un proposa de prendre cinquante marcs de la vaisselle d'argent qu'on avait faite pour le roi, mais le plus grand nombre dirent que ce serait grand honte, et pourrait être dommage au temps à venir. Alors, on pria le receveur de surseoir « jusques l'on ait esté par devers le Roy, sur ce savoir son bon plésir, et, au cas qu'il ne le vouldra faire, *que l'on mande derechief après disner tout le pueple aux Cordelliers, et là sera mandé ledit exécuter, auquel l'en priera qu'il se vueille gouverner gracieusement en sa commission, car s'il vouloit faire œuvre de fait, l'en ne l'y souffrira point, afin de obvier à l'esclandre qui s'en porroit ensuir, que Dieu ne vueille...* » La protestation d'obéissance au roi qui suit cette fière proclamation n'en affaiblit guère la valeur : entourée par la guerre de tous côtés, réduite à vivre sur elle-même, la commune s'affirmait vigoureusement, et il fallut bien que les gens du roi en tinssent compte. Le 13 mai, on envoie à Vienne, où est le roi, Aynard de Villeneuve, avec Antoine Caille et Bernerd de Varey : le

³⁷ R. C., 13 déc., II, p. 361. La ville paie le tiers des frais, partageant avec Mons. de Lyon et le Chapitre, 30 déc. 1433, 2 janvier 1434. A. C. Saint-J., 12 janv. : on recevra demain J. Chappuis, qui est allé au roi....

Conseil remit alors cette recette, où Bel Oyzel a si mal réussi, entre les mains des réformateurs des monnaies, en les invitant à « bloquer » les deux affaires, et à donner « pache » aux Lyonnais ³⁸.

« Les commissaires réformateurs de la prinse et mise des monnoyes d'Empire » étaient arrivés à Lyon au mois d'avril, et, bien entendu, leur venue avait beaucoup ému les bourgeois, qui les prirent d'abord au sérieux, « attendu que chascun de tous estas ont prins et mis lesd. monnoyes », et que l'on disait qu'ils voulaient « traire les citiens hors de la ville », contrairement aux privilèges. Une première assemblée des plus notables, puis une autre de plus de deux cents personnes aux Cordeliers, les avait priés de surseoir à leur mission : on eût voulu faire quelque chose de plus, mais le vieux Messire Paterin avait conseillé la prudence. Bientôt on apprit que cette redoutable commission n'était qu'un prétexte à extorquer à la ville cinq cents francs de plus ; tout aussitôt l'on manœuvra pour réunir en ses mains toutes les affaires d'argent : l'un des réformateurs était en effet Me J. de Dijon, que l'on connaissait bien et que l'on savait être de bonne composition. C'est à ce but que tendait l'ambassade de « dix ou douze notables personnes, de chaque estat deux ou trois », qui fut trouver le roi à Vienne et en rapporta les arrangements du 13 mai. Mais comme les commissaires refusaient « d'accorder et pacheyer » à deux mille livres pour le tout, ainsi qu'on le leur demandait, Aynard de Villeneuve et Bernerd de Varey retournèrent à Vienne : on ne les voulait quitter à moins de deux mille royaux, mais, « selon ce qu'ils ont pu sentir », Mre Régnier de Bouligny, qu'ils devaient voir, leur en demandera pour le tout seize cent cinquante. Ainsi se termina l'affaire, et une autre assemblée des Cordeliers, comprenant avec les consuls quarante-neuf maîtres des métiers et notables et « pluseurs autres menues gens », décida le 23 mai d'en lever aussitôt la première moitié par un emprunt sur les plus imposés ; puis, le 30, de l'avis des

³⁸ R. C., 4, 7, 9, 13 mai 1434 : II, p. 378, 379.

principaux de la ville, on mit sus une taille de un denier, à la guise acoutumée, jusqu'à huit cents livres, que Simonet Doble baillera à Paumier sans tarder ³⁹.

*
**

Mais à cette heure commencent d'arriver à Lyon les princes et les seigneurs qui précèdent le roi, et tout est sacrifié au bon et joyeux accueil qu'on lui prépare. On l'attendait depuis le mois de novembre 1433 : le 19 octobre, les conseillers avaient demandé au bailli confirmation des bruits qui couraient à ce sujet, et le 26 ils avaient décidé de lui faire « la meilleure et plus notable venue que faire se pourra, ayans regart à ce qui fut fait à la venue du Roy son père, cui Dieux pardoint, et le servir de cent mars d'argent ou en vaisselle ou autrement, ainsi que l'on verra estre le plus honnorable ». Et l'on ajoutera vingt-cinq marcs de vaisselle pour le Dauphin, s'il vient, et des cadeaux de torches et d'épices pour les autres seigneurs.

Et tout de suite on propose de mettre en un rôle ceux qui prêteront or ou argent blanc pour la venue, garantis qu'ils seront par une taille à imposer quand le roi sera parti. J. de Varey, courrier, offre aussitôt six marcs, et Me J. le Viste, pour lui et ses frères, assure qu'il prêtera tout ce qui sera possible, avec le consentement de leur mère ⁴⁰. Le 19 novembre, pressés par le temps, car on attend le roi incessamment, ils offrent à un marchand de Vienne tout un chargement de sel « à sexante francs de perde, parmi ce qu'il croye l'argent qu'il en baillera de cy à Pasques » ; mais le marchand veut un bénéfice net de cent francs, et ne consentir son prêt que jusqu'à Carêmentrant ; on revient donc au premier procédé d'un emprunt sur les riches, jusqu'à mille royaux d'or. « Et sera cet or converti en une nauf de cents marcs d'argent doré et bien

³⁹ R. C., 23 avril, 4. 9, 13, 14, 21, 23, 30 mai, II, p. 376, 378, 379, 380, 381, 382, 383. Le 4 juin, le mandement de 800 l. est passé.

⁴⁰ R. C., 19, 26 oct. 1433, II, p. 350, 351.

faite, que l'on donnera au Roy ». Ce qu'approuve, le 22 novembre, l'assemblée de la commune ⁴¹.

Le voyage du roi fut remis au printemps de 1434 ; en février, les consuls croient pouvoir prendre enfin des mesures prochaines : emprunter de l'argent à trois ou quatre personnes, sur la foi de quatorze citoyens,... trois cents des plus notables de la ville, les ménestriers et les trompettes seront vêtus de semblables robes, les rues seront tendues et les petits enfants seront parés... comme à la venue de Charles VI ⁴².

Et c'est, le 30 mars, le défilé de ceux qui viennent prêter leur argent à la ville : J. de Varey présente six marcs, comme il s'y est obligé, Aynard de Villeneuve et Mandront, trois, Girerd de Varey, Aymé du Nyèvre, Etienne de Villeneuve, deux, Pierre et J. du Nyèvre, J. Jehannout, J. Baronat et ses frères, Robert Curt, Mathieu Audebert, Michel Buatier, un marc, Bertrand Payan un demi-marc, et J. Palmier sa portion de la taille ou l'une de ses coupes ; quant à Bernerd de Varey, il offre cent quintaux de plomb en table, dont nous serions curieux de savoir ce qu'on pouvait tirer ⁴³. Le lendemain, on préféra mettre sus la taille, confiée à J. de Chaponnay et deux autres grands, qui fourniront incontinent cent marcs d'argent, et promptement deux cents autres. Puis on charge Girerd de Varey de faire « avancier la veisselle » et quatre autres de faire vêtir les enfants ⁴⁴. A partir de ce moment, le roi peut arriver d'un jour à l'autre, il est à Vienne, où se tiennent les Etats de Languedoc, en compagnie du connétable, du duc de Bourbon et des princes de la maison d'Anjou ; un peu plus tard il fera son séjour à Saint-Symphorien-d'O-

⁴¹ R. C., 19, 22 nov. 1433, II, p. 354-355 : « et ledit emprompt se rendra puis d'un aide d'un denier qui se mettra sus après que led. Segneur s'en sera allé ». A. C. Saint-J., 25 nov. : le chapitre délibère avec Saint-Pol et Saint-Just, au sujet de la venue du roi.

⁴² R. C., 14 fév. 1434, II, p. 364. V. Cartulaire municipal, CL, p. 369. En 1386, cinq cents hommes devaient être vêtus de rouge, et « grant quantité d'enfans » de toile perse, semée de fleurs de lis, chacun tenant un petit gonfalon aux armes du roi.

⁴³ V. I^{re} Partie, ch. III, § 3.

⁴⁴ R. C., 22, 25, 30, 31 mars, 4 avril, II, p. 372, 373, 374, 375.

zon, où il recevra les ambassadeurs de Savoie, et où l'on parlera beaucoup de la paix de Bourgogne ⁴⁵. Le 15 avril, plainte est portée au bailli contre « J. le Viste et ses frères et autres des plus gros », qui refusent de payer leur cote, « empêchant que l'on ne puisse si honorablement faire son devoir comme l'on est tenu et le voudrait-on faire ». Et quand le bailli aura parlé, « que l'on accompagne les commissaires *en grant nombre* pour les contraindre à payer ». Tout cela se mêle avec l'affaire du fouage et celle des monnaies, — nous avons entendu certains conseiller de prendre sur le don de joyeux avènement pour apaiser Beloyzel —, et l'agitation dans la ville est extrême : les consuls de cette année-là abusent des assemblées tumultueuses, et semblent revenir aux procédés révolutionnaires à tous propos ; leurs successeurs en porteront la peine en 1436. Le 6 juin, on se rend compte que, des douze consuls, l'un est mort (Ymbaut de Bleterens), un autre, J. Jehannout, est aveugle, un troisième, Humbert de Varey, doit figurer au cortège en qualité de maître de la monnaie ; on écarte ces deux derniers, et pour compléter le nombre de douze, on en élit trois nouveaux, toujours sans préjudice des coutumes anciennes ⁴⁶.

Enfin le roi arrive : le 15 juin, on élit Me J. Le Viste pour faire « l'aurengue » devant lui ; pendant qu'il parlera, on donnera la vaisselle en une corbeille couverte d'un beau « mantil », le plus beau que pourra fournir J. Baronat. Le 21, on a les douze plats et vingt-quatre écuelles, dont la moitié sont dorés, et qui pèsent quatre-vingt-seize marcs. Demain, disent les Registres consulaires, on en fera don au roi ⁴⁷.

Charles, duc de Bourbon, avait fait son entrée le premier, honoré de trente-six torches et trente-six boîtes d'épi-

⁴⁵ Les Etats du Languedoc avaient été mandés effectivement à Lyon pour le 20 nov. 1433, puis prorogés au 20 décembre, à l'Epiphanie et enfin au 1^{er} avril, jour où ils se tinrent à Vienne en présence du Roi. V. D. Vaissete, IX, p. 1115 et Preuves, Col. 1109.

⁴⁶ R. C., 15 avril, 7 mai, 6 juin, II, p. 375, 378, 384.

⁴⁷ R. C., 15, 17, 21 juin : on compte le marc d'argent à 9 livres tournois.

ces ; puis vint « la reine nouvelle de Cecile », puis le connétable. Les Seigneurs de Saint-Jehan s'étaient entendus avec ceux des autres églises : le 14, ils avaient reçu le duc de Bourbon, à qui ils s'étaient plaints des ravages exercés sur leurs terres⁴⁸ ; le 19, ils reçurent le roi : au long des charrières bien tendues de toiles peintes, depuis le pont du Rhône jusqu'à la Porte Froc, Charles VII avait traversé la ville, sous un poêle à quatre lances ; après la Porte Froc, le cloître était tout paré de draps d'or... Le roi vint à l'église, et, à l'entrée, revêtit la chape et l'aumusse, puis on le mena en procession jusqu'à l'autel, où il fit sa prière. Enfin il se retira dans la maison du custode, où les chanoines lui firent porter leur don. Le roi demeura quelques jours à Lyon, il y passa la fête de Saint-Jehan⁴⁹.

Le roi venait de partir, le mois de juillet commençait à peine ; on réglait les comptes des fournisseurs et l'on passait des mandements pour rembourser le prêt de Pétrequin Chocart, quand éclata brutalement la guerre courte et violente qui devait être le dernier épisode des luttes civiles avant la paix d'Arras, et tout de suite la ville se retrouva au fort du danger.

Aux derniers jours de 1433 les bourgeois de Lyon étaient tout occupés à garder leurs murailles contre les routiers de Charles de Bourbon, qui dévoraient le pays d'alentour. Ceux-ci, auxquels vinrent s'ajouter bientôt les bandes de Fortepièce, le vaincu d'Avallon, étaient censés pré-

⁴⁸ R. C., 3 juin, II, p. 382. A. C. Saint-J., 14 juin : le duc de Bourbon est à Lyon.

⁴⁹ A. C. Saint-J., 19 juin. Les R. C. ni les Comptes ne donnent aucun détail sur le séjour du roi : le Consulat avait décidé tout d'abord que l'on reproduirait les détails du passage de Charles VI : la fontaine au vin blanc et claret, les hommes sauvages, la tribune des dames. Mais la ville était moins peuplée et moins riche, et sous le coup des exactions de Beloyssel, des Commissaires aux monnaies et de Ch. de Bourbon. Rien ne nous permet d'affirmer que ces fêtes eurent lieu. On règle en juillet et en août la dépense des toiles aux marchands et au peintre J. Célariet, et celles des cordes pour les tendre, qui furent revendues pour 21 l. à Th. Bordavin : il y en avait douze quintaux ; on a aussi dépensé neuf années de vin blanc et claret v. R. C., 13 déc. 1434, II, p. 407.

parer la guerre contre les Bourguignons⁵⁰. Dès la fin de décembre, les espions que le prince d'Orange entretenait jusque dans la ville avertirent leur maître d'un coup de main que projetait Rodrigue, trop tard cependant pour qu'on pût y parer. Les Rodigois se portèrent à marches forcées sur le Mont Saint-Vincent, en Charolais, et s'en emparèrent le 6 janvier 1434. Le duc de Bourgogne était alors dans son duché, assez préoccupé, semble-t-il, de l'état d'esprit des populations frontières du Sud qui ne pensaient qu'à éviter ou à fuir la tyrannie des gens de guerre. Le 14 janvier, il avait remplacé dans ses charges de bailli de Mâcon et de capitaine de Solutré Lancelot de Luyrieux, dont l'autorité était devenue insuffisante, par le propre fils de son Chancelier, G rart Rolin, qui d p cha les causes et tenta de relever le moral des bourgeois des villes, à défaut de celui des paysans⁵¹. Le 21, il marcha en personne sur le Mont Saint-Vincent ; Rodrigue ne l'attendit pas et d guerpit au plus vite pour se réfugier dans la grande forteresse de Charlieu, où il avait convoqué le reste de ses compagnies⁵².

Cette dernière violation des trêves paraît avoir décidé Philippe le Bon à pousser à fond la guerre contre le nou-

⁵⁰ A. C. Saint-J., 6 fév. 1434: le Capitaine de Sainte-Foy, dit Fortepièce. Le bailli a demandé au chapitre de contribuer à la fortification de la ville: pour cette fois, le clergé a consenti...

⁵¹ Bazin nous fait savoir que le Prince d'Orange entretenait des espions qui le servaient utilement, surtout ceux qui étaient à Lyon, Anse et Villefranche. Canat dit qu'en fin de décembre 1433, le Prince fit écrire aux habitants du Mont Saint-Vincent que les ennemis avaient l'intention de prendre leur ville « devers le 1^{er} jour de janvier », et les exhorta à faire bon guet et garde. Le 6 janvier, Rodrigue vient de prendre le Mont Saint-Vincent; le duc de Bourgogne en fut informé tout de suite: Coll^{ n} de Bourgogne, 105, 147. Le 14 déc.: le duc envoie à Mâcon quatre cents picards « pour séjourner et iverner » à la charge du pays. Les Mâconnais protestent, car les Armagnacs de Solutré et les soldats bourguignons de Vinzelles et des autres châteaux ont tellement « *destruyt* » le pays, que les picards ne trouveront de quoi vivre, et « feront vuyder les habitans ». Le duc donna le 24 janvier aux Mâconnais une première satisfaction en destituant le bailli L. de Luyrieu qu'ils ne pouvaient plus supporter: puis il convoqua son armée pour le 21.

⁵² Canat, p. . Le duc de Bourgogne annonce le 1^{er} février, le départ des ennemis du Mont Saint-Vincent. Le 6, Rodrigue rassemble ses compagnies à Charlieu.

veau duc de Bourbon, protecteur et compagnon des capitaines d'aventure. Il demanda pour ce faire l'aide du duc de Savoie : celui-ci, vieillissant et d'ailleurs engagé profondément dans les affaires de l'Eglise, ne voyait pas sans appréhension la bonne police qu'il avait réussi à maintenir sur ses terres, compromise par le séjour et les mouvements de ceux qu'on commençait à appeler les écorcheurs; il se laissa convaincre et fit alliance publique avec son neveu de Bourgogne contre le prince des routiers. Le duc Philippe partit pour Chambéry le 4 février, et conclut le 12 avec Amédée VIII un traité qui nous est connu. Il y était stipulé que les deux princes exigeraient de Charles de Bourbon les droits de fief qui pouvaient leur être dus par lui sur une partie de ses terres du Beaujolais : le Bourguignon revendiquait ainsi, sur des titres anciens, l'hommage de Thizy et de Belleville ; le Savoyard, comme successeur des Seigneurs de Villars, réclamait pour Trévoux, Chalamont, Ambérieu, Thoissey, soit pour le Beaujolais « à la part de l'Empire », où se trouvaient enclos certains châteaux et domaines de l'Eglise de Lyon⁵³. Il était à prévoir que le duc de Bourbon refuserait l'hommage, sur son refus, on lui ferait la guerre, on lui prendrait les territoires en litige, et chacun garderait ceux qui lui revenaient ; le premier qui aurait fini viendrait au secours de l'autre, et les deux alliés ne feraient pas la paix l'un sans l'autre. Cela conclu, le duc de Bourgogne s'en revint, en passant par Pierre-Châtel et Saint-Rambert-en-Bugey, où il se plut à visiter les compagnons verriers.

L'attaque fut différée quelque temps, parce que Philippe le Bon dut accourir en hâte sur sa frontière de Lorraine où le Sr de Châteauvillain s'était révolté contre lui. Ici encore il s'agit d'un réveil des passions féodales dont le grand désarroi du pays permettait la résurrection : pour se mieux venger d'un adversaire, bon serviteur du

⁵³ Voir le traité dans Canat et dans Guichenon: Savoie, T. III, Preuves, p. 288. Pour le voyage, v. Canat, d'après 6e Abonnel, qui relate les générosités du duc aux verriers de Saint-Rambert et à Chambéry « en certains lieux secrets ».

duc de Bourgogne, Châteauvillain s'était déclaré Armagnac et s'était engagé dans le vaste filet d'intrigues et de trahisons que tenaient tendu, dans les deux partis, les deux La Trémoille. Le 1^{er} avril, l'armée bourguignonne assiégeait sa ville de Grancey, le 15, de duc prenait personnellement la direction du siège, et le 26 la place était prise et la révolte réprimée ; de sorte que, dès la fin d'avril, on put revenir aux affaires de Bourbon. Au mois de février, le bâtard de Saint-Pol avait couru tout le Beaujolais, mais il n'avait tenu que la campagne, et rentra chargé de butin ⁵⁴.

Mais entre temps les circonstances avaient changé : le roi Charles VII était installé à Vienne, et l'on ne pouvait, puisqu'on désirait la paix, lancer contre les pays autour de Lyon une attaque qu'il eût pu interpréter comme un attentat contre sa personne : on attendit donc qu'il fût parti. Il fallait aussi être sûr des populations du Mâconnais : la duchesse avait convoqué le 4 avril les Etats de Bourgogne, et y avait mis à l'honneur les députés des villes en la personne du mayeur de Dijon ; elle leur avait adressé des paroles énergiques, retrouvant les vieilles expressions du temps des Armagnacs : « Nous avons su... que le *Dauphin*, ennemi de Mons. le Roy et de Mondit Sr... est venu à grant puissance de gens d'armes et de trait *en nos terres du Dauphinois et Lyonnois*, pour venir en ces pays de Bourgoigne, les domaigier et y faire guerre ». En même temps, elle envoyait à Mâcon, « laquelle ville, comme ladite Dame en estoit acertenée, estoit en grant danger et péril de cheoir ès mains des enemis de Mond. Sr », ses négociateurs les plus habiles, comptant d'ailleurs sur eux pour s'aboucher avec les gens de Bourbon et reprendre d'eux les abstinences de guerre. Ces envoyés expli-

⁵⁴ Journal de J. Denis, 2 mars : la ville lui offre « une botte de vin cleret et un poinsson de vin blanc ». J. des Plateaux, fol de Mons., l'avait accompagné dans sa randonnée, comme il accompagnera bientôt le Cte de Fribourg en Dombes (Canat, d'après 6^e Abonnel). La présence de ce familier de Ph. le Bon transforme cette course en un « raid d'éclaireurs » et peut-être une tournée de renseignements auprès des espions établis dans le pays.

quèrent aux habitants de Mâcon que, le roi Charles étant en Lyonnais, s'il venait grever leur pays, on leur donnerait l'assistance la plus efficace : « dust lad. Dame vendre tous ses joyaux, venir en la ville en sa personne »... ils leur rappelèrent le sort de ceux de Langres, « qui furent destruis pour eulx estres retornés ». Les bourgeois répondirent poliment, mais se plaignirent surtout des garnisons, qui avaient « tout pillé, robé, détruit, et les avaient réduits à grant charité et aumosne » ; ils acceptèrent enfin une compagnie de trente hommes d'armes commandés par un chef honorable, bien payés par le duc et logés dans les hôtelleries, et renouvelèrent leur serment⁵⁵. Cela obtenu, on travaille aux trêves : l'adversaire, dit-on, serait content d'avoir trêves, voire paix ; mais on n'arrive à rien, car les gens du duc de Bourbon ne peuvent traiter sans l'aveu du roi, qui fait attendre sa réponse⁵⁶. Le 15 mai, s'ouvrent à Pont-de-Veyle de nouvelles conférences, qui durent jusqu'à la fin de juin : les deux adversaires sont de mauvaise foi, ils gagnent du temps jusqu'au départ de Charles VII. Le duc de Bourgogne, dont les finances sont plus endommagées qu'on ne le croit communément, obtient quelques fonds des banquiers de Genève⁵⁷.

Cependant les Lyonnais, ville et Chapitre, ont entretenu leurs défenses de tout sorte, tant contre les brigands que

⁵⁵ Journal de J. Denis et 10^e Regnault. Le document bourguignon parle du *Dauphin*, mais le bourgeois de Mâcon, dans son journal, écrit « le roi Charles ». Le Capitaine de Mâcon fut J. Grant, Sr de Saint-Amour, chevalier, mais fils de bourgeois et neveu de l'évêque Geoffroy. Celui de Solutré est Macé de Rochebaron.

⁵⁶ Journal de J. Denis : Les Mâconnais croient que le roi Charles va venir. On renouvelle le serment au duc : le 26 avril et le 27, pour les bourgeois, le 28 pour le clergé, le 29 pour les religieux. La Ville demande des canons, les siens ayant été « gastés à la recouvre de la Roche » (Solutré). Le 6 mai, Ph. Andrevet et J. de Genost rendent compte que l'on n'a pu conclure les trêves, et que rendez-vous est pris à Pont-de-Veyle. Ici finit le journal de J. Denis.

⁵⁷ 6^e Abonnel : Voyages à Genève pour solliciter les changeurs, 28 juillet, 26 août. En septembre Abonnel lui-même, receveur de toutes finances, retourne à Genève et n'en revient que le 8 nov. « avec sa finance » ; il s'établit alors à Tournus et fait les paiements de la guerre.

pour l'honneur du roi : les bourgeois ont achevé de garnir la porte Chenevier⁵⁸.

Ce fut en août et sur le Charolais que se déclara l'offensive : le 8, on annonçait encore en Bourgogne que les ennemis étaient à grande puissance en Forez, le 10, Rodrigue prenait le château de Chaumont, sur le chemin de Charolles ; le 12, une autre armée bourbonnaise part du Beaujolais en direction de Mâcon : les deux ensemble pouvaient aller à cinq mille chevaux⁵⁹. Le duc de Bourgogne revint de Flandre le 15 août, fit sa journée à Châlon le 21, après avoir purgé le pays des espions qui pullulaient, et donné l'ordre à l'abbé de Cluny et aux villes closes de tenir bon. Le 3 septembre, il arriva devant Chaumont, qu'il reprit le 6, et, en trois semaines, procédant avec une grande vigueur et une extrême sévérité, il nettoya d'ennemis tout le Charolais : les plus proches Armagnacs n'osaient sortir des remparts de Charlieu. Puis il revint vers la Saône ; le 20 septembre, il était à Mâcon, et dirigeait par toutes voies sur Belleville toute son artillerie, avec ses tentes et pavillons : le 27, le siège de Belleville était formé.

58 R. C., 29 mai, 14 sept., 24 nov. 1431, 28 oct. 1432, fév.-mars 1433, 11 juil., 23 et 28 août, 30 sept., 30 oct. 1433, 1^{er} mars 1434, II, p. 320, 325-326, 331, 334, 335, 336, 338, 366. On a abattu des arbres, réparé des tours, fait des murs, des « cancels », des « barrios » à mi-côte, en avant des Terreaux, un mur à la Chanal, enfin une tour sur la porte Chenevier, touchant la Saône... « ont prins à pris fait de haussier et faire une tour sus ladicte porte Chenevier, par la forme qui s'ensuit, c'est assavoir la voste de la porte devers la bise de pierre de taille et les deux enchans aussi de pierre de taille... Item et la voste derrière ladicte voste de taille, de milliacie ou autre pierre menue, et de qui en sus le mur devant de sept piés d'espès ou de gros et les autres deux murs des deux flans du gros de quoy ilz sont. Lesdis massons hausseront de l'ault de tieules de la bertrache qui de present est sus lad. porte Chenevier... et feront canonnières de pierre de taille là où elles seront ordonnées par led. Mons. le bailli, et feront ladicte tour au plus dessus à terrasse de pierre menue... et qui la voudra paver dessus ladicte terrasse de pierre de taille, ils tailleront ledit pavement de taille... et seront tenus lesdis massons de poser les encorbellemens qui desjà sont près de la place, au dessus de ladicte tour... »

59 Canat, 8^e Janly, 8, 10, 12, 18 août.

Des « enfants perdus » s'étaient aventurés jusqu'à Villefranche et avaient semé la terreur jusqu'à Lyon ⁶⁰.

Les Lyonnais suivaient depuis son départ la foudroyante riposte du duc de Bourgogne : le 6 septembre, ils croyaient savoir que l'armée ennemie était à Tournus, et ils avaient pris toutes les précautions ordinaires : inquiets du côté de Savoie, ils avaient fait savoir que la traite des blés et des autres vivres n'était pas arrêtée, et en même temps ils avaient taxé et peut-être rationné le pain. Le 16, leur inquiétude a grandi : on retient les blés, on tend les chaînes de la Saône, on mure ou ferme les portes, et comme les travaux ne sont pas terminés vers la Chanal, on y dresse une palissade ; de plus, « on fait rompre tous les chemins par où l'on puet venir en ville par le pays de Savoye », et l'on agit d'urgence, « attendu que les enemis du Roy sont si près de ceste ville ». Le 25 et le 26, on fait argent de tout et l'on vote un emprunt, et, « veu le siège qui est de présent à Belleville », on ordonne de « pallicier et clorre » les rues qui ouvrent sur la Saône en amont du pont ⁶¹. Le 29, arrive une lettre du roi, donnant tous pouvoirs sur la ville au duc de Bourbon, et une autre du duc lui-même, qui réclame l'envoi d'une nombreuse artillerie : son chancelier P. de Toulon et Guicherd de Marzé attendent la réponse. Les conseillers demandent à réfléchir, puis, « veu

60 7^e Janly, 21 août : on prend deux espions, on leur coupe la tête, on les met en quartiers, qu'on envoie aux villes du Mâconnais et du Charolais. 26 août : on arrête le chevauteur du Sr de Gaucourt, on le prend d'abord pour un espion. 4, 6 sept. : siège et prise de Chaumont. Un peu plus tard, on arrête aussi Villandras, poursuivant de Rodrigue, qui se dit héraut du roi d'Espagne ; on le garde prisonnier quelque temps, puis on le renvoie avec un cadeau de 50 écus (6^e Abonnel). Le duc de Bourgogne multiplie les exécutions. Point de quartier pour les pillards. 20, 21, 27 sept., voir 7^e Abonnel. Saint-Rémy et Monstrellet disent que les capitaines qui avaient nettoyé les environs de Mâcon reçurent l'ordre d'aller mettre le siège devant *Villefranche* « pour y enclorre le duc de Bourbon dedens ». Ils vont jusqu'aux portes de la ville mais reviennent en hâte, craignant les Armagnacs qui sont encore à Belleville.

61 R. C., 6, 16, 25, 26 sept., II, p. 389, 390, 391. Le 6 sept. les lyonnais croient le duc à Tournus.

que le siège de Belleville est le fait du Roy, et que la requête de Mons. de Bourbon est aussi le fait du Roy », décident « que, non obstant les charges de la ville, on ne l'y puet bonnement dire de non », et l'on prête la moitié du matériel demandé. Bernard de Varey avait protesté, disant que la ville était mal garnie, et la guerre tout près, et qu'il valait mieux pourvoir à la fourniture de la ville que des « étrangers ». Bernerd est ici le représentant du vieil esprit de la Commune, mais la commune n'est plus bien vigoureuse, et l'on a grand peur de Charles de Bourbon : il ne fut point écouté ⁶².

Le Chapitre, qui devait depuis le mois de mars contribuer aux réparations, et qui n'avait fait alors que de vagues promesses, avait accordé le 27, devant l'imminent péril, « une certaine somme pour la protection des personnes et des biens ». Les chanoines ont aussi, le 29, reçu une lettre du roi, qui leur a prescrit de livrer leurs places ou d'en faire ouverture au duc de Bourbon ; ils acceptent « parce qu'il faut obéir à son prince, et moyennant bonnes et idoines sécurités », le Doyen insistant pour qu'on fasse grande attention à la forme et au mode des livraisons. Personne n'a confiance au duc Charles, et les gens d'ici ne sont pas bien convaincus que sa guerre soit la guerre du roi : on obéit, par crainte des routiers, mais lentement et mal ⁶³.

Le 1^{er} octobre, on est venu chercher l'artillerie promise : les conseillers gagnent encore un jour, pendant lequel ils font distribuer à la milice tout ce qu'ils peuvent, et garent quelques pièces dans la tour Saint-Marcel, puis, le 4, ils effectuent la livraison demandée. Le 5, le Chapitre décide de remettre Anse au duc de Bourbon : jusqu'alors un certain optimisme règne encore, et les bourgeois comme le

⁶² R. C., 29 sept., matin et soir, II, p. 392. Le duc demande cent couleuvrines, cinquante bombardes, quatre-vingt arbalètes cinq cents arcs et cinq cents troupes garnies de « dix mille trait commun » de la poudre à l'avenant. Bernerd propose d'offrir au duc de lever les arrérages, dont il reste bien encore quatre ou cinq cents francs...

⁶³ A. C. Saint-J., 27, 29... attendu que le duc de Bourgogne est devant Belleville, le Doyen n'est pas d'avis de contribuer.

clergé font leurs réserves, il n'y a pas d'affolement. Tout change le 7 octobre, à la nouvelle de la prise de Belleville ⁶⁴.

La ville s'est rendue le 7 au matin, et la garnison en a pu sortir la vie sauve, mais sans armes ni harnois, « qu'un baston au poing ». Le duc de Bourgogne y a mis de ses gens, et s'est avancé avec son armée vers Villefranche, qui est à moins de quatre lieues. Le duc de Bourbon est en force à Villefranche, on attend la bataille.

La nouvelle est venue à Lyon le jour même, et l'on a redoublé de vigilance et d'activité. Le 11, J. de Chaponnay est allé au bailli, pour lui dire qu'on a besoin de lui et le prier de revenir en hâte ; le même jour, on a fait savoir aux bonnes villes qui sont « de cy en Avignon », « les affaires et dangiers que ceste ville doute d'avoir de invasions d'enemis, afin de savoir de combien on se pourra aider d'eulx si affaire advenoit » ⁶⁵.

Il n'y a pas eu de bataille : les deux partis s'étant évités de leur mieux. Le 12 octobre, les ambassadeurs de Charles de Bourbon vinrent à Belleville, parler de trêves ; le 15, le duc de Bourgogne était rentré à Mâcon, et les négociations reprirent. Pendant un mois encore on s'observa et l'on se renforça de part et d'autre, tandis que s'avancait par la rive gauche de la Saône et la bordière des Dombes l'armée du comte de Fribourg, qui aurait dû agir de concert avec les Savoyards. Malgré le traité du 12 février, Amédée VIII n'était pas entré en campagne, sous le prétexte des difficultés qu'il avait en Italie, et, bien que Philibert Andrevet fût venu le requérir le 13 septembre de la

⁶⁴ R. C., 3, 4 octobre, II, p. 394, 396... « l'on dira au messaigé qui est venu querre l'artillerie octroyée à Mons. de Borbon que l'on ne le puet anuyt délivrer jusques à demain, et entre deux l'on saura plus à plein de nouvelles et saura l'on que l'on aura à faire ou de la bailler ou non... Item, que l'on crie que chascun vieigne querre des artilleries »... « Ilz ont commandé à Hugonin Bonnet qu'il face faire en la tour Saint-Marcel une chambrete fermant à clé, au moins de despens qu'il pourra, pour garder l'artillerie qu'elle ne se perde, et ce qu'il coustera il lui compteront »... A. C. Saint-J., 5 octobre.

⁶⁵ R. C., 7, 11 octobre, II, p. 397, 398. A. C. Saint-J., 12 oct.

part du duc de Bourgogne, il s'était contenté de laisser aller à leur guise, suivant la coutume, les gentilshommes de Bresse et de Savoie. Il n'offrit d'intervenir qu'à la fin d'octobre, après avoir obtenu de son vieil adversaire le duc de Milan la promesse d'un secours armé en cas de guerre contre Bourbon. Mais alors tout était en voie de conclusion, l'affaire était manquée et le duc de Savoie ne bougea pas ⁶⁶.

Le duc de Bourgogne avait organisé solidement sa conquête, en vue d'un retour offensif : le Sr de Beauffremont l'occupa quelques jours, en attendant le maréchal de l'Isle Adam, qui s'y installa avec des chevaliers de l'arrière-ban et des arbalétriers des villes bourguignonnes. De l'armée du siège, le plus gros était allé rejoindre le comte de Fribourg ; celui-ci, avec de forts contingents bressans, ravageait à fond le Beaujolais à la part de l'Empire, empiétait sur la terre propre de Villars, et par la Dombe, menaçait Lyon ⁶⁷.

Comme les négociations de paix n'allaient pas à son gré, le duc Philippe convoqua pour le 3 novembre à Tournus ses vassaux des deux Bourgognes ; le 30 octobre, il donna l'ordre de regrouper garnisons et détachements isolés, l'ennemi étant en force autour de Lyon ⁶⁸.

A Lyon, les consuls avaient renforcé leurs défenses, ils s'étaient entendus avec les églises au sujet de l'emprunt, du guet et de la garde ; ils avaient retenu dans la ville les canonniers et coulevriniers, les chapuis et nochiers, du moins ceux qui sont « chiefs d'ostel et ont establies », que

⁶⁶ 6^e et 7^e Abonnel : le 12 oct., le Prince d'Orange écrit au chancelier que les ambassadeurs de Ch. de Bourbon sont arrivés à Belleville. Le traité du duc de Savoie avec Milan est du 14 octobre. Le duc de Bourgogne fut tenu au courant.

⁶⁷ Registres secrétaires de Mâcon n° 15 : 6 arbalétriers de Mâcon à Belleville. 7^e Abonnel : les arbalétriers de Beaune. Le renfort au C^{te} de Fribourg est envoyé le 27 octobre. R. C., 18 oct., II, p. 398 : le 18, le chemin était encore libre vers la Savoie, puisque les consuls font venir des chênes achetés naguère au S^r des Marches. Costa de Beauregard dit que la montre du C^{te} de Fribourg aurait eu lieu à Bourg en avril et qu'il attendait six cents *pavoisiers* piémontais.

⁶⁸ 6^e Abonnel : la convocation est du 27 octobre pour le 3 novembre, l'ordre de rassemblement du 30.

le Sr de Saint-Priest voulait mener « en la guerre », exigé des chanoines de Saint-Jehan que les portes du cloître restent ouvertes, comme refuge en cas de malheur ; ils continuaient à amasser matériel et munitions et envoyaient petit à petit le complément de ce qu'ils s'étaient engagés à fournir au duc de Bourbon. Le 6 novembre, ils avaient reçu des nouvelles de leur bailli qui était à Anse, et qui les avait renseignés de première main : nulle part dans les Actes consulaires n'apparaît l'angoisse, ni même une inquiétude véritable ⁶⁹.

Le Chapitre semble beaucoup moins rassuré : il envoie en hâte à Saint-Bernard et à Rochetaillée l'artillerie qu'il a retirée des tours d'Anse quand elles furent livrées aux gens du roi ; persuadés de l'imminence du siège de Villefranche, les Seigneurs de Saint-Jehan fortifient et garnissent hâtivement leurs châteaux, d'autant que, de ce requis par « le duc de Savoie », l'abbé de l'Ile-Barbe lui a ouvert sa place de Vimy sans résistance aucune. Pour eux d'ailleurs, comme pour la ville, la guerre proprement dite est terminée avant la fin d'octobre, mais il reste les gens d'armes : les compagnies occupent toujours Saint-Genis et Sainte-Foy ; elles se sont emparées de Tassin un peu avant le 27 novembre : le château a été pris d'assaut, ceux qui s'y étaient réfugiés ont été dépouillés de tout, puis les routiers ont brûlé les portes. D'autre part, on ne peut faire un pas hors de la ville : sur le pont même, Aynard de Villeneuve a été maltraité par eux. Les bourgeois se contentent de se très bien garder, les chanoines se plaignent à

69 R. C., 15, 21, 24 oct., 6, 11 nov., II, p. 298, 399 401, 402. A. C. Saint-J., 4 novembre. « Que l'on demande à ceulx des églises, pour leur part de fortifications de la ville, mil royaux, afin de plus légèrement venir à V^e fr. ou près, et s'ils ne vouloient venir à somme souffisant, que l'on attende Mons. le bailli, par moyen duquel l'on vendra à plus haulte somme que l'on ne feroit en son absence. » « Item, quant au guet et à la garde, que l'on les establisce c'est assavoir deux de la ville en une tour et deux des églises en une autre tour, sans les séparer tous à part. Item quant à la garde des portes, que quant l'on mandera à chascune porte deux laiz de la ville que l'on y mandast ung ou deux d'église avec eulx, afin que tous soyons meslés ensemble et non point séparés ». Les églises ont offert 300 l. mais on ne les quittera pas à moins de 500.

Charles de Bourbon ; celui-ci leur répond qu'il est malcontent qu'ils aient évacué d'Anse l'artillerie qui s'y trouvait ; les Seigneurs consentent à la lui remettre, mais, comme elle a été dispersée, ils doivent s'en procurer d'autre, et engagent pour ce les joyaux du trésor⁷⁰.

Cependant les négociations vont aboutir : le 15 novembre, le duc de Bourgogne convoquait les Mâconnais à la journée qui devait se tenir le lendemain 16 à Pont-de-Veyle. De Dijon il avait fait venir la déclaration des fiefs du Beaujolais, qui était en son trésor, et aussi le traité des abstinences de guerre. Le duc de Bourbon cédait sur tous les points : par une lettre datée d'Anse le 21 novembre, il promit de transférer à l'un de ses enfants la seigneurie de Beaujeu, et de lui faire faire hommage aux ducs de Bourgogne et de Savoie, et accepta de rencontrer ce dernier à Saint-Trivier en Dombes, à la mi-Carême. Pour les abstinences de guerre, il déclara qu'il voulait avoir l'avis des bonnes villes : c'est pourquoi les Lyonnais reçurent de lui une lettre les mandant à Anse pour le conseiller ; ils y dé-

⁷⁰ A. C. Saint-J.: 5, 12, 21, 23, 26 oct. 5 nov., 3 déc. Les tours d'Anse sont rendues à Regnault d'Albon le 13, mais le bailli est encore dans la ville le 6 novembre, R. C., II, p. 401. C'est au C^e de Fribourg que l'abbé de l'Île-Barbe a livré Vimy. Pour le château de Tassin, A. C. S. J., **II**, 18 janv. 1435. R. C., 27, 30 nov., 9 déc. II, p. 404, 405, 407. « Ilz ont ordonné que Barthélemi de Varey et Jehan Baronnet garderont secrètement les clefs de Saint-George et des Forges, afin que nul ne saiche qui les a, attendu le grant nombre de gens d'armes qui sont autour de ceste ville, à Saint-Genis, à Sainte-Foy, à Tassins, qu'ilz ont prins d'assault, et ailleurs, et n'entreront nulles gens d'armes en ceste ville que par Bornuef, et seront lesd. deux portes de Saint-Just et de Saint-George closes de tout. » « Ilz ont commis Guil. Garbot et P. Turin à aler ouvrir tous les matins de cy à dimanche prouchain venant à heure de la gaitte, la porte des Forges, se Barthélemi de Varey et Jeh. Baronnet, qui ont les clés, ne le veullent faire, afin que ceulx de Saint-Just qui ne puent venir par ailleurs en ceste ville, pour le grand nombre de gens d'armes qui sont à l'environ de ceste ville et qui aprisonnent et destrossent tout, puissent venir querre des vivres et autres choses à eulx nécessaires en ceste ville, et ne la tiendront ouverte que demi heure, et, pendant ce qu'ilz yront ouvrir ladicte porte, la chaîne de Gorgoillion sera tendue jusques à leur retour, afin que nulles gens à cheval ne leur puissent aler après. Ilz ont concluz que l'on face fait commun de la batture nagüères faicte par Anthoine de Juiz, en la personne d'Eynart de Villenove, que ledit Anthoine de Juys et deux ses varlés battirent yer, sur le pont du Rosne de ceste ville, où il le trouva d'aventure, et que l'on poursuive contre ledit Anthoine et ses complices pour ceste cause, aus despens communs. »

léguaient deux bourgeois, avec mission d'ouïr ce que le duc leur dirait et d'en faire leur rapport ⁷¹. Revenus le 27, les envoyés rapportèrent que le duc de Bourbon ne voulait traiter sans le consentement du roi et de la ville. Philippe le Bon, de Mâcon ou de Châlon, où il résidait, était tenu au courant jour par jour de l'état des négociations, que conduisait le Chancelier Rolin. Il finit par accorder sans conditions une trêve de trois mois. L'accord fait le 2 décembre, les deux ducs le ratifièrent le 4, et le pays revint à l'état de paix, si l'on peut appeler de ce nom la situation que lui faisaient les excès continuels des gens d'armes de tous partis ⁷². On avait spécifié l'échange de Belleville contre Solutré : le duc de Bourgogne rendit Belleville le 13, et le jour même prit Solutré, qu'il assiégeait depuis le 8 ; pour en finir avec la forteresse, il invita les bourgeois de Mâcon à la démolir, ce qu'ils firent joyeusement. Le duc de Bourbon s'était engagé aussi à procurer la restitution de Château-Chinon en Morvan et à « contenir ceux de Charlieu », moyennant quoi son adversaire lui promit la livraison effective de Marcigny, et l'autorisa en tous cas à reprendre la place de vive force. Soucieux de vider à fond tous leurs différends, les deux princes résolurent aussi de régler le sort des places occupées par Périnet Grasset, et d'un commun accord s'ajournèrent à Decize pour le 15 janvier ⁷³.

71 6^e et 7^e Abonnel. Lettre aux gens de Mâcon. Lettre de Ch. de Bourbon, du 21 nov. au duc de Bourgogne, Archives de la Côte-d'Or. Du même jour, lettre aux Lyonnais, R. C., 21, 27 nov., II, p. 403.

72 7^e Abonnel : Lettres du chancelier Rolin des 22 et 24 nov. au duc de Bourgogne. Le 3 déc., le duc fit reconduire de Mâcon à Villefranche les ambassadeurs de Bourbon. Le 4 déc., ratification du traité par Ch. de Bourbon et Ph. de Bourgogne. Texte dans Huillard Bréholles, II, 257.

73 7^e Abonnel : le Prince d'Orange écrit de Mâcon le 12 déc. aux capitaines de Belleville de rendre la place. 22 déc., ordre général aux gens d'armes de « vider tous lieux ». Registre secrétariat de Mâcon, 22 déc. : ordre de démolir la Roche de Solutré.

3. La Paix d'Arras.

La journée du 15 janvier se tint non à Decize, mais à Nevers, plus commodément. Le duc de Bourgogne y avait invité les Anglais, qui ne vinrent pas¹. Il s'y transporta en grande pompe et y reçut chez son fils, avec Charles de Bourbon, le connétable de Richemont : on eut raison à prix d'argent de Périnet Grasset, et l'on signa les 5 et 6 février 1435 des trêves si étendues qu'il semblait bien que la paix générale dût s'ensuivre. La réconciliation des deux ducs ennemis parut complète, et, parmi les fêtes qui occupèrent tout le reste du mois, on ordonna pour le 1^{er} juillet à Arras une assemblée générale pour la paix du royaume².

Cette assemblée eut lieu au jour dit, sous la présidence des cardinaux légats du Pape, et fut fort solennelle. Les Anglais ne purent s'entendre avec le roi, se brouillèrent avec le duc de Bourgogne et se retirèrent. Philippe le Bon fit alors sa paix définitive avec Charles VII, moyennant des concessions très vexantes pour le roi et ses conseillers et très onéreuses pour le royaume. Celle de ces conditions qui intéresse notre région fut la cession au duc de la ville et comté de Mâcon et du bailliage de Saint-Gengoux : les Lyonnais purent craindre un moment que les Bourguignons étendissent, en vertu de cette clause, leurs prétentions à la sénéchaussée, jadis unie au bailliage de Mâcon. La paix d'Arras, qui mit fin pratiquement à la guerre de Cent ans, liquida définitivement la guerre civile ; elle fut suivie, à un an de date, de la reprise de Paris, et dès lors la reconquête du royaume marcha bon train. Elle laissait subsister, outre le ferment des querelles privées, et les am-

1 7^e Abonnel, du 8 janvier : le duc envoie le héraut Talant en Angleterre le 24 février.

2 7^e Abonnel : les lettres de ratification des deux ducs et de Richemont sont des 5 et 6 février. P. Grasset reçut 8.600 l. et la promesse de 4.000 l. par an. Texte dans Huillard Bréholles II, p. 218. Marcigny fut terre pour choses secrètes.

bitions des princes, un grand Etat bourguignon, que le roi de France dut quelque temps après détruire.

Un des traits caractéristiques des négociations de 1435 est l'éloignement et l'absence du duc de Savoie, médiateur obligé de toutes les trêves et de toutes les conférences de paix depuis vingt ans. A partir de la fin de 1434, Amédée VIII, retiré en son ermitage de Ripaille, se désintéressa des affaires de France, surtout parce que l'occasion d'y réaliser des bénéfices substantiels lui parut s'éloigner. Lors de la guerre Bourbon-Bourgogne, il n'était pas intervenu, malgré ses engagements formels et récents : vers le même temps, l'empereur Sigismond, qui marchait au succès, comme il sied, et se reprenait à l'alliance de Charles VII, l'ayant sommé de lui prêter assistance contre le duc de Bourgogne, il fit aussi la sourde oreille³.

La paix d'Arras, signée le 21 septembre et publiée après la ratification du roi, fut connue en Bourgogne le 17 octobre, à Lyon le 21 seulement : les consuls donnèrent au poursuivant de Mons. le bailli trois réaux d'or⁴. La publication solennelle en fut faite le 13 janvier 1436. « Ledit jour la paix faicte à Arras entre le Roy N. S. et Philippe, duc de Bourgogne, par le moyen et traictiez de Charles, duc de Bourbonnois, et de pluseurs autres prélaz, légas tant de N. S. père le Pape Eugène quart comme du saint concile à présent soyant à Bâle, a esté publiée en ceste ville de Lion par Messire Théode de Valpergue, chevalier, bailli de Mascon et sénéchal de Lion, esquelles lettres de la paix on ne l'appelle que sénéchal de Lion. » Le héraut Guyenne, qui avait apporté les lettres, reçut cinq royaux de la ville et six moutons d'or du Chapitre. On éleva des « chaux » de bois devant Saint-Jehan et les Jacobins, « pour y faire et joyer les personnages dimanche et lundi

³ R. C., 31 oct. 1434, II, p. 400. Lettre du Conseil de Savoie et du comte de Genève, annonçant la retraite du duc, et qu'il ne se veut plus mêler de rien. V. Guichenon : Savoie, III, Preuves, 288. La lettre de l'empereur est du 21 juin 1434.

⁴ Registres secrétaires de Mâcon : 17 oct. 1435. Prise de possession du comté par le duc, le 2 nov. Lettre du roi du 10 déc. au bailli de Mâcon, ordonnant l'envoi en possession. R. C., 21 oct. 1435, II, p. 435.

prouchain, sur le fait de ladite paix », et l'on aida des deniers communs les compagnons qui les jouèrent⁵.

La vie n'avait pas été facile à Lyon pendant les négociations pour la paix. Il y eut en 1435 une session des Etats généraux en deux parties : à Poitiers en janvier, à Issoudun le 8 avril. Les Lyonnais avaient d'abord été convoqués pour le 4 décembre 1434 à Montferrand, mais l'assemblée n'avait pas eu lieu ; appelés de nouveau à Issoudun, trop tard pour y députer en temps utile, et les grands de la ville n'osant s'aventurer sur les chemins, ils n'envoyèrent qu'un messenger « bon compagnon, sage et discret », et dont la rançon pût n'être pas trop lourde, le cas échéant. L'homme partit le 10 avril et ne fit rien d'utile sans doute, puisqu'il fallut en renvoyer un autre le 8 mai⁶. Par le premier chevaucheur, les conseillers avaient appris le rétablissement des aides ; ils projetèrent une grande ambassade pour s'y opposer. Le retour du second envoyé leur apporta une déception totale : le roi ne l'avait pas reçu et n'avait donné de réponse à aucune des demandes de la ville. Le 8 juin, bien que les commissaires de la taille ne fussent pas encore arrivés, il était devenu tout à fait urgent d'envoyer à Tours des députés notables : faute de ressources, il est question de prendre pour eux l'argent du pont du Rhône, mais Mandront et quelques autres font à cette mesure une telle opposition que les consuls, « doubtings estre excommuniés », font une collecte sur les maîtres des métiers pour payer le voyage de Bernerd de Varey, accompagné de Me Jacques Bennot. Ceux-ci, rentrés sains et saufs le 22 juillet rapportent la conversion en une taille des gabelles d'Issoudun, mais la somme imposée, s'ajou-

⁵ A. A. 22, 61, lettres du roi annonçant la paix, de Tours le 8 janvier, publiée Thomas. R. C., 13 janvier 1436, II, p. 446. A. C. Saint-J., 14 janvier.

⁶ A. A., 68, 17, du 22 oct. pour le 4 déc. à Montferrand. A. A., 22, 52, du 17 mars pour le 8 avril à Issoudun. R. C., 21 nov. 1434, 3, 10 avril (Jehan le Guer, le Poulailleux), 8 mai 1435 (J. Hardy, notaire), II, 403, 418, 419, 420. A. C. Saint-J., 30 nov. 1434 : le chapitre désigne 3 chanoines.

tant à celle de Poitiers, devient insupportable, bien que le roi ait voulu gracieusement que Bernerd de Varey fût l'un des commissaires. D'où essais infructueux d'entente avec le plat pays, et ses maîtres des Eglises, et, le 19 août, offre d'un cheval de cent francs à Mons. de Gaucourt s'il veut intervenir, tandis que le même jour, le Procureur contraint de recevoir la commission de la taille protestait et déclarait que les conseillers ne l'acceptaient point, car ils ne pourraient la payer. Le 9 septembre, fut désigné pour partir Sire Humbert de Varey, chargé d'avoir du roi le plus gros rabais possible : il quitta Lyon le 14, et fit son voyage, mais il n'obtint aucun dégrèvement, puisqu'il fallut, le 23 octobre, accepter de mettre sus neuf cent cinquante livres pour le premier quart de l'aide, après avoir repoussé avec indignation la pensée de subvenir à cette nécessité par le moyen d'entrées sur toutes les marchandises⁷. On « délaya » ensuite jusqu'au 11 décembre, puis jusqu'en février 1436, sans désigner de receveurs, tant qu'à l'aide vint s'ajouter un emprunt de deux mille livres ordonné lors par le roi⁸, et que la situation financière devenant tout à fait intenable, tant à Lyon que dans tout le royaume, les Etats de Poitiers de février 1436, où furent pour la ville Etienne de Villeneuve et Etienne Guerrier, rétablirent définitivement la perception des gabelles, si péniblement rachetées l'année précédente. Rien ne fut donc payé sur cette taille en 1435⁹. Le connétable, à qui, nous l'avons vu, restaient dues six cents livres, tenta de les recouvrer, mais son mandataire, un marchand de Poitiers, se laissa facilement « délayer » de terme en terme, moyennant quelques pots de vin¹⁰.

Les commissaires réformateurs sur le fait des monnaies, Pierre Aalant, Jacques de Canlers et Me J. le Viste, demeurèrent toute l'année à Lyon et poursuivirent de toutes

⁷ R. C., 27, 31 mai, 8, 11 juin, 22, 23, 25 juillet, 19 août, 9, 14 sept., 23 oct., 11 déc., II, p. 420, 421, 422, 426, 427, 432, 436, 441, 448, 449. Le 11 décembre on consent à la taille, mais on ne désigne les receveurs que les 6 et 7 fév. 1436, pour deux termes échus.

⁸ R. C., 2 février 1436, II, p. 450.

⁹ R. C., 11, 12, 16, 18, 19 fév., II, p. 449, 450, 451.

¹⁰ R. C., 3, 8, 10 avril, 28, 29 août, 9 sept., II, p. 419, 430, 431.

manières les conseillers, tant pour les cinq cents francs restant dus de l'accord de 1434 que pour tous autres faits de leur commission. Ils finirent par assigner en personne les consuls devant le Parlement, les accusant de choses graves : « que l'on les a cuidié tuer à Lion, s'ilz ne se fussent briefment retrais à Anse, et que pour ce faire l'on a fait assembler le pueple de lad. ville ». Sur ce l'on envoya une ambassade au roi, qui devait requérir provision sur les réformateurs eux-mêmes, « comme sus les monnoyes qui sont si souvent changées à la fole du pueple... ». Ay-nard de Villeneuve et J. de Chaponnay s'en chargèrent avec l'official P. Charpin : ceux-là sans doute avaient accès à la personne royale ; aussi, plus heureux qu'ailleurs, les Lyonnais obtinrent-ils satisfaction sur ce point ; on sut le 6 février que « la puissance des commissaires est du tout assuppée », bien que le roi fût malcontent des assemblées, et, le 7, les commissaires firent savoir qu'ils obéiraient aux ordres du roi¹¹.

Il était bien à propos que les exigences du roi se ralentissent, car en plus des dégâts des gens d'armes et du fait, capital pour Lyon, qu'ils interdisaient le commerce en coupant les routes, les événements de l'année précédente avaient livré la ville au très besogneux et cupide Charles de Bourbon. Celui-ci, non content d'exiger des bourgeois de menus services pour ses protégés, l'abbesse de Saint-Pierre aussi bien que les Rodigois, de leur prendre gratis leur matériel de guerre pour soutenir ses querelles privées, et de leur faire imposer un de ses hommes pour bailli, les met à contribution en toutes occasions : que ce soit pour la garnison de Charlieu, qu'il s'est engagé à « contenir », et dont il leur fait payer la solde, ou pour les frais qu'il a exposés aux assemblées d'Arras pour la paix du royaume. La commune de 1418 eût probablement opposé

¹¹ R. C., 17 août, 11, 27 nov., 11 déc. 1435, 6, 7 fév. 1436, II, p. 428, 437, 439, 441, 447, 449.

des refus à toutes ces demandes, mais la commune n'est plus aussi forte qu'en ce temps-là ¹².

Cependant on avait rouvert et démuré les portes et recueilli les chaînes, et, « veu que de présent il fait froit et temps sauvaige », on réduisait le guet et la garde : le pays se vidait de gens d'armes ; bientôt on pensa à récompenser ceux qui avaient hier servi la ville au temps périlleux, et l'on reprit l'achat de la Maison de ville et les travaux de Saint-Nizier ¹³. Mais le commerce était mort et les foires tombées en désuétude, la population réduite de près de moitié : les maisons abandonnées, les « mures » de maisons offensaient partout les yeux des bons marchands : il eût fallu tout de suite la paix totale et la reprise des affaires, or les Ecorcheurs, nouveaux maîtres du royaume, étaient au pays pour longtemps ¹⁴.

Dans ces dernières années, le gouvernement des consuls, qui devaient s'occuper de tant de choses à la fois, était devenu moins ferme et moins régulier. Le consulat, jadis exercé par les chefs des vieilles familles locales, riches ou pauvres, avec la prédominance des libres manants de Saint-Nizier sur les anciens serfs des Seigneurs de Saint-Jehan, déserté par ceux d'entre eux qui devenaient nobles, s'était ouvert à deux sortes de gens : hommes de loi et fonctionnaires du roi ou des églises d'une part, et aussi ri-

¹² R. C., 24 mars, 17, 23 oct. 1435, II, p. 417. A. A., 78, 4 et 5. Lettres de H. de Beaumont, capitaine de Charlieu, des 7 sept. et 28 nov. 1435, pub. Caillet. A. A., 20, 19, de Cosne, le 7 sept. 1435. Ch. de Bourbon demande aux Consuls d'aider à l'installation de la nièce de La Fayette comme abbesse de Saint-Pierre.

¹³ R. C., 2, 6, 7 janvier, etc., II, p. 411, 412 et seq. « Veü que de présent il fait froit et temps sauvaige et qu'il n'a nulles gens d'armes sus le pays, et pour deschargier le pueple de la ville, l'on ne mandera plus sus la muraille de Saint-Just au guet de nuyt que une X^{ve}, et sus chascune porte de la ville deux personnes de guet, et sera chascun quicte d'en-voyer souffisamment aux portes sans y aller en personne, s'il ne leur plaît. »

¹⁴ C. C. 345. Les dépositions du procès de 1442 contre les refusans de la taille. J. Brunicart: la taille de un denier de la première venue du roi a donné 1.700 l., celle de cette année, 1.000. J. Andrevet, qui a été fermier de plusieurs fermes : « j'ai veü en faisant la visitation desd. fermes qu'il avoit en lad. ville le tiers plus de gens qu'il n'y a à présent. »

ches marchands, citoyens de fraîche date, enrichis aux soubresauts des affaires en temps de guerre, qui avaient mal géré les affaires de la ville. L'ancien conseil savait se faire rabattre les impôts trop lourds, sans pour cela permettre qu'on touchât aux privilèges fondamentaux de la commune. Peu à peu on en vint à acheter, tant bien que mal, les gens du roi qui se prêtaient à la chose, ensuite on voulut les effrayer en tolérant, puis en provoquant des assemblées tumultueuses. Mais les consuls et les maîtres des métiers, qui disposaient de leurs compagnons ouvriers et stipulaient pour eux de bonne foi, ne pouvaient sans la tenir à l'écart, gouverner vraiment cette foule d'affaneurs, de valets et de mendiants que l'œil exercé du Procureur et de ses clercs ne savait reconnaître pour en inscrire les noms dans les procès-verbaux.

D'autre part, le consulat avait été jusqu'alors une charge gratuite, et une lourde charge, que se plurent à aggraver les gens de finances agissant au nom du roi. Les conseillers, qui savaient bien se faire indemniser de leurs dépenses, commirent la faute en 1435 d'accorder à quatre d'entre eux une sorte de traitement, en attendant de se dérober à la réélection annuelle, et de se décerner à tous un mandat de deux ans et une rémunération fixe. Si nous rappelons que dès 1428 on avait destitué et remplacé en cours d'année trois des conseillers, et, sous un prétexte assez vain, qu'on avait recommencé en 1434, nous aurons résumé quelques-uns des éléments de la décadence qui menaçait la commune de Lyon. Vienne maintenant l'imposition des gabelles abhorrées, l'insurrection de juin 1436 pourra se produire, et les émeutiers tenir dix jours entiers, amenant la répression, l'occupation de la ville par les troupes royales et la fin de la vie communale. La royauté qui reprenait ses forces ne permit plus à la ville de retrouver ses institutions ; ou du moins, si l'apparence demeura, la cité de Lyon n'a plus rien conservé de son autonomie.

La décadence des institutions municipales fut rendue plus sensible par la disparition de l'homme qui avait su, tout en les respectant, leur faire rendre tout ce qu'elles

pouvaient fournir de loyalisme et d'intelligente fidélité. Le sénéchal Imbert de Grôleée mourut le 24 décembre 1434 : « Messire Humbert de Grolée... est allé anuyt, environ trois heures après la my nuit, de vie à trespassement ». Homme de guerre accompli, et réputé l'un des meilleurs depuis la bataille d'Anthon, connaissant le pays qu'il battait depuis plus de quinze ans, il eût dû être au premier rang des capitaines du duc de Bourbon dans la guerre de Belleville : sa santé déclinait déjà sans doute, puisqu'il n'y tient pas sa place. Jeune encore, il eût pu rendre de grands services, soit au roi dans de plus hauts emplois, soit à la ville de Lyon, dont il était devenu comme le premier citoyen. Les bourgeois en écrivirent au roi, lui demandant « ung vaillant preudomme qui aime bien à faire justice ». Au mois de mars 1436, à l'occasion du transfert de son corps en sa chapelle des Cordeliers, ils firent porter à son « sevelliment » douze torches de cire aux armes de la ville, « attendu le notable gouvernement que a eu ledit Messire Humbert au fait de ladite ville en son vivant » ¹⁵.

Sa succession ne se régla pas sans peine : Bailli de Mâcon et sénéchal de Lyon, Imbert de Grôleée devait être remplacé par ordre du roi. Mais il était aussi capitaine de Lyon, appointé par la commune, et le consulat crut pouvoir nommer son successeur dans cet emploi : arguant de la nécessité où ils se trouvaient, les conseillers élurent le jour même capitaine de Lyon, « jusques à ce que le Roy N. S. y ait pourveu de luy ou d'autre », Pierre, Sr de Chandieu, qui accepta l'office, au bon plaisir du roi et de la ville, à l'honneur et profit du roi, et commença tout de suite à l'exercer. On lui expédia ses lettres sous le scel commun, et on le pria de faire confirmer sa nomination par le roi le plus tôt possible ; puis, comme il devait aller à la cour pour cet objet, on lui demanda de désigner un lieutenant agréable aux conseillers. Le 6 janvier, Me J. le Viste fit crier par la ville qu'il était lieutenant du connétable à Lyon, ce qui terrifia tellement le conseil que, sans répondre

15 R. C., 24 déc. 1434, 18 mars 1436, II, p. 410, 455.

à ce que leur demandait le Sire de Chandieu, « s'en sont allez pour la plus grant partie ». Le lendemain, ils lui donnèrent Etienne de Villeneuve pour l'accompagner en son voyage, et se décidèrent à exercer eux-mêmes à tour de rôle les fonctions de lieutenant. En même temps qu'ils annonçaient au roi la mort de leur bailli, les bourgeois l'informaient de la nomination provisoire du Sr de Chandieu; le roi répondit le 8 janvier, avec ses condoléances pour la mort d'Imbert de Grôlée, qu'il réglerait l'affaire du capitaine avec leurs députés aux Etats généraux, quand ils viendraient; puis, le 26, une seconde lettre, sans désigner encore personne, leur signifiait qu'il n'acceptait pas le choix qu'ils avaient fait ¹⁶.

Le 11 mars, se présentait avec des lettres du roi pour être bailli et sénéchal et capitaine de la ville, Messire Théode de Valpergue, qui tout de suite avisa les consuls qu'il allait prendre possession de ses charges: ceux-ci se trouvaient réunis avec quelques-uns des maîtres des métiers; certains furent d'avis d'obéir sans délai, d'autres de demander conseil afin de bien savoir le droit de la commune, la plupart, s'adressant au nouveau bailli, le prièrent d'attendre jusqu'à la réunion des Etats et au retour des députés. Mais lui déclara que les lettres du roi ne souffraient pas de discussion, et qu'il prendrait demain sa possession et ferait tout ce qui appartient à faire à capitaine de bonne ville. Le surlendemain 13, les conseillers lui baillèrent les rôles du guet et des portes sans plus insister; et, le 24, ils le servirent de huit torches et de huit boîtes d'épices pour sa bienvenue ¹⁷.

Bien qu'il fût recommandé aux habitants par le duc de Bourbon et Christophe d'Harcourt, principal conseiller du roi pour l'heure, le successeur d'Imbert de Grôlée n'était pas agréable aux Lyonnais ¹⁸. Gentilhomme piémontais,

¹⁶ R. C., 24, 28 déc. 1434, 3, 6, 7 janvier 1435, 14 mars 1436, II, p. 410, 411, 412, 413, 415, 454. P. de Chandieu exerça deux mois son office. A. A., 22, 43, du 8 janvier; A. A., 22, 47, du 26 janvier, publiées Caiillet.

¹⁷ R. C., 11, 13, 24 mars, II, p. 416, 417.

¹⁸ A. A., 78, 21, lettre de Chr. d'Harcourt, de Montbazou, le 5 mars.

Théode, « des comtes de Valpergue », comme il s'intitulait, était venu en France avec les contingents milanais du Borne Caqueran, sous les ordres duquel il commandait une compagnie. Cadet de noblesse montagnarde, mais surtout soldat de fortune, ainsi que ses frères, dont l'un servait le duc de Savoie et l'autre louait à qui voulait bien l'employer sa compagnie d'écorcheurs, il avait pris part aux batailles de Cravant et de Verneuil et ne passait pas pour un héros. Extrêmement rude avec les bourgeois, et ne voulant rien comprendre au jeu délicat des institutions communales, il les habitua à se dérober et à obéir servilement, et abaissa l'orgueil, mais aussi la tenue morale de la noble ville qu'on remettait entre ses mains. Vite il fut en conflit avec les conseillers. Il était venu à Lyon pour y faire ses affaires, il spécula sur les blés, favorisant le commerce illicite du comte et du cardinal de Foix et de Tanguy Duchâtel, puis faisant passer à son compte cinq grands bateaux et deux petits, sous prétexte de gagner la rançon de son frère, prisonnier des Anglais. Les consuls s'y étaient d'abord opposés, tendant les chaînes et plaçant les barres : il les fit céder, et c'est pitié de voir aux Registres consulaires le compromis qu'ils durent imaginer pour sauver au moins leur droit, car « *si fesoient toutes et quantes fois qu'il leur plésoit, sans le sceu ni licence dudit bailli ni d'autres* »¹⁹. Pour la même cause probablement, car les péages du Chapitre étaient plus nombreux et plus lourds que ceux que levaient les bourgeois pour eux-mêmes et pour le roi, le bailli fut en conflit très aigu avec les cha-

A. A., 22, 79, lettre du duc de Bourbon, de Moulins, le 4 mars, recommandant Th. de Valpergue, son chambellan, que le roi a nommé sénéchal de Lyon, sur sa requête (publiées Caillet).

¹⁹ R. C., 7 août 1435, 10, 13, 21 janv. 1436, II, p. 428, 445, 446, 447. « Item, et sera renucié par lesd. conseillers à certaines appellations qu'ilz avoient émises desd. commandemens et deffenses à eulx sur ce fais, tant par led. bailli que ses lieutenans, et généralement seront mis de tout au nyant tous exploiz et procès fais en ceste matière sans ce qu'il en soit jamais riens parlé ne rien escript ne d'un cousté ne d'autre mès seront et demourront le Roy et lesd. conseillers en l'estat qu'ils estoient avant la tente desd. barres et chaynes, comme se jamais n'y eust riens esté fait et sans riens innover pour ce à quelsconques droiz, us et coutumes de l'une partie et de l'autre... »

noines de Saint-Jehan, et leur fit l'injure encore inouïe de mettre garnison dans leur cloître. Eux aussi cédèrent : ils étaient désarmés contre de semblables procédés. La ville, pour y résister, ne disposait que de l'émeute, et l'émeute elle-même, après quelques jours de frénésie, ne pouvait que la laisser sans recours aux mains du singulier justicier à qui son roi l'avait livrée.

4. La Fin de la Commune.

Ici finit l'histoire glorieuse du Consulat et de la Commune de Lyon : l'heure est venue pour la ville d'autres destinées.

La paix d'Arras mit fin à la guerre bourguignonne, et, puisque le royaume redevenait fort, au danger savoyard. Seuls demeurèrent les gens d'armes, qu'on appelait maintenant les Ecorcheurs, dont les courses retardèrent de plusieurs années la reprise du commerce.

Dès lors que le péril s'est éloigné, l'impôt royal s'aggrave, et les créanciers de la ville font librement toutes diligences contre elle. Sans parler du connétable qui réclame « sa reste », ni du duc de Bourbon pour ses frais d'Arras et pour la garnison de Charlieu, il faut en quelques mois satisfaire à l'argentier de la reine, qui a une assignation sur les tailles et fait « rigoureuse exécution », à Beloyzel, auquel on doit encore les cinq cents livres de la « composition » des monnaies, aux héritiers d'Imbert de Grôlée ; il faut rembourser Pétrequin Chocart, offrir d'énormes pots de vin, supporter une mutation de monnaies et un emprunt forcé ; on doit envoyer à grands frais un député aux Etats généraux d'Issoudun et deux autres à ceux de Poitiers, payer en outre deux voyages en cour ; et comme les gens d'armes tiennent toutes les routes, tous ces voyages sont bien plus onéreux qu'ils n'ont jamais été. Jamais la ville n'a connu de si lourdes charges. Là-dessus, le roi a de nouveau exigé la gabelle ; et, cette fois, comme on ne peut suffire à payer la taille où fut convertie la précédente, il n'a pas voulu la changer en quelque autre « trébut plus plésant au pueple ».

Cette gabelle, consuls, maîtres des métiers et notables l'ont acceptée à leur corps défendant, le 23 octobre 1435 : « Ilz ont concluz que pour déchargier le pueple des tailles, l'on mette les entrées gracieuses et supportables sus, pro-

veu que l'argent qui en sauldra soit bien et sagement conduit et que les gens d'église y contribuent, excepté... que ont dit... les autres que pluseurs malédicions s'en ensuyvront contre ceulx que ce feront, et pour ce, qu'ilz ne vuelent pas estre des mauldis ». Mais on espère encore en la clémence du roi, que les députés aux Etats de Poitiers sont allés solliciter ; la réponse arrive le 21 mars : « Les gabelles ont esté octroyées à courir dez le premier jour de ce présent moys de mars jusqu'à la Saint-Remis prochainement venant, et de qui jusques à ung an ».

La délibération du 21 mars 1436 est la dernière du Registre BB 3, et les Actes consulaires sont de nouveau interrompus jusqu'en 1446. Bien que de nombreuses pièces de comptabilité soient demeurées, nous ne trouvons pas trace de la perception des gabelles, ni aucune lettre de grâce ou de rémission. Il est donc probable que la levée en a été faite directement par les gens du roi, à la grande foule du petit peuple, et au mépris des privilèges de la Commune. Or le petit peuple de Lyon ne payait rien de l'impôt royal : les papiers des tailles, de toutes les tailles que nous connaissons, ne nomment que les possesseurs d'au moins vingt livres vaillant ; les gabelles, au contraire, n'épargnent personne, et même, pesant sur les denrées de première nécessité, tombent surtout sur les pauvres. Le peuple était agité et mécontent de bien des choses : les assemblées trop nombreuses que le consulat avait pris l'habitude de convoquer à tout propos ont cessé brusquement après le 25 juillet 1435, et toute l'affaire des commissaires réformateurs a été réglée entre les grands. N'y a-t-il pas eu déjà à la fin de l'année de véritables émeutes ? Ay-nard de Villeneuve rentrant de sa mission le 5 février avec la révocation des commissaires rapporte que le roi a été « mal content des assemblées », « etc. » ajoute le procureur. D'autre part, nous savons que les commissaires ont porté plainte « que l'on les a cuidié tuer à Lyon, s'ilz ne se feussent briefvement retrais à Anse, et que pour ce faire l'on a fait assembler le pueple de lad. ville... », et bien que

les consuls aient protesté qu'il n'en était rien, encore pouvons-nous garder un doute.

Les consuls de 1435, Mandront à leur tête, avec Bernerd de Varey et Etienne de Villeneuve, ont jugé prudent de ne plus assembler les citoyens, ils ont *tenu* plusieurs mois ainsi. Mais le conseil de 1436, élu le 18 décembre, est très loin du peuple : des officiers du roi, Aynard de Villeneuve, Ymbault de Bleterens, des officiers de l'Eglise, le nouveau prévôt Girerd de Varey, le juge Guicherd Bastier, un jeune noble « suivant les armes », J. de Chaponnay, un maître mineur en conflit avec la Commune, et jeune, Mile Baronnat, un revenant des querelles civiles, P. Julien, dans l'ensemble, six patriciens et deux légistes pour quatre marchands qui d'ailleurs vont passer leur année à Roanne, aux arrêts. De plus, les maîtres avaient ordonné au Syndical, « sans préjudice des anciennes coutumes et sans rien innover », que quatre des nouveaux consuls auraient la charge de « faire et accomplir », et que chacun d'eux recevrait vingt-cinq royaux d'or ; ces commis permanents et appointés devaient rendre compte au peuple de leur gestion à la Pentecôte et à la Saint-Martin.

L'émeute, — la rebeyne, — éclata peu après la Pentecôte, probablement à l'occasion de ce compte rendu. Nous la connaissons mal, puisque les Registres consulaires nous manquent ; les chroniqueurs en ont dit quelques mots, insistant surtout sur la répression du mois de décembre. Le Syndical nous apprend que le peuple assemblé aux Cordeliers « environ le moys de juing », exactement le dimanche de la Trinité, donna puissance et autorité à dix des habitants de la ville, « que l'on nommoit communément les dix esleus et commis par le pueple », et que ceux-ci firent diverses choses qu'il fallut « casser, révoquer et annuler » ; et encore « qu'aucuns de la ville avoient fait pluseurs assemblées et entreprinse folles, à cause des impositions appelées gabelles, nagüères mises sus » pour le roi. La rage du menu peuple était d'autant plus grande, que de grosses sommes restaient dues à la ville à titre d'ar-rérages sur les tailles anciennes, par un grand nombre de

citoyens riches qui s'étaient accoutumés à ne point payer leurs impôts. Les dix avaient chargé P. Gontier, receveur des deniers communs de lever certains arrérages, tant de tailles que d'autres deniers... Gontier, obéissant sans entrain, avait de fait récupéré quelques centaines de livres. La foule impatiente avait envahi la maison de Mre Paterin, alité et quasi moribond, et pris « par manière de gaiges certaines robes et mantiau forrés de pennes » que ses héritiers réclamaient encore en 1446 à ceux de P. Gontier qui les avait reçus en garde. Même chose advint à plusieurs autres notables, entre autres à Antoine Aigue, notaire. Il se peut aussi qu'on ait alors brûlé l'hôtel du Heaume, à Philippe Oydel, en haine des impôts que son père avait jadis négligemment perçus, et la maison de Janin Esturgeau, qui faisait face à Saint-Nizier. L'émeute avait été vite apaisée par les consuls, qui dépêchèrent aussitôt vers le roi, « Chastiauwillain », le poursuivant du feu bailli, porteur de lettres d'excuses, protestant que les assemblées « avoient esté faicte en toute vraye obéissance ».

Bien que le consulat eût ainsi repris le pouvoir et que rien d'irréparable n'eût été commis, la répression vint, tardive mais fort dure. Le jeudi avant la Noël, le roi était à Lyon, ce qui força les consuls à remettre au 17 janvier la publication du Syndical ; il amenait avec lui une suite nombreuse de princes et de chevaliers et beaucoup de gens d'armes : tous les hôtels de la ville en furent pleins, et aussi les maisons des riches. Trois habitants de Lyon furent décapités, un barbier nommé Loyset eut le poing coupé, et cent vingt citoyens furent emprisonnés ou bannis. Les soldats demeurèrent plusieurs jours et commirent de grands dégâts.

La rebeyne donna aux gens du roi l'occasion de mater la Commune ; les événements des dix années qui suivirent, « mortalités, famines, stérilités », chute de deux arches du pont en 1443, dévastations des Ecorcheurs, qui pillèrent Vimy après l'Arbresle et plusieurs autres bourgs et châteaux, intrigues du Dauphin Louis, guerre de la Praguerie, mort de l'archevêque Amé de Talaru, concouru-

rent à la ruine de la ville. Au sortir de la longue lacune dont nous avons parlé, quand nous retrouvons en juillet 1446 le guide des Registres consulaires, de grands changements sont survenus.

La ville est appauvrie et dépeuplée.

Les nouveaux papiers qui furent établis cette année-là, avec le plus grand soin, évaluent les immeubles en général un peu au-dessous de leur prix de 1388, notablement plus bas qu'en 1406 ; la différence devient très sensible en ce qui concerne le « meuble », outillage, marchandises, argent liquide. Ils signalent de temps en temps l'achat par des personnes ecclésiastiques de pensions sur les maisons des citoyens en dehors de toutes fondations religieuses, fait dont on se plaindra si souvent par la suite. Enfin les demandes d'amodérations affluent tout de suite au consulat, qui en accorda un grand nombre, vu la ruine ou la pauvreté des requérants. Deux grandes et anciennes familles disparaissent après avoir dispersé les quelques biens qui leur restaient : en 1446, les frères Maudry cèdent à de nouveaux riches maisons, ouvriers, pensions, et ne gardent plus qu'une mesure lourdement grevée ; en 1447, Guillaume de Durche a aliéné toute sa chevance et « n'a riens ou du moyns bien peu » ; quant aux grands domaines de Pompierre, la famille éteinte, ils sont passés à des héritiers étrangers qui les ont aussi revendus. D'autre part, ceux des patriciens qui ne sont pas ruinés ont quitté la ville ou se disposent à le faire, et refusent de payer l'impôt sur leurs héritages, arguant de leur noblesse toute fraîche. Un grand procès a été intenté par la ville en 1442 contre les « reffusans » en général, trois autres sont en cours contre Y. de Bleterens, Antoine Le Viste et les frères Baronnat, sans parler des épisodes nouveaux qui ravivent les vieilles querelles des monnoyers, des médecins et des ecclésiastiques privés. Le roi a commis les Elus pour entendre les témoignages. L'enquête de 1442 nous apprend que P. Chevrier, J. de Chaponnay, M. Thomassin, Ph. Burle et d'autres se sont ainsi retirés, que J. de Varey le jeune, Girerd de Varey, Aynard de Villeneuve sont sur le

point de les suivre, « yront demorer dehors » ; plusieurs marchands et artisans ont émigré à Bourg ou en Dauphiné. P. du Nyèvre, héritier de son père, de Nème et de Mandront, les Jossart, les Jullien, A. et J. Le Viste, Loys Chevrier et sa femme, les « Paterines », G. Bolomier..., qui tiennent à Lyon des biens « non nobles et non amortis », refusant d'en payer les tailles.

Mais il nous faut surtout retenir la déposition des bourgeois qui ont jadis pris en charge la perception des impôts : J. Brunicart — la taille d'un denier qui fut levée lors de la première venue comme roi du roi N. S. (1434), a donné mille sept cents francs, celle d'aujourd'hui n'en vaut que mille ; J. de Savignieu — « quant la ville estoit bien peuplée, on liévoit deux mille francs » ; enfin J. Andrevet, le plus âgé, et qui a été fermier de plusieurs fermes — « a veu en faisant la visitation desd. fermes qu'il avoit en lad. ville *le tiers plus de gens* qu'il n'y a à présent ». Même en tenant compte des habitudes prises par le consulat de beaucoup se plaindre pour payer un peu moins, la décadence de la ville ne semble pas douteuse.

On a cependant remis sur pied les foires, sans grand succès pour le moment, bien que la clientèle s'en soit étendue assez loin. Elles ont lieu en 1446 aux mêmes dates que les précédentes : celle du Royaume, au mois de novembre, voit la draperie quitter la rue du Palais pour s'installer en la Saunerie. En 1447, la foire d'automne est reculée au mois de décembre, en 1449 et 1450 elles commencent à la Saint-Jean et à la Saint « Christofle ». Ainsi se préparent les beaux jours à venir.

La déchéance de la Commune est, elle, rapide et sans remède. On s'en aperçoit d'abord au ton des lettres royales, qui deviennent rogues, commandent et n'expliquent plus : pour la première fois dans nos archives, une lettre du 12 juillet 1447, favorable d'ailleurs aux gens de Lyon, se termine par la formule « car ainsi nous plaist-il estre fait ». On le voit aussi à la désinvolture des princes, du Dauphin d'abord, qui exempte d'impôts et de toutes charges de ville tous ses serviteurs, jusqu'aux

plus humbles, puis de Charles de Bourbon qui l'imite de son mieux et dont les fourriers, en septembre 1449, sont venus prendre logis en la ville pour le prince et sa suite, ont marqué et « signé » les portes, de leur propre autorité, comme le roi seul avait le droit de le faire. Les gens d'église eux-mêmes ont repris les manières du siècle passé : Amé de Talaru mort en 1443, le pape a donné le siège archiépiscopal au jeune fils du duc de Bourbon, et « ceux de la régale », agissant pour le compte du prélat enfant et par ordre de son père, ont réclamé le banvin d'août et d'autres privilèges tombés en désuétude ou même abolis naguère d'un commun accord. Des conflits de toute sorte se sont élevés, et les consuls ont tremblé plusieurs fois pour les droits les plus précieux de la Commune.

Le fait le plus important est la disparition de l'autonomie financière de la cité. Les tailles royales ne sont plus jamais discutées : une seule fois, en 1449, quelques maîtres des métiers ont parlé d'envoyer au roi pour avoir décharge, mais rien n'a même été tenté. L'année 1446 trouve installés à Lyon une douzaine de gens d'armes des Compagnies du roi, avec leurs compagnons, commandés par un lieutenant breton à l'allure inquiétante ; la ville doit fournir à leurs dépens, et fournit sans mot dire tout ce qu'on lui demande, imposant une taille trimestrielle pour chaque « quarteron » de leur solde. Le receveur permanent de la taille des gens d'armes, Guillaume Cholet, non content d'envoyer les consuls à Roanne pour le moindre retard, tranche et taille, menace, injurie, saisit les deniers du pont et les tient « empêchés » jusqu'à parfait paiement.

Les Elus, constitués en « Cour des Aides », connaissent de toutes réclamations au sujet des impôts, jugent même les différends entre la ville et les citoyens, confirmant ou réformant les amodérations des consuls ; ils peuvent consulter autant qu'il leur plaît les rôles des tailles et les papiers du Vaillant, que les conseillers leur communiquent à la première semonce. Le cas échéant, ils mettent la main du roi sur les biens des bourgeois et font vendre à l'encan

leurs maisons et leurs meubles, chose que la ville naguère ne tolérât en aucun cas.

L'autorité des consuls est donc fort diminuée en face des gens du roi et de tous ceux qui, au temps des troubles, traitaient avec la ville d'égal à égal. En même temps, le consulat s'éloigne du peuple : il ne convoque plus que rarement les maîtres des métiers, et seulement pour approuver ses actes, jamais plus il n'assemble le commun. Le choix des maîtres par les consuls se rétrécit de plus en plus : nul n'accède plus à la maîtrise s'il n'est riche ou du moins aisé ; en conséquence les maîtres restreignent aussi leur choix, et, les patriciens se dérochant, les remplacent par des officiers du roi ou de l'Eglise, qui siègent au conseil sans abandonner leur emploi ; parmi les marchands, les manieurs d'argent tiennent le haut du pavé. Peu à peu l'institution s'altère et évolue vers une forme nouvelle : il n'est pas encore question de noblesse de cloche, ni de l'approbation du roi, mais déjà le consulat bisannuel est inventé, et les consuls anciens reçoivent un salaire. La chose se fit en 1447, le 10 décembre : les maîtres des métiers, considérant que les douze consuls qu'on élit annuellement, « avant qu'ils puissent avoir cognoissance des charges, afferes et faits communs de lad. ville, ont finé et passé leur année », et que « nul n'est si curieux ne ententif à vaquer à ce où il n'a nulz prouffis comme là où le prouffit est... » décidèrent de renouveler leur charge à six des consuls vieux, et de les rétribuer à raison de vingt livres tournois ; ainsi ferait-on chaque année désormais. Le premier de ces consuls à gages fut Sire Aynard de Villeneuve. Becey et Thomassin, fonctionnaires delphinaux, étaient parmi les six nouveaux élus, avec un officier de l'Eglise, un homme de loi et deux banquiers.



Plusieurs années passeront encore avant que la Commune soit tout à fait morte, et oubliées les luttes des an-

cêtres et la magnifique loyauté du temps des Bourguignons : il y faudra l'espace d'une génération. Puis toute vie communale s'éteindra.

Les rois de France n'étaient pas conservateurs en tout, Louis XI moins que tout autre. La Commune les avait servis tant que leur frontière n'était pas sûre, que la force de leurs voisins pouvait se mesurer à la leur, que les seigneurs du pays restaient des féodaux, tant surtout que la possession définitive du Royaume d'Arles restait en question. De là vient que Lyon a pu jouer quelques années un rôle politique, auquel ses citoyens convenaient mieux que de simples sujets.

Quand la paix s'établit, le roi n'eut plus besoin d'eux pour tenir le pont du Rhône ; il les remit à leur place dans le royaume, qui fut d'ailleurs l'une des toutes premières. Louis XI et ses successeurs voulurent avoir en ce lieu une grande ville marchande, en liaison directe avec les pays d'outremonts, d'où ils pourraient eux-mêmes observer l'Italie : ils firent le nécessaire à cette fin.

Ici donc s'arrête l'activité politique de notre cité, et commence pour elle une autre période : Les réformes financières et militaires de Charles VII amorcent l'ensemble de mesures qui devaient réduire la Commune à la fois humble et fière, solide et prosaïque, personne féodale estimée et recherchée des princes, rempart vivant du royaume en danger, à l'état d'une place de grand commerce et de passage, brillante foire aux vanités, aux richesses et aux intrigues, telle qu'elle parut être au siècle suivant.

Vu :

LYON, le 1^{er} Avril 1934

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES,

A. KLEINCLAUSZ.

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 2 Mai 1934

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

A. LIRONDELLE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

ADJUDICATION DE LA FERME DES IMPOTS DE LA VILLE DE LYON POUR 1433-1434

Le Lundi XXVIII^e de septembre, l'an mil III^e XXXIII, à Saint-Jaqueme.

Jehan Andrivet a mis d'assiete sus le X^e du vin, le gros pour quarte de sal et la barre du pont du Rosne de la ville de Lion et pour une année commençant le premier jour d'octobre prouchain venant, la somme de VII^e L royaulx tout à bloc ou particulièrement sur le X^e du vin III^e royaulx, sus le gros pour quarte de sel LXX royaulx et sur la barre du pont du Rosne II^e III^{XX} royaulx.

Le mardi ensuyvant XXIX de septembre, l'an mil III^e XXIII, à Saint-Jaqueme.

Hugonin Bonet a mis d'assiete sus toutes lesd. trois fermes VIII^e royaulx.

Le mercredi derrenier jour de septembre.

Jehan du Pras a mis d'assiete ou gros pour quarte de sel III^{XX} et X royaulx.

Ledit mercredi derrenier jour de septembre, l'an mil III^e XXIII, à Saint-Jaqueme.

Colin Gerlot a mis ou X^{me} du vin, qui estoit d'assiete à III^e X royaulx mise par Hugonin Bonet, c'est assavoir la première enchérie ; Hugonin Bonet y a mis la II^e enchérie, et ledit Colin Gerlot la III^e enchérie, et sur ce la chandoile est estainte. Lequel X^e monte pour tout, compté XX royaulx et demi pour enchérie, III^e LXXI royaulx et demi.

Jehan Andrivet a mis sus le gros pour quarte de sel, qui d'assiete mise par Jehan du Pras a III^{XX} X royaulx, la première enchérie, Hugonin Bonet la II^e enchérie et ledit Jehan Andrivet la III^e enchérie, et sur ce la chandoile est estainte. Lequel gros pour quarte de sel monte pour tout, compté IIII royaulx et demi pour enchérie, CIII royaulx et demi.

Colin Gerlot a mis en la barre du pont du Rosne, qui estoit d'assiete mise par Hugonin Bonet à III^e royaulx, c'est assavoir la première enchérie, Symon Colombier la II^e enchérie, Hugonin Bonet la III^e enchérie, Jehan Andrivet la IIII^e enchérie, et ledit Symon Colombier la V^e enchérie, et sur ce la chandoile est estainte. Ainsi monte ladicte barre pour tout, compté XV royaulx pour chascune enchérie, III^e LXXV royaulx.

Le jeudi premier jour d'octobre mil III^e XXXIII, à Saint-Jaqueme.

Hugon. Bonet a mis sus la sal la IIII^e enchérie, ainsi pour tout CVIII royaulx.

Le vendredi II^e jour d'octobre mil III^e XXXIII, à Saint-Jaqueme.

Roulin Robigoys a terçoyé la barre qui estoit d'assiete à III^e royaulx, ainsi monte IIII^e L. royaulx, et ilz lui ont livré ladicte barre parmi ce qu'il se viendra obligier dedans lundi pour tout le jour, et ilz, en nombre souffisant, se obligeront de la lui maintenir selonc la forme des lettres.

Le dimanche XI^e jour d'octobre mil III^e XXIII, à Saint-Jaqueme.

Ilz ont livré la barre du pont de Rosne à Roulin Robigoys, pour ceste année commencée le premier jour de ce moys d'octobre, et fenissant le derrenier jour de septembre prouchainement vennant, pour le prix de quatre cens cinquante royaulx d'or, des meilleurs royaulx qui aient cours aujourd'hui en la ville de Lion, laquelle barre fut mise d'assiete comme dessus, à trois cens royaulx, et puis fu terçoyée par ledit Roulin après cinq enchéries, laquelle barre monte, comprinse l'assiete et aussi le terçoyement, et rebatues lesdictes cinq enchéries, qui en ce n'ont point de lieu, ladicte somme de IIII^e L. royaulx, tant ledit Roulin Robigoys, principal, comme Jenin Try, dit le Picart, tondeur, qui à la requeste dudit Robigoys s'est constitué fiance d'icellui Robigoys, c'est assavoir tous deus ensemble et chascun d'eulx seul et pour le tout, ont confessé à devoir bien et léaument ausd. conseillers présens, pour cause de la cense de ladicte barre, et parmy ce lesd. conseillers ont donné pouvoir audit Robigoys de lever ladicte barre selonc la teneur des lettres du roy sur ce octroyées, et est accordé entre eulx que qui voudra pourra doubler ladicte barre dedans la fin de mars prouchain vennant, parmi ce que celui qui la doublera fera audit Robigoys ce que estoit acoustumé de faire en tel cas aux fermiers des aides du Roy nostre S. ordonnées pour la guerre, quant elles avoyent cours. Item que toutes pledoyeries qui survindront à cause de ladite barre ledit Robigoys les suyva ou fera suir à ses propres despens, senon que aucuns se vousissent parforcier de la faire cesser de tout en tout, laquelle chose se poursuyva aux despens communs de la ville. Item que nulle ouale

qui aviegne en lad. barre ne sera déduicte ou allouée audit Robigoys, senon que le pont cheust, que Dieu ne vueille. Item, que ledit Robigoys ne pourra retenir quelxconques deniers de ladicte somme pour quelconques debte ou autre cause que la ville lui peust estre tenue qu'il ne paie précisément de quinze jours en quinze jours, ce que montera la raste d'iceulx quinze jours. Item, que lesdis principal et pleige seront tenuz de paier ausd. conseillers ou à leur receveur de quinze en quinze jours dudit an et pour ladicte ferme, c'est assavoir trente-sept royaulx et demi desdis meilleurs royaulx qui aujourd'hui aient cours en ladicte ville de Lion. Item, que lesdis principal et pleige seront tenuz de paier dedans le temps de lad. ferme, à Pierre Archimbaut, badel du Consulat de ladicte ville, c'est assavoir les drollies qu'il a acoustumé d'avoir sur chascune des fermes de ladicte ville. Item, que lesdis conseillers seront tenus de maintenir audit Robigoys ladicte barre pendant led. an par la forme et manière dessus desclairée. Et ont promis...

Extrait des Registres Consulaires, t. II, p. 346, 347, 348.

II

LETTRE DES AMBASSADEURS DU ROI AU CONCILE DE CONSTANCE, DU 21 MAI 1417

A nos très honnorez Sires et espécialux amis les conseillers de la ville de Lyon.

Très honnorés Sires et espécialux amis, nous avons receu vos lettres de créance que envoyez nous avez par votre messagé porteur de cestes et veue la créance par escript de vosdictes lettres, et escrivons au Roy nostre S., à Mons. le Daulphin, à Mons. le Chancelier de France et au Conseil de pardelà, bien affectueusement et au long touchans les matières dont mention est faite en vos dictes lettres, en suppliant que briefment on vueille pourveoir et remédier à la garde, seurté et deffense de vostre ville et du pais de Daulphiné, et touchans bien au long les causes pour lesquelles vraisemblablement vous doubtez du Roy des Romains, et croyons fermement que quant vous serez de pardelà on vous orra et expédiera très brief et volentiers. Et quant aux matières que vous savez, nous en escripvons à Mons. de Lyon, par lequel en pourrez savoir s'il vous plaist. Très honnourés S^{rs} et espécialux amis, le S^t Esprit vous ait en sa sainte garde et vous doint bonne vie et longue. Escript à Ays en Savoye le XXI^e jour de may.

L'arcevesque de Bourges, l'évesque de Senliz, Jehan de Norriz esleu de Sens, les abbez de Moustiarramé et de Saint Vendrilla et l'official de Paris.

III

**PROCES-VERBAL DE LA REQUETE DES CONSULS DE LYON
AU LIEUTENANT DU BAILLI, SUR LA REMISE DES LETTRES
DU DUC DE BOURGOGNE**

Noverint universi quod cum nos Jeronimus de Balardis, legum doctor, judex ressortorum regionum Lugdunensium, locumtenens-que nobilis et potentis viri domini Johannis domini de Bonnay et de Presse, militis et cambellani dni nostri Regis ejusque baillivi Matisconensis et senescalli Lugdunensis, virtute litterarum patentium Parisius concessarum per dominum nostrum Regem ad relationem sui consilii existentis in suo parlamento sub data diei XXIII mensis maii nuper lapsi, super formam et tenorem dictarum litterarum hoc fieri deberi et mandari continentium inhibuissemus honorabilibus viris consulibus ville et universitatis lugdunensis in presentiam Rolini de Matiscone clerici notarii dictorum consulum procuratoris ne aliquas litteras ab illustrissimo et potenti domino duce Burgondie sub quibusvis verborum forma habitantibus dicte ville directas missas reciperent, sed si quas recepisent domino nostro regi seu dicto dno ballivo aut nobis apportarent secundum quod per dictas litteras sic mandabatur et etiam sibi injungendo et hoc sub tanta pena quam erga dnum nostrum regem incurrere possent contrarium faciendo. Post premissa ad nos rediit dictus procurator nobis refferens pro dictarum litterarum executionibus ad sui personam factis dictis consulibus retulisse de quorum mandato ad nos redibat causa nobis significandi quod nullas litteras a dicto dno duce missas receperant et si que per leonardum Caille civem lugdunensem erant recepte quod satis erat nobis notum secundum tenorem dictarum litterarum regiarum quarum copiam ipse Leonardus postulavit, de hoc nos dictus procurator requirendo.

Cui procuratori nos dictus locumtenens diximus quod si ulla litteras dicti consules receperant sciebant quid debebant agere super traditis litteris dicto Leonardo quod sibi nomine dictorum consulum et tanquam alteri scindicorum dicte ville fuerant tradite et ideo sibi procuratori dictorum consulum nomine eorundem inhibendo et injungendo prout supra et dictarum litterarum copiam eo quod captioni personarum importabant tradi denegando / de quibus presentes litteras per curialem curie regie lugdunensis subscriptum fieri jussimus. Actum et datum sub sigillo curie regie lugdunensis presentibus quoad relata nobis per dictum procuratorem et inde per nos eidem responsa venerabili viro domino Johanni Liathod legum doctore et honorabili viro Johanni Caille electo super facto subsidiorum regionum Lugduni testibus ad hoc astan-

tibus die nona mensis junii anno domini millesimo quatrincen-tesimo decimo septimo.

Ille per nos erant remittende datum ut...

per dominum locumtenentem

Dy. Becey.

Carta requeste facte per procuratorem ville Lugduni domino locumtenenti domini ballivi Matisconis super remissionem litterarum domini ducis Burgundie in Francia...

AA 5, 5, pièce n° 5.

IV

LETTRE DU CONNETABLE D'ARMAGNAC DU 3 JANVIER 1418

A mes très chiers et grans amis les bourgeois et habitans de la ville de Lion.

Très chiers et grans amis j'ay recey vos lettres que derrier escriptes m'avez, et sceu par le contenu d'icelles les manières que avez tenues au fait de certaines lettres que la Royne a nagaires envoiées en la ville de Lion, dont le Roy et Mons^r le Daulphin sont très bien 'contens, et en ce avez démontré la bonne loyauté que avez eue et avez au Roy et à sa seigneurie. Si vueillez tousjours en ce persévérer ainsi que vous avez fait jusques cy et que le roy et Mondit S^r le Daulphin en ont en vous la confiance, et s'aucune chose voulez par deçà que pour vous se puisse, faites la moy féablement savoir et je la feray de très bon cuer, très chiers et grans amis Nostre S^r soit garde de vous. Escript à Paris, le III^e jour de janvier.

le conte d'Armagnac
connetable de France.

AA 26. 2.

V

LETTRE DE J. COUILLARD, PROCUREUR DE LA VILLE EN PARLEMENT, DU 12 MARS 1418

A honorables et discrètes personnes Messieurs les consuls et conseillers de la ville de Lyon mes très chiers seigneurs.

Très chiers seigneurs je me recommande humblement à vous. Pleise vous savoir que Sire Claude de Pompiere porteur de cestes m'a baillié de par vous le vidimus de l'estat perpétré par Messire Jehan le Viste avec instrument du désadveu de certaines clauses ou paroles estans en icellui déshonnestes ou diffamables, et pour ce

que ce touche l'onneur de vous et de la ville icellui Claude et moy avons de ce parlé à M^e Guillaume le Tur vostre advocat lequel a promis que en temps et en lieu il en parlera et vous excusera tellement que à l'aide de N. S. l'onneur de la ville et de vous en ce sera gardée, et ce je solliciteray n'en d'oubtez diligemment car vous avez ceste besongne bien à cuer come a dit ledit Sire Claude, très chiers S^{rs} comandez-moy et me rescrivez tousjours ce qu'il vous plaira comme à vostre serviteur. N. S. vous doint bonne vie et longue, escript à Paris le XII^e jour de mars.

Vostre serviteur et procureur en Parlement,
Jaques Couillart.

AA 97, 28.

VI

LETTRE DE J. VIOLET, ENVOYE DE LA VILLE DU 16 JUILLET 1417

Nobles et honorés seigneurs messieurs les consellieurs de la ville de Lion.

Baillées par Lorent Brunet le samedi XXIII de juillet III^e XVII.

Très chiers et honorés seigneurs toute dehue recommandation avant mise, Plaise vous savoir que sur les choses que vous m'avez chargiés pour lesquelles je suis vegnus de pardessa je ay fette ma diligense le mieux que j'ay ceu ne pouy et moy mis en tous les dangiers que j'ay seu ne pour de bien fere ce pour quoy j'estois vegnus mais l'un non fet point tousjour tout ce que l'un vuet pour especial gens qui domandent et pour ce que Mons^r le dauphin et son conseil et aussi le conseil du roy N. S. sevent sertement que vous estes vrays subgiés et toujours l'avés esté du roy N. S. et pour l'espérance qu'il a que encores toujours serés à sustegnir et garder le droit de votre sovereign, il vous a remis la tallie derrenièrement imposée toute quitte pour la réparation. Item il vous a remis les aydes de lad. ville tan sullement pour ung an et II moys à comencer le premier jour d'aost prochain venant pour ladite réparation. Item que les ecclésiastiques contribueront en ladicte fortificasson et réparation et si feron guet et garde. Item que toute personne qui viendra demorer de novel en ladicte ville sera quittes de toutes charges pour ung ant et II mois résarvé de guet et de garde, et sur ma foy pour le présent je n'y puis autre chose fere si avisés entre vous si il soffit pour le présent non obstant que aussi tost comme je auray mes lettres cellées et vérifiées je m'en pance aler incontinent et ce que je n'ay à présent ceu bien besonier vous le me pardonerois s'il vous plet quar c'est la

première fois et ge suis très josne de sens pour savoir conduyre ung tel fet mès j'apprendray car sans faulte j'en ay assés besoin quant je me partis vous me baillates très petit d'argen pour ung tel fait poursuir et sans faute l'on non fet riens sans ce toutefois j'en empronteray et satisferay là où ge devray et puis s'il vous sanble que j'aie bien employé l'argen s'il vous plet vous le me rendrés s'il vous samble le contraire je vuil qu'il soit à mes despens, je vous supplie qu'il soit vostre plésir de toujours estre comme vos prédécesseurs ont esté et vous aussi et toujours vrai subgiés et obéysans au roy N. S. quar j'en ay dit et parlé ce que ung vray prodome doit dire devant chescon et le conseil tan du roy comme de Mons^r le Dauphin vous en portent bune vois tant que la ville y a mult grant honeur et je vous jure sur ma foy que Mons^r le dauphin a bien la ville pour recommandée et si m'a chargé de sa bouche sertennes choses pour dire ou common moy estre de delà, laquelle chose lui vien de grant bien et amour autre pour le présent ne vous escrips quar ge y panse tost estre et vous feray message du sureplus très chiers et honorés seigneurs je prie Dieu qui pour sa grace vous doint bonne vie et longue, escript à Paris le XVI^e jour de juillet.

le tout vostre serviteur Jehan Violet.

AA 104. 65.

VII

LETTRE DE CLAUDE DE POMPIERRE, ENVOYE DE LA VILLE, DU 5 MARS 1418

A mes très chiers segniours les conseilliers de la ville de Lion.

Mes très chiers segniours je me recomande à vous. Et vous plaise savoir que je ay ancontré au chemin de Paris le resseveur des aydes de Lion ouquel je balliay la letre de crance que vous lui anvoiés pour moy et li dis que vous m'aviés chargé que je fise poursuite de vers le roy et monsegniour le Daufin comme vous fusiés paiés de la somme que montent les aydes de Lion pour le moys d'oust et de septembre derièrement passés ausi comme le roy le vous avoit otroyé et le dis au plus près que je puis se que vous m'avés chargé. Et après plusours paroles nous arestames que je ne fise poen de poursuite ne en parlese plus avant quart il avoit tant fait que il vous paeroit desdis deuz moys. Et après se je le menay davant M^{re} Jérónime et li dis les paroles dessus dictes et fumes d'acort comme dessus que il vous paeroit antièrement. Mes très chiers segniours plaiset vous asavoir que lundi derièrement passé nous arivames à Orlens auquel jourt les anglais

bien dis mille chivaux venirent à ugne lieue près de la dicte ville d'Orliens boter fués et tuer jans et demorirent ledit jourt dès solou levant jusqu'à mercredis en belle bataille et puis se reculièrent à V lieues loen Monsegnour de Vertus estoit dans lad. ville d'Orliens. Nous arivemes à Paris jodi à matin et trovemes que le roy Mons^r le Chancelier et Mons^r de Clermont sont à Creel, Mons^r le conestable et Mons^r le prevoust de Paris sont au siège d'evant Saint lis atous grant puissance Mons^r le Daufin et son chancelier sont à Paris Chastiaux landon et Males herbes se sont revenus en l'obéysanse du roy des noviaux de pardessa le portour de ses présens le vous dira. Mes très chiers segniours le Saint espérit par sa grace vous dont bone vie et longe, escript à Paris le V^e jourt de mars.

le tout vestre Glaude de Pompierre.

AA 102. 96.

VIII

LETTRE DE GREANCE DU S^r DE LA FAYETTE, DU 1^{er} FEVRIER 1418

A nos chiers et bien amés le bailly de Mascon sénéchal de Lyon, — les conseilliers bourgeois et habitans de lad. ville.

De par le Daulphin de Viennois, duc de Touraine et de Berry et conte de Poitou.

Chiers et bien amés pour ce que Mons^r et nous désirons de tout nostre cuer le bien et conservation de la ville de Lyon et la paix seureté et tranquillité d'icelle et qu'elle puist tousjours estre bien gouvernée soulz la bonne obéissance de mondif S^r et aussi qu'il est venu à la cognoissance de mondif S^r et de nous que le duc de Bourgogne a entention et s'efforce de mettre sédition en lad. ville et icelle fortraire de l'obéissance de mondif S^r mettre dedans ses gens pour icelle détenir occupée contre mondif S^r, envoyons présentement ès marches de pardelà nos amés et féaulx chevaliers et chambellan le Sire de la Fayette et M^{re} Ymbert de Groslee chargiés de par mondif S^r et nous d'entendre à aucunes de nos affaires touchans le pais du Daulphiné et de aidier conseiller et secourir la dite ville quant besoing sera et dès présent qui seront pardelà prestement entendre avecque vous à toutes les choses qui seront neccessaires à la bonne garde d'icelle si que elle puist estre maintenue en la bonne obéissance et entière subjection en quoy vous et les autres bons et loyaulx subgiés de mondif S^r l'avez féablement et continuellement gardée et que audit de Bourgogne et aux siens le quel soulz umbre de nostre très redoubtée Dame qu'il a séduicte et la détient et esloingne de la

compagnie de mond. S^r contre son gré et tendra d'avoir l'entrée en lad. ville soit résisté non obstans les mandemens et commandemens qu'il pourra faire faire par nostre dicte Dame ou nom d'icelle ainsi que sur ce mond. S^r a fait savoir pardelà son ordonnance et entention. Si vueillez tousjours entendre et mesmement [*présentement*] avecques nos dis conseilliers et chambellans ad ce qui sera neccessaire au bien dessus dit et à la garde de lad. ville soulz la seigneurie de mond. S^r et croire nosdiz chambellans de ce qu'ilz vous de par nous [*diront*]. Chiers et bien amés N. S. soit garde de vous. Escript à Paris le premier jour de feuvrier.

Charles.

Alain.

AA 20. 21.

IX

LETTRE DE HUGONIN DE VILLETTE, DU 22 MARS 1418 *

A noble homme Pierre de Cuysel chastellain de Genay mon très cher Seigneur.

Très chier Sire je me recommande à vous très chièrement. Vous plesse savoir que j'ay receu votre lettre que tramise m'avés, et sachés qu'il est bien vray qu'au jort d'yer bien matin fut tramise une lettre au chastellain de Miribel mès il ne y avoit point de sucrition et contenant que une grant partie de cetes gens d'armes devoit passer par l'empiere et prandre places c'est assavoir Vimies, Miribel et Narnieu. Mès nous avons heu depuys nouvelles qu'il s'en vigniont huyt par le Reyame, que le baillis de Breysse est lay sus au pont de Veilla et ne les lesset point passer par dessay, et aussi nous avoy tramis ung chivachour vers Mons. le bailli de Breisse pour savoir toutes nouvelles, et depuys que j'ay heu receu votre lettre j'ay parlé à ung home qui vient de Monmerle qui m'a dit qu'ilz sont logié deys arseyr à Belleville et Reneyns et environ, à Genay je fay tout ce que je puy mès en vérité ilz ne volont croire que je ne puy tojors yqui estre mès serat necessere qu'il hayent ung home de par vous qui lour face fere les chouses necesseres. Très chier Sires N. S. vous dont bonne vie et longue. Escript à Vimies le mardi saint.

Quant nostre messagés serat venus je vous faray assavoir s'il est nécessaire.

le tout vostre Hugonin de Villeta.

AA 104. 60.

* Cette lettre et la suivante ont été publiées par L. Caillet dans « Relations de Lyon avec le Mâconnais et la Bresse ». Je ne suis pas d'accord avec lui sur la date (1420) ni sur la lecture de plusieurs noms propres.

X

**LETTRE DE HENRI DE VILLETTE, DIT CHARBUCLE,
DU 23 MARS 1418**

A mon très cher Sire Pierre de Cuiſel.

Très chier Sire j'ay veu ce que vous m'avez escript. Vuilliez savoir que sur ce que m'avez escript la vray^e est telle que hier je aloye à Vimiez vers Mons^r de l'Ille et fut audit Vimiez à VII heures et là trouva un messaigé qui m'ay portay une lettre de aucuns de messires et amis qui avoit esté escripte X heures par avant et avoit esté escripte bien près de Mascon et n'avoit en ladite lettre point de nom de celui qui la m'envoyt, mais le messaigé me dit de bouche ledit nom ladite lettre disoit aussi que Mons^r d'Alguel vient à très grant puissance sur se pais et qu'il se parfforce de amener grant quantité de naville par dessus Sones esuelles navilles ay grant quantité de bombardez et de artillerie et son entention est quelle qu'il se loigeray à Vimiez et à l'Ille. Item aujordui heure de none Maraude de Francheleîn m'ay envoyer... messaigé disant que Amé et Jaquet Masset frères lui ont envoyer à Franchelain propre messaigé et lui ont mander que encontinent me faire savoir semblablement que la lettre de hier me dit et oultre m'ay mander que ses gens d'armes sont deloigier de Mascon pour venir par deça et que ilz sont en nombre XI mille chevalx lequel nombre je ne croit point. Autres de nouvel ne vous sauroye que escrire. Et si vous semble bon de ce dire à Mons^r le bailli de Mascon je en suis bien content. Notre S^r vous dont bonne vie et longue. Escript à Miribel le mercredi saint bien tart à la chandaille.

Charbucle tout vostre.

AA 78. 10.

XI

LETTRE DU S^r DE LA FAYETTE, DU 18 AVRIL 1418

*copie insérée aux Actes Capitulaires de S^r Jehan
à la date du 21 avril*

Sachent tuit que Je Gilebert Seigneur de la Fayette conseiller et chambellain du Roy et commis sur les fais de la guerre de pardeçà promet et jure sur la foy et serment de mon corps de rendre et restituer toutes fois et quantes fois mestier sera et requis en seray ayans le terme de six jours après ladite requeste à Messires le doyen et chapitre de l'esglise de Saint Johan de Lion les tours el chastel de ceste ville d'Anse ou à leur certain

commis et députés et ce sans fraude ne mal engien, lesquelles tours et castel aujourd'uy à ma requeste ont mis en mes mains pour l'onneur et bien du Roy et confirmation de sa seigneurie de la ville de Lion et pais de Lionnois et lesdite tours et casteau dessusdit rendray à mesdis seigneurs ou à leurs dis commis sans frais despens ou missions quelconque. Et en temoing des choses dessus dictes j'ay signé ces présentes de ma propre main et sellées du sel de mes armes l'an M III^e et XVIII le XVIII^e jour du moys d'avril.

Fayete.

Jo. Pererii.

XII

ORDRE DONNE AU NOM DU CHAPITRE AU CAPITAIN D'ANSE ET AUX CHATELAINS DES CHATEAUX AU NORD DE LYON, LE 18 AVRIL 1418

*minute extraite des Actes Capitulaires de S^r Jehan
à la date du 21 avril.*

Au chastellain de S Germain de Mont or et à tous les habitans dudit lieu salut et dilection. Come noble et puissant seigneur le seigneur de la Fayette chambellain du Roy N. S. et son commis et député au pais de pardessa pour la garde d'icelli pais nous ait signifié que par le fait de lad. guerre li soit nécessaire de chevauchier en armes li et ses gens de jour et de nuyt contre les ennemis du roy qui sont au dit pais. Et pourroit avenir qu'il auroit besoing de soy retraire en nostres forteresses et chasteaux pour ovier au péril de dis ennemis. Si nous ha très instamment requis que nous vous mandons que ouverture soit faite à li et à ces gens au dit castel de Saint Germain pour entrer et saillir aler et venir pour ovier au péril qui le pouroit survenir par le fait de la guerre. Si vous mandons et très expressément commandons et enjoinons que touteffoys et quantes foys que ledit Seigneur de la Fayette aurat besoing de soy retrere audit castel et ces gens vous laissiés entrer et saillir comme dessus est dit toutes les foys que par li ou son certain mandement et message requis en serés et en ce ne vulliés fallir, en tant comme vous doubtés à mesprendre envers le Roy Notre dit S^r et envers nous en quelque manière que ce soit. Donné à Lion sous nostre sel de nostre esglise et signet manuel de nostre secrétaire le XXIII^e jour d'avril l'an de grâce M III^e et XVIII.

De mandato dominorum de capitulo Ego Johannes Pererii.

XIII

LETTRE DE JEHAN LIATART, DU 2 OCTOBRE 1418

A noble et puissant homme Messire Jehan le Vite chivalier mon très chier Seigneur.

Très chier Sire et grant amis je me recomande à vous tant chièrement comme je puis et vous plaiset savoir que l'on m'at rapporté que l'on m'at crié par Lion disant que je ay fait traison contre la ville de Lion et que je la avoye vendue sauf la révérence de [*se heu*] que l'on dist il n'est point vray que onques en ma vie je ne fus traytre ne seray que se Dieux plait que unques en ma vie je ne vandiz ne ville ne chatiau ne fus sachant ne consentant d'e vendre et me doint Dieux la mort premièrement que je soye tel ne que je soye traytre ne contre la ville de Lion ne contre autre que onques en ma vie je ne ousiz ne voudroye et ne saroye user de telles marchiandises et devant ce que l'on dyet ne promulgoit publiquement ne autrement telles paroulles d'ung personne l'on doit ly aviser savoir et estre informez d'où telles paroulles procédissent ne se elles sont vrayes que seint faute elles sont faulusement controuvées et à tort et seint cause alencontre de moy et n'en dobte nul qui soit ajorduy ou monde et se Dieux plait la vérité se monstrerat brièvement et me obstent point que voudroit dire que je ay estez à Paris que illet bien vray que je il ay esté et ne le nye point mès je il ay esté pour nul fraut ne nul barat ne déception ne à l'encontre de nul du monde mès il ay esté pour mon fait particulier ainse comment je monstraray et suis prumpte de le monstrier. Item l'on m'at rapporté que Messire Géronime de Balart a escript certaines lettres ou concel du roy et de la ville de Lion fassant mention d'e moy je ne say se elles me chargent de rien parquoy se elles me chargent de rien je suis prumpte de ly en respondre tellement et si amplement que mesdits seigneurs et la ville de Lion aront cause de leur contenter de moy et de moy tenir bon et prodomme et n'en dobte homme qui vivet que je n'en soye purs et net et innocent et vous supplie que ès dictes choses dessus dictes vuilliez avoir pour recommandé en mon bon droit le saint esprit vous dont bonne vie et longue. Escrip à Borg le II jour de octobre.

Et de totes ces choses j'en escrips à mes seigneurs les gens du roy et à mes seigneurs les conceilliers de la ville de Lion.

le tout vostre Jehan Liatard.

AA 101. 40.

XIV

LETTRE DE JEHAN PATERIN, DU 5 JUILLET 1418

A mes très chiers Seig^{rs} Messires les conseilliers de Lyon.

Mes très chiers Sires je me recomande à vous et sachés que Dieu mercy j'ay acompli le traitié de Chasey et en avons la délivrance bailliée au procureur Mons^r l'abbé, et quittance de l'argent baillié ainsi que contient le traitié que veu avez et pour ce qu'il semble à Mons^r de la Fayete et à moy qu'il sera bien fet Mons^r l'abbé y veint jà plus diligement vacquer à la garde nous l'avons mandé, et tenons qu'ilz vienne demain sur ma mule que je lui ay envoyé. Item sachez que le doyen de Paris Buffart Varennes et Jehan Caille sont pardecza [et demain doyvent aler au gicte à S^t Just de Lion]* et portent lettres et créance et instructions à vous. Je me recomande à vos, escript à Villefranche, le Ve jour de juillet.

...le tout vostre Jehan Paterin.

Et seront demain au soir ou jeudi matin à Lion et premièrement m'avoient dit ce qu'est royé [et depuis m'ont dit qu'il y adviseront ceste nuyt]* — non ce a esté royé — et m'ont dit que jeudi vous aurez nouvelles de eulx et je le vous face encore savoir autre chose mardi.

AA 102. 73.

XV

LETTRE DE JEHAN JOSSART, DU 16 JUILLET 1418

A mes très chiers seigneurs Mess^{rs} les conseilliers de la ville de Lion.

Mes très chiers seigneurs je me recomande à vous et vous plaise savoir qu'il m'a esté mandé que à vostre requeste Mons. le capitaine de Lion me veult mettre en mon hostel garnison de gens d'armes pour ce que je ne suis de présent à Lion. Mes très chiers seigneurs vous savez que de présent je ne suis point partiz de Lion mais a passé un an, et quant je m'en suis cuidé aler à Lion la guerre est venue en cest pais pour laquelle guerre il m'a faillu demourer en mon hostel de pardeça lequel estoit de grant regart et auquel lieu je povoye autant servir la ville et le pais comme de estre en lad^{te} ville attendu que say peu de quoy j'eusse servi la ville. Si vous supplie mes très chiers seigneurs tant humblement comme je puis qu'il vous plaise moy tenir pour excusé et souffrir pour ce que nous ne fumus point encore hors de doubte que au prouffit et en l'obéyssance du roy et de Mons. le Dauphin je puisse

* Rayé dans le texte.

garder ma place et que nulz périlz par lad^e place ne puist arriver au pais et vous savez que je suis un des serviteurs de la ville à faire ce que bon me voudroit commander. Et vous prie mes très chiers seigneurs que ne vuilliez soffrir que sans cause par nulle hayne je aye dommage car j'en ay en tous vous parfaicte fiance. Si aucune chose vous plaist moy commander je le feray de très bon cuer, ce scet le benoist filz de Dieu qui vous doint bonne vie et longue. Escript à Chastillon d'Asergues le XVI^e jour de juillet.

...le vostre si vous plaist,
Jehan Jossart.

AA 82. 82.

XVI

EXTRAIT DE LA MINUTE D'UNE SUPPLIQUE DES CONSULS DE LYON AU DAUPHIN, EN DATE DU 17 OCTOBRE 1418

... Très excellent prince et nostre très doubté seigneur nous avons receu les lettres que nouvellement tramises nous avés faisans mention des marchans lucquoys et de leurs marchandises estans en ceste ville de Lion, par lesquelles vos lettres nous semble que vous avez esté mal content contre nous pour ce car vous créés que nous ayons receu et ouvertes les lettres du roy N. S. empêtrées par lesd. marchans lucquoys qui seroit contre vos commandement et deffense se ainsi l'avions fait mais nous ne les receusmes ne ouvrismes point mais les receurent et ouvrirent les gens du roy N. dit S. de par deça qui nous les leurent et baillèrent toutes ouvertes et ycelles incontinent vous envoyames comme commandé le nous aviés, et tousjours fumes nous prests d'acomplir vos commandemens à nos povers comme tenus y fumes... Notre très doubté seigneur ledit Estienne Oydel vous dira l'estat du pays de pardeça en vous suppliant...

AA 136. 1.

XVII

LETTRE DE GORGELET, CHEVAUCHEUR DU ROI CHARLES VI, DU 10 JANVIER 1419 *

A mes très chiers seigneurs borgois et habitans de la ville de Lyon.

Vous savez que nagüières je aley en la ville de Lyon de par le Roy N. S. et son conseil pour vous pourter les lettres de la pais de ce royaume selées de son grant sée en lax de soye et cire verde,

* Voir note p. 619.

et pour ce que j'avoie entendu que aucuns de vous n'aroit pas bien agréable le contenu esdictes lettres, comme en est aparue, et se perforceroient de moy demagier je me retrahis en l'église de Saint Nizier pour la seurté de ma personne, et à l'induction de Mandro du Nièvre et autres de lad^{te} ville je en yssis hors de lad^{te} église sur leur confiance, et pour ce que ilz me disoyent que je alasse seurement au conseil de la ville parler et moy hors de lad^{te} église comme vous savez je fuis prins par vous et menés à Roanne en prison et là en la vostre présence de votre consentement et porchas je ay esté plusieurs foys et durement questionné et depuis détenuz misérablement enferméz en estrangies prisons, et pourment pensés de ma personne par l'espace de XIII sepmainnes, dont je suis et seray toute ma vie débilitéz du corps, et outre, m'avez retenu les lettres du Roy N. S. que m'estoyent ordonnés de pourté ailleurs pour ycelles faire publier pour le bien du royaume, et en ce faysant avés empêchié de publier lad^{te} pais, don vous estes cause de la désobéissance de lad^{te} ville de Lyon et du pais d'anviron, envers vostre souverain seigneur et le mien, pour quoy plusieurs malx inconveniens sont venus avinent et avandront par vostre colpe se Dieu n'y met remède, et aucy m'avez retenu plusieurs lettres de finances et autres biens, lesquels combien que vous en aye requis à mon département ne les m'avez volu restitué, et pour ce que la mercy Dieu je suis hors de vostre puissance et suis assuré en ceste ville de Mascon où j'ay raconté les cruaultéz et vitupères que vous avés faites au roy N. dit S^r à ma personne dont il se sont moult esmerveilliez j'ay proposé au plaisir Dieu de moy partir dedans VIII jours pour aler tout droit devers le Roy nostre sire et son conseil pour moy playndre de vous luy dire et exposer les choses dessusdites affin de les avoir en mémoire pour vous en pugnir en temps et en lieu comme raison est, escript à Mascon le X^e de janvier.

... Gorgelet chevauteur et sergent à cheval du Roy N. S.
en son chastellet à Paris.

AA 82, 91.

XVIII

LETTRE DE PIERRE DE CHALLES, CAPITAINE DE GENS D'ARMES, DU 5 JUILLET 1419

A mes très chiers frères et bons amis bourgeois et habitans de la ville de Lion.

Très chiers frères et bons amis je me recommande à vous tant chièrement comme je puis. Et vous plaise savoir que je suis bien merveilleux de la commotion du peuple laquelle fust faite dar-

nièrement contre moy quant je estoye à Lion (et si ne sçay à la promotion de cui) au regart de ce que je en ma vie ne feys des-
 plesir ne outrayge à homme de la ville mès tous assemble ay amé
 et particulièrement à ung chacun voudroye servir, et en vérité il
 ne peust estre que ceste commotion n'aist esté faite par aucuns
 mes ennemis semans paroles séditieuses et moy donnant charge
 d'honneur indehument laquelle chouse je ne cuide que nul homme
 d'honneur dehument contre moy peust prouver ne osast de sa per-
 sonne maintenir en vérité. Et pour ce que je ne voudroye avoir
 nulle indignation contre personne à tout ne laisse de servir de
 mon povoir ceulx à qui je suis tenuz, et quar je me voudroye
 garder de ceulx qui se reputeroyent estre mes ennemis se nulx en
 y a et garder mon honneur contre toutes paroles qui auroyent
 esté dites moy donnant charge. Auxy quar vous estes et povés
 estre informé de la vérité à présent je vous prie qu'ilz vous plaise
 moy en rescripre votre bon plésir et en tout faire pour moy que
 vous voudriez que je feisse pour ung chacun de vous se de riens
 me requeriés. N. S^r vous ait en sa sainte garde qui vous doint
 honneur et santé. Escript à Anse le V^e jour de juillet.

Pierre de Chales,
 tout vostre.

AA 78. 9.

XIX

LETTRE CLOSE DU DAUPHIN AU SUJET DES TREVES, DU 17 AVRIL 1422

De par le Régent le royaume Dauphin de Viennois.

Chiers et bien amés nous avons reçu vos lettres et oy ce que
 votre procureur porteur d'icelles nous a exposé de votre part
 tant sur le fait de l'abstinence de guerre qui pardelà avoit esté
 arrestée que sur le fait de vos foires. Surquoy vous faisons savoir
 au regart de ladite abstinence que veu et considéré la guerre que
 nous font chacun jour les Bourguignons ès parties de pardeçà
 comme entour la Charité et ailleurs où ils se sont assemblez pour
 nous vouloir à tout effort grever nous sommes semblablement
 délibérez de les grever et opprimer en toutes marches, et ne vou-
 lons point que tant qu'ils nous feront telle guerre aucune absti-
 nence soit prise avec eulx ou pais de pardelà, mais voulons et nous
 plaist que on leur résiste et porte tous dommaiges, et ce escrivons
 plus au long à notre sénéchal, et la cause en partie pour quoy
 le faisons ce est plus pour le bien et seurté dudit pais de pardelà
 et de vous mesmes que autrement car durant ladite abstinence se
 prise estoit ilz s'efforceroient cauteleusement comme en sont de
 coustume de prendre aucunes places et autrement nous faire pré-

judice et à vous aussi plus tost et trop plus aisément que se l'en se tenoist sur sa garde, et quant les frontières seront bien establies comme ainsi l'entendons faire, nous vous garderons bien qu'ilz ne vous pourront guères grever. Quant au fait des foires, notre entention est de vous entretenir en toutes vos franchises et libertez, et mesmement en tout ce que à telle cause et autrement vous avons octroyé, et de vous avoir en tous vos affaires en espéciale recommandation, comme bien le valez et l'avez desservi envers Mons^r et nous. Et de ce ne devez faire doubte. Chiers et bien amés N. S. soit garde de vous. Escript à Bourges, le XVII^e jour d'avril.

Charles.

Picart.

AA. 22. 29.

XX

LETTRE DES GENS DU DAUPHIN ET DES TROIS ETATS DU DAUPHINE, DU 12 AOUT 1428

A très révérend père en Dieu notre très cher et redoutté Seigneur nos très chers et honorés frères Mons^r l'arcevesque les gens d'église et habitans de la cité de Lyon.

Très révérend père en Dieu très chers et redouttés seigneurs, très chers et très honorés frères nous nous recommandons à vous très humblement. Si vous plaise savoir que nous avons receu vos lettres le jour de la S^t Laurent à heure de vespres ensemble la copie de certaines lettres dedens encloses si avons incontinent notiffié à Mess^{rs} du conseil et à certains seigneurs du pays qui estoient et encores sont à Grenoble la teneur d'icelles. Et selon que povons apercevoir nos dessusdits S^{rs} du pais sont bien de vouloir que l'on ne vous laisse point en guerre et que l'on ne face nul bail or la présence de Mons^r le Gouverneur qui vient ou sans appeler les gens des trois estas. Et sur ce en ont déclaré assez leur corage à Mesd. S^{rs} le dit jour de S^t Laurent de matin avant que nous eussions receu vos lettres. Et encores les choses par vous escriptes nous le dirons à mon dit S^r le gouverneur quant y sera à Grenoble, et se vous envoyez pardeçà homme notable je croy que ne sera pas mal fait. Très révérend père en Dieu notre très cher et doubté S^r, très chers et très honorés frères, N. S. vous doint bonne vie et longue. Et se il vous plaist aucune chose que puissions faire mandez le nous et nous l'acomplirons à notre povoir et de bon cuer. Escript à Grenoble le XII^e jour d'aoust.

Les tous vôtres Sté. Guillon docteur et Jo. de S^t Germain licencié en loys procureurs et conseillers des gens des trois estas du Daulphiné.

AA 69. 33.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

A

- Aalant, Pierre, 593.
 Abergement (l') (Ain), 8, 19.
 Abonnel, 581.
 Achard, Barthelemy, 181.
 Aigue, Antoine, 604.
 Aigueperse (Puy-de-Dôme), 10.
 Aigues-Mortes (Gard), 292.
 Ailly (d'), Pierre, 125, 276, 362, 382.
 Ain, rivière, 23, 543.
 Aix en Savoie (Aix-les-Bains), 19.
 Aix-la-Chapelle, 277.
 Alaguete, Girerd, 253.
 Albergati, 362, 489, 564.
 Albigny (Rhône), 32, 281, 327, 385.
 Albon (d'), 10, 33, 34, 122, 328.
 Albon (d'), 10, 33, 34, 122, 328. Gillet, 115, 116, 142, 373. Guicherd, 124, 328, 458, 498. Henri, 49, 115, 116, 328. Humbert, 86. Jehan d'A. de St-André, 121, 328, 493. Péronete, 107. Regnault, 115, 116, 135, 328, 365, 386, 492, 493, 588.
 Alençon, 496, 530.
 Alicart, 173.
 Allemagne, 38, 41, 49, 68, 75, 277, 423.
 Alleman, 14. Boniface, 117, 124. Louis, 115, 116, 125, 361, 489.
 Allemand, Jehan, 182, 232.
 Allevard (Isère), 14.
 Allier, rivière, 10, 428.
 Alpes, 3, 4, 16, 20, 40.
 Amanzé, 25, 524. Jehan d' —, 115, 117, 490, 547. Pierre d' —, 124.
 Amé ou Amédée VIII, comte puis duc de Savoie, 7, 17, 22, 23, 29, 126, 176, 180, 273, 278, 283, 329, 330, 331, 332, 346, 348, 369, 387, 392, 410, 472, 480, 487, 497, 498, 499, 501, 517, 535, 547, 548, 549, 561, 568, 579, 585, 591.
 Amplepuis (Rhône), 6, 8, 39, 208.
 Ampuis (Rhône), 14.
 Andelot (d'), Jehan, 101.
 André (frère Pierre), 105.
 Andrevet, Jehan, 71, 73, 122, 225, 261, 319, 452, 563, 595, 606. Philibert, 413, 436, 512, 517, 521, 558, 561, 581, 585.
 Anduze (Gard), 29.
 Angennes (d'), Jehan, 280.
 Angers, 455, 500, 510.
 Anglais, 7, 11, 23, 105, 183, 219, 272, 273, 274, 275, 285, 290, 291, 292, 330, 331, 342, 370, 376, 388, 394, 401, 402, 404, 405, 431, 480, 482, 483, 485, 487, 492, 495, 499, 500, 503, 513, 520, 532, 536, 546, 550, 557, 565, 590, 599.
 Angleterre, 188, 275, 276, 277, 281, 282, 471, 496, 535, 536, 564, 590.
 Anjou, 22, 30, 272, 400, 402, 500, 510, 575. René d', 561, 567.
 Anne-Dauphine, duchesse de Bourbon, 9, 10, 11, 12, 23, 142.
 Annecy, 19.
 Annonay (Ardèche), 10, 28, 29, 367, 368, 551.
 Ambérieu-en-Bugey (Ain), 19, 40.
 Ambérieu-en-Dombes (Ain), 579.
 Ambierle (Loire), 8, 9.
 Ambronay (Ain), 51, 547, 549.
 Anse (Rhône), 8, 23, 31, 33, 34, 35, 38, 41, 95, 123, 152, 161, 172, 195, 280, 315, 316, 325, 326, 327, 328, 329, 345, 365, 379, 382, 385, 402, 445, 492, 493, 537, 544, 562, 568, 578, 584, 587, 588, 594, 602.
 Anthon (Isère), 13, 137, 194, 214, 215, 349, 469, 532, 535, 541, 542, 543, 544, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 560, 561, 597.
 Aoste (Italie), 20, 115.
 Apchon (Loire), 9.
 Aragonnois (l'), Pietre, 158.
 Aragonnois (l'), Pietre, 158. François, 564, 566.
 Arbalestrier (l'), 209, 451, 454.
 Arbresle (l') (Rhône), 8, 32, 35, 39, 80, 104, 195, 379, 380, 381, 382, 445, 604.

- Arche (de l'), Jehan Evrerd, dit, 120, 172, 177, 178, 320.
 Archimbault, Pierre, 248, 249.
 Arcy, près de Tarare (Rhône), 294.
 Ardère, rivière, 638.
 Argental, près de Bourg-Argental (Loire), 10.
 Arlay (Jura), 26, 30, 321, 324, 534, 553.
 Arles, 21, 200, 273, 274, 275, 361, 489, 534, 609. le Cardinal d', 113, 361.
 Armagnac, le connétable d', 22, 271, 284, 291, 292, 332, 334.
 Les Armagnacs, 29, 272, 275, 285, 286, 293, 325, 413, 415, 473, 486, 487, 488, 489, 492, 496, 512, 553, 578, 580, 582.
 Armançon, rivière, 38.
 Arod, 33. Falconnet, 86.
 Arras, 146, 166, 272, 275, 376, 557, 577, 590, 591, 595, 601.
 Ars (Ain), 8, 41, 160, 328. Antoine d', 115, 117, 139, 161, 162, 328, 389, 492, 493, 547, 557. Léonard d', 139.
 Artois, 500.
 Aubenas (Ardèche), 28.
 Auberive (Isère), 13, 550, 551.
 Aubigny-sur-Nère (Cher), 343, 384.
 Audebert ou Odebert, Mathie, 75, 135, 177, 227, 229, 242, 319, 325, 359, 464, 575.
 Aumale le comte d', 487.
 Aumonnières, le commandeur d', 337.
 Aurec (Hte-Loire), 10.
 Aurillac (d'), Pierre, 121, 205.
 Autriche ou Autriche, 188. David d', 177, 178, 316.
 Autun, 25, 26, 39, 102, 271, 320, 482.
 Auvergne, 9, 10, 39, 100, 163, 322, 343, 364, 414, 462, 491, 502, 536.
 Auxerre, 292, 431, 485, 564, 565.
 Avallon (Yonne), 565, 567, 568, 577.
 Avant, Jehan, 66. Pierre, 66.
 Avauges, près de l'Arbresle (Rhône), 34, 95, 347.
 Avaugour (d'), Henri, 117. Guillaume, 504, 506.
 Avenas (Rhône), 39.
 Aveyne, Jehan, 173.
 Avignon, 25, 27, 30, 40, 42, 115, 141, 165, 179, 194, 274, 352, 353, 378, 382, 434, 440, 460, 474, 516, 585.
 Aygne, Antoine, 71.
 Azergues, rivière, 4, 6, 35, 544.
 Azieu (Isère), 550, 552.
 Azincourt (Pas-de-Calais), 11, 272, 275, 276, 283.
 213, 287, 288, 289, 294, 306, 315, 330, 338, 351, 404, 476.
 Balarin, Pierre 11, 111, 171.
 Bâle, 38, 101, 119, 124, 125, 126, 161, 165, 166, 361, 567, 591.
 Balme (La) (Isère), 46. Marguerite de, 346.
 Balmes (Les), près de Miribel (Ain), 66.
 Bames (de), 170. Gaspard, 121. Guillaume, 150, 241, 319, 407, 519, 531.
 Jehan, 79, 121, 129, 150, 169, 227, 235.
 Bar, le duc de, 561, 563, 567.
 Barbazan, 335, 561.
 Barbier, Pierre, 318.
 Baron, Guillaume, 543.
 Baronnat, 35, 52, 77, 79, 175, 182, 184, 191, 227, 229, 238, 575, 588, 605. Enemond, 113, 233. Mile, 603.
 Bas-en-Basset (Hte-Loire), 10.
 Bastard (le), Hervy, 158, 241, 248.
 Bastier, Guicherd, 79, 84, 121, 150, 171, 172, 202, 208, 227, 458, 548, 554, 603.
 Bastier, v. Sala, 356.
 Bastille (la), 334.
 Baston (du), Jehan, 64.
 Baugé (Maine-et-Loire), 400, 402.
 Baume (la), le seigneur de, 8, 19. Jehan de, 321, 413, 415. Madame de, 550.
 Baux, la maison des, 30, 275, 534.
 Bavière, 275, 283.
 Beaucaire (Gard), 30, 324, 352, 353, 434, 506.
 Beauce, 401.
 Beauchastel (Ardèche), 10, 109, 331, 385, 408 ; le S^r de, 352, 388, 389, 391, 396, 397.
 Beauffremont, le S^r de, 586.
 Beaufort (Maine-et-Loire), 402.
 Beaugency (Loiret), 405.
 Beaujeu (Rhône), 6, 7, 9, 17, 39, 66, 320, 355, 363, 588.
 Beaujeu (de), Jacques, 43, 65, 120, 312, 314, 334. Aynard, 65, 396.
 Beaujolais, 6, 7, 8, 9, 11, 14, 18, 23, 27, 31, 33, 34, 38, 84, 96, 138, 198, 284, 321, 359, 363, 403, 428, 496, 552, 579, 580, 582, 586, 588.
 Beaulieu, près de Chazay (Rhône), 32, 33, 345, 493, 544.
 Beaumont, Humbert de, 350, 595.
 Beaune (Côte d'Or), 138, 139, 586.
 Beaune, Georges, 426, 431.
 Beaurepaire (Isère), 40.
 Becy, Denys, 70, 192, 208, 229, 233, 372. Guillaume, 15, 71, 79, 608.
 Béchevelin (près de la Guillotière), 13, 243.
 Bedford, 282, 283, 499, 520, 546.
 Béguin, Jaquemmet, 64, 311.
 Belleville (Rhône), 6, 7, 12, 38, 39, 41, 136, 158, 214, 324, 388, 389, 486, 558, 579, 582, 583, 584, 585, 589, 597.
 Belley (Ain), 19, 347.

B

- Bachelar, 167.
 Bâgé (Ain), 6, 17, 240, 322, 501, 560.
 Bagnols (Lozère), 352.
 Balard, ou Ballard, Jérôme, 207, 208,

- Bellièvre, Barthelemy et Hugonin, 71.
 Belmont (Rhône), 32, 95, 153, 171, 203, 205.
 Belmont (de), Jehan, 250, 252, François, 252.
 Beloyzel, Jehan, 209, 222, 225, 257, 258, 440, 441, 442, 443, 446 447, **448, 449**, 482, 572, 573, 576, 601.
 Bénisson-Dieu (La), (Loire), 9.
 Bennot Jacques, 208, 227, 592 ; Jehan, 121 ; Martin, 121, 150, 227, 249.
 Benoît XIII, pape, 277.
 Béraud, comte dauphin d'Auvergne, 9, 491, 536.
 Béraud, 171 ; Caterin, 153 ; Claude, 143, 153 ; Jehan, dit Amyot, 71 ; Michel, 114 ; Pierre, 153.
 Bergier, Symonet, 46, 399.
 Bernabuyn, Guillaume, 67.
 Berru, Jehan, 46.
 Berrutier, François, 319.
 Berry, duc de, 22, 39, 113, 132, 134, 283, 284, 341, 343, 352, 485, 548.
 Bertellot, Pierre, 399.
 Berthier, Barthelemy, 125, 161, 172, 225.
 Bertrand, 35.
 Berzé le Châtel (Saône-et-Loire), 376, 414, 559.
 Besançon, 38.
 Besançon (de), Guillaume, 209, 239.
 Besanzon, Pierre, 316.
 Besson, Poncet, 71, 111.
 Beuvray-les-Autun (Saône-et-Loire), 482.
 Bézières, 462.
 Blacieu (de), Jehan, 46, 65, 227, 310, 314, 395.
 Blanc, Claude, 48.
 Blanchet, Girard, 454, 455, 462, 463, 464, 467, 509, 537.
 Blet (du), Nicolas, 75.
 Bleterens, (de), 34, 79, 83, 114, 175, 227, 238. Aynard, 83, 113. Humbert ou Ymbault, 83, 84, 92, 202, 208, 212, 243, 256, 382, 420, 421, 465, 476, 576, 603, 605. Péronnet, 83.
 Blic, Girerdin, 78.
 Blondelet, Mile, 74.
 Boczozel (Isère), le S^r de, 14, 81, 87.
 Boën (Loire), 9.
 Bohême, 283.
 Boilliat, Etienne, 208.
 Bois Ste-Marie (Le), (S.-et-L.), 558.
 Bologne, 355, 362, 411, 556.
 Bologne (de), Casin, 74, 115, 179.
 Bolomier, Guillaume, 69, 130, 551, 606.
 Bonard, Jehan, 141, 158.
 Bonaventure (Saint), 103, 346.
 Bonnay, Philippon de, 83, 89, 154, 212, 213, 288, 289, 300, 303, 304, 305, 319, 325, 335, 336, 341, 345, 349, 350 ; Jehan de, 288.
 Bonnet, ou Bonet, Hugonin, 187, 221, 227, 228, 261, 570, 585.
 Bonte, Humbert, 78, 136.
 Bonzon (Loire), 219, 513.
 Bordavin, Thibault, 77, 577.
 Bordeaux, 39.
 Bordet, Pierre, 158.
 Borne Caqueran (le), 191, 409, 411, 452, 455, 486, 510, 552, 553, 599.
 Botant (de), Janet, 69.
 Bottu, Jehan, 15, 70. Mathieu, 56, 70, 239, 319, 337.
 Bouchage (Le) (Isère), 14. Le S^r du, 352, 374, 536, 552.
 Boucicaut, 276, 322, 348.
 Bouligneux (Ain), 561. Le S^r de, 19, 521.
 Bouligny (de), Régnier, 209, 307, 372, 386, 389, 390, 469, 573.
 Bourbon, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 17, 22, 23, 27, 79, 80, 81, 91, 107, 113, 119, 137, 140, 144, 145, 163, 168, 169, 173, 176, 178, 180, 210, 245, 276, 281, 342, 359, 363, 382, 387, 394, 403, 428, 436, 472, 481, 482, 489, 494, 498, 500, 519, 520, 521, 525, 527, 528, 557, 559, 560, 561, 562, 564, 565, 566, 568, 569, 570, 575, 577, 579, 580, 581, 583, 584, 585, 586, 587, 589, 591, 597, 598, 599, 601, 607.
 Bourbon-l'Archambault (Allier), 10.
 Bourbon-Lancy (S.-et-L.), 516.
 Bourbonnais, 10, 11, 39, 560.
 Bourg, 21, 41, 125, 126, 177, 197, 338, 416 435, 436, 472, 473, 481, 493, 561, 586, 606.
 Bourg (de), Hugonin, 505.
 Bourg-d'Oisans (Isère), 40.
 Bourges, 23, 24, 49, 165, 192, 194, 197, 281, 282, 335, 342, 343, 369, 370, 379, 382, 394, 409, 412, 422, 428, 429, 432, 441, 447, 463, 471, 472, 476, 481, 482, 492, 495, 499, 504, 505, 506, 507, 509, 520, 525, 528, 530, 536, 540, 556.
 Bourgois (Isère), 13, 14, 40.
 Bourgogne, 5, 7, 8, 11, 12, 19, 22, 25, 26, 38, 39, 101, 105, 138, 169, 181, 263, 264, 266, 271, 272, 273, 274, 276, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 289, 291, 292, 293, 294, 297, 305, 319, 320, 321, 322, 325, 327, 328, 331, 332, 333, 335, 336, 337, 338, 352, 353, 355, 357, 359, 365, 369, 370, 372, 374, 376, 378, 390, 392, 401, 404, 409, 410, 414, 415, 431, 436, 449, 473, 480, 482, 484, 486, 487, 489, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 503, 504, 512, 515, 516, 517, 518, 532, 534, 535, 536, 538, 539, 546, 550, 551, 557, 558, 561, 562, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 576, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 585, 586, 588, 589, 590, 591. La Comté, 25, 26, 322, 436, 534, 535, 550, 552, 561.
 Bourguignons (les), 12, 81, 83, 94, 99,

105, 161, 182, 207, 212, 273, 275, 277, 288, 291, 308, 312, 319, 320, 321, 325, 326, 335, 336, 345, 349, 350, 353, 360, 410, 429, 471, 473, 480, 485, 496, 499, 501, 512, 551, 553, 554, 558, 561, 567, 569, 578, 579, 590.
 Bouxieu (?) (Rhône), 184.
 Bouzols (Hte-Loire), 414.
 Bovenc, ou Bovent (de), Humbert, 52, 153, 348.
 Boyssiau, 158.
 Brancion (S.-et-L.), 558, 559.
 Branges (S.-et-L.), 416.
 Brébant (de), Tévenet, 71, 463.
 Brégnier-Cordon (Ain), 347.
 Bresse, 17, 19, 22, 41, 53, 117, 125, 143, 289, 294, 311, 323, 326, 347, 362, 364, 365, 366, 389, 414, 493, 499, 512, 515, 516, 546, 548, 549, 561, 586.
 Bressieu (Isère), 14, 347.
 Bret, Tieven, 59.
 Bretagne, 343, 354, 370, 376, 400, 403, 503, 504, 510. Jehan VI, duc de, 388, 500, 508, 519. Richard de, 405.
 Breton (Le), 187.
 Brévenne, rivière, 32, 35.
 Briançon (Htes-Alpes), 40.
 Briandas (de), Pierre, 11, 132, 133.
 Brienne, près d'Anse, 153.
 Briennon (Loire), 6, 389.
 Bries, ou Bires, prieuré du diocèse de Vienne, 458.
 Brignais (Rhône), 32, 33, 111, 112, 185.
 Brindas (Rhône), 122.
 Brionnais, 27.
 Broard, Thomas, 191, 453.
 Bron (Rhône), 13, 14, 93. Hugonin de, dit Isnard, 117, 123, 124.
 Brullioles (Rhône), 35, 183.
 Brunicard, v. du Puys.
 Brunier, Pierre, 76, 122, 228, 229, 327.
 Bruyères (de), Janin, 74.
 Buatier, Michelet et Catherin, 75, 111, 133, 227, 229, 575 ; Tévenet, 325.
 Buchan, 405.
 Buer ou Buyer, Jehan, 68, 229. Pierre, 150.
 Buffart, 345, 447, 510.
 Bugey, 19, 322, 347.
 Buch, le capital de, 536.
 Bulgnéville (Vosges), 561, 562.
 Bullioud, Pierre, 69, 71, 121, 227, 241, 319, 519, 531, 541 ; Jehan, 131 ; Guillemete, 153 ; Françoise, 153.
 Burle, 114, 171. Aynard, 111, 113. Jehan, 192, 371. Pierre, 150, 371. Philippe, 121, 150, 227, 605.
 Busca, Carlo de, 289.
 Bussièrre (La), (S.-et-L.), 486, 487, 496.

C

Cadart, 481, 489, 506.
 Caille, 35, 67, 74, 79, 81, 114, 122, 159, 168, 170, 172, 187, 227. 230. Andrevet, 82. Antoine, 15, 33, 111, 113, 132, 572. Aynard, 113. Ferrand ou Franc, 83. Jacques, 82, 83. Jehan, 74, 81, 82, 91, 93, 97, 210, 214, 218, 236, 244, 256, 258, 266, 287, 288, 306, 333, 342, 343, 344, 345, 362, 384, 386, 387, 390, 403, 420, 423, 424, 425, 433, 434, 440, 441, 444, 468, 476, 490, 491, 494, 495, 503, 513, 514, 515. Léonard, 73, 81, 82, 94, 143, 159, 174, 180, 181, 226, 231, 234, 236, 250, 256, 287, 288, 297, 300, 305, 306, 307, 308, 319, 359, 392, 422, 423, 425, 427, 432, 440, 476, 491, 492, 514. Philippe, 83.
 Calais, 275.
 Cambrai (Adam de, 15, 280, 362, 469, 502, 543. Le Cardinal de, 276, 362.
 Campion, Jehan, 194, 382.
 Camus, Aubert, 239.
 Canet, Jehan, dit Grolée, 63.
 Canlers, Jacques de, 593.
 Carcassonne, 374.
 Cardona (de), Frère Raphaël, 105, 135, 149, 548.
 Carouge (de), Mathieu, 126, 153.
 Carpentras (Vaucluse), 194.
 Castres (Tarn), 164, 360, 556.
 Cavaillon (Vaucluse), 40.
 Cavier, Jehan, 135, 256, 157, 449, 450, 452, 455, 459.
 Célariet, Jehan, 77, 177, 178, 261, 472, 577.
 Cenis, « Senys », (le Mont), 40.
 Cercié (Rhône), 8.
 Cessieu (Isère), 14.
 Chabert, Humbert, 113, 124, 160, 161.
 Chabeuil. (Drôme), 40, 337.
 Chaintré (S.-et-L.), 413.
 Chalamont (Ain), 7, 23, 41, 579.
 Chalamont, Jehan, 66.
 Chalençon (Ardèche), 28.
 Challant, Marguerite de, 347.
 Challes, près de Thoissey (Ain), 8 ; Pierre de, 323, 364, 366, 372, 374, 544.
 Châlon-sur-Saône, 19, 25, 38, 73, 181, 195, 271, 285, 319, 320, 321, 391, 415, 473, 482, 484, 487, 488, 521, 538, 547, 567, 582, 589 ; Louis de Châlon, 26, 30, 321, 323, 353, 498, 534, 536, 551, 552, 553, 559.
 Châlonnais, 558, 560.
 Châlons-sur-Marne, 337.
 Chalot, Jehan, 66.
 Chambaran (Isère), 13, 347.
 Chambéry, 19, 20, 40, 48, 49, 105, 278, 322, 488, 498, 499, 501, 540, 579.

Chamousset, Commune de St-Laurent-Chameyer (de), Rose, 135.
 de, (Rhône), 183.
 Champagne, 193, 401, 469.
 Champdivers, Odette de, 482, 483.
 Chandée, le S^r de, 19, 410 ; Eustache de, 549.
 Chandieu, commune de St-Pierre de, (Isère), 14, 122 ; Pierre, S^r de, 597, 598.
 Chano (du), Jehan, 59.
 Chantelle (Allier), 10, 482. Pierre de, 498.
 Chapeau-Cornu (Isère), 347.
 Chaponnay (de), 86, 87, 88, 141, 170, 191, 227, 230, 231, 279. Antoine, 34, 71, 87, 88, 319, 543. Aynard, 87, 88, 104, 261, 297, 300, 306, 310, 311, 316, 325, 395, 403, 406, 476, 485, 502, 504, 512, 519, 526, 543. Jehan, 88, 140, 228, 575, 585, 594, 603, 605. Marguerite, 88, 133. Mathieu, 87, 90. Pierre, 88. Ponce, 74, 88.
 Chapuis, 72, 73, 141, 191, 227, 336. Catherine, 140. Claude, 84. Jehan, 89, 208, 564, 571, 572. Loys, 163, 211, 359, 367, 379, 423.
 Charbucle, v. Villette, 22, 46, 197, 324, 363, 364, 435, 436, 493, 515.
 Chardon, Martin, 119.
 Charité-sur-Loire (La), (Nièvre), 409, 411, 488, 512, 566.
 Charles I, duc de Bourbon, 11, 12, 569, 576, 577, 578, 584, 585, 587, 589, 590, 591, 594, 607.
 Charles, comte de Clermont, 342, 376, 394, 494, 498, 501, 517, 519, 521, 523, 527, 528, 530, 546, 555, 560, 561, 562, 568.
 Charles IV, Empereur, 274, 275.
 Charles V, 8, 43, 271, 274.
 Charles VI, 23, 44, 169, 188, 272, 292, 293, 352, 355, 357, 433, 471, 482, 532, 575, 577.
 Charles VII, 56, 59, 72, 91, 125, 192, 212, 246, 263, 283, 361, 436, 461, 462, 471, 472, 473, 482, 483, 484, 486, 492, 499, 500, 503, 506, 507, 517, 518, 530, 532, 536, 550, 555, 561, 564, 567, 577, 580, 581, 590, 591, 609.
 Charles, Janin, dit la Vignée, 65
 Charles, Symon, 140, 387, 406, 421, 422, 427.
 Charlieu (Loire), 9, 12, 27, 286, 350, 376, 560, 562, 569, 578, 582, 589, 594, 595, 601.
 Charlot, Etienne, 482, 483.
 Charolais, 9, 26, 27, 212, 285, 409, 415, 473, 487, 496, 498, 560, 564, 578, 582, 583.
 Charolles (S.-et-L.), 560, 582.
 Charpiou (Isère), 13.

Charpin, Pierre, 110, 112, 113, 114, 121, 124, 164, 253, 304, 334, 361, 365, 539, 594.
 Charrier, Guillaume, 424, 425, 455, 469.
 Charroux (de), Robin, 222.
 Chartres, 291, 292, 405. Regnault de, 352, 353, 357, 499, 503, 508, 523.
 Chartreuse (La), 14.
 Chassagne (La), près de Chalamont (Ain), 42, 95.
 Chasselay (Rhône), 124.
 Chastel (du), Tanguy, 334, 489, 499, 504, 505, 506, 590.
 Chastillon, Guillaume, 66, 76.
 Château ou Châtel, près Cluny (Saône-et-Loire), 558, 559.
 Château-Chinon (Nièvre), 589.
 Châteaumorand, le S^r de, 23.
 Châteauneuf en Charolais (Saône-et-Loire), 406.
 Chateaufvillain (Isère), 348, 350, 486.
 Châteaufvillain (Haute-Marne), le S^r de 565, 579, 580.
 Châtelard (Le), (Ain), 17, 481, 569.
 Châteldon (Puy-de-Dôme), 10, 186.
 Châtillon en Dombes (Ain), 18, 41, 102, 131, 142, 176, 177, 178, 179, 180, 206, 232.
 Châtillon sur Azergues (Rhône), 32, 34, 36, 81, 210, 351.
 Chaumont (Saône-et-Loire), 582, 583.
 Chautagne, pays de Seyssel, (Hte-Sa-voie), 19, 20.
 Chavannes ou Chavagnes, le S^r de, 33, 34. Guillaume de, 122.
 Chavence, 158, 169, 248. Guillaume, 248. Michelet, 248.
 Chaveyrie (de), Gillet, 75, 229, 254.
 Chazay-sur-Azergues (Rhône), 8, 32, 33, 81, 84, 100, 292, 325, 326, 328, 329, 337, 345, 349, 351, 545.
 Chenal, Benoît, 71, 172, 175.
 Chénérailles (Creuse), 526.
 Chenevier, Aynard, 63, 312, 449, 450, 496.
 Chessy ou Chessieu (Rhône), 35, 182, 184.
 Chevillon ou Chivillon, 306, 307, 308, 390, 416.
 Chevrier ou Chivrier, 84, 86, 88, 89, 90, 134, 170, 227, 228, 382. André, 85, 86, 88, 89, 94, 153, 183, 194, 196, 197, 210, 214, 244, 245, 255, 256, 262, 279, 280, 311, 319, 336, 351, 395, 420, 430, 446, 479, 485. Barthelemy ou Bartholot, 88, 111, 113, 391. Claude, 113. Guigonne, 89. Henri, 88, 89, 122, 132, 135, 153, 169, 170, 244, 255, 256, 257, 308, 325, 391, 442, 143, 448. Jehan, 88, 122, 261, 297, 351. Jehan et Pierre, 75, 143. Loys, 96, 130, 175, 186, 606. Péronin, 88. Pierre le jeune, 89, 159, 228, 347, 430, 538, 540, 541, 554, 605. Pierre, dit de Cuysel,

- 34, 88, 89, 153, 298, 316, 319, 327, 347, 380, 407, 420, 482. Pierre et Pérrement, 89.
- Chevrolet, Jehan, 71.
- Chevrot, Pierre, 74.
- Chiel, près de Chazay (Rhône), 33, 34, 122. Antoine de, dit Graton, 345, 385, 402, 406, 434, 493, 544, 568.
- Chinon (Indre-et-Loire), 358, 361, 388, 468, 469, 502, 524, 525, 529, 530, 541, 546, 556.
- Chocart, Pétrequin, 75, 79, 187, 229, 577, 601.
- Chollet, Guillaume, 209, 607.
- Chopine, Guillaume, 70, 122.
- Churrel, Pierre, 64, 131.
- Cirey (de), Jacques, 165.
- Clavel, Hugonin, 71, 173.
- Clayette (La), (S.-et-L.), 12.
- Clément VII, pape, 43.
- Cleppé (Loire), 12, 144, 180.
- Cleppé (de), Odoard, 11, 113, 114, 119, 562, 568.
- Clerc, Gauthier, 67.
- Clerc (de), Péronet, 350.
- Clerebout, Jehan, 423, 425.
- Clerevaux, Jehan, 24.
- Clermont en Auvergne, 364, 401, 402, 403, 404, 417, 507, 528, 529.
- Clouet, Guillermin, 264, 504.
- Cluny, (S.-et-L.), 26, 27, 39, 57, 286, 287, 320, 486, 487, 558, 559, 561, 582.
- Codurier, Barthélémy, 537.
- Cœur, Jacques, 35, 76, 77, 182, 191.
- Coilliet, Etienne, 71.
- Coligny, (Ain), 6, 19.
- Colin, Jehan, 68.
- Collonge au Mont-d'Or (Rhône), 55, 111, 314.
- Colombier (le), (Isère), 13, 550, 552.
- Colombier, Symon, 73.
- Colonges (de), François, 35.
- Colongiès, Pierre, 278.
- Combe (de), Gonet, 141 ; Nicoud, 131.
- Commings, le comte de, 536, 537, 539, 543, 544.
- Condeyssie (de), Jehan, 71, 72, 122, 213, 227, 230, 236, 239, 244, 256, 448, 469, 531.
- Condrieu, (Rhône), 31, 33, 35, 39, 57, 72, 73, 123, 141, 163, 191, 195, 368, 445.
- Conflans, le S^r de, 469.
- Constance, 40, 125, 165, 181, 273, 276, 277, 278, 279, 280, 281.
- Contrevoz, Pierre, 410.
- Coppier, 14, 539, 554.
- Cordier, Jehan, 35, Tieven et Gonin de Cuchermoy, dits, 64, 70.
- Cordon, (v. Brégnier), 19. Antoine de, 488. Aynard de, 363, 561.
- Cordoue, 132.
- Cornu Etienne, 46. Jehan, 255, 449.
- Cosne, (Nièvre), 410, 416.
- Cosne, commune de Brullioles, (Rhône), 183, 184.
- Costaing, Guillaume, dit Mortier, 210.
- Cotteseule (?) près de Tarare (Rhône), 184.
- Couillard, Jacques, 239, 299.
- Côte Saint-André (la), (Isère), 551.
- Cours, (Rhône), 25.
- Courtivron, J. de Saulx, S^r de, 286, 293.
- Courzieu (Rhône), 104.
- Cousinot, 295. Guillaume, 15.
- Couzan, commune de Sail sous C., (Loire), 10.
- Couzon, (Rhône), 32, 122, 162, 385, 493.
- Craponne, (Rhône), 111.
- Cravant-sur-Yonne, (Yonne), 484, 485, 486, 487, 536, 599.
- Creil, (Oise), 323, 330.
- Crémieu, (Isère), 13, 14, 40, 194, 539, 554.
- Crest, (Drôme), 40.
- Croissy, Jehan de, 444.
- Croix (de la), Jaquet, 144.
- Croix Haute, (col de la), 40.
- Crussol, (Ardèche), 28.
- Cuire, commune de Caluire, (Rhône), 312.
- Cuisery, (S.-et-L.), 289, 368, 374, 375, 415, 416, 431, 541, 543.
- Culant (de), l'Amiral, 239, 349, 484.
- Curis ou Curyrs, (Rhône), 33, 43, 44, 45.
- Curnille, 120.
- Curt, Jehan, 76, 562. Robert, 227, 228, 575.
- Curtet, 402.
- Cuyssel (de), v. Chevrier. Gillet, 88.
- Pierre, 116, 120, 122, 327, 359, 363, 367, 461, 476.

D

- Dacié, Pierre, 72, 178.
- Dargoire, (Rhône), 33.
- Darras, François, 69.
- Dauphin, 4, 7, 13, 14, 15, 16, 17, 28, 29, 48, 63, 79, 82, 93, 99, 116, 117, 125, 132, 135, 145, 160, 164, 192, 193, 195, 235, 242, 253, 274, 279, 280, 283, 291, 295, 298, 300, 322, 330, 331, 333, 334, 335, 341, 342, 344, 345, 352, 353, 356, 357, 358, 359, 360, 362, 365, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 376, 378, 379, 381, 382, 385, 387, 388, 389, 391, 392, 394, 396, 401, 402, 403, 405, 407, 408, 409, 412, 413, 414, 417, 423, 426, 428, 430, 431, 432, 433, 440, 471, 472, 482, 533, 534, 542, 544, 552, 554, 574, 580, 581 ; Dauphin Charles, 83, 139, 273, 280, 284, 294, 346, 349, 376, 383, 436, 534 ; Dauphin Jehan, 272, 280, 284 ;

Dauphin Louis, 71, 144, 263, 272, 275, 604, 606.
 Dauphiné, 5, 13, 14, 16, 22, 27, 31, 34, 40, 43, 44, 47, 48, 50, 92, 105, 117, 137, 138, 191, 194, 195, 209, 229, 240, 271, 273, 274, 275, 278, 282, 283, 303, 316, 322, 326, 333, 337, 342, 347, 350, 352, 353, 354, 357, 363, 374, 375, 378, 380, 383, 392, 401, 404, 406, 409, 411, 434, 453, 485, 486, 488, 491, 498, 506, 507, 519, 530, 531, 533, 534, 535, 536, 542, 543, 550, 552, 553, 554, 558, 563, 580, 606.
 Davy, Guionet, 74.
 Décines, (Isère), 13.
 Decize, (Nièvre), 589, 590.
 Denis, Jehan, 550, 581.
 Die, (Drôme), 533.
 Dijon, 38, 286, 289, 293, 320, 387, 431, 560, 564, 565, 566, 580, 588.
 Dijon, Jehan de, 465, 466, 573.
 Dinan (Côtes-du-Nord), 519.
 Diois, pays de Die (Drôme), 14.
 Doble, Simonet, 574.
 Dodieu, 74, 76, 122, 142, 171, 187, 190, 227, 366, 402. Jehan, 113, 153, 187.
 Raymond, 193, 297, 316, 319.
 Dole, 38. Etienne, 187.
 Dombe, ou Dombes, 4, 7, 17, 18, 23, 27, 31, 38, 40, 109, 117, 125, 176, 321, 401, 580, 585, 586.
 Domène, (Isère), 535.
 Donzy, (Nièvre), 498 ; Donzyois, 566.
 Dortenc ou Dortan, (Ain), le S^r de, 19, 422.
 Doubs, rivière, 4.
 Doye, Hugonin, 120.
 Draperie, 452.
 Drevon, 315.
 Drogue, 233.
 Dupré, Jehan et Guionet, 73. Jehan, 131, 173, 229, 320.
 Durant, 315 ; Jehan, 196, 227, 264, 319, 403, 519.
 Durche (de), 86, 87, 88. Anselme, 87, 150. Guillaume, 86, 605. Jehan, 251, 298, 317, 359, 371, 372.
 Durham, 276.

E

Ecosse, 394, 401, 494. Jehan d', 176, 177.
 Ecully, (Rhône), 33, 55, 69, 85, 86, 92, 94, 111, 122.
 Edouard II, S^r de Beaujeu, 7, 355.
 Embrun, (Hautes-Alpes), 15, 280.
 Espicier, Loys, 317.
 Estouteville (d'), Guillaume, 117. Le S^r, 276.
 Esturgeon, Janin, 129, 604.
 Eugène IV, pape, 49, 50, 563, 591.
 Evreux, 168.

Eynard Pierre, dit Beaujehan, 75, 79, 131, 172, 175, 180, 185, 227, 228.
 Eyrieux, (Isère), 14, 40.

F

Fallavier, commune de Saint-Quentin, (Isère), 13, 535, 550.
 Falquet, Roland, 113.
 Faure, Henri, 119. Humbert, 63, 182.
 Jehan, 75, 184, 187, 319. Joffrey, 196.
 Tévenet, 243.
 Fay (de la) Andry, dit Nantuas, 42, 44, 45, 227, 230, 250, 251, 321, 475.
 Pierre, 63, 210, 256, 450, 454, 455, 462, 479, 502.
 Fay (La), 33.
 Fayette (La), Gilbert de, 84, 107, 322, 323, 325, 326, 329, 344, 345, 348, 349, 364, 365, 366, 369, 376, 382, 385, 386, 400, 413, 414, 478, 491, 493, 494, 495, 522 527, 528, 544, 595.
 Fayod, Guillaume, 35.
 Fecz, Jehan, 68.
 Fenoil, Jehan, 71, 371.
 Ferlay, Hugonin, 18, 86, 154.
 Ferrière, Antoine, 543, 554. Hérail, 554.
 Ferté-Bernard (La), (Sarthe), 417.
 Ferté-Milon, (La), (Aisne), 469.
 Feurs, (Loire), 8, 10, 39, 565.
 Feyzin, (Isère), 34.
 Figuet, 52, 163.
 Filliard, Jehan..., 66.
 Fizicien (le), Antoine, 144.
 Fizicienne (la), Janete, 144.
 Flandre, 25, 38, 68, 133, 217, 284, 558, 582.
 Florence, 188, 190, 474.
 Foix, le comte de, 342, 352, 353, 495, 509, 524, 535, 536, 537, 599. Le Cardinal de, 599.
 Fontaines-sur-Saône, (Rhône), 493.
 Foresta, André, 113.
 Forester, 276.
 Foreys, Jamet, 67.
 Forez, 6, 8, 9, 10, 11, 27, 33, 194, 386, 414, 552, 565, 582.
 Formond, Jehan, 76, 111. Claude, 177.
 Forte pièce, 565, 571, 577, 578.
 Fortin, Druet, 76, 242.
 Fossés (des), Enemond, Jaqueme, Léonard, 68.
 Fournier, ou Fornier, 74, Jehan, dit Drognet, 65.; Nicolas, 122 ; Pierre, 85.
 Foyssia ou Foissiat, (Ain), 561.
 France, 7, 8, 14, 22, 28, 38, 94, 98, 105, 140, 173, 178, 193, 199, 200, 216, 260, 272, 273, 274, 275, 278, 279, 280, 281, 283, 285, 287, 292, 302, 322, 329, 333, 347, 355, 370, 393, 400, 410, 432, 444, 471, 474, 480, 481, 488, 489, 495, 496, 499, 502, 503, 512, 528, 533, 534, 535, 546, 549, 550, 564, 566, 567, 569, 591,

599, 609.
 Francheville, (Rhône), 32, 35, 124.
 Franconie, 41.
 Fribourg, (Suisse), 135 ; le comte de
 551, 580, 585, 586, 588 ; Andry de...
 196, 326.
 Frotier, 489, 504, 506.
 Fuer (de), 86, 90, 113, 116, 153.
 Fusil, Jehan, 113, 120, 135.

G

Gabriel (ou Raphaël) le Juif, 143, 145.
 Gage, Pierre, 515.
 Gaignières, Pierre et Léonard, 59.
 Gallardon, (Eure et Loir), 405.
 Gandillon, Humbert, 173.
 Gap, 40.
 Garbot, Guillaume, 71, 208, 588. François, 111.
 Garin, 187, 227, 228 ; Etienne, 74, 319, 519, 537 ; François, 128, 146, 147, 149, 154, 155, 156 ; Jaquemmet, 449 ; Jehan, 74 ; Rolin, 74.
 Garnier, Hugonin, 46, 314 ; Jehan, 71, 79, 459, 524.
 Gascogne, 481.
 Gaspard, 33, 169.
 Gaucourt (de), Raoul, 135, 349, 495, 544, 550, 551, 552, 554, 555, 558, 569, 583, 593.
 Gauvain le dorier, 178.
 Gay, Pierre, 63 ; Claude, 65 ; Guillaume, 67, 130.
 Gelu, Jacques, 15, 280, 489.
 Genas (de), Ansermet, 163, 241.
 Genay ou Geynay, (Ain), 32, 322, 327, 363, 364, 366, 368, 374, 389 ; Morellet de, 350.
 Gênes, 20, 30, 40, 188, 194, 277, 474, 495.
 Genève, 4, 13, 19, 20, 25, 37, 40, 188, 194, 198, 324, 410, 425, 435, 436, 488, 498, 516, 517, 535, 549, 581, 591 ; les Genevois, 24, 516.
 Genève, (le Mont), 40.
 Genost (de), Jehan, 8, 539, 540, 581.
 Gentien, Pierre, 211, 462.
 Gerlot, Colin, 64, 261, 505, 507.
 Germaine la), 148.
 Germoles, (S.-et-L.), 39, 413, 487, 567.
 Gerson, Jehan, 102, 104, 111, 125, 145, 146, 148, 164, 173, 277, 291, 360, 361, 362, 382, 489, 556.
 Gévaudan, 28, 352, 368, 413, 414.
 Gex, (Ain), 19.
 Gex ou Gez (de), Jaquemmet, dit le Brodeur, 73, 77, 179, 339, 366, 410 ; Jehan, 179 ; Michelet, 77, 122, 179 ; Pierre, 135.
 Geyssen, Durant, 334.

Giac, le Sr de, 465, 504, 506, 517, 518.
 Gien, (Loiret), 388.
 Gier, rivière, 4, 9, 33, 39, 68, 181.
 Gillibert, 190, 191, 402.
 Gingins, le Sr de, 410.
 Girard, Jehan, 15, 219, 387, 431, 443, 461, 491, 498, 522.
 Girardin, Pierre, 298, 367.
 Girardon, Jehan., 68, 73, 122, 227.
 Giscle, Etienne, 78, 135, 144, 145, 149, 209, 238, 255, 334, 422, 528.
 Givors, (Rhône), 10, 33, 39, 41, 57, 195, 368.
 Givors, (de), v. Turrel.
 Glandsdale, 496.
 Gloucester, 500.
 Gobier, 158.
 Gondin, 74, 76 ; Enemond, 186, 256, 319, 444, 447, 459, 460, 465, 484.
 Gonet frères, 69.
 Gontier, 74, 76, 227, 228, 470 ; Guillaume, 142, 187, 196, 231, 251, 297, 316, 319 ; Jehan, 169, 232, 261, 325, 361, 472 ; Pierre, 140, 251, 604.
 Gorgelet, Jehan, 357.
 Gouge, Martin, 474, 489, 501, 505, 519.
 Goy, Jehan, 191.
 Grancey, (Côte d'Or), 580.
 Grange (la), Jehan de, 114.
 Grant, Antoine, 196, 227, 231, 232, 241, 255, 379 ; Jehan, 581.
 Gras (des), Jehan, 155.
 Grasset, Périnet, 161, 285, 404, 406, 407, 409, 411, 415, 487, 488, 512, 557, 564, 566, 589, 590.
 Gravelle (La), (Mayenne), 487.
 Grégoire X, pape, 204.
 Grenoble, 4, 14, 15, 40, 49, 56, 74, 274, 279, 280, 535, 537, 544, 554.
 Grésivaudan, 13, 14.
 Greslé Antoine, 432.
 Greysieu, Nizier, dit Barbichon, 23, 75, 122, 227, 230, 236, 252, 295, 297, 300, 321, 362, 475, 525, 545 ; Guillaume, 230, 236.
 Grézieu-la-Varenne, (Rhône), 32, 111, 113, 185.
 Griset, Etienne, dit du Pollet, 135, 308, 318, 319, 320, 322.
 Grôle, (Ain), la maison de, 8, 13, 14, 19, 67, 89, 103, 115, 116, 170, 322, 346, 347 ; André, 52, 346, 347, 348 ; Antoine, 347, 352, 353, 398 ; Antonie, 347 ; Aymar, 348 ; Charles, 348 ; Gui, 86, 115, 331, 332, 347, 348, 359 ; Guiete, 347 ; Jacques, 51, 346, 347, 564 ; Jehan, 115, 116, 117, 347, 402, 474, 548 ; Marguerite, 348 ; Philippe, 348 ; Pierre, 117, 347.
 Grôle, (de), Imbert ou Humbert, 16, 39, 52, 83, 84, 89, 94, 97, 103, 169, 212, 213, 214, 215, 236, 302, 307, 322, 323, 325, 345, 346, 347, 348, 350, 364, 366,

368, 369, 379, 385, 387, 388, 389, 396, 397, 398, 408, 412, 413, 415, 417, 447, 459, 460, 476, 484, 486, 495, 496, 502, 521, 522, 536, 538, 540, 544, 549, 551, 552, 553, 554, 558, 559, 562, 569, 597, 598, 601.
 Grollier, Jaquemet 50, 158, 237, 238.
 Grosne, rivière, 27, 486.
 Guer (Le), Jehan, dit le Poulailleur, 592.
 Guerrier, 13, 67, 79, 171, 227, 229 ; Etienne, 34, 131, 171, 232, 251, 298, 359, 371, 593 ; Jehan, 71, 210 ; Pierre, 205.
 Gueyrot ou Guérot, Janin, 72, 179.
 Pierre, 72.
 Guiche, Girard Sr de la, 286, 292, 293, 321, 326, 337, 561.
 Guigue VII, comte de Forez, 9.
 Guillermin le Sellier, 526, 527.
 Guilliert, Thomas, dit du Bien, 64.
 Guillon, Etienne, 15, 543, 544.
 Guillotière (La), 13, 40, 45, 46.
 Guyenne, 219, 499, 500, 591.

H

Hainaut, 500, 501.
 Hamelin, Jacques, 239.
 Harcourt, Christophe de, 565, 598.
 Hardy, Jehan, 592.
 Haudry, Antoine, 210, 244, 256, 257, 421, 432, 440, 515.
 Hautecombe (Savoie), sur le lac du Bourget, 42, 95.
 Henry V, roi d'Angleterre, 274, 275, 276, 282, 355, 370, 499, 532, 542.
 Henry VI, 471, 472, 484.
 Hières, (Isère), 14.
 Hire (La), 520.
 Hongrie, 283.
 Hôpital (L'), de Rochefort, (Loire), 459, 512.
 Hopitaux, (Cluse des), 19.
 Hosteaux (les), 34.
 Hougue (la) près de Cherbourg, (Manche), 291.
 Humbert VIII, v. Villars.
 Humbert, François, 121.
 Hure, Quentinet, 122, 124, 135, 161, 334.

I

Illins, commune de Luzinay, (Isère), 346, 347.
 Irigny, (Rhône), 32, 90.
 Isabeau, la reine, 273, 275, 292, 335, 336, 354.
 Isabelle d'Harcourt, 17, 29, 368.
 Isère, rivière, 14.

Iseron ou Yseron (Rhône), 32, 39, 111, 124, 328.
 Isle-Adam, le Sr de l', 334, 586.
 Issoudun, (Indre), 472, 517, 592, 601.
 Italie, 3, 20, 40, 49, 68, 150, 229, 273, 354, 423, 489, 498, 585, 609.

J

Jacot, Bérerd, 77, 227, 231, 244, 255, 256, 308, 359, 391, 421, 427, 431, 433, 441, 448, 449, 460, 465, 466.
 Jacques (le roi), Jacques de Bourbon, comte de la Marche, 239, 520, 522, 525, 528, 529.
 Janville (de), Amblard, 124.
 Jareys, (Guillemin), 71.
 Jarez ou Jareys, 9, 33, 137.
 Jargeau, (Loiret), 495, 520.
 Jarniost, (Rhône), 570.
 Jatry, J. Mojon dit, 49, 50, 221, 244, 261, 263, 264, 326.
 Jay, Antoine, 160 ; Enemond, 196 ; Méraude, 160, 161.
 Jean, comte de Clermont, 10, 23.
 Jean I, duc de Bourbon, 9, 11, 276, 387, 564.
 Jean II, comte de Forez, 9.
 Jean sans Peur, 272, 275, 284, 286, 291, 292, 331, 332, 334, 342, 355, 370, 375, 503, 534.
 Jean duc de Berry, 10, 23, 27, 173, 272, 528.
 Jean II, le Bon, 90, 95, 102.
 Jean XXII, pape, 42.
 Jeanne d'Arc, 150, 361, 555, 556, 557.
 Jeanne, comtesse de Forez, 9.
 Jehannoud, Jehan, 77, 227, 575, 576.
 Joly, Jehan, 108, 172.
 Jonage, (Isère), 13, 194, 375, 386, 554.
 Jonvelle, le Sr de, 518, 561, 562, 565.
 Jorland, 162.
 Jossart, 33, 34, 35, 36, 67, 79, 80, 81, 171, 172, 182, 183, 238, 606.
 Hugues, 80, 172, 183, 207, 210, 288.
 Françoise, 97.
 Jehan, 91.
 Jehan, Sr de Châtillon, 81, 183, 184, 210, 351.
 Jehan, Sr de Poleymieu, 81, 150, 430.
 Joug-Dieu (la) près de Villefranche, (Rhône), 6.
 Jouvenel, Guillaume, 570 ; Jehan, 291.
 Joux près Tarare, (Rhône), 35, 184.
 Joyeuse, le Sr de, 401, 406, 485, 536.
 Randon de, 28.
 Juis, commune de Savigneux, (Ain), 8, 564 ; Antoine de, 567, 588.
 Jullien ou Jullian, 34, 51, 85, 122, 170, 227, 289, 606.
 Guillaume, 86, 153, 327.
 Jehan, 303, 404.
 Pierre, 86, 90, 96, 294, 319, 603.
 Pierre, dit Allégret, 100.
 Jura, 3, 26, 347, 410, 436.
 Jutet, Guillaume, 307, 390.

L

- Lambert, 13, 122. Ennemond, 124. Godemar, 124.
 Lamoureux, Martin, 71, 239, 543.
 Lanczot, Jehan, 71 ; Loys, 76.
 Lange ou de l'Ange, Jacques ou Nicolas, 126, 144, 145.
 Langres, (Haute-Marne), 38, 430, 581.
 Langres (de), Imbaut, dit L'Encomencie, 69, 151, 158 ; Simon, 430.
 Languedoc, 3, 28, 193, 199, 284, 288, 321, 324, 342, 343, 352, 353, 367, 376, 378, 383, 387, 403, 434, 462, 463, 507, 534, 536, 545, 575, 576.
 Laon, 428 ; l'évêque de, 537.
 Laon (de), Jehan, 198, 488.
 Lapalisse, (Allier), 382.
 Larbent (de), André, 75. Tévenet, 317, 319.
 Lart (du), Lambert, 68, 75, 221.
 Laurencin, Nicolas, 63, 64, 70.
 Lautaret (col du), 40.
 Lautrec (Vte de), 29.
 Lay, (Loire), 33.
 Laye (de), de Saint-Lagier, 8, 122 ; Antoine, 327.
 Lecamus, Jehan, 325.
 Lent, (Ain), 7, 23.
 Lentilly, (Rhône), 33, 239.
 Leroy, Jehannin, 480.
 Lespinasse, communes de Saint-Forgeux et Saint-Germain, (Loire), 10, 33 ; le Sr de, 387, 403, 562.
 Lévis, Philippe de, 29, 39, 180, 342, 352, 353, 367, 383, 401, 414, 480. Antoine, 352, 353.
 Lhuis, (Ain), le Sr de, 347, 348.
 Liatard, 86, 89, 90, 170, 338. Jehan, 86, 294, 300, 338, 339.
 Liathoud, Jehan, 121, 315.
 Liège, 68.
 Ligier, 466.
 Lille, 536, 562.
 Lissieu, (Rhône), 124.
 Loire (la), fleuve, 4, 6, 9, 10, 39, 290, 334, 335, 341, 352, 368, 369, 370, 388, 428, 509, 518, 520, 550, 555.
 Londres, 90, 471.
 Lons-le-Saulnier, 547.
 Lorient, Pierre, 515.
 Lornages (de), Mathieu, 316.
 Lornay (de), Pierre, 49, 117.
 Lorraine, 68, 188, 557, 560, 561, 563, 565, 567, 579.
 Louhans, (Saône-et-Loire), 416.
 Louis I, comte de Forez, 9.
 Louis II, duc de Bourbon, 7, 9, 10, 11, 12, 295.
 Louis XI, 61, 63, 70, 83, 144, 192, 482, 609.
 Loup, François, 44, 45, 47, 49, 73, 120, 227, 251, 319, 449, 470, 514, 519.
 Louvet, (le Président), 82, 266, 331, 489, 491, 504, 505, 506, 534, 535.
 Loyzet, 604.
 Lucques, (Italie), 179, 354, 355 ; les
 Lucquois, 354, 355, 356, 357.
 Lugnieu ou Lugny, (S.-et-L.), le Sr de, 347 ; Liébaut de, 135, 162, 547.
 Lusignan, (Vienne), 468.
 Lurcé, la dame de, 66.
 Luxembourg, 15, 273, 275.
 Luyrieu, le Sr de —, 347 ; Lancelot de —, 496, 560, 562, 578 ; Louis de —, 497, 566.
 Lyon, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 39, 40, 41, 43, 48, 49, 50, 51, 56, 58, 60, 61, 62, 67, 68, 70, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 83, 84, 85, 87, 90, 91, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 106, 107, 108, 110, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 122, 123, 125, 131, 135, 136, 137, 138, 141, 145, 147, 151, 154, 155, 156, 157, 158, 163, 172, 174, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 185, 187, 190, 191, 192, 193, 195, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 214, 216, 223, 229, 238, 239, 242, 244, 245, 254, 260, 262, 263, 264, 266, 271, 272, 273, 274, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 292, 293, 294, 296, 302, 303, 305, 316, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 326, 327, 328, 329, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 359, 360, 364, 366, 368, 369, 370, 373, 374, 375, 378, 380, 381, 382, 383, 388, 389, 390, 391, 392, 394, 395, 399, 400, 401, 402, 404, 405, 406, 408, 409, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 421, 422, 423, 424, 425, 427, 428, 430, 433, 434, 435, 436, 439, 444, 447, 450, 451, 453, 455, 458, 459, 467, 468, 469, 471, 472, 473, 474, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 485, 488, 489, 491, 493, 494, 495, 497, 498, 500, 501, 502, 504, 507, 509, 510, 511, 512, 513, 515, 516, 517, 519, 521, 523, 525, 528, 529, 530, 531, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 543, 544, 545, 549, 550, 551, 552, 555, 556, 557, 558, 561, 562, 563, 565, 566, 567, 568, 569, 571, 574, 576, 577, 578, 579, 580, 583, 586, 591, 592, 593, 594, 596, 597, 599, 601, 602, 604, 606, 607, 609.
 Ainay, 32, 33, 36, 51, 99, 100, 104, 107, 112, 124, 130, 139, 172, 185, 295, 326, 345, 367.
 Antonins (les), 102.
 Augustins (les), 52, 102, 136.

Carmes (les), 52, 102, 168, 320.
 Célestins (les), 52, 102, 156, 168, 277, 361.
 Chana (la), 106, 309, 351, 368, 396, 410, 582, 583.
 Chevaliers de Rhodes, ou de Saint-Jehan, 57, 100.
 Cordeliers (les) ou Frères Mineurs, 53, 54, 103, 106, 109, 165, 166, 168, 169, 196, 219, 222, 243, 313, 346, 409, 410, 431, 461, 515, 531, 572, 573, 597, 603.
 Déserte (la), 52, 96, 106, 152.
 Ile Barbe (l'), 18, 32, 112, 137, 207, 208, 324, 363, 561, 587, 588.
 Jacobins (les), ou Frères Prêcheurs, 103, 104, 105, 106, 149, 165, 168, 170, 171, 232, 408, 591.
 Platière (La), 52, 63, 101, 112, 169.
 Saint Albain, 232, 571.
 Saint Antoine, 130, 143.
 Saint Etienne, 57, 168, 172.
 Saint Georges, 57, 58, 62, 100, 129, 158, 310, 314, 319, 365, 531.
 Saint Irénée, 58, 100, 101, 294, 317, 338, 339, 386, 403, 409, 434, 542.
 Saint Jehan, 8, 10, 12, 14, 18, 24, 25, 32, 33, 36, 43, 48, 49, 51, 55, 56, 57, 60, 65, 73, 76, 80, 82, 86, 101, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 123, 125, 126, 127, 130, 131, 134, 137, 143, 144, 146, 148, 149, 160, 164, 165, 166, 167, 168, 172, 177, 183, 185, 195, 215, 231, 232, 238, 240, 266, 279, 280, 284, 288, 294, 304, 310, 312, 316, 326, 329, 334, 347, 361, 363, 364, 373, 381, 385, 417, 426, 430, 444, 461, 485, 489, 492, 500, 505, 524, 542, 547, 550, 555, 557, 561, 568, 577, 587, 591, 595, 600.
 Saint Just, 32, 33, 36, 39, 57, 58, 100, 102, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 119, 145, 149, 160, 161, 165, 166, 185, 207, 213, 245, 287, 288, 310, 313, 317, 319, 324, 325, 326, 386, 391, 409, 411, 485, 542, 555, 575, 588, 595.
 Saint Laurent, 55, 109, 154, 170, 172.
 Saint Nizier, 32, 52, 53, 54, 67, 84, 85, 88, 92, 95, 97, 108, 109, 113, 113, 119, 129, 130, 137, 141, 142, 145, 149, 164, 165, 166, 170, 171, 172, 174, 196, 200, 203, 218, 225, 230, 232, 233, 241, 247, 316, 358, 374, 375, 379, 402, 471, 506, 555, 568, 595, 604.
 Saint Pierre, 32, 52, 85, 90, 106, 107, 139, 594, 595.
 Saint Pierre le Vieil, 177, 232.
 Saint Pol, 32, 55, 85, 95, 104, 109,

110, 111, 113, 119, 122, 144, 148, 152, 154, 160, 164, 165, 169, 170, 171, 172, 173, 310, 319, 360, 361, 371, 417, 444, 555, 556, 575.
 Saint Saturnin, 107.
 Sainte Croix, 57, 125, 161, 168, 171, 172.
 Hôpital, des deux Amants, 110 ;
 Notre-Dame, 41 ; du Pont-de-Rhône, 243 ; de la Saunerie, 81, 232 ;
 Sainte-Catherine, 52 ; Hospice de Triens, 111.
 Confréries : du Gonfalon, 103, 108 ; du Saint-Esprit, 43, 103, 108 ; de la Trinité, 52, 108.
 Chapelles : N.-D. de Confort, 51, 53, 104, 164, 309 ; N.-D. du Palais, 164 ; N.-D. de rue Neuve, 164 ;
 Saint-Côme, 150 ; du Saint-Esprit, ou du Pont, 44, 51, 137 ; de Saint-Louis, 42, 51 ; Saint-Jaqueme, 45, 54, 143, 216, 223, 225, 230, 231, 232, 234, 235, 237, 241, 251, 296, 300, 311, 315, 357, 358, 392, 426, 433, 468, 477, 501.
 Portes et tours : de Bourgneuf, 55, 309, 314, 317, 380, 397, 411, 588 ; des Farges, 58, 167, 310, 317, 398, 399, 588 ; du Pont du Rhône, 145, 141 ; de la Lanterne, 40, 231, 280, 311, 312, 379, 396, 397, 398, 430, 542 ; de Pierre-Scise, 38, 399, 400 ; de Saint-Georges, 317, 366, 429, 588 ; de Saint-Marcel, 197, 317, 318, 366, 367, 395, 411, 537, 584, 585 ; Froc, 310, 368, 381, 577 ; de Saint-Vincent, 379, 400 ; du Griffon, 311, 317, 379, 395 ; de la Roche, 314, 317, 379, 395 ; Chenevier, 312, 398, 399, 542, 582.
 Maisons : de Cantorbéry, 168 ; de Beaujeu, 568 ; de Foreys, 97, 348 ; place de Foreys, 395 ; des Bestes, 56, 128 ; du Porcellet, 59.
 Hôtel et Palais de Roanne, 57, 140, 164, 202, 207, 211, 232, 233, 234, 258, 287, 330, 358, 366, 379, 397, 405, 440, 441, 442, 449, 451, 469, 486, 603, 607.
 Hôtel de Beaujeu, 52 ; de Passins, 52, 97, 130, 347, 348.
 Hôtelleries : du Bœuf, 53, 196 ; du Chapcau rouge, 56, 70, 239, 490, 492 ; de la Cloche, 70 ; de la Coupe, 70 ; de l'Ecu de France, 70 ; de l'Epée, 70 ; du Faucon, 70 ; du Griffon, 70 ; du Heaume ou Oyau-me, 70, 239, 604 ; du Lion, 70 ; de Moilletapon, 158 ; de la Pomme, 70 ; de la Teste Noire, 70, 239 ; de la Teste qui rit, 70 ;
 Les Albergeries, 70, 197.
 Bellecour, 51.

- Le Bourg neuf, 38, 55, 131; Saint-Michel, 51; Saint-Vincent, 52, 59, 62, 102, 213, 245, 311, 313, 314, 317, 319, 366, 410.
 Les Changes, 55, 128, 129, 187.
 Le Clos Saint-Pierre, 52, 131, 134.
 La Draperie, 54.
 Les Escloysons, 196.
 La Ferrandière, 51, 53.
 Fourvière, 38, 42, 58, 118, 119, 130, 132, 174, 177, 247, 310, 316, 485, 542, 543.
 Le Gourguillon, 57, 69, 158, 588.
 La Grenette, 53, 88, 328, 329, 563.
 Le Maysel d'Empire, 67 ; du Royaume, 56, 67.
 Le Palais, 55, 56, 68, 84, 91, 118, 128, 130, 295, 319, 606.
 La Paneterie, 196.
 La Pêcherie, 53, 157.
 Pierre Aigüe, 311.
 Pierre Scize, 58, 123, 124, 309, 310, 314, 351, 367, 397, 568.
 Le Plat d'Ainay, 51.
 Le Puits Pelu, 53.
 Le Puits de Purcherie, 289.
 La Rigaudière, 51.
 Le Ruer, 56, 91, 130.
 Le Sablis, 57, 59, 69, 157.
 Saint-Sébastien, 40, 311, 313, 367, 397, 398.
 Le Temple, 52, 102.
 La Torrette, 196.
 Carré de l'Erberie, 242.
 Carré de Rochefort, 242.
 Troyve Saint-Pol, 55.
 Rues : de l'Arbre-Sec 52; de l'Aumône, 196; du Boysson, 52; Chivrière, 173; Escorchebœuf, 53, 67 ; Fromagerie, 54, 128, 232. Juiverie, 55, 207, 288; Lainerie, 55, 129; de la Lanterne, 53; Longue, 54, 232, 233, 347 ; Mercière, 41, 53, 54, 100, 129, 130, 196. Neuve, 52, 106, 129; Nouvial, 55; Porcherie, 55; Portefroc, 56, 85, 118, 120, 129, 238, 295; Saunerie, 55, 134, 606; Tresmarsal, 56, 130 ; Tresmonoye, 56, 91 ; Vendrant, 196.
 Lyon, Mons. de, 63, 71, 80, 95, 105, 120, 124, 138, 139, 146, 173, 195, 202, 203, 232, 233, 235, 236, 240, 241, 279, 281, 282, 284, 295, 304, 310, 396, 402, 408, 443, 444, 461, 480, 502, 518, 524, 537, 542, 544, 550, 572.
 Lyon (du) ou Doullion, Jehan et Antoine, 75, 140.
 Lyonnais, 8, 9, 17, 31, 33, 34, 38, 47, 77, 79, 81, 82, 91, 95, 99, 109, 115, 116, 293, 320, 407, 426, 430, 431, 440, 441, 445, 447, 455, 460, 461, 494, 498, 500, 511, 541, 543, 552, 558, 580, 581.
- M**
- Mâchefert, Jehan, 70.
 Machet, Gérard, 164, 360, 361, 362, 382, 556.
 Machicourt (de), Isabelle, 168.
 Mâcon, 6, 12, 18, 23, 25, 26, 27, 38, 83, 85, 207, 208, 212, 213, 272, 273, 274, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 290, 292, 315, 323, 325, 328, 329, 346, 358, 375, 377, 382, 412, 413, 415, 428, 450, 470, 473, 484, 486, 487, 495, 496, 497, 501, 503, 516, 538, 550, 558, 559, 560, 561, 562, 565, 567, 569, 578, 580, 581, 582, 585, 586, 589, 590, 591, 597.
 Mâconnaïs, 25, 26, 34, 39, 117, 213, 284, 285, 286, 294, 320, 321, 322, 325, 349, 362, 376, 388, 395, 409, 412, 413, 414, 415, 429, 436, 449, 473, 484, 485, 486, 494, 495, 496, 546, 547, 555, 558, 564, 580, 583.
 Mâcon (de), Rolin, 71, 159, 216, 229, 234, 235, 250, 251, 252, 253, 254, 281, 287, 298, 300, 369, 371, 405, 422, 424, 455, 475, 509, 510, 511.
 Maçon (le), Robert, 334, 356.
 Magnin, Pierre, 324.
 Maguelonne, (Hérault), près Montpelier, 115.
 Maine, 487, 499, 503, 521.
 Malarrest, Joffrey, 164.
 Malcieu (de), Péronnet, 211.
 Mallière, Robert, 163.
 Malparlant, Péronnet, 213.
 Malregart, Colin, 187.
 Malsalé, Lambequin, 239.
 Manczet, Pierre, 73.
 Mandront, (v. du Nyèvre), 94, 97, 159, 214, 233, 234, 236, 245, 295, 298, 299, 300, 303, 305, 350, 351, 358, 380, 395, 406, 421, 479, 485, 494, 503, 513, 514, 519, 537, 575, 592, 603.
 Maniglier, Jehan, 247.
 Manissier, Etienne, 63, 107.
 Marche, 10.
 Marchenoir, (Loir-et-Cher), 520.
 Marches, le S^r des —, 19, 488, 586.
 Marcigny, (S.-et-L.), 9, 12, 27, 39, 286, 376, 473, 560, 562, 564, 565, 566, 569, 589, 590.
 Maréchal, (S^r de Meximieux), 18, 22.
 Imbert, 179, 367, 551, 554, 566.
 Maréchal, Etienne, 177.
 Marennes, (Isère), 14.
 Marie de Berry, duchesse de Bourbon, 10, 11, 12, 564, 568.
 Marines (de), Jehan des Chazeaux, dit, 64, 227, 359.
 Marion, Jehan, 66.
 Marle (de), Arnault, 570.

- Marlieu (Ain), 41.
 Marmoutiers, (Indre-et-Loire), 291.
 Marne, rivière, 38.
 Martaret (le), commune de Vaux-Milieu (Isère), 34, 93.
 Martel, le S^r de —, 14 ; Guillaume, 351, 353 ; Martellet, 331.
 Martin V, pape, 47, 115, 489.
 Martin, Henry, 293, 316.
 Marvejols, (Lozère), 352.
 Marzé, Marcieu ou Marcy, (Rhône), 8, 32, 33 ; Guicherd de —, 113, 214, 331, 542, 583.
 Massif Central, 3, 4, 352, 413, 522.
 Massoud, Guillemmin, 235, 254.
 Maubec (Isère), 14 ; le S^r de —, 552.
 Maudry, 605.
 Maugiron, le S^r de, 14, 364, 374, 375.
 Mauloué, Jehan, 113, 194, 432.
 Maurienne, 40.
 Mayère, Guillaume Moyne, dit, 52, 62.
 Mazilles, S.-et-L.), 558.
 Meaux, 335, 404, 409.
 Médecis, 30.
 Méditerranée, 3, 30.
 Mehun-sur-Yèvre, (Cher), 388, 396, 461, 472, 536.
 Melun, 163, 335, 342, 370, 388, 428.
 Mende, 352.
 Menthon (de), Pierre, 331, 332.
 Mercier, Guigue, 64 ; frère Jacques, 105 ; Jehan, 286, 415.
 Méridol, (Vaucluse), 507.
 Merjasse (de), Guillaume, 158.
 Merle, François, 120.
 Mermet, 56, 70, 239, 261, 444, 479 ; Hugonin, 69 ; Robin, 63.
 Metz, 105.
 Meulan, (Seine-et-Oise), 370.
 Meximieux, Ain), 7, 17, 18, 22, 40, 552, 554.
 Meyrueis, (Lozère), 352.
 Meyzieu, (Isère), 13, 34.
 Michelet, Guenon, 479.
 Michiel, Jehan, 158.
 Michon, Jaquemot, 312, 314.
 Milan, 20, 188, 348, 355, 394, 398, 409, 489, 498, 521, 534, 586.
 Milliart, Peronet, 333.
 Mions, (Isère), 13.
 Miraillier, 444, 479, 507.
 Miribel, (Ain), 7, 17, 22, 46, 232, 320, 322, 323, 324, 364, 493, 515, 547.
 Miribel, Pierre, 67, 131.
 Modon (de), Jehan, 186, 191.
 Moirans, (Isère), 14, 40.
 Molard (du), Jehan, 129.
 Molon (de), Léonard, 130, 202, 232, 233, 234, 550.
 Monstrelet, 291.
 Montagny, (Rhône), 32, 33, 34, 112.
 Montaigu, (Jura), 567.
 Montaigu en Combrailles, (Puy-de-Dôme), 10, 525, 526, 529.
 Montaney, (Ain), 179.
 Montarcher, (Loire), 10.
 Montargis, (Loiret), 370, 520, 566.
 Montbard, (Côte-d'Or), 546.
 Montbéliard, (Doubs), 282.
 Montbrison, (Loire), 8, 12. Barthélemy de —, 150.
 Montchenu, (Drôme), 10, 14 ; Geoffroy de —, 115, 117, 279, 316, 327, 458 ; Philibert de —, 121, 548.
 Mont d'Or (le), 31, 32, 33, 34, 445.
 Montdoubleau, (Loir-et-Cher), 520.
 Montereau, (Seine-et-Marne), 193, 282, 370, 374, 436, 500, 536.
 Montfermier (de), Guillaume, 194.
 Montferrand, (v. Clermont), 592.
 Montgilbert, près Ferrière, (Allier), 186.
 Montipon (?), près Tarare, (Rhône), 184.
 Montivilliers, (Seine-Inférieure), 133.
 Montlaur, le S^r de —, 28.
 Montlhéry, (Seine-et-Oise), 291.
 Montluçon, (Allier), 464, 467, 524, 525, 526, 541.
 Montluel, Ain), 17, 22, 40, 41, 88, 130, 338, 362, 363, 366, 380, 392, 450, 455, 502, 503, 512, 517, 549.
 Montmelas, (Rhône), 33.
 Montmélian, (Savoie), 40.
 Montmerle, (Ain), 7, 41, 66.
 Montmorin (de), Pierre, 342, 530.
 Montmort (de), Jacques, 32, 431, 478.
 Montpancier (de), dits les Panetiers, Pierre, 59, 69, 158 ; Hugonin, 69 ; Guillaume, 69, 319.
 Montpellier, 39, 141, 145, 149, 194, 316, 516, 539.
 Montrevel, (Ain), 19.
 Montrigaud, (Drôme), 14.
 Montrond, (Loire), 10.
 Mont Saint-Vincent, (S.-et-L.), 578.
 Montverdun, (Loire), 57.
 Morancé, (Rhône), 33.
 Morel ou Moreau, Jacques, sculpteur, 11, 120, 176, 177, 334. Guillaume, 211, 564. Jehan, 402.
 Morestel, (Isère), 19.
 Moret, (Seine-et-Marne), 370.
 Morges, (Suisse, canton de Vaud), 20.
 Mornas, commune de Saint-Victor-de-Cessieu, (Isère), 14.
 Moronczart (de), Pierre, 124.
 Morvan, 285, 566, 589.
 Moton, Jehan, 129.
 Moulins, 10, 378, 382, 394, 428, 527, 599.
 Moulins Engilbert, (Nièvre), 566.
 Moulin (du), Denis, 119, 163, 194, 383, 387, 433, 443, 474.

Mouzon, (Ardennes), 469.
 Mulat, 157, 202.
 Mulin, Pierre, 227, 249. Jehan, 372, 407, 432.
 Mure (de ou de la), 86. Etienne, 150.
 Guillaume, 317.

N

Namy, Jehan, 208.
 Nant (de), Jehan, 279.
 Nantua, (Ain), 19, 40.
 Nantuas, v. A. de la Fay, 46, 63, 227, 242, 243, 250, 251, 253, 254, 308, 310, 311, 425, 430.
 Navailles, le S^r de —, 536.
 Navarre (de), Janin, 77, 177, 178.
 Nemours, (Seine-et-Marne), 374.
 Néronde, (Loire), 10.
 Neufchâtel, (le comte de), 29.
 Nevers, 23, 285, 498, 500, 564, 590.
 Neyrieu, commune de Saint-Benoît, (Ain), 347.
 Nice, 22, 194.
 Nicolas, (Frère), 105.
 Nimègue, (Nymengue), Abraham de —, 177.
 Nîmes, 30, 39, 194, 324.
 Nivernais, 401, 409, 473, 566.
 Noir ou Neyr, Pierre, 62, 205.
 Normandie, 291, 499.
 Norris (de), Jehan, 115, 139, 279, 333.
 Novion ou Noyant (de), François, 50.
 Noyzet, Pierre, 144.
 Nyèvre, (du), 86, 92, 93, 94, 170, 227, 228; Antoine, 15; Aymé ou Nème, 93, 97, 159, 175, 228, 234, 236, 251, 256, 261, 266, 297, 359, 403, 404, 407, 408, 430, 441, 442, 447, 477, 483, 490, 491, 513, 514, 519, 541, 575, 606; Catherine, 88; Guillaume, 82; Jehan, 92, 93, 153, 232, 233, 235, 261, 280, 297, 300, 306, 319, 362, 476, 479, 575; Marie, 106; Péronin, 43, 88, 92; Pierre, 34, 92, 94, 172, 175, 319, 432, 434, 453, 459, 463, 476, 481, 482, 484, 519, 545, 575, 606; Pierre, dit Mandront, 94, 214, 229, 261, 297, 321, 606

O

Offrey, Pierre, 209, 219, 459, 460, 461, 466.
 Olivier (frère), 103, 165, 515.
 Ollande (d'), Annequin, 65, 314; Etienne, 65.
 Orange, 30, 55; le Prince d'—, 16, 22, 26, 30, 71, 88, 89, 214, 220, 228, 275, 319, 321, 324, 342, 349, 352, 353, 367, 376, 387, 392, 404, 414, 431, 464, 498, 501, 513, 516, 522, 523, 524, 530, 531, 532, 534, 535, 537, 538, 540, 541, 543,

544, 545, 546, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 557, 558, 559, 560, 564, 577, 586, 589.
 Orgelet, (Jura), 402.
 Orgon, (Bouches-du-Rhône), 40.
 Orléans, 22, 39, 166, 220, 271, 276, 330, 376, 506, 520, 535, 546, 549, 555; Orléanais, 352.
 Orly, commune d'Albens, (Savoie), Louis d'—, 115, 117, 160, 161, 162, 493.
 Oullins, (Rhône), 32.
 Oydel, Etienne, 56, 70, 172, 193, 194, 227, 228, 230, 239, 263, 264, 279, 280, 297, 300, 316, 321, 357, 360, 384, 396, 441, 446, 475, 490. Philippe, 604.
 Oye (d'), Janin, dit de Paris, 63.

P

Palais (du), Gilliquin, 65.
 Padoue, (Italie), 150.
 Pain, Robin, 258, 541.
 Palmier, Jehan, 79, 133, 183, 208, 210, 227, 235, 239, 249, 519, 575. Sibille, 170.
 Palu (la), (Ain), 19. Guillaume de —, 117.
 Panoilliat, 229. Claude, 122, 163; Guillaume, 79, 121, 209, 244, 256, 257, 258, 362, 364, 441, 442, 448, 449, 483, 492. Jaqueme, 79, 106, 122, 264, 459, 460, 465.
 Pape, Gui, 15, 74, 128, 150, 155, 174, 187, 442, 556; Pierre, 74, 109, 113.
 Paray-le-Monial, (S.-et-L.), 517, 559, 560.
 Pardiac, Bernard, comte de —, 349, 413, 414, 417, 433, 520, 521, 523, 525, 527, 528, 530, 541, 544.
 Parent, 33.
 Paris, 38, 39, 58, 59, 87, 115, 150, 164, 165, 208, 209, 275, 277, 279, 283, 284, 287, 291, 293, 294, 295, 296, 305, 306, 315, 320, 329, 330, 331, 334, 335, 341, 352, 354, 355, 357, 360, 369, 370, 394, 434, 471, 480, 488, 489, 490, 507, 546, 550, 590.
 Paris (de), Jehan, 134.
 Parthenay, (Deux-Sèvres), 522.
 Pasquet le Charron, 34, 76, 79, 144, 153, 171, 187, 229, 549.
 Passins (Isère), 86, 214, 346, 347.
 Paterin, Jehan, 56, 60, 79, 83, 84, 85, 89, 133, 136, 150, 153, 154, 171, 172, 192, 193, 208, 213, 226, 227, 228, 236, 238, 241, 249, 264, 298, 304, 314, 345, 351, 365, 369, 373, 379, 380, 383, 384, 385, 392, 397, 403, 406, 408, 441, 452, 462, 476, 478, 481, 502, 519, 554, 573, 604. Claude et Marguerite, 85. Claude, Louis, Laurent, Antoine, 85. Dalmas, 136.

Paumier, Jehan, 209, 213, 258, 455, 459, 462, 469, 470, 570, 574.
 Pavie (de), Symon, 78, 104, 144, 149, 154, 170.
 Payan, Bertrand, 71, 575. Grégoire, 71, 122.
 Pays-Bas, 75, 499.
 Pazzi, 30; Enée de —, 440.
 Péage (du), Poncet, 69.
 Peilliart, Jehan, 170.
 Pellerin, Pierre, 14, 554.
 Pelletier, Pierre, 388, 389.
 Pérennes, Pierre, 258.
 Périer André, 304; Jehan, 71.
 Pérolier, 113.
 Perret, Jehan, 65; Pierre, 65.
 Perreux, (Loire), 6, 39, 382.
 Peyraud, près de Serrière, (Ardèche), 28.
 Peyssel, Barthélemy, 59.
 Pézenas, (Hérault), 435.
 Philippe Auguste, 200.
 Philippe IV, le Bel, 150, 200.
 Philippe V, le Long, 42.
 Philippe le Bon, 282, 376, 436, 482, 499, 500, 546, 560, 562, 564, 578, 579, 580, 586, 589, 590, 591.
 Picardie, 183.
 Pie II, pape, 125.
 Piégay, 522.
 Piémont, 20, 31; Louis, prince de —, 499.
 Pierrechâtel, commune de la Balme, (Savoie), 579.
 Pierreclos, (S.-et-L.), 34, 83, 213, 413, 559.
 Pilat (Mont), 28.
 Pizanon, commune de Chatuzange, (Drôme), 14.
 Place (de la), Françoise, 173.
 Plaisance, (Italie), 398.
 Plateaux, Jehan des —, 580.
 Playe (La), Robinet, 114.
 Pô, fleuve, 20.
 Poculot, André, 71, 210; Jehan, 71.
 Poingcarré, Jehan, 337.
 Poisieu, commune de Choeau, (Isère), 14.
 Poitiers, 7, 39, 85, 92, 112, 150, 154, 208, 209, 219, 238, 239, 369, 390, 451, 454, 455, 461, 462, 463, 468, 504, 507, 508, 509, 510, 511, 513, 515, 538, 556, 563, 564, 592, 593, 601, 602.
 Poitiers, (Dauphiné), le S^r de, 14, 278, 534; Marguerite de —, 348.
 Poitou, 352, 518, 521.
 Pojal, Mathieu, 242.
 Poleymieux, (Rhône), 33, 34, 81.
 Polignac, (S^r de), 28, 29, 342, 368, 369, 413, 414.
 Polletens, près de Montanay (Ain), 144, 152.

Pollionay, (Rhône), 32, 34, 87, 203, 297, 330.
 Pommiers, (Rhône), 33.
 Pompière (de), 34, 56, 75, 86, 87, 141, 193, 203, 227, 605. Claude, 86, 87, 209, 251, 256, 260, 263, 279, 297, 299, 300, 306, 312, 319, 330, 332, 333, 345, 347, 380, 381, 392, 420, 440, 459, 476, 485, 514, 519. Eustache, 87, 186, 228, 569.
 Ponchon, Pierre, 44, 47, 187, 470.
 Ponczaton, Pierre, 76.
 Pont d'Ain, (Ain), 40, 172.
 Pont-de-Beauvoisin (Isère et Savoie), 40.
 Pont-de-Veyle, (Ain), 323, 501, 502, 581, 588; Jehan de..., 148.
 Pont Saint-Esprit, (Gard), 39, 43, 324.
 Ponthierry (de), Jehan, 173.
 Pontoise, (Seine-et-Oise), 370.
 Porchet, Jehan, 392.
 Porte, Jaquemot, 75, 227.
 Pot, Rénier, 280, 436, 512, 559.
 Pouilly-le-Monial, (Rhône), 32, 91, 213.
 Pouilly, près de Melun, 370.
 Poypat, 430.
 Préaulx (S^r de), 168, 169.
 Preissia (de), 86, 87.
 Pressy, (S.-et-L.), 212, 336.
 Prévost, Léonard, 74.
 Privas, 28.
 Propières, (Rhône), 8, 14; Hugonin de —, 113, 115, 117, 382.
 Provence, 3, 22, 27, 30, 277, 500, 505, 507, 508.
 Provins, (Seine-et-Marne), 369.
 Pusignan, (Isère), 93, 550, 552.
 Putout, Jehan, 76.
 Puy (Le), 39, 194, 219, 369, 383, 414, 513.
 Puys (du), Jehan, dit Brunicart, 76, 106, 595, 606.
 Pyrmont (de), Jehan, 208.

Q

Queyras, 411.
 Quincieu, (Rhône), 32, 361.
 Quintellet, 48.
 Quirieu, commune de Bouvesse-Q., (Isère), 346, 347.

R

Raches, Jehan, dit de Reims, 69; Guichard —, 362, 363.
 Raffin, 33.
 Rajasse (la), (Rhône), 33.
 Randon, v. Joyeuse, 28, 29, 413.
 Rapetour, le S^r de —, 8.
 Rapondi, Dino, 355.

- Rascart, 460, 529.
 Ray, Guillaume, 264.
 Rayère, Guillaume, 120.
 Régnv, (Loire), 23.
 Reims, 260, 290, 352, 353, 356, 359, 489, 501, 502, 506, 508, 512, 555, 565.
 Rendon, Vital, 68.
 Revermont (le), 19.
 Revoyre (de), Hugonin, 68.
 Rey, Guillaume, 167.
 Rhins, rivière, 6.
 Rhône (le), fleuve, 3, 4, 7, 9, 13, 14, 17, 19, 22, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 35, 40, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 51, 52, 53, 69, 103, 108, 137, 146, 194, 196, 238, 242, 243, 277, 284, 311, 313, 314, 317, 318, 346, 347, 352, 353, 360, 367, 378, 395, 401, 406, 410, 434, 535, 543, 551, 552, 553, 554, 558.
 Rhône, le pont du, 4, 37, 40, 41, 42, 44, 47, 49, 50, 74, 104, 105, 108, 158, 174, 188, 243, 244, 245, 260, 263, 313, 314, 319, 379, 390, 403, 411, 463, 471, 549, 563, 577, 588, 592, 609.
 Richemont, le connétable de, 91, 214, 219, 253, 264, 384, 440, 451, 454, 459, 460, 466, 498, 500, 501, 502, 503, 504, 506, 507, 508, 509, 510, 517, 518, 520, 522, 534, 538, 567, 590.
 Richerd, Gillet, 13, 51, 213, 347, 351, 554.
 Rieu (du), — de Rivo — Pierre, 71, 79, 124.
 Rillieu (de), Pierre, 231, 397.
 Riom, (Puy-de-Dôme), 10, 450, 452, 453, 454, 507, 527.
 Ripaille, commune de Thonon, 591.
 Rippault, Jacques, 207, 289.
 Ritz, Albram, 65.
 Rive de Gier, (Loire), 31, 33, 35, 72, 379.
 Riverie, (Rhône), 17, 33, 122, 368, 412.
 Rives, (Isère), 14, 40.
 Rivoire (Haute-), (Rhône), 14.
 Roanne, Loire, 4, 9, 10, 39, 382, 386.
 Roannais, 9.
 Robigois, Rolin, 173.
 Roche (la) en Rénier, (Haute-Loire), 29, 342, le S^r de —, 324, 325, 401.
 Roche (de), Benoît, 320.
 Rocheagüe (emprès le Puy), 219, 513.
 Rochebaron, commune de Bas-en-Bas-set, (Haute-Loire), 10, 28, 349, 413 ; le S^r de —, 345 ; Héracle de —, 414 ; Macé de —, 414, 581.
 Rochefort, (Loire), 368.
 Rochefort, Claude, 76.
 Rochemaure, (Ardèche), 28.
 Rochetaillée, (Rhône), 32, 35, 139, 161, 162, 195, 327, 363, 365, 389, 492, 493, 542, 587.
 Rochette (de la), Antoinette, 107.
 Rodrigue de Villandrando, 12, 27, 87, 162, 186, 191, 349, 531, 544, 545, 551, 552, 553, 555, 557, 558, 560, 565, 568, 569, 577, 582, 583.
 Roland, Humbert, 113, 114, 121, 145.
 Rolin, le chancelier, 376, 436, 473, 487, 501, 503, 560, 565, 567, 589. Gérard —, 578.
 Romains, le roi des, 272, 276, 277, 280, 281, 282, 283, 284, 302, 311, 312, 333, 388, 404.
 Romanet, Barthélemy, 69.
 Romans, (Drôme), 14, 40, 105, 194, 274, 278, 316.
 Rome, 40, 49, 101, 105, 114, 115, 165, 289, 360, 402, 475, 490.
 Romenay, (S.-et-L.), 537.
 Rontalon, (Rhône), 34, 76, 97, 203.
 Rossain, Gui, 372.
 Bosset Girerd, 71, 124, 227, 298. Philibert, 564.
 Rossellet, Péronnet, 187.
 Rossignol, Thomas, 359.
 Rostaing, Claude, 458.
 Rouen, 133, 290, 480.
 Rouergue, 414.
 Roussillon, (Isère), 10, 14, 17, 275, 368.
 Roybon, (Isère), 13.
 Roz (le), Mathieu, 78, 178.
 Ruboud, 316, 494.
 Rup, Claude, 183, 184.

S

- Sablé, (Sarthe), 400, 403.
 Saconin (de), Pierre, 124.
 Sacquerel, Péronet, 198, 177.
 Sadoz, Pierre, dit Colombet, 59.
 Sain-Bel (Rhône), 32, 183, 184, 191.
 Saix (du), Philippe, 19, 99.
 Sala, 74, 227 ; Amé, 187 ; Jehan, dit Bastier, 75, 169, 170, 171, 355, 531 ; Pierre, dit Sapique, 355, 383, 531 ; Pierre, 556.
 Salavre, François, 256, 307, 308, 339, 449.
 Salemard, le S^r de, 10 ; Guichard de, 524, 525.
 Saleneuve, le S^r de, 367, 368, 410, 414, 485, 546, 551.
 Salisbury, 276, 482, 483, 494.
 Salles (de), Jehan, 186.
 Salornay (S.-et-L.), le S^r de, 25, 113.
 Saluces, (Italie), la maison —, 13, 93, 116, 535 ; Georges de —, 115, 117, 417, 474, 475 ; cardinal de —, 120, 173, 176, 179.
 Sancerre (Cher), 335.
 Santenay (S.-et-L.), 321.
 Saône, rivière, 4, 5, 6, 7, 8, 17, 23, 26, 27, 31, 32, 41, 51, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 63, 66, 67, 89, 100, 102, 128, 138, 139, 141, 162, 177, 184, 194, 198,

- 207, 225, 231, 232, 238, 242, 284, 309,
313, 314, 316, 320, 323, 359, 368, 379,
389, 395, 400, 410, 411, 481, 496, 498,
516, 531, 534, 548, 558, 567, 568, 582,
583, 585.
Sapin, Jean, 33.
Sassenage (Isère), le S^r de —, 14, 280.
Sathonay (Ain), 18, 86, 153, 154.
Saumur (Maine-et-Loire), 455, 510, 512.
Saunier, Denys, 317.
Sauvage (le), 158
Savignieu (de), Jehan, 75, 187, 606.
Savigny (Rhône), 32, 33, 182, 183, 184.
Savoie, 4, 5, 7, 8, 19, 20, 22, 23, 24,
29, 30, 40, 41, 46, 49, 52, 80, 101, 102,
105, 116, 117, 119, 124, 125, 126, 131,
135, 137, 138, 173, 176, 178, 180, 181,
182, 188, 190, 193, 195, 197, 198, 200,
240, 263, 273, 274, 277, 278, 281, 289,
303, 319, 320, 322, 327, 329, 330, 331,
332, 333, 338, 342, 343, 345, 346, 348,
354, 355, 362, 363, 364, 365, 366, 370,
371, 372, 375, 376, 382, 386, 389, 392,
393, 401, 402, 403, 404, 410, 414, 433,
434, 435, 472, 473, 474, 481, 484, 487,
488, 489, 492, 493, 497, 498, 501, 504,
508, 512, 515, 516, 517, 521, 522, 523,
530, 533, 534, 535, 538, 539, 540, 541,
544, 546, 548, 549, 550, 551, 557, 560,
561, 566, 567, 576, 579, 583, 586, 587,
588, 591, 599 ; Marguerite de —, 355 ;
Pierre de —, 42, 200 ; Savoyards, 161,
182, 266, 274, 321, 333, 378, 387, 415,
472, 481, 580, 585.
Seine, fleuve, 4, 38, 520, 565.
Selles-en-Berry, (Loir-et-Cher), 443,
444, 445, 446, 447, 450, 483, 490, 506.
Semur-en-Brionnais, (S.-et-L.), 560.
Senlis, (Oise), 330, 444.
Sens, (Yonne), 115, 333.
Septème, (Isère), 13, 14.
Serrière, Armand, 177.
Serverette, (Lozère), 414.
Sévenas, 33.
Séverac, le M^{ai} de —, 349, 409, 411,
412, 415, 416, 473, 485, 489.
Seyssel, (Haute-Savoie), 19, 40, 277,
280, 410.
Sicile, la reine de, 343, 454, 500, 504,
506, 507, 508, 577.
Sigismond, Empereur, 273, 274, 275,
276, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 535,
591.
Sion, (Valais, Suisse), 135.
Sirode, Péronet, 35.
Sivrieu-en-Dombes, (Ain), 160, 161.
Sivrieu (de), 34, 76, 88, 190, 191, 203,
227, 229 ; Enemond, 76, 79, 97, 133,
196, 228, 232, 297, 312, 319, 368, 420 ;
Henry, 76, 79.
Solier (du), Loys, 73 ; Antoine, 75.
Solutré, la Roche de —, (S.-et-L.), 27,
- 286, 325, 376, 385, 487, 496, 564, 565,
566, 578, 581, 589.
Sommières, (Gard), 39.
Somuys (de), Pierre, 319.
Sorel, Pierre, 160, 161.
Sottison, 363.
Souabe, 41.
Soucieu, (Rhône), 327.
Souvigny, (Allier), 10, 11, 176, 382.
Spifame, 355.
Suffolk, 483, 487.
Sure, (commune de Saint-André-de-
Corey, (Ain), 19 ; Antoine de —, 402 ;
Guillaume de —, 43 ; le Galois de —,
521, 561, 568.
Sure (de), Jehan, 66.
Sury-le-Bois, (Loire), 12, 137, 180, 528.
Suze (le Pas de), 20, 40.
Symon, Girerd, 63, 144.
Saint-Amour (Jura), 8 ; le S^r de —, 581.
Saint-Amour (de), ou de Semur, Tié-
ven, dit Borbonois, 66, 151.
Saint-Andéol, (Rhône), 33, 537.
Saint-André, le S^r de —, 33.
Saint-André-de-Briord, commune de
Briord, (Ain), 347.
Saint-Ange (cardinal de), 106.
Saint-Antoine-de-Viennois, (Isère), 13,
52, 101, 102, 194, 489.
Saint-Barthelemy Lestra, (Loire), 112.
Saint-Barthelemy (de), 74, 227 ; Jof-
frey, 137 ; Pierre, 76, 133, 170, 187 ;
Poncet, 76, 153, 255, 422 ; Dom Etienne,
101 ; Dame Claude, 106.
Saint-Bonnet-de-Joux, (S.-et-L.), 294.
Saint-Chamond (Loire), 9, 10, 33, 72,
379, 445, 459.
Saint-Claude (Jura), 19, 125, 289, 551.
Saint-Clément de Valsonne, (Rhône),
111.
Saint-Cyr-de-Valorges, (Loire), 8.
Saint-Cyr au Mont d'Or, (Rhône), 33,
55, 62, 121, 168, 205, 327.
Saint-Denis, près Paris, 471.
Saint-Didier, au Mont d'Or, (Rhône),
35, 55.
Saint-Etienne de Chalaronne, (Ain), 18,
240.
Saint-Etienne, (en Forez), 9, 72.
Saint-Flour, (Cantal), 365.
Saint-Forgeux, (Rhône), 33.
Saint-Barnard de Romans, 14.
Saint-Bernard, (Rhône), 32, 327, 363,
365, 547, 548, 587.
Saint-Galmier (Loire), 39.
Saint-Gengoux, (S.-et-L.), 9, 26, 27, 39,
286, 497, 566, 590.
Saint-Genis-Laval, (Rhône), 33, 35, 69,
121, 122, 569, 571, 587, 588.
Saint-Georges, le S^r de —, 415.
Saint-Georges-d'Espéranche (Isère), 411,
453.

Saint-Georges de Reneins, (Rhône), 324.
 Saint-Germain (de Montrond, d'Apchon), 10. André de Saint-Germain, 100, 294, 338.
 Saint-Germain (au Mont d'Or), Rhône, 32, 281, 327, 329, 365, 385, 402.
 Saint-Germain-Laval, (Loire), 9.
 Saint-Haon, (Loire), 9.
 Saint-Jean-de-Losne, (Côte d'Or), 482.
 Saint-Jean de Panissières (Loire), 412.
 Saint-Just-sur-Loire, (Loire), 10.
 Saint-Lagier, (Rhône), 8.
 Saint-Laurent de Mure, (Isère), 13.
 Saint-Laurent du Pont (Isère), 14.
 Saint-Laurent les Mâcon, (Ain), 41, 326, 350, 391.
 Saint-Marc, le cardinal de, 343.
 Saint-Martin de Tours, 117.
 Saint-Maur des Fossés, près Paris, 354, 357, 358, 360, 370.
 Saint-Omer, (Pas-de-Calais), 7.
 Saint-Oyant, (Saint-Claude, Jura), l'abbé et l'abbaye, 125, 515.
 Saint-Papoul (l'évêque de), 192, 193, 369, 371, 374.
 Saint-Pierre le Moûtier, (Nièvre), 342, 566.
 Saint-Pierre la Palud, (Rhône), 184.
 Saint-Point, (S.-et-L.), 25. Gilles de —, 113, 115, 117, 161, 162, 365, 547, 548; Jaquet, 162.
 Saint-Pol, le bâtard de —, 580.
 Saint-Polgues, (Loire), 9.
 Saint-Priest, (Isère), 13, 51, 84, 213, 347, 351, 554; Gillet de —, 121, 364, 385, 476, 498, 545, 562, 565, 587.
 Saint-Priest en Jarez, (Loire), 9, 10, 33, 163.
 Saint-Rambert-en-Bugey, (Ain), 19, 579.
 Saint-Rambert-sur-Loire, (Loire), 39.
 Saint-Rambert d'Albon, (Drôme).
 Saint-Rambert (de), Barthelemy, 74, 168.
 Saint-Romain, (Isère), 13, 550.
 Saint-Romain-de-Couzon, (Rhône), 315.
 Saint-Romain (de), Guillaume, 351.
 Saint-Ruf, à Valence, 51, 101.
 Saint-Symphorien d'Ozon, (Isère), 13, 142, 193, 383, 389, 406.
 Saint-Symphorien le Château, (Rhône), 10, 32, 35, 39, 213, 335, 381, 445, 504.
 Saint-Symphorien (de), Béatrix, 93, 153.
 Saint-Trivier en Dombes, (Ain), 7, 588.
 Saint-Vallier, (Drôme), 14, 29, 275, 348, 360, 534.
 Sainte-Colombe, (Rhône), 32, 91, 213, 295, 335, 406, 478.
 Sainte-Croix, (cardinal de), 106, 564.
 Sainte-Foy, (Rhône), 33, 121, 363, 578, 587, 588.

Sainte-Foy l'Argentière, (Rhône), 35, 39, 137, 183.

T

Taillémont, Claude, 75.
 Taillis (du), Simon, 113.
 Talant, 590.
 Talaru, le S^r de, 33, 34; Amé ou Amédée de —, 106, 124, 125, 126, 170, 361, 483, 489, 604, 607; Guillaume de —, 113, 114, 116, 124, 330, 332, 365; Louis —, 117.
 Talaru-Chalmazel, 10, 33, 113.
 Tanay, commune de Saint-Didier en Formans, (Ain), 8.
 Tarare, (Rhône), 31, 39, 184, 191, 294.
 Tardi, Hugonin et Clément, 71.
 Tassin, (Rhône), 33, 69, 168, 587, 588.
 Tavernier, Tiéven, 67.
 Teil (Le), (Ardèche), 28.
 Terrail, Antoine, 99.
 Testut, Claude, 35, 140, 239; Guillaume, 250, 482.
 Thélis, près de Cours, (Rhône), 8; Guillaume de —, 113, 114, 116.
 Thil (l'ichâtel, Côte d'Or), le S^r de —, 565.
 Thivillon, v. Chevillon, 212.
 Thizy, (Rhône), 6, 7, 8, 12, 23, 38, 39, 135, 380, 382, 560, 579.
 Thodure, (Isère), 14.
 Thoire, (v. Villars), 401.
 Thoisy, (Ain), 7, 8, 23, 41, 569, 579.
 Thomas, Jehan, 69.
 Thomassin, 171, 180, 192, 229, 256, 504, 556; Mathieu, 15, 56, 128, 373, 605, 608.
 Thonon, (Haute-Savoie), 20, 102, 561.
 Tiboud, Jehan, 75, 130, 177, 227, 251, 298, 308, 315, 319, 359, 371, 407, 408, 422, 505.
 Tieulier, Claude, 159, 213, 237, 245, 410, 531; Jehan 312, 319.
 Tille, rivière, 38.
 Tiptoft, 276.
 Tissot, Pierre, 122, 239.
 Tollogny, Acarie de —, 311.
 Tombe (la) (Seine-et-Marne), 331, 333, 342, 348.
 Tunes, (Rhône), 34, 95, 203.
 Tur (Le), Guillaume, 239, 299, 361, 426.
 Torchefelon, (Isère), 14.
 Toreau, Guillaume, 404.
 Toulon (de), Pierre, 11, 528, 580.
 Toulangeon (de), Jehan, 321, 486; Antoine, 487, 560; le maréchal de —, 26, 350, 413, 512, 517, 522, 559.
 Toulouse, 39, 288, 383, 384, 443, 444, 445, 446, 474, 502.
 Tour du Pin (La), (Isère), 13, 14, 40.

Tournai, (Belgique), 302.
 Tournon, (Ardèche), 10, 28, 39; Odet de —, 331, 385.
 Tournus, (S.-et-L.), 26, 38, 286, 306, 307, 415, 416, 496, 543, 546, 558, 567, 581, 583, 586.
 Tours, 280, 290, 352, 369, 468, 469, 471, 502, 504, 529, 570, 592.
 Tourvéon, 76, 95, 227, 229; Jaquemet, 314, 317, 359.
 Toussieu, (Isère), 14.
 Touvière (La), 23.
 Trémoille (La), 580; Georges de —, 466, 468; 499; 503, 512; 517, 518, 520, 522, 523, 524, 561, 565, 567.
 Treuvat, Perrin, 121.
 Trévoux, (Ain), 8, 41, 92, 126, 481, 560, 561, 562, 579.
 Trézettes, 8; Antoine de —, 115, 117, 327, 365, 547.
 Trippe, Pierre, (Guillermine), 65.
 Troyes, 189, 282, 283, 292, 358, 370, 387, 388, 394, 471, 520, 535.
 Tudert, Jehan, 345, 414.
 Turdine, rivière, 39.
 Turin, (Italie), 20.
 Turin, Pierre, 229, 588.
 Turrel, Pierre, dit de Givors, dit la Grande Barbe, 263, 264, 452, 506, 507.

U

Uchizy, (S.-et-L.), 486.
 Ulm, (Bavière), 283.
 Urfé (Loire), 9, 10.
 Usselles (d'), Hugon, 168.

V

Vaise, 38, 39, 69.
 Vaise, ou Veyse, (de), Jaquet, 66, 134.
 Valbonne (la), 18.
 Valence, 14, 40, 194, 278, 337, 532, 534, 535.
 Valentinois, 14, 22, 29, 48, 278, 371, 378, 498, 506, 532.
 Valette, 544, 553.
 Valette, Guillaume, 315.
 Vallon (de), Pierre, 206.
 Valois, 22.
 Valpergue (de), Théode, 212, 214, 245, 411, 486, 510, 591, 598, 599.
 Valussin, Seigneurie entre Saint-Julien et Arintheod, (Jura), 413.
 Varambon, (Ain), 19, 367, 414, 551, 554, 559, 560, 561.
 Varax, Saint-Paul de —, (Ain), 19, 81; le S^r de —, 389, 569; Humbert de —, 115, 117, 162, 185, 327, 365, 389.
 Varennes, commune de Quincié, (Rhône), 33; Antoine de —, 345, 355, 356, 379, 566.

Varey, (Ain), 7.
 Varey (de), 34, 86, 94, 95, 96, 97, 115, 116, 134, 171, 203, 227, 228, 229; Antoine, 97; Artaud, 96, 153; Barthelemy, 77, 95, 380, 464, 477, 519, 542, 588; Bernerd, 39, 77, 81, 94, 97, 133, 171, 184, 193, 194, 227, 229, 230, 231, 236, 256, 266, 297, 308, 316, 319, 383, 459, 468, 472, 477, 479, 485, 490, 491, 508, 513, 514, 519, 541, 572, 573, 575, 584, 592, 593, 603; Catherine, 96, 115, 116, 135, 169, 170, 347; Claude, 96, 175; Girerd, 96, 153, 185, 190, 205, 226, 236, 571, 575, 603, 605; Guillaume, 95, 153, 154; Humbert, 95, 135, 156, 576, 593; Humbert, le prévôt, 95, 143, 159, 205, 232, 256, 297, 404, 476, 519; Jehan ou Janin, 95, 97, 211, 605; Jehan, courrier, 51, 52, 96, 97, 104, 106, 144, 175, 205, 218, 219, 232, 236, 348, 380, 448, 450, 459, 464, 476, 477, 479, 492, 514, 519, 524, 525, 539, 540, 574, 575; Marguerite, 87, 96, 106; Mathieu, 95, 135; Thomas, 95.
 Varinier, Thomas, 59, 75; Pierre, 76.
 Vassal, ou Vassault, Geoffroy, 255, 279, 466, 467, 468.
 Vaugneray, (Rhône), 33, 39, 195.
 Vauvert, (Gard), 352.
 Vaux-en-Velin, (Rhône), 1, 13, 117.
 Vaux, (de), Etienne, 509.
 Veauche, (Loire), 10.
 Velay, 9, 10, 28, 219, 342, 343, 367, 368, 413, 414, 461, 513.
 Vendôme, (Loir-et-Cher), 405, 406; le comte de —, 450, 451, 501, 502, 505, 506, 508, 509.
 Venise, 188, 190, 474.
 Verdun (de), Janin, 334.
 Verger (du), Frère Jehan, 105.
 Vergisson, (S.-et-L.), 325.
 Vergy, Antoine de —, 496.
 Vernaison, (Rhône), 32, 87.
 Verneuil (Eure), 280, 449, 453, 495, 496, 499, 599.
 Verpillière (La), (Isère), 40.
 Vertus, Mons. de —, 330, 335, 343, 388.
 Veyssieu, ou Veyssilieu, (Isère), 34, 89.
 Vichy, (Allier), 11.
 Vidal, Pierre, 211.
 Viègne, le S^r de —, 8; Museton de —, 311.
 Vienne, (Isère), 13, 14, 32, 40, 43, 48, 49, 105, 109, 139, 194, 223, 274, 277, 278, 279, 324, 327, 335, 383, 458, 504, 535, 544, 551, 554, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 580.
 Vienne, G. de —, 473.
 Viennois, 48, 275, 283, 369, 381, 534, 535, 552.
 Vierzon, (Cher), 506, 507.
 Villars, en Dombe, (Ain), 6, 7, 10, 14,

17, 22, 29, 33, 41, 42, 116, 173, 363, 367, 401, 481, 498, 534, 579, 586; Humbert de —, 17, 29, 125, 401, 480, 481; la Dame de —, 401, 402.
 Villard, Jehan, 131.
 Villars, (à Lyon), 67, 88, 170, 172, 186, 187, 227, 229; Jehan de Villars, 73, 169; Pierre de —, 73.
 Villefranche, (Rhône), 6, 8, 38, 76, 319, 320, 321, 325, 428, 429, 494, 516, 560, 565, 566, 568, 578, 583, 585, 587.
 Villefranche (de), Jeannette, 91, 157.
 Villeneuve, (Ain), 7, 23.
 Villeneuve (de), 34, 86, 87, 90, 91, 93, 94, 97, 134, 153, 161, 171, 172, 228, 229, 295, 335, 476, 477, 526; Aynard-le-Grant, 88, 90, 100, 135; Sire Aynard, 56, 83, 90, 91, 92, 100, 157, 161, 175, 208, 213, 220, 228, 236, 237, 256, 263, 266, 295, 319, 464, 469, 519, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 541, 549, 571, 572, 573, 575, 587, 588, 594, 602, 603, 605, 608; Etienne l'ancien, 86, 90, 91, 92, 161, 216; Etienne, 81, 90, 177, 210, 211, 213, 296, 299, 359, 402, 406, 423, 428, 429, 444, 447, 452, 455, 479, 485, 515, 526, 527, 575, 593, 598, 603; Girard, 90; Jacquemin, 100; Jehan, 84; Loys et Berthet, 186; Pierre, 90.
 Villette, (Ain), 8, 323; Henri, dit Charbucle, 320, 322, 324, 363, 364; Hugonin, 122, 322, 323, 324, 327, 363, 364.
 Villeurbanne, (Rhône), 13, 44, 158.
 Villié, (Rhône), 8.
 Vimy ou Neuville, (Rhône), 32, 195, 324, 363, 568, 587, 588, 604.
 Vincent Ferrier, 51, 104, 295, 362.
 Vinzelles, (Saône-et-Loire), 413, 487, 578.
 Violet, Jehan, 263, 264, 287, 305, 306, 308, 318, 319, 390, 440, 465, 518, 527, 528, 529, 541.
 Virieu, (Isère), 14.

Viriville, (Isère), 346, 347.
 Viry, (Haute-Savoie), Amé de —, 22, 23, 283, 292, 316, 321, 363, 367, 410, 414, 485, 551.
 Viste (Le), 34, 51, 79, 81, 175, 227, 350; Antoine, 80, 221, 238, 605, 606; Aubert, 111, 113, 114; Barthelemy, 80, 239, 295, 299; Catherine, 83; Guillermet, 80, 367; Messire Jehan, 11, 56, 80, 82, 83, 84, 91, 104, 115, 121, 136, 150, 172, 213, 214, 218, 226, 231, 232, 235, 236, 241, 256, 264, 279, 294, 296, 297, 298, 299, 300, 302, 306, 338, 359, 362, 374, 379, 380, 392, 402, 407, 422, 426, 431, 475, 477, 490, 492, 502, 537; M^e Jehan, 80, 208, 574, 576, 593, 598, 606; Pierre, dit Morellet, 80.
 Vitry-en-Charolais, Saône-et-Loire, 538.
 Vivarais, 28, 29, 342, 353, 367, 368, 383, 401, 413, 535, 546.
 Viviers, (Ardèche), 28, 200.
 Vizille, (Isère), 40.
 Voguë, (Ardèche), 28.
 Voreppe, (Isère), 14, 40.
 Vougeot, (Côte-d'Or), 546.
 Voulte (la), sur le Rhône, (Ardèche), 28, 352.
 Voysin, Pierre, 75.

W

Westminster, 283.

Y

Yenne, (Savoie), 19, 40, 522, 538.
 Yolande d'Aragon, reine de Sicile, 273, 378, 489, 500, 503, 506, 508, 561.
 Yseron, voir Iseron.
 Yvours, commune d'Irigny, (Rhône), 34, 90.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction, Bibliographie, p. IX à XIX

Carte des pays du Sud-Est, p. XX.

Carte de la région lyonnaise, hors texte.

PREMIÈRE PARTIE

LES PAYS DU SUD-EST AUX PREMIÈRES ANNEES DU XV^e SIECLE

Chapitre Premier. — LES PAYS DU SUD-EST

1. Lyon, aux confins du royaume	3
2. Les domaines de la maison de Bourbon	6
3. Le Dauphiné	13
4. Les Etats de Savoie	17
5. La Bourgogne et le couloir du Rhône	25
6. Le Lyonnais	31

Carte du Lyonnais, Bas-Beaujolais, Dombes, hors texte.

Chapitre II. — LA VILLE DE LYON

1. Les routes et le pont	37
2. Description de la ville	51
3. Le Peuple	59
4. Les Patriciens	79
5. Les anciens Seigneurs, le Clergé	99

Chapitre III. — LA VIE A LYON

1. La vie privée, les mœurs, les usages	127
2. La vie religieuse	164
3. Le commerce et la richesse	174
4. Les Foires	192

Croquis des Foires en l'Empire, hors texte.

Chapitre IV. — LA COMMUNE DE LYON

1. Les origines	199
2. Le reste des pouvoirs ecclésiastiques	202
3. Les gens du roi	207
4. Les Institutions municipales	216
<i>Tableau des ressources financières de la cité</i>	<i>259</i>
<i>Tableau des envoyés de la Ville aux Etats généraux</i>	<i>265</i>

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE BOURGUIGNONNE AUX CONFINS DU SUD-EST

Chapitre Premier. — L'ANNÉE DU GRAND PÉRIL (avril 1417-juillet 1418).

1. La commune isolée	271
2. La mise en défense de la ville	302
<i>Schéma des fortifications de Lyon</i>	<i>309</i>
3. Les gens du roi au secours de la ville	321

Chapitre II. — AU SERVICE DU RÉGENT-DAUPHIN, 1418-1422.

1. L'hommage au Dauphin	341
2. Imbert de Grôle	346
3. La politique et la guerre, de juillet 1418 à la venue du Dauphin	352
4. La venue du Dauphin à Lyon.....	378
5. L'année critique 1420	385
6. La résistance en 1421	394
7. La résistance en 1422	409
<i>Tableau des tailles royales de 1416 à 1436. — I</i>	<i>418-419</i>
<i>Tableau des variations de la livre tournois</i>	<i>437</i>

Chapitre III. — AU SERVICE DU ROI DE BOURGES, 1423-1430.

1. Les impôts à Lyon, de 1423 à 1429	439
<i>Tableau des tailles royales de 1416 à 1436. — II</i>	<i>456-457</i>
2. Les grands désastres, 1423-1424	471
3. Le temps des trêves, le connétable de Richemont	498

Chapitre IV. — LES AFFAIRES DU SUD-EST, 1428-1435.

1. Le Prince d'Orange et le Duc de Savoie. Anthon.	532
<i>Note sur Jeanne d'Arc et la Campagne du Sacre.....</i>	<i>555</i>
2. Lyon dans les grandes luttes féodales, 1431- 1434	557
3. La Paix d'Arras, 1435	590
4. La fin de la Commune, 1436 (conclusion)	601
PIÈCES JUSTIFICATIVES	611
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES	629
<i>Plan de la Ville de Lyon.</i>	



ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
BOSC FRÈRES,
M. ET L. RIOU
A LYON LE
15 NOVEMBRE 1934

